

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
ET
UNIVERSITÉ D'ANGERS

LES RELATIONS TRANSNATIONALES ENTRE LE QUÉBEC ET LA CHINE
POPULAIRE (1960-1980) : ACTEURS, SAVOIRS ET REPRÉSENTATIONS

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR
YUXI LIU

NOVEMBRE 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Cette thèse est dédiée à mes parents et amies, amis ainsi qu'à toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce travail. Je tiens à vous exprimer ma plus profonde reconnaissance pour votre soutien et vos encouragements.

La concrétisation de ce travail n'aurait pas été possible sans l'appui et la collaboration de nombreuses personnes. Mes remerciements vont en premier lieu à mes directeurs de thèse, Messieurs Yves Denéchère et Martin Petitclerc. Je les remercie de m'avoir encadrée, orientée et aidée. Je les remercie aussi pour leur soutien et leur confiance tout au long de mon doctorat. Monsieur Denéchère, merci de m'avoir accueillie avec beaucoup de bienveillance dans votre bureau en janvier 2013. Je me rappelle encore aujourd'hui la difficulté que j'éprouvais, lors de cette première rencontre, à exprimer ma volonté de suivre une formation du Master en histoire dans le système français afin de m'adapter à un contexte académique qui est très différent de celui dans lequel j'avais été formée. Merci de m'avoir écoutée et encouragée à poursuivre dans cette voie. Merci également d'avoir pris le temps de rédiger pour moi une recommandation qui a largement contribué à l'obtention de ma bourse doctorale auprès du China Scholarship Council. Si la transition du bord du fleuve Jaune à la vallée de la Loire s'est réalisée non sans difficulté, celle vers le fleuve Saint-Laurent a été encore plus chargée de défis. Martin, merci de m'avoir écoutée, aidée et soutenue tout au long de mon séjour au Québec. Je suis impressionnée par le sérieux avec lequel tu assumes tes responsabilités envers tes étudiant.e.s, moi-même y compris. Ton expertise, dont je bénéficie depuis trois ans, m'a permis de mieux connaître la société québécoise des années 1960 et 1970, de structurer mes réflexions et de développer un esprit critique à l'égard des sources et de l'historiographie. Enfin, merci d'avoir fait une si belle lettre pour soutenir ma candidature au programme de stages à l'UNESCO. Somme toute, mes projets de recherche et de stage n'auraient pas pu se réaliser sans vos encouragements et vos soutiens. Vous m'avez incitée à travailler avec encore plus d'intensité.

Ma dette envers mes proches ne saurait tenir en quelques lignes. Mes deux parents, Ming Zhou et Xin Liu, m'ont toujours encouragée à suivre des études supérieures. Merci, maman, d'avoir toujours été là pour moi. Tu es une femme très courageuse, forte et généreuse. J'espère que tu es fière de moi. J'espère également pouvoir être là pour toi quand tu auras besoin de moi. La réalisation de cette thèse en cotutelle internationale a impliqué beaucoup d'efforts et de « sacrifices » : durant ces dernières quatre années, je n'ai passé que très peu de temps auprès des miens. Papa, merci d'avoir été et d'être toujours mon héros. Si maman exprime peu ses émotions, tu le fais encore moins. J'espère que la fin de mon doctorat te donnera finalement une occasion de prononcer ton discours sur tes expériences dans le domaine de l'éducation des enfants, discours que tu « prépares » depuis longtemps au cas où, tel que tu l'as dit, les médias souhaiteraient savoir les secrets de ma « réussite ». 谢谢爸爸妈妈这么多年以来为我提供的支持和鼓励。家庭永远是我的港湾。正是因为有你们在，我才能够有勇气和动力走那么远。天高任鸟飞，海阔凭鱼跃。但飞得再高，心里也惦念着家。

Au cours de l'année universitaire 2014-2015, la convention de cotutelle a été établie entre l'Université d'Angers et l'Université du Québec à Montréal. En août 2015, j'ai été généreusement accueillie au Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS). À cet égard, je dois remercier les collègues et les amis, amis que j'y ai côtoyé.e.s. Je tiens spécialement à exprimer ma gratitude à Annie Lyonnais. Les soupes-discussions que nous avons eues sont tellement enrichissantes ! Sans ton écoute, ton soutien et ta compassion, je n'aurais pas pu aller jusqu'au bout. Il a fallu du temps pour apprendre à se connaître. Tu m'as fait découvrir certains aspects de ma personnalité qui ont été occultés pendant des années. Si la thèse m'a permis d'acquérir des capacités académiques, notre rencontre, qui a pu se réaliser grâce à la cotutelle, m'a apporté de nombreux bénéfices pour lesquels je dois te remercier encore du fond du cœur.

À Alain, avec qui j'ai traversé tant d'épreuves. Un jour de l'été 2017 où la canicule a sévi à Montréal, j'ai fait la rencontre inattendue et décisive d'une âme si singulière et

si chère. J'espère que nous serons fiers de cette période remplies de défis et aussi de réalisations.

Anne-Gaëlle, depuis nos premiers échanges de regards dans le couloir du département, tu viens à de nombreuses reprises au secours de ta petite camarade chinoise. Ta porte est toujours ouverte pour moi. Je ne saurais t'exprimer ma gratitude.

Merci, Léna. Depuis trois ans, nous entretenons une amitié qui a changé ma vie. Tu es la best petite sœur !

Merci à mon grand frère adoptif Brahim pour de nombreux échanges que nous avons eus. Je continuerai à travailler sur mon spirituel avec l'aide de tes conseils précieux !

Merci à Jacqueline & François, Marc & Pascale, Véronique & Thierry, Sara, Élise, Moréna, Nina, Claude, Geneviève, Martin, Danielle, Sylvie, Laurent, Christopher, Jonathan, Micheline, Audrey, Joël, Ivan, Jean-Paul et Tony pour votre soutien moral pendant ces dernières années. 感谢姨妈, 老弟, 志娟, 瑞雪, 长建, 振振哥哥一如既往的关心和鼓励。距离不能阻隔亲情和友情的延续。也要感谢中国驻蒙特利尔领事馆教育组的霍福海领事和闫苏莉领事对我的支持和帮助。

Merci à toutes et tous les archivistes pour leur assistance dans ma chasse d'archives. Merci à Robert Comeau, à Céline Lamontagne, à Louis Fournier, à Yves Lacroix, à Paul Brennan et à Lucie France Dagenais. Merci d'avoir partagé avec moi vos expériences et vos souvenirs.

Last but not least, je dois dire merci à moi-même. Merci d'avoir eu le courage d'aller à Pékin en 2011, en plein hiver, pour apprendre le français, une des deux langues les plus belles du monde. Cette décision a marqué le début d'une merveilleuse aventure.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENTS.....	vii
LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	ix
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET PRÉSENTATION DES SOURCES.....	9
1.1 Bilan historiographique	10
1.1.1 Des relations diplomatiques aux relations transnationales	10
1.1.2 Les relations sino-françaises, sino-américaines et sino-britanniques	16
1.1.3 Les relations sino-canadiennes	34
1.1.4 L'histoire des relations du Québec avec la Chine.....	38
1.2. Sources	50
CHAPITRE II	
LA CHINE POPULAIRE ET L'UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE	
DANS LES ANNÉES 1960	62
2.1. La découverte de la Chine communiste	63
2.2. Le début de la diplomatie universitaire ?	71
2.3. Le milieu universitaire québécois au temps de la Révolution culturelle.....	77
2.3.1. Le Centre for East Asian Studies (CEAS) à l'Université McGill – un terrain d'échange.....	77
2.3.2. Paul T.K. Lin – « A Life Between East and West »	80
2.3.3. La RPC et l'université franco-québécoise	103
2.4. Le pavillon de la Chine communiste à l'exposition Terre des Hommes, 1972.....	109
Conclusion.....	117

CHAPITRE III	
LES MARXISTES-LENINISTES (MAOÏSTES) QUÉBÉCOIS ET LA REVOLUTION CULTURELLE	
	119
3.1. Socialisme, tiers-mondisme et Chine (1960-1971)	121
3.2. Le marxisme-léninisme au Québec : enjeux de définition	129
3.3. L'appropriation de la pensée de Mao Zedong	133
3.3.1 La question du parti	133
3.3.2. La question nationale, la « contradiction principale » et la politique extérieure chinoise	143
Conclusion	149
 CHAPITRE IV	
LES « PROCHINOIS » NON MAOÏSTES AU QUÉBEC – LA SOCIÉTÉ CANADA-CHINE ET LES AMITIES QUEBEC-CHINE (1973-1976)	
	152
4.1. La Société Canada-Chine	153
4.1.1. La composition de la SCC	153
4.1.2. Pourquoi devenir amis de la Chine ?	156
4.1.3. Une délégation de la SCC en Chine (1975)	164
4.2. Amitiés Québec-Chine	172
Conclusion	187
 CHAPITRE V	
« AU PAYS DE L'AVENIR RADIEUX » VOYAGES DES QUÉBÉCOIS EN CHINE POPULAIRE	
	189
5.1. La diplomatie universitaire et le premier étudiant francophone en « pays chinois »	192
5.2. La diplomatie après la reconnaissance de la Chine	197
5.3. « Ne comptons que sur nos propres moyens » : le mouvement syndical québécois en Chine populaire (1973-1975)	205
5.4. Les empreintes d'un discours ethnocentré et colonialiste	214
5.5. Le premier « pèlerinage en terre sainte » – les maoïstes québécois en Chine	222

Conclusion.....	231
CHAPITRE VI	
LA PROBLÉMATIQUE AMITIÉ AVEC LA « CHINE APRÈS MAO »	236
6.1. « Du courant d'intérêt au courant d'amitié »	237
6.2. Une fédération des amitiés ?	246
6.3. Les maoïstes et le travail d'amitié.....	255
6.4. La crise des amitiés	262
6.5. La crise de la Ligue / PCO	272
Conclusion.....	279
CHAPITRE VII	
L'AFFIRMATION DES ACTEURS ÉTATIQUES	283
7.1. Le Centre d'études de l'Asie de l'Est.....	284
7.1.1. La fondation du Centre d'études de l'Asie de l'Est.....	285
7.1.2. Les activités et le développement du CEAE.....	290
7.1.3. Une communauté francophone de sinologues	295
7.1.4. Étudiants et voyages d'étude	299
7.1.5. Un premier projet de recherche	302
7.2. « Favoriser les liens de peuple à peuple » - Le ministère des Affaires intergouvernementales du gouvernement du Québec	308
Conclusion.....	324
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	325
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	340

AVERTISSEMENTS

Différents systèmes de transcription ont été élaborés pour permettre aux Occidentaux de prononcer les caractères chinois. Le pinyin est le plus répandu parmi d'autres. Cela dit, de nombreuses appellations issues du système de l'ÉFEO (l'École Française d'Extrême-Orient) ont été employées dans les documents que nous avons consultés pour la recherche (Pékin/Beijing, Canton/Guangzhou, Sun Yat-sen/Sun Zhongshan, Mao Tsé-toung/Mao Zedong, etc.). Il est jugé préférable de conserver, dans les citations de notre article, ces anciennes appellations telles qu'elles ont été présentées dans les textes originaux. En même temps, les nouveaux noms en pinyin seront mentionnés entre parenthèses.

Dans le présent travail, le masculin est utilisé dans le seul but d'alléger le texte. Il est utilisé pour désigner les personnes sans distinction de sexe (par exemple, *les chercheurs* pour parler *des chercheurs et des chercheuses*, *les amis* de la Chine pour parler des membres, hommes et femmes, des groupes d'amitié avec la Chine populaire).

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 2.1 : Photographie des cinq Québécois (Pierre Trudeau, Jacques Hébert, Denis Lazure, Madeleine Parent et Micheline Legendre), de l'interprète et du commissaire chinois.....	65
Figure 2.2 : Portrait de Paul Lin.....	83
Figure 2.3 : « Dr. Suyin's latest book <i>Birdless Summer</i> ».....	94
Figure 4.1 : Le groupe de quinze Québécois et leurs hôtes devant le monument élevé à la mémoire du Dr Norman Bethune.....	170
Figure 4.2 : Les membres des Amitiés Québec-Chine à la cité interdite.....	177
Figure 4.3 : Un enfant chinois devant le mur des Neufs Dragons.....	178
Figure 4.4 : Dans une usine chinoise.....	178
Figure 4.5 Les femmes et enfants qui applaudissent pour accueillir des « amis ».....	179
Figure 4.6 : « Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue aux amis de la Chine du Québec ! ».....	179
Figure 4.7 : Constitution des Amitiés Québec-Chine.....	181
Figure 5.1 : Divers portraits des Chinoises.....	219
Tableau 7.1 : Un bilan du programme d'enseignement avant 1980.....	288

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- AAFC : Association des amitiés franco-chinoises.
- AUCC : Association des universités et des collèges du Canada.
- AQC : Amitiés Québec-Chine.
- BAnQ : Bibliothèque et archives nationales du Québec.
- CCFA : Canada-China Friendship Association.
- CÉGEP : Collège d'enseignement général et professionnel.
- CSN : Confédération des syndicats nationaux.
- DLI : Département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois.
- MAIQ : Ministère des affaires intergouvernementales du Québec.
- ONF : Office national du film du Canada.
- ONU : Organisation des Nations unies.
- PCC : Parti communiste chinois.
- PCF : Parti communiste français.
- PCO : Parti communiste ouvrier du Canada.
- PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique.
- PQ : Parti Québécois.
- PTA : Parti du travail d'Albanie.
- SCC : Société Canada-Chine.
- TDH : Exposition Terre des Hommes.
- UQÀM : Université du Québec à Montréal.
- UdeM : Université de Montréal.
- URSS : Union des républiques socialistes soviétiques.

RÉSUMÉ

Au lendemain de l'arrivée au pouvoir des communistes en 1949, les relations diplomatiques entre le Canada et la Chine ont été rompues. Ce n'est qu'en 1970 que le gouvernement fédéral canadien a reconnu le régime de Pékin. Toutefois, en dépit de l'absence d'échanges interétatiques durant la période 1949-1970, il y a eu des interactions entre les sociétés canadienne et chinoise. Au Québec, l'intérêt pour la Chine populaire a émergé durant la deuxième moitié des années 1960, et s'est développé au cours de la décennie suivante. Animés par des motivations diverses, un certain nombre d'individus et de groupes se sont donné pour objectif de contribuer à véhiculer une meilleure image de la Chine au sein du peuple canadien et québécois. À travers divers prismes politiques, sociaux et culturels, ils ont appréhendé la Chine à leurs manières. Ils ont ainsi façonné les représentations de ce pays dans les sphères universitaire, politique et sociale du Québec.

Les universitaires, notamment en milieu anglophone, ont joué un rôle non négligeable dans la diffusion de l'image de la Chine populaire au Québec, et plus particulièrement à Montréal. Plusieurs professeurs en médecine à l'Université McGill ont effectué un séjour à Pékin dans le cadre du programme d'échange Norman Bethune. À une époque où l'accès au territoire chinois était très limité, les rares personnes qui ont eu l'occasion de s'y rendre bénéficiaient d'une grande crédibilité lorsqu'ils se prononçaient sur des sujets relatifs à ce pays. À ce groupe de précurseurs, s'ajoutaient quelques professeurs en histoire et science politique de la même université qui, regroupés autour du East Asian Studies Centre, ont organisé de nombreuses activités en rapport avec la Chine, et attiré l'intérêt de la communauté étudiante et du grand public. En dehors du milieu universitaire, la Chine a également attiré certains militants souverainistes et socialistes du Québec qui s'intéressaient à divers aspects de l'expérience révolutionnaire, de la lutte au colonialisme et de la construction du socialisme.

L'émergence du maoïsme comme force politique au Québec a généré de nouvelles perceptions de la Chine dans la société québécoise à partir de 1971. Dans le mouvement communiste international, l'alliance Chine-Albanie contre l'URSS a créé un dispositif conceptuel servant de référence aux groupes communistes à travers le monde. Ainsi, En Lutte! et la Ligue, les deux plus importants groupes « m-l » québécois, se sont définis comme « prochinois » dès leur fondation. Les maoïstes québécois cherchaient à obtenir l'appui du Parti communiste chinois, ce qui a eu pour effet de créer une relation de dépendance entre les groupes maoïstes québécois et le PCC. Ces premiers, par le biais de leurs perceptions fort idéalistes de la société chinoise, cherchaient à défendre le modèle politique hérité de la Révolution culturelle afin de justifier l'existence de leurs groupes politiques au Québec et au Canada.

Parallèlement, deux groupes d'amitié avec la Chine populaire existaient à Montréal : la Société Canada-Chine et les Amitiés Québec-Chine. Moins politiques que les

maoïstes, leurs membres se présentaient comme les « amis » de la Chine. Ainsi, par l'intermédiaire de la Société Canada-Chine, un groupe de la société civile ayant des relations avec les autorités chinoises, canadiennes, québécoises et montréalaises, des perceptions et des connaissances de la Chine ont été diffusées dans certaines couches de la société québécoise. Conscient du rôle des groupes d'amitié dans les relations avec des pays non socialistes, le gouvernement chinois a posé certains gestes concrets pour cultiver, chez ces « amis », une vision sympathique du peuple chinois. Une des stratégies consistait à les inviter en Chine. Les impressions délivrées dans les récits de voyage montrent que la plupart des voyageurs, pas seulement les maoïstes, avaient une vision biaisée de la Chine. Les perceptions des observateurs étrangers par rapport à la réalité chinoise étaient conditionnées par leur conviction politique, mais également par des facteurs culturels et personnels. Ces perceptions reflétaient d'ailleurs la tentative de certains observateurs, notamment de la gauche traditionnelle, des syndicalistes, des féministes et des révolutionnaires de s'inspirer des expériences d'ailleurs pour formuler des revendications politiques et sociales dans leur propre pays.

Les groupes d'amitié et les organisations maoïstes ont été confrontés aux difficultés issues des événements qui se sont succédé en Chine après la mort de Mao en 1976. De nombreux changements ont poussé des observateurs à se questionner sur l'orientation politique du pays. Sur le plan des relations internationales, la Chine populaire a été officiellement reconnue par le gouvernement américain en 1979, événement qui a causé beaucoup de confusions au sein des groupes maoïstes à travers le monde, et donc au Québec. La fin des années 1970 est un moment de désenchantement des maoïstes, mais aussi de la perte progressive de l'importance du travail d'amitié dans les relations du Québec avec la Chine. Ce déclin peut principalement s'expliquer par deux facteurs : les changements dans la politique étrangère chinoise, et la prise de contrôle de la Société Canada-Chine par les maoïstes. Le déclin des « amis » de la Chine et des maoïstes coïncide avec le retour au premier plan des acteurs étatiques dans les relations sino-québécoises.

Les relations initiées par la société civile ont servi de bases au développement des relations internationales du gouvernement québécois. État non souverain au sein de la fédération canadienne, le Québec ne pouvait pas nouer des relations diplomatiques avec la Chine populaire. Toutefois, la définition de la doctrine de Gérin-Lajoie en 1965 réclamait le prolongement international des pouvoirs constitutionnels de la province en matière d'éducation, de culture et de santé. L'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976 a eu pour effet d'accentuer la dimension internationale des relations extérieures du Québec. Le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec avançait l'idée d'établir des relations bilatérales sino-québécoises « de peuple à peuple », une reformulation des relations internationales qui permettait de contourner le problème constitutionnel. Les échanges dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur ont constitué, à compter de la deuxième moitié des années 1970, le fondement des relations sino-québécoises. La « normalisation » des relations

intergouvernementales a notamment marqué le début du développement du tourisme de masse. Avec un nombre croissant de Québécois qui ont pu se rendre en Chine en participant à des voyages organisés par des agences commerciales, s'est produite une dépolitisation des perceptions de ce pays au sein de la société québécoise.

Mots clés : relations transnationales, perceptions, diplomatie universitaire, maoïsme, travail d'amitié, politique internationale québécoise.

INTRODUCTION

« Aucun autre pays, à part peut-être leurs mères patries et leur voisin américain, n'a été pour les Québécois l'objet d'une fascination aussi durable que la Chine.¹ »

– Serge Granger

Dans les années 1970, animés par diverses motivations, un certain nombre de groupes et individus manifestent un vif intérêt pour la Chine populaire et contribuent à véhiculer une meilleure image de celle-ci au sein du peuple canadien et québécois. En fonction de quelles perceptions de la Chine et par le biais de quelles actions en faveur de l'amitié avec le peuple chinois ces acteurs non étatiques, « autonomes », ont-ils contribué aux relations transnationales du Québec avec la Chine ? Ce qui nous préoccupe ici n'est pas tant de redonner une « image vraie² » de la Chine de l'époque, mais plutôt d'avoir un nouveau regard sur l'histoire des relations sino-québécoises à travers l'analyse de la circulation des personnes et des idées.

Notre étude, souhaitant s'inscrire au croisement des courants de la nouvelle histoire des relations internationales, de l'histoire transnationale et de l'histoire des mouvements politiques et sociaux du Québec, sera envisagée sous de multiples aspects : les acteurs (individus, groupes, institutions, hommes d'État) ayant contribué à l'établissement et au développement des relations sino-québécoises officielles, les liens

¹ Serge Granger, *Le lys et le lotus – Les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950*, Montréal, VLB, 2005.

² « En quinze ans, nous avons tout de même quelques bonnes réalisations à notre actif ; nous avons aussi commis des erreurs. Il est utile d'avoir la pratique du bon et du mauvais... Les gens qui ne sont pas rompus à cette façon de voir seront tentés de nous croire infailibles. Mais comment serait-ce possible ? D'autres, moins enclins à la bienveillance, nous imaginent, chaque fois qu'ils découvrent l'une ou l'autre de nos insuffisances, en proie au pire marasme. Certains, nous voyant en meilleure position que naguère, crient partout que tout est parfait. Tous échouent à donner de la Chine une image vraie. » Entretien avec Zhou Enlai, dans Edgar Snow, *La Seconde Longue Marche*, cité dans Alain Bouc, *La Chine à la mort de Mao*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, p. 25.

qu'ils ont noués « au-dessus, au-delà et en deçà³ » de celles-ci, leurs perceptions de la Chine, les démarches qu'ils ont entreprises pour favoriser des échanges entre les deux sociétés, et, enfin, l'impact qu'ils ont tenté d'avoir dans les sphères politique, sociale et universitaire du Québec. Nous mettrons donc en lumière les activités de certains groupes et individus du Québec en faveur de la Chine populaire, tout en prenant en considération les mesures entreprises par le gouvernement chinois pour promouvoir ses intérêts dans la société québécoise.

L'historien québécois Carl Bouchard a insisté dans ses recherches sur les rapports qui s'établissent, dans les relations internationales, entre des particuliers, c'est-à-dire « des individus sans pouvoir politique⁴ », et les autorités politiques. Nous accorderons donc une attention particulière à la manière dont la société civile, par l'intermédiaire de plusieurs groupes d'intérêt de nature différente, a eu un impact sur les rapports officiels sino-québécois et la construction, la circulation et la transformation des représentations de la Chine dans la société québécoise.

Au lendemain de l'établissement de la République populaire de Chine (RPC) en 1949, les relations diplomatiques sont rompues entre Pékin et Ottawa. Ce n'est qu'en 1970 que les liens officiels sino-canadiens sont renoués. Cela dit, il y a eu, entre 1949 et 1970, des interactions dans divers domaines en dépit de l'absence d'échanges interétatiques. Outre la vente de blé⁵, plusieurs personnes mettent en œuvre des initiatives « pour que s'amorce un renouveau » dans les relations entre la Chine et le Québec, affirme Serge Granger. Ce dernier évoque « la mutation des groupes

³ Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, n° 57, 2004/4, p. 111.

⁴ Carl Bouchard, « Des citoyens français à la recherche de la paix durable (1914-1919) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 2, n° 222, 2006, p. 69.

⁵ Depuis la famine du Grand Bond en avant (1958-1960), des liens économiques étroits ont été noués entre la Chine et le Canada. Ce dernier a fourni à la Chine des céréales. « Ce commerce, très profitable aux Canadiens et indispensable à la survie de nombreux Chinois, se poursuivra durant toutes les années 1960 », affirme l'historien Bernard Krouck : « La normalisation des relations entre le Canada et la République populaire de Chine vue par les diplomates français (1968-1970) », *Études internationales*, vol. 35, n° 2, juin 2004, p. 343.

québécois intéressés à la Chine [qui] s'opère timidement dans les années soixante, passant de la communauté missionnaire à un groupe plus large et laïque⁶ ». Cette affirmation met en lumière l'ouverture des opinions à propos de la Chine populaire au Québec. L'analyse pour repérer les individus et les groupes s'intéressant à la Chine dans les années 1960 et 1970, ainsi que les démarches qu'ils entreprennent pour faire connaître la Chine populaire au Québec reste à faire. Dans le contexte de la sécularisation de la société québécoise, pourquoi s'intéresse-t-on à la Chine ? Dans quelle mesure « ces esprits innovateurs » influencent-ils la politique québécoise comme l'évoque Granger ?

Plusieurs groupes participent au développement d'un nouveau discours sur la Chine au cours de la période à l'étude. Les professeurs en médecine à l'Université McGill jouent un rôle essentiel dans la promotion des échanges avec la Chine. À ce groupe de précurseurs, s'ajoutent quelques professeurs en histoire et science politique de la même université qui, avec le soutien de leurs collègues de la Faculté de médecine et du gouvernement fédéral, fondent le East Asian Studies Centre et le Department of East Asian Languages and Literatures. Durant la décennie des années 1970, ces trois instances organisent de nombreuses activités relatives à la Chine, et attirent l'intérêt autant de la communauté étudiante que du grand public.

D'autres acteurs témoignent aussi d'une grande sympathie à l'égard de la Chine et participent aux échanges sino-canadiens et sino-québécois. Certains participent à un mouvement d'amitié qui a émergé au début des années 1950, dans le contexte de la Guerre froide. Des sociétés, dont les membres se qualifient « d'amis » de la Chine, se développent dans un grand nombre de pays, socialistes ou non. Au milieu des années 1970, deux groupes d'amitié avec la Chine populaire existent en parallèle à Montréal : la Société Canada-Chine et les Amitiés Québec-Chine. Ils ont pour objectif principal de diffuser les connaissances sur la Chine et de cultiver une sympathie vis-à-vis de ce

⁶ Serge Granger, « Le retour du Québec en Chine, 1960-1985 », dans Stéphane Paquin, Louise Beaudoin (dir.), *Histoire des relations internationales du Québec*, Montréal, VLB, 2006, p. 118.

pays et de son peuple auprès des Canadiens et Québécois. Autonomes par rapport au gouvernement chinois, les deux groupes bénéficient tout de même de l'assistance de ce dernier pour l'organisation de leurs activités. Les « amis » québécois participent ainsi aux relations sino-québécoises, et ce à des fins variées.

Aux côtés des universitaires et des groupes d'amitié, se développent des sensibilités sinophiles plus politiques qui sont nourries par le contexte contestataire complexe des années 1960 au Québec. La Chine attire l'attention de militants indépendantistes québécois, pour qui la révolution d'indépendance nationale chinoise constitue l'élément le plus inspirant. Pour les démocrates socialistes (qui sont souvent indépendantistes), la révolution chinoise invite à penser l'indépendance politique et l'émancipation sociale comme les éléments d'un même mouvement, et donc à réfléchir à un socialisme démocratique adapté à la société québécoise. Du côté des jeunes communistes révolutionnaires, marqués par la Révolution culturelle, la référence à l'indépendance nationale est reléguée au second plan au profit d'une lutte globale contre l'impérialisme du « premier monde⁷ » (États-Unis et URSS). Dans les groupes « m-l », la Révolution culturelle inspire une politique antirévissionniste intransigeante qui marque leur rapport à la Chine jusqu'à leur éclatement au début des années 1980.

La fin des années 1970 marque le désenchantement des maoïstes québécois et le déclin du travail d'amitié avec la Chine. En effet, la mort de Mao en 1976 et les événements consécutifs ont entraîné d'importants bouleversements autant au sein de la direction du Parti communiste chinois (PCC) que dans le mouvement communiste international. Ces changements amènent les groupes ou partis communistes prochinois à traverser le

⁷ La théorie des trois mondes, élaborée initialement par Mao Zedong, est officiellement présentée par Deng Xiaoping devant l'ONU en 1974. Tel que son nom l'indique, elle fait référence à trois mondes qui régissent la politique mondiale. Le premier monde est composé des deux superpuissances impérialistes, l'URSS et les États-Unis, en lutte pour l'hégémonie. Le deuxième monde regroupe les pays développés, comme les pays d'Europe, le Japon et le Canada, qui sont liés aux deux superpuissances par leur exploitation du Tiers-Monde, mais qui doivent également se prémunir contre la puissance hégémonique des deux superpuissances. Enfin, le troisième regroupe les pays en voie de développement et la Chine. *La théorie du Président Mao sur la division en trois mondes. Importante contribution au marxisme-léninisme*, Beijing, Éditions en langues étrangères, 1977.

monde à se poser de sérieuses questions sur les orientations politiques du nouveau régime. Certains « amis » québécois remettent en question la nécessité de poursuivre le travail d'amitié. En parallèle, l'initiative des gouvernements s'impose progressivement dans les relations sino-québécoises à partir de 1977 avec une dimension stratégique. Avec le soutien du gouvernement du Québec, le premier centre d'études sur l'Asie de l'Est de langue française au Québec et au Canada est fondé à l'Université de Montréal en 1976. L'enseignement de chinois et la constitution d'une documentation visent à former de jeunes Québécois francophones qui pourront contribuer au développement des relations entre les deux pays. Pour contourner le problème constitutionnel, le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec s'appuie à la fois sur les ressources universitaires et les liens noués et entretenus par certains acteurs non étatiques durant les années précédentes. À partir de 1977, les contacts intergouvernementaux se développent progressivement entre le Québec et la Chine.

Cette « normalisation » marque le début du développement du tourisme de masse. Un nombre croissant de Québécois « ordinaires » réalisent un séjour en Chine populaire, participant à des voyages organisés par différents types d'agence. Ainsi, les perceptions de la Chine deviennent-elles plus diversifiées et personnalisées. Les Québécois peuvent désormais entrer en contact direct avec la Chine sans l'intermédiaire des associations d'amitié ou des groupes maoïstes. Toutefois, ces occasions de rencontres ne semblent plus remettre en question l'organisation politique de la société québécoise : la Guerre froide est bien terminée, et le rapport à la Chine semble de moins en moins politisé.

Somme toute, le début des années 1980 est le moment d'une transformation profonde de la politique intérieure et extérieure chinoise, changement qui contribue à la fois à la crise des associations d'amitié et au désenchantement des groupes maoïstes. Cela constitue la toile de fond d'une reconfiguration des relations sino-québécoises, marquée par l'arrivée au premier plan des acteurs étatiques. Notre étude porte sur la période allant de 1960 jusqu'au 1980 pour mettre en lumière la contribution des acteurs

autonomes à une époque où les interactions gouvernementales étaient absentes entre le Québec et la Chine.

Structure de la thèse

Cette thèse est composée de sept chapitres. Le premier se divise en deux parties : le bilan historiographique et la présentation des sources. Ce premier aborde les recherches déjà effectuées sur les relations entre la Chine et les pays occidentaux (notamment ceux de l'Europe de l'Ouest et les États-Unis). Celles-ci illustrent la transition de l'histoire diplomatique à l'histoire des relations internationales, puis à l'histoire des relations transnationales. Cela permet de souligner l'importance d'une étude approfondie sur les acteurs non-étatiques dans les relations entre le Québec et la RPC, ainsi que leurs connaissances et représentations de celle-ci. En plus d'aider à identifier les lacunes historiographiques à combler par cette thèse, le passage en revue des travaux réalisés permet de saisir les différents types de sources qui peuvent être mobilisées pour étudier les relations Chine-Occident, ainsi que les méthodes d'analyse à mettre en œuvre. Dans un deuxième temps, nous présentons le corpus de sources sur lequel s'appuie notre étude.

Le second chapitre porte sur la constitution d'un savoir universitaire sur la Chine populaire dans les universités québécoises. Son objectif consiste à mettre en lumière la contribution de la diplomatie universitaire aux relations sino-canadiennes et sino-québécoises avant la normalisation des relations diplomatiques en 1970.

Le troisième chapitre vise à montrer pourquoi une partie de la gauche québécoise se tourne vers le maoïsme. Nous analysons des éléments du maoïsme qui ont été repris par les m-l pour formuler leurs projets politiques, et donc la dimension utilitaire de leur rapport avec la Chine. Ensuite, nous expliquons comment les maoïstes, par le biais du

travail « d'agitation et de propagande » à propos de la Chine, ont tenté d'avoir une influence dans les mouvements politiques et sociaux du Québec⁸.

Le quatrième chapitre porte sur les « sinophiles » non maoïstes au Québec. Nous étudions les initiatives entreprises par la Société Canada-Chine pour promouvoir l'amitié sino-canadienne, sa coopération avec les acteurs étatiques, ses contacts avec différentes couches sociales de la population québécoise et, enfin, les conflits avec les membres associés aux groupes maoïstes.

Le cinquième chapitre aborde les voyages des Québécois en Chine durant la période 1971-1975. En comparant les témoignages des voyageurs issus de milieux variés, nous identifions les points communs et les spécificités dans leurs observations afin de saisir les prismes politiques, sociaux et culturels à travers lesquels ils observent et comprennent la Chine.

Le sixième chapitre est consacré au rôle joué par le travail d'amitié dans les relations du Québec avec la Chine, mais pour la période postérieure à 1976. L'intérêt que les sociaux-démocrates québécois portent à la Chine diminue alors considérablement, et ce, notamment à cause des remises en question provoquées par l'expérience de la Révolution culturelle. Nous montrons comment l'intervention des communistes provoque des conflits au sein de la SCC et contribue à la réduction de l'importance du groupe d'amitié dans les relations sino-québécoises.

Enfin, le septième chapitre vise à montrer le retour au premier plan des acteurs étatiques dans les relations sino-québécoises. Il commence par une étude de la création du premier et unique centre d'études sur l'Asie de l'Est de langue française au Québec et

⁸ Période foisonnante en ce qui concerne la création d'organisations d'extrême-gauche, nous ne pouvons porter une attention égale à tous les groupes marxistes-léninistes. C'est pourquoi nous avons choisi de nous limiter à l'étude du groupe En Lutte! et de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (Parti communiste ouvrier depuis 1978). Une analyse approfondie de leurs rapports avec la Chine et l'influence de leurs discours sur la vision québécoise permet de mieux saisir la dimension idéologique dans les relations entre les deux sociétés.

au Canada, et de sa contribution à l'élaboration de la politique québécoise à l'égard de la RPC. Nous voyons comment la Chine prend un nouveau visage après l'ouverture du pays en 1978, suscitant ainsi de nouveaux intérêts dans les milieux gouvernemental, universitaire et commercial du Québec. Cela devrait permettre de comprendre pourquoi la normalisation des relations diplomatiques avec la Chine a entraîné la dépolitisation de la référence à la Chine dans les débats qui ont structuré le Québec des années 1960 et 1970.

CHAPITRE I

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET PRÉSENTATION DES SOURCES

Les travaux sur les relations sino-canadiennes et sino-québécoises ne sont pas très nombreux. Cette situation contraste quelque peu avec l'Europe, notamment la France, et les États-Unis, où les relations avec la Chine populaire sont plus largement étudiées. La transition de l'histoire diplomatique à l'histoire des relations internationales a eu pour effet d'élargir les horizons de recherche des chercheurs, qui ont accordé une place importante aux rapports établis entre les peuples. Plus tard, l'histoire culturelle, qui a pris son essor au début des années 1980, a nourri les questionnements des historiens, qui se sont attardés à l'étude des représentations dans les relations internationales. Récemment, la perspective transnationale a souligné la circulation des personnes et des idées qui traversent les frontières étatiques.

Dans ce chapitre, deux principaux champs historiographiques sont analysés : d'une part, les études centrées sur les acteurs qui participent aux relations avec la Chine et d'autre part, les analyses des perceptions de ces protagonistes. Il est en effet nécessaire de souligner l'importance d'une étude approfondie sur les représentations de la Chine populaire produites par les acteurs non étatiques dans les relations transnationales sino-québécoises. Les rapports entre les enjeux politiques du Québec et les perceptions des Québécois sur la Chine n'ont jamais été étudiés de façon approfondie.

1.1 Bilan historiographique

1.1.1 Des relations diplomatiques aux relations transnationales

Depuis le début des années 1960, les méthodes classiques de l'histoire diplomatique, qui mettent l'accent sur les actions des gouvernements et des hommes d'État, ont été considérées insuffisantes pour analyser les interactions qui s'opèrent entre les sociétés à l'échelle internationale. En France, la transformation de l'histoire diplomatique à l'histoire des relations internationales se manifeste à partir de ce moment¹. Depuis lors, les chercheurs accordent plus d'attention au rôle des peuples et aux « forces profondes » : les facteurs économiques, techniques, financiers, géographiques et démographiques qui façonnent le développement des relations internationales. Toutes les perspectives traditionnelles de l'histoire diplomatique ne sont pas pour autant rejetées par les historiens qui ont renouvelé ce champ de la recherche. Les rapports établis entre les peuples – « échange de produits et de services, communications d'idées, jeu des influences réciproques entre les formes de civilisation, manifestations de sympathies ou d'antipathies », tel que souligné par Pierre Renouvin, « peuvent rarement être dissociés² » des relations officielles entre les États.

Si le rôle de régulateur de l'État reste, en pratique, un objet privilégié par les historiens des relations internationales, la place de la culture dans ces dernières suscite de nombreux chantiers. En effet, l'histoire culturelle prend son essor au cours des années 1970, nourrissant les questionnements des historiens des relations internationales³. Ces

¹ Notamment dans deux publications fondamentales : Pierre Renouvin, « Introduction générale » in *Histoire des relations internationales*, vol. 1, Paris, Hachette, 1953 ; et surtout : Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1964. Pour une synthèse historiographique, voir Robert Frank, « L'historiographie des relations internationales : des 'écoles' nationales », *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.

² Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, op. cit., Paris, édition Pocket, 2007, p. 2.

³ Jean-François Sirinelli et Georges-Henri Soutou (dir.), *Culture et guerre froide*, Paris, PUPS, 2008.

derniers commencent notamment à prendre en considération l'étude de l'impact des « mentalités » afin « d'élargir une grille de lecture trop déterministe, stato-centrée et nationale⁴ ». Dans les années 1980, ils emploient les notions de « systèmes de représentations⁵ » et « d'imaginaires sociaux⁶ » pour éclairer l'influence des opinions publiques sur les décisions des hommes d'État et les politiques étrangères. En même temps, l'analyse des représentations de l'Autre permet aussi de révéler certains aspects de la construction du soi. Robert Frank affirme : « souvent, l'image de l'Autre est une image prétexte pour se représenter soi-même. Les défauts et les qualités de l'Étranger-type sont des faire-valoir, des qualités que l'on s'arroe⁷ ».

Bien que les relations franco-britanniques et la construction européenne soient au cœur des préoccupations intellectuelles de Robert Frank, « ses élèves ont voulu témoigner que les enseignements qu'ils ont reçus de leur professeur leur ont ouvert bien des pistes et qu'ils continuent encore de stimuler leurs propres réflexions⁸ ». Les articles rassemblés dans la troisième partie d'un ouvrage collectif publié en l'honneur de cet historien illustrent la contribution de l'histoire culturelle à celle des relations internationales depuis les années 1980. Hugues Tertrais analyse, par exemple, comment l'Occident dans les années 1970 a évolué en étudiant la perception des

⁴ Ludovic Tournès, « Relire Pierre Renouvin », dans Jean-Michel Guieu et Claire Sanderson (dir.), *L'Histoire et les relations internationales : autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p. 169-178.

⁵ Au début des années 2000, Jean-François Sirinelli propose d'étudier les *sixties* sous l'angle « des représentations collectives », en relativisant « le poids de l'idéologie » et en signalant, en revanche, celui d'une « culture de masse alors très juvénile » et « en cours de mondialisation ». J.-F. Sirinelli, « La France des sixties revisitée », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2001, vol. 69, p. 112. L'histoire culturelle, affirme l'historien, présente l'intérêt de « reconstituer le processus de circulation des phénomènes de représentations dans une société donnée, depuis les systèmes de pensées les plus construits jusqu'aux sensibilités les plus frustes ».

⁶ De 1991 à 1993, Robert Frank animait à l'Institut d'histoire du temps présent un séminaire consacré aux « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 » (voir Robert Frank et Maryvonne Le Puloch (dir.), « Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938 », *Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 8, 1994).

⁷ Robert Frank, « Mentalités, opinion, représentations, imaginaires et relations internationales », dans *Pour l'histoire des relations internationales*, op. cit., p. 361.

⁸ Jean-Michel Guieu et Claire Sanderson, « Introduction », dans J.-M. Guieu et C. Sanderson (dir.), *L'historien et les relations internationales autour de Robert Frank*, op. cit., p. 11.

événements de la péninsule indochinoise. La violence de la guerre du Vietnam et l'impérialisme américain ont pu susciter au départ une réelle sympathie pour la cause vietnamienne dans l'opinion « progressiste », avant de se retourner à partir de 1975 à mesure que l'Occident percevait la réalité du communisme asiatique⁹.

À la sortie de la Guerre froide, les historiens anglo-américains déploient des efforts pour revisiter l'affrontement Est-Ouest, croisant plusieurs domaines de recherche, dont l'histoire des relations internationales, l'histoire politique et l'histoire culturelle. Depuis le tournant des années 1990, la perspective transnationale prend de plus en plus d'ampleur. Elle souligne les interactions qui dépassent les cadres définis par les États, et qui s'établissent « au-dessus, au-delà et en deçà¹⁰ » de ceux-ci. Divers éléments sont de plus en plus pris en compte, comme par exemple les individus (immigrants, marchands, voyageurs, missionnaires, etc.) qui établissent et entretiennent des liens entre les sociétés, les idées qui traversent les frontières et circulent au sein des peuples, les images, les représentations et les stéréotypes que les nations ont les unes des autres¹¹, etc.

⁹ Hugues Tertrais, « La discordance des temps. L'Indochine au cœur du basculement idéologique des années 1970 », p. 229-236. L'auteur a d'abord contextualisé le changement de « référentiel » de l'opinion occidentale, en particulier « progressiste », dans les années 1970. La Seconde Guerre mondiale a remis en question la certitude du progrès, économique, culturel et moral qui structurait le présent, les comportements et les visions du monde (Frank, « Le futur en question : les changements du régime d'historicité depuis les années 1970 », dans Duanmu Mei et Huges Tertrais (dir.), *Temps croisés*, I, Paris, MSH, 2010).

¹⁰ Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, n° 57, 2004, p. 110-126. Pour en savoir plus sur l'évolution de la définition de l'histoire transnationale, on peut se référer à Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier (dir.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, p. 1047-1055 (terme « Transnational »).

¹¹ Pierre Renouvin rappelle, dans *Introduction à l'histoire des relations internationales* l'importance de « l'image stéréotypée » que les nations ont les unes des autres : « Il n'est pas douteux qu'en bien des cas, les peuples se forment les uns des autres une image stéréotypée, souvent fort éloignée de la réalité. Il est certain que ces stéréotypes ont une influence sur les réactions de l'opinion politique et qu'ils sont donc un facteur dans l'évolution des relations entre ces peuples », dans *Introduction à l'histoire des relations internationales op. cit.*, p. 230. Plus récemment, l'historien indien Sanjay Subrahmanyam retrace les périples des militaires, diplomates et missionnaires européens en Inde. En analysant les journaux et correspondances de ces pionniers européens, l'auteur éclaire leurs systèmes de représentations de l'Autre. Le livre *L'Inde sous les yeux de l'Europe : Mots, peuples, empires, 1500-1800* (Paris, Alma Éditeur, 2018) est inspirant sur les sources à mobiliser pour étudier les représentations, ainsi que sur la méthode d'analyse.

Au tournant du XXI^e siècle, deux autres approches émergent qui, comme l'histoire transnationale, se rattachent au chantier de l'histoire globale. L'histoire connectée (*connected history*), fondée sur la volonté de relier des histoires qui ont été séparées, consiste ainsi à rétablir les connexions continentales et intercontinentales qui auraient été occultées dans les historiographies nationales qui adoptaient un cadre spatial étatique. Quant à l'histoire croisée (*shared, entangled history*), elle appartient, d'après l'historien Michael Werner, « à la famille des démarches 'rationnelles' qui, à l'instar de la comparaison, des études [...] de la *Connected* et de la *Shared history*, interrogent des liens, matérialisés dans la sphère sociale ou simplement projetés, entre différentes formations historiquement constituées¹² ». Les trois perspectives abordées ci-dessus (l'histoire transnationale, l'histoire connectée et l'histoire croisée) apportent de nouvelles méthodes de recherche aux historiens de relations internationales.

Les spécialistes de l'histoire du Canada réfléchissent aux possibilités méthodologiques que représente la pratique de l'histoire transnationale. L'ouvrage *Within and Without the Nation: Canadian History as Transnational History*¹³, paru en 2015, constitue l'une de ces initiatives en vue de réfléchir aux multiples façons d'écrire le passé du Canada qui dépassent les limites du cadre analytique national. Dans l'introduction, on rappelle : « the question of the limits of national frameworks and the possibilities of transnationalism for histories of Canada has received only sporadic attention. There have been no special issues of journals, no forums, and few anthologies devoted to the question.¹⁴ » Les auteurs de cet ouvrage collectif ont le mérite d'aller au-delà du cadre transatlantique et de celui des relations canado-américaines, cherchant à lier le passé canadien à l'Afrique du Sud, l'Australie, l'Inde, les Caraïbes anglophones et, dans une moindre mesure à la Chine. Le livre illustre comment l'adaptation des approches

¹² Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, n° 1, 2003, p. 7-36. Voir aussi Bénédicte Zimmermann et Michael Werner (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004.

¹³ Karen Dubinsky, Adele Perry et Henry Yu (dir.), *Within and Without the Nation: Canadian History as Transnational History*, Toronto, Buffalo, 2015.

¹⁴ *Ibid.*, p. 11.

transnationales peut servir à compléter les récits nationaux plutôt qu'à les rejeter ou les remplacer.

Sur le plan juridique, seul l'État dont la souveraineté est complète peut entretenir de véritables relations diplomatiques¹⁵. Toutefois, des sociétés politiques à souveraineté restreinte, comme le Québec, ont tout de même des relations plus ou moins institutionnalisées avec d'autres États. Dans le cas du Québec, ces relations s'articulent autour de deux partenaires principaux, la France et les États-Unis¹⁶. En 1993, Louis Bélanger, Guy Gosselin et Gérard Hervouet publient un article intitulé « Les relations internationales du Québec. Efforts de définition d'un nouvel objet d'étude ». Les auteurs expliquent qu'il n'y a pas de tradition de recherche dans le domaine des relations internationales du Québec comme il y en a dans l'étude des interventions gouvernementales. « Lorsqu'on parle de 'relations internationales' ici, précisent-ils, on veut dire l'ensemble des rapports entre deux ou plusieurs entités étatiques, alors que l'expression 'politique étrangère' veut signifier le comportement qu'adopte un acteur gouvernemental particulier dans la gestion de ses relations internationales, depuis la formulation de la politique jusqu'à sa mise en pratique.¹⁷ » Cette définition des relations internationales, restreinte à l'étude du domaine étatique, fait l'objet de remises en question depuis le début du nouveau millénaire.

¹⁵ Le politologue Christian Dufour évoque que les relations internationales du Québec constituent les relations les plus délicates et les plus compliquées de la fédération canadienne. Dufour, « Les relations intergouvernementales du Québec », dans Jacques Bourgault, Maurice Demers et Cynthia Williams, *Administration publique et management public – expérience canadienne*, Québec, Les Publications du Québec, 1997, p. 338.

¹⁶ Le politologue Luc Bernier affirme que le succès des relations internationales du Québec est édifié principalement autour de la reconnaissance diplomatique de la France, de l'influence de cela sur une partie de la francophonie. À cela s'ajoute la force que procure un succès direct sur le marché américain. Luc Bernier, *De Paris à Washington. La politique internationale du Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996. Voir également Jean-Charles Bonenfant, « Les relations extérieures du Québec », *Études internationales*, n° 1, juin 1970, p. 81-84.

¹⁷ Louis Bélanger, Guy Gosselin et Gérard Hervouet, « Les relations internationales du Québec. Efforts de définition d'un nouvel objet d'étude », *Politique*, n° 23, hiver 1993, p. 144.

Les spécialistes des relations internationales, réfléchissant aux effets d'une mobilité accrue de personnes, d'idées, de capitaux et de produits, cherchent à donner une définition plus large de leur objet d'étude. Ils avancent l'idée que l'étude des relations internationales du Québec doit s'intéresser aux activités transfrontalières et prendre en considération l'ensemble des relations qui se déroulent au-delà de l'espace contrôlé par l'État. Toutefois, comme seul l'État souverain peut entretenir de relations entre « nations », l'usage du terme « international » comporte des difficultés. Plusieurs proposent ainsi l'expression « relations 'extranationales' », qui fait référence à toutes les activités « s'exerçant en dehors des frontières de la nation ». Cette dénomination, selon Jean-François Payette, pourrait regrouper les relations internationales des États subétatiques¹⁸.

C'est en 2011 qu'Aline Charles et Thomas Wien, respectivement spécialistes de l'histoire de la Nouvelle-France et du Québec du XX^e siècle, proposent une exploration des possibilités que la perspective « transnationale » ou « connectée » peut offrir aux chercheurs du Québec¹⁹. Ils rappellent qu'un certain nombre de chercheurs ont adopté une approche transnationale pour l'histoire québécoise du XX^e siècle²⁰. L'approche transnationale a été notamment privilégiée pour six grandes thématiques de recherche : la francophonie américaine, les migrations, l'environnement, l'adoption internationale, les influences et les trajectoires culturelles, l'activisme montréalais des années 1960. Les travaux de recherche réalisés signalent ainsi plusieurs pistes déjà sillonnées. Charles et Wien s'attardent également à deux types de circulation transnationale qui s'ancrent solidement dans le Québec du XX^e siècle. Le premier s'intéresse aux communautés religieuses et les espaces qu'elles façonnent par-delà les cadres

¹⁸ Jean-François Payette, *Introduction critique aux relations internationales du Québec. Le mythe d'une politique étrangère*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, p. 51.

¹⁹ Aline Charles et Thomas Wien, « Le Québec entre histoire connectée et histoire transnationale », *Globe*, vol. 14, n° 2, 2011, p. 199-221.

²⁰ Sean Mills, *Contester l'empire : Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal (1963-1972)*, Montréal, Éditions Hurtubise, 2011.

nationaux. Le deuxième concerne la gestion des cycles de vie qui associe de plus en plus étroitement âge, sexe et emploi.

La perspective transnationale, qui ne devrait pas ignorer le cadre national, trouve son intérêt principal dans l'occasion qu'elle « offre de jouer sur plusieurs échelles, simultanément », affirment les deux historiens. Cette perspective, qui s'intéresse aux circulations, permet de « reconstituer la trajectoire qu'empruntent idées, objets, pratiques ou personnes entre les niveaux international, national ou local, voire individuel, et d'en explorer les interstices²¹ ».

1.1.2 Les relations sino-françaises, sino-américaines et sino-britanniques

Dans les travaux historiques sur les relations entre la Chine et les pays occidentaux, deux sensibilités se distinguent : la première se trouve chez ceux qui privilégient les « forces profondes », et la deuxième chez ceux qui développent surtout leurs réflexions sur les éléments classiques tels que la diplomatie, les stratégies étatiques, et l'action des hommes d'État²². Cela dit, on remarque qu'il y a de moins en moins de distinction entre les deux tendances, et que les historiens pratiquent, comme l'évoque Robert Frank, « l'analyse systématique de l'articulation entre ces deux parties²³ ».

²¹ Sous la responsabilité du Service de la recherche des Musées de la civilisation, un numéro spécial de la revue *Variations* est consacré au thème « Le Québec depuis 1870 : entre histoire nationale et histoire transnationale ». Cette initiative a été entreprise par une classe d'étudiantes et d'étudiant à la maîtrise et au doctorat de l'Université Laval, sous la direction d'Aline Charles. Les cinq textes qui composent ce numéro spécial saisissent des connexions et des circulations qui lient le Québec à l'Italie, l'Irlande, la France, la Grande-Bretagne, l'Europe de l'Est, les États-Unis, la Russie et le Canada. « Le Québec depuis 1870 : entre histoire nationale et histoire transnationale », *Variations*, n° 1, novembre 2015. [Ressource numérique, disponible en ligne : https://www.mcq.org/documents/10706/193601/CSPQ-103+-+MCQ+-+Magazine+v3_LB.pdf/54465d53-e976-4507-b8ea-1b571bd1d4ed]

²² Bernard Krouck, *De Gaulle et la Chine : La politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958-1969*, Paris, Les Indes savantes, 2012.

²³ Robert Frank, « L'historiographie des relations internationales... in *op. cit.* p. 27.

Les historiens intéressés par l'évolution des représentations de la Chine sur le long terme réalisent des synthèses qui construisent l'image d'un balancier oscillant entre sinophobie et sinophilie dans les mentalités européennes et nord-américaines. Ils s'attardent aussi à cerner la dynamique entre cette alternance et les enjeux internationaux. Par exemple, dans *Western Images of China* (1989) et *Sinophiles and Sinophobes. Western Views of China* (2000)²⁴, le politologue australien Colin Mackerras affirme que l'histoire des représentations de la Chine en Occident peut être synthétisée en huit âges distincts. Durant les deux premiers âges, qui débutent avec la parution du récit de voyage de Marco Polo et se concluent avec les récits des premiers missionnaires, l'Occident développe une vision enthousiaste de la Chine. Le troisième âge, qui va du XVII^e siècle au milieu du XIX^e siècle, est scindé entre la vision généralement positive des missionnaires jésuites et celle, nettement moins enthousiaste, des missionnaires dominicains et de la papauté. Le quatrième âge, qui se termine en 1900, est marqué par la politique impérialiste des États occidentaux et la montée d'une vision sinophobe. Parallèlement à cette dernière, toutefois, on remarque l'augmentation du nombre d'observateurs et la diversification de leurs origines. La période de la première moitié du XX^e siècle est marquée par une amélioration progressive du regard occidental, ce à quoi contribue la participation alliée de la Chine lors de la Seconde Guerre mondiale. Le sixième âge (1949-1972) constitue une phase fortement influencée par la guerre froide, avec l'idée d'un peuple chinois malchanceux opprimé par un gouvernement tyrannique. Paradoxalement, on constate simultanément un phénomène de « maophilie » qui se répand au sein des sociétés occidentales durant la Révolution culturelle. En 1972, la visite de Nixon en Chine marque le début du septième âge, celui d'une amélioration du regard occidental sur la Chine grâce aux relations diplomatiques qui se réchauffent. Depuis 1989, l'accent est placé sur les droits

²⁴ Colin Mackerras, *Western Images of China*, Hong Kong, Oxford University Press, 1999 et *Sinophiles and Sinophobes. Western Views of China*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

de l'homme et la vision de la Chine se complexifie : on loue son succès économique tout en lui reprochant son inertie politique et sa situation sociale.

Tout comme l'étude de Colin Mackerras, d'autres synthèses visent à récapituler l'évolution des perceptions de l'objet « Chine » en parallèle avec celles des relations sino-occidentales. Dans un ouvrage publié en 1998, dont la version française s'intitule *La Chine imaginaire. Les Chinois vus par les Occidentaux de Marco Polo à nos jours*²⁵, l'historien Jonathan Spence réalise une étude qui a pour objectif de démystifier les représentations de l'Asie en Occident. S'appuyant sur les textes occidentaux du XIII^e siècle jusqu'à la fin du XX^e siècle, l'auteur s'interroge sur la façon dont les niveaux de réalité se croisent et « se chevauchent », sans « condamner » ni « louer ceux qui ont compris la Chine à leur façon²⁶ ». Il affirme que le rapport de l'Occident à la Chine est marqué d'un mélange d'admiration et de crainte. Cet argument pourrait trouver un écho chez Thierry Hentsch, pour qui la vision occidentale de l'Orient « n'a d'intérêt que par sa spécificité ». Au XX^e siècle, l'image de l'Orient sert souvent à traduire « le sentiment ou, du moins, l'anticipation du déclin occidental²⁷ ».

Ces synthèses, et c'est la critique qu'on peut leur adresser, considèrent qu'il existe « une » représentation occidentale dominante qui évolue au fil des relations entre la Chine et l'Occident. On tend ainsi à mettre de côté les avis dissonants à chaque période. En réalité, plusieurs représentations de la Chine peuvent se côtoyer et s'affronter dans le temps, sans strictement suivre les périodisations. En fonction des États, des groupes sociaux et de leurs intérêts, ces perceptions naissent, évoluent, subsistent ou disparaissent. À cet égard, les études plus spécialisées, qui se restreignent à une période et à un espace géographique viennent utilement compléter ces synthèses.

²⁵ Jonathan D. Spence, *La Chine imaginaire : la Chine vue par les occidentaux, de Marco Polo à nos jours*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000.

²⁶ *Ibid.*, p. 14-15.

²⁷ Thierry Hentsch, *L'Orient imaginaire : la vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Seuil, 1988, p. 221.

Plusieurs études s'intéressent à l'impact des représentations sur l'élaboration de la politique étrangère occidentale. En 1958, Harold Isaacs avance la thèse selon laquelle les perceptions et les perceptions erronées de la Chine constituent un des facteurs les plus influents sur les relations officielles sino-américaines²⁸. Cette étude est basée sur une enquête sur les perceptions de 181 Américains influents à l'égard de la Chine et de l'Inde. Ceux-ci ont été interrogés sur leur attitude vis-à-vis des deux pays étudiés, mais aussi sur les idées à moitié formulées ou les souvenirs d'enfance. Ces perceptions ont-elles un impact sur les relations internationales, la prise des décisions du gouvernement, la formulation de sa politique étrangère, ainsi que la formation de l'opinion publique ? Pour répondre à ces questions, Isaacs souligne d'abord le rôle déterminant des forces profondes dans les relations internationales. Il affirme : « relations between nations are determined primarily by... large and highly material considerations of geography, resources, power, economics, and the somewhat less tangible quantity of the national self-interest as conceived by governing groups²⁹ ». Les perceptions à l'égard d'un pays étranger comme la Chine peuvent tout de même avoir un impact sur la politique étrangère. Il montre, entre autres, combien les préjugés de Theodore Roosevelt sur la Chine ont contribué à la formulation de sa politique étrangère en Extrême-Orient et à son insuccès.

Dans l'historiographie américaine, l'étude des représentations de la Chine sert, entre autres, à mieux comprendre comment a été formulée la politique envers ce pays. Les chercheurs prêtent de ce fait une attention particulière aux perceptions des « decisions makers », principalement composés d'hommes d'État et d'experts des questions chinoises. L'évolution du rapport de force entre les deux pays justifie constamment l'appel à de nouvelles études et de meilleures connaissances sur la Chine, son histoire et son actualité. Pour répondre à cet appel, les experts des questions chinoises déploient

²⁸ Harold Isaacs, *Scratches on Our Minds. American Views of China and India*, New York, John Day, 1958.

²⁹ *Ibid.*, p. 401.

des efforts pour construire des savoirs scientifiques, bénéficiant du soutien financier de la part de l'État et des secteurs privés. Dans un article paru en 1999, le politologue Yves Viltard explique la naissance et l'institutionnalisation de la « Chine contemporaine » comme champ de recherche dans le milieu universitaire américain. Il affirme que la « Chine contemporaine » est née au tournant des années 1960 à l'occasion d'une nouvelle phase de la Guerre froide qui « permet aux sciences sociales de tirer autorité de leur mise à contribution par le gouvernement américain³⁰ ». Dans un livre paru en 2003³¹, Viltard s'intéresse à l'évolution des paradigmes structurant les connaissances de la RPC aux États-Unis, du concept de « totalitarisme » dans les années 1950 à celui de « développement » dans les années 1960, puis à celui de « révolution légitime » dans les années 1970³². Viltard met ainsi en lumière la contribution des savoirs scientifiques, des institutions académiques et des universitaires aux relations internationales entre les États-Unis et la Chine.

Des recherches sur les représentations de la Chine chez les acteurs non-étatiques autonomes ont également été menées. Moins préoccupés par l'impact des représentations sur la politique étrangère, les auteurs cherchent plutôt à comprendre l'évolution des mentalités d'une société donnée à travers les changements de représentations de la Chine au fil du temps. Dans un livre publié en 2012³³, Tom Buchanan s'intéresse à l'évolution de l'image de la Chine au sein de la gauche britannique pendant la période 1925-1976. Il identifie trois éléments qui ont contribué à cette évolution : les relations officielles entre les deux pays, la place que la Chine occupait à l'échelle mondiale, et les rapports triangulaires entre le Royaume-Uni, la

³⁰ Yves Viltard, « Naissance de la Chine contemporaine aux États-Unis. L'archéologie d'un énoncé sinologique américain », *Perspectives chinoises*, n° 54, 1999, p. 79.

³¹ Yves Viltard, *La Chine américaine. Il faut étudier la Chine contemporaine*, Paris, Belin, 2003.

³² Les tentatives de légitimation faites par des chercheurs américains sont analysées dans un article du même auteur. Yves Viltard, « Les paradigmes à l'épreuve de l'air du temps. Quand le discours des sciences sociales sur l'exception chinoise légitimait la révolution », *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 5, 1995, p. 826-856.

³³ Tom Buchanan, *East Wind. China and the British Left, 1925-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2012, 250 p.

RPC et l'URSS. L'auteur adopte une définition assez large de la « gauche », incluant le Parti communiste, le Parti travailliste, les intellectuels de gauche, ainsi que certains groupes comme le Chinese Campaign Committee, la British-China Friendship Association et la Society for Anglo-Chinese Understanding. Cet éventail permet de mettre en relief la contribution d'une grande variété d'acteurs à la diffusion des perceptions de la Chine, ainsi que de comprendre l'impact des conflits interpersonnels et des événements internationaux sur la politique britannique.

Dans une communication présentée au congrès annuel de la Société chinoise d'histoire de France (Huaxian, Chine, 2002), l'historienne Marianne Bastid-Bruguière dresse un bilan des réflexions sur l'évolution des relations sino-françaises. Son analyse est réalisée à plusieurs niveaux : les réseaux d'acteurs, leurs mobiles, les enjeux privilégiés, les domaines d'activité, etc. Selon la spécialiste, on peut distinguer quatre périodes dans l'histoire des relations sino-françaises depuis deux siècles. La première, qui couvre le XIX^e siècle jusqu'en 1895, témoigne du rôle déterminant de la diplomatie des deux États, et également de la diversification des échanges et de l'émergence d'acteurs « secondaires autonomes³⁴ », à côté des acteurs étatiques. La deuxième période, qui dure jusqu'à la reconnaissance de la Chine par la France en 1964, se caractérise par la prépondérance des groupes d'intérêt et des « lobbies divers ». Leur action concurrente anime des échanges plus amples et variés qu'auparavant³⁵. L'historienne reconnaît la participation des maoïstes français, en tant qu'acteurs autonomes, aux relations sino-françaises. La troisième période voit revenir au premier

³⁴ Marianne Bastid-Bruguière, « Les relations entre la France et la Chine aux XIX^e et XX^e siècles : lignes de force et caractères originaux », 15-18 décembre 2002, Huaxian (Guangdong, Chine). Cette communication a été traduite en chinois et publiée dans un ouvrage collectif dirigé par Hongtu Li (*Nouveaux points de vue sur l'histoire de la France*, Changsha, Hunan Renmin Chubanshe, 2005, p. 214-244). Les phrases que nous citons sont tirées de la version française (originale) de l'article. L'accès à celle-ci a été rendu possible grâce à la générosité de l'auteur qui, à la suite à notre demande, nous a fait parvenir le texte par voie électronique le 30 novembre 2016.

³⁵ Dans l'analyse de Marianne Bastid-Bruguière, les maoïstes français sont considérés comme faisant partie des acteurs secondaires autonomes qui ont agi dans les relations entre la France et la Chine. Les raisons qui les ont conduits à investir temps et énergie dans le travail d'amitié avec la Chine populaire sont expliquées.

plan les acteurs étatiques, « au service d'intérêts stratégiques », tandis que les relations « transversales » s'établissent très lentement, et ce « dans la dépendance du politique ou en dérivation ». Enfin, les rapports entre les sociétés commencent à primer sur les relations interétatiques depuis le milieu des années 1990.

Dans *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*, Muriel Détrie distingue trois moments de la fascination française pour la Chine³⁶. Le premier est marqué par l'arrivée en 1687 à la cour impériale chinoise des missionnaires jésuites, dont les récits ont pour effet de façonner la vision française de l'Empire du Milieu et d'alimenter une vogue chinoise dans divers domaines artistiques. La deuxième période va du milieu du XIX^e siècle au début du XX^e siècle, alors que la France développe son projet colonial sur le territoire chinois, contribuant à la répression de la révolte des Boxers. On assiste alors à l'émergence des représentations sinophobes qui sont alimentées par une perspective eurocentrique et colonialiste³⁷. Au tournant du XX^e siècle, certains Français manifestent un intérêt particulier envers la révolution chinoise qui tente de reverser l'ancien régime et de libérer le peuple chinois de la colonisation occidentale. Cette période reste marquée par l'influence des récits de plusieurs personnalités, grâce auxquels « la Chine fait une entrée triomphale dans l'imaginaire esthétique d'Occident ». Enfin, le troisième moment commence au milieu du XX^e siècle, après l'établissement de la RPC en 1949. Les représentations de la Chine communiste entrent éventuellement en résonance avec les revendications de Mai 68. La Révolution culturelle semble être alors le symbole de la spontanéité, de l'autonomie des masses par rapport au pouvoir, de l'ardeur juvénile qui inspire les manifestants français.

³⁶ Muriel Détrie, *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*, Paris, Gallimard, 2004.

³⁷ Dans son livre portant sur les liens intellectuels entre la France et la Chine, la chercheuse britannique Alex Hughes rapporte que les Chinois sont décrits, durant cette période, comme « malhonnête, fourbe et hypocrite, avili par l'opium et raffiné seulement dans la cruauté ou la débauche ». Alex Hughes, *France/China, Intercultural Imaginings*, Londres, MHRA and Maney Publishing, 2007, Legenda Series Research Monographs in French Studies p. 3.

Toutefois, cette vision très positive ne se limite pas à la gauche : la droite libérale et nationale voit en Mao le modernisateur du pays.

Dans les années 1960 et 1970, les maoïstes sont des acteurs autonomes importants des relations sino-occidentales. L'image de la Chine perçue par les Français est de ce fait beaucoup analysée dans les travaux consacrés au mouvement maoïste en France, notamment dans le contexte de Mai 68. Le maoïsme français, selon Christophe Bourseiller, naît au début des années soixante et « connaît son apogée entre 1968 et 1972, c'est-à-dire en pleine période soixante-huitarde ». C'est pour cela qu'il est « tentant de pratiquer l'amalgame de transformer l'histoire du maoïsme en narration du mouvement de Mai », explique Bourseiller, qui admet qu'il lui semble difficile de définir le maoïsme car « il apparaît, d'un pays à l'autre, très hétérogène ». Au début de son livre, il définit sommairement le maoïsme français comme « la conjonction d'un populisme de gauche, d'un tiers-mondisme militant, d'un antitotalitarisme qui prend le visage de l'antisoviétisme, et d'une volonté naïve d'appliquer en France le modèle chinois ». En conclusion, il confirme que le maoïsme constitue en effet un « assemblage [...] cimenté par un discours marxiste-léniniste orthodoxe et par de constantes références à Staline », un cocktail « pour le moins hybride », un corpus idéologique « à la fois récent et peu structuré » et qui souffre évidemment d'un « manque d'expérience, d'une friabilité théorique ».

Si donc, sur un plan politique, le maoïsme peut être défini comme un populisme de gauche, il se relève être, sur un plan culturel, un extraordinaire véhicule ; un lieu d'investissement, de fantasme. Telle est peut-être la clef ultime du maoïsme. En tant que phénomène culturel, il est le lieu commode où chacun peut investir ce qui lui plaît. [...] En France, on assiste à une profusion de mouvements qui drainaient un grand nombre d'intellectuels et mettent le doigt sur les dysfonctionnements de la société. On serait bien en peine de trouver un point commun. Comment une telle diversité serait-elle possible si le maoïsme n'était pas, culturellement, un gigantesque trou noir ? Le maoïsme n'existe pas. Il n'a jamais existé. C'est sans doute ce qui explique son succès³⁸.

³⁸ C. Bourseiller, *Les Maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 1996, p. 300.

Si ce qui préoccupe Christophe Bourseiller est de définir le maoïsme français sur le plan politique et culturel, Marnix Dressen, qui consacre sa thèse de doctorat³⁹ à une étude approfondie du « mouvement d'établissement⁴⁰ », s'interroge notamment sur l'aveuglement idéologique des maoïstes. D'après le sociologue, cet aveuglement peut s'expliquer par les facteurs suivants : l'amertume à l'égard du modèle soviétique⁴¹, l'attrait que représente la révolution chinoise, la promesse de l'abolition des écarts entre les classes sociales et entre les hommes et les femmes, la nécessité d'une révolution permanente, etc.⁴²

Si Dressen centre son analyse sur les motivations des maoïstes, Lucien Bianco rappelle que les illusions et l'admiration béate à l'égard de Mao Zedong et de sa pensée inspirent également des gens de droite et de la France officielle⁴³. Le communiqué publié par Valéry Giscard d'Estaing à la mort de Mao n'évoquait-il pas : « le pharos de l'humanité qui venait de disparaître... ». Ces illusions « affectaient aussi des gens très estimables »

³⁹ Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Berlin, coll. Histoire et société, Temps présents, 2000, 431 p. *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes (1968-1982) : monographie d'une usine lyonnaise*, Paris, Harmattan, coll. Logiques sociales, 2000, 287p. Ces deux livres sont issus de la thèse de doctorat *Les étudiants à l'usine, mobilisation et démobilité de la gauche extraparlamentaire en France dans les années 1960-1970, le cas des établis maoïstes*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 1992, 3 volumes, 1636 p. Insistant sur ce qui a fait vivre la pratique que constitue l'établissement, et plus particulièrement sur les valeurs, les sentiments des « établis » ainsi que les représentations de la Chine de Mao, l'auteur affirme que cette forme d'engagement socialiste peut être considérée comme étant « d'essence religieuse ».

⁴⁰ À compter de 1967, sous l'impulsion des organisations maoïstes, un mouvement d'établissement a fait entrer dans les usines des centaines de militants étudiants français.

⁴¹ « L'engouement pour la Chine ne se comprend qu'en mesurant à quel point l'URSS avait cessé d'être une alternative », affirme Marnix Dressen. Dressen, « Ombres chinoises : regards de maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 94, 2009, p. 12.

⁴² Le fétichisme pour *Le Petit Livre rouge*, selon Marnix Dressen, ne doit pas étonner car il est courant que les symboles se matérialisent. Son constat s'appuie sur la thèse avancée par Émile Durkheim, selon laquelle « d'une manière générale, un sentiment collectif ne peut prendre conscience de soi qu'en se fixant sur un objet matériel ». Durkheim, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, 1984, p. 142, cité dans Dressen, « Ombres... », *op. cit.*, p. 39. Dans cet article, l'auteur, étant en accord avec l'idée que « les maoïstes voyaient la Chine qu'ils voulaient voir », constate qu'il y a « une circularité entre la croyance et ses effets », une circularité qui fait en sorte que « les images renvoyées par un Empire du milieu flamboyant contribuèrent à légitimer l'intérêt que les maoïstes accordaient à tel ou tel aspect de la réalité occidentale ».

⁴³ Lucien Bianco, « La Chine à la française », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 9, 1987, « Crise des idéologies », p. 36

et, plus spécialement, « des gens qui intervenaient en tant que spécialistes de tel ou tel domaine des sciences sociales, donc habitués à faire preuve d'une très grande rigueur critique ». Cette nuance faite, Lucien Bianco concentre tout de même son analyse sur les « révolutionnaires ». Ce qu'il y avait de commun entre ces derniers, selon Bianco, c'est que « la Chine était une solution à leurs problèmes ». « La Chine ne les intéressait pas en soi, souligne-t-il, la Chine était un prétexte, et jamais il n'y avait la question : Est-ce que le maoïsme est adapté aux problèmes de la Chine et en particulier à ceux auxquels elle doit s'attaquer de toute urgence ?⁴⁴ »

De son côté, Camille Boullenois affirme qu'aucun événement chinois « n'a été aussi incompréhensible, aussi mal connu, aussi visiblement irrationnel que celui de la Révolution culturelle ». Elle propose donc une analyse des perceptions de celle-ci dans l'imaginaire social français. L'historienne présente un aperçu d'ensemble des écrits des maoïstes et touristes idéologiques, ainsi que l'état des connaissances sur la Chine en France dans les années 1960, montrant que le moment de l'ouverture des relations diplomatiques s'inscrit dans une période de fascination pour ce pays. Constatant que la « maophilie » française ne fut que « la manifestation superficielle d'un phénomène plus profond » et que l'aveuglement idéologique pose plusieurs questions subsidiaires, Boullenois met en lumière le fait que l'on retrouve « sous la 'couche superficielle' qu'est l'idéologie, les divers éléments à l'origine de la formation d'une opinion, de l'élaboration d'une analyse, de la perception des faits⁴⁵ ».

Pour appréhender ce phénomène, elle propose de l'étudier « à sa source », c'est-à-dire chez les observateurs qui « ont été directement confrontés à l'information et ont dû la déchiffrer, l'assimiler, l'analyser ». Elle concentre donc sa recherche sur la façon dont les Français qui ont voyagé ou vécu en Chine populaire ont perçu les événements de la

⁴⁴ *Ibid.* D'ailleurs, l'auteur estime que l'originalité attribuée à la Chine dans les années 1960 avait été déjà attribuée à la Russie en son temps. Il s'agissait « d'une affaire de décalage chronologique ».

⁴⁵ Camille Boullenois, *La révolution culturelle chinoise sous le regard des Français, 1966-1971*, préf. de Marianne Bastid-Bruguière, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 19. Cet ouvrage est basé sur le mémoire de maîtrise de l'auteure, réalisé sous la direction de Maurice Vaïsse et soutenu en 2011, p. 20.

Révolution culturelle. Les facteurs pouvant expliquer les différences de perceptions entre les observateurs sont la profession, le prisme politique, les préjugés sur le peuple chinois et, enfin, la vision de la place respective de la Chine et de la France sur la scène mondiale⁴⁶.

À l'occasion du 50^e anniversaire du mouvement de Mai 68, la littérature française sur la sinophilie des années 1960 et 1970 a été renouvelée. À la différence de l'URSS et de Cuba, « l'attraction chinoise ne se limita pas aux sphères politiques et intellectuelles⁴⁷ », indique François Hourmant dans *Les Années Mao en France. Avant, pendant et après Mai 68*. Dans ce livre, l'auteur cherche à appréhender la sinophilie ou la maophilie qu'a suscitée la Révolution culturelle chinoise chez les intellectuels et artistes français pendant la décennie 1966-1976. Celle-ci est divisée en trois périodes, dont la troisième débute en 1971. « Les années utopiques » (1971-1976) sont marquées par les témoignages de voyage⁴⁸ réalisés par les intellectuels qui ont eu l'occasion d'effectuer un séjour de courte durée en Chine. Parallèlement à ces récits qui sont majoritairement « laudateurs », une sonnette d'alarme sur la « réalité » est tirée par le sinologue belge Pierre Ryckmans, plus connu sous le pseudonyme Simon Leys. Dans son livre *Les Habits neufs du président Mao*, paru en 1971 aux éditions Champ libre, la Révolution culturelle est décrite comme « le cadre d'un affrontement paroxystique engagé par Mao pour rétablir son emprise sur la Chine après l'échec du Grand Bond en avant⁴⁹ ».

⁴⁶ *Ibid.*, p. 204.

⁴⁷ François Hourmant, *Les années Mao en France. Avant, pendant et après Mai 68*, Paris, Odile Jacob, 2018, p. 11.

⁴⁸ Les témoignages de voyage des intellectuels français qui ont été autorisés à séjourner en URSS, à Cuba et en Chine, font l'objet d'une analyse d'un autre ouvrage du même auteur. François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000. Voir aussi « Les voyageurs et la Chine populaire. De la mise en récit à la mise en scène », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 43-3, juillet-septembre 1996, p. 496-513 ; « Le retour de Chine ou les 'horizons indépassables' d'un genre politico-littéraire », *Mots. Les langages du politique*, n° 29, décembre 1991, p. 71-89.

⁴⁹ François Hourmant, *Les années Mao en France...*, *op. cit.*, Paris, Odile Jacob, 2018, p. 106.

Le politologue s'intéresse également à la façon dont le « col Mao » s'est intégré à la mode française. Dans un article paru en 2014, il explique comment la veste Mao – l'uniforme des gardes rouges lors de la Révolution culturelle – a été importée en France et s'est transformée pour devenir « un élément du chic occidental ». L'auteur en est arrivé à la conclusion que le transfert de ce « symbole vestimentaire de la Révolution culturelle » à une « mode Mao » hexagonale peut s'expliquer par « le jeu des échanges croisés qui caractérisèrent la Chine maoïste et son assomption au rang de mythologie politique en France sur fond d'aspirations révolutionnaires et d'exotisme orientaliste⁵⁰ ».

Enfin, plusieurs travaux universitaires, non publiés, sont consacrés à l'étude de l'image de la Chine pendant la Révolution culturelle dans des journaux français (*Le Monde*⁵¹, *L'Humanité*⁵²) et la revue *Tel Quel*⁵³. David van den Abbeel⁵⁴ propose quant à lui une étude de l'attitude des Belges francophones à l'égard de la Chine telle que reflétée par des articles relatifs à la Révolution culturelle. Il constate que la vision de chacun des journaux étudiés n'a pas été nuancée par leur idéologie politique respective puisque l'interprétation de cet événement et l'image qu'ils en ont transmise étaient similaires, construites sur la crainte qu'éprouvait l'Occident devant le danger communiste⁵⁵.

⁵⁰ François Hourmant, « La Longue Marche de la veste Mao. Révolution des apparences et apparences de la Révolution », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 121, n° 1, 2014, p. 113.

⁵¹ Émilie Roche, *La Révolution culturelle chinoise à travers le journal Le Monde, 1965-1969*, mémoire de master (histoire), Institut d'Études Politiques de Lyon, 2000.

⁵² Franck Gaudichaud, *L'image de la Chine pendant la Révolution culturelle à travers deux quotidiens français (« Le Monde » et « L'Humanité ») d'août 1966 à octobre 1968*, mémoire de master (histoire), Université Bordeaux III, 1997.

⁵³ Bogdan Calinescu, *Les représentations de la Chine chez les intellectuels français : le cas de la revue « Tel Quel », 1971-1976*, mémoire de DEA (histoire), Paris, Institut d'études Politiques, 1995. Matthieu Timmerman, *Représentation de la Chine maoïste et sociologie des intellectuels français : la confrontation « Tel Quel » / « Esprit » (1971-1976)*, mémoire de DEA (science politique), Université Lille II, 2000, 92 p.

⁵⁴ Van Den Abbeel réalise actuellement une thèse de doctorat, intitulé « Savoirs et représentations dans le processus de reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine : analyse comparée de la prise de décision en politique étrangère (1949-1971) ».

⁵⁵ David Van Den Abbeel, « Entre dérision et condamnation : quand la Chine fait frémir l'Occident – Analyse de la vision de la Chine dans les quotidiens belges francophones lors de la Révolution culturelle

Par ailleurs, le Parti communiste français (PCF) a été un des acteurs non étatiques les plus actifs qui entretenaient des liens avec la Chine, et ce par le biais de l'Association des amitiés franco-chinoises (AAFC). La détérioration des relations entre le PCF et le Parti communiste chinois (PCC), à cause de la position prosoviétique du PCF lors du schisme sino-soviétique de 1963, explique que les autorités chinoises, ne voulant plus développer les échanges par l'intermédiaire du PCF et de ses « organisations de masse⁵⁶ », dont l'AAFC, a tenté d'établir des liens avec d'autres organisations non gouvernementales françaises. Plusieurs chercheurs qui s'intéressent aux acteurs non étatiques dans les relations entre l'Europe de l'Ouest et les régimes communistes, ont réalisé des études sur les associations d'amitié. Les premières associations d'amitié avec l'URSS qui ont été créées à la fin des années 1920 avaient pour but de diffuser une image positive du régime soviétique. Leurs activités étaient, comme le démontrent les travaux effectués, sous le contrôle étroit du Komintern⁵⁷. Quant à la Chine, les groupes d'amitié qui ont été fondés dans les pays non socialistes attirent depuis récemment l'attention des historiens.

Après avoir consacré son mémoire de maîtrise à l'étude des relations entre les communistes français et le PCC de 1949 à 1966, Kaixuan Liu, doctorant en histoire à l'Institut d'études politiques de Paris, travaille actuellement sur l'image de la Chine perçue par les Français dans les milieux politiques (gouvernement, diplomates, partis politiques, militants), intellectuel (sinologues) et médiatique. Il cherche à mettre en

(1965-1971) », dans Shenwen Li et Katie Boulet (dir.), *Chine, Europe, Amérique rencontres et échanges de Marco Polo à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 121-148.

⁵⁶ Jiayi Gao, *Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l'histoire des relations sino-françaises (1949-1969)*, thèse de doctorat (sciences sociales), École normale de Cachan, 2015.

⁵⁷ Les associations d'amitié sont considérées par certains historiens comme organismes intermédiaires non étatiques entre les pays de l'Europe de l'Ouest et l'URSS. Les relations d'amitié que cette dernière cherche à développer sont d'ailleurs vue comme partie intégrante de la diplomatie culturelle soviétique. Jean-François Fayet, *VOLS : le laboratoire helvétique : histoire de la diplomatie culturelle soviétique durant l'entre-deux-guerres*, Chêne-Bourg, Georg, 2014. Matthieu Gillibert, « L'Associations Suisse-URSS dans la Guerre froide : quête de légitimité dans les relations culturelles », dans Françoise Briegel et Sébastien Farré (dir.), *Rites, hiérarchies*, Chêne-Bourg, Georg, 2010, p. 133-145.

lumière les relations de certains groupes ou individus français avec le régime de Pékin, tout en prenant en compte les initiatives prises par le gouvernement chinois pour embellir son image et la promouvoir dans la société française. Ainsi, les organisations comme l'AAFC et le PCF occupent une place importante dans son étude étant donné le soutien qu'ils recevaient de Pékin⁵⁸. Dans un chapitre du livre, paru en 2017⁵⁹, Liu s'intéresse à l'évolution de l'AAFC de 1952 à 1981 au gré des bouleversements qu'a connus la Chine. Contrôlée par le PCF, l'AAFC visait à ses débuts à donner une image positive du régime maoïste et à appuyer la reconnaissance diplomatique de la RPC. Ensuite, face au conflit sino-soviétique et au positionnement prosoviétique du PCF, l'Association était investie par une direction maoïste dont les prétentions exclusivement politiques vont primer entre 1963 et 1966. Par la suite, la volonté du gouvernement chinois de s'allier à l'Occident face à la menace soviétique a contribué à favoriser la multiplication des comités de l'Association tout en essayant d'élargir l'adhésion à un public plus large que ceux acquis à la cause. Accusée de suivisme face à son alignement sur l'arrestation de la Bande des Quatre, l'AAFC a connu des défections notoires et se libère petit à petit de la tutelle pékinoise et du militantisme maoïste dès les années 1980.

Les acteurs non étatiques autonomes occupent aussi une place de plus en plus importante dans les nouvelles études de l'histoire des relations sino-suisses. Dans le cadre d'un projet de recherche dirigé par Claude Hauser, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg, Cyril Cordoba prépare depuis août 2015 une thèse de doctorat intitulée *Au-delà du Rideau de Bambou : amitiés culturelles et politiques avec la République populaire de Chine en Suisse (1949-1989)*. Celle-ci vise à mettre en lumière le rôle joué par les associations d'amitié dans le cadre des

⁵⁸ Kaixuan Liu, *Le miroir chinois : les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politique, diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980*, thèse de doctorat (histoire), Institut d'études politiques de Paris, en partenariat avec Centre d'histoire de Science Po (Paris), 2019.

⁵⁹ Kaixuan Liu, « Les amis de la Chine ? Le cas de l'Association des amitiés franco-chinoises (1952-1981) », dans Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, Riveneuve, 2017, p. 231-245.

circulations culturelles sino-suisse au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle⁶⁰. La propagation du maoïsme occidental en Suisse est aussi au cœur de son étude⁶¹. Dans un livre collectif paru en janvier 2019, Cyril Cordoba et Kaixuan Liu consacrent une étude comparative des associations d'amitié avec la Chine en France et en Suisse. Les auteurs montrent que le travail d'amitié dans les deux pays révèle des aspects très différents. En France, l'AAFC affirmait sa volonté et sa capacité de contribuer à créer des conditions favorables à l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine, tandis qu'en Suisse, le principal objectif des associations était de cultiver une attitude plus positive à l'égard de la Chine afin de contrer la surveillance stricte exercée par le gouvernement suisse sur tous les activistes de gauche. Les « amis » de la Chine suisses consultaient fréquemment les représentants français en raison des connaissances de ces derniers de la situation politique chinoise et aussi de leur meilleure intégration dans le mouvement communiste international, affirment les deux auteurs. Le chapitre propose ainsi de nouvelles interprétations sur la manière dont la Chine révolutionnaire a fait son entrée dans l'histoire culturelle européenne depuis les premières années enthousiastes de la construction socialiste au dogmatisme excentrique de la Révolution culturelle⁶².

⁶⁰ Par exemple, « Le rôle des associations d'amitié dans le cadre des circulations culturelles sino-suisse dans la 2^e moitié du XX^e siècle », Université d'automne à Shanghai, Université normale de la Chine de l'Est, 7 septembre 2017 ; « Microhistoire de l'amitié avec la RPC : expériences et parcours suisses », *Historiales*, Université de Fribourg, 9 juin 2017 ; « The role of the Swiss Friendship Associations with China during the Cold War », Congress The Smaller European Powers and China in the Cold War (1949-1989), Université de Lausanne, 18 novembre 2016. « The diffusion of the friendly attitude towards China in Switzerland », Workshop Sino-Swiss relations during the sixties/seventies: new approaches in global context, Université Fudan, 9 septembre 2016.

⁶¹ « La Suisse dans la propagation du maoïsme occidental », *Transnationale Geschichte des Schweiz*, Haus der Universität Bern, 29 septembre 2017.

⁶² Cyril Cordoba et Liu Kaixuan, « Unconditional Followers of the RPC? Friendship Associations with China in France and Switzerland, 1950s-1980s », dans Janick Marina Schaufelbuehl, Marco Wyss et Valeria Zanier (dir.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split*, Leiden/Boston, Brill, 2019, p. 87-107.

Les associations d'amitié avec la Chine au Royaume-Uni et en Suède ont été analysées respectivement par Tom Buchanan et Perry Johansson⁶³. Ces études sur les relations transnationales sino-occidentales ont le mérite d'éclairer la contribution des acteurs non étatiques dans le contexte de la Guerre froide. Elles ont toutefois suscité des critiques à cause de leur dimension analytique unilatérale. Par exemple, l'étude de Tom Buchanan sur les liens entre la gauche britannique et la Chine est considérée comme éclairante mais « one dimensional » par Qiang Zhai, spécialiste renommé des relations extérieures chinoises pendant la Guerre froide. Zhai explique : « Buchanan's treatment would have been fuller if it had incorporated some coverage of Chinese reception and manipulation of the British Left. Buchanan would have presented his readers with an international history if he had examined how the Chinese, both the Nationalists and Communists, used foreigners, including the British Left, to "sell" their images and win international endorsement abroad⁶⁴. » En effet, les recherches sur la diplomatie et la propagande culturelles chinoises sont loin d'être suffisantes⁶⁵.

C'est depuis 2000 que les historiens et les politologues commencent à adopter une approche bilatérale, multilatérale et transnationale pour aborder les relations non

⁶³ Perry Johansson, *Saluting the Yellow Emperor, a case of Swedish Sinography*, Leiden, Brill, 2012, p. 155-220. Tom Buchanan, *East wind. China and the British left, 1925-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 114-211. Nous avons également identifié deux travaux universitaires qui abordent les associations d'amitié avec la Chine en Suède et en Nouvelle-Zélande. Anne Hdén, *Röd stjärna över sverige. Folkrepubliken Kina som resurs i den svenska vänsterradikaliseringen under 1960-och 1970-talen (Étoile rouge sur la Suède. La République populaire de Chine comme ressource dans la radicalisation de la gauche suédoise dans les années 1960 et 1970)*, thèse de doctorat, Lund University, 2008 ; Alistair Shaw, *Telling the Truth about People's China*, thèse de doctorat (études asiatiques), Victoria University of Wellington, 2010.

⁶⁴ Qiang Zhai, « Review of Buchanan, Tom, *East Wind: China and the British Left, 1925-1976* », *H-Diplo, H-Net Reviews*, février 2013, p. 2, <https://www.h-net.org/reviews/showpdf.php?id=36957>.

⁶⁵ Les études des voyages idéologiques et politiques aux régimes communistes abordent quelque peu les mesures mises en œuvre par les autorités chinoises pour faire la propagande auprès des visiteurs. Dans un ouvrage paru en 1998, Paul Hollander effectue une analyse comparative des voyages des intellectuels occidentaux en Union soviétique, en RPC, au Vietnam et au Cuba. Il s'agit d'une étude pionnière : plusieurs chercheurs intéressés par ce sujet s'inspirent des thèses avancées par Hollander dans son livre, dont celle sur les techniques d'hospitalité. Toutefois, l'auteur n'a pas utilisé les sources chinoises. P. Hollander, *Political Pilgrims: Western Intellectuals to the Soviet Union, China, and Cuba, 1928-1978*, New York, Harper & Row, 1983.

étatiques entre la Chine communiste et les pays étrangers. Leurs analyses prennent en considération la diplomatie et la propagande culturelles chinoises durant la Guerre froide. Par exemple, avec ses deux monographies⁶⁶, Anne-Marie Brady ouvre la voie à l'étude du système des affaires étrangères (en pinyin : waishi xitong) de la RPC, un réseau complexe créé après 1949 en vue de surveiller et contrôler les contacts chinois avec le monde extérieur. S'appuyant sur des sources chinoises (les publications et les manuels internes sur les affaires étrangères), la politologue analyse les mécanismes de ce système et de ses antécédents soviétiques, ainsi que les rôles de certains personnages spécifiques (comme le journaliste Edgar Snow) qui étaient qualifiés par Pékin « d'amis internationaux ». Selon Brady, le gouvernement chinois attribue depuis 1949 le titre honoraire de « vieil ami du peuple chinois » aux personnalités étrangères. Celles-ci, représentant une grande diversité d'opinions politiques, ont comme point commun d'être en faveur d'un rapprochement diplomatique avec la Chine populaire. Selon la politologue, cette pratique a été utilisée couramment par les autorités chinoises à des fins de propagande étrangère et de manœuvre diplomatique⁶⁷. En 2009, Cagdas Ungor réalise une thèse de doctorat sur le système chinois de propagande externe (en pinyin : duiwai xuanchuan)⁶⁸. Créé dans les années 1950, celui-ci incorporait la presse étrangère (Foreign Press) et l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers (Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries). Cette étude éclaire le réseau de médias audiovisuels en langues étrangères et de périodiques comme *Pékin Information* et *La Chine en construction* à travers lesquels la Chine de l'ère de Mao a tenté d'effectuer une influence mondiale. Soulignons que Brady et Ungor ont consulté des documents d'archives en langue chinoise qui sont maintenant inaccessibles.

⁶⁶ Anne-Marie Brady, *The Friend of China: The Myth of Rewi Alley*, Londres, Routledge, 2003.

⁶⁷ Anne-Marie Brady, *Making the Foreign Serve China: Managing Foreigners in the People's Republic*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2003, p. 19.

⁶⁸ Cagdas Ungor, « Reaching the Distant Comrade: Chinese Communist Propaganda Abroad (1949-1976) », thèse de doctorat (histoire), State University of New York at Binghamton, 2009.

The Cold War in Asia: The Battle for Hearts and Minds aborde les canaux politiques et culturels à travers lesquels le régime chinois a effectué la propagande auprès des acteurs non étatiques des pays étrangers. Les auteurs de plusieurs chapitres de ce livre collectif soulignent le rôle international du maoïsme dans la diplomatie et la propagande chinoises, notamment en Birmanie, en Indonésie, au Mexique et en Suède⁶⁹.

De son côté, l'historienne Julia Lovell s'interroge sur « the extent to which impressions of China were actively shaped by Maoist China⁷⁰ » durant la période 1949-1976. S'appuyant sur des mémoires et des documents d'archives chinois, un de ses articles porte sur les manières dont la Chine de l'ère Mao a communiqué avec le monde entier au-delà des voies diplomatiques conventionnelles : les organismes qui s'efforçaient de répandre l'influence culturelle et politique chinoise ainsi que leur succès.

Les historiens soulignent depuis quelques années la nécessité d'étudier les acteurs non étatiques et les réseaux transnationaux afin de dépasser le discours des grandes puissances et de mieux comprendre ce que la Guerre froide signifiait pour les gens ordinaires. De ce point de vue, les associations d'amitié avec la Chine, les institutions académiques, les universitaires (surtout les experts des questions chinoises), ainsi que certaines personnalités qualifiées « d'amis du peuple chinois » attirent de plus en plus l'attention des historiens des relations internationales. Si le maoïsme « global » a été étudié par Alexander Cook sur la base des études de cas nationales réalisées par les chercheurs au fil du temps, il importe de compléter le tableau des études des

⁶⁹ Yangwen Zheng, Hong Liu et Michael Szonyi (dir.), *Cold War in Asia. The Battle for Hearts and Minds*, Leiden, Brill, 2010. Alexander Cook s'intéresse aussi au rôle international du maoïsme. Dans son livre paru en 2014, il fournit plusieurs études de cas nationales décrivant la réception internationale du petit livre rouge de Mao. Alexander C. Cook, *Mao's Little Red Book. A Global History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

⁷⁰ Julia Lovell, « The Uses of Foreigners in Mao-era China: "Techniques of hospitality" and International Image-building in the People's Republic, 1949-1976 », dans Andrew Pettegree (dir.), *Transactions of the Royal Historical Society*, vol. 25, Londres, Cambridge University Press, 2015, p. 138.

associations d'amitié avec la Chine à travers le monde pour avoir une vision globale et saisir leur importance dans la diplomatie et la propagande chinoises.

1.1.3 Les relations sino-canadiennes

Les travaux portant sur les relations entre la Chine populaire et le Canada sont peu nombreux, comparés aux études consacrées aux relations sino-soviétiques et sino-américaines. Ce phénomène est compréhensible compte tenu du fait que la politique étrangère canadienne a été pendant longtemps très influencée par le Royaume-Uni, puis par les États-Unis. C'est au cours de la Deuxième Guerre mondiale que le Canada s'est engagé davantage dans les affaires internationales, notamment en coopérant avec la République de Chine, gouvernée par l'administration de Chiang Kai-shek⁷¹.

Les relations entre les deux gouvernements pendant la seconde guerre sino-japonaise (1937-1945)⁷² constituent un sujet étudié par les chercheurs chinois, dont Pan Xingming, professeur d'histoire à l'Université normale de l'Est de Chine. D'après ce dernier, ces échanges entre la République de Chine et le Canada dans le contexte de la seconde guerre sino-japonaise n'ont toutefois pas débouché sur de véritables relations sino-canadiennes⁷³. Parallèlement, des humanitaires canadiens, missionnaires et médecins en particulier, ont effectué des missions en Chine, ce qui a nourri une perception positive du Canada au sein du peuple chinois. Ces acteurs autonomes,

⁷¹ La République de Chine a été fondée en 1912, à la suite de la révolution chinoise qui avait renversé le régime impérial. Après le décès de Sun Yat-sen (Sun Zhongshan), premier président de la République, Chiang Kai-shek (Jiang Jieshi) a établi son autorité sur le Guomindang (Kuomintang, « Parti nationaliste chinois »).

⁷² Dans l'historiographie chinoise, la seconde guerre sino-japonaise est communément connue sous le nom de « guerre anti-japonaise » ou « guerre pour résister aux Japonais » (kangri zhanzheng).

⁷³ Pan Xingming, « A breakthrough and development in the China-Canada Relationship in the War of Resistance against Japan », *Journal de l'Ecole Normale de Hangzhou (Sciences Humaines)*, 2005. Pan Xing-Ming, « The Military Relationship between China and Canada in the War of Resistance against Japan », *Shixue Jikan*, 2009.

surtout James G. Endicott et Norman Bethune, sont étudiés de près par les chercheurs des deux pays⁷⁴.

L'arrivée au pouvoir des communistes et la déportation des missionnaires canadiens demeurés en Chine ont eu un impact majeur sur les relations entre les deux sociétés. Dans le contexte de la Guerre froide, le gouvernement canadien a refusé de reconnaître le nouveau régime chinois. La position de l'opinion publique canadienne sur la reconnaissance de la Chine communiste a été analysée par Maureen Appel⁷⁵, Paul Evans et Daphne Gottlieb-Taras. Ces derniers constatent qu'elle semble avoir rejeté l'idée selon laquelle la RPC devait être isolée de la communauté internationale⁷⁶. La question de l'impact de la guerre de Corée sur ses relations avec la Chine est analysée par Jiechuan Li. D'après ce dernier, l'implication du Canada a constitué un obstacle à la normalisation de relations diplomatiques officielles⁷⁷. Néanmoins, la vente de blé à la Chine a permis aux deux pays de maintenir un lien économique avantageux⁷⁸.

Durant la période 1949-1971, la politique canadienne à l'égard de la Chine est principalement centrée sur le gouvernement nationaliste à Taiwan, tel que montré dans un ouvrage collectif dirigé par Michael Frolic et Paul Evans⁷⁹. Ces derniers ont réuni

⁷⁴ Stephen Endicott, *James G. Endicott: Rebel Out of China*, Toronto, University of Toronto Press, 1980. Ted Allan et Sydney Gordon, *The Scalpel, the Sword. The Story of Doctor Norman Bethune*, Toronto, Dundurn, 2009. Jiaheng Song et Wei Li, *Jianada Chuanjiaoshi zai Zhongguo (Les missionnaires canadiens en Chine)*, Shanghai, Dongfang chubanshe, 1995. Jiaheng Song (dir.), *Jianada ren zai Zhongguo (Les Canadiens en Chine)*, Shanghai, Dongfang chubanshe, 1998.

⁷⁵ Maureen Appel, « Canadian Attitudes to Communist China », mémoire de maîtrise (science politique), Université McGill, 1964. [Disponible en ligne :

http://digitool.library.mcgill.ca/webclient/StreamGate?folder_id=0&dvs=1522161105041~936

⁷⁶ Paul Evans et Daphne Gottlieb-Taras, « Canadian Public Opinion on Relations with China: An Analysis of the Existing Survey Research », Toronto, Joint Centre on Modern East Asia, Working Paper #33, March 1985, p. 11.

⁷⁷ Jiechuan Li, « Jianada cong bu shezu yuandong dao juanru chaoxian zhanzheng de zhuanbian » (« La transition de la politique 'non-ingérence aux affaires extrême-orientales' à l'implication dans la Guerre de Corée »), *Shijie lishi (Histoire du monde)*, n°2, 1997.

⁷⁸ Jiechuan Li, « Lun ershi shiji liushi niandai zhongjia xiaomai maoyi de zhongyao yiyi » (« Une étude sur l'importance du commerce du blé entre la Chine et le Canada dans les années 1960 »), *Shijie lishi (Histoire du monde)*, n°1, 2004.

⁷⁹ Paul Evans & Michael Frolic (dir.), *Reluctant Adversaries: Canada and the People's Republic of China, 1949-1970*, Toronto, University of Toronto Press, 1991.

dix essais sur les relations sino-canadiennes, de l'avènement de la RPC jusqu'à sa reconnaissance par le gouvernement fédéral du Canada. L'un des auteurs, Peter Mitchell, démontre l'influence des missionnaires canadiens sur les perceptions de la Chine au Canada. Les autres chapitres abordent surtout les acteurs étatiques. Stephen Beecroft s'intéresse aux problèmes autour de la question de la reconnaissance durant l'administration Saint-Laurent (1948-1957). Don Page propose une analyse sur les interventions du Canada en faveur d'une représentation de Pékin aux Nations Unies. Norman St-Amour démontre le rôle joué par les États-Unis dans les relations sino-canadiennes de 1963 à 1968. Les trois essais de la troisième section de l'ouvrage se concentrent les hommes d'État qui ont élaboré la politique canadienne envers la Chine ainsi que les difficultés qu'ils ont rencontrées pour influencer cette politique⁸⁰. Somme toute, la conception des relations internationales qui se dégage de cet ouvrage semble encore centrée sur les acteurs étatiques.

Sur fond de relations diplomatiques renouées en 1970, différents types de relations ont pu s'établir entre la Chine et le Canada, malgré des modèles politiques, sociaux et économiques différents. Paul Evans et Daphne Gottlieb-Taras consacrent une étude de cas qui s'inscrit dans une série de réflexions sur les déterminants du rôle du Parlement canadien dans l'élaboration des politiques étrangères du pays⁸¹.

Dans la plupart des recherches réalisées dans le domaine des relations sino-canadiennes, les hommes politiques occupent une place essentielle. À part les immigrants chinois au Canada et les missionnaires, les individus sans responsabilité politique officielle ayant

⁸⁰ Il s'agit de Lester Pearson (premier ministre, 1963-1968), de Chester Ronning (missionnaire en mission en Chine de 1922 à 1927, diplomate en mission en Chine de 1945 à 1951) et d'Alvin Hamilton (ministre de l'Agriculture, 1960-1968). Leur contribution aux relations sino-canadiennes est étudiée respectivement par John English, Brian Evans et Patrick Kyba.

⁸¹ Paul Evans et Daphne Gottlieb-Taras, « Looking (Far) East: Parliamentary Involvement in Canada-China Relations, 1949-1982 », dans David Taras (dir.), *Parliament and Canadian Foreign Policy*, Toronto, Canadian Institute of International Affairs, 1985, p. 66-100. Voir aussi Jo-Hui Liang, « A Comparison of Trudeau's and Chretien's China Policy », mémoire de M.A. (science politique), Université d'Alberta, 1997.

contribué aux échanges entre les deux peuples n'ont pas été suffisamment étudiés⁸². La recherche de Martin Singer constitue une exception. Professeur d'histoire à l'Université Concordia, il a publié, en 1986, un rapport portant sur les relations universitaires entre le Canada et la Chine depuis 1970. Fondé sur des entrevues avec des Canadiens et des Chinois qui ont participé aux échanges, ainsi que sur des archives gouvernementales et universitaires, ce rapport présente une analyse historique, statistique et thématique destinée à faciliter la compréhension de l'état des échanges universitaires avec la Chine lors de la parution du rapport. On y trouve également les grandes lignes des programmes d'échange de la plupart des universités canadiennes avec la Chine ainsi qu'une série de recommandations pour l'avenir⁸³.

Plus récemment, l'historien John Price a proposé une étude novatrice dans laquelle il affirme que les hommes d'État, les journalistes et les chercheurs canadiens considéraient la nation canadienne comme appartenant au monde atlantique, ce qui les aurait empêché de pleinement apprécier les interactions du Canada avec l'Asie. Price considère que la politique canadienne envers l'Asie relevait du racisme et de l'impérialisme, comme c'était le cas des États-Unis ainsi que d'autres pays occidentaux⁸⁴. Une telle perspective permet de nuancer considérablement

⁸² Dans les travaux historiques consacrés aux relations sino-canadiennes, les migrations chinoises vers le Canada semble constituer un des rares thèmes qui relèvent des circulations transfrontalières. Dans l'ouvrage collectif *Within and Without the Nation: Canadian History as Transnational History* (Toronto, Buffalo, 2015, cité plus haut), qui a pour objectif de réfléchir aux possibilités que recèle la perspective transnationale à partir des réalités canadiennes, la seule contribution consacrée à la Chine porte, là encore, sur les migrations transpacifiques des Chinois vers le Canada. Voir Henry Yu, « Conceiving a Pacific Canada: Trans-Pacific Migration Networks Within and Without Nations », dans Karen Dubinsky, Adele Perry et Henry Yu (dir.), *Within and Without the Nation: Canadian History as Transnational History*, Toronto, Buffalo, 2015, p. 187-211.

⁸³ Martin Singer, *Relations universitaires du Canada avec la République populaire de Chine depuis 1970*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 2 volumes, 1987. Cette étude bénéficie du soutien financier de la part du Centre de recherches pour le développement international, une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 et qui a pour mission d'encourager et d'appuyer des travaux de recherche sur les problèmes des régions du monde en voie de développement. Voir *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (en ligne : <https://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/I-19.pdf>)

⁸⁴ John Price, *Orienting Canada: Race, Empire, and the Transpacific*, Vancouver, UBC Press, 2011.

l'interprétation généralement acceptée qui veut que la politique extérieure canadienne serait passée de l'isolationnisme à l'internationalisme.

1.1.4 L'histoire des relations du Québec avec la Chine

L'historiographie des relations du Québec avec l'Asie est peu développée. Dans *Trente ans de politique extérieure du Québec*⁸⁵, un livre collectif paru en 1993 et dirigé par plusieurs chercheurs du Centre québécois de relations internationales⁸⁶, un chapitre est consacré à ce sujet. Dans une perspective qui met l'accent sur les acteurs étatiques, Gérard Hervouet et Jean Plourde affirment : « La grande période de la découverte de l'Asie fut sans conteste celle des années 1983 à 1986 ; elle culmina avec la tournée du Premier ministre René Lévesque au Japon, en Corée, en Chine et à Hong Kong en 1984.⁸⁷ » Ils ne semblent pas s'intéresser à des acteurs autonomes, allant jusqu'à déplorer : « La découverte de l'Asie fut lente et heurtée. [...] Curieusement, la croissance régulière du commerce avec l'Asie [dans les années 1970] ne parvenait pas à briser l'indifférence engendrée par l'éloignement géographique et la distance culturelle.⁸⁸ » Cette analyse accorde une grande importance aux domaines visés par la stratégie étatique du Québec, négligeant par conséquent la participation et la contribution des acteurs non étatiques aux relations du Québec avec l'Asie.

Serge Granger, professeur à l'Université de Sherbrooke, a joué un rôle pionnier dans l'étude des relations du Québec avec la Chine, avec sa thèse et son ouvrage intitulé *Le*

⁸⁵ Louis Balthazar, Louis Bélanger, Gordon Mace *et al.*, *Trente ans de politique extérieure du Québec, 1960-1990*, Québec, Éditions du Septentrion, 1993, p. 294.

⁸⁶ Le Centre québécois de relations internationales (CQRI) est inauguré en 1970 à l'Université Laval. En 1994, l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI) est créé sur les bases du CQRI.

⁸⁷ Gérard Hervouet et Jean Plourde, « Les relations du Québec avec l'Asie », dans Louis Balthazar *et al.*, *Trente ans de politique extérieure du Québec, 1960-1990, op. cit.*, p. 294.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 292.

Lys et le Lotus. Les Relations du Québec avec la Chine de 1650-1950. Il y affirme que les relations sino-québécoises remontent au temps de la colonisation française. Elles ont été menées principalement par les missionnaires qui ont joué un rôle de premier plan, que ce soit les jésuites en Chine au XVIII^e siècle ou les religieux de retour au pays après la révolution de 1949⁸⁹. Ces missionnaires chassés de la Chine communiste auront une influence déterminante, affirme l'auteur, sur la décision du gouvernement du Canada de refuser de reconnaître la RPC.

L'étude de Granger est périodisée en fonction des grandes étapes de l'histoire politique de la Chine. La première partie explique comment les contacts initiaux avec la Chine ont été noués et pourquoi la révolution républicaine chinoise de 1912 a attisé l'arrivée de missionnaires québécois en Chine. La deuxième partie traite de la période républicaine (1911-1937) pendant laquelle les missionnaires québécois ont douté des capacités du Parti nationaliste à réunifier le pays et à apporter des réformes démocratiques. La troisième partie porte sur l'évolution de l'attitude du gouvernement canadien et des missionnaires québécois à l'égard des forces en présence sur le territoire chinois durant la guerre sino-japonaise (1937-1949). La dernière partie est consacrée aux raisons politiques et religieuses qui ont convaincu les missionnaires de quitter la Chine populaire.

Plusieurs articles du même auteur abordent les relations sino-québécoises après 1949. « Comme la plupart des pays refusent de reconnaître le nouveau gouvernement chinois, il faudra attendre l'initiative de quelques individus pour que s'amorce un renouveau dans les relations Québec-Chine⁹⁰ », affirme Granger dans un article portant sur les relations sino-québécoises de 1960 à 1985. Il explique que « la mutation des groupes québécois intéressés à la Chine s'opère timidement dans les années soixante, passant

⁸⁹ Serge Granger, *Québec and China during the First Half of the Twentieth Century*, thèse de doctorat (histoire), Université Concordia, 2002.

⁹⁰ Serge Granger, « Le retour du Québec en Chine, 1960-1985 », dans Stéphane Paquin, Louise Beaudoin (dir.), *Histoire des relations internationales du Québec*, Montréal, VLB, 2006, p. 118.

de la communauté missionnaire à un groupe plus large et laïque »⁹¹. Durant les années 1960, les rares personnalités intéressées à la Chine constituaient une « véritable pépinière des esprits innovateurs qui influenceront la politique québécoise dans les années à venir ». « L'intérêt porté à la Chine dans les années 1960, ajoute Granger, est exclusivement le fait d'initiatives personnelles⁹² ». Plusieurs voix « laïques » se font entendre pour la reconnaissance diplomatique du régime de Pékin. Pourtant, leur proposition « s'avère prématurée », constate Serge Granger⁹³.

Dans un autre article qui aborde la question de la normalisation des relations avec la Chine, Serge Granger revient sur l'attitude québécoise envers la Chine dans les années 1960 et 1970. Les perceptions de la Chine au Québec connaissent une évolution lorsque la jeunesse « se révolte contre le conservatisme catholique, se tournant même vers le maoïsme ». Parallèlement à la multiplication des échanges sino-québécois, dont témoignent les films de l'Office national du film du Canada⁹⁴, les groupes maoïstes « font beaucoup de propagande avec leurs périodiques ». Ces derniers « reproduisent des articles de *Pékin Information* », mais « ne suscitent pas un véritable débat sur la Chine ». L'auteur conclut que « cette foi dans le communisme chinois chez les maoïstes québécois ressemblent étrangement à la foi missionnaire du passé⁹⁵ ».

En 2001, Daniel Desharnais, étudiant à la maîtrise au département d'histoire de l'Université de Montréal, consacre son mémoire sur la représentation de la Chine dans les médias québécois à l'époque de la Révolution culturelle chinoise. L'auteur situe

⁹¹ Serge Granger, « Le retour du Québec en Chine, 1960-1985 », *op. cit.*, p. 118.

⁹² *Ibid.*, p. 123.

⁹³ Serge Granger, « La longue marche vers l'acceptation de la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1, automne 2014, p. 42-61.

⁹⁴ Serge Granger, « Le cinéma québécois et la Chine, 1935-1980 », dans Li Shenwen (dir.), *Chine-Europe-Amérique. Rencontres et échanges de Marco Polo à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Intercultures », 2009, p. 149-158.

⁹⁵ Serge Granger, « Le retour du Québec en Chine, 1960-1985 », *op. cit.*, p. 126-127 L'auteur évoque que « ces maoïstes ont contribué à faire redécouvrir la Chine par le biais des voyages ». Plusieurs organismes et agences, explique-t-il, « organiseront des voyages très encadrés à la fin des années soixante-dix, notamment les groupes Amitié Canada-Chine et Québec Amitié-Chine ». Dans cet article, on ne trouve pas plus d'information concernant ces organismes. Or, ces derniers ont joué un rôle important dans les relations sino-québécoises dans les années 1970 comme nous le verrons.

son travail dans une optique qui a été exprimée par l'historien québécois Jacques Langlais dans les termes suivants : « Une perception porte l'empreinte de celui qui la perçoit.⁹⁶ » L'étude a pour but de cerner la manière dont l'orientation idéologique de certains journalistes québécois a influencé leurs représentations de la Chine à l'époque de la Révolution tranquille et de la Révolution culturelle chinoise. Son analyse permet de constater que les journalistes ont des représentations généralement positives du socialisme à la chinoise quoique certains redoutent les limites imposées aux libertés individuelles. L'image la plus généralement véhiculée dans *Le Devoir* et *La Presse* est celle d'un communisme qui constituait, pour la Chine, un instrument de modernisation sociale et économique. Desharnais s'intéresse également aux représentations de la Chine chez les maoïstes du Québec. Après avoir analysé l'image de la Chine dans *En Lutte!* et *La Forge*, deux revues maoïstes québécoises, il conclut que celles-ci utilisent la Chine comme modèle stratégique de mobilisation en vue de susciter la révolution.

Les travaux historiques consacrés au mouvement maoïste québécois ont été effectués par d'anciens militants et des chercheurs, sociologues et politologues. L'historiographie du mouvement m-l au Québec dans les années 1970 et 1980 est moins étendue que celle du mouvement communiste des années 1920 à 1960⁹⁷. L'un des premiers ouvrages portant sur le mouvement m-l est *L'extrême gauche* de Jacques Benoît, un recueil des articles publiés dans *La Presse* du 7 mai au 25 juin 1977⁹⁸. Ce livre critique l'influence des membres des groupes d'extrême-gauche, maoïstes et trotskistes, dans les secteurs qu'ils ont réussi à infiltrer, les syndicats des hôpitaux et

⁹⁶ Jacques Langlais, *Les jésuites du Québec en Chine, 1918-1955*, Québec, PUL, 1979, p. 7, cité dans Daniel Desharnais, *La représentation de la Chine dans les médias québécois à l'époque de la Révolution culturelle chinoise (1966-1976)*, Université de Montréal, 2001, p. III.

⁹⁷ Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *Le Droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, 1989. Robert Comeau et Bernard Dionne, *Les communistes au Québec 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti Ouvrier Progressiste*, Montréal, Presse de l'unité, 1980. Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Laval, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979. Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984.

⁹⁸ Jacques Benoît, *L'extrême gauche*, Ottawa, La Presse, 1977.

des groupes communautaires en particulier. Lysiane Gagnon, journaliste de *La Presse*, qui estime que « leur [à l'extrême gauche] seul titre de gloire est d'avoir réussi à terroriser toute une génération d'intellectuels de centre gauche et de syndicalistes démocrates, qui se faisaient étiqueter comme 'traîtres à la classe ouvrière' pour peu qu'ils osent critiquer les méthodes et l'idéologie de l'extrême gauche », affirme que « sans erreur, le seul document qui décrit sans fard cet épisode est l'excellente série d'articles qu'avait publiée Jacques Benoît dans *La Presse*⁹⁹ ».

Selon le sociologue Louis Favreau, « marxisme et socialisme au Québec ont très peu de tradition, d'ancrage, de racines, peu importe à quel marxisme ou à quel socialisme on se réfère¹⁰⁰. Selon Favreau, le manque de tradition faisait en sorte que la gauche québécoise n'était pas en mesure de prendre une distance critique vis-à-vis des expériences étrangères et ainsi de réfléchir à leur adaptation à la société québécoise. Favreau affirme plus précisément que l'attrait de la Révolution culturelle chinoise a amené des militants du Québec à « se réapproprier le 'maoïsme' », et que du maoïsme à la politique des Partis communistes chinois et albanais, « il n'y a qu'un pas vite franchi¹⁰¹ ».

Pierre Milot, essayiste « de l'avant-garde des années 1970 » et maoïste durant la période 1975-1978¹⁰², consacre son mémoire de maîtrise à l'étude de l'évolution du

⁹⁹ Lysiane Gagnon, « La vraie histoire de l'extrême gauche », *la Presse*, 27 septembre 2003, p. A-17. Dans le reportage télévisuel « L'extrême gauche au Québec », réalisé en février 1979 et auquel sont intervenus Charles Gagnon et Roger Rashi (*Télémag*, Montréal, Société Radio-Canada, 27 min 57 s), on reproche aux m-l leurs théories qui étaient principalement fondées sur des modèles étrangers. [En ligne : <http://archives.radio-canada.ca/emissions/705-10697/page/1/>] On trouve aussi quelques articles de magazine portant sur le mouvement m-l des années 1970.

¹⁰⁰ Louis Favreau, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Montréal, Éditions Socialisme et Indépendance, 1981, p. 282.

¹⁰¹ *Ibid*, p. 291.

¹⁰² Aline Poulin, « Entretien avec Pierre Milot : Les champs d'implication d'une éthique de la discussion », *Moebius*, n° 48, printemps 1991, p. 11-12. Pierre Milot affirme : « Mon maoïsme aura duré quatre ans (de 1975 à 1978). Après cette période, il y a eu de ma part un certain retrait du champ littéraire. Il y a eu un questionnement sur mon passage du formalisme au maoïsme. Je pense que cette trajectoire du formalisme au maoïsme, on la retrouve beaucoup dans la génération des écrivains de l'avant-garde des années 1970. »

discours des groupes m-l durant toute leur période d'existence (1972-1982)¹⁰³. Selon lui, l'ordre du discours m-l constitue un lieu du pouvoir, qui a pour effet de créer un assujettissement idéologique des membres vis-à-vis des organisations m-l. En plus, la direction de celles-ci se trouve dans l'obligation d'adhérer aux modèles du socialisme chinois et albanais. Pour Pierre Milot, les raisons qui ont amené les m-l québécois à réorienter leur stratégie vers un projet de socialisme canadien, reléguant ainsi la question nationale, sont de deux ordres : « soit la logique politique de l'État canadien et sa reproduction au sein de la stratégie « m-l », soit la corrélation entre la politique extérieure de la Chine (formulée implicitement dans la « Théorie des trois mondes ») et la « place » du Canada dans le système international¹⁰⁴ ». Autrement dit, la vision chinoise des relations internationales a pour effet d'entraîner les m-l du Québec à défendre l'indépendance du Canada à l'égard de la superpuissance américaine.

En explorant les rapports entre la gauche québécoise et le marxisme du tiers-monde (dont le maoïsme) dans les années 1960 et 1970, Pierre Beaucage avance une hypothèse selon laquelle le marxisme, développé dans les pays du tiers-monde, à Cuba comme en Chine, a fourni à la gauche québécoise, y compris au sein de groupes les plus radicaux, un langage permettant de présenter et analyser la situation québécoise. D'après l'anthropologue, la dimension nationaliste de ces courants particuliers du marxisme les a rendus plus attrayants que le marxisme d'inspiration soviétique pour la gauche québécoise¹⁰⁵. Beaucage souligne aussi que c'est la recherche laborieuse d'une articulation entre lutte nationale et lutte sociale qui a amené la gauche québécoise à s'intéresser au marxisme du tiers-monde (sous ses formes variées)¹⁰⁶.

¹⁰³ Pierre Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982)*, mémoire de M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 1982.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 3.

¹⁰⁵ Pierre Beaucage, « Le Vent du Sud : les idées du tiers-monde et les marxistes québécois dans les années 1970 », *La Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 27, n° 1, 1990, p. 95-114.

¹⁰⁶ D'après Pierre Beaucage, Pierre Vallières est l'un des premiers idéologues à tenter de redéfinir les rapports entre le Québec, l'Occident et le tiers-monde dans le livre *Nègres blancs d'Amérique* (1968). Les référents de base de sa vision du Québec, tels que présentés dans cet ouvrage, marquent une rupture

En 1987, le sociologue et politologue Jean-Marc Pottle rencontre vingt-six anciens militants dans le cadre de la rédaction du livre *La communauté perdue*¹⁰⁷. Ces interviewés sont issus de divers horizons politiques, dont le Parti québécois, des groupes populaires, des groupes marxistes-léninistes ainsi que des mouvements syndicaux, féministes et contre-culturels. En réfléchissant à leur parcours militant des années 1970, les anciens marxistes-léninistes remettent en question les concepts clés utilisés comme grille d'analyse de la situation québécoise. Ils en arrivent à la conclusion que les stratégies de lutte adoptées par les groupes marxistes-léninistes québécois se sont avérées être un échec. Dans cet ouvrage, on voit une interprétation sympathique de l'engagement des militants dans la lutte révolutionnaire au sein des groupes où la collectivité primait sur l'individualité. Selon Jean-Marc Pottle, l'intérêt suscité par le maoïsme au Québec s'explique par une certaine compatibilité des valeurs entre l'engagement m-l et l'engagement associé au catholicisme social.

On trouve peu de monographies sur les m-l émanant d'historiens québécois avant le début du XXI^e siècle. Il existe toutefois un mémoire de maîtrise d'histoire consacré au groupe En Lutte!. Dans *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*¹⁰⁸, Sébastien Degagné tente de comprendre pourquoi ce groupe a évacué de son projet socialiste la réalisation de l'indépendance du Québec. Selon l'auteur, le discours et la pratique des groupes m-l au lendemain de l'échec référendaire démontrent « une mauvaise compréhension de l'enjeu national ». Par rapport à la thèse avancée par Pierre Milot en 1982, celle de

par rapport au « gradualisme » de la Révolution tranquille, lequel s'opposait au changement révolutionnaire : « Les travailleurs du Québec ont conscience de leur condition de Nègres, d'exploités, de citoyens de seconde classe. Ne sont-ils pas depuis l'établissement de la Nouvelle-France, au XVII^e siècle, les valets des impérialistes, les 'Nègres blancs d'Amérique' ? N'ont-ils pas, tout comme les noirs américains, été importés pour servir de main-d'œuvre à bon marché dans le Nouveau Monde ? » (Vallières, 1968, p. 26, cité dans Beaucage, « Le Vent du Sud... », p. 98).

¹⁰⁷ Jean-Marc Pottle, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB, 1987.

¹⁰⁸ Sébastien Degagné, *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! Et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*, mémoire de M.A. (histoire), Montréal, UQÀM, 1998.

Sébastien Degagné met davantage l'accent sur les facteurs internes, plutôt que sur les liens de subordination des groupes m-l vis-à-vis du modèle socialiste chinois.

En 2004, l'historien David Milot plaide en faveur d'une recherche scientifique qui « saura aller plus loin qu'au niveau des regrets et des émotions » pour « tirer des conclusions et des enseignements » de l'une des périodes les plus tumultueuses de l'histoire du Québec¹⁰⁹. Un dossier spécial du *Bulletin d'histoire politique*, paru en 2004, constitue un effort de la part de plusieurs chercheurs pour combler cette lacune historiographique et offre la possibilité de contribuer à ce questionnement sur l'engagement subjectif des militants d'extrême-gauche.

Cette initiative se poursuit avec Jean-Philippe Warren qui publie, trois ans plus tard, l'ouvrage *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*¹¹⁰, qui selon Martin Petitclerc « a le grand mérite de sortir l'étude des 'm.-l.' du placard de notre mémoire pour en dégager des enjeux pour la compréhension de la société québécoise des quarante dernières années¹¹¹ ». En étudiant les témoignages des acteurs de naguère, Warren cherche à contribuer à une compréhension plus fine des événements et des motivations ayant conduit des jeunes Québécois à vouer une dizaine d'années de leur vie à l'avènement de la société sans classes.

¹⁰⁹ David Milot, « Présentation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 12. Le mémoire de maîtrise de David Milot porte sur les conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec. L'auteur affirme que durant la période 1973-1982, le mouvement « m-l » occupait une grande place dans la culture de gauche. Des groupes comme En Lutte! ont pris part à la bataille idéologique sur le front culturel, critiquant et dénonçant la culture dite bourgeoise. En Lutte! a réussi à rallier des groupes culturels autonomes. Des troupes de théâtre d'agitation-propagande, des chorales de chants révolutionnaires et des groupes d'intervention vidéo ont accepté de servir la tâche centrale d'En Lutte! en propageant des messages communistes. Toutefois, la culture au sein d'une organisation « m-l » était pendant la plupart du temps soumise au dogmatisme politique. Celui-ci caractérisait en effet une bonne partie des pratiques culturelles des groupes « m-l », affirme-t-il. David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec (1973-1982)*, mémoire de maîtrise (histoire), 2000.

¹¹⁰ Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007.

¹¹¹ Martin Petitclerc, « Compte rendu de l'ouvrage de Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde – Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007, 252 p », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 62, n° 1, 2008, p. 151.

La Chine se trouvait au cœur des enjeux de ce courant politique, tel que le montre Warren¹¹². Il explique que pour être maoïste, il fallait accepter la doctrine marxiste-léniniste et la pensée de Mao Zedong, ce qui impliquait la reconnaissance de la justesse de la position chinoise au sujet de la politique internationale¹¹³. Warren souligne le rôle joué par la Chine en tant que pôle de référence dans la genèse et le développement des deux groupes m-l principaux québécois (le groupe En Lutte! et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada). Néanmoins, il est tout de même assez difficile de saisir l'image de la Chine qui a été véhiculée au sein de ces groupes.

C'est que Warren s'intéresse peu aux relations internationales, ce qui l'a amené à caricaturer quelque peu la perception de la Chine populaire par les maoïstes québécois. D'après lui, celle-ci incarnait « un idéal exotique et enchanteur capable d'inspirer les professionnels de la révolution¹¹⁴ ». Évoquant le voyage de Pierre Trudeau et Jacques Hébert en Chine en 1960, il affirme qu'ils ne furent pas les seuls « à être éblouis » par la civilisation chinoise et que cette fascination peut remonter jusqu'à l'époque où le Québec envoyait des missionnaires dans l'Empire du Milieu. Quant aux périples effectués dans les années 1970, ils font l'objet d'une mention rapide signalant qu'ils ont été organisés dans le cadre, entre autres, des Amitiés Canada-Chine, et qu'ils confirment « le bien-fondé apparent des éloges du Grand Bond en avant¹¹⁵ ». « Les 'retours de Chine' », ajoute-t-il, « témoignent des réalisations éclatantes accomplies par les pays qui suivent le modèle élaboré par les marxistes-léninistes¹¹⁶ ».

Cela dit, il faut rappeler que les Québécois invités par le gouvernement chinois dans les années 1970 n'étaient pas tous maoïstes, certains n'étant même pas socialistes, et quoique majoritairement admiratifs devant la construction du socialisme en Chine, ils ne se sont pas tous convertis au maoïsme à leur retour au Québec. D'ailleurs, les

¹¹² Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, op. cit., p. 11.

¹¹³ Warren reprend les éléments proposés par Yves Vaillancourt pour définir le courant m-l. *Ibid.*, p. 73.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 67.

¹¹⁵ Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, op. cit., p. 67.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 68-69.

impressions de voyage qu'ils ont livrées au public ne sont pas que des éloges du Grand Bond en avant, et ne peuvent conséquemment être réduites à une simple promotion propagandiste du miracle chinois¹¹⁷. En fait, une analyse plus raffinée des perceptions québécoises de la Chine dans les années 1970 permet de constater un éventail plus large des perceptions de ce pays au sein de la société québécoise, y compris dans les groupes maoïstes.

Mentionnons dans cet esprit les travaux de Pierre Rajotte qui s'appuient sur les écrits des voyageurs québécois. Cet auteur soutient que le discours de ces derniers reste imprégné d'ethnocentrisme jusqu'aux années 1940. C'est à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, explique-t-il, que la rhétorique ethnocentrique cède à la volonté d'avoir une meilleure connaissance de l'Autre¹¹⁸. Cette nouvelle lecture du monde, explique Rajotte dans un autre article, conduit certains auteurs à « une tentative de déroulement pouvant aller jusqu'à l'inversion des rôles : l'autre fait l'objet d'une idéalisation exotisante et les préjugés séculaires qui lui étaient anciennement attribués caractérisent maintenant le voyage occidental¹¹⁹ ».

Soulignons que l'orientalisme québécois a également attiré l'attention des spécialistes en études littéraires qui se sont interrogés sur la façon dont l'idéologie imprègne les perceptions de l'Autre asiatique dans la culture populaire québécoise. Janusz Przychodzen s'est intéressé à l'image de la Chine dans le roman d'espionnage *Les Aventures étranges de l'agent IXE-13, l'as des espions canadiens*. Ce roman, créé par Pierre Saurel, a capté l'attention de milliers de lecteurs francophones de l'Amérique dans les années 1950 et 1960¹²⁰. Après avoir analysé l'évolution des perceptions de

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 69.

¹¹⁸ Pierre Rajotte, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du XX^e siècle : un miroir contre-ethnocentrique », dans Janusz Przychodzen (dir.), *Asie de soi, Asie de l'autre, Récits et figures de l'altérité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 134.

¹¹⁹ Pierre Rajotte, « L'Orient dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du XX^e siècle : une expérience de déperdition de soi », *Voix et Images. Littérature québécoise*, vol. XXXI, n° 91, automne 2005, p. 29.

¹²⁰ Pour en savoir plus sur le succès connu par ce roman, voir Guy Bouchard et al., *Le phénomène IXE-13*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1984.

l'Asie au Québec et en Amérique après la Seconde Guerre mondiale, Przychodzen soutient que l'image de l'Asie sous la plume de Saurel a peu à avoir avec l'exotisme littéraire. Autrement dit, il ne s'agit pas d'une vision idéalisée de l'Orient comme on en trouvait dans les littératures britannique et française de l'époque de la colonisation. « Le lecteur, explique l'auteur, se trouve confronté plutôt à une Asie transportée dans le modernisme, dans le mauvais modernisme plus précisément : celui du fascisme et, le plus souvent, celui du communisme.¹²¹ » À travers une Asie menaçante, Saurel défendrait en réalité les valeurs traditionnelles de sa propre société. Przychodzen conclut que cette Asie « met au centre de l'attention la question de la modernité qui deviendra fondamentale à l'époque de la Révolution tranquille¹²² ».

Il ressort de notre analyse historiographique que l'étude du rôle des hommes politiques demeure centrale dans la plupart des recherches réalisées dans le domaine des relations sino-canadiennes. Plusieurs travaux récents montrent que les historiens canadiens cherchent à lier l'histoire du Canada à celle des pays ou régions autres que les États-Unis et l'Europe. Cette perspective, qui semble très prometteuse pour les études des relations sino-canadiennes, n'a toutefois pas été réellement mise en pratique afin de considérer l'empreinte que les gens ordinaires ont laissée dans les échanges entre le Canada et la Chine. Si l'engagement de la nation canadienne vis-à-vis de la Chine se manifestait, avant les années 1950, par le racisme, l'exclusion et l'impérialisme comme le soutient John Price, comment cet engagement a-t-il évolué après l'arrivée au pouvoir des communistes chinois ?

Dans l'historiographie québécoise, les individus sans responsabilité politique officielle n'ont pas été analysés de manière approfondie pour la période récente. Les individus ou groupes québécois qui ont consacré leurs énergies à faciliter une meilleure

¹²¹ Janusz Przychodzen, « Étrangère, Asie ? Altérité et modernité dans le grand roman d'espionnage de Pierre Saurel », dans Janusz Przychodzen (dir.), *Asie de soi, Asie de l'autre. Récits et figures de l'altérité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 106.

¹²² *Ibid.*, p. 128.

compréhension de la Chine par la société québécoise, méritent une plus grande attention. Pierre Rajotte a évoqué le passage d'un discours ethnocentrique à une position d'ouverture et à une curiosité plus respectueuse de l'Autre¹²³. Comment cette nouvelle lecture du monde qui émerge à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle se manifeste-t-elle dans la façon dont les Québécois perçoivent la Chine populaire et le peuple chinois ? Dans quelle mesure ces perceptions servent-elles d'éléments moteurs qui conduisent certains Québécois à contribuer aux relations sino-québécoises ?

Serge Granger considère la transition de la sinologie catholique à la sinologie marxiste comme relevant du processus de sécularisation de la société québécoise¹²⁴. À partir de la fin des années 1960, cette sinologie « laïque » devient de plus en plus politisée avec la multiplication des mouvements de contestation dans la société québécoise. En parallèle, on assiste également à un plus grand intérêt pour la Chine populaire dans le milieu universitaire, notamment à l'Université McGill. Comment cette politisation et cette diversification des perceptions de la Chine ont-elles contribué à mobiliser une partie de la société civile québécoise dans l'institutionnalisation de relations entre le Québec et la Chine ?

Ces questionnements, qui demeurent sans réponse dans les travaux existants, nous incitent à proposer une analyse approfondie des individus et des réseaux associatifs qui, comme les groupes académiques et les associations d'amitié, ont tenté de créer des liens durables entre les sociétés québécoise et chinoise. Ainsi, notre étude ambitionne de mettre en lumière, de manière la plus complète possible, la circulation des personnes, des idées et des objets entre les sociétés québécoise et chinoise dans les années 1960 et 1970, alors que s'amorce la normalisation des relations diplomatiques sino-canadiennes. Elle se situe au croisement de plusieurs champs, dont l'histoire des

¹²³ Pierre Rajotte, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois... », *op. cit.*, p. 134.

¹²⁴ Serge Granger, « La longue marche vers l'acceptation de la reconnaissance... », *op. cit.*, p. 42-61.

relations internationales du Québec, l'histoire politique et culturelle du Québec, et l'étude des relations étrangères de la RPC.

Notre approche consiste à croiser plusieurs niveaux d'analyses. Celui des acteurs d'abord, appréhendés comme constructeurs privilégiés des réseaux de relations transnationales. Une telle lecture permet ensuite de mieux saisir les phénomènes de circulations – politiques, idéologiques, mais aussi institutionnels et personnels – qui s'opèrent ainsi que les logiques d'influence structurant cette configuration des réseaux. En d'autres mots, notre analyse vise à démêler l'écheveau complexe des relations sino-québécoises en éclairant le rôle moteur joué par cette constellation d'acteurs autonomes sur son développement.

1.2. Sources

Notre thèse repose sur un corpus de sources original et varié. Pour faciliter la présentation, nous les divisons en trois sections qui se superposent aux principaux acteurs étudiés : 1) les acteurs non étatiques, incluant les associations d'amitié et les groupes maoïstes, ainsi que les institutions du savoir ; 2) les gouvernements ; 3) les journaux numérisés.

1.2.1 Les acteurs non étatiques

1.2.1.1 Les individus

Les fonds d'archives personnelles des acteurs ayant contribué à favoriser une meilleure compréhension de la Chine populaire au Québec sont certainement les plus importants

pour notre recherche. À l'invitation de la Bibliothèque Lee Shau Kee de Hong Kong University of Science and Technology (HKUST), nous avons effectué un dépouillement complet de la Collection Paul Lin (« Lin Papers ») qui compte de nombreux documents en rapport avec notre sujet de recherche. Chinois né au Canada, Paul Lin a fait ses études dans ce pays et aux États-Unis avant de s'installer dans la nouvelle Chine en 1950 et d'y demeurer pendant quinze ans. En septembre 1964, à la veille du déclenchement de la Révolution culturelle prolétarienne chinoise, Paul Lin a décidé de quitter la Chine avec sa famille pour retourner au Canada. À la suite d'une période d'enseignement assez courte, il a été engagé par l'Université McGill à titre de professeur d'histoire et responsable du projet de création d'un centre de recherche sur l'Asie de l'Est. Pendant son séjour à Montréal (1965-1982), Paul Lin a créé des liens entre les acteurs étatiques, les universités et la société civile.

Le fonds Lin Papers conserve quatre types de documents : de la correspondance, des articles personnels, du matériel de référence et des photos. La correspondance est organisée par année et également par sujet. Nous y avons retrouvé la correspondance de Lin avec des chercheurs, journalistes et anciens diplomates (David et Isabel Crook, Han Suyin, Felix Greene, Edgar Snow, Chester Ronning, Franz Schurmann, Ezra Vogel, etc.), avec les hommes d'État (Pierre Trudeau, Alvin Hamilton, Huang Hua¹²⁵, etc.), avec des étudiants au Centre for East Asian Studies de l'Université McGill (Paul Brennan, Jennie Wong, etc.), ainsi qu'avec des Québécois francophones intéressés par la Chine populaire (Paul Painchaud, Robert Garry, Louis Veilleux, Jules Nadeau, etc.). Nous avons également consulté des échanges entre Lin et les représentants de la Ville de Montréal (Jean Drapeau et Abraham Cohen), et ceux du Conseil de la communauté chinoise de Montréal (Peter Wong, Herman Tam, Bill Wong, etc.).

Cette correspondance et les articles rédigés de Paul Lin pendant son séjour à Montréal nous ont permis de reconstituer son réseau international. Ses notes de cours sur

¹²⁵ Huang Hua (1913-2010) est le premier ambassadeur de la RPC au Canada, et ministre des Affaires étrangères de 1976 à 1982.

l'histoire de Chine, donnés à l'Université McGill dans les années 1960 et 1970, nous ont permis de mesurer l'avancement de la recherche universitaire sur la Chine populaire au Québec. Grâce à cet important fonds d'archives, nous avons pu mieux comprendre les échanges gouvernementaux et universitaires sino-canadiens, tout comme le développement d'une amitié entre les deux peuples et la diffusion de nouvelles connaissances sur la Chine populaire au Québec. Le fonds Lin Papers n'avait jamais été consulté par des chercheurs canadiens et québécois.

D'autres fonds d'archives personnelles ont été aussi très importants pour notre recherche. Le fonds Denis Lazure, conservé aux Archives nationales du Québec (Centre Québec), contient les documents relatifs aux séjours en Chine qu'il a effectués et à ses activités en tant que président de la Société Canada-Chine (1975-1976). Les impressions de voyage que Lazure a livrées à diverses occasions (entrevues journalistiques, conférences, etc.) offrent des détails de ses voyages : les activités réalisées, les échanges avec les guides chinois, ses observations sur les institutions chinoises.

Nous avons aussi retrouvé, dans les fonds Kenneth Allan Elliott et Maurice McGregor, conservés à Osler Library of the History of Medicine de l'Université McGill, plusieurs rapports non publiés, qui révèlent la façon dont la Chine populaire a été perçue par les professeurs de médecine participant au programme d'échange Norman Bethune. Ces rapports ont circulé principalement à l'intérieur des institutions académiques ou professionnelles. Dans le Fonds Maurice McGregor, nous avons également trouvé le rapport publié sur le voyage en Chine d'une délégation de médecins en 1973. Le document, qui s'intitule « China Report », dévoile l'appréciation globale du groupe par rapport à leur séjour et à la société chinoise.

L'enquête sur le rôle des associations d'amitié avec la Chine au Québec s'est appuyée sur les sources documentaires provenant de plusieurs fonds privés, notamment celui de Céline Lamontagne. Membre de l'Association Amitiés Québec-Chine de 1975 à 1976

et membre de la Société Canada-Chine de 1976 à 1980, Céline Lamontagne a participé activement au travail d'amitié avec la Chine. Son fonds témoigne de l'évolution des groupes d'amitié au Québec et du rôle de ceux-ci dans les relations sino-québécoises. Elle nous a donné accès à la totalité des documents relatifs à la Société Canada-Chine qu'elle a conservés. Notons que les archives que possède Lamontagne sont fort pertinentes pour notre étude dans la mesure où elles éclairent les questions cruciales concernant les conflits intérieurs des deux groupes d'amitié à Montréal. Certains autres documents ont permis de répondre à des questions demeurées sans réponse dans d'autres archives relatives à la SCC.

Enfin, nous avons eu recours aux témoignages publiés (autobiographies, souvenirs, etc.) des individus qui ont contribué aux échanges entre les deux sociétés. Ces sources viennent compléter les informations que nous avons saisies dans les fonds d'archives personnelles. Par exemple, dans *Médecin et citoyen : souvenirs*, Denis Lazure offre un point de vue plus personnel sur la façon dont Pierre Trudeau, Jacques Hébert et Madeleine Parent – ses compagnons de voyage en 1960 – interprètent ce qu'ils ont observé durant leur séjour sur le territoire chinois. Dans son autobiographie, Lazure explique également sa sympathie envers le peuple chinois, ainsi que son engagement dans le travail d'amitié. Quant à la biographie de Paul Lin, réalisée par son épouse, l'archiviste Eileen Lin, elle offre une chronologie claire des grandes réalisations de Paul Lin en tant qu'acteur individuel dans les relations sino-canadiennes, tout comme de l'évolution de son attitude vis-à-vis du régime chinois. Ce récit chronologique a servi de base au dépouillement et à l'analyse des documents volumineux conservés dans la collection Lin.

Nous avons étudié d'autres récits de voyage écrits par des personnes ayant visité la Chine dans les années 1960 et 1970. L'étude comparative des témoignages des personnes issues de milieux variés nous a permis d'identifier les points communs et les divergences dans leurs observations, et de saisir l'image que la Chine se donne d'elle-même. Nous avons d'abord identifié plusieurs délégations québécoises invitées par le

gouvernement chinois. Généralement, chaque groupe devait présenter, au retour de voyage, un rapport qui circulait au sein de l'organisation afin que tous les membres puissent bénéficier des observations des membres voyageurs. Nous avons trouvé, par exemple, des rapports de voyage dans les fonds d'archives de la Confédération des syndicats nationaux et de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. En cas de manque d'archives institutionnelles, les articles de journaux que les voyageurs ont publiés à leur retour fournissent des informations éclairantes.

1.2.1.2 Les associations (amitiés, maoïstes)

Il n'existe pas un fonds d'archives unique de la Société Canada-Chine (SCC) établie à Montréal. Toutefois, des documents, éparpillés dans plusieurs centres d'archives qui se trouvent sur trois continents, permettent d'analyser son développement. Le fonds Canada-China Friendship Association of Halifax (Université Dalhousie) et le fonds Jack Scott¹²⁶ (Université de Colombie-Britannique) conservent la correspondance des groupes d'amitié du Canada avec la Chine, dont la SCC. La Bibliothèque nationale de France possède plusieurs documents produits par l'Association des amitiés franco-chinoises, lesquels servaient à la SCC pour élaborer les buts, principes et priorités du travail d'amitié. D'ailleurs, les Lin Papers contiennent aussi de la correspondance entre Paul Lin et les membres de la SCC. Dans le fonds Centre d'Études de l'Asie de l'Est, conservé à l'Université de Montréal, le sous-dossier intitulé « Denise Lévesque » contient deux lettres de démission, qui révèlent la reconfiguration qui s'est opérée au

¹²⁶ Jack Scott, fondateur de l'Association d'amitié Canada-Chine de Vancouver (CCFA). La mise en place de celle-ci est à l'issue de la divergence d'opinions au sein du Parti communiste du Canada (PCC) sur la question de la prise de position face à la rupture sino-soviétique. Le PCC choisit de rester du côté de l'URSS. La CCFA se qualifie faussement du premier groupe d'amitié avec la Chine en Occident. Le premier groupe est l'Association des amitiés franco-chinoises, née en 1952 à la suite de la publication du premier numéro du *Bulletin d'information des Amitiés franco-chinoises*. Voir Bryan Palmer, *A Communist Life. Jack Scott and The Canadian Workers Movement, 1927-1985*, Committee on Canadian Labour History; 1988.

sein des amis de la Chine à la fin des années 1970. Soulignons que le rôle des groupes d'amitié dans les relations sino-canadiennes n'a pas fait l'objet d'études. Enfin, les publications de la Société Canada-Chine et des Amitiés Québec-Chine ont été consultées.

Pour analyser les relations des maoïstes avec la Chine, nous avons eu recours aux fonds du Parti communiste ouvrier et du groupe En Lutte!. Le premier est connu d'abord sous le nom de Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, fondé en 1975, avant de devenir le Parti communiste ouvrier. Il contient des textes permettant de comprendre l'évolution des perceptions de la Ligue en ce qui concerne la situation politique en Chine de 1976 à 1982 et des documents relatifs à des voyages des membres de la Ligue en Chine en 1974, 1979 et 1980¹²⁷. En ce qui concerne le groupe En Lutte!, nous nous appuyons notamment sur son journal, intitulé *En Lutte!*, et sa revue théorique : *Unité Prolétarienne*. Le premier dispose de trois index qui permettent d'identifier les articles qui portent sur la Chine populaire et permet de saisir les évolutions des perceptions de celle-ci au sein du groupe.

L'apport des sources des organisations maoïstes a ses limites. D'abord, il est difficile d'identifier les noms des militants à cause de « l'anonymat » qui caractérise ces organisations révolutionnaires. En outre, les rapports portant sur les événements historiques chinois et les voyages en Chine n'étaient distribués qu'au sein d'un cercle restreint. Il est donc difficile de mesurer l'impact du discours maoïste concernant la Chine sur les représentations de la Chine dans la société québécoise.

¹²⁷ Il faut signaler que les noms des auteurs des rapports internes du groupe ne sont pas connus, ni ceux des membres qui sont allés en Chine, et ce, à cause de « l'anonymat » qui, selon Jean-Philippe Warren, est « une dimension essentielle de la mobilisation maoïste ». Il explique d'ailleurs qu'il est fort difficile pour l'historien de suivre les carrières des marxistes-léninistes puisque celles-ci « se déroulaient dans la semi-clandestinité ». Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, op. cit., p. 23.

1.2.1.3 Les institutions du savoir

Nous avons consulté le fonds Centre d'études de l'Asie de l'Est (CEAE), conservé à la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal. Né en 1976, le CEAE s'est donné pour objectifs, dès sa fondation, de stimuler l'intérêt pour l'Asie, de diffuser de l'information générale sur cette région du monde, de former des spécialistes et enfin, de consolider les liens entre les différents pays de l'Asie et le Québec. Le Centre a compté parmi ses directeurs : Louis Veilleux (1976-1988), Charles Le Blanc (1978-1983, 1985-1993, 1994-2001), Bernard Bernier (1984-1985), Claude Comtois (1993-1994), etc. Le fonds d'archives du CEAE, qui n'a jamais été exploité par les chercheurs, contient des publications produites par le Centre et par son association étudiante, des rapports d'activités présentés à la faculté et à l'université et des formulaires de demande de subvention. Ces documents révèlent les moyens que le Centre a utilisés pour atteindre ses principaux objectifs ainsi que les ressources mobilisées pour construire un savoir universitaire de langue française sur la Chine.

Notre analyse a aussi bénéficié du résultat de la recherche de Martin Singer. Ce dernier, comme nous l'avons présenté dans le bilan historiographique, a réalisé un rapport de recherche portant sur les relations académiques sino-canadiennes. Le rapport comprend trois parties complémentaires. La partie I consiste en une étude de l'expérience des universitaires canadiens en Chine et de celle des universitaires chinois au Canada. L'auteur présente d'abord des statistiques (tiré principalement des banques de données établies au cours de l'étude), des conclusions (fondées en grande partie sur les entrevues tenues avec les Canadiens et les Chinois qui ont participé aux échanges) et enfin, des recommandations. La partie II, « Échanges des universités avec la Chine », est une analyse des échanges de 29 universités canadiennes avec ce pays. Le profil de chaque université canadienne comprend une brève description du cadre de ses échanges avec la Chine, un résumé du séjour des universitaires chinois au Canada, une description de l'expérience des professeurs et des étudiants canadiens en Chine et, en

conclusion, un résumé de la nature des ententes avec les établissements chinois. Ces renseignements ont permis de retracer l'historique des échanges entre les 4 universités à Montréal (Université McGill, Université de Montréal, Université du Québec à Montréal et Université Concordia) et les établissements d'enseignement et de recherche chinois. La consultation du rapport de Singer est également précieuse pour identifier les noms des professeurs et des étudiants ayant participé aux programmes d'échange sino-canadiens.

1.2.2 Les gouvernements

Les dossiers du fonds du ministère des Relations internationales ont été consultés aux Archives nationales du Québec. Même si ce fonds contient un nombre limité de documents sur les relations sino-québécoises, nous avons utilisé avec profit deux dossiers assez volumineux portant sur les initiatives entreprises par le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec (MAIQ) en vue d'établir des ententes bilatérales avec le gouvernement chinois en 1977. On y retrouve, par exemple, la correspondance entre le MAIQ et plusieurs professeurs de l'Université Laval à propos de la réception d'une délégation officielle chinoise. Ces documents aident à saisir la contribution des universitaires francophones ayant montré un intérêt pour les études chinoises au début des années 1970 à l'édification des relations gouvernementales entre le Québec et la Chine. Ces dossiers contiennent aussi les lettres échangées entre le MAIQ et un diplômé de l'Université Laval qui était en échange dans une institution académique chinoise durant la première moitié des années 1970. On voit comment cet ancien étudiant d'échange est sollicité pour jouer un rôle d'intermédiaire non officiel entre les deux gouvernements. Ces sources permettent de préciser l'approche adoptée par le Québec pour développer des relations gouvernementales avec la Chine, et de saisir la contribution des acteurs autonomes au rapprochement des deux gouvernements.

Concernant le rôle joué par la Ville de Montréal dans les relations sino-québécoises, plusieurs dossiers conservés aux archives de la Ville de Montréal portent sur les activités impliquant la mairie et la Chine populaire.

Pour connaître les mesures mises en œuvre par le Parti communiste chinois pour façonner l'image du pays à l'étranger, nous avons consulté certaines publications des Éditions en Langues étrangères de Pékin, publications qui ont été distribuées par *Guozi Shudian*¹²⁸. Nous avons aussi réalisé des recherches par mots-clés dans la base du quotidien *Renmin Ribao*¹²⁹ afin de trouver des reportages concernant les visites des délégations québécoises et canadiennes (qui contenaient des membres québécois).

Une plus grande consultation des archives chinoises aurait été pertinente pour notre étude. En effet, certains travaux portant sur les relations bilatérales entre la Chine et un pays étranger ou sur le système des affaires étrangères chinois, s'appuient sur les archives diplomatiques chinoises. Celles-ci auraient pu nous éclairer sur la participation du gouvernement chinois à la construction et à la circulation d'une image positive dans la société québécoise. Toutefois, en 2013, le ministère des Affaires étrangères de Chine a fermé l'accès à 90% de sa collection d'archives. Ensuite, en mai 2014, les archives ont été complètement fermées aux chercheurs, internationaux et chinois. Cette restriction de l'accès aux archives du ministère des Affaires étrangères chinois a engendré une véritable perte pour les spécialistes de l'histoire de la Guerre froide, des relations internationales et des études chinoises.

¹²⁸ Guozi Shudian (China Publications Centre) est une société de distribution de livres et de magazines chinois. Jusqu'aux années 1980s, ils ont été le principal fournisseur de publications et de musique en dehors du territoire chinois.

¹²⁹ *Renmin Ribao* (en français : *Le Quotidien du Peuple*) est l'organe de presse officiel du Comité central du Parti communiste chinois. Pendant la Révolution culturelle, le journal était le seul organe de presse permettant aux observateurs étrangers de s'informer sur l'actualité chinoise.

1.2.3 Les journaux numérisés

Une recherche par mot-clé sur le portail numérique de BAnQ a fourni un grand nombre d'articles traitant des sujets relatifs à la Chine : des annonces d'activités (projections, conférences, soirées thématiques, visites, protestations contre la déformation des images de la Chine et la discrimination raciale imposée sur la communauté chinoise au Québec) organisées par les groupes d'intérêt, des témoignages de plusieurs délégations québécoises sur leurs voyages en Chine, etc.

Nous avons notamment consulté les reportages publiés dans les quotidiens *Le Devoir* et *La Presse*. Ce premier, fondé en 1910, est axé principalement sur l'actualité politique et est indépendant des partis politiques et des groupes financiers. Malgré son faible tirage de 40 000 exemplaires par jour, *Le Devoir* est lu par les acteurs sociaux et politiques et le public informé. Il est le quotidien le plus favorable à la souveraineté du Québec. Le journal *La Presse* a vu le jour en 1884. Selon le modèle nord-américain, il est la propriété de la Corporation de Valeurs Trans-Canada, et de son président Paul Desmarais. Le propriétaire impose une orientation générale à la page éditoriale, qui est globalement favorable au fédéralisme et au patronat, mais n'exerce pas de contrôle sur la salle de rédaction.

1.2.4 Ressources provenant des protagonistes

Nous avons rencontré plusieurs acteurs des relations entre les sociétés québécoise et chinoise. Nous avons par exemple réussi à entrer en contact avec Robert Robson (président de la Société Canada-Chine [SCC] de 1976 à 1978), Paul Brennan (président de la SCC de 1978 à 1982), Louis Fournier (membre de la SCC dès sa fondation, il est allé en Chine en 1973 dans une délégation québécoise composée de travailleurs

syndiqués et d'étudiants au Cégep du Vieux-Montréal), Jacques Lévesque (premier expert de l'Union soviétique au Québec et professeur de science politique à l'UQÀM), Céline Lamontagne (membre de l'Association Amitiés Québec-Chine de 1975 à 1976 et membre de la SCC de 1976 à 1980), Lucie-France Dagenais (membre de la SCC, membre de la première délégation de la SCC reçue par le gouvernement chinois) ainsi que plusieurs anciens militants maoïstes.

Si nous avons appris beaucoup de ces rencontres, nous avons choisi de ne pas réaliser d'entretiens oraux, et ce pour deux raisons. D'abord, nous voulions restituer le langage des années 1960 et 1970, plutôt que celui de la mémoire actuelle. Il nous semble qu'un certain nombre de ces acteurs portent aujourd'hui des jugements assez sévères sur cette période, sur leurs engagements passés tout comme sur les événements chinois tels que la Révolution culturelle. Dans un article publié en 1968 et intitulé « Hypotheses on Misperception », l'historien Robert Jervis montre que l'interprétation des événements passés est influencée par les jugements portés sur les relations internationales du présent : « The interpretation of past events is not automatic and is informed by general views of international relations and complex judgments. And just as beliefs about the past influence the present, views about the present influence interpretations of history.¹³⁰ » Nous avons donc choisi de privilégier les sources écrites produites dans la période étudiée qui conservent les aspirations, les sentiments et les expressions de l'époque. Les rencontres avec les protagonistes de l'époque ont essentiellement permis d'identifier la documentation pertinente afin de constituer notre corpus de sources, tout en reconstituant le réseau des Québécois ayant participé à l'organisation d'activités importantes relatives à la Chine. Par exemple, Louis Fournier a fourni les articles relatifs à son voyage en Chine en 1973 qu'il avait publiés dans le journal *Le Jour*. Jacques Lévesque nous a donné le syllabus des cours sur le système politique chinois qu'il donnait au département de science politique de l'UQÀM, ainsi qu'un recueil de textes utilisé dans ce cadre. Lucie-France Dagenais, elle, nous a donné son autorisation

¹³⁰ Robert Jervis, « Hypotheses on Misperception », *World Politics*, vol. 20, n° 3, 1968, p. 454-479.

pour la reproduction des photos qu'elle avait prises lors de son voyage en Chine en 1975.

Enfin, l'originalité de cette thèse réside principalement dans le croisement des sources. Pour mettre en relief les interactions entre différents acteurs impliqués dans le travail d'amitié avec la Chine, nous faisons dialoguer des sources conservées au Québec (Montréal, Québec, Rouyn-Noranda), à Vancouver, à Halifax, à Hong Kong et à Paris. Cette approche donne une perspective transnationale à nos analyses, permettant d'étudier la relation du Québec à la Chine dans un contexte historique large et à plusieurs échelles (canadienne, nord-américaine et, plus largement, occidentale). Le corpus de sources que nous avons constitué permet donc d'identifier les acteurs, autonomes et étatiques, qui ont contribué à l'établissement et au développement des relations sino-québécoises entre les années 1960 et le début des années 1980.

CHAPITRE II

LA CHINE POPULAIRE ET L'UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE DANS LES ANNÉES 1960

Dans ce chapitre, nous allons aborder la constitution d'un savoir universitaire sur la Chine populaire dans les universités québécoises. Cette étude est pertinente pour répondre à notre problématique sur les relations internationales du Québec avec la Chine dans la mesure où l'enseignement, et plus particulièrement l'enseignement de la langue chinoise, constitue un facteur indispensable à la connaissance de la Chine et au développement de relations de coopération dans divers domaines. Tel que l'affirme Camille Boullenois : « L'évolution des perceptions de la Chine dépendit de l'évolution de la Chine elle-même mais aussi de facteurs propres à ceux qui l'observaient.¹ » Au Québec des années 1960, quelles sont les ressources (institutions, spécialistes, ouvrages, etc.) auxquelles peuvent se référer les personnes désireuses de s'informer sur la Chine populaire ? Dans quelle mesure la « diplomatie universitaire » contribue-t-elle aux relations sino-canadiennes et sino-québécoises ? Par « diplomatie universitaire », nous désignons « l'ensemble des actions universitaires internationales et transnationales² ». Cette notion, forgée par l'historien Guillaume Tronchet dans ses travaux consacrés aux relations universitaires internationales, nous permet de mettre en relief l'apport de la construction d'un savoir universitaire sur la Chine populaire et des échanges académiques aux relations sino-québécoises avant la normalisation des relations diplomatiques sino-canadiennes.

¹ Camille Boullenois, *La révolution culturelle chinoise sous le regard des Français*, op. cit., p. 105.

² Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870 – années 1930) », thèse de doctorat (histoire), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

Dans un premier temps, nous allons aborder un voyage en Chine qu'un groupe de cinq Québécois a effectué en 1960. Que retiennent-ils de cette expérience ? Quels sont les prismes à travers lesquels ils observent et comprennent les réalités chinoises ? Ensuite, nous analysons les liens d'échange entre l'Université McGill et le Collège de médecine de Chine durant la première moitié des années 1960, mettant en lumière l'apport de cette collaboration à la transformation de l'image de la Chine communiste au Québec. La troisième partie porte sur la construction d'un savoir scientifique dans les universités québécoises, avec un accent mis sur la contribution des deux instances académiques et celle d'une personnalité sino-canadienne. Enfin, nous allons montrer l'image que la Chine cherche à donner d'elle-même à travers sa première exposition dite « culturelle » en Amérique du Nord.

2.1. La découverte de la Chine communiste

Au lendemain de l'arrivée au pouvoir des communistes en 1949, les relations diplomatiques ont été rompues entre la Chine et le Canada. Ce ne sera qu'en 1970 que les liens diplomatiques ont été renoués. Cela dit, il y a eu, entre 1949 et 1970, des interactions dans divers domaines en dépit de l'absence d'échanges interétatiques. L'implication du Canada dans la guerre de Corée (1950-1953) a amené la Chine populaire dans l'horizon des Canadiens français.

René Lévesque, alors correspondant à Radio-Canada, informe les lecteurs québécois de sa rencontre avec « une foule de soldats orientaux, l'étoile rouge à la casquette, [qui] gardaient jalousement leur propre enclave³ » pendant la guerre de Corée. André

³ René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec Amérique, 2007, p. 149. Lévesque se rappelle aussi ce qui lui a raconté le journaliste britannique Wilfred Burchett, communiste original, depuis longtemps installé à Pékin où il servait de « voix blanche » au régime. Burchett s'attardait sur l'expulsion des jésuites québécois, affirmant que ceux-ci auraient mérité les pires châtiments, eux qui

Laurendeau de l'*Action nationale* déclare en 1952 qu'il serait préférable de reconnaître le régime chinois afin d'instaurer un dialogue avec Pékin, mettant en cause une certaine peur que les Canadiens éprouvent vis-à-vis de la Chine communiste. Les relations extérieures ne doivent pas s'aligner sur l'idéologie, mais le réalisme politique⁴ affirme-t-il. Cette vision, qui témoigne d'un certain pragmatisme, encourage sans succès le gouvernement canadien à reconnaître l'existence du régime chinois.

Au tournant des années 1960, la Chine devient un objet de débat après le voyage de six semaines d'un groupe de cinq intellectuels québécois. Denis Lazure, alors directeur du département de psychiatrie infantile de l'Hôpital Sainte Justine à Montréal, rappelle, dans son autobiographie, pourquoi il a été choisi par le pédiatre Daniel Longpré, président des Amitiés Québec-Chine, pour participer à ce voyage.

Mon intérêt pour la chose internationale se trouve piqué au vif au printemps de 1960 lorsque le président d'Amitié Québec-Chine, le pédiatre Daniel Longpré, me fait part de son projet de recruter une petite délégation de cinq Québécois qui accepteraient une invitation des autorités chinoises pour participer, le 1^{er} octobre, aux célébrations annuelles de la révolution de 1949. J'avais rencontré le docteur Longpré dans le cadre du Mouvement de la paix et il connaissait mon intérêt pour les peuples qui, à leur façon, décident de se prendre en mains⁵...

Le comité de sélection présidé par Daniel Longpré arrête son choix sur quatre intellectuels issus de la gauche libérale proche de la revue *Cité Libre* : l'artiste Micheline Legendre, la syndicaliste Madeleine Parent, le professeur de droit Pierre Elliott Trudeau et le journaliste Jacques Hébert. Le 13 septembre 1960, pour obtenir leurs visas du chargé d'affaires de la Chine, les cinq Québécois partent vers Londres, l'une des rares capitales occidentales ayant des liens diplomatiques avec la RPC. Après

recueillaient des enfants pour en faire non pas seulement des convertis mais des esclaves. « Évoquant toutes les oboles jadis versées au 'Brigand', feuille polycopiée qui venait au collège nous presser d'acheter des petits Chinois, j'affirmai que les jésuites, en dépit de tous leurs défauts, ne se seraient jamais permis de tels abus », se rappelle Lévesque.

⁴ André Laurendeau, « L'intolérance est-elle une denrée exportable », *L'Action nationale*, vol. XXXIX, n° 4, mai 1952, p. 322, cité dans Serge Granger, « La longue marche... », *op. cit.* p. 48.

⁵ Denis Lazure, *Médecin et citoyen : souvenirs*, Montréal, Boréal, 2002, p. 98.

« certaines complications dues aux antécédents de Trudeau (il avait déjà séjourné à Taiwan) », le groupe obtient enfin le document nécessaire.

Figure 2.1



Photographie des cinq Québécois, de l'interprète et du commissaire chinois⁶

À leur retour, Pierre Trudeau et Jacques Hébert publient *Deux Innocents en Chine Rouge*⁷ – un livre qui déclenche un débat intense sur la Chine communiste⁸. Plusieurs reprochent aux auteurs de manquer d'esprit critique à l'égard du régime communiste. Même au sein du groupe, deux membres gardent une certaine réserve par rapport à la vision exposée dans le livre. Selon Denis Lazure, « Trudeau et Hébert portent souvent,

⁶ BANQ Québec, Fonds Denis Lazure, P703, S3, dossier 5, « Visites en Chine 1960, 1975, 1985, 1960-1987 ».

⁷ Pierre Trudeau et Jacques Hébert, *Deux Innocents en Chine rouge*, Montréal, Édition de l'Homme, 2007.

⁸ Jacques Hébert a d'ailleurs publié plusieurs articles relatifs à ce voyage dans la revue *Cité libre*. On y remarque un bon nombre de passages descriptifs qui relatent les détails de plusieurs visites. Certains aspects de la société chinoise ont retenu particulièrement l'attention de l'observateur. Par exemple, la famille (Le régime communiste brise-t-il la famille ?) ; la commune (quels services sont offerts pour décharger les travailleurs des démarches « qui leur feraient perdre du temps et diminueraient leur efficacité » ?) ; les enfants ; les femmes (« une belle femme » qui n'a fait « aucun effort pour l'être et que « même la joie des enfants n'a pas su dérider »), etc. Jacques Hébert, « Notes sur la Chine », *Cité libre*, vol. XI, n° 34, décembre 1960, p. 11-12.

sur ce qu'ils observent en Chine, des jugements un peu trop légers et désinvoltes à mon goût.⁹ »

Quant à Micheline Legendre, elle aussi, n'a pas hésité à adresser ses critiques à Trudeau et Hébert, ses anciens collègues de la revue *Cité libre* :

Décidément, l'ambiguïté de ce titre me déplaît. Enfin, qu'est-ce qu'il veut dire exactement ? Que Trudeau et Hébert ont fait un séjour en Chine Rouge sans arrière-pensée, sans idée préconçue ? [...] Nous étions cinq Canadiens invités à aller faire un séjour en Chine en septembre dernier. Je ne sais pas ce qu'en pensent mes autres compagnons de voyage, mais pour ma part, je n'admets pas ce ton badin, ces multiples précautions qu'on retrouve tout au long du volume. Je me dissocie de l'attitude de nos auteurs : je ne veux pas qu'ils soient considérés comme mes porte-paroles, ni par mes hôtes chinois, ni par les lecteurs canadiens. [...] Au départ leur attitude est fautive car elle donne l'impression qu'ils sont des héros, ou du moins qu'ils se prennent pour tels. Nous n'étions pas des héros, mais cinq Canadiens privilégiés, cinq choyés du sort. Pour ma part, c'est avec infiniment de reconnaissance et de respect que je pense au Gouvernement Chinois qui m'a invitée à dialoguer avec ses représentants, moi qui me suis présentée et affirmée comme une non-communiste, et je ne crois nullement me compromettre en écrivant ces lignes. J'avoue donc avoir été blessée du manque de civilité de nos auteurs : tout au cours de leur bouquin, il n'y a pas un mot de remerciement à l'adresse de nos hôtes, d'autant plus que ceux-ci nous traitèrent avec une politesse raffinée, un sens de l'hospitalité poussée à l'extrême, et je ne crois pas que ce fut exclusivement dans un but de propagande¹⁰.

« Le Chinois, ne l'oublions pas est l'héritier d'une civilisation plusieurs fois millénaire », rappelle Micheline Legendre. Cette dernière organisera, en 1969, une exposition intitulée « Cinq mille ans de culture et de civilisation chinoise » pour susciter l'intérêt des Québécois envers la Chine. Cette démarche bénéficiera du soutien de P. Trudeau, devenu entre-temps Premier ministre du Canada.

La civilisation millénaire chinoise mise à part, l'histoire moderne de la Chine, et en particulier celle de la révolution chinoise, occupe une place importante dans l'histoire du monde, constate Micheline Legendre. Elle affirme : « Qu'on soit pour ou contre la

⁹ Denis Lazure, *Médecin et citoyen : souvenirs*, Montréal, Boréal, 2002, p. 106.

¹⁰ Micheline Legendre, « Deux innocents en Chine rouge », *Liberté*, vol. 3, nos. 3-4, 1961, p. 661-662.

Révolution chinoise, un fait demeure : ce fut l'un des événements les plus importants non seulement du siècle, mais de l'histoire du monde. » Elle ajoute :

Nous n'avons même pas commencé encore à en sentir les effets, mais je ne crois pas qu'il soit exagéré de dire que l'avenir de tous y est lié d'une manière ou d'une autre. Le géant est à peine éveillé ; quand il commencera à bouger, il sera sûrement difficile de dormir béatement, dans l'isolement. Donc un tel événement ne s'est pas improvisé un beau matin : il est le résultat du travail des siècles. C'est pourquoi je m'attendais à trouver dans cette première étude publiée chez nous sur la Chine Nouvelle, non pas une analyse fouillée de l'événement, ce qui aurait demandé une équipe de spécialistes, mais au moins un résumé historique, une tentative pour le replacer dans son contexte. Autrement, il est impossible de comprendre quoi que ce soit à la situation actuelle. Je m'attendais également qu'après avoir fait quatre fois le tour du monde à eux deux, mes amis auraient eu leur sens d'observation plus aiguisé. Je suis convaincue qu'on ne va pas en Chine exclusivement parce qu'on est amateur de statistiques et de beaux paysages. On y va d'abord pour tenter de découvrir l'âme chinoise qui est riche, subtile, nuancée, originale. C'est la découverte primordiale d'un tel ouvrage, car, quels qu'ils soient, les régimes passent, mais les hommes demeurent¹¹.

Il est vrai que la Révolution chinoise n'a pas été vraiment abordée de façon satisfaisante dans le livre de Trudeau et Hébert. Pourtant, il semble injuste d'accuser les deux auteurs d'être complètement dépourvus d'intérêt à l'égard de cet événement. Une preuve éloquente se trouve dans une remarque émanant de Jacques Hébert : « Ce n'est pas en boudant l'Opéra de Pékin qu'on pourra faire mentir ces statistiques vertigineuses ni empêcher que ces millions d'hommes ne soient engagés dans la plus formidable révolution de l'histoire. » Il affirme :

Je trouve plus utile de regarder ce qui se passe dans ce pays qui pèse déjà lourd sur notre destinée et qui, sans l'ombre d'un doute, transformera le monde dans lequel vivra la prochaine génération. Regarder la Chine, se pencher sur ses problèmes, essayer de comprendre les Chinois, c'est une façon de savoir de quoi demain sera fait. Ça m'intéresse. Et si vraiment j'étais saisi par la nostalgie d'un passé révolu, j'irais passer un weekend à Formose. Cela suffirait, tellement le petit monde de Tchang Kai-chek ressemble à celui que nous appelons le Nouveau... Ce qui, pour le bourgeois que je suis, ne ressemble à rien c'est la Chine de Mao Tsé-toung. Je viens d'y vivre six semaines : autant dire que je

¹¹ *Ibid.*

n'y suis pas allé. Ou alors, je ressemble fort au touriste qui a fait le Louvre en deux heures¹².

Tel que mentionné plus haut, Lazure déplore que Trudeau et Hébert portent des jugements légers et désinvoltes sur ce qu'ils ont observé en Chine. « Et plus souvent qu'autrement, ajoute-t-il, Micheline Legendre se joint à eux, nous laissant, Madeleine Parent et moi, à nos sympathies plus naturellement à gauche que les leurs !¹³ » Il explique : « Madeleine Parent et moi partageons une admiration certaine pour ce que la révolution chinoise a accompli, surtout en matière de santé et d'éducation. Nous nous rappelons que c'est Mao et son équipe qui ont mis un terme aux millions de décès causés par la famine et les épidémies. » Donc, le Dr Lazure voit un lien net entre l'attitude et les sensibilités politiques de chaque membre vis-à-vis de la Chine.

À défaut de récit de voyage provenant de Madeleine Parent, nous ne pouvons pas savoir précisément d'où vient son « admiration pour ce que la révolution chinoise a accompli ». Toutefois, nous supposons que ce sentiment est en rapport étroit avec son engagement politique et social. Lazure rend honneur à Parent, la comparant à Norman Bethune. Il évoque le combat qu'elle a mené pour que les ouvrières du textile obtiennent des conditions de travail plus humaines. Lazure affirme que Parent représente, comme Norman Bethune, « l'engagement social porté à son zénith¹⁴ ».

Que retient-il de ce premier voyage en Chine ? Lazure évoque que c'est avant tout « la densité très forte de population partout où l'on passe ». Les 650 millions de personnes « travaillent très fort, mènent une vie austère, paraissent engagées dans l'édification d'une société beaucoup plus égalitaire, mais elles affichent en même temps une uniformité de pensée et de costume accablante ! » Lazure affirme que les cinq

¹² Jacques Hébert, « Notes sur la Chine », *Cité libre*, vol. XI, n° 34, décembre 1960, p. 11-12.

¹³ Denis Lazure, *Médecin et citoyen : souvenirs*, Montréal, Boréal, 2002, p. 106.

¹⁴ *Ibid.* Andrée Lévesque, historienne spécialiste de l'histoire de la gauche et l'histoire des femmes du Québec au XX^e siècle, a consacré plusieurs travaux sur les militants de gauche, dont Norman Bethune et Madeleine Parent. David A.E. Shephard et Andrée Lévesque (dir.), *Norman Bethune. His Times and His Legacy. Son époque et son message*, Ottawa, Association Canadienne d'Hygiène publique, 1982. Andrée Lévesque (dir.), *Madeleine Parent, militante*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2003.

Québécois étaient « bien conscients » durant leur visite que « tout sera fait pour que nous repartions avec une impression positive : la propagande et le culte de la personnalité sont omniprésents. Agaçants, même. » Toutefois, il souligne qu'il « faut bien constater que les services de base, en santé et en éducation [...], sont efficaces et que le régime révolutionnaire a su abaisser le haut taux de mortalité qui résultait auparavant de la famine et des épidémies ».

Le regard que Denis Lazure porte sur la Chine et le peuple chinois semble être empreint d'une compassion envers le peuple chinois. L'esprit d'autonomie collective dont le peuple chinois fait preuve dans la lutte pour la libération nationale et l'amélioration des conditions de vie semble avoir nourri une certaine admiration auprès de Lazure. Il a probablement apprécié l'honneur que les Chinois rendent au docteur Norman Bethune. Comme l'a remarqué Lazure durant son premier séjour en Chine, Bethune est « le seul héros ou modèle non-chinois proposé à la jeunesse chinoise ». « J'ai cela en commun avec celle-ci, affirme-t-il, il [Bethune] a été l'un des rares médecins qui m'aient fortement influencé, autant par ses prouesses chirurgicales que par sa pensée sociale¹⁵ ». Lazure deviendra, dans les années 1970, président d'une organisation ayant pour objectif de favoriser la compréhension mutuelle entre les peuples québécois et chinois. Micheline Legendre sera également membre de cette organisation.

Le Dr Bethune constitue un lien important entre le peuple canadien et le peuple chinois. Médecin, chirurgien, officier dans l'armée et artiste, Norman Bethune est né en 1890 à Gravenhurst, Ontario. Durant la période 1928-1936, il travaille à l'Hôpital Royal Victoria de Montréal, puis à l'Hôpital Sacré-Cœur à Cartierville (Montréal). Il se préoccupe des aspects socio-économiques de la maladie, et propose alors des réformes des soins médicaux et des services de santé au Canada. En 1935, il profite de son séjour à Moscou et à Léninegrad, à l'occasion d'un congrès, pour visiter des hôpitaux et découvrir le système médical soviétique. Très impressionné par ce dernier, il a pu

¹⁵ *Ibid.*, p. 100.

approfondir sa connaissance du communisme et adhère, à son retour en novembre, au Parti communiste du Canada¹⁶. Engagé dans la guerre civile espagnole (1936-1939) du côté républicain, Bethune organise l'Unité mobile de transfusion sanguine sur la ligne de front. En mai 1937, il décide de continuer son œuvre en Chine, alors en pleine lutte contre les Japonais (la seconde guerre sino-japonaise, 1939-1945). Bethune rejoint la VIII^e armée de route à Yan'an, dans le nord du pays. En plus des soins médicaux, Bethune se consacre à la formation sur le tas d'infirmiers en six mois et de médecins en un an qui étaient les précurseurs des « médecins aux pieds nus ». Le 12 novembre 1939, il meurt à la suite d'une infection contractée.

Le 21 décembre, Mao Zedong publie le célèbre texte « À la mémoire de Norman Bethune », qui appelle tout communiste à prendre Bethune pour exemple : « L'esprit du camarade Bethune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres, apparaissent dans son profond sens des responsabilités à l'égard du travail et dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple¹⁷ ». La commémoration de Bethune¹⁸ en Chine atteint son apogée durant la Révolution culturelle prolétarienne (1966-1976), période pendant laquelle tous les Chinois doivent apprendre par cœur trois textes de Mao Zedong, dont « À la mémoire de Norman Bethune ». Héros national chinois, Norman Bethune devient une personnalité incontournable dans les échanges sino-

¹⁶ Shenwen Li, « Bethune, Henry Norman », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XVI (1931-1940), en ligne : http://www.biographi.ca/fr/bio/bethune_henry_norman_16E.html.

¹⁷ Mao Zedong, *À la mémoire de Norman Bethune*, écrit à Yan'an le 21 décembre 1939, dans *Œuvres choisies de Mao Tsé-Toung*, Tome II, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1977, p. 359-361.

¹⁸ À la suite de la parution du texte de Mao Zedong, les cérémonies de commémoration à l'honneur de Norman Bethune se multiplient rapidement en Chine. Par exemple, le 5 janvier 1940, il y aurait eu, selon Roderick et Sharon Stewart, pas moins de dix mille Chinois qui seraient venus se recueillir sur la tombe de Bethune pour pleurer sa perte (Roderick Stewart et Sharon Stewart, Phoenix. *The Life of Norman Bethune*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2011, p. 369). L'historien Marc St-Pierre affirme, dans son mémoire de maîtrise, qu'avant 1949, Bethune est connu surtout chez les communistes chinois et qu'après leur prise de pouvoir en 1949, « toute la Chine a progressivement appris qui était Norman Bethune ». St-Pierre évoque une grande statue de Bethune qui est construite en 1952, à Shijiazhuang, ainsi qu'un hôpital portant son nom : l'Hôpital International de la Paix Norman Bethune. Marc St-Pierre, *Héros chinois, aussi un héros canadien ? Étude des représentations canadiennes de Norman Bethune, de sa mort à 1979*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 2017, p. 27.

canadiens, et ce même avant la reconnaissance du régime de Pékin par le gouvernement fédéral du Canada en 1970.

2.2. Le début de la diplomatie universitaire ?

Cette fameuse délégation de cinq Québécois mise à part, plusieurs professeurs en médecine à l'Université McGill sont également allés à Pékin pour des séjours de longue (un an) et de courte durées (deux à trois semaines), dans le cadre du Programme d'échange Norman Bethune. En 1960, le Dr Ronald V. Christie, médecin en chef de l'Hôpital Royal Victoria, professeur et doyen (1956-1965) de la Faculté de médecine de l'Université McGill, initie un programme d'échange de professeurs de médecine entre l'Université McGill et le Collège de médecine de Chine (Chinese Medical College, ancien Peking Union Medical College¹⁹). Jusqu'à la reconnaissance de la Chine populaire par le Canada en 1970, ce programme constitue le seul en son genre, comme l'affirme le Dr Christie dans un discours dans lequel il relate sa découverte de l'importance du docteur Norman Bethune en Chine :

To the best of our knowledge the exchange between McGill University and the Chinese Medical College is the only one of this kind, and it arose a rather curious way. When the Peking Opera Company visited Canada in 1960 the Director of the Company telephoned the Royal Victoria Hospital in Montreal, one of McGill's teaching hospitals, to say that Mao Tse Tung himself had instructed the Company to give a special performance at this hospital. We were rather surprised, but the reason soon became obvious. In typical Chinese fashion they distributed various presents, including mementos of Doctor Norman Bethune, a former surgeon at the Royal Victoria Hospital who went to China to organize a medical service for Mao Tse Tung when he was fighting the Japanese in 1938. He had died in 1939 of septicemia contracted while operating on a wounded soldier and is now buried in the National Memorial Park in Peking. The Chinese made it clear that his name was a byword in China and that it was his association with the Royal Victoria Hospital which had prompted the visit.

¹⁹ Fondé en 1906, le Peking Union Medical College est nationalisé en janvier 1951.

I thanked them on behalf of the Hospital and McGill University and suggested that, in memory of Dr Bethune, an exchange professorship with Peking should be established²⁰.

Les universitaires, notamment en milieu anglophone, jouent donc un rôle non négligeable dans l'effort de reconnaissance de la RPC au Canada. En même temps, ils contribuent à la diffusion de l'image de celle-ci au Québec et plus particulièrement à Montréal. Les représentations de la Chine dans l'imaginaire collectif québécois qui, jusqu'à la fin des années 1950, avaient été façonnées par le discours religieux se sont transformées grâce aux démarches entreprises par ces universitaires.

En 1961, le Dr Lloyd Stevenson et le Dr Ronald V. Christie, premiers professeurs invités du programme, se rendent à Pékin²¹. Christie affirme que lui et son collègue ont reçu « a royal welcome » en Chine et que pour la première fois depuis l'établissement de la RPC, celle-ci se tourne vers le monde extérieur par le biais d'un programme d'échange académique. En 1962, le Dr Wilder Penfield, alors doyen du département de neurochirurgie et neurologie à l'Université McGill, effectue son deuxième séjour en Chine sur une invitation spéciale de la part de l'Association médicale chinoise. La raison de cette invitation ne semble pas « claire » pour le Dr Penfield. Supposant que c'est plutôt à des fins académiques, il prépare cinq conférences sur son domaine d'expertise (la chirurgie de cerveau). Penfield évoque lors d'une conférence à Washington que « his own purpose for going and that of his colleagues was the need for an "offensive of friendship" which they felt possible through one's opposite

²⁰ Ronald Christie, M.D., « Medicine and medical education in China », communication présentée à la conférence en éducation médicale internationale, 77^e réunion annuelle de l'Association des collègues de médecine américains, San Francisco, 22 octobre, 1966. *The Journal of Medical Education*, vol. 42, n° 5, mai 1967, p. 463. « Il s'agit à ce moment de la première reconnaissance canadienne de l'œuvre de Bethune par des membres de sa profession. » S. et R. Stewart, p. 371-372, cité dans Marc St-Pierre, *Héros chinois, aussi un héros canadien ? Étude des représentations canadiennes de Norman Bethune, de sa mort à 1979*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 2017, p. 56.

²¹ *Ibid.*, p. 464.

numbers²² ». « In this way it is possible to see the world through the eyes of your colleagues in order to better understand the world and them²³ », affirme-t-il.

En 1964, Dr Allan Elliott, directeur du département de biochimie, est choisi pour être professeur invité au Collège de médecine de Chine²⁴. L'année suivante, Dr Alan Ross et Dr Charles Sriver, professeurs du département de pédiatrie de l'Université McGill et médecins à l'Hôpital de Montréal pour enfants (Montreal Children's Hospital), sont également invités à se rendre à Pékin pour donner des conférences. En février 1966, l'Université McGill accueille à son tour les premiers professeurs invités de Pékin : le Dr Chang Nai-Cheng et le Dr Fang Chi. Leur séjour à Montréal, qui dure un mois, est considéré comme « un grand succès²⁵ ».

Aucun des six professeurs de médecine de l'Université McGill n'a passé plus d'un mois en Chine. Ils considèrent donc leur témoignage comme étant « brewed from a small amount of experience²⁶ ». Toutefois, Ronald Christie estime : « Those of us who were there believe that the ingredients may be more reliable than the flood which comes from the pens of those who have never been in China. ». Ces propos démontrent une certaine méfiance de la part du Dr Christie à l'égard de l'image de la Chine populaire véhiculée dans les médias occidentaux, une méfiance partagée non seulement par ses collègues médecins, dont le Dr Wilder Penfield, mais également par un public plus

²² « Meetings of February 25-27, 1964. Topic: Education and Health in Communist China », The International Affairs Seminars of Washington, p. 3. BANQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), S3, D5. Dans une réunion sur le thème « Éducation et santé en Chine communiste » qui se tient du 25 au 27 février 1964 à Washington, trois Canadiens ayant séjourné en Chine interviennent à titre de consultants, dont Wilder Penfield et Denis Lazure.

²³ *Ibid.*

²⁴ Lettre d'Allan Elliott à Joseph Needham, 11 février 1963. Section des livres rares et des collections spéciales, Bibliothèque de l'Université de Science et de Technologie de Hong Kong (HKUST), Lin Papers.

²⁵ Ronald Christie, « Medicine and medical education in China », *The Journal of Medical Education*, vol. 42, n° 5, mai 1967, p. 464. Université McGill, Osler Library of the History of Medicine, Fonds Maurice McGregor (P196), Dossier 2, « Bethune Exchange with McGill ».

²⁶ *Ibid.*, p. 463.

large qui a envie d'en savoir plus sur la Chine et le peuple chinois sans l'intermédiaire des sources d'information contrôlées par l'État.

À une époque où l'accès au territoire chinois est très limité, les rares personnes qui ont eu l'occasion de s'y rendre bénéficient d'une grande crédibilité lorsqu'ils se prononcent sur ce pays. Ronald Christie porte toutefois un regard lucide sur son expérience en Chine :

In all of these visits we were the guests of the Chinese and were entertained with the greatest friendliness, courtesy, and generosity. We could go where we wished; but what we saw in the way of institutions, hospitals, and medical schools were those they wished us to see. We fully realize therefore that what we have to report may be biased, since we saw the best of what they had and came away with genuine liking and respect for the individuals whom we met. It was understood by all concerned that our visits had no political background but were simply an exchange on an academic level, the purpose of which was to cement friendship and cultural ties between Chinese and Canadian universities. We were exposed to no propaganda along the lines of Marx, Lenin, or Stalin; but there were always enthusiasm for contrasting the situation "before Liberation" with the new regime "After Liberation."²⁷

Le slogan « Que cent fleurs s'épanouissent ! », lancé par Mao dans les années 1950 et qui ne s'applique manifestement pas à la politique, « where only the party line is heard », semble pourtant « applicable to science and to medicine and even to some of arts », affirme le Dr Christie. Il explique : « In science the isolation of China is disappearing and we hope that friendly contacts of the kind, which have been established with McGill, may accelerate this change. » « The exchange professorship is only a minute contribution, but we believe it to be worthwhile, and at least it is a start », conclut-il. « There is a real Chinese proverb which says, "A journey of a thousand miles begins with a single step." », ajoute-t-il pour donner un sens à cette contribution.

L'opinion des médecins est tout de même généralement favorable à la société chinoise. « We have no evidence of dietary deficiency in Mainland China », affirme le Dr Penfield. Cette découverte a été une « surprise » pour ses collègues et lui-même,

²⁷ *Ibid.*, p. 463.

souligne-t-il, à cause des « press reports of malnutrition and the misleading pictures that were current in the West ».

We traveled by train throughout the length and breadth of the land, watching the people at every station stop, and in the cities and hospitals. I am familiar with the signs of malnutrition. I have seen it in other countries, resulting from famine and poverty, and as a physician I have seen it in hospitals. My opinion is that there had been no food shortage sufficient to interfere with health and energy during the 6 to 12 months before our visit. Even in the North, where we could see that there had been a partial crop failure due to drought, the people did not show signs of undernourishment. The workers in general show great vigor; the children are well and happy²⁸.

« This is a new China, after thousands of years as an empire – a new nation. Politically the Republic of 700 million people is young, but it is conscious of new power and great ambition », tel que le rapporte le Dr Wilder Penfield au début d'un article « made up of random observations which are as objective and critical as I can make them ». Il souligne : « It is in no sense a complete study, and I can only hope that my colleagues in China will forgive any possible errors or misconceptions ». Pour comprendre la RPC – « a very young country which is, at the same time, old and proud », évoque le Dr Penfield, il faut se rendre compte qu'il n'y a pratiquement pas d'étrangers là-bas. Néanmoins, « a remarkable renaissance of Western Learning is going on ».

This is important to us as well as to the Chinese. There is a general expectation among them that science and higher education will solve the unsolved problems, that mechanization will banish hunger and bring plenty, the afforestation and the construction of more dams will control the floods and the droughts of the past. The people are temperate, frugal, puritanical, and remarkably law-abiding. It is the nature of these people, as I discovered in 1943 on a visit to western China, then under Chiang Kai-shek, to be fastidiously clean, to work hard, and to find something to laugh about²⁹.

²⁸ Wilder Penfield « Oriental Renaissance in Education and Medicine. A Canadian physician sees a sudden renaissance of Western Learning on the Chinese mainland », *Science*, n° 141, 1963, p. 1161. Université McGill, Osler Library of the History of Medicine, Fonds Maurice McGregor (P196), Dossier 2, « Bethune Exchange with McGill ».

²⁹ *Ibid.*, p. 1158.

Les gens sont tempérés, frugaux, puritains et remarquablement respectueux des lois, déclare Penfield. Sur ce point, il est rejoint par le Dr Allan Elliott qui, dans une lettre à Guy W. Meyer, révérend de l'Église unitarienne de Newburgh, exprime sa volonté d'aider « Uncle Sam » à comprendre que « the Chinese also are people and very likeable³⁰ ».

Lors d'une table ronde réunie en 1972 par la revue *Esprit* en vue de « mesurer la valeur des informations³¹ » à la disposition des « China Watchers » français, Jean-Marie Domenach³² affirme : « Ceux qui vont là-bas, ou ceux qui peuvent nous informer sur ce qui se passe là-bas en connaissance de cause, jouissent d'un certain privilège³³ ». Les quelques personnalités canadiennes ayant eu l'occasion de réaliser un séjour en Chine populaire au début des années 1960 sont revenues avec une certaine sympathie à l'égard de ce « jeune » pays et de son peuple. Suivant leurs intérêts professionnels et personnels, leurs observations sont centrées sur différents aspects de la société chinoise. On y remarque pourtant des similitudes étonnantes qui révèlent certains points

³⁰ Lettre d'Allan Elliott à Rév. Guy W. Meyer, 16 novembre 1965. Lin Papers. Rév. Guy W. Meyer demande à Allan Elliott d'aller à Newburgh pour intervenir dans un colloque sur la Chine moderne (« Modern China »), organisé sous les auspices de l'Église unitarienne de Newburgh. Elliott déclare, au début de sa réponse, que la majorité des présentations qu'il a effectuées sur la Chine ont été construites autour de diapositives. Ces dernières lui ont permis de rester objectif et à faire en sorte que ses auditeurs voient les choses de manière à ne pas être trop impliqués dans des idées controversées. « Moi-même, j'essaie de parler surtout de ce que j'ai vu ou de ce qui m'a été dit directement », ajoute-t-il. Dr Elliott souligne qu'il lui semble inapproprié qu'un Canadien apprenne à « Uncle Sam » ce qu'il devra faire à propos de la Chine, mais qu'il est inquiet « du fait qu'il semble qu'Uncle Sam n'aime pas que les gens entendent parler de la Chine ». Sans chercher à se prononcer sur la politique américaine à l'égard de la Chine, Elliott insiste sur le fait que « les peuples de n'importe quel pays doivent être aidés indépendamment de leurs convictions politiques ».

³¹ Introduction de Chapitre I de l'ouvrage Claude Aubert, Lucien Bianco, Claude Cadart et Jean-Luc Domenach, *Regards froids sur la Chine*, avec des contributions de Marianne Bastid, Gilbert Padoul et Léon Vandermeersch, Paris, Éditions du Seuil, 1976, p. 15. Cette table ronde s'inscrit, expliquent les organisateurs, dans la suite des initiatives entreprises par plusieurs intellectuels français, dont Claude Cadart (« La Chine et le reste du monde », *L'Univers politique*, 1968, *Relations internationales*, Paris, Éd. Richelieu, 1969) et Lucien Bianco (« La page blanche », *Politique aujourd'hui*, mai et juin 1970).

³² Jean-Marie Domenach (1922-1997), résistant et écrivain français. Il a lutté pour la décolonisation en Indochine et en Algérie et soutenu, en 1978, les « boat-people » vietnamiens. Il est père de Jean-Luc Domenach, spécialiste de la politique chinoise.

³³ Marianne Bastid, Lucien Bianco, Claude Cadart, Jean-Marie Domenach et Léon Vandermeersch, « Comment connaissons-nous la Chine ? Table ronde », *Esprit*, vol. 11, n° 418, novembre 1972, p. 584.

communs dans l'intérêt qu'ils portent à la Chine. Pendant une époque où il n'y a aucune relation officielle entre les deux pays, ils font partie des seuls « spécialistes » ayant la légitimité d'informer les publics canadiens de ce qui se passe en Chine. Cette diplomatie universitaire naissante doit toutefois, à partir du milieu des années 1960, s'adapter au mouvement lancé par la Révolution culturelle.

2.3. Le milieu universitaire québécois au temps de la Révolution culturelle

2.3.1. Le Centre for East Asian Studies (CEAS) à l'Université McGill – un terrain d'échange

En grande partie à cause de la révolution culturelle chinoise³⁴, le programme d'échange Norman Bethune tombe dans l'inactivité. Allan Elliott, un des derniers médecins de programme ayant passé un mois en Chine, prend l'initiative, en février 1965, de mettre en place un comité interdisciplinaire³⁵ sur des études « orientales » afin de favoriser le développement des études est-asiatiques et, en particulier, chinoises à l'Université McGill³⁶. Le Comité sur des études orientales (Committee on Oriental Studies) est ainsi

³⁴ Dans les campagnes menées par les Gardes rouges pour éliminer l'influence étrangère, le Chinese Medical College a été accusé d'être agent de l'impérialisme américain et de ne pas avoir assez servi le peuple chinois.

³⁵ Lettre d'Allan Elliott à Joseph Needham, 6 avril 1968. Université McGill, Osler Library of the History of Medicine, Fonds Kenneth Allan Caldwell Elliott (P164), boîte 11, dossier 104. Dr Elliott évoque, dans la lettre, qu'il s'est mis à chercher des moyens de faire établir des études chinoises à McGill dès son retour de Pékin en 1964. « I became chairman of an initial interdisciplinary committee to explore the idea of oriental studies and this has led to the creation of a standing committee of which Professor Paul T.K. Lin is chairman and I am a member », affirme Dr Elliott. Il évoque d'ailleurs une campagne dans laquelle sa conjointe joue un rôle central : « Fran is very busy these days as the central person in a campaign to have Canada 'recognize' China proper – one China. She has hundreds of signatures of people from all over Canada, many very significant, to an open letter to the present or future prime minister. This is being published as huge ads in leading English and French newspapers. »

³⁶ Harry E. Thomas, « McGill and East Asia », *McGill Reporter*, vol. 1, n° 32, 14 avril, 1969.

[https://archive.org/stream/McGillLibrary-mcgill-reporter-v01-n009-november-18-1968-14619/mcgill-reporter-v01-n009-november-18-1968_djvu.txt]

créé en 1965³⁷. Un rapport présenté par le Comité propose de faire de l'avancement de telles études un des points de développement majeurs de l'Université McGill³⁸ qui, est-il rappelé, doit profiter de son avantage d'être le seul établissement d'enseignement supérieur canadien ayant des liens académiques directs avec la Chine populaire³⁹.

Le Comité des études est-asiatiques (Committee on East Asian Studies) de la Faculté des Arts et des Sciences succède au Comité sur des études orientales en 1966. Paul T.K. Lin, professeur assistant du département d'histoire depuis le 30 août 1965⁴⁰, est nommé président du nouveau comité. Les autres membres étaient Allan Elliott, H.C. Wright, Samuel Noumoff, J.C. Liu – tous les trois professeurs du département de science économique et politique, C.D. Ellis et André Rigault, professeurs du département de linguistique, J.G. Nicholson (département de russe), W.O. Judkins (beaux-arts) ainsi que J. Trentman (philosophie)⁴¹.

Le comité entreprend une étude complète des structures institutionnelles et des programmes de 21 universités aux États-Unis ainsi que des principaux programmes au Canada. Après avoir exploré les ressources à la disposition de l'Université McGill, le Comité présente à la Faculté des Arts et des Sciences le projet de création d'un département des langues et littératures est-asiatiques (Department of East Asian Languages and Literatures) et un Centre d'études est-asiatiques (Centre for East Asian Studies)⁴². Ces derniers sont officiellement fondés en octobre 1968. En réalité, les cours de langue chinoise ont été inaugurés dès 1967 et développés au cours de l'année

³⁷ Harry E. Thomas, « McGill and East Asia », *McGill Reporter*, vol. 1, n° 32, 14 avril, 1969, p. 1.

³⁸ « Report on Structure and Academic Programme », 3 avril 1968. Lin Papers, boîte 3A.

³⁹ Lettre d'Allan Elliott à Joseph Needham, 6 avril 1968, *op. cit.* « Je peux dire que McGill est la seule université des Amériques à avoir un échange avec la République populaire de Chine. Augmenter et diversifier cet échange fait partie de nos priorités », soulignait Allan Elliott.

⁴⁰ Lettre du secrétariat du Conseil des gouverneurs à Paul Lin, 30 août 1965. Lin Papers, boîte 13A, dossier « 1960's, PL correspondences ».

⁴¹ Document intitulé « Members of the Committee on East Asian Studies ». Lin Papers, boîte 11B, dossier « 1968, Dr Han Suyin delivered the Beatty Lectures at McGill University ».

⁴² Dans les années 1930, plusieurs cours d'histoire de la Chine ont été offerts à l'Université McGill. Voir Macy Zheng, « Principal Sir Arthur Currie and the Department of Chinese Studies at McGill », *Fontanus: from the collections of McGill University*, vol. 13, 2013, p. 69-80.

suivante avec l'embauche des deux instructeurs – David Kuan et Jennie Chang⁴³. D'ailleurs, divers cours sur l'Asie de l'Est ont été offerts dans plusieurs départements. Lors de l'inauguration de ces deux nouvelles structures, on comptait déjà trois cents étudiants inscrits aux cours relatifs à l'Asie de l'Est⁴⁴.

Le Centre for East Asian Studies (CEAS) prend d'abord la forme d'un forum organisé dans le but d'atténuer la méfiance, le malentendu et l'hostilité manifestés par les Canadiens envers la Chine. Il a pour objectif de développer l'intérêt des chercheurs universitaires de divers domaines. L'éventail des sujets d'étude proposés par ces derniers va de la Révolution culturelle chinoise et ses conséquences institutionnelles aux rapports entre la philosophie linguistique et la conceptualisation chinoise⁴⁵. Le Department of East Asian Languages and Literatures (DEALL) est initialement composé de deux spécialistes, qui donnaient des cours de chinois à trois niveaux.

Certes, il est important d'étudier l'Asie de l'Est afin de parvenir à une meilleure compréhension politique. Ce but ne représente pourtant qu'un seul aspect de l'importance des études est-asiatiques, affirme Lin. Certains spécialistes, ajoute-t-il, estiment que la Chine sera l'un des principaux contributeurs à la connaissance du monde pour le reste du XX^e siècle.

The trend at the Centre will be to emphasize the studying of China and the other nations of East Asia in terms of how their peoples view their own history, how they see their own hopes and aspirations. The understandable but unfortunate

⁴³ « Centre for East Asian Studies. McGill University. Report of the Director for the Academic Year 1968-69 », 12 mai 1969. Lin Papers, boîte 18, dossier « 1968-69, PL's report as Director for McGill's Centre for East Asian Studies. 1960's lecture notes for PL's various Chinese history courses » [0444] Dans ce rapport, on explique les difficultés financières du CEAS ainsi : « Because of constant delay in obtaining funds, the Centre itself was not established until October 1968, when the University allocated a small fund to put the office into operation and to sustain the services of an office secretary for one year. [...] Professor Paul T.K. Lin was appointed Director of the Centre by the Dean, and an Interdisciplinary Committee on Asian Studies was named to act as a consultative body. This Committee met on December 19, 1968, March 6, 1969, and April 29, 1969. The Dean has requested a continuing grant for 1969-1970 to maintain the Centre until such a time as it is able to raise its own finances. »

⁴⁴ Lettre de Paul Lin à Chester Ronning, 4 octobre 1968. Lin Papers, boîte 16, dossier « 1960's PL's writing and correspondence ».

⁴⁵ « Report on Structure and Academic Programme », 3 avril 1968, *op. cit.*

pattern in the West is to undertake studies and research using its own terms of reference. This approach makes objective study very difficult. As far as China is concerned, North Americans have tended to concern themselves primarily with the solving of specific problems related to contemporary political considerations⁴⁶.

Dans un entretien avec McGill Reporter, Paul Lin affirme : « Canadian scholarship in this area [études chinoises] need not be as emotionally charged and politically oriented as it is in many of the 50 centres of East Asian studies that exist on North American campuses. »

2.3.2. Paul T.K. Lin – « A Life Between East and West »

I am proud to be a Canadian – enjoying liberty of thought, of speech, of conscience – and I am proud to be a Chinese – belonging to a civilization venerable with five thousand years of glorious traditions.

- Paul Lin Ta-Kuang (1920-2004)⁴⁷

Pour développer un savoir universitaire sur la Chine, l'Université McGill est en quête d'un spécialiste qui possède à la fois les compétences de recherche en études chinoises et un réseau professionnel à l'échelle mondiale. Un candidat idéal apparaît à l'horizon. Ayant grandi en tant que Chinois né au Canada, Paul Lin Ta-Kuang (Paul T.K. Lin) a fait ses études dans ce pays et aux États-Unis avant de s'installer dans la nouvelle Chine en 1950 et d'y demeurer pendant quinze ans. En septembre 1964, à la veille du déclenchement de la Révolution culturelle prolétarienne chinoise, Paul Lin décide de quitter le pays avec sa famille pour retourner au Canada. En octobre 1964, William L. Holland (appelé Bill Holland dans sa correspondance avec ses collègues), directeur du

⁴⁶ H. Thomas, « McGill and East Asia », *McGill Reporter*, vol. 1, n° 32, 14 avril, 1969, *op. cit.*, p. 3.

⁴⁷ Le premier discours public, que Lin a prononcé en 1938, à l'âge de 18 ans. Paul T.K. Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm. A Life Between East and West*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2011, p. 12.

département d'études asiatiques de l'Université de la Colombie-Britannique, lui offre un poste de professeur à temps partiel à partir de janvier 1965.

Or, le 6 mai 1965, John B. Macdonald, président de l'Université de la Colombie-Britannique, annonce à Paul Lin que l'Université ne peut pas l'embaucher. Selon Macdonald, le journal *The Province*⁴⁸ a menacé de dénoncer l'Université si elle embauchait Paul Lin, « un sympathisant communiste qui vivait et travaillait en Chine depuis quinze ans ». Le journal aurait évidemment fait le lien avec le fait que le directeur du département d'études asiatiques, William Holland, qui avait été directeur de l'Institut des relations du Pacifique au tournant des années 1950⁴⁹, a été obligé de quitter ce poste à la suite des accusations portées par le *Un-American Activities Committee* du sénateur Joseph McCarthy⁵⁰.

En juillet 1965, afin de se sortir de cette situation difficile, William Holland propose à Paul Lin un poste à l'Université McGill, qui cherche un assistant professeur pour enseigner l'histoire de Chine et diriger un nouveau centre d'études sur l'Asie de l'Est. En août, Lin se déplace donc à Montréal pour une entrevue, à la suite de laquelle McGill lui offre un contrat de trois ans. À compter de septembre 1965, Lin donne trois cours

⁴⁸ *The Province* est un journal quotidien publié en Colombie-Britannique.

⁴⁹ L'Institut des relations du Pacifique était une organisation non gouvernementale internationale créée en 1925 à Hawaii en vue de fournir un forum de discussion sur les problèmes et les relations entre les nations du littoral du Pacifique. Le Secrétariat international, l'organe qui est devenu au fil des ans le centre de la plupart des activités de l'Institut, s'occupait d'administrer le programme à l'échelle internationale. Les différents conseils nationaux étaient responsables de la programmation nationale, régionale et locale. La plupart des participants étaient des membres de l'élite entrepreneuriale et des communautés universitaires dans leurs pays respectifs. Le financement provenait en grande partie des entreprises et des organisations caritatives, en particulier la Fondation Rockefeller. Le siège, situé à Honolulu jusqu'au début des années 1930, sera relocalisé à New York. L'Institut a cessé d'exister en 1960. Voir Paul F. Hooper, « The Institute of Pacific Relations and the Origins of Asians and Pacific studies », *Pacific Affairs*, vol. 61, n° 1, 1988, p. 98-121.

⁵⁰ Ce comité a d'ailleurs accusé Owen Lattimore, l'ancien rédacteur en chef du journal *Pacific Affairs* d'être communiste [<https://www.nytimes.com/1989/06/01/obituaries/owen-lattimore-far-east-scholar-accused-by-mccarthy-dies-at-88.html?sq=Owen+Lattimore&scp=1&st=nyt>]. Voir aussi John King Fairbank, « William L. Holland and the IPR in Historical Perspective », *Pacific Affairs*, vol. 52, n° 4, 1979, p. 587-590.

au département d'histoire : l'histoire de la Chine, la transformation moderne de l'Asie de l'Est aux XIX^e et XX^e siècles et l'histoire du Japon⁵¹.

Paul Lin arrive à McGill à une époque où la RPC est « pratiquement un mystère en Occident, un mystère qui suscitait un grand intérêt de la part de la communauté étudiante⁵² ». Paul Lin apporte, durant les années suivantes, des connaissances uniques sur l'histoire de la Chine et la culture chinoise. Après son arrivée à McGill, il exprime ses opinions sur différents aspects de la Chine auprès de divers publics montréalais⁵³.

La position pro-Pékin de Paul Lin suscite des réactions de la part de la communauté chinoise à Montréal, qui est jusqu'alors pro-Taïwan, de même que de celle de l'Ambassade de la Chine nationaliste à Ottawa. Par exemple, le 9 novembre 1966, cette dernière dénonce l'Université McGill qui aurait permis les interventions des conférenciers pro-Pékin dans la X^e Conférence sur les affaires mondiales se tenant à McGill. Celle-ci, soulignent les représentants du gouvernement de Taïwan, est en fait une organisation de propagande communiste⁵⁴.

⁵¹ Paul T.K. Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm. A Life Between East and West*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2011, p. 130.

⁵² « Principal's Speech. PTKL's Farewell », 7 décembre 1981, p. 1-3. Lin Papers, boîte 13B, dossier « Principal Johnson's Farewell speech of Tributes », 7 décembre, 1981.

⁵³ Depuis son arrivée jusqu'à janvier 1967, Lin a effectué les communications suivantes : « La Chine contemporaine et sa portée pour les historiens », Association des professeurs d'histoire, 11 mars 1966, à l'Université Loyola ; « La politique étrangère chinoise. Une perspective historique », Section de Montréal, Institut canadien des affaires internationales, printemps 1966 ; « La Chine et l'Occident », 4^e conférence annuelle de Banff sur les affaires internationales, parrainée par l'Institut canadien des affaires internationales, 23 août 1966 ; « La vision chinoise du monde. Une interprétation », 10^e conférence annuelle de McGill sur les affaires mondiales, 11 novembre 1966 ; « Les aspects internes et externes du changement en Chine contemporaine », 21 novembre 1966, à l'Université McGill ; « Le Canada et l'Asie de l'Est. Potentialités de l'interconnexion culturelle », 25 février 1967, Montreal Curling Club ; « Objectif social et changement culturel », 2 mars 1967, Université Sir George Williams, Club d'anthropologie et de sociologie ; « Développements récents en Chine », 3 mars 1967, Westmount High School, Current Events Club.

⁵⁴ « Nationalist Chinese See Pro-Peking Bias at McGill Meeting », *Montreal Gazette*, 10 novembre 1966.



Figure 2.2

Le thème de la conférence est « La nouvelle Chine et la communauté internationale ». La rencontre de quatre jours comprend des discours, des discussions de groupe, des films ainsi que des réceptions. Un porte-parole de l'ambassade nationaliste chinoise à Ottawa déclare au journal *The Gazette* que le secrétaire diplomatique Chang Yuan a proposé de fournir deux conférenciers et un film pour la conférence, quelques jours avant son ouverture. Cette offre avait été acceptée par le président de la conférence, Jean Aubert, qui a pourtant changé d'avis le lendemain. L'ambassade nationaliste a ensuite demandé la possibilité que deux conférenciers prennent la parole. Cette offre aurait toutefois été retirée, et ce « sous la pression apparente des professeurs de la faculté », souligne le porte-parole. En effet, Jean Aubert déclare, dès l'ouverture de la conférence, que celle-ci « traite

[Portrait de Paul Lin⁵⁵] exclusivement de la Chine continentale ». Parmi les conférenciers figurent les noms de Felix Greene⁵⁶, de Chester Ronning⁵⁷ et de Paul Lin – le trio de « well-known pro-Peking men », selon Taïwan.

⁵⁵ La figure 2.2 est tirée de l'article de Thomas Buchanan, « Letters. To Hell With Taiwan », *McGill Daily*, November 9, 1966.

⁵⁶ Felix Greene (1909-1985), journaliste et réalisateur américano-britannique. Né en Angleterre, Felix Green a visité pour la première fois la Chine populaire en 1957 et produit, plus tard, les films *Peking Symphony Orchestra* (1965, noir et blanc), *China* (1965, couleur), *Report from China* (1966/7), *One Man's China* (1972), *Freedom Railway* (1974), etc. Il est aussi l'auteur de plusieurs chroniques sur des pays communistes dans les années 1960 et 1970.

⁵⁷ Chester Ronning (1894-1984), diplomate canadien. Né en Chine et fils d'un missionnaire luthérien américain, Ronning a suivi son baccalauréat à l'Université de l'Alberta en 1916. Il est retourné en Chine en 1922 pour servir comme missionnaire et demeurait au pays jusqu'en 1927. Pendant la période 1945-

La communauté étudiante de McGill n'a pas manqué de réagir à la critique de la Chine nationaliste. Dans *McGill Daily*, l'étudiant Thomas Buchanan écrit qu'il a « appris que certaines 'représentations' avaient été faites ces derniers jours par le troisième sous-secrétaire de l'ambassade nationaliste de Chine (Taïwan) ».

This gentleman [le secrétaire diplomatique Chang Yuan] alluded that the McGill Conference on World Affairs, which is to begin today, is to be diplomatic, "left-leaning". [...] What is upsetting is that this gentleman, Mr. Chang, brashly referred his cause to the administration, to the faculty, and to the organizers of this conference – accusing both faculty and students of being pro-Peking; and ruining many people's breakfasts. Is the Taiwan Embassy that afraid of an objective conference entitled "The New China"? Or dare they suggest that Canadians be allotted the same quantum of academic freedom that Mr. and Mrs. Chiang Kai-shek permit their chattel back home⁵⁸.

La position pro-Pékin de Paul Lin lui a aussi valu une grande méfiance au Québec, tout comme en Colombie-Britannique. On retrouve par exemple, à la une du journal *The Gazette*, le 28 février 1969 : « McGill Professor Denies Secret Mission to China ». Le reportage se lit comme suit :

A McGill University professor last night flatly denied reports that he flew to China early this year as Prime Minister Trudeau's top-secret emissary to Peking. Ottawa sources claimed yesterday that the ten-day mission of Paul T.K. Lin, of the University's East Asian Studies department, led directly to Ottawa's abandonment of earlier pledges to protect the interests of Nationalist China (Taiwan) while dealing with the Mainland. The Vancouver-born China specialist is alleged to have brought back word from Peking that it would veto recognition, as long as Canada maintained relations with the Nationalists. The "undercover" mission was undertaken before formal contact was established. It is claimed that as a result Trudeau has shifted further away from his guarantees to Taiwan. In an interview with *The Gazette*, Prof. Lin insisted he has not been to China since 1964, but said he did go to Hong Kong in January and meet with Communist Chinese officials, "But only on university business and purely for academic reasons" ... Prof. Lin was adamant in denying the role of emissary: "I

1951, Ronning a occupé un poste diplomatique en Chine. Il est qualifié « d'ami de longue date du peuple chinois » par le journal *Le Quotidien du Peuple (Renmin Ribao)*. Le documentaire *China Mission : The Chester Ronning Story* (1980, 57 minutes) de Tom Radford, relate l'ambition de Chester Ronning pour expliquer la Chine au monde occidental.

[http://www.nfb.ca/film/china_mission_the_chester_ronning_story/]

⁵⁸ Thomas Buchanan, « Letters. To Hell with Taiwan », *McGill Daily*, November 9, 1966.

am an academic and am not involved in political manoeuvres.” He stressed his trip had nothing to do with conversations with Mr. Trudeau⁵⁹.

Dans son récit autobiographique, Lin explique que son séjour à Hong Kong a pour but de transmettre une invitation aux représentants chinois pour la participation d’une *China Consultation*⁶⁰. Il souligne : « Contrary to rumors in the Western press, I did not enter China. It was at the height of the Cultural Revolution and my visa application was not approved.⁶¹ » C’est ce voyage « avorté » qui a été présenté dans les milieux politiques canadiens et dans les médias comme une « mission secrète en Chine⁶² ».

Controversy regarding my January 1969 trip to Hong Kong erupted again between former Prime Minister John Diefenbaker and Prime Minister Trudeau in the House of Commons in November of that year. The Right Honourable Mr Diefenbaker asked the prime minister if there were “any foundation for the generally accredited story that Professor Lin, as a result of his visit to Mao, or at least to Communist China, is to be appointed the first ambassador from Canada to Communist China?” Diefenbaker claimed he was “simply pointing out that Mr Lin was a close friend of the Prime Minister and had reported to him the last time on his visit to Communist China.” To this Trudeau replied: “The Right Hon. Member has just stated two new false-hoods. First of all, he said that I was a friend of Professor Lin, a person I have never met and whom I do not know. Second, the Right Hon. Member stated that he had reported to me. That is another falsehood. I have never met him nor read any of his papers. Therefore this is falsehood compounded on the part of the Right Hon. Member.”⁶³

⁵⁹ *Ibid.*, p. 165.

⁶⁰ Paul Lin reçoit une lettre, datée du 28 juin 1968 de la part de Cyrus Eaton, « le légendaire industriel et philanthrope d’origine canadienne ». Eaton présente son intérêt pour un article que Lin a publié dans *The Globe and Mail* sur la politique canadienne envers la Chine. À la suite de plusieurs échanges par courrier ou en personne, on décide que se tiennent une conférence de deux jours sur les relations sino-américaines. Puis, l’Université McGill accepte d’assumer l’organisation de cet événement, à condition que le thème des relations sino-américaines implique l’ensemble de l’Amérique du Nord et que les chercheurs canadiens soient nombreux. La *China Consultation* eut lieu le 8 février 1969. Paul Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm*, *op. cit.*, p. 155, 161.

⁶¹ *Ibid.*, p. 157.

⁶² Paul Lin souligne toutefois : « My visit to Hong Kong apparently was considered significant, because of the way in which the Canadian Government soon after abandoned its one-time “Two China” policy, and came around to the open position that establishment of diplomatic relations with Peking would end the existing ones with Taiwan and the Chiang Kai-shek regime. » Paul Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm*, *op. cit.*, p. 165.

⁶³ *Ibid.*, p. 167.

De son côté, le Premier ministre Pierre Trudeau, élu le 25 juin 1968, affirme à plusieurs reprises n'avoir confié aucune mission secrète à Paul Lin⁶⁴. Cela dit, en tant que spécialiste de la Chine, Lin est fréquemment sollicité par le gouvernement de Trudeau en tant qu'expert sur la Chine. En effet, Lin reçoit des appels téléphoniques fréquents d'Ivan Head, conseiller politique principal du premier ministre, pour discuter des affaires sur la Chine. Lin note, dans une lettre du 8 juillet 1968 à Thérèse Casgrain⁶⁵, « membre éminent de l'intelligentsia montréalaise, plus tard sénatrice et fortement impliquée dans les questions de justice sociale et de droits des femmes⁶⁶ », que « notre nouveau premier ministre et certains de ses collègues du Cabinet ont fait preuve d'une indépendance et de courage sur certaines questions » et que « j'espère qu'ils étudieront attentivement la question de la Chine⁶⁷ ».

Le 13 octobre 1970, le Canada et la République populaire de Chine établissent des relations officielles, en promettant un échange d'ambassadeurs⁶⁸ dans les six prochains

⁶⁴ Le journal *The Montreal Star* rapporte : « Prime Minister Trudeau has denied that he used Professor Paul T.K. Lin as an emissary to Mainland China in steps being taken to establish diplomatic relations. » Cité dans Paul Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm*, op. cit., p. 165.

⁶⁵ Thérèse Casgrain (1896-1981) est une féministe et une femme politique canadienne. Au cours des décennies 1920 à 1940, elle travaille avec d'autres femmes à faire reconnaître les droits des femmes, en particulier le droit de vote au niveau provincial québécois. Elle est présidente de la Ligue pour les droits de la femme de 1928 à 1942. En 1946, elle adhère au Parti social-démocratique (PSD). Elle est élue vice-présidente de ce dernier en 1948. Par la suite, elle dirige la branche québécoise du PSD de 1951 à 1957, devenant ainsi la première femme au Canada à être chef d'un parti politique. En 1966, elle fonde la Fédération des femmes du Québec. Le premier ministre Pierre Trudeau la nomme, en 1970, au Sénat du Canada, où elle siège comme sénatrice indépendante.

⁶⁶ Paul Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm*, op. cit., p. 146. Peu de temps après son arrivée à McGill, Lin rencontre Thérèse Casgrain. Ils discutent à plusieurs reprises de la politique du Canada envers la Chine, en particulier de la question de la reconnaissance de la Chine populaire.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 156.

⁶⁸ Au début des négociations en vue de la normalisation des relations diplomatiques sino-canadiennes, « Ottawa avait posé en principe qu'un échange d'ambassadeurs n'impliquerait pas la reconnaissance par le Canada de la légitimité des revendications territoriales chinoises. Ce préalable, qui paraissait admis, a été remis en question la semaine dernière par M. Wang Tung [Ambassadeur de la RPC en Suède] lors de sa première rencontre avec les représentants canadiens : pour celui-ci, l'établissement de relations diplomatiques ne peut intervenir que si Ottawa admet le bien-fondé de la thèse de Pékin à l'égard de Formose. » Archives du ministère des Affaires étrangères de France, série Asie-Océanie, sous-série Chine, vol. 798, Ottawa, 19 juillet 1969, cité dans B. Krouck, « La normalisation des relations entre le Canada et la République populaire de Chine vue par les diplomates français (1968-1970) », *Études internationales*, vol. 35, n° 2, juin 2004, p. 348.

mois. Il a fallu dix-sept mois de négociations, à Stockholm, avant que le Canada ne parvienne à sortir de l'impasse sur le statut de Taïwan. Le Canada est passé d'une position ne reconnaissant qu'une seule Chine, celle de Taïwan, à ce qui est essentiellement l'abandon imminent des relations formelles du Canada avec la Chine nationaliste. Lin déclare sa joie vis-à-vis d'une relation sino-canadienne fondée sur la base du respect mutuel et de l'égalité. « It was, therefore, most frustrating to find myself once again embroiled in the political games of parliamentarians⁶⁹ », affirme-t-il.

En effet, la question du rôle de Paul Lin fait toujours l'objet de discussions à la chambre. Ainsi, le 20 octobre 1970, le député de l'opposition John Diefenbaker, ancien chef du Parti progressiste-conservateur, signale, dans un discours à la Chambre des communes, que la question de l'admission de la RPC aux Nations Unies se posera bientôt. Selon lui, le gouvernement du Canada doit s'assurer qu'une telle résolution « nécessiterait plus qu'une simple majorité pour être acceptée » par l'ONU. Il questionne en outre le Premier ministre Trudeau sur la rumeur selon laquelle « le gouvernement envisagerait ou aurait déjà décidé que le professeur Paul Lin serait nommé ambassadeur en Chine et qui, en écrivant à propos de 'notre pays', se référerait à la Chine communiste ».

Lorsque le journaliste John Walker demande une entrevue à Paul Lin, celui-ci proteste vivement contre le fait d'être à nouveau « subject of controversy⁷⁰ ». « I can only say that I was astounded at the unworthy and childish nature of the exchanges between Mssrs Diefenbaker and Trudeau involving my name. You can understand the distaste with which a private citizen views the use of his name as a political football between partisan contestants in politics », confie Lin à John Walker. « I have not been approached to take up any diplomatic post and would not accept even if offered such a post. I am an academic and intend to remain one. Mr Diefenbaker's attempt to identify me as the "Mr Lin" in Mr Trudeau's book is amusing, but false », ajoute-t-il.

⁶⁹ Paul Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm*, op. cit., p. 175.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 176.

La première rencontre de « Mr Lin » et « Mr Trudeau » ne se réalisera qu'en 1972, comme se le rappelle Eileen Lin :

Two years later, China sent the spectacular Shenyang Acrobatic Troupe to Canada on a goodwill mission. Paul and I were invited by Chinese Ambassador Yao Guang to attend the troupe's premiere in Montreal at the Place des Arts on November 30, 1972. During intermission, at the VIP reception on the mezzanine floor, I noticed that Paul was standing back-to-back with Prime Minister Trudeau. When I alerted Paul to who was behind him, he instantly turned to face Trudeau. With neither arrogance nor deference, he introduced himself: "Mr Trudeau, my name is Paul Lin." The prime minister was taken by surprise, blushed, and blurted out: "Diefenbaker taunted me ..." Paul replied with a smile, "Now you cannot deny that you have met me."⁷¹

Dans le contexte de la guerre froide, il n'est pas étonnant qu'un universitaire en Amérique du Nord qui est spécialiste des questions chinoises soit suspecté d'être porte-parole du gouvernement chinois. Depuis la naissance des *Contemporary China Studies* aux États-Unis au début des années 1950, la communauté sinologique n'a jamais pu se dissocier du politique. Durant la période du maccarthysme⁷², les sinologues américains, diplomates et universitaires en particulier, étaient soumis à l'inquisition de commissions du Congrès⁷³. Certains parmi les plus éminents ont été suspectés d'avoir contribué à « perdre la Chine⁷⁴ ». Des experts mis à part, des institutions de recherche ont été, elles aussi, « sur la base d'un pur et simple amalgame soumis à des

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Le maccarthysme est une période de l'histoire américaine qui est aussi connue sous le nom de « Red Scare ». Il trouve ses origines dans le sentiment anticomuniste qui s'est développé aux États-Unis au début des années 1950. Le maccarthysme débute avec l'apparition du sénateur Joseph McCarthy sur la scène politique, et se termine avec le vote de censure contre McCarthy en 1954. Pour en savoir plus sur cette période, voir Florin Aftalion, *Alerte rouge sur l'Amérique : Retour sur le maccarthysme*, Paris, Éditions Jean-Claude Lattès, 2006 ; Andrew Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda, 1945-53: The Information Research Department*, Londres, Routledge, 2004.

⁷³ Voir John K. Fairbank, *China-bound*, New York, Harper & Row, 1982; Lewis McCarroll Purifoy, *Harry Truman's China Policy, McCarthyism and the Diplomacy of Hysteria, 1947-1951*, New York, New Viewpoints, 1976; Robert P. Newman, *Owen Lattimore and the "Loss" of China*, Berkeley, University of California Press, 1992.

⁷⁴ Anthony Kubek, *How the Far East Was Lost. American Policy and the Creation of Communist China, 1941-1949*, Londres, Intercontext Publishers, 1971.

investigations répétées⁷⁵ ». Par conséquent, la principale institution de recherche sur l'Asie, l'Institute of Pacific Relations, a été mise en difficulté. La communauté sinologique américaine, selon le politologue Yves Viltard, « sortit profondément divisée de cette épreuve et sentit peser sur elle la surveillance sourcilleuse de l'influent 'lobby chinois' pro-taiwanais⁷⁶ ». La Sous-commission sur la Sécurité intérieure du Sénat, dirigée par le démocrate conservateur McCarran lance une enquête sur les activités de la communauté sinologique américaines en juillet 1951. Elle affirme dans ses conclusions : « Sans les machinations d'un petit groupe qui contrôlait l'IPR [Institute of Pacific Relations], la Chine serait libre.⁷⁷ » Les sinologues, dont le futur professeur de la University of British-Columbia (UBC) William Holland, sont alors désignés par une commission du Sénat comme « les principaux instruments de la conspiration communiste qui aurait influencé la politique asiatique du Département d'État⁷⁸ ». Holland tentera, plus tard, d'intégrer Paul Lin au corps professoral de la UBC.

Avant 1970, le gouvernement canadien éprouve de la difficulté à adopter une politique cohérente à l'égard de la Chine populaire. Pendant plus de deux décennies, les gouvernements successifs, libéraux et progressistes-conservateurs, sont confrontés à l'embargo politique et économique imposé à la Chine par les États-Unis. La grande majorité des politiciens canadiens semblent partager la position anticommuniste de leurs homologues de Washington. Toutefois, bien que prédisposé idéologiquement à soutenir la politique américaine à l'égard de la Chine, le gouvernement progressiste-conservateur de John Diefenbaker choisit d'élargir les relations commerciales du pays

⁷⁵ Yves Viltard, « Le cas McCarthy. Une construction politique et savante », *Cultures & Conflits*, n° 43, automne 2001, p. 14. En ligne depuis février 2003 : <https://journals.openedition.org/conflits/858#ftn26>.

⁷⁶ Yves Viltard, « Naissance de la Chine contemporaine aux États-Unis. L'archéologie d'un énoncé sinologique américain », *Perspectives chinoises*, n° 54, 1999, p. 68. Pour en savoir plus sur le « China lobby », voir Ross Y. Kōen, *The China Lobby in American Politics*, New York, Harper & Row, 1974; Standley D. Bachrack, *The Committee of One Million: China Lobby Politics, 1953-1971*, New York, Columbia University Press, 1976.

⁷⁷ John N. Thomas, *The Institute of Pacific Relations, Asian Scholars and American Politics*, Seattle, University of Washington Press, 1974, cité et traduit par Yves Viltard, « Le cas McCarthy... », *op. cit.*

⁷⁸ Yves Viltard, « Le cas McCarthy... », *op. cit.*, p. 14.

avec la Chine en sollicitant des commandes chinoises pour des quantités importantes de blé canadien. Ainsi, les historiens Greg Donaghy et Michael D. Stevenson démontrent comment « a narrowly defined national interest easily trumped the ideological pressures of western unity⁷⁹ ». Le gouvernement de Diefenbaker résiste tout de même aux appels à normaliser des relations diplomatiques avec la Chine communiste. Le Premier ministre John Diefenbaker se préoccupe de l'intérêt de l'État canadien, en secondarisant l'aspect idéologique dans les relations sino-canadiennes. Quelques années plus tard, alors qu'il sera le chef de l'opposition, John Diefenbaker s'opposera fermement au projet du premier ministre Pierre Trudeau de reconnaître le régime communiste chinois. Parallèlement, des experts comme Paul Lin seront suspectés d'avoir participé au processus des négociations en vue de normaliser les relations sino-canadiennes. Dans le contexte international des années 1960, parler de la Chine populaire peut facilement déborder le cadre académique...

2.3.2.1 Lin et la constitution d'un réseau universitaire

Paul Lin contribue également à l'avancement des connaissances sur la Chine dans le milieu universitaire montréalais par ses liens professionnels et personnels avec des chercheurs internationaux, ce qui lui permet d'inviter plusieurs spécialistes en études chinoises à donner des conférences à McGill sur leurs sujets de recherche. Les présentations sont souvent suivies de discussions, auxquelles participent aussi les personnes ayant voyagé ou vécu en Chine. Par exemple, Ezra Vogel, directeur associé du Research Center on East Asia de l'Université Harvard donne, le 7 février 1969, une conférence intitulée « East Asian Studies in a Changing World ». Le 10 février, Franz Schurmann, professeur du Center for Chinese Studies de l'Université de Californie à

⁷⁹ Greg Donaghy et Michael D. Stevenson, « The Limits of Alliance: Cold War Solidarity and Canadian Wheat Exports to China, 1950-1963 », *Agricultural History*, vol. 83, n° 1, hiver 2009, p. 29, cite par Kyle Holomego, *Canada's Policy towards Communist China, 1949-1971*, mémoire de maîtrise (histoire), Lakehead University, 2012, p. 12

Berkeley, prononce une conférence intitulée « Disintegration and Reintegration of Values in China and North America⁸⁰ ». Au cours de l'année 1968, six spécialistes en études est-asiatiques, Américains⁸¹ et Français (Jean Chesneaux⁸²) ont donné des conférences et séminaires sous les auspices de CEAS⁸³.

Plusieurs professeurs sont sollicités afin de partager leurs points de vue sur la Chine communiste. Paul Lin lui-même prononce une conférence dans le cadre d'un panel « Asie d'aujourd'hui⁸⁴ » ; Wilder Penfield quant à lui préside un panel « Asie d'hier ». Ce dernier consiste en une discussion sur les causes du processus révolutionnaire en Asie, l'émergence d'une nouvelle classe moyenne dans les pays asiatiques, la question du traité de non-prolifération des armes nucléaires considéré comme la confirmation d'un monde bipolaire, ainsi que les révoltes dans le Tiers-monde. Un panel sur l'avenir de l'Asie est présidé par Samuel Noumoff, marxiste, professeur assistant de science politique et secrétaire du comité d'études est-asiatiques. Le panel doit débattre des problèmes de l'identité dans les pays asiatiques, des problèmes issus de la rupture avec leurs modèles traditionnels. Y sont également discutées les questions de l'industrialisation et de l'émergence de grandes puissances industrielles en Asie.

A l'invitation de l'Université McGill, Han Suyin arrive à Montréal en 1968 en tant que « Beatty Lecturer⁸⁵ ». Connue également sous le nom de Rosalie Élisabeth Comber,

⁸⁰ Lettre de Paul Lin à ses collègues du CEAS, 4 février 1969. Lin Papers, boîte 13A, dossier « 1960's, PL correspondences ».

⁸¹ En plus d'Ezra Vogel et Franz Schurmann, il y avait aussi Stuart Schram. Spécialiste en études de la politique chinoise moderne, il est surtout connu pour ses travaux sur la pensée et la vie de Mao Zedong.

⁸² Jean Chesneaux (1922-2007), historien spécialiste de la Chine et du Viêtnam. Dans les années 1960, il a publié *Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927* (1962), *Introduction aux études d'histoire contemporaine de Chine, 1899-1949* (1964), etc. Sous la direction de Chesneaux et de Marianne Bastid, le premier volume d'*Histoire de la Chine* a paru en 1969, intitulé *Des guerres de l'opium à la guerre franco-chinoise, 1840-1855*.

⁸³ Paul Lin, « Evaluation of the current program », p. 4. Lin Papers, boîte 13A, dossier « McGill students' evaluation on Professor Paul Lin's teaching ».

⁸⁴ Plusieurs sujets ont été regroupés autour du thème « l'émergence des modèles ».

⁸⁵ Depuis 1952, la série de conférences commémoratives Beatty amène certains des plus grands penseurs du monde à participer à des débats publics. Les présentateurs sont invités à passer du temps à rencontrer et à échanger des idées avec des professeurs et des étudiants dans des environnements plus « restreints » [<https://www.mcgill.ca/beatty/>].

Han est née en 1917 dans la province du Henan (Chine), d'un père chinois et d'une mère belge. Écrivant en anglais, en français et en chinois, elle est l'auteure de romans, de récits autobiographiques, d'essais sociopolitiques et d'études historiques sur la Chine. Favorable au maoïsme, mais sans adhérer au Parti communiste chinois, elle soutient ouvertement le Grand bond en avant et la Révolution culturelle. Elle est ainsi qualifiée par certains intellectuels occidentaux de porte-parole officieux de la Chine populaire. Les conférences font du bruit dans les médias montréalais. Solange Chalvin réalise un reportage consacré à ce sujet :

Engagée politiquement, criant haut « Vive la Chine de Mao » Han Suyin n'en dédaigne pas pour autant certains luxes attachés à l'Occident – ne serait-ce que ce vison ou ces adorables robes de pure soie qui sont différentes à chaque apparition publique de « docteur Han ». « Je ne suis pas intellectuelle prétend Han Suyin, qui écrit dans sa petite maison de Malaisie où elle a encore une clinique de consultation médicale, quand elle ne parcourt pas le monde donnant conférences sur conférences, tentant de faire la synthèse entre l'Orient et l'Occident. »⁸⁶

En ce qui concerne la Révolution culturelle, Han affirme que cet événement ne s'accomplissait pas « sans violence, sans brimade, sans effusion de sang ». Cela dit, les effets positifs semblent plus importants, souligne-t-elle. Les étudiants chinois « ont appris plus dans les champs, dans les usines, dans les administrations, qu'ils ne l'auraient fait à l'université⁸⁷ ». Han Suyin rappelle d'ailleurs à ses auditeurs la nécessité de saisir la particularité de la société chinoise pour mieux appréhender ce qui se passe au pays. Cette réflexion de Han Suyin rejoint celle du journaliste K.S. Karol⁸⁸, qui décrit l'originalité du modèle chinois, et la différence énorme qui existe entre celui-ci et le modèle russe. Karol et Han représentent un courant de pensée en développement

⁸⁶ Solange Chalvin, « Avec Han Suyin entre Mao et le vison. Un entretien vérité », *Le Devoir*, 26 octobre 1968, p. 11.

⁸⁷ *Ibid.* « Pour elle, il n'y a pas de doute, chaque pays devra passer par la révolution culturelle mais celle-ci ne s'accomplira pas nécessairement sur le modèle chinois », rapporte le journaliste *du Devoir*.

⁸⁸ K.S. Karol (1924-2014), journaliste français d'origine polonaise, spécialiste en études des régimes communistes dans les pays de l'Est. Son livre *La Chine de Mao, l'autre communisme* est publié aux Éditions Robert Laffon en 1966. L'analyse proposée dans cet ouvrage s'appuie principalement sur des enquêtes effectuées dans divers milieux (communes populaires, usines, etc.) durant un séjour de quatre mois sur le territoire chinois. K.S. Karol, *La Chine de Mao, l'autre communisme*, Paris, Laffon, 1966.

selon lequel la société chinoise fonctionne différemment des sociétés occidentales ou des sociétés communistes soviétiques et selon des principes qui n'ont pratiquement jamais été appliqués ailleurs. Aux États-Unis, ce courant de pensée est représenté par les sinologues comme John Fairbank. À la différence des spécialistes des sciences sociales, met en évidence le poids du passé qui donne une originalité à la réalité chinoise⁸⁹. Selon Fairbank, si une discontinuité existait du fait de la dissolution de l'ordre ancien à la suite de la confrontation directe avec l'Occident, la continuité l'emporte dans la mesure où la réponse à cette intrusion était nettement différente, du fait de la capacité des Chinois à créer leur propre culture⁹⁰. Han Suyin, K.S. Karol, John Fairbank et Paul Lin font partie d'un groupe de défenseurs de la continuité chinoise, qui se trouve à l'opposition de la thèse de la discontinuité introduite par la radicale nouveauté de l'arrivée au pouvoir des communistes.

Le discours de Han Suyin est bien reçu par les étudiants de McGill. Dans un reportage paru dans *McGill Reporter*, Tom Perlmutter, étudiant de quatrième année en histoire affirme :

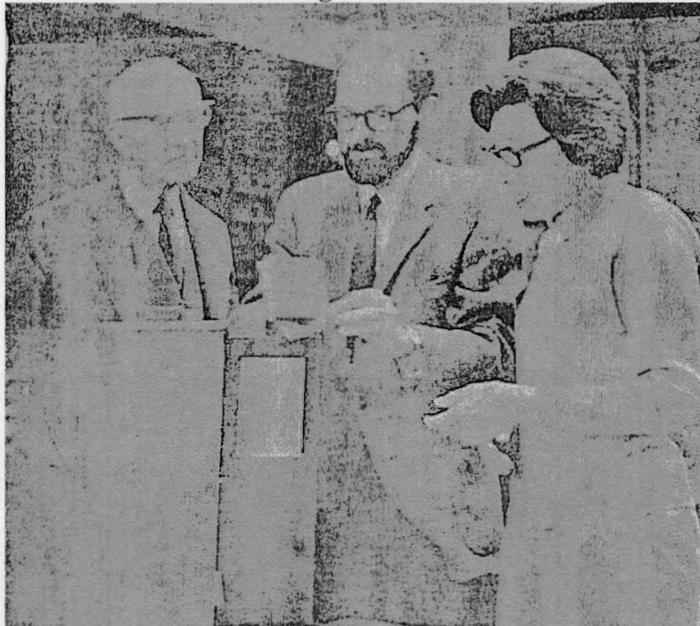
The 1968 Beatty lectures have proved a shock – distasteful to some, unsettling to others. Delivered by Dr. Han Suyin, a well-known novelist, she began with a brisk and cutting attack on Western society and on the framework of analysis used by Western scholars. It is here that the importance of her lectures lies, not so much for their scholarliness, but because they have moved us out of our intellectual rut. She is a populizer and polemicist for the New Democracy in the same way that Voltaire was for the Enlightenment. And because she uses Marxist-Maoist terminology there is an immediate outcry that what she says is not valid. This is nonsense. Much of her lectures are too much dictated by emotionalism (which in itself is not a bad thing), but it tends to distort her presentation. The rational, objective scientist of the West is a Myth; it is good that this myth be destroyed for it is just an obstacle in our own development.

⁸⁹ Yves Viltard, « Les paradigmes à l'épreuve de l'air du temps : quand le discours des sciences sociales sur l'exception chinoise légitimait la révolution », *Revue Française de Science Politique*, octobre 1995, vol. 45, no 5, p. 833.

⁹⁰ John K. Fairbank, *The United States and China*, Cambridge, Harvard University Press, 1979 (4^e éd.), p. 469.

Perhaps what she is doing is more basic for the learning process at this point than any scholarly thesis⁹¹.

Figure 2.3



« Dr Suyin's latest book *Birdless Summer*⁹² »

Les conférences prononcées par Han Suyin dans le cadre des « Beatty lectures 1968⁹³ » font preuve, affirme Perlmutter, de « her great desire to make us understand what is happening in the world from a Chinese and revolutionary point of view ».

The presentation of Dr. Han is part of her attempt to shed some light on the fables that have sprung up about China and to clarify her role; a role that springs from totally non-Western presumptions – those of the third world nations. Her terminology – vanguards, historic roles, imperialist domination – while sounding strange to many of the audience must not be seen as mad, unintellectual raving, but in the context of her critical view of our world. Imperialism is a fact for a Chinese, not an emotion. The Opium Wars and near dismemberment of China are actual happenings, not textbook illustrations. If

⁹¹ Tom Perlmutter, « Beatty Lecturer: Dr. Han Suyin Delivers Shock Treatments », *McGill Reporter*, 18 novembre 1968.

⁹² Photo prise par Brian M. Smith et apparue dans *McGill Reporter*, 18 novembre 1968. Sur la photo, Han Suyin est avec Dr Wilder Penfield et Professeur Donald G. Bates.

⁹³ Les trois conférences que Han Suyin donne au Sir Arthur Currie Memorial Gymnasium (Université McGill) ont attiré environ 9 000 auditeurs.

one keeps in mind that her language is just as precise as ours when we use the word liberty, democracy and national defense, then Dr. Han's lectures can be understood as sincere attempts to depict a mad world and to remove some of the mud heaped on China in the past twenty-five years⁹⁴.

La particularité de la société chinoise se trouve également au centre des intérêts de Paul Lin, « a strong advocate of studying China in terms of the history and aspirations of its people ». Dans ses cours sur l'histoire de Chine à long terme, il tente de montrer dans quelle mesure les traditions révolutionnaires ont contribué à la particularité de la voie chinoise vers l'indépendance nationale, le socialisme et la modernité.

Le regard historique que Lin porte sur sa trajectoire personnelle et toutes les convulsions que la Chine a traversées dans les années 1960, a un impact crucial sur la compréhension de ses étudiants de l'histoire moderne et contemporaine du pays. Paul Brennan se rappelle :

Paul's background as an historian was critical to our understanding why China was going through so many convulsions, convulsions that had even forced him to leave the country in the early 1960s. I remember him saying, "the weight of 2,000 years of well-maintained tradition combined with the brutal awakening by the violent incursion of most of the Western powers who carved China up, had unleashed powerful popular resentment and forces that would be difficult to quell and would take a long time to play out." He reminded us that moving from a consolidated, bureaucratic, feudal system to a more modern, socialist society was not going to happen smoothly or be without regular setbacks⁹⁵.

2.3.2.2 L'influence de Paul Lin sur ses étudiants

Lin désire remettre en question l'interprétation occidentale de l'histoire moderne et contemporaine de la Chine, et son interprétation témoigne d'une empathie envers le peuple chinois qui s'est libéré des dominations occidentales. Cette interprétation,

⁹⁴ Tom Perlmutter, « Beatty Lecturer: Dr. Han Suyin Delivers Shock Treatments », *McGill Reporter*, 18 novembre 1968.

⁹⁵ Paul Brennan, « Paul Lin's Influence on a generation », dans Paul Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm. A Life Between East and West*, op. cit., p. 290.

également partagée par son collègue Samuel Noumoff, a une influence marquante sur les étudiants du CEAS. Pour « beaucoup » d'étudiants qui ont étudié à McGill dans les années 1960 et 1970, selon l'ancien étudiant James Putzel, Noumoff et Lin les avaient « initiés à l'histoire de la révolution chinoise⁹⁶ ». « Sam », tel qu'il était appelé par ses collègues et ses étudiants, avait « a profound understanding of modern Chinese politics and the social and economic transformation unleashed by the Chinese Communist Party that has proven to be one of the most extraordinary experiences of late development the world has ever seen ».

Lin contribue non seulement à développer des savoirs sur la Chine et à former ses étudiants en études chinoises, mais aussi à offrir des opportunités de séjour ou de voyage d'études à ses étudiants, dont plusieurs francophones. Ces derniers acquièrent, à travers leurs études au CEAS et leurs séjours en Chine, des connaissances leur permettant d'être considérés comme personnes ressources et spécialistes de la Chine. Ils seront en effet sollicités par divers groupes québécois intéressés par la Chine pour présenter leur appréhension de la réalité chinoise. Paul Brennan se rappelle son parcours ainsi que l'influence de Paul Lin :

⁹⁶ James Putzel, « The passing of an era: Sam Noumoff dies at 79 », *McGill Reporter*, 1 décembre 2014 [<https://reporter.mcgill.ca/sam-noumoff-1935-2014/>]. James Putzel, professeur à London School of Economic et ancien assistant d'enseignement de Samuel Noumoff, se souvient de celui-ci dans les termes suivants : « For many generations of students who studied politics at McGill University, Sam Noumoff was an iconic figure. [...] Aside from offering a radical perspective on the comparative politics of East Asia, over the years Sam introduced thousands of students to Marxist political theory and even offered a course, on which I was briefly his teaching assistant, called Comparative Revolution. [...] Sam came to McGill from the United States in 1967 as a young firebrand deeply involved in the movement against the Vietnam War. [...] For many of us who studied at McGill in the 1970s Sam, along with his colleague and friend Paul Lin, introduced us to the history of the Chinese revolution. [...] He was deeply philosophical but by no means naive about the Party's efforts to lead the country forward into the 21st Century. Sam saw the incremental moves towards developing a more democratic China on its own terms over the past couple of decades as part of a long historical process, which would be driven by the Chinese people's own efforts to build their future. [...] But I will always remember Sam foremost as a teacher. In those early days when I was a young rebel opposing the Vietnam War and smitten by the counter-culture of the early 1970s, I can remember Sam drawing spirals on the blackboard in an attempt to get us to understand dialectics and how processes of incremental change can lead to qualitative leaps. He introduced me to the works of scientific socialism and he was aghast when, inspired by the Chinese revolution, I told him I was leaving university without finishing my degree to go out and live what we were studying. »

In 1970 I was taking an East Asian history course at Loyola College (now Concordia) in west-end Montreal, when a young faculty member told me about a new professor at McGill University who had lived through the recent, turbulent transformations in China and who was teaching in an informed and inspiring way. His name was Paul Lin. With that encouragement I signed on for one of Paul Lin's courses on modern Chinese history, and my life changed direction⁹⁷.

« Listening to Paul lecture about China in McGill in 1971, to packed classrooms full of attentive students, was a mixture of history lesson, personal témoignage, and inspirational speaker session », témoigne Paul Brennan. Il rappelle que la Chine était très peu connue en Occident à cette époque et qu'elle était peinte de façon soit « diabolically black » soit « idealistically white ». Pour un groupe de « young idealists looking for something to believe in and fight for », ajoute-t-il, « the attraction [of China] was great ». Le talent de Lin en tant qu'enseignant consistait à répondre « to that growing interest with a mixture of essential historical context and personal interpretation on the relevance of the past to the present realities of a rapidly changing China ». « Abstract notions of dialectics were linked to the Taoist yin-yang analysis of the world and illustrated by the ebb and flow of political movements and counter-movements in China at the time », poursuit-il, affirmant que « Paul opened China's heavy, imperial-like doors to his students, inspiring many of us to continue studying the language and history of that great civilization in transition⁹⁸ ».

Après son baccalauréat, Paul Brennan suit une maîtrise en études de l'Asie de l'Est à McGill sous la direction de Paul Lin. Devenu l'un des assistants d'enseignement de ce dernier, Brennan a « the privilege to watch and learn from Paul at close range », se préparant à assurer des cours sur la Chine lors de l'absence de Lin due à ses voyages. « He was a natural-born teacher and I learned a lot from him about the art of teaching and inspiring students », se rappelle Brennan. Il ajoute : « I would later initiate the teaching of East Asian history at l'Université du Québec à Montréal and at Collège de

⁹⁷ Paul Brennan, « Paul Lin's Influence on a generation », *op. cit.*, p. 288.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 288-289.

Rosemont, and can trace my high evaluations as a teacher to the lessons I learned by observing Paul in the early seventies. »

Le désir grandissant d'aller en Chine a amené Brennan à organiser, avec Neil Burton, un autre étudiant de maîtrise de Paul Lin, le premier voyage en Chine des étudiants canadiens depuis le début de la Révolution culturelle. Brennan et Burton sont encouragés et soutenus par Paul Lin, qui maintient des contacts avec plusieurs Chinois qui occupent des postes importants dans le gouvernement et aussi dans d'autres secteurs, ainsi qu'avec les chercheurs d'autres départements d'études de l'Asie de l'Est à travers le Canada. À travers ces liens, trente étudiants canadiens ont l'occasion de faire un voyage d'études en Chine. Le ministère des Affaires étrangères du Canada et le secrétaire d'État y consacrent des fonds permettant de réduire les coûts individuels, avec Paul Lin comme expert.

En 1972, ce groupe de trente étudiants canadiens passe un mois en Chine. « It was another world entirely and a transformative experience, as Paul had predicted », dit Brennan. « For most of us it was our first encounter with China, with Asian culture, with stark poverty, with the challenges of rural areas emerging from feudalism, with a political structure and movements and counter-movements in China at the time », conclut Brennan.

Après la signature des accords de reconnaissance diplomatique mutuelle, le Premier ministre chinois Zhou Enlai et son homologue canadien Pierre Trudeau conviennent de lancer un programme d'échange d'étudiants qui permet aux étudiants des deux pays d'en apprendre davantage sur l'autre, et éventuellement de « jouer un rôle clé qui facilitera les relations sino-canadiennes⁹⁹ ». C'est durant leur voyage en Chine que Brennan et Burton sont informés qu'ils peuvent postuler à ce nouveau programme de bourses. Le délai étant seulement d'un mois, ils doivent décider rapidement de soumettre leur candidature. Une vingtaine d'étudiants canadiens, dont cinq

⁹⁹ Paul Brennan, « Paul Lin's Influence on a generation », *op. cit.*, p. 290.

recommandés par McGill, auront la possibilité de participer à ce programme de deux ans. Il s'agit, selon Paul Brennan, qui sera sélectionné avec Burton pour un second voyage en Chine, d'un signe du rôle joué par Paul Lin dans la négociation des échanges.

The few of us who did apply from China to Canada via Paul were selected for the first student scholarships. I still remember arriving at the Dorval airport upon our return from the study tour. My parents were crying for joy that I had survived a month in Communist China and was back in Montreal alive. They did not yet know that I had applied to go back for two years. Then Paul came up and, in front of them, enthusiastically congratulated me on being selected to return to China to study, the very next month! My parents and the rest of the family were dumbfounded. Paul realized that I had not yet told them the news and began to apologize profusely. It was a great moment, mixed with excitement, adventure, apprehension, and, yes, fear. Yet Paul was able to reassure my parents that I would be very well taken care of and that he would make sure of it¹⁰⁰.

Les cinq étudiants de l'Université McGill, dont Paul Brennan et Neil Burton, ainsi que quinze autres étudiants canadiens partent pour la RPC en novembre 1973 pour leur formation de deux années. La première année est consacrée à l'étude de la langue à l'Institut des langues de Pékin, alors que la deuxième année consiste en des études dans plusieurs disciplines à l'Université de Pékin. Brennan choisit l'histoire moderne et rédige son mémoire de maîtrise, en chinois, sur la grève historique des cheminots de 1923. Dans le cadre de sa recherche, il interviewe cinq cheminots retraités qui ont activement participé à ladite grève. « It was oral history at its most fascinating, based on the lessons I had learned from Paul », déclare Brennan. À son retour au Canada en 1975, ce dernier commence à enseigner l'histoire moderne de la Chine dans des universités montréalaises, et d'abord en à l'Université du Québec à Montréal. Il consacre également de l'énergie au travail d'amitié avec la Chine, d'abord au sein de la Société Canada-Chine et plus tard, de la Fédération des associations d'amitié Canada-Chine. Il travaille d'ailleurs comme interprète anglais-français-chinois pour Hydro-Québec ainsi que divers autres secteurs gouvernementaux.

¹⁰⁰ *Ibid.*

Pour Samuel Noumoff, « Paul Lin was a complex person, a dedicated and articulate spokesperson for a China re-appropriating its dignity after a century of humiliation at the hands of Imperialism, a profound humanist within the Marxist tradition, and a person who continuously sought a bridge between his dual heritage as a Canadian of Chinese origin. » Noumoff est d'avis que l'engagement ouvert de Lin à « a voice of empathy for Chinese society placed him in the sights of the ultra-right within Canada ¹⁰¹ ». Brennan affirme aussi que ceux qui ont considéré Lin comme propagandiste « pour la Chine et pour le socialisme » n'ont pas pris le temps de comprendre ce qu'il avait à dire. Il est vrai que Lin, « enthousiasmé par la révolution nécessaire en Chine », a encouragé les étudiants à comprendre le pays à travers des études et des visites, comme il l'avait fait dans ses premières années. Ses cours n'ont pourtant jamais manqué de placer les changements « dans leur contexte historique spécifique ». Brennan souligne que certains étudiants du CEAS sont devenus « overly enthusiastic and unilateral » à propos de la réalisation des Chinois et ne se sont pas aperçus des courants d'excès et de répression qui étaient également présents, ce qui n'était pourtant pas « attribuable à Paul [Lin] so much, but more to the lessons we did not learn well from Paul¹⁰² ».

¹⁰¹ Sam Noumoff, « Reviews of *In the Eye of the China Storm. A Life Between East & West* », *Labour Capital and Society*, vol. 44, n° 1, 2011, p. 208. Noumoff se rappelle sa première rencontre avec Lin : « I first encountered Paul and Eileen Lin outside the Stephen Leacock Building looking deeply sad. They had just returned from the cemetery on the anniversary of their son Christopher's death. He died in a car crash in the U.S. just south of the Canadian border while driving back to the University of British Columbia where he was a student. To this day a cloud of uncertainty hangs over his death as the U.S. investigating authorities failed to provide a forensic report. Six months earlier a journalist of Chinese origin, sympathetic to the Chinese government, had been murdered in the San Francisco area with a strong but unproven suspicion it was a hit arranged by the government of Chiang Kai-shek. It was not unusual for right wing governments in Asia to warn someone who they considered an adversary by victimizing a family member or close friend, rarely going after the person individually unless they consider the warning was not heeded. [...] I recall having gone with Paul to the RCMP [Royal Canadian Mounted Police] Headquarters in Montréal to retrieve a stereo cabinet which they claimed had entered Canada without payment of duty. It was reasonably clear at the time that the cabinet had been examined for "secret" transmission equipment and likely planted with a listening device. »

¹⁰² Brennan, « Paul Lin's Influence on a generation », dans *In the Eye of the China Storm...*, p. 290.

Alors que les tensions de la guerre froide s'intensifient et que l'avenir de la Chine, au moment de la Révolution culturelle, devient de plus en plus opaque, la conviction de Lin que « only objective and empathetic dialogues, not confrontational shouting that ignored the dynamics of historical change, could affect the understanding¹⁰³ » doit être reconnue selon Eileen Lin, l'épouse de Paul Lin.

Avec la fondation du CEAS et du DEALL en 1968, l'Université McGill est devenue l'institution qui possède le seul centre de langues de l'Asie desservant le Québec et les provinces de l'Atlantique¹⁰⁴. Néanmoins, malgré les efforts déployés par les professeurs associés à ces deux structures, l'avancement de la recherche sur l'Asie de l'Est et de l'enseignement des langues est-asiatiques a connu des difficultés, en particulier financières. Dans une lettre adressée à Chester Ronning le 4 octobre 1968, Paul Lin affirme : « The problem as we anticipated, is one of funding the development of the program, and we have not yet got over the barrier¹⁰⁵. » En 1971, pour des motifs budgétaires, McGill met fin à ses cours de chinois et de « congédier le professeur qui les dispensait¹⁰⁶ ». Une des rares subventions reçues est l'Izaak Walton Killam Memorial Award (1969, 20,841 \$), accordée à un projet de recherche proposé par Paul Lin, qui porte sur le changement social et institutionnel en Chine¹⁰⁷.

En somme, Paul Lin est arrivé à Montréal à une époque où, tel que l'affirme David L. Johnson, principal et vice-chancelier de l'Université McGill, la Chine populaire « was virtually a complete mystery in the West, a mystery in which there was a great deal of

¹⁰³ Paul Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm...*, *op. cit.*, p. 118.

¹⁰⁴ Tom Perlmutter, « Beatty Lecturer... », *op. cit.*, p. 4.

¹⁰⁵ Lettre de Paul Lin à Chester Ronning, 4 octobre 1968. Lin Papers, boîte 16A, dossier « 1960's PL writing and correspondence ».

¹⁰⁶ *Lettre au Devoir*, « L'enseignement du chinois », *Le Devoir*, 1 février 1971, p. 4. Il s'agit d'une lettre de la part d'un lecteur du journal, laquelle se lit comme suit : « Québec est en train d'établir ses propres échanges culturels avec beaucoup de pays. Le tour de la Chine viendra éventuellement. Mais où les jeunes Québécois peuvent-ils apprendre le chinois ? À la fin de cette année scolaire, il n'y aura plus une seule université qui donnera des cours avancés en chinois dans notre province. [...] Je pense qu'il faut s'opposer à une telle décision à courte vue. Ernest Shapiro. ».

¹⁰⁷ « Six Quebec projects aided », *Montreal Star*, 19 juillet 1969.

interest on the part of the student body¹⁰⁸ ». La contribution de Paul Lin se réalise à trois niveaux. Tout d'abord, ses contacts avec les hommes d'État chinois, canadiens et américains favorisent le processus de négociations en vue de rétablir des relations diplomatiques sino-canadiennes. Après la reconnaissance, Lin continue à jouer le rôle d'intermédiaire dans les relations officielles, notamment dans le domaine de l'éducation. Ses efforts permettent à McGill de maintenir son statut privilégié sur le plan des échanges d'étudiants avec les universités chinoises. La deuxième contribution de Lin consiste à marquer fortement ses étudiants dans leur appréhension de la réalité chinoise. Plusieurs étudiants francophones deviendront, dans les années 1970, des personnes ressources pour les groupes populaires ou politiques québécois manifestant un vif intérêt envers la société chinoise. Enfin, Lin contribue à l'avancement du développement des connaissances sur la Chine au Québec. A son invitation, plusieurs spécialistes en études chinoises américains, britanniques, français et chinois se rendent à Montréal. La visite de Han Suyin en 1968 a une forte résonance dans les médias, incitant des controverses autour des événements qui se passent en Chine. Par l'intermédiaire de Lin, Han Suyin est invitée par plusieurs universitaires de l'Université Laval à donner des conférences en français.

Il nous semble nécessaire de souligner la complexité du rôle que Paul Lin a joué dans les relations sino-canadiennes et sino-québécoises. Bien qu'actif surtout dans le milieu universitaire, il maintient tout au long de sa carrière des liens étroits avec des hommes d'État chinois, américains et canadiens. Ces derniers l'ont sollicité pour son expertise dans le domaine d'études chinoises, pour ses contacts personnels avec les hommes d'État et la société civile, ainsi que pour une réelle crédibilité dont il bénéficie au sein des communautés chinoises au Canada et aux États-Unis. Ainsi, il semble inopportun de considérer Lin comme un simple acteur autonome comme nous l'avons défini précédemment. Toutefois, il n'a reçu aucune « mission secrète » de la part du

¹⁰⁸ « Principal's Speech. PTKL's Farewell », 7 décembre 1981, p. 1-3. Lin Papers, boîte 13B, dossier « Principal Johnson's Farewell speech of Tributes », 7 décembre, 1981.

gouvernement chinois ou canadien, comme certains l'ont accusé. Il ne s'est d'ailleurs jamais présenté comme le porte-parole ni de la Chine ni du Canada.

2.3.3. La RPC et l'université franco-québécoise

En milieu francophone, la première démarche en vue de développer un savoir scientifique sur la Chine est initiée en 1968 par Robert Garry (professeur de géographie, Université de Montréal), Gilles Lalande (professeur de science politique, Université de Montréal), Martin Lewis (professeur d'histoire, Université Sir George William's), Basile Spiridonakis (fondateur du département d'histoire de l'Université de Sherbrooke) ainsi que plusieurs professeurs à l'Université Laval : Paul Painchaud et Gérard Friters (professeurs de science politique), Fernand Grenier (doyen de la Faculté des Lettres), André Lux (professeur de sociologie) et Philippe Sylvain (directeur du département d'histoire). Le 11 juin 1968, Paul Lin est approché par un « groupe réuni par Professeur Paul Painchaud de [l'Université] Laval (temporairement appelé *Comité québécois des études chinoises*)¹⁰⁹ ». À la suite d'une première rencontre, Lin informe Michael Oliver, président du Comité Beatty Lecture, des mesures prises par le groupe en vue de développer des connaissances sur la Chine dans le milieu universitaire francophone du Québec. Lin rapporte que l'une de ces mesures consiste à « mettre de l'avant les plans d'action visant à inviter Dr Han Suyin à parler en français lors d'une grande réunion au cours de son séjour à Montréal en octobre ».

Un Comité québécois pour l'avancement des études sur la Chine et les autres pays d'Asie est mis sur pied le 5 octobre 1968. Les buts du Comité consistent à « promouvoir auprès du public un plus grand intérêt d'abord pour la Chine et ensuite pour les autres

¹⁰⁹ Lettre de Paul Lin à Michael Oliver, président du Comité Beatty Lecture, 12 juin 1968. Lin Papers, boîte 11B, dossier « 1968, Dr. Han Suyin delivered the Beatty Lectures at the McGill University ».

pays de l'Asie, et ce par tous les moyens d'information disponibles », à « encourager l'enseignement sur la Chine et les autres pays d'Asie dans les écoles secondaires, les collèges d'enseignement général et professionnel, les universités et institutions d'éducation permanente » ainsi qu'à favoriser « les échanges culturels entre le Québec et les pays d'Asie ». Paul Lin et Samuel Noumoff sont élus respectivement premier vice-président et secrétaire-trésorier du Comité. En avril 1969, le Comité lance une enquête au Québec, au niveau des écoles secondaires, des cégeps et des universités, sur le développement des connaissances sur la Chine¹¹⁰.

Une réunion du Comité se tient en septembre 1969, à l'occasion du Congrès de relations internationales de Québec dont le thème porte sur « La Chine, en Asie et dans le monde ». Il s'agit du premier congrès annuel qui est organisé par le Secrétariat général pour le Québec de l'Institut canadien des affaires internationales (ICAI)¹¹¹, en collaboration avec le Centre d'études de politique étrangère de Paris. Plusieurs spécialistes québécois et français y présentent leurs travaux. Parmi ceux-ci figurent les noms de Jacques Guillermaz, directeur du Centre de documentation sur la Chine contemporaine à l'École pratique des hautes études de Paris¹¹² ; de Pierre Genevey, administrateur du Centre d'études de politique étrangère de Paris ; de Paul-Marie de La Gorce, directeur de cabinet du Secrétaire d'État auprès du Premier ministre français ; de Robert Garry et de Gilles Lalonde, respectivement professeurs de géographie et de science politique à l'Université de Montréal ; d'Albert Legault, professeur de science

¹¹⁰ « Centre for East Asian Studies. McGill University. Report of the Director for the Academic Year 1968-1969 », 12 mai 1969, p. 4. Lin Papers, boîte 18, dossier « 1968-1969, PL's report as Director for McGill's Centre for East Asian Studies. 1960's lecture notes for PL's various Chinese history courses ».

¹¹¹ Fondé en 1928, l'ICAI est un organisme qui a pour but d'encourager et de promouvoir la recherche, l'information et la discussion des affaires internationales, avec une attention particulière accordée au rôle du Canada dans le monde.

¹¹² Le Centre de documentation sur la Chine contemporaine est créé le 1^{er} janvier 1959. Son initiateur Jacques Guillermaz justifie la mise en place du Centre dans une note interne datée du 9 avril 1959, soulignant l'intérêt « que présente le cas chinois dans l'étude du passage des pays sous-développés au stade industriel ». Archives du Centre de recherches et de documentation sur la Chine contemporaine, EHESS, cité dans Yves Viltard, « Naissance de la Chine contemporaine aux États-Unis. L'archéologie d'un énoncé sinologique américain », *Perspectives chinoises*, n° 54, 1999, p. 61.

politique à l'Université Laval, etc. Une vingtaine de personnes qui ont manifesté leur intérêt pour les activités du Comité sont invitées, dont Jacques Lévesque, professeur de science politique à l'UQÀM¹¹³ ; Michèle Tysseyre et Daniel Gagnier, étudiants au Centre d'études est-asiatiques de l'Université McGill, et des professeurs au Cégep de plusieurs régions du Québec¹¹⁴.

Le professeur Paul Painchaud est une des personnalités les plus importantes du Comité, de l'organisation du Congrès et de la création d'*Études internationales*, la première revue québécoise de langue française qui se propose d'assurer « la circulation des idées entre les différents publics » intéressés par les enjeux internationaux contemporains¹¹⁵. Painchaud souligne à plusieurs occasions le besoin de mettre en place un programme d'études chinoises s'adressant aux étudiants francophones du Québec, et donc la nécessité d'ajuster ce programme pour qu'il puisse correspondre davantage à la culture québécoise. Une lettre adressée à Paul Lin par H.D. Woods, doyen de la Faculté des Arts et des Sciences de McGill, démontre une certaine méfiance envers l'attitude de Painchaud :

I am a little disturbed about the tone of the letter to you of April 22nd from Paul Painchaud. Perhaps I am over sensitive these days but it does appear to me that the second paragraph gets close to *a kind of intellectual national mysticism when it talks about the type of mentality and culture of Quebec to which a program of Chinese studies would have to be adjusted*. I have no serious objection to the idea of a Quebec Committee and am sure that much good could come from such a committee if it were established. However, throughout the letter I do get a disturbing sense of a Quebec international presence which I find unacceptable. I suggest that you try to work this thing out as a committee that is to serve the purpose of a number of universities who happen to be contiguous

¹¹³ Il est parmi les premiers à offrir des cours qui touchent à la Chine à l'UQÀM. Il s'agit de Sc. Pol. 403 Systèmes politiques étrangers (URSS-Chine), de Sc. Pol. 443 Politique étrangère des grandes puissances (URSS-Chine) et d'un séminaire de maîtrise intitulé « Problèmes politiques spécifiques aux États socialistes » (où plusieurs problèmes politiques chinois sont discutés).

¹¹⁴ Nicolas Vachon (cégep de Sherbrooke), Michel Cote (cégep de Chicoutimi), Clément Boulanger (chef du Département des Sciences Humaines, cégep de Rimouski), Remi Beaulieu (Rimouski), Noël Simonet (Rimouski), Maurice Laurin (Bois de Boulogne), Lucie Auger (Vieux Montréal), Henri Vieu (Jonquière), Pierrette Keel (St-Laurent), Jacques Cayouette (Granby), Michel Juneau (Jean de Brébeuf).

¹¹⁵ Paul Painchaud, « Présentation », *Études internationales*, n° 1, février 1970, p. 2.

and to have certain common interests but that *it have no intention of serving Quebec or any other political organization*¹¹⁶.

Sous les auspices du Secrétariat général pour le Québec de l'ICAI, le premier numéro de la revue *Études internationales* voit le jour en février 1970, dont le titre est « La Chine en Asie et dans le monde¹¹⁷ ». Cette revue de langue française doit refléter, comme le souligne Paul Painchaud, également directeur pour le Québec de l'ICAI, « les diverses tendances d'une opinion publique de plus en plus intéressée par les problèmes internationaux » les plus pressants. La revue doit toutefois être scientifique et politiquement neutre :

Cette revue, cependant, ne sera pas une revue d'opinion dans le sens que l'on prête habituellement à ce terme, c'est-à-dire une revue engagée. On y trouvera, certes, les points de vue les plus variés, les plus opposés, [...] Elle les accueillera toutes d'une manière égale et n'imposera à ses collaborateurs qu'une seule règle : la rigueur, le sérieux et l'esprit critique¹¹⁸.

André Dufour, directeur de la revue, partage cette opinion :

Sans apriorisme, sans parti pris, sans option politique, nous voulons que cette revue exprime ce que le Québec pense sur les problèmes internationaux qui nous confrontent, qui nous entourent et qui nous touchent. Non seulement là où nos intérêts politiques ou économiques peuvent être mis en jeu, mais encore là où des conflits, des évolutions et des attentes surgissent. Ce premier numéro consacré à la Chine en témoigne¹¹⁹.

¹¹⁶ Lettre de H.D. Woods à Paul Lin, 6 mai 1968. Section des livres rares et des collections spéciales, Bibliothèque de l'Université de Science et de Technologie de Hong Kong, Lin Papers.

¹¹⁷ Les textes sont principalement basés sur les communications qu'ont présentées les chercheurs au Congrès de 1969. Guillermez, « Les facteurs intérieurs de la politique étrangère chinoise » (p. 6-14) ; Pierre Genevey, « La rivalité et les affrontements de l'URSS et de la Chine en tant qu'états » (p. 15-20) ; Jacques Lévesque, « La rivalité sino-soviétique pour la direction idéologique et politique des pays socialistes » (p. 21-28) ; Paul-Marie de La Gorce, « Les relations entre la Chine et l'Europe Occidentale » (p. 29-36) ; Robert Garry, « Les relations de la Chine et du Japon » (p. 37-52) ; Albert Legault, « Le triangle URSS-Chine-ÉU et les perspectives d'une guerre sino-soviétique » (p. 53-60) ; William Badour (professeur de science politique, Université d'Ottawa), « La Chine et l'Asie du Sud » (p. 61-69).

¹¹⁸ Paul Painchaud, « Présentation », *Études internationales*, n° 1, février 1970, p. 2.

¹¹⁹ Le comité de rédaction du premier numéro était composé de six universitaires, qui sont les suivants : Michel Brunet (histoire, Université de Montréal), Paul-Yves Denis (géographie, Université Laval), André-P. Donneur (science politique, Université de Montréal), Gilles Lalande (science politique, Université de Montréal), André Lux (sociologie, Université Laval) et Claude Masson (économie, Université Laval).

Même si cette revue se veut être « un instrument de travail privilégié pour les universités québécoises¹²⁰ », ses collaborateurs doivent être « choisis dans tous les milieux ». Cette diversité se manifeste dans la composition du premier comité d'orientation, composé de dix personnes issues des milieux universitaire, diplomatique, médiatique et syndical : Mario Cardial (journaliste à Radio-Canada), Richard Daignault (direction de l'information, à la Confédération des syndicats nationaux – CSN), Robert Garry (professeur de géographie, Université de Montréal), Madeleine Joubert (directrice générale de l'Institut canadien d'éducation des adultes), Jean-Marc Léger (directeur de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones), Nicolas Mateesco Matte (avocat et professeur à la faculté de droit, Université de Montréal), Léon Mayrand (diplomate¹²¹), Noël Pérusse (directeur des relations publiques, à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec – FTQ), Jean Tainturier (directeur de l'information au ministère de l'Immigration du Québec, à Paris) et Maurice Sauvé (vice-président de Consolidated-Bathurst Paper Ltée).

La Chine populaire commence à susciter l'intérêt des chercheurs québécois pour trois raisons : le rôle joué par la Chine sur la scène mondiale, le désir des chercheurs québécois de construire un savoir sur l'état du monde dans un contexte de développement de l'université, et enfin, la possibilité de se servir de ces données scientifiques pour l'élaboration d'une politique extérieure propre au Québec.

La revue suit de près le processus de négociations en vue de la mise en place des relations diplomatiques avec la RPC. Dans le quatrième numéro, paru en décembre 1970, la chronique sur les relations extérieures du Canada est par exemple consacrée à la reconnaissance de la RPC. « Survenue durant l'une des phases les plus dramatiques du déroulement de l'affaire Cross-Laporte [la crise d'octobre 1970], évoque Pierre O'Neil, la reconnaissance par le Canada de la République populaire de Chine, annoncée

¹²⁰ Paul Painchaud, « Présentation », *op. cit.*, p. 2.

¹²¹ Il était en mission en l'URSS de 1945 à 1947, à titre de chef de Mission chargé d'affaires ad intérim, puis au Chili à titre d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (1951-1954) et à Cuba et en Haïti, de 1964 jusqu'à 1970.

le 13 octobre, n'a guère été mise en relief.¹²² » Il présente la réaction des créditistes, qui « s'étaient toujours opposés à la reconnaissance de la République populaire » et « le firent avec d'autant plus de vigueur, le 13 octobre, que les gouvernements de Québec et d'Ottawa étaient alors aux prises avec les problèmes suscités par les révolutionnaires du Québec¹²³ ». O'Neil cite Réal Caouette qui affirmait : « Que le gouvernement le sache bien : nous sommes contre la révolution. Nous sommes en faveur de la liberté de la personne humaine. Nous ne sauverons pas cette liberté en reconnaissant ceux qui sèment la zizanie et la révolution dans le monde.¹²⁴ »

Somme toute, le développement de l'intérêt des chercheurs francophones pour la Chine populaire témoigne d'abord d'une prise de conscience de l'importance des connaissances sur la RPC dans l'étude des relations internationales. D'ailleurs, les universitaires francophones tels que Paul Painchaud éprouvent une volonté de mettre la recherche au service du développement des relations extérieures du Québec, ce qui est interprété comme « a kind of intellectual national mysticism ». Enfin, pourquoi le Comité québécois fondé à l'Université Laval en 1968 se donne-t-il pour objectifs de « promouvoir auprès du public un plus grand intérêt d'abord pour la Chine et ensuite pour les autres pays de l'Asie » et « d'encourager l'enseignement sur la Chine et les autres pays d'Asie dans les écoles secondaires, les collèges d'enseignement général et professionnel » ? N'est-ce pas une preuve du fait que l'intérêt pour la Chine populaire chez les Francophones du Québec ne se limite pas au milieu universitaire ?

Pour ceux désireux d'en connaître plus sur la Chine, universitaires ou non, une occasion se présente en 1972 qui leur permet d'entrer en contact direct avec la Chine populaire.

¹²² Pierre O'Neil, « Les relations extérieures du Canada », *Études internationales*, n° 4, décembre 1970, p. 110. Plus loin, l'auteur avance l'idée que le peu d'intérêt pour la reconnaissance de la Chine par le Canada, peut être vu comme un « indice que la population était disposée depuis un bon moment à accepter ce geste politique si important (p. 111) ».

¹²³ *Ibid.*, p. 111.

¹²⁴ Déclaration de M. Réal Caouette à l'appel des motions ; Chambre des Communes, le 13 octobre 1970 – *Journal des débats*, document cité dans Pierre O'Neil, *Ibid.*, p. 111.

2.4. Le pavillon de la Chine communiste à l'exposition Terre des Hommes, 1972

Inaugurée en 1968 par le maire Jean Drapeau, l'exposition Terre des Hommes s'inscrit dans le prolongement de l'exposition universelle de Montréal, communément appelée Expo 67. Celle-ci ayant connu un véritable succès, la vocation du site fait l'objet de maints questionnements et débats. Des promoteurs suggèrent d'en faire un complexe immobilier luxueux tandis que d'autres proposent de transformer les îles en campus international. C'est le concept du maire Jean Drapeau qui l'emporte. Le site de l'exposition devient ainsi une exposition permanente qui, d'après Drapeau, vise à attirer « les touristes et, surtout, la jeunesse¹²⁵ ». L'exposition Terre des Hommes est inaugurée le 17 mai 1968 et se tient à tous les étés jusqu'en 1978. À l'émission *La Terre des Hommes – Que sera-t-elle ?*, le journaliste Claude-Jean Devirieux s'entretient avec Jean Drapeau qui affirme sa confiance en l'attrait de ce site renouvelé :

Les gens vont revenir comme les gens retournent voir les chutes Niagara, comme ils retournent se promener sur la rue principale, comme ils retournent se promener dans leur parc, voir les mêmes fontaines, les mêmes jardins. Ici, c'est quelque chose de nouveau. Chacun a l'impression d'être en voyage quand il est dans les Îles¹²⁶.

Le pavillon chinois à l'Expo 67 a été présenté par le gouvernement de Taïwan, auquel restait fidèle une bonne partie de la communauté chinoise de Montréal¹²⁷. Après la normalisation des relations diplomatiques entre le Canada et la RPC, celle-ci récupère

¹²⁵ « Terre des Hommes, le prolongement rêvé de l'Expo 67 », publié le 15 mai 2018. [<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1100267/terre-hommes-exposition-ile-sainte-helene-expo-67-archives>]

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Lorsque les invitations ont été lancées en novembre 1963, la République de Chine, alors à Taïwan, était le dix-septième pays à confirmer sa présence. Aucune invitation n'a été envoyée à Pékin, prétextant que seuls les pays avec lesquels le Canada avait des relations diplomatiques pouvaient y participer. Dans *Portrait de l'Expo* (Robert Fulford, trad. Massue Belleau, Montréal, Maclean-Hunter, 1968), on trouve la remarque suivante : « On a donné comme excuse officielle que le Canada ne reconnaissait pas officiellement Pékin, la Chine rouge ne pouvait être invitée par les voies diplomatiques normales. Ceci pouvait paraître curieux à ceux qui avaient remarqué que le manque de voies diplomatiques n'avait pas empêché le Canada de vendre à la Chine pour quelques centaines de millions de dollars de blé. » [Cité dans Serge Granger, « La longue marche... », *op. cit.*, p. 52.]

le pavillon chinois de l'exposition Terre des Hommes. Dès le 29 août 1971, un membre du cabinet du maire de Montréal confirme que les pourparlers ont entrepris déjà depuis plusieurs semaines avec le chargé d'affaires de l'Ambassade de la RPC à Ottawa¹²⁸. Il précise d'ailleurs qu'une entente définitive à ce sujet interviendra dans les prochaines semaines. Cette information est corroborée par un porte-parole du gouvernement du Québec qui a accepté de subventionner TDH de quelque dix millions dollars, répartis sur trois ans¹²⁹.

La participation de la RPC est finalement confirmée par Jean Drapeau le 27 avril 1972. La Chine populaire va occuper « ce que le maire a diplomatiquement appelé 'le pavillon oriental' », comme le rapporte un journaliste de *La Presse*¹³⁰. Le gouvernement chinois a l'intention de reprendre le pavillon occupé par Taiwan, dit « la Chine nationaliste » en 1967, 1968 et 1969, alors que la Ville de Montréal aurait préféré lui offrir l'ancien pavillon de l'Ontario¹³¹. « Tout indique que c'est à l'insistance de la Chine de Mao que celle-ci sera logée dans le pavillon autrefois occupé par Taiwan¹³² », affirme le journaliste. Enfin, le maire de Montréal souligne que « c'est par des voies diplomatiques que la Chine a été invitée à participer¹³³ ».

La Ville de Montréal se félicite de ce premier geste concret posé par la République populaire chinoise, en terre d'Amérique¹³⁴ » :

¹²⁸ « La Chine communiste présente à Terre des Hommes l'an prochain », *Dimanche/Dernière Heure*, 29 août 1971. Notons que l'auteur du reportage a prévu le succès du futur pavillon chinois dans les termes suivants : « On peut même dire sans craindre de se tromper que le pavillon chinois, s'il voit le jour, sera l'attraction principale de Terre des Hommes l'an prochain. »

¹²⁹ « Un premier pas en Amérique du Nord. La Chine communiste à Terre des Hommes en 72 », *Dimanche Montréal-Matin*, 29 août 1971.

¹³⁰ « TDH : nouvelle formule d'admission dans tous les pavillons (\$5) », *La Presse*, 28 avril 1972.

¹³¹ « La Chine à Terre des Hommes et la 'bulle' américaine... crève », *Dimanche Montréal-Matin*, 12 mars 1972. Voir aussi Charles Lazarus, « U.S. bubble bursts as China eyes fair », *The Montreal Star*, March 11, 1972. « Peking is understood to have its heart set on the pavilion formerly occupied by Chiang Kai-shek's Taiwan government, while the city favors the former Ontario Pavilion... »

¹³² « TDH : nouvelle formule d'admission dans tous les pavillons (\$5) », *La Presse*, 28 avril 1972.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ « 200,000 visiteurs au pavillon de la Chine », *La Presse*, 12 août 1972.

Pour sa première participation à Terre des Hommes, la République Populaire de Chine a rassemblé dans son pavillon un mélange exceptionnellement réussi de culture classique et des métiers contemporains qui font la force de ce pays de 700 millions d'habitants. L'un des traits dominants de ce pavillon est le fait que tous les artistes contemporains des provinces de Chine ont été avisés que leurs travaux étaient envoyés au Canada, à Terre des Hommes 1972. On invite de plus chaque visiteur à donner son opinion sur le style et la qualité de la participation chinoise dans un livre placé à cet effet, bien à la vue du public¹³⁵.

Pour l'occasion, le pavillon chinois est décoré de drapeaux nationaux, lanternes de papier et matériaux décoratifs sur fond ivoire et blanc cassé. L'extérieur est entièrement repeint d'un jaune doux. À l'intérieur du pavillon, toute une section du rez-de-chaussée est consacrée à la peinture classique chinoise du XV^e siècle pendant la dynastie des Mings. D'ailleurs, une grande tapisserie « représentant le symbole de la solidarité du peuple chinois¹³⁶ » occupe le centre de cet étage. De l'autre côté, seize tableaux décrivent les paysages et certains centres de Pékin, Shanghai, Yan'an¹³⁷ et Shaoshan¹³⁸ ainsi qu'une représentation de la Grande Muraille de Chine. Plusieurs peintures classiques de grands maîtres, tels que Xia Chang (1388-1470) et Xu Wei (1521-1593), portent « le sceau d'authenticité que leur ont toujours reconnu les experts en art depuis des temps immémoriaux¹³⁹ ». Les peintres chinois ont ajouté « la touche énergique de la Révolution culturelle » à la dextérité des vieux maîtres. Les résultats en sont probants dans des œuvres comme *La Ligne est complétée* et *Plein d'enthousiasme*. Le deuxième étage du pavillon est entièrement consacré à l'artisanat dont on retrouve plus de 320 produits :

La beauté et la durabilité des articles d'artisanat chinois sont quasi-légendaires. Que dire des fameuses pièces sculptées sur corail dont quelques-unes exigent six mois de travail ! La broderie, la sculpture sur bois, les tableaux faits à l'aide de plumes, la sculpture sur écaille, les tissus imprimés, la porcelaine, la poterie

¹³⁵ *Communiqué*, Service des Relations publiques, Ville de Montréal, 20 juillet 1972, p. 2.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Yan'an, une ville de la province du Shaanxi en Chine, était la base politique et militaire du PCC après la Longue Marche de 1935 à 1948.

¹³⁸ Shaoshan, une ville de la province du Hunan en Chine, est le lieu de naissance de Mao Zedong.

¹³⁹ *Communiqué*, Service des Relations publiques, Ville de Montréal, 20 juillet 1972, p. 3.

et l'ivoire sont autant de réalisations qu'il faut voir pour comprendre l'immense patience des Chinois¹⁴⁰.

Le pavillon comprend évidemment quelques œuvres consacrées au docteur Norman Bethune, le médecin canadien devenu héros folklorique auprès du peuple chinois à la fois pour son travail et pour son humanitarisme. Dans un autre coin du deuxième étage, les visiteurs peuvent admirer une pièce d'art d'un genre différent : il s'agit d'une grappe de 32 balles sculptée sur ivoire et représentant chacune un modèle différent. Dans toute la Chine, « cinq ou six personnes seulement sont spécialisées dans ce genre de sculpture », rappelle la Ville de Montréal. Enfin, l'ancien restaurant est converti en théâtre où des films, des pièces de théâtre et des documentaires sont présentés¹⁴¹.

Dans le journal *Dimanche Matin*, on affirme que « contrairement à ce qu'on aurait cru, le pavillon de la Chine communiste fait peu de place à la propagande communiste. Il se contente de présenter un panorama de l'ancienne et de la nouvelle Chine au moyen de peintures et d'œuvres d'artisanat »¹⁴². Chang To, directeur du pavillon chinois, met l'accent sur la nature « culturelle » de l'exposition chinoise :

The most important thing was when we learned this was to be a cultural exhibition. We wanted to encourage the interflow of culture. This time we came to learn. [...] We are interested in holding further exhibitions. We notice a lot of American visitors say they would like to have similar exhibitions in North America, say in New York. In assure you this will be very favorably considered in China¹⁴³.

Chang explique d'ailleurs, dans une entrevue avec le journal *Sunday Express*, que si la RPC a accepté de participer à l'exposition, c'était d'abord parce que « the mayor invited us many times ». Enfin, il ne semble pas vouloir répondre aux questions politiques qu'on lui pose, ni exprimer ses propres opinions sur la culture occidentale :

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 4.

¹⁴² « Même amputée de moitié, TdH connaît le succès ! », *Dimanche Matin*, 30 juillet 1972.

¹⁴³ Jack Webb, « Successful pavilion – North Americans a hit with China », *Sunday Express*, 10 septembre, 1972.

Always polite, he did not directly refuse – he only said his observations would be too shallow. “When we converse with our visitors and read the comments they make (in the visitors’ book) we learn that for most of them this is the first time they have had a chance to learn about Eastern culture, to know China better. They like our exhibit, and we thank them”¹⁴⁴.

L’hebdomadaire *Québec-Presse*, « au service des gagne-petit, du syndicalisme et de l’indépendance du Québec¹⁴⁵ », a un autre regard sur le pavillon chinois. Ce dernier est « excellent », commente Virginie Boulanger, l’auteure d’un reportage intitulé « À travers ses œuvres d’art, percer les mystères de la Chine contemporaine », paru en août 1972. Elle affirme « qu’à l’encontre des autres, le peuple et la classe ouvrière y sont glorifiés ». « C’est l’indice d’une ère nouvelle qui s’ouvre pour tous les peuples du monde¹⁴⁶ », souligne-t-elle. « Pour cette première exposition de la République populaire de Chine, j’aurais voulu voir la représentation concrète, et non intellectuelle comme c’est le cas, de la vie de tous les jours des Chinois. J’aurais voulu voir ce qui différencie cette vie d’aujourd’hui de celle de l’ancien régime. »

Virginie Boulanger insiste toutefois sur un point de faiblesse, déplorant qu’il n’y ait pas, dans le pavillon chinois, un seul hôte ou une seule hôtesse qui puisse parler le français – « la langue des Québécois », la langue de communication étant l’anglais, « langue seconde et celle du colonisateur ». « À part cette anicroche à notre fierté, poursuit-elle, le pavillon est intéressant ». La lecture des cahiers mis à la disposition des visiteurs est très éclairante, constate-t-elle :

Nous y avons plongé et recueilli les propos qui semblent les plus justes en même temps que les plus critiques, laissant de côté les déclarations dithyrambiques à l’égard du peuple chinois, de son chef Mao Tsé-Toung et du pavillon lui-même... « Nous sommes d’accord avec Mao et le pavillon est une magnifique découverte » et « Ce pavillon est une application vivante de la pensée de Mao Tsé-Toung dans l’art. Qu’il soit le symbole de l’amitié éternelle entre les

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Xavier Gélinas, « Compte rendu du livre de Jacques Keable, *Québec-Presse, un journal libre et engagé*, Montréal, Éditions Écosociété, coll. « Parcours », 2015, 170 p. », *Bulletin d’histoire politique*, vol. 24, n° 2, p. 239-241.

¹⁴⁶ Virginie Boulanger, « À Terre des Hommes. À travers ses œuvres d’art, percer les mystères de la Chine contemporaine », *Québec-Presse*, 13 août 1972.

peuples chinois et québécois ! » On y trouve parfois une note d'insolence : « Où est passé Lin Piao ? », mais jamais d'injures. Quant à la remarque sur le respect de la langue des Québécois, elle est on ne peut plus juste quoi qu'en disent certains visiteurs complexés qui, trop sensibles, l'ont qualifiée d'injurieuse et de grossière. Peut-on reprocher à des Québécois qui se réjouissent de l'apparition de la République populaire de Chine en terre québécoise d'être désappointés de retrouver chez les fils du libérateur Mao la même réplique sinon la même attitude que chez les Anglophones : « Sorry, I don't speak French ». Ce n'est pas une question de fierté nationale, mais de respect de tout un peuple qui essaie de se libérer¹⁴⁷.

Quant au contenu du pavillon, Boulanger estime qu'il a satisfait à la plupart des visiteurs qui, « si l'on s'en tient aux commentaires entendus à la sortie, sortent enchantés de leur incursion dans le pavillon du pays le plus mystérieux et le plus attachant de l'heure ». Bien qu'elle ait été écourtée par une grève du syndicat des cols bleus de la Ville de Montréal, l'exposition TDH de l'été 1972 n'en a pas moins connu un succès « fort satisfaisant¹⁴⁸ ». En effet, plus de trois millions de visiteurs s'y sont rendus. Parmi tous les pays participants, la RPC a été considérée comme une des « deux vedettes », l'autre étant la Suisse. Pendant les dix premiers jours (20-30 juillet), le pavillon chinois a reçu 68,000 visiteurs. 200 000 visiteurs avaient visité le pavillon au 12 août¹⁴⁹.

À ceux qui aimeraient approfondir leur connaissance de la Chine communiste, la journaliste de *Québec-Press* a ce conseil :

Tous ceux qui sont restés sur leur faim après la visite de l'exposition de peintures et d'objets artisanaux de la République [populaire] de Chine et qui veulent connaître la Chine au jour le jour, autrement que par l'AFP [Agence France-Presse] et UPI [United Press International] apprécieront la lecture de *La*

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ « Deux vedettes cet été à Montréal : la Chine populaire... et la Suisse », *24 Heures*, 29 septembre 1972.

¹⁴⁹ « 200,000 visiteurs au pavillon de la Chine », *La Presse*, 12 août 1972. Ce court reportage se lit comme suit : « Un peintre retraité de la compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique, accompagné de sa femme, est devenu hier après-midi, la 200,000ième personne à passer les tourniquets du pavillon de la Chine à Terre des Hommes, depuis l'ouverture, le 20 juillet dernier. M. et Mme Harry Ilkew [...] furent accueillis par M. Huang Tao-Sheng et M. Wu Ping-Sum, représentants de la République populaire de Chine. Ils invitèrent le couple à une visite guidée du pavillon, leur expliquant les peintures, sculptures et tapisseries exécutées par des artisans chinois tant anciens que contemporains. »

Chine en construction. Mensuel d'une cinquantaine de pages, *La Chine en construction* est publié à Pékin en français, en anglais, en espagnol, en arabe et en russe par l'Association chinoise du Bien-être. Abondamment illustré, ce mensuel comporte une quinzaine de reportages, d'articles, d'analyses et de renseignements sur des sujets très variés¹⁵⁰.

La Chine en construction, une revue créée peu de temps après l'établissement de la RPC, d'abord en version anglaise sous le titre *China Reconstructs*. Le premier numéro voit le jour en 1951, avec pour rédacteur en chef Israel Epstein, journaliste et écrivain juif polonais naturalisé Chinois. La version française paraît pour la première fois en 1963. Les reportages montrent les changements survenus en Chine après 1949, mettant l'accent sur divers aspects du socialisme chinois. Ce mensuel est beaucoup consulté par les maoïstes français dans les années 1960, mais aussi par d'autres lecteurs intéressés par la Chine. Au Québec, plusieurs groupes proposent la lecture de *La Chine en construction* à leurs membres, considérant qu'il constituait une source fiable d'information permettant de connaître les réalisations du peuple chinois sans l'intermédiaire des médias « bourgeois ». Une autre publication – *Pékin Information*¹⁵¹, joue le même rôle.

L'édition et la diffusion de ces magazines d'information font partie de la propagande communiste chinoise. « La politique d'orientation des médias en langue étrangère de la Chine nécessitait une division plus poussée du contenu des articles de propagande¹⁵² », évoque Cagdas Ungor dans sa thèse de doctorat, consacré à l'étude de la propagande chinoise à l'étranger durant la période 1949-1976. Il affirme que *Pékin Information*, avec son langage hautement politique et son accent sur les affaires étrangères, « visait à capter l'attention des spécialistes de la Chine, des diplomates, des

¹⁵⁰ Virginie Boulanger, « À Terre des Hommes. À travers ses œuvres d'art, percer les mystères de la Chine contemporaine », *Québec-Presse*, 13 août 1972.

¹⁵¹ Le magazine *Pékin Information* a été fondé en 1958. Dans le premier numéro, on affirme que cette publication a été conçue pour « fournir une information exacte et opportune, de première main, sur les évolutions économiques, politiques et culturelles en Chine, ainsi que sur ses relations avec le reste du monde ». [En ligne : <https://www.marxists.org/subject/china/peking-review/1958/PR1958-01.pdf>]

¹⁵² Cagdas Ungor, « Reaching the Distant Comrade: Chinese Communist Propaganda Abroad (1949-1976) », thèse de doctorat (histoire), State University of New York at Binghamton, 2009, p. 270.

journalistes ainsi que des communistes étrangers ». En effet, cette orientation a été clairement indiquée dès le début de l'existence du magazine¹⁵³.

Quant à *La Chine en construction*, il est plutôt destiné à des « éléments intermédiaires », avec « peut-être un niveau d'éducation culturelle légèrement meilleur », signale Cagdas Ungor. Il explique :

En théorie, les « éléments intermédiaires » constituaient le segment le plus important de l'audience : ils n'avaient pas une position idéologique « avancée » (c'est-à-dire marxiste) ; ils étaient de bagage culturelle et éducative moyenne, et n'avaient donc pas de connaissances substantielles sur la Chine mais étaient censés être curieux et disposés à apprendre. Des enquêtes confirment que le lecteur moyen des magazines chinois de langues étrangères était issu de milieu petit-bourgeois, principalement des étudiants, des enseignants, des médecins, des ingénieurs, des journalistes et très peu de paysans ou de travailleurs¹⁵⁴.

Les « éléments intermédiaires » des pays capitalistes semblent constituer, au début des années 1970, la cible la plus importante que la propagande chinoise tente d'atteindre par le biais de diverses publications et activités culturelles. Cette stratégie a connu son succès au Québec, tel que le démontre l'appréciation de l'exposition par les visiteurs qui se disaient « impressionnés », à la sortie du pavillon chinois, par les acquis du peuple chinois après 1949.

Étant donné le succès connu par le pavillon chinois en 1972, la négociation entre la Ville de Montréal et le gouvernement chinois fait couler beaucoup d'encre au cours des mois précédant l'ouverture de l'exposition TDH en 1973. La participation de la Chine populaire devient une question presque cruciale pour l'événement dans son ensemble. Le quotidien *The Gazette* rapporte qu'un porte-parole de l'ambassade de Chine à Ottawa a affirmé que la RPC ne participerait pas à l'exposition. François Zalloni, directeur du Service des relations publiques de la Ville de Montréal, qualifie de « fantaisiste » cette « rumeur lancée par le quotidien de langue anglaise¹⁵⁵ ». Il souligne

¹⁵³ Voir « Dui 'Beijing Zhoubao' (Yingwen Ban) de Jidian Yijian (Plusieurs réflexions sur l'édition anglaise de *Pékin Information*) », novembre-décembre 1958.

¹⁵⁴ Cagdas Ungor, « Reaching the Distant Comrade... », *op. cit.*, p. 267-268.

¹⁵⁵ « Selon le directeur Zalloni. L'avenir de TDH n'est pas menacé », *Le Devoir*, 23 mars 1973.

d'ailleurs que la question de la participation de la Chine n'est pas encore réglée. « La ville est toujours en négociation avec la Chine, explique Zalloni. Il est possible que la décision de ce pays soit négative mais ce n'est pas certain. » Un autre porte-parole de la ville déclare que les pourparlers avec la Chine s'avèrent très lents. « Quoiqu'il arrive, ajoute-t-il, il y aura cependant une participation chinoise à Terre des Hommes. Si, en effet, la Chine continentale se retire, une autre organisation chinoise la remplacerait et offrirait une exposition à caractère oriental. Il ne s'agit pas toutefois de la Chine nationaliste mais d'une compagnie privée. » Celle-ci, qui jouera un rôle essentiel dans les relations entre la Chine et le Québec dans les années 1970, sera étudiée attentivement dans le chapitre IV.

Conclusion

Durant la période 1968-1972, notamment avant la reconnaissance de la RPC par le gouvernement du Canada, Montréal constitue un terrain de discussion pour les porte-paroles et représentants officiels chinois, canadiens et américains. La ville offre aussi une plateforme d'exposition à la Chine pour mettre en avant et en scène les réalisations du peuple chinois dans la construction du socialisme depuis 1949. Cette démonstration prend la forme d'une exposition culturelle, avec un accent sur la continuité entre le passé, représenté par les arts traditionnels illustrant la civilisation millénaire et le présent, qui s'exprime par les thèmes choisis. La visite du Pavillon de la Chine populaire à l'exposition Terre des Hommes constitue, pour les Nord-Américains, une des rares occasions d'entrer en contact direct avec la Chine populaire (ou la Chine communiste dans le langage de l'époque).

Somme toute, pendant la période 1968-1972, deux sensibilités se distinguent pour percevoir la Chine. La première se trouve chez les universitaires anglophones de l'Université McGill qui éprouvent généralement une sympathie vis-à-vis de la Chine qui, jusqu'au début des années 1970, reste isolée de l'Amérique du Nord. Leurs rapports avec la Chine étant divers, ils partagent néanmoins la volonté de véhiculer une image différente de ce pays par rapport à celle présentée par les médias occidentaux. Ils s'efforcent de critiquer l'interprétation occidentale du passé et du présent de la Chine. La deuxième sensibilité témoigne davantage d'une compassion vis-à-vis du peuple chinois et également d'une grande méfiance par rapport à l'interprétation des événements chinois par les médias capitalistes occidentaux.

La distinction entre les deux sensibilités se trouve dans leurs visions des rapports entre la Chine et les pays occidentaux capitalistes. Les universitaires visent notamment à contribuer à la coexistence et la compréhension mutuelle entre la Chine et l'Occident. Ils se réjouissent du fait que le Canada soit considéré comme pays du deuxième monde et donc de la faveur dont bénéficie le Canada au regard de la Chine grâce à Norman Bethune. Autrement dit, ils se préoccupent plus des relations sino-canadiennes, tant au niveau étatique qu'entre les sociétés. La deuxième perspective, qu'on trouve essentiellement (mais pas exclusivement) chez la gauche québécoise et, en particulier la gauche révolutionnaire, met l'accent plutôt sur la confrontation et le renversement du capitalisme au Québec. La Chine est considérée avant tout comme un pays du Tiers-monde qui a mené des combats acharnés pour se libérer des dominations occidentales. La position anti-impérialiste du gouvernement chinois s'avère intéressante pour certains Québécois dont l'intérêt pour la Chine s'inscrit dans cette perspective. À ce moment, il est encore très peu question de maoïsme. Mais l'émergence du maoïsme comme force politique au Québec ouvre, en 1971, une nouvelle période dans l'histoire des représentations de la Chine au Québec.

CHAPITRE III

LES MARXISTES-LENINISTES (MAOÏSTES) QUEBÉCOIS ET LA REVOLUTION CULTURELLE

La route serait longue, le parcours sinueux, soit, mais le dénouement serait glorieux. Les Chinois en avaient fait preuve. Les Vietnamiens étaient en train de le confirmer. La voie de la victoire était tracée ; il s'agissait de se l'approprier, de l'approfondir et de l'appliquer aux contradictions propres à son pays¹.

- Charles Gagnon

En dehors du milieu universitaire, la Chine populaire attire aussi certains tiers-mondistes, indépendantistes, socialistes, sociaux-démocrates et révolutionnaires du Québec. Ils s'inspirent de l'émancipation du peuple chinois de la colonisation occidentale, de la valorisation de l'identité nationale dans la lutte pour l'indépendance, des nombreux progrès réalisés depuis la « Libération » en 1949 dans divers domaines (égalité homme-femme, système éducation, système de santé, etc.). Comparé à d'autres pays occidentaux, le milieu militant québécois semble plus sensible aux efforts déployés par les Chinois pour se libérer de la domination occidentale subie depuis la première guerre de l'opium (1839-1842).

Le charisme du président Mao Zedong contribue également à l'émergence de l'attraction chinoise au Québec. Mao, avec Castro, Hô Chi Minh et Che Guevara, est

¹ Charles Gagnon, « Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 47.

choisi « pour donner du sens à l'espace international de contestation² ». Comme l'affirme Robert Frank, grâce aux photographies ou affiches, « ces figures mythiques décrivent un espace impressionnant, puisque, construites en Amérique latine et en Asie orientale, elles ont été très présentes dans les manifestations européennes, berlinoises ou parisiennes de 1968 ». S'identifiant aux gardes rouges chinois, les étudiants révolutionnaires québécois utilisent le *dazibao* comme moyen d'expression et de contestation contre l'autorité. L'icône de Mao sert « à la fois d'inspiration et de portedrapeau pour cultiver leur propre image de 'romantiques de gauche' ». Selon Frank, la force de l'image de Mao est d'avoir pu rassembler des sensibilités convergentes : « Comme chez Castro, Hô et Guevara, on trouve les composantes du tiers-mondisme, de l'anti-impérialisme, et même, après beaucoup de distorsions, de la révolution romantique. ³ » Enfin, la Révolution culturelle prolétarienne fait rêver des révolutionnaires québécois. Dans l'imaginaire de ceux-ci, cet événement représente une révolte gigantesque des masses populaires contre l'autorité et la bureaucratie. Ils y voient une raison de se révolter, de passer à l'action. Dans les années 1960, ces différents aspects de l'attraction chinoise, quoiqu'inspirants, n'ont pas amené les militants québécois à considérer le socialisme chinois comme modèle. Le virage vers le maoïsme ne se réalise qu'au début des années 1970.

Ce chapitre vise à décerner les rapports entre les maoïstes québécois et la RPC. Ce que nous entendons par « rapports » ici, c'est l'apport théorique de la pensée de Mao au fondement des groupes maoïstes, mais aussi l'image de la Chine perçue par ceux-ci et l'utilité de cette image, et, enfin, les contacts directs avec la Chine (la lecture des publications des Éditions en langues étrangères de Pékin, les télégrammes destinés au Parti communiste chinois, ainsi que les voyages en Chine sur l'invitation du gouvernement de Pékin). Pour ce faire, nous analysons d'abord les perceptions de la

² Robert Frank, « Imaginaire politique et figures symboliques internationales : Castro, Hô, Mao et le 'Che' », dans Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000. p. 31.

³ *Ibid.*, p. 40-41.

Chine par les socialistes, indépendantistes et tiers-mondistes québécois jusqu'à la naissance d'une pensée maoïste orthodoxe. Cela devrait permettre de saisir certains points communs qui sont partagés par la gauche québécoise des années 1960 et aussi les maoïstes des années 1970, dans leurs perceptions de la situation politique chinoise. Ensuite, nous présentons les débats autour de la question de la définition du maoïsme. La troisième partie est divisée en deux sections. La première consiste à expliquer des conjonctures dans lesquelles Charles Gagnon met en place le groupe En Lutte!, ainsi que l'apport théorique de la pensée de Mao Zedong aux projets politiques des deux groupes maoïstes principaux du Québec. Cela devrait aider à comprendre pourquoi ceux-ci adoptent telle ou telle position à l'égard de la gauche québécoise des années 1960, du Parti communiste du Canada⁴ et aussi de la Chine. La seconde est consacrée à l'étude de la position des maoïstes vis-à-vis de l'indépendance du Québec. On peut en effet se demander quel est l'impact de la théorie de la « contradiction principale » et de la politique extérieure chinoise sur la secondarisation de la question nationale – un reproche souvent adressé aux maoïstes au Québec.

3.1. Socialisme, tiers-mondisme et Chine (1960-1971)

Dans les années 1960 au Québec, le marxisme est « un mouvement d'idées incarné dans des revues d'analyse politique⁵ ». Jusqu'à la fin de cette décennie, « les courants marxistes militant pour la libération nationale et pour la révolution socialiste au Québec

⁴ Selon Marcel Fournier, « il se manifeste dans ces groupements politiques une volonté de 'tirer les leçons' de l'histoire des divers PC mais leur orientation politique les amène à critiquer et à rejeter a priori les partis communistes 'traditionnels'. » *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 10.

⁵ Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec. Une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) », dans Beaudry *et al.* (dir.), *Un siècle de marxisme*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 261.

sont extérieurs au mouvement ouvrier⁶ » et au mouvement populaire⁷. La crise d'Octobre 1970 révèle cette situation d'isolement, confirmant l'urgence de « confronter les analyses marxistes à la pratique de la lutte de classes⁸ ». Cette section présentera les principales références à la Chine au sein de la gauche socialiste et indépendantiste avant l'émergence d'une pensée maoïste orthodoxe, à partir du début des années 1970.

Durant la deuxième moitié des années 1960, émerge une nouvelle perspective tiers-mondiste dans la perception de la Chine populaire qui rejoint celle adoptée par certains spécialistes d'études chinoises critiques de la vision occidentale. La dimension de libération nationale de la révolution chinoise constitue un élément inspirant pour certains indépendantistes socialistes québécois qui sont sensibles aux efforts du peuple chinois à se libérer de la domination coloniale dans son histoire. Ces luttes de libération sont pour eux un exemple stimulant.

C'est que la Chine accorde une grande importance au soutien des mouvements de libération nationale dans les pays du Tiers-monde dans les années 1960. Lors de la rupture des relations sino-soviétiques en 1963, une mise au point idéologique est effectuée du côté de la Chine. Le PCC publie *La proposition du Parti communiste chinois concernant la ligne générale du mouvement communiste international*, connu également sous le nom de *Lettre en vingt-cinq points*. Le PCC y rappelle les quatre contradictions fondamentales formulées par Lénine, mais en mettant l'accent - à la

⁶ *Ibid.*, p. 262.

⁷ Pierre Beaudet le confirme dans son essai autobiographique : « Ils (les « jeunes profs de l'UQAM ») sont marxistes et se disent partie prenante du mouvement populaire. Ils voient leur mouvement comme un maillon de la chaîne d'une grande mobilisation populaire-syndicale. Leurs revendications qualitatives les singularisent. Ils remettent en question le pouvoir qui s'impose dans le merveilleux monde universitaire. Dans leurs univers, ils font bande à part. » Beaudet, *On a raison de se révolter. Une chronique des années 1970*, Montréal, Écosociété, 2008, p. 115. Concernant l'évolution du rapport de l'analyse théorique marxiste avec le mouvement populaire à Montréal, Donald McGraw affirme qu'après des événements d'Octobre, « l'une ou l'autre variante de l'analyse marxiste » est devenue « de rigueur comme pensée philosophique et guide stratégique face à l'effritement des idéaux participationnistes et à la répression de l'État ». McGraw, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions coopératives A. St-Martin, 1979, p. 161.

⁸ Beaudry, « Le marxisme au Québec... », *op. cit.*, p. 262.

différence de l'Union soviétique post-stalinienne – sur la contradiction opposant les nations opprimées à l'impérialisme. L'article 8 affirme :

C'est dans les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, que la domination impérialiste est le plus faible, et elles constituent aujourd'hui la principale zone des tempêtes de la révolution mondiale prolétarienne de notre époque... C'est pourquoi, dans un certain sens, l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépend en définitive de l'issue de la lutte révolutionnaire menée par les peuples de ces régions, qui constituent l'écrasante majorité de la population mondiale... Sans l'union avec les nations opprimées, sans la libération de celles-ci, la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique n'aura jamais sa libération⁹.

Cette position a pour effet de susciter, chez les révolutionnaires tiers-mondistes, y compris au Québec, une grande sympathie pour la Chine¹⁰. Sean Mills affirme qu'aucune ville nord-américaine n'est aussi profondément affectée par les théories de la décolonisation que Montréal. Il rappelle :

⁹ *La proposition du Parti communiste chinois concernant la ligne générale du mouvement communiste international*, connue également sous le nom de *Lettre en vingt-cinq points*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1963.

¹⁰ Dans *Génération* (Tome 1, *Les Années de rêve*, Paris, Le Seuil, 1987), Hervé Hamon et Patrick Rotman montrent qu'avant de se tourner vers la Chine de Mao, une partie de la jeunesse française a investi ses espoirs de changements radicaux à la révolution cubaine. Marnix Dressen affirme « qu'à écouter d'anciens établis, l'apostasie de la foi dans la célèbre île socialiste en faveur d'un vif intérêt pour l'Empire du Milieu s'est opérée insensiblement : « C'est vraiment l'image idyllique que j'avais commencé à avoir avant 68 du côté de Cuba, puis, après 68, du côté de la Chine, de la Révolution culturelle. C'était une image complètement mythique. » Marnix Dressen, « Ombres chinoises... », p. 20. « [...] dans les relations internationales, la Chine passait aussi pour défendre les faibles et les opprimés. « Je pense que le passage (à la sinophilie), c'est bien par le biais du Vietnam, la défense des pauvres gens attaqués injustement », se souvient une établie. À partir du début des années 1960, les communistes chinois ont défendu l'idée que le centre de gravité de la révolution mondiale s'est déplacé de l'Europe vers le Tiers-monde. » Dressen, « Ombres chinoises... », p. 23.

Vers la fin des années 1950 et au début des années 1960, des écrivains contestataires de Montréal adaptent les idées de Frantz Fanon¹¹, Aimé Césaire¹², Jacques Berque¹³, Albert Memmi¹⁴ et d'autres, afin de donner naissance à un mouvement qui propose que le Québec se joigne aux nations du tiers-monde pour former, selon les termes de Benita Parry, « des imaginaires sociaux différents et des rationalités alternatives ». [...] tout au long de cette décennie, la grande majorité des militants se fonderont sur la théorie anticoloniale pour imaginer que le Québec est une colonie et Montréal une ville coloniale. [...] Dans les pages des nouvelles revues et aux tables des cafés de la ville, de jeunes poètes et écrivains commencent à réinterpréter les idées des penseurs anticolonialistes en fonction des besoins complexes de leur propre société¹⁵.

Un certain nombre d'intellectuels de gauche québécois des années 1960 s'inspirent librement de Mao et de la Chine communiste. Un exemple éloquent se trouve dans un éditorial intitulé « Vivre le Québec libre ! », paru dans *Parti Pris* en septembre 1967, et consacré au passage du général Charles de Gaulle au Québec. On y déclare que la visite du chef d'État français se traduit par « une démarcation très nette entre les amis et les ennemis du peuple ». Ces premiers, d'après l'éditorialiste, sont composés de militants pour l'indépendance, d'intellectuels et d'ouvriers, et les ennemis sont « des roi-nègres prêchant le statu quo et collaborent avec l'adversaire ». On explique :

Les déclarations mesquines de nos notables conjuguées avec la fureur des dirigeants canadiens et la campagne haineuse de la presse anglo-saxonne [suite au « Vive le Québec libre » de Charles de Gaulle] nous ont permis d'identifier

¹¹ Frantz Fanon (1925-1961) est un psychiatre et essayiste français fortement impliqué dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Sa recherche porte notamment sur les conséquences psychologiques de la colonisation. Il est considéré comme l'un des fondateurs du courant de pensée tiers-mondiste. La pensée de Fanon a apporté de nouvelles réflexions aux intellectuels québécois. Pour en savoir plus, voir Paul Chamberland, « L'intellectuel québécois, intellectuel colonisé », *Liberté*, vol. 5, n° 2, mars-avril 1963, p. 119-130.

¹² Aimé Césaire (1913-2008) est un écrivain et homme politique français. Il est fondateur principal du mouvement littéraire de la négritude. Pour en savoir plus sur l'appropriation de la négritude par les intellectuels québécois, voir Ching Sela, « Les fils d'Aimé Césaire. De la Martinique au Québec », *Tangence*, n° 98, hiver 2012, p. 35-56.

¹³ Jacques Berque (1910-1995) est un sociologue et anthropologue orientaliste français. Il est titulaire de la chaire d'histoire sociale de l'Islam contemporain au Collège de France de 1956 à 1981.

¹⁴ Albert Memmi (1920-), écrivain franco-tunisien. En 1957, il a publié son essai *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, qui est préfacé par Jean-Paul Sartre. Cet essai montre comment la relation entre colonisateurs et colonisés les conditionne les uns et les autres. Il est considéré comme un soutien aux mouvements indépendantistes.

¹⁵ Sean Mills, *Contester l'Empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, traduit de l'anglais par Hélène Paré, Montréal, Éditions Hurtubise, 2011, p. 13-15.

clairement ceux que nous combattons ; nous nous en réjouissons. Pour reprendre Mao Tsé-Toung : « Si nous sommes attaqués par l'ennemi, c'est une bonne chose, car cela prouve que nous avons tracé une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous. Et si celui-ci nous attaque avec violence, nous peignant sous les couleurs les plus sombres et dénigrant tout ce que nous faisons, c'est encore mieux, car cela prouve non seulement que nous avons établi une ligne de démarcation nette entre l'ennemi et nous, mais encore que nous avons remporté des succès remarquables dans notre travail »¹⁶.

Une autre dimension de l'attrait de la Chine est la lutte pour le socialisme. Après la Seconde Guerre mondiale, selon Louis Favreau, « le point principal d'ancrage de la lutte pour le socialisme tend à se déplacer de l'Europe vers l'Asie¹⁷ ». Si la première phase de la révolution chinoise est une lutte des paysans qui, sous la direction de Mao Zedong et du PCC, vise à renverser le féodalisme et à atteindre une indépendance nationale du pays vis-à-vis du colonialisme, une deuxième lutte s'engage, après la défaite du Japon, « entre, d'un côté les forces nationalistes bourgeoises, sous la direction de Chiang Kaï-chek et, de l'autre, les forces populaires (ouvrières et paysannes) gagnées à la cause du socialisme¹⁸ » – cette interprétation, influencée nettement par la vision de Mao¹⁹, se trouve dans une publication du Centre de formation populaire²⁰. Elle constitue une démonstration de la façon dont la révolution chinoise est appréhendée par certains socialistes québécois à l'époque.

En dépit des désaccords sur l'ordre de priorité et les méthodes de lutte, le courant socialiste demeure « indissolublement soudé au mouvement d'émancipation

¹⁶ « Vive le Québec libre ! », *Parti Pris*, vol. 5, n° 1, septembre 1967, p. 4.

¹⁷ Louis Favreau, « La révolution chinoise (1949) », dans *Le projet socialiste. Le socialisme dans l'histoire du mouvement ouvrier international*, Montréal, Centre de formation populaire, 1979, p. 30.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Dans *La démocratie nouvelle* (janvier 1940), Mao Zedong évoque : « Dans le cours de son histoire, la révolution chinoise doit passer par deux phases : la première, c'est la révolution démocratique, la seconde, la révolution socialiste ; ce sont deux processus révolutionnaires de caractère différent. »

²⁰ Le Centre de formation populaire (CFP) a vu le jour en 1971 « de l'élan de la révolution tranquille ». Il était « un carrefour de jeunes intellectuels engagés qui partageaient une vision commune : bâtir un centre de formation au service des travailleurs et de leurs organisations de lutte, en outillant les laissés-pour-compte et en leur donnant les moyens de se prendre en main ». Le CFP se voulait « un carrefour des différentes tendances progressistes qui animaient le Québec ». [<http://lecfp.qc.ca/le-cfp>]

nationale²¹ » et s'inspire beaucoup, dans les années 1960, des expériences de la décolonisation (Amérique latine²², Algérie et Vietnam). Les thèses avancées par les penseurs tiers-mondistes sont reprises par *Parti pris*, la revue qui incarne « l'aile la plus radicale de la gauche québécoise dans les années 1960²³ » et qui, « de toutes les publications de gauche de cette période », a « la plus grande audience et le plus d'impact sur la société québécoise²⁴ ». Pour un certain nombre de socialistes québécois, la révolution chinoise, qui a abouti à la mise sur pied d'un régime dit « populaire », ainsi que les mesures qui ont été entreprises en vue de la construction du socialisme, offrent au Québec des preuves convaincantes du bienfait du socialisme au peuple²⁵.

La grande Révolution culturelle prolétarienne fait rêver les révolutionnaires occidentaux. Lorsque celle-ci est déclenchée en 1966, l'image de la Chine en est bouleversée chez la gauche occidentale. Dans un article consacré à l'analyse de la perception de la Chine par les Français, Marnix Dressen affirme :

La sinophilie concerna alors de larges secteurs de l'opinion, bien au-delà des rangs militants ou de leurs compagnons de route comme Louis Althusser. Des journalistes (Alain Bouc, correspondant du quotidien *Le Monde* en Chine au cours des années soixante-dix²⁶), des écrivains (Han Suyin, une inconditionnelle de toujours), mais aussi des intellectuels comme Julia Kristeva, Marcelin Pleynet, François Wahl ou Philippe Sollers, directeur de la revue *Tel*

²¹ Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2, automne 2005, p. 183-207 ; Émile Boudreau *et al.*, « Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois », *Socialisme 64*, n° 1, printemps 1964, p. 5-24, cités dans J.-P. Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, *op. cit.*, p. 32.

²² Maurice Demers, « De l'exotisme à l'effet miroir : l'écriture de l'histoire latino-américaine au Canada français », dans « S'appropriier le passé des autres : les usages de l'histoire internationale au Québec avant la Révolution tranquille », numéro thématique de *MENS, Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1, automne 2012, p. 19-54. Voir aussi Daniel Gay, *Les élites québécoises et l'Amérique latine*, Montréal, Les Éditions Nouvelle Optique, 1983 ; Catherine LeGrand, « L'axe missionnaire catholique entre le Québec et l'Amérique latine : une exploitation préliminaire », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 1, 2009, p. 43-66.

²³ Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979, p. 26.

²⁴ Marcel Rioux, « Remarques sur le phénomène Parti pris », dans Joseph Bonenfant (dir.), *Index de Parti pris 1963-1968*, Sherbrooke, Centre d'étude des littératures d'expression française, 1975, p. 6.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Alain Bouc, *Mao Tsé-Toung ou la révolution approfondie*, Paris, Le Seuil, coll. Combats, 1975, 266 p, cité dans Marnix Dressen, « Ombres chinoises... », p. 18.

*Quel*²⁷ pourtant sous-titrée à sa création par une citation de Nietzsche (« Je veux le monde et le veux *TEL QUEL*, et le veux encore... »), des cadres du Parti communiste italien (Maria-Antonietta Macciocchi²⁸), tous, sans grand recul, légitimèrent le mythe et participèrent à sa construction. Alain Peyrefitte, pourtant peu soupçonnable de gauchisme, y contribua aussi en considérant que seul Mao Zedong était susceptible de secouer une Chine qui, une fois réveillée (selon la prophétie napoléonienne puis léniniste), ferait trembler la planète²⁹. Ces témoignages contribuèrent à sortir la Chine de son rôle austère et dogmatique de gardienne de l'orthodoxie consignée dans sa *Lettre en vingt-cinq points*³⁰.

Au Québec, cet événement, dont la genèse et le développement semblent difficiles à saisir au moment de son déroulement, est interprété comme une immense révolte des masses contre l'autorité et la bureaucratie, comme l'incarnation de l'ardeur juvénile et de l'autonomie du peuple à l'égard du pouvoir. Cela nourrit de nouvelles formes de contestations chez les étudiants. Jean-Philippe Warren parle ainsi de « la progression des idées sinophiles dans le Québec de la fin des collèges classiques ». Il donne comme exemple la fondation d'un comité révolutionnaire, en 1967, au Collège Saint-Louis qui est tenu par les Frères des écoles chrétiennes, action qui marque une des premières manifestations de la volonté émergente d'adapter pour le Québec les leçons de la Révolution culturelle. Inspirés par les prouesses des gardes rouges, les élèves s'expriment par le biais de dazibaos (affiches à grands caractères) et cherchent à remettre en cause les hiérarchies ainsi que les privilèges des mandarins. Sur une immense affiche placardée au mur du même collège en mars 1967, s'inscrit un message écrit en lettres rouges à l'intention de tous les élèves. Il se lit comme suit :

Dans l'optique de la révolution culturelle de la nouvelle GARDE-ROUGE de concert avec le comité central de la révolution culturelle (Kultural Komitform) exige [sic] en vertu des écrits récents du sublime Mao-tsé-tung la cessation immédiate de toute agression intellectuelle de la part du conseil bourgeois et

²⁷ Anne Franchini, Christine Lamendour et Christine Robert, « Les amitiés intellectuelles », dans Emmanuel Laurentin et Aurélie Luneau, *La Nouvelle fabrique de l'Histoire*, France Culture, 20 avril 2006, cité dans Marnix Dressen, « Ombres chinoises... », p. 18.

²⁸ Maria-Antonietta Macciocchi, *De la Chine*, Paris, Le Seuil, 1971.

²⁹ Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973.

³⁰ Marnix Dressen, « Ombres chinoises : regards de maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 94, 2009, p. 18.

impérialiste des professeurs contre la classe prolétarienne et plus précisément sur les étudiants. La grandeur de l'être humain ne peut surgir que dans la liberté, hors des contraintes qui vont à l'encontre de la dignité humaine. Considérant ceci, la nouvelle garde rouge exige : (1) La cession immédiate de toute coercition intellectuelle visant à instruire le prolétariat et à l'élever au degré de bourgeois. (2) La disparition des examens, esclavage saisonnier visant à abaisser la dignité humaine et à effacer le vrai visage de l'effort quotidien du jeune travailleur intellectuel³¹.

Cette affiche, selon Warren, constitue l'expression d'une forme québécoise de « Mao-spontex » qui combine l'orthodoxie théorique à un courant libertaire pré-Mai 68. La Révolution culturelle attire également certains militants de gauche, pour qui il s'agit d'une guerre à l'élitisme, incarnée par un processus de rééducation qui envoie à la campagne les représentants des élites qui refusent de participer à la Révolution culturelle. Plusieurs sont sensibles à la volonté, dont le peuple chinois fait preuve, de compter sur leurs propres forces, comme l'indique un slogan maoïste : « Nous soutenons qu'il faut compter sur nos propres forces.³² » Le manifeste publié par la Confédération syndicale nationale (CSN) en octobre 1971 et intitulé *Ne comptons que sur nos propres moyens* est directement inspiré de ce slogan, le mot *moyens* étant plus vernaculaire dans cette expression que le terme *forces*.

Somme toute, dans le Québec de la fin des années 1960, a émergé une certaine sensibilité sinophile nourrie par le contexte contestataire. Se trouvant surtout dans les mouvements sociaux, politiques et étudiants, cette sensibilité politique s'intéresse au projet souverainiste et socialiste du régime chinois. La domination occidentale subie par le peuple chinois suscite la compassion de plusieurs militants souverainistes et socialistes québécois, notamment au sein de la gauche traditionnelle et du mouvement syndical. Pour ces militants, la révolution chinoise représentait une « authentique »

³¹ Fonds d'archives des Frères des écoles chrétiennes (C500594), Dazibao de la nouvelle garde rouge, collège Mont-Saint-Louis [vers mars 1967], cité dans Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007, p. 76-77.

³² Mao ajoute : « Nous espérons recevoir une aide extérieure, mais nous ne devons pas en dépendre ; nous comptons sur nos propres efforts, sur la force créatrice de toute notre armée, de tout notre peuple. » Mao Zedong, « Apprendre le travail économique », 10 janvier 1945, *Œuvres choisies de Mao Tsé-Toung*, tome III.

libération nationale qui constituait un exemple inspirant pour la société québécoise en voie de « décolonisation ». La révolution chinoise a également une influence sur des militants socialistes qui en retiennent les apports particuliers : l'égalité des personnes, la valorisation de l'identité nationale, la lutte contre l'impérialisme, la relation entre le savoir et l'action, la mobilisation des masses populaires dans les luttes pour la libération nationale et aussi dans la construction du socialisme, la rupture avec l'ancienne division du travail (travail manuel et travail intellectuel). La révolution culturelle, elle, est considérée comme une révolte des masses contre le pouvoir politique et la bureaucratie. « Les conditions et les moyens de ce pouvoir autonome des masses », ainsi que d'autres aspects particuliers de cet événement, attirent les révolutionnaires québécois, qui, malgré leur compréhension par rapport à la Chine à des degrés divers, sont d'accord pour penser « qu'il y a un apport particulier et une expérience à analyser pour en tirer toute la richesse³³ ».

Au début des années 1970, le langage de la décolonisation n'a plus le pouvoir ni l'attrait qu'il avait au cours de la décennie précédente, affirme Sean Mills. L'idée de décolonisation, qui devient de moins en moins attrayante pour ceux préoccupés par la justice sociale, cède la place à plusieurs cadres d'analyse différents³⁴. Le rapport avec la Chine se transforme-t-il avec ce changement de cadres d'analyse ?

3.2. Le marxisme-léninisme au Québec : enjeux de définition

Il nous semble important de nous attarder sur la question de la définition du mouvement « marxiste-léniniste » (« maoïste ») au Québec. Plutôt que le « marxisme-léninisme », qui désigne au Québec l'idéologie maoïste, c'est l'expression « la pensée de Mao

³³ Louis Favreau, « La révolution chinoise (1949) », dans *Le projet socialiste...*, *op. cit.*, p. 32.

³⁴ Sean Mills, *Contester l'empire...*, *op. cit.*, p. 28.

Zedong » qui est largement employée dans les documents et discours officiels chinois. Durant toute la période de Yan'an (1936-1945), le Comité central du PCC effectue la synthèse des idées que Mao a développées sur plusieurs questions et l'a « cristallisée » sous le vocable de « pensée de Mao Zedong ». Cette dernière, avec le marxisme-léninisme, sont reconnus par le PCC, lors de son VII^e Congrès en 1945, comme « guide de tout son travail ». La pensée est développée davantage pendant la guerre civile nationaliste-communiste (1946-1949) et après l'établissement de la RPC. Durant toute la période entre 1958 (le début du Grand Bond en avant) et 1976 (le décès du Grand Timonier), les idées avancées par Mao sont contestées. C'est en 1981 que le contenu de la pensée de Mao est synthétisé et présenté par le Comité central du Parti dans un document intitulé « Résolution sur quelques questions de l'histoire de notre Parti depuis la fondation de la République populaire de Chine³⁵ ».

En France, le maoïsme est né au début des années 1960. Il connaît son apogée entre 1968 et 1972 alors qu'il regroupe environ 7 000 adhérents, « en général venus de l'élite intellectuelle ou de la grande bourgeoisie³⁶ ». Fascinés par les campagnes continues de mobilisation qui semblent témoigner d'une société socialiste en réelle construction, explique Christophe Bourseiller, les étudiants et intellectuels de mai 68 approuvent la révolution culturelle pour son utilisation de l'autocritique, par son engagement pour la révolution permanente et par sa critique radicale de la tradition culturelle.

Au Québec, le mouvement marxiste-léniniste bat son plein dans les années 1970, au moment de la révolution culturelle. Le dossier spécial du *Bulletin d'histoire politique* provoque une forte réaction de l'économiste marxiste Louis Gill. Ce dernier affirme :

On se trompe en particulier, explique-t-il, si on se limite à caractériser les organisations « marxistes-léninistes » des années 1970 au Québec comme des

³⁵ Tingyuan Sun, « Le marxisme-léninisme en Chine », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 236-327. Voir également Arif Dirlik, « Mao Zedong dans l'historiographie et le discours officiel chinois aujourd'hui », *Perspectives chinoises*, n° 2, 2012, p. 19-30.

³⁶ Christophe Bourseiller, *Les Maoïstes. op. cit.*, p. 130.

organisations « radicales, intransigeantes, dogmatiques et sectaires », traits qui les caractérisaient de toute évidence, mais qui sont impuissants à en déterminer la spécificité ainsi que la substance réelle des politiques qu'elles défendaient³⁷.

Si on veut les caractériser correctement, selon Gill, il faut reconnaître que ces organisations avaient « tous les attributs du stalinisme » et « en défendaient intégralement les idées et le programme et en appliquaient rigoureusement les méthodes ». Trotskyste affirmé jusqu'alors, Louis Gill se préoccupe visiblement de la confusion entourant le « marxisme-léninisme ». Il explique d'ailleurs, de manière brève, le rapport des organisations soi-disant « m-l » québécoises avec la Chine : ces derniers estimaient que l'Union soviétique post Staline était « révisionniste », qu'elle avait abandonné la doctrine de Marx et Lénine et les principes du stalinisme. Conséquemment, les organisations « m-l » du Québec « se présentaient comme regroupant les 'vrais' communistes, qui seraient demeurés fidèles à cette doctrine, et se réclamaient de la 'Grande révolution culturelle prolétarienne' chinoise et de la 'pensée Mao Zedong' ».

Plus concrètement, « la structure bureaucratique et autoritaire du pouvoir dans la Chine de Mao, fondée sur le monopole politique du parti unique », constitue « une authentique construction stalinienne qu'En Lutte! et le PCO n'ont cessé de présenter avec acharnement comme la fidèle incarnation des principes du marxisme ». Dans le pays « dramatiquement sous-développé » qu'était la Chine, « la répartition égalitaire de la pénurie pour la masse de la population avait pour contrepartie les privilèges habilement camouflés de la bureaucratie au pouvoir », et « 'l'enthousiasme révolutionnaire des masses' était présenté comme un substitut réel au développement matériel de la capacité productive, condition nécessaire de l'émancipation sociale ». Les organisations « m-l », en se réclamant du matérialisme marxiste, étaient en réalité

³⁷ Louis Gill, « Derrière l'étiquette, le contenu ! Notes en marge du dossier sur le mouvement 'marxiste-léniniste' au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 1, automne 2005, p. 299-300.

« staliniennes maoïstes » et « sombraient dans le plus pur idéalisme de la ‘pensée Mao Zedong’³⁸ ».

Jean-Philippe Warren associe également le « marxisme-léninisme » québécois au stalinisme. Celui-ci reprend les éléments de définition proposés par Yves Vaillancourt³⁹ et apporte une contribution remarquable à l’historiographie du mouvement m-l au Québec. Cependant, Serge Denis a raison de poser la question suivante :

L’immense majorité des hommes et des femmes associés aux deux organisations étudiées semblent non seulement amers aujourd’hui, mais ils ont la nette impression d’avoir perdu leur vie pendant leurs années de militantisme, et c’est sous cet angle que J.-P. Warren poursuit notamment le traitement de sa problématique. Est-ce particulier au « ml-isme » ? Au « ml-isme » québécois⁴⁰ ?

Si le marxisme-léninisme apparaît différent d’un pays à l’autre⁴¹, comme l’affirme Christophe Bourseiller, quelle est la particularité du marxisme-léninisme québécois ? La section suivante tentera de répondre à cette question. La littérature existante ne semble pas avoir répondu aux questions suivantes : Quel est l’apport théorique de la pensée de Mao Zedong aux projets révolutionnaires élaborés par les groupes maoïstes québécois ? Quels sont les relations entre ceux-ci et la Chine ? Quelle

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Yves Vaillancourt, « Les politisés chrétiens et la libération », *Relations*, n° 371, mai 1972, p. 141-145, cité par Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007, p. 72-73. Selon Vaillancourt, le premier trait caractéristique du marxisme-léninisme est « une conception ‘scientifique’ du marxisme, sorte de ‘catéchisme’ que les révolutionnaires n’auraient qu’à appliquer aux situations concrètes de temps et de lieux, selon la philosophie formulée par Staline dans un texte canonique, *Des principes du léninisme* ». Ensuite, pour être un maoïste, il faut reconnaître que le prolétariat est le moteur de la lutte pour le socialisme, que seul un parti d’avant-garde peut en être le guide, que la révolution socialiste ne peut s’accomplir qu’avec l’instauration de la dictature du prolétariat. D’ailleurs, sur la question du statut politique du Québec, le m-l, « refusant de voir l’oppression nationale comme égale ou supérieure à la question sociale, considère plutôt que l’indépendance du Québec ferait du tort à la classe ouvrière en la divisant et en mettant au pouvoir un gouvernement bourgeois, anti-ouvrier et réactionnaire ». Enfin, le m-l dévalue les réalisations de la gauche québécoise avant 1970, défend la révolution culturelle chinoise et affirme que la position chinoise au sujet de la politique internationale est juste.

⁴⁰ Serge Denis, « Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec, de Jean-Philippe Warren, Montréal, VLB éditeur, 2007, 255 p », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n°2, 2008, p. 240.

⁴¹ Christophe Bourseiller, *Les Maoïstes. op. cit.*, p. 298.

image de celle-ci les maoïstes québécois véhiculent-ils au sein de leurs groupes ? Avant d'apporter des éléments de réponse, il est nécessaire de rappeler les transformations de la gauche québécoise dans les années 1960 jusqu'à la diffusion, surtout à partir de 1971, d'une pensée maoïste orthodoxe.

3.3. L'appropriation de la pensée de Mao Zedong

3.3.1 La question du parti

Au lendemain de la crise d'octobre et de l'élection municipale montréalaise de 1970, une recherche d'un nouveau moyen d'intervention rejetant tout à la fois l'électoratisme, le terrorisme et le spontanéisme⁴² est entreprise, entre autres, par les Comités d'action politique (CAPs) lors du congrès d'orientation du Front d'action politique de mai 1971. Nous ne pouvons entrer dans les détails de ce projet. Soulignons que Jean-François Léonard et Pierre Hamel affirment que deux positions s'affrontent⁴³. Certains optent pour la construction d'un front large autour d'offensives collectives, dans le prolongement des mobilisations des années 1960, tandis que d'autres mettent l'accent sur la nécessité de réorganiser les CAPs et de former des comités de travailleurs adhérant strictement à la théorie marxiste révolutionnaire.

Autour de la première position on retrouve ceux qui, tout en reconnaissant une priorité sectorielle au front travail comme lieu d'implantation, cherchent aussi à développer des organisations de défense concernant les enjeux urbains et

⁴² « La violence spontanée initiée par un groupe 'd'avant-garde' a mené à une réponse de l'État trop forte pour être contrecarrée. » Ivan Carel, « 'La gauche n'a pas de tradition' : l'histoire à gauche, vue par Charles Gagnon », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, p. 43.

⁴³ Marc Comby, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal 1970-1974 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, p. 120 ; Jean-François Léonard et Pierre Hamel, « Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise », *Politique aujourd'hui*, nos 7-8, 1978, p. 155-164.

http://classiques.uqac.ca/contemporains/leonard_jean_francois/groupes_populaires_qc/groupes_populaires_qc.html <17 mars 2018>.

sociaux. La deuxième position élabore une ligne idéologique économiste et avant-gardiste qui réduit les affrontements de classes aux seuls lieux de production. Dans cette perspective la petite bourgeoisie intellectuelle radicalisée joue un rôle défini en termes d'agitation et de propagande sur les lieux de production. Elle s'oppose ainsi à ceux qui veulent faire avancer la conscience politique des classes populaires, sans être en mesure de définir les tâches prioritaires du mouvement révolutionnaire⁴⁴.

La polémique autour de l'avant-garde n'est évidemment pas nouvelle⁴⁵. Le CAP St-Jacques va plus loin, publiant en décembre 1971 une brochure intitulée *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*. Dans celle-ci, il est affirmé que l'idéologie propre à la classe ouvrière se développera graduellement « à partir de quatre instruments inséparables : l'acquisition de la théorie marxiste-léniniste, l'implantation dans les masses, l'analyse et la pratique politique soutenues, la confrontation, sans répit, de cette idéologie révolutionnaire aux idéologies ('explications' et 'solutions') réformistes⁴⁶ ». La vision des rédacteurs est exprimée en termes suivants : « [...] il existe une théorie scientifique qui nous permet à la fois de comprendre comment le développement des choses, des hommes et des faits s'effectue réellement et comment lutter pour le changer. Cette théorie, c'est le marxisme-léninisme. »

Le marxisme-léninisme est alors considéré comme une « science⁴⁷ ». Les rédacteurs de la brochure déclarent que « les textes de Marx, de Lénine et de Mao ne contiennent pas de recettes ni de dogmes » et qu'ils sont « les résultats d'expériences concrètes et de plusieurs années de luttes, menées dans des conditions bien différentes de celles-ci ». Il est donc souligné que ces textes doivent être considérés comme « des outils de formation politique et d'analyse scientifique », et qu'il faut bien se rappeler que les

⁴⁴ *Ibid.*, (version électronique), p. 13.

⁴⁵ Un projet de fonder une organisation d'avant-garde en vue de créer un « parti révolutionnaire » est lancé dans le *Manifeste* du Mouvement de libération populaire (MLP) dès 1965. Voir Luc Racine et Roch Denis, « La conjoncture politique québécoise depuis 1960 », *Socialisme québécois*, nos 21/22, avril 1971.

⁴⁶ CAP St-Jacques, *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*, décembre 1971, p. 54.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 55.

grandes lignes de la révolution québécoise « ne sont inscrites nulle part : elles sont à produire, la révolution québécoise est à faire ».

S'inspirant des perspectives tiers-mondistes, la contradiction fondamentale du capitalisme québécois, selon le CAP St-Jacques, est celle entre le peuple québécois et l'impérialisme américain. À cette contradiction, il n'y aurait qu'une seule solution possible : « que le peuple québécois sous la direction des travailleurs organisés renverse la domination impérialiste, libère les forces productives (main-d'œuvre, matières premières, équipement industriel, connaissances scientifiques et techniques) de l'emprise du capital nord-américain et prenne collectivement le contrôle de la richesse sociale⁴⁸ ».

Cette position du CAP St-Jacques est toutefois en décalage par rapport au socialisme indépendantiste des années précédentes. En effet, ce recentrement sur l'impérialisme américain, au lieu de la domination coloniale anglaise au Canada qui a inspiré la gauche des années 1960, permet de concevoir l'action militaire dans le prolongement de la Chine de Mao. Le nationalisme, lui, « déplaçait et déplace encore les problèmes en insistant sur les aspects ethniques et culturels de la domination étrangère : 'C'est la faute aux Anglais ! C'est contre Ottawa qu'il faut se battre !', alors qu'en réalité les responsables étaient et sont avant tout capitalistes, anglais autrefois, surtout américains aujourd'hui⁴⁹ ».

Cette position vis-à-vis du nationalisme et le privilège accordé à la lutte contre l'impérialisme, seront repris et développés par les organisations « m-l ». C'est sans doute pour cela que Warren affirme que *Pour l'organisation politique...* constitue « un manifeste qui marque une étape déterminante dans l'histoire du communisme québécois, sinon un véritable tournant, en formulant pour la première fois aussi clairement les lignes maîtresses du chemin devant conduire à la fondation d'un

⁴⁸ *Ibid.*, p. 34.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 35.

authentique parti ouvrier⁵⁰ ». Or, il est encore peu question de la Chine et de Mao : parmi les principales références utilisées pour rédiger cette brochure, il n'y a aucun texte de Mao.

Au début de 1972, le projet proposé par les syndicalistes au sein du Front d'action politique (FRAP), qui se fixe comme tâche de créer un parti politique des travailleurs afin de s'engager dans la lutte électorale, est réfuté par les CAPs Saint-Jacques et Maisonneuve. Pour ceux-ci, les syndicats sont « des régulateurs au maintien du système capitaliste⁵¹ ». La vraie stratégie de lutte doit plutôt être de mettre en place une organisation des travailleurs pancanadienne⁵² « en vue d'agir à long terme sur les causes des problèmes de la classe ouvrière⁵³ ». En mars, ces deux CAPs ont décidé de quitter le FRAP afin de travailler à l'organisation politique des travailleurs autour d'un projet révolutionnaire⁵⁴.

La thèse avancée par les deux CAPs attire une bonne partie du mouvement radicalisé des années 1970. Il est nécessaire, selon Pierre Beaudet, « de prendre le chemin d'un travail d'organisation à long terme, et que dans cette évolution, certaines des clés sont à trouver du côté de l'expérience des mouvements sociaux radicalisés et de la gauche politique qui prend son envol un peu partout dans le monde, notamment en Europe ». « Évidemment, la révolution chinoise nous fait rêver, se rappelle-t-il dans son autobiographie, autant le peu que nous en savons dans sa genèse historique que ce que

⁵⁰ Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, *op. cit.*, p. 46.

⁵¹ *Ibid.*, p. 43. Cela dit, les rédacteurs sont d'accord avec les idées avancées dans *Ne comptons sur nos propres moyens* (CSN), constatant que celui-ci « montre la dépendance de l'État québécois à l'égard de l'État américain, par le biais des questions de l'inflation, des investissements et des échanges ».

⁵² En effet, peu de temps après la naissance du FRAP, certains membres reprochent à la direction de situer presque exclusivement son action au niveau municipal. Bernard Normand, « Le FRAP ou le début d'une organisation socialiste au Québec », *Liaison*, vol. 1, n° 2, juin 1971, p. 11-12, cité dans Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, *op. cit.*, p. 43.

⁵³ Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec... », *op. cit.*, p. 263.

⁵⁴ CAPs de Maisonneuve et de Saint-Jacques, *La nécessité d'une organisation politique des travailleurs*, 1972.

nous voyons dans le cadre de la révolution dite culturelle, et qui nous semble une gigantesque révolte contre le Parti, contre l'autorité, contre la bureaucratie⁵⁵. »

On est entre autres frappés par l'appel lancé aux intellectuels : le phénomène des intellectuels bourgeois dominant nos établissements d'enseignement doit prendre fin. L'éducation doit être au service de la politique du prolétariat et se combiner avec le travail productif. La scolarité doit être réduite, les matières d'enseignement radicalement réformées. Tout en se consacrant principalement aux études proprement dites, les étudiants doivent non seulement s'instruire sur le plan culturel, mais également sur celui de la production industrielle et agricole et de l'art militaire ; et ils doivent participer, chaque fois qu'elles s'engagent, aux luttes de la révolution culturelle critiquant la bourgeoisie⁵⁶.

C'est au sein des CAPs St-Jacques et Maisonneuve, jusqu'alors « relativement marginalisés par rapport au mouvement ouvrier », qu'on découvre le maoïsme, en passant par le modèle vietnamien, affirment François Cyr, Jean Lalande et Richard Poulin dans un article paru dans *Les Cahiers du socialisme* en 1982⁵⁷. Une grande partie de cette découverte est attribuable à un jeune militant qui est appelé à jouer un rôle important dans le développement d'une des principales organisations maoïstes, Charles Gagnon. En effet, si le projet de mettre sur pied une organisation d'avant-garde en vue de créer un « parti révolutionnaire » a été initialement lancé dans le *Manifeste* du MLP dès 1965, Charles Gagnon « va beaucoup plus loin⁵⁸ », constate Jean-Marc Piotte, dans le sens où il identifie la lutte idéologique comme la tâche prioritaire et la publication d'un journal comme l'instrument pour mener à bien cette lutte⁵⁹.

⁵⁵ Pierre Beudet, « La radicalisation... », *op. cit.*, p. 107.

⁵⁶ Pierre Beudet, *On a raison de se révolter...*, *op. cit.*, p. 107-109.

⁵⁷ François Cyr, Jean Lalande et Richard Poulin, « Heurs et malheurs d'En Lutte (genèse et trajectoire) », *Les cahiers du socialisme*, nos. 10-11, automne 1982, p. 268.

⁵⁸ Jean-Marc Piotte, « Le monstre bicéphale », *Chroniques*, nos 29-32, août 1977 – février 1978, p. 13.

⁵⁹ Rappelant la thèse avancée par Mao dans *De la contradiction* selon laquelle « lorsqu'on a à accomplir une tâche (peu importe laquelle) et qu'on n'a pas encore fixé une orientation, une méthode, un plan ou

En octobre 1972, Gagnon rédige *Pour le Parti prolétarien*, un document qui « aura l'effet d'une bombe au sein des militants cherchant à se rallier à l'idée du parti autonome des travailleurs⁶⁰ ». Dans ce texte considéré comme fondateur du mouvement maoïste au Québec, on trouve la première mention des *Œuvres choisies* de Mao :

La lutte pour le développement de l'idéologie prolétarienne et pour sa propagation au sein des masses populaires constitue la tâche politique principale à ce moment-ci. Dans la conjoncture présente, compte tenu du rapport de force existant et compte tenu des conditions prévalant au sein du mouvement ouvrier, seules la mise sur pied et l'action large d'organes de propagande prolétarienne au sein des masses sont capables de mettre le mouvement ouvrier en mesure de se donner un parti de classe, instrument de direction essentiel à sa lutte victorieuse sur les forces de la réaction bourgeoise. Deux passages tirés des œuvres de Mao Zedong éclaireront cette question⁶¹.

Les « deux passages » proviennent de l'essai intitulé *De la contradiction*, issu d'un discours prononcé par Mao en 1937 dans lequel il a développé « la loi de la contradiction inhérente aux choses, aux phénomènes, ou loi de l'unité des contraires », qui constitue « la loi fondamentale de la dialectique matérialiste⁶² ». Voici ce que dit Mao dans cette formule qui permet d'envisager, dans les termes nouveaux, le rôle central du parti révolutionnaire dans une société principalement agraire :

Lorsqu'on est dans le cas dont parle Lénine : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », la création et la propagation de la théorie révolutionnaire jouent le rôle principal, décisif... Allons-nous à l'encontre du matérialisme en disant cela ? Non, car tout en reconnaissant que dans le cours

une politique, ce qu'il y a de principal, de décisif, c'est de définir une orientation, une méthode, un plan ou une politique », le comité se donne pour objectif principal de réunir ces quatre conditions nécessaires à la création de l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti. « Faire du journal un véritable instrument de propagande, d'agitation et d'organisation communiste » est identifié comme une des quatre conditions. *En Lutte! Bulletin interne*, n° 2, 23 mai 1975, p. 55. UQÀM, Service des archives et de la gestion de documents, Fonds d'archives de l'organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte! (38 P-660 : 05/2).

⁶⁰ Sébastien Degagné, *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*, mémoire de M.A. (histoire), Montréal, UQÀM, 1998, p. 27.

⁶¹ Charles Gagnon, « Pour le Parti prolétarien », dans Ivan Carel et Robert Comeau (dir.), *En Lutte ! Écrits politiques. Vol. II (1972-1982)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 41.

⁶² Stuart R. Schram, *Mao Tsé-toung*, Paris, Armand Colin, 1963, p. 59.

général du développement historique le matériel détermine le spirituel, l'être social détermine la conscience sociale, nous reconnaissons et devons reconnaître l'action en retour du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique. Ce faisant, nous ne contredisons pas le matérialisme, mais en évitant de tomber dans le matérialisme mécaniste, nous nous en tenons fermement au matérialisme dialectique⁶³.

S'appuyant sur cet extrait, Charles Gagnon affirme qu'au Québec, comme la confusion idéologique constitue le principal obstacle « à la réalisation du désir d'unité et de la volonté d'organisation du prolétariat, soit en pratique, à la création et au développement d'un parti ouvrier comme instrument de direction du peuple dans sa lutte de libération », la lutte idéologique, c'est-à-dire le développement et la propagation de la théorie marxiste et de la ligne prolétarienne, devient l'aspect principal de la lutte.

Pour saisir les raisons pour lesquelles c'est l'essai consacré à la question des contradictions qui est choisi par le fondateur du futur groupe En Lutte!, il est nécessaire de revenir au texte original de Mao, lequel deviendra d'ailleurs un des écrits les plus lus et discutés par les maoïstes québécois. Si l'idée que les contradictions sont universelles, et qu'elles constituent le moteur de tout changement était formulée par Hegel, puis développée par Engels et Lénine, la manière dont Mao aborde ce thème témoigne de plusieurs traits caractéristiques, dont, entre autres, un certain volontarisme politique qui doit, toutefois, tenir compte des conditions matérielles d'existence :

Bien entendu, les forces productives, la pratique, la base économique, jouent en général le rôle principal, déterminant, et celui qui le nie n'est pas un matérialiste. Toutefois, dans certaines conditions, les rapports de production, la théorie, la superstructure, se manifestent à leur tour dans le rôle principal et déterminant⁶⁴.

Stuart Schram affirme que le « volontarisme », au sens d'un accent mis sur l'action consciente dans le processus de changement social, est une caractéristique propre au marxisme-léninisme à la chinoise qui peut s'expliquer en partie par la situation de la

⁶³ Mao, *Œuvres choisies*, I, Pékin, Éditions en langues étrangères, p. 374-375, cité dans Gagnon, « Pour le Parti prolétarien », dans Carel et Comeau (dir.), *En Lutte ! Écrits politiques...*, op. cit., p. 41-42.

⁶⁴ Schram, *Mao Tsé-toung*, op. cit., p. 155.

Chine⁶⁵. Celle-ci, en tant que pays sous-développé, voit la révolution prolétarienne se réaliser avant que le développement des forces productives n'en produise les conditions matérielles. Cette attitude se traduit dans l'interprétation et le développement du « matérialisme dialectique⁶⁶ », un concept qui occupe une place non négligeable dans l'élaboration du discours politique du groupe En Lutte!, et qui constitue un des rares liens, pour ne pas dire le seul, que le fondateur du groupe a tissés entre son projet révolutionnaire à réaliser au Québec et l'expérience chinoise.

L'accent que Charles Gagnon a mis sur le rôle crucial du parti de masse révolutionnaire conforte ainsi sa position sur la lutte contre la confusion idéologique, qui était selon lui « le principal obstacle à la réalisation du désir d'unité et de la volonté d'organisation du prolétariat⁶⁷ » au Canada.

En somme, *Pour le Parti prolétarien* paraît dans un contexte de radicalisation des contestations sociales. Charles Gagnon y rejette le terrorisme, le réformisme et le nationalisme bourgeois, affirmant que c'est par la constitution d'un parti prolétarien, dirigé par l'avant-garde de la classe ouvrière, et la prise du pouvoir par ce parti que l'on parviendra au socialisme. Selon Jean-Philippe Warren, Gagnon joue un rôle déterminant dans la fondation du groupe En Lutte!⁶⁸ à l'automne 1972. Le journal *En Lutte!*, qui voit le jour le 1^{er} mai 1973, développe « une critique très radicale des syndicats, vus comme des instruments de la collaboration de classe⁶⁹ ». En 1974, En Lutte! tient son premier congrès et affirme, dans un supplément intitulé « Créons l'organisation M-L de Lutte pour le Parti », son intention de contribuer à l'unité du mouvement communiste au Canada et « d'étendre son influence de Halifax à

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ « Les hommes ne sont point les esclaves de la réalité objective... le subjectif crée l'objectif. » Wu Jiang, « Buduan Geming Lunzhe Bixu shi Chedi de Bianzheng Weiwu Lunzhe (Un partisan de la théorie de la révolution permanente doit nécessairement être un matérialiste dialectique conséquent) », *Zhexue Yanjiu*, n° 8, 1958, p. 28, cité dans Schram, *Mao Tsé-toung*, *op.cit.*, p. 87.

⁶⁷ Charles Gagnon, *Pour le Parti prolétarien... op.cit.*, p. 44.

⁶⁸ Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde...op. cit.*, p. 85.

⁶⁹ André Valiquette, « Introduction historique au groupe En Lutte ! », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 37.

Vancouver⁷⁰ ». Ainsi, En Lutte! « s'impose comme une référence incontournable pour les sympathisants du Québec rouge⁷¹ ».

Si *Pour le Parti prolétarien...*, a représenté un moment particulier dans le développement de l'extrême-gauche québécoise, la véritable impulsion, selon Jean-Marc Piotte, n'est intervenue qu'avec la parution du *Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada* en 1975. Celui-ci constitue effectivement l'acte de naissance de ce qu'on appelle à l'époque tout simplement « la Ligue », issue d'une fusion du Mouvement révolutionnaire des étudiants au Québec (MRÉQ), la Cellule militante ouvrière (CMO) et de la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR). Au départ, la Ligue se donne pour but de préparer les conditions nécessaires à la formation du parti de la classe ouvrière. Pour atteindre cet objectif, la Ligue « se fixe à la fois des tâches théoriques par l'étude et la diffusion de la théorie marxiste-léniniste et des tâches pratiques soit gagner les ouvrières et les ouvriers aux idées révolutionnaires⁷² ». De 1975 à 1979, la bataille idéologique entre les « m-l » amène de nombreux groupes à s'allier aux deux principales organisations : En Lutte! et la Ligue.

La Ligue s'inscrit encore plus directement dans le sillon de la Chine communiste qu'En Lutte!. En effet, dans la brochure de Charles Gagnon, les fragments de la pensée de Mao ont été mobilisés dans le but de justifier une certaine forme d'organisation politique révolutionnaire. Il n'était toutefois pas encore question de défendre inconditionnellement l'État chinois. Or, la Ligue s'affirme, dès le début de son existence, comme étant un groupe non seulement « maoïste », mais aussi « prochinois ». Ainsi, le projet politique que la Ligue propose est étroitement associé à la politique extérieure chinoise. Nous y reviendrons.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, p. 85.

⁷² Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 28.

Le volontarisme mis à part, les maoïstes québécois et leurs homologues européens affirment être attirés par la ligne de masse, ce qui donne à leur projet une forte connotation populiste. Mao définit la ligne de masse ainsi :

Dans toute activité pratique de notre parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées et non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées après étude), pour aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis il faut encore une fois concentrer les idées des masses et leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique⁷³.

L'idée de la ligne de masse, selon Bourseiller, distingue le maoïsme des autres courants d'extrême-gauche⁷⁴. Elle est considérée, tant par En Lutte! que par la Ligue, comme l'un des deux principes d'organisation d'un vrai parti révolutionnaire, l'autre étant le centralisme démocratique⁷⁵. Si ce dernier, avancé par Lénine, est « le principe fondamental d'organisation du prolétariat⁷⁶ », la ligne de masse de Mao constitue, pour les deux groupes, « la méthode de direction qui permet au Parti prolétarien de gagner les masses à sa direction dans le feu de la lutte de classes⁷⁷ ».

Un autre aspect populiste de la pensée de Mao Zedong a inspiré les communistes québécois. En effet, les principes de stratégie, de politique et de tactique sont souvent

⁷³ Mao Zedong, « À propos des méthodes de direction (1943) », *Œuvres choisies*, Tome III, Beijing, Éditions en langues étrangères, p. 123. Ce passage est cité à de nombreuses reprises dans les publications des maoïstes québécois.

⁷⁴ Christophe Bourseiller, *Les Maoïstes...*, *op. cit.*, p. 289.

⁷⁵ Dans *Manuel de Formation* (1978) de la Ligue, le chapitre « Le style de travail marxiste » contient non seulement « À propos des méthodes de direction (1943) », mais aussi d'autres textes consacrés à la question de la méthode d'organisation, dont « Pour un style de travail correct dans le Parti (1942) » qui aborde, entre autres, la question du rôle des intellectuels, et le lien entre la théorie et la pratique. Du côté d'En Lutte!, on retrouve, dans le fonds d'archives du groupe, un rapport interne intitulé « Le centralisme démocratique et la ligne des masses » (non daté). On y lit : « La ligne de masse est une méthode de direction et une méthode de connaissance. Ce qui caractérise le mieux la ligne de masse comme méthode de direction du Parti prolétarien dans les masses est le principe : partir des masses pour retourner aux masses. » UQÀM, Fonds 38 P : 650/1.

⁷⁶ « Le centralisme démocratique et la ligne des masses », p. 17. UQÀM, Fonds 38 P : 650/1.

⁷⁷ *Ibid.*

exprimés en phrases courtes, faciles à appréhender et donc accessibles au grand public. Voici quelques exemples bien connus : « la révolution n'est pas un dîner de gala », « l'impérialisme et tous les réactionnaires sont des tigres en papier », « ne pas attaquer dans toutes les directions », « compter sur ses propres forces », etc. Cet aspect est souligné par Pierre Beucage :

Tandis qu'Althusser incitait les marxistes à « relire le Capital » – pour l'interpréter « structurellement » – le maoïsme boudait (respectueusement) l'œuvre de Marx et d'Engels : à l'exception de quelques textes sacrés (Le Manifeste..., L'Origine de la Famille...), leur œuvre est trop remplie de nuances et soulève trop de questions : Pourquoi Marx condamne-t-il le nationalisme tchèque et appuie-t-il l'indépendance de l'Irlande ? Pourquoi Marx et Engels considèrent-ils qu'une voie pacifique au socialisme soit possible dans certains pays ? [...] Beaucoup plus claires et pédagogiques étaient les Œuvres choisies du camarade Mao, dont la République populaire nous inondait à des prix dérisoires. J'entends encore la voix d'une camarade déclarer, au milieu d'une laborieuse séance de rédaction collective : « Il faudrait que ce soit clair comme... comme un texte chinois. »⁷⁸

3.3.2. La question nationale, la « contradiction principale » et la politique extérieure chinoise

La question nationale, c'est-à-dire de l'indépendance du Québec, est évidemment structurante dans les débats au sein de l'extrême-gauche québécoise. Des intellectuels, qui ne sont pas associés au mouvement marxiste-léniniste, reconnaissent néanmoins l'apport de Mao pour comprendre la situation politique québécoise. En 1974, l'ancien partipriste Jean-Marc Piotte, présente ainsi une anthologie intitulée *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914 : études et textes*, et publiée par les Éditions L'Étincelle (tenues par En Lutte !), en coopération avec les Éditions Maspero :

Cette anthologie, utile du point de vue de la connaissance historique, ne peut cependant être d'une grande valeur pour comprendre la question nationale au

⁷⁸ Pierre Beucage, « Le vent du sud... », *op. cit.*, p. 106-107.

Québec, car elle ignore les textes de Mao et de Lénine... qui nous donnent les instruments pour bien situer, ici, la question nationale. [...] Lénine donne les bases pour bien analyser la question nationale au Québec : lutte pour la reconnaissance par la nation « canadienne » du droit du peuple québécois à l'indépendance politique ; lutte contre toutes les injustices de la nation dominante, « canadienne », contre la nation dominée, « québécoise » ; appui au mouvement d'indépendance du Québec dans la mesure où il aide la classe ouvrière québécoise et internationale contre la bourgeoisie et l'impérialisme⁷⁹.

Alors comment évaluer si le mouvement indépendantiste au Québec aide ou non la classe ouvrière québécoise et internationale contre la bourgeoisie et l'impérialisme ? « C'est Mao qui nous vient ici à la rescousse avec son texte décisif, avec *De la contradiction* », affirme Jean-Marc Pottle. Dans toute société, il existe une contradiction principale, une contradiction qui est dominante et qui structure l'ensemble de la société. « En posant bien la contradiction principale d'une société, affirme Pottle, les révolutionnaires peuvent tracer la stratégie qui, en s'attaquant à cette contradiction, permettrait la transformation radicale de la société ».

Au sein des groupes marxistes-léninistes, la pensée de Mao est évidemment la principale référence pour comprendre la question nationale au Québec. L'historien Pierre Milot affirme :

Les raisons qui ont amené les marxistes-léninistes québécois à réorienter leur stratégie vers un projet de socialisme canadien (reléguant ainsi la question nationale à une « contradiction secondaire ») sont de deux ordres : soit la logique politique de l'État canadien et sa reproduction au sein de la stratégie « m-l », soit la corrélation entre la politique extérieure de la Chine (formulée implicitement dans la « Théorie des trois mondes ») et la « place » du Canada dans le système international⁸⁰.

Encore plus que chez Pottle, la question nationale est abordée à travers le prisme, formulé par Mao, du problème de la contradiction principale dans les groupes m-l :

⁷⁹ Jean-Marc Pottle, « Le marxisme et la question nationale », *Chroniques*, vol. 1, n° 4, avril 1975, p. 21-23.

⁸⁰ Pierre Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982)*, mémoire de M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 1982, p. 3.

Qu'est-ce qu'une contradiction principale ? Mao Tsé-toung nous enseigne que « dans un processus de développement complexe d'une chose ou d'un phénomène, il existe toute une série de contradictions ; l'une d'elles est nécessairement la principale, dont l'existence et le développement déterminent l'existence et le développement des autres contradictions ou agissent sur eux. » La contradiction principale dans une société est celle qui joue le rôle dirigeant, déterminant dans le processus de développement de cette société, et par rapport à laquelle les autres contradictions occupent une position subordonnée, secondaire. Il n'y a qu'une seule contradiction principale, qui joue le rôle clé ; et en ce sens Mao peut dire que lorsqu'elle est retrouvée, « tous les problèmes se résolvent aisément »⁸¹.

Le groupe En Lutte! et la Ligue s'entendent donc pour considérer la question nationale comme une contradiction secondaire, par rapport à la contradiction principale qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie. Par exemple, dès le premier congrès d'En Lutte ! en novembre 1974, le principe de la lutte de libération nationale a été abandonné. Les membres présents ont conclu que la contradiction principale « oppose désormais le prolétariat à la bourgeoisie canadienne, qui n'est pas nécessairement alliée à l'impérialisme états-unien et la lutte ne se limite plus au cadre du Québec⁸² ». Cette position s'est affirmée davantage le mois suivant, dans *Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti*⁸³ et dans la préface à la 2^e édition des *Cahiers d'En Lutte*⁸⁴.

Ce qui distingue toutefois les deux regroupements m-l est l'importance accordée, par la Ligue, à la politique internationale des « trois mondes », dont le respect est affirmé

⁸¹ Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, p. 41-42. UQÀM, Fonds PCO (47 P), série 1 – Origines du PCO (1971-1976), dossier 23.

⁸² Charles Gagnon, *En Lutte! Écrits politiques*, vol. 2, *op. cit.*, p. 289.

⁸³ Les rédacteurs affirment : « [...] rien ne garantit, bien au contraire, que l'indépendance politique du Québec constituerait un pas en avant pour le prolétariat. Tout porte à croire que, divisé par la question nationale, le prolétariat du Canada serait plus faible face au capitalisme et à l'impérialisme. » *En Lutte!*, 12 décembre 1974, p. 10.

⁸⁴ « Pour les lecteurs qui les étudieront attentivement, certaines contradictions sauteront aux yeux. Ainsi, le *Cahiers* n° 1 parle de la 'lutte de libération nationale du peuple québécois', alors qu'aujourd'hui En Lutte rejette cette position comme erronée : l'oppression nationale dont est victime le Québec ne sera pas éliminée par le moyen d'une 'libération nationale', mais bien d'autres, mais bien plutôt par celui de la révolution prolétarienne. » *Cahiers d'En Lutte*, n° 1, décembre 1974 (achevé d'imprimer le 10 janvier 1975), p. 1. Il s'agit d'une réédition des textes parus dans le journal entre mai 1973 et juin 1974.

comme l'un des cinq principaux énoncés du *Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*. La théorie des trois mondes, élaborée initialement par Mao Zedong, est officiellement présentée par Deng Xiaoping devant l'ONU en 1974. Tel que son nom l'indique, elle fait référence à trois mondes qui régissent la politique mondiale. Le premier monde est composé des deux superpuissances impérialistes, l'URSS et les États-Unis, en lutte pour l'hégémonie. Le deuxième monde regroupe les pays développés, comme les pays d'Europe, le Japon et le Canada, qui sont liés aux deux superpuissances par leur exploitation du Tiers-Monde, mais qui doivent également se prémunir contre la puissance hégémonique des deux superpuissances. Enfin, le troisième regroupe les pays en voie de développement et la Chine. Ces pays, qui composent la majorité de la population mondiale, représentent l'avenir socialiste de l'humanité. Leurs luttes anti-impérialistes forceront les pays du deuxième monde, sous la pression de leur propre classe ouvrière, à se solidariser avec eux afin de lutter contre les deux superpuissances qui représentent le principal obstacle à l'émancipation du prolétariat⁸⁵.

Dès sa fondation, la base idéologique et la ligne « juste » de la Ligue sont étroitement associées au respect inconditionnel de la nouvelle politique extérieure chinoise. Le document *La lutte pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti* (1975) en témoigne :

Le social-impérialisme soviétique constitue, avec l'impérialisme américain, l'ennemi numéro un des peuples du monde. (...) Pour bien comprendre les tâches des forces révolutionnaires dans n'importe quel pays, il est essentiel pour les communistes de faire le lien entre la situation internationale et la situation nationale ; il est important qu'ils voient bien la place de leur pays dans le contexte mondial... en effet, c'est seulement de cette façon que nous pourrons

⁸⁵ *La théorie du Président Mao sur la division en trois mondes. Importante contribution au marxisme-léninisme*, Beijing, Éditions en langues étrangères, 1977.

formuler une ligne stratégique juste pour la révolution prolétarienne au Canada⁸⁶.

La deuxième partie de *Document d'entente...* est consacrée à une présentation d'un monde en plein bouleversement qui se divise en trois⁸⁷. En tant que pays du second monde, le Canada doit lutter, selon la Ligue, pour sauvegarder son indépendance nationale devant l'impérialisme que représentent les deux superpuissances. La Ligue reproche ainsi à *En Lutte!* de ne pas avoir saisi la nature du Canada comme pays du second monde⁸⁸. Elle s'affirme conséquemment comme dépositaire officiel (et exclusif) de la théorie des trois mondes au Canada. Elle s'oppose fermement à la lutte pour l'indépendance du Québec, dans la mesure où celle-ci risquerait d'affaiblir le Canada, un pays du second monde qui doit servir de contrepoids aux prétentions hégémoniques des deux superpuissances.

Quant à *En Lutte!*, son adhésion à la théorie des trois mondes est d'abord plus nuancée, avant d'être progressivement rejetée. Le groupe fait d'abord une mise au point à ce sujet en décembre 1976 dans *Unité Prolétarienne*⁸⁹. Il rappelle que les quatre contradictions avancées par Lénine « sont fondamentales à l'époque de l'impérialisme, et chacune agit à des degrés divers sur les autres ». Sans nier la pertinence politique de la théorie des trois mondes, *En Lutte!* veut tout de même en circonscrire l'importance, et de ce fait s'en prend à l'interprétation « dogmatique » de la Ligue.

Nombreux sont les marxistes-léninistes qui seraient tentés de se référer de façon unilatérale et dogmatique à ce nouveau concept. Nombreux sont ceux qui seraient tentés de passer sous silence le rôle des peuples et de la classe ouvrière dans la révolution prolétarienne, sous prétexte que les trois mondes n'en font pas mention explicitement. Or, ce rôle est loin d'être disparu, il est au contraire

⁸⁶ *La lutte pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti*, p. 62. Fonds 47 P, série 1, dossier 23.

⁸⁷ *Document d'entente politique...*, op. cit., p. 14.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 2.

⁸⁹ *Unité Prolétarienne*, revue théorique d'*En Lutte!*, dont le premier numéro est publié en septembre 1976. À l'occasion du 2^e congrès du groupe qui se tient en novembre, l'organisation d'une première conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes au Canada est mise à l'ordre du jour. Voir André Valiquette, « Introduction historique au groupe *En Lutte!* », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n^o 1, automne 2004, p. 39.

aujourd'hui encore le moteur essentiel de tous les développements de l'humanité, il en va de même de la lutte contre la bourgeoisie nationale dans chacun des pays capitalistes et impérialistes⁹⁰.

Ainsi, En Lutte! souligne que les marxistes-léninistes « n'ont pas à se prendre pour la Chine » et « ne doivent pas confondre la politique étrangère de la Chine avec une juste ligne politique pour leur pays, face à leur propre bourgeoisie [...] »⁹¹. Pour conclure, En Lutte! alerte le mouvement communiste marxiste-léniniste canadien du danger qui le menace :

Ce danger, principalement représenté par la LC(m-l)C, c'est celui de l'opportunisme de droite sur les questions internationales, qui à la limite peut conduire au social-chauvinisme. Ce danger se cache sous de fausses apparences, il se cache sous le prétexte de la juste application des principes marxistes-léninistes, il se cache sous la transposition mécanique des positions de l'État chinois, enfin il se cache sous le dogmatisme qui traverse actuellement nombre de positions de la LC(m-l)C, notamment sur les questions internationales⁹².

La position d'En Lutte! à l'égard de la théorie des trois mondes connaît des évolutions importantes au cours de 1977. Dans un article paru le 1^{er} septembre dans un supplément du journal *En Lutte!*, l'équipe de rédaction affirme que la théorie « ignore le point de vue de classe pour y substituer l'analyse du rapport de force entre pays ». On déclare que la division du monde en trois types de pays risque d'avoir des conséquences désastreuses sur les luttes de libération nationale à travers le monde, sur la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes du « deuxième monde », et sur la dictature du prolétariat dans les pays socialistes⁹³. Enfin, à l'hiver 1977-1978, le groupe En Lutte! s'attaque frontalement à la théorie des trois mondes en s'en prenant à « l'opportunisme de droite dans les questions internationales » et en dénonçant tout « compromis avec

⁹⁰ « La situation internationale et la lutte contre l'impérialisme et les deux superpuissances », *Unité prolétarienne*, vol. 1, n° 2, décembre 1976, p. 29.

⁹¹ *Ibid.*, p. 38.

⁹² *Ibid.*, p. 41.

⁹³ « À propos de la 'théorie des trois mondes'. Des divergences à résoudre sur la base du marxisme-léninisme », *Supplémentaire d'En Lutte!*, vol. 5, n° 1, septembre 1977, p. 2. Service des archives et de gestion des documents, UQÀM, Fonds d'archives de l'Organisation marxiste-léniniste En Lutte! (38 P), 660.03/105.

l'impérialisme », même celui du deuxième monde. Le groupe se donne alors pour objectif de lancer le mot d'ordre d'approfondir la critique de la théorie des trois mondes en tant que « théorie opportuniste pourrie » et « d'extirper les germes d'un nouveau révisionnisme ».

Le comité de rédaction d'En Lutte! défend tout de même le modèle communiste chinois et la pensée de Mao Zedong, mais en dissociant ceux-ci de la théorie « opportuniste » des trois mondes. En Lutte!, en dépit de sa dépendance vis-à-vis de la Chine en tant que pôle de référence politique, prend donc ses distances par rapport à la politique extérieure chinoise, au nom de la nécessité d'appuyer la révolution prolétarienne dans les pays du « second monde ».

Conclusion

La majorité des groupes voulant inscrire leur combat dans le mouvement communiste international devaient choisir son camp : prosoviétique ou prochinois. Ainsi Jean-Marc Piotte déplorait-il en 1975 :

Il me semble aussi clair qu'au Québec et au Canada... il faut chercher à obtenir l'appui de Moscou et de Pékin dans notre lutte pour le socialisme et qu'il faut appuyer tous les mouvements qui, de par le monde, luttent contre l'impérialisme américain, que ces mouvements soient prosoviétiques ou prochinois. Hélas, l'une des principales divisions qui sépare les marxistes québécois et canadiens est le conflit sino-soviétique. [...] Je rêve d'un parti communiste québécois et canadien qui ne serait pas que le porte-parole de la ligne de Moscou et de celle de Pékin, d'un parti communiste qui pourrait se situer sur la scène internationale et se fonder sur les intérêts des peuples québécois et canadien et sur la nécessité

de la révolution mondiale, bref d'un parti communiste qui serait relativement autonome face à la querelle sino-soviétique⁹⁴.

Il y a conséquemment une certaine dépendance entre les groupes m-l et les orientations du Parti communiste chinois : un projet révolutionnaire à réaliser au Québec doit être légitimé par les décisions d'un parti communiste étranger. Cette situation a certainement entraîné un certain « purisme doctrinal⁹⁵ » et une défense d'une politique chinoise qui a peu de résonance au Québec. Cette dépendance n'a pourtant pas amené le groupe En Lutte! à aller jusqu'à défendre la Chine de façon inconditionnelle. En témoignant ses critiques vis-à-vis de la théorie des trois mondes et sa volonté de poursuivre la lutte contre la bourgeoisie canadienne. La Ligue, quant à elle, s'affirme plutôt comme dépositaire exclusif du PCC au Canada. Elle se distingue du groupe En Lutte ! – son plus grand rival – par sa défense ferme de la politique du Parti communiste chinois, y compris dans les relations internationales.

Le 5 octobre 1974, une journée de célébration a lieu à l'Université du Québec à Montréal pour fêter le 25^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Cet événement est le fruit d'un effort commun déployé par le Cinéma d'information politique (CIP), l'Équipe du Journal *En Lutte* (ÉDJ), l'Agence de Presse Libre du Québec (APLQ), le Mouvement révolutionnaire des étudiants au Québec (MRÉQ), la Cellule militante ouvrière (CMO), les Amitiés Québec-Chine et la Librairie progressiste. Le programme comporte de diverses activités. La journée débute par la présentation de plusieurs diapositives sur divers aspects de la société chinoise.

⁹⁴ Jean-Marc Pottie, « Moscou et Pékin », *Chroniques*, vol. 1, nos. 8-9, août/septembre 1975, p. 120.

⁹⁵ Selon Marcel Fournier, le mode d'analyse des maoïstes « rend difficile toute forme d'objectivation la 'vérité' ou la 'justesse' des pratiques politiques qu'ils contestent semble en effet dépendre beaucoup plus de leur adéquation à une théorie qui, le plus souvent, est une doctrine politique précise ». Ainsi, « leur critique et leur crainte du révisionnisme renvoient à un certain purisme doctrinal et sont largement fonction de leur faible degré de développement et de leur position encore relativement marginale dans le champ politique québécois et canadien. » Fournier, *Communisme et...*, *op. cit.*, p. 10. Le dogmatisme des groupes maoïstes a suscité beaucoup de critiques. Voir Marielle Désy *et al.*, *La conjoncture au Québec au début des années 80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Rimouski, Librairie socialiste de l'est du Québec, 1981. Voir aussi plusieurs articles publiés dans le double numéro 10/11 (1982) *des Cahiers du socialisme*.

Par exemple, les femmes au travail et dans la vie sociale, les enfants et les garderies, la famille, l'éducation (le système scolaire, les étudiants et la Révolution culturelle), le travail (l'organisation du travail dans les communes populaires et les usines, les syndicats, la Révolution culturelle dans les usines) et la vie quotidienne du peuple chinois. Il y a quelques ateliers sur la politique étrangère de la Chine, suivis par la projection des films *Le détachement féminin rouge* (opéra-ballet, 1961) et *Changhai au jour le jour*. Les ateliers sont animés par des Québécois qui ont voyagé en Chine. Et pour clôturer l'événement, a lieu une conférence intitulée « Ce que représente la Chine pour le Québec, la signification de 25 années de construction de socialisme en Chine ».

Cette Chine lointaine et exotique dégage certainement un charme singulier dans les années 1970. Ce charme a survécu aux conflits acrimonieux entre le groupe En Lutte! et la Ligue. En effet, les personnes intéressées par la Chine au Québec, y compris des « m-l », se regroupent autour de la Société Canada-Chine à Montréal, fondée en 1973 sous les auspices de Paul T.K. Lin, alors directeur du Centre for East Asian Studies à l'Université McGill. Cette société assure les tâches d'organiser des activités culturelles adressées aux divers publics, et de coordonner les actions entre différents acteurs agissant dans les échanges sino-canadiens, sino-québécois et sino-montréalais. Les « m-l » cherchent pendant un temps à se servir du travail d'amitié pour promouvoir « la supériorité du socialisme » et rallier « des éléments avancés au communisme⁹⁶ ». Il est maintenant temps de nous attarder sur l'histoire de l'importante Société Canada-Chine dans les années 1970, et surtout sur la nature des conflits au sein de cette organisation qui réunit des indépendantistes, des fédéralistes, des socialistes, des capitalistes et des maoïstes...

⁹⁶ « Rapport interne », p. 1. Service des archives et de gestion des documents de l'UQÀM, Fonds PCO (47 P), 12/1.

CHAPITRE IV

LES « PROCHINOIS » NON MAOÏSTES AU QUÉBEC – LA SOCIÉTÉ CANADA-CHINE ET LES AMITIÉS QUÉBEC-CHINE (1973-1976)

Au milieu des années 1970, deux groupes d'amitié avec la Chine populaire existent en parallèle à Montréal : la Société Canada-Chine et les Amitiés Québec-Chine. Issus des milieux sociaux assez variés, « un petit groupe de Montréalais¹ » se regroupe, en juin 1973, autour de la Société Canada-Chine (SCC), fondée sous les auspices de Paul T.K. Lin, avec la collaboration des représentants de la République populaire de Chine. La première mission de cette association est la prise en charge du pavillon chinois, à Terre des Hommes². Ses membres fondateurs se donnent pour objectif principal d'établir et de développer des relations d'amitié entre les peuples canadien et chinois.

À l'été 1973, plusieurs Québécois effectuent un séjour d'un mois en Chine, « du sud au nord et de l'est à l'ouest ». Selon les participants du voyage, ce voyage se fait « dans le cadre d'une visite d'étudiants mais nous avons eu de multiples occasions de connaître et de voir de nombreuses facettes de la vie en Chine : usines, communes, etc.³ ». À leur retour au Québec, ils mettent sur place « un cercle d'étude sur la Révolution chinoise (Les Amitiés Sino-québécoises) », qui est ensuite transformé en « un groupe de travail visant à développer la compréhension mutuelle et l'amitié entre la population du Québec et le peuple de Chine⁴ », un groupe connu sous le nom des Amitiés Québec-Chine (AQC).

¹ Denis Lazure, « Rapport du président, soumis à l'assemblée annuelle de la Société Canada-Chine, 27 octobre 1975 », BANQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), S3, D5 (visites en Chine 1960, 1975 et 1985).

² « Selon le directeur Zalloni. L'avenir de TDH n'est pas menacé », *Le Devoir*, 23 mars 1973.

³ « L'avenir est radieux mais le chemin est sinueux », compte rendu rédigé par des personnes qui ont visité la Chine populaire. Fonds Céline Lamontagne (Fonds CL).

⁴ « Quelques précisions », p. 1. Fonds CL.

Les membres des deux groupes d'amitié se donnent comme nom les « amis » de la Chine populaire. Ils investissent du temps et de l'énergie pour développer une amitié avec le peuple chinois. Qui sont-ils ? Quelles sont les motivations qui les animent ? Quels sont les buts de cet investissement ? Quelle est la composition de la SCC ? Quel est le rôle qu'elle joue pour favoriser une meilleure compréhension de la Chine populaire dans la société québécoise ? Y a-t-il des conflits au sein des amis ? Quelles sont les polémiques autour de l'intégration des AQC à la SCC ? Quels sont les rapports entre les « éléments politiques » et d'autres membres ? Autant de questions à explorer afin de mieux saisir l'attraction multiforme que représente la Chine populaire pendant la période 1973-1976.

4.1. La Société Canada-Chine

4.1.1. La composition de la SCC

À sa fondation, la SCC compte 107 membres dont la grande majorité était des Montréalais d'origine canadienne-anglaise et chinoise (et de langue anglaise)⁵. Sur la liste des premiers membres figurent les noms des personnes qui contribuent au développement des relations sino-canadiennes depuis les années 1960 : des médecins (J. Wendell MacLeod, Francis L. McNaughton, Charles S. Burchill, Wilder Penfield, Yves Morin, Denis Lazure, Robert Robson, etc.), des professeurs (Paul Lin, P.C. Hsieh, Robert Garry, Louis Veilleux, Stephen Orlov, Samuel Noumoff, etc.), des étudiants en études asiatiques (Paul Brennan, Jules Nadeau, Elaine Parisien, Louise Gauthier, Lucie-France Dagenais), un conseiller municipal de Montréal (Abraham Cohen⁶), des

⁵ Denis Lazure, *Médecin et citoyen*, *op. cit.*, p. 144.

⁶ Abraham Cohen, « City Councillor has Views on the Planning and Development of Montreal Chinatown », *Quartier chinois de Montréal*, 2 mars 1982, cité dans Jonathan Cha, « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation. L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal », *JSEAC*, vol. 29, nos 3-4, 2004, p. 3-18.

personnes étant déjà allées en Chine (Micheline Legendre, Louis Fournier, Gilles Morand, Daniel Palardy, etc.).

Le conseil d'administration comprend neuf membres : Paul Lin (président), Abraham Cohen (vice-président), Wong Sau Wai (vice-président), Herman Tam (secrétaire), Bill Wong (trésorier), Bill Chan, K. Allan Elliott, Robert Garry et Denis Lazure. Le comité de programmation des activités se compose de neuf personnes, dont Louis Veilleux, Louise Gauthier, Robert Garry et Gilles Morand. Le comité de recrutement est composé des personnes suivantes : Denis Lazure, Louis Fournier, Gilles Morand, Ross Robinson, Elaine Beverly Rubin et Herman Tam⁷.

En 1974, Denis Lazure, directeur général de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu à Montréal, qui a fait le voyage avec Pierre Elliott Trudeau en Chine en 1960, accepte la présidence de la SCC que lui proposent des membres soucieux du recrutement de francophones⁸. Son projet est de « corriger une situation qui a souvent limité la participation du Québec au milieu anglophone sinon à l'université McGill seule⁹ ». Il déclare ainsi qu'il entend, en tant que président, « donner 'un coup de barre' à la participation des francophones à la société¹⁰ ». Le nouveau président y consacre beaucoup d'énergie et de temps, et avec l'aide de Robert Garry, la SCC élargit ses activités et ses services en direction de publics très diversifiés. Le nombre de membres francophones connaît une augmentation rapide. Au début 1975, la SCC a quatre fois plus de membres qu'en 1973 et compte une proportion à peu près égale des deux principaux groupes linguistiques, en plus d'une importante représentation de la communauté chinoise¹¹.

⁷ Document sans titre, qui annonce la nomination des membres du conseil d'administration, du comité de recrutement et du comité de programmation des activités. Lin Papers, boîte 14A.

⁸ Denis Lazure, *Médecin et citoyen...*, op. cit., p. 144.

⁹ Jules Nadeau, « Depuis la visite de Trudeau en Chine, la lune de miel avec Pékin dure toujours », *La Presse*, 17 juillet 1975, p. A 9.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Denis Lazure, « Rapport du président, soumis à l'assemblée annuelle de la Société Canada-Chine, 27 octobre 1975 », BAnQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), S3-D5.

« Ceci était attendu », affirme le journaliste Jules Nadeau, selon qui « dans les manifestations de rapprochement avec la Chine, la plupart des initiatives sont venues du côté anglophone et ce nouveau 'coup de barre' encouragera ceux qui travaillent depuis longtemps à doter le Québec des outils académiques et autres de connaissance de la Chine ». Puis il rappelle que, « désormais, des cours d'histoire chinoise seront donnés au niveau du Cégep », et que l'Université de Montréal est en train de se préparer à inaugurer un programme d'études chinoises. « Nous aimerions aussi, ajoute le docteur Lazure, compléter les nombreux échanges gouvernementaux par des contacts 'peuple à peuple' entre Chinois et gens d'ici ». Les gens « d'ici » tel qu'entendu par Denis Lazure, sont « les gens de notre pays, en particulier ceux du Québec¹² » qui éprouvent un vif intérêt « à l'égard du peuple chinois ».

La question de la langue de communication suscite des débats au sein de l'organisation. Dans le *Rapport du président*, soumis à l'assemblée générale de la SCC le 27 octobre 1975, Lazure constate que dans les réunions, les membres recourent à l'anglais même si cette langue n'est pas la leur. Plusieurs avancent l'idée selon laquelle cette situation devra être changée, car au fur et à mesure que la SCC s'ouvre « à toutes les couches de la société, il est évident que la communication socio-culturelle devient plus compliquée¹³ ». Au printemps 1975, la SCC lance une revue destinée à promouvoir l'amitié entre le Canada et la Chine. Le premier numéro de *Revue Canada-Chine* contient des textes en anglais et en français :

L'idée de cette publication revient au nouveau bureau de direction élu le 11 novembre 1974. [...] Cette volonté de diffusion et de rayonnement correspond d'une part à nos contacts avec la Chine qui ne cessent de se multiplier. [...] D'autre part, la distribution de la revue dans tout le Québec tient compte de la volonté du nouvel exécutif d'élargir ses cadres et son action. D'autres mesures concrètes qui vont dans le même sens sont déjà en voie de réalisation : centre d'études orientales, cours d'histoire de Chine dans les cégeps, comptes-rendus

¹² Denis Lazure, « Mots du président », *Revue Canada-Chine*, vol. 1, n° 1, printemps 1975, p. 2.

¹³ Denis Lazure, « Rapport du président... », *op. cit.*, BANQ Québec, Fonds Lazure (P703), S3-D5.

de visites en Chine, sous-comité du programme pour les activités de langue française et recrutement¹⁴.

Dans l'éditorial, l'équipe de rédaction explique que la *Revue* s'attachera plus à « faire découvrir la Chine des idées et des expériences nouvelles » qu'à parler de « la Chine des superlatifs » (par exemple, « les 5,000 ans d'histoire ininterrompue », « le quart de l'humanité », « un milliard de Chinois »). La *Revue* se donne pour objectif de présenter « la Chine de l'imagination et de l'audace », car « c'est cet aspect d'ouverture qui peut le mieux servir de fondement à des échanges entre les deux pays ». La seule restriction qu'elle s'impose, c'est celle de « refléter par son contenu et par ses deux comités de rédaction – celui de langue française et celui de langue anglaise – la répartition ethnique des membres de Canada-Chine ».

4.1.2. Pourquoi devenir amis de la Chine ?

Les objectifs de la société sont les suivants : faire naître une amitié active et durable entre les peuples du Canada et ceux de la RPC, développer et approfondir les connaissances au sujet des progrès et réalisations de la Chine, favoriser les échanges dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences et des sports¹⁵. La SCC élabore rapidement un programme d'activités culturelles (projections de films, commémorations, conférences) en vue d'offrir au public la possibilité de développer les connaissances de différents aspects de la Chine populaire. Ces activités doivent également permettre de combattre les différents courants antichinois qui se manifestent

¹⁴ « Éditorial », », *Revue Canada-Chine*, vol. 1, n° 1, printemps 1975, p. 5. L'idée d'une revue spécialisée sur la Chine « n'est pas nouvelle », affirme l'équipe de rédaction. « Après les Norman Bethune, les Edgar Snow et les Rewi Alley, il y a eu dans les pays occidentaux, bon nombre de groupes sympathiques à la Chine qui se sont formés pour étudier la révolution du peuple chinois. Dans 'Connaissons-nous la Chine', René Étienne explique qu'il s'occupait déjà vers 1934 d'un bulletin polycopié à 200 exemplaires. Le bulletin 'Chine' rassemblait en France les rares amis du camarade Mao Tsé-toung, ajoute Étienne. »

¹⁵ « Historique de la Société Canada-Chine », BANQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), S3-D5.

dans les médias, ce que la Société considère être les représentations « erronées » de la vie chinoise¹⁶. Parmi les événements les plus importants, soulignons la célébration du 24^e anniversaire de la RPC, le 2 octobre 1973, en présence de Chang Wen-Chin, ambassadeur chinois, et de Jean Drapeau, maire de Montréal.

Au début, la SCC se donne le mandat de donner une image plus positive de la RPC, de même que de favoriser les échanges entre les gouvernements et les citoyens canadiens d'origine chinoise. Notons que ces derniers ne sont pas nécessairement favorables à la RPC. Paul Lin est intervenu, par exemple, dans les échanges entre le gouvernement fédéral et la communauté chinoise à Montréal. Le 11 juin 1973, il écrit une lettre à Stanley Haidasz, ministre fédéral d'État au multiculturalisme, afin qu'il consulte plusieurs « leaders » de la communauté chinoise à Montréal sur la nouvelle politique de son gouvernement:

Apparently, there is a keen and general feeling among members of the [Chinese] community that they have been kept in the dark concerning possible ideas, projects and plans which affect their cultural interests and welfare [...]. In order to represent and reflect the needs and wishes of the whole Chinese community, it has been strongly recommended that a non-exclusive, non-political general meeting be held in Chinatown to which delegates from all Chinese organizations interested in cultural development would be invited. [...] This is conceived as an informal, exploratory meeting, to provide a forum for the airing of views and information on multicultural policy and their implications for the Chinese community [of Montreal]. [...] We also earnestly hope that you will give your support to a comprehensive, democratic and non-partisan initiative within the Chinese community that benefit the whole community...¹⁷

Cette lettre témoigne des divisions au sein de la communauté chinoise montréalaise, mais aussi de la volonté de se présenter comme unie par des intérêts supérieurs (« whole community »). Dans les années 1960, les immigrants chinois de Montréal sont

¹⁶ BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds Société Canada-Chine Inc. – Section Abitibi-Témiscamingue (P267), S2 (administration), D5 (conseil d'administration de la SCC – Montréal).

¹⁷ Lettre de Paul Lin à Stanley Haidasz, 11 juin 1973. Lin Papers, boîte 14.

pour la plupart fidèles au Guomindang¹⁸. L'influence de celui-ci au Québec est plus forte qu'ailleurs au Canada, affirme Denise Helly¹⁹. Ainsi, quand le gouvernement français a reconnu la Chine populaire en 1964, le journal *La Presse* rapportait l'opposition « la plus vigoureuse » de plusieurs communautés chinoises du Canada contre les négociations entre la Chine et la France en vue de la normalisation des relations diplomatiques²⁰.

Cependant, l'attitude de la communauté chinoise de Montréal à l'égard de la RPC évolue depuis les années 1960. L'historien Pu-Shih Thomas Hsu affirme que les communautés chinoises de Montréal et Toronto sont plus « à gauche » que leurs compatriotes de Vancouver :

The Hong Men Society in Canada was starting to become internally divided over the issue of recognition. The position of the Vancouver branch organization was rather conspicuous because it deviated from other branch organizations. The Toronto and Montreal branch organizations wanted the Hong Men Society on a national level to acknowledge the PRC and abandon its support for the ROC. The branches in eastern Canada moreover had "leftist" political leaning. [...] The recognition of the PRC ultimately threw the Hong Men Society into disarray. Its Vancouver and "Eastern Canada" faction fought openly against each other over this issue as well as over the control of the organization as a whole²¹.

Vers la fin de la décennie 1960, une partie des membres de la communauté chinoise de Montréal favorise la reconnaissance, bien qu'on y trouve également de farouches

¹⁸ Créé en 1912 par Sun Yat-sen, il dominait le gouvernement central de la République de Chine de 1928 jusqu'à l'arrivée au pouvoir des communistes en 1949. Après la guerre civile, le Guomindang s'est réfugié à Taiwan et continuait à se proclamer seul gouvernement légitime de la Chine.

¹⁹ Denise Helly, *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 277. « En 1954, année de son apogée, de 450 à 500 immigrants y adhèrent, soit environ un tiers des résidents cantonnais de la province (si l'on ne tient compte que des personnes adultes, soit environ 1 500 personnes) », affirme l'auteure.

[Disponible sur le site des classiques des sciences sociales :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/helly_denise/chinois_a_montreal/chinois_a_montreal.html]

²⁰ « Protestations des Chinois du Canada », *La Presse*, 29 janvier 1964, p. 2.

²¹ Pu-Shih Thomas Hsu, « The Chinese-Canadian News Presses' Coverage of Canada's recognition of the People's Republic of China and its effects on the Vancouver Chinese Community, 1968-1972 », mémoire de maîtrise (histoire), Simon Fraser University, 2005, p. 40.

opposants. Samuel Noumoff rappelle l'événement suivant qui a eu lieu après la conférence *China Consultation* de février 1969, organisée par Cyrus Eaton et Paul Lin :

Immediately following the conference Paul, Eileen, my wife, Ambassador Ronning, and myself went for a cathartic dinner in Chinatown, parking in a deserted lot. When we attempted to retrieve our cars, a parked car with no lights shot back from the shadows aiming for us. Chester Ronning pulled the two women back as I smashed my umbrella on the trunk. The car sped off. Next afternoon a phone call came to my house. The voice said, "I just want to tell you that last night was no accident". Clearly the then powerful Montréal Guomindang has monitored the Conference activities²².

Les divisions au sein de la communauté chinoise font en sorte que celle-ci est incapable de réunir ses différentes fractions pour réagir de façon efficace à des enjeux en rapport avec le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal²³. Durant les années 1950 et 1960, la communauté est impuissante à freiner les spéculateurs fonciers qui défigurent le quartier chinois²⁴. En 1962, l'Hôpital chinois, qui peine à « répondre aux besoins grandissants de la communauté²⁵ », ferme ses portes. L'hôpital est reconstruit, en 1963, sur la rue Saint-Denis, près de la rue Jean-Talon, à l'extérieur du quartier chinois car il n'y a « aucun terrain convenable disponible ». L'église unie chinoise est démolie afin de fournir le site des nouveaux bureaux d'Hydro-Québec. Enfin, de nombreuses maisons sont démolies sans être remplacées à la faveur de l'élargissement de la rue Dorchester (maintenant connue sous le nom du boulevard René Lévesque).

Par conséquent, parmi les 8 000 résidents chinois de Montréal à la fin des années 1960, seulement huit pour cent vivent toujours dans le quartier chinois. David Chuenyan Lai explique :

²² Sam Noumoff, Reviews of « In the Eye of the China Storm. A Life Between East & West », *Labour Capital and Society*, vol. 44, n° 1, 2011, p. 210.

²³ David Chuenyan Lai fait une synthèse de l'évolution historique des quartiers chinois au Canada dans *Chinatowns, Towns Within Cities in Canada*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1988, p. 149-154.

²⁴ Jonathan Cha, « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation. L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal », *JSÉAC*, vol. 29, nos 3-4, 2004, p. 10.

²⁵ Olivier Paré, « L'Hôpital chinois de Montréal ». [En ligne : <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/lhopital-chinois-de-montreal>]

Un plan pour le redéveloppement de ce dernier a été proposé mais vite mis de côté, non en raison d'un manque d'argent ou de soutien officiel, mais parce que l'Association chinoise bénévole ne pouvait susciter l'intérêt nécessaire à l'intérieur du quartier chinois et n'arrivait pas à unifier les différentes factions²⁶.

La SCC est créée dans le contexte de ces divisions politiques qu'elle tente tant bien que mal de combattre. On trouve d'ailleurs un certain nombre d'immigrés chinois et de Canadiens d'origine chinoise dans la SCC²⁷. Parmi les premiers 107 membres de celle-ci, on retrouve plusieurs Lee et Wong, ce qui est conforme à une affirmation de Denise Helly selon laquelle « à Montréal, les Cantonais se nomment majoritairement Lee et Wong²⁸ ». On sait par exemple que les restaurants de Bill Wong et de Sum Kuo Min, deux membres de la SCC, offrent des lieux de réunion pour des sympathisants de la Chine populaire²⁹. En octobre 1968, un comité pour la réception de Han Suyin est formé par la communauté chinoise de Montréal. Peter Wong est directeur de ce comité³⁰. En avril 1971, Allan Elliott organise un dîner, le 14 mai, au « Café Sum Kuo Min » à la faveur de la reconnaissance diplomatique de la RPC :

Now that diplomatic relations have at least been set up between Canada and China it seems like a good idea for some of us who have developed an interest in China to get together to celebrate and exchange questions. I think we might discuss things like the Cultural Revolution, trade, cultural exchange, ping-pong-

²⁶ David Chuenyan Lai, « Le Quartier chinois de Montréal, des années 1890 à 2014 ». [En ligne : <http://www.sfu.ca/chinese-canadian-history/PDFs/Montreal-FrChi-WebFinal.pdf>]

²⁷ Sur la liste des noms des 107 premiers membres de la SCC, les noms asiatiques sont les suivants : M. Henry Chan, Professeur T.H. Bill Chan, M. et Mme Roderick Chin-Foon, Mlle Jennie Chang, M. et Mme Randall Andu Chung, M. Shek Phooi Fong, M. William M. Fong, Professeur P.C. Hsieh, Dr C. Kwo, M. Lee Chan-Chon, M. W.T. Lee, M. Kong F. Lee, M. et Mme Ng Chan-Kin, M. Ken Wong, M. Herman Tam, M. Bill Wong, M. S.W. Wong, M. Pansy Wong, M. Yee Man-Wai et M. Ruyan Situ. On compte un total de 23 « Chinois » (immigrés en provenance de Chine et Canadiens d'origine chinoise) parmi les 107 premiers membres de la SCC.

²⁸ Denis Helly, *Les Chinois à Montréal*, op. cit., p. 135.

²⁹ Rappelons que dans la lettre de Paul Lin à Stanley Haidasz, le lieu de rendez-vous pour la réunion est le restaurant Sum Kuo Min. Un autre exemple : un dîner-causerie de la SCC a lieu au restaurant Bill Wong le 22 janvier 1974, à 19 h 30. Dr Gustave Gingras est invité pour parler de son voyage en Chine dans le cadre d'une délégation médicale canadienne. Nous y reviendrons dans le chapitre IV. *Le Devoir*, 22 janvier 1974, p. 3.

³⁰ Lettre de Paul T.K. Lin à M. Peter Wong, comité pour la réception de Dr Han Suyin de communauté chinoise, 18 octobre 1968. Lin Papers, boîte 11, dossier « 1968 – Dr. Han Suyin delivered the Beatty Lectures at the McGill University (organized by PL) ».

politics and many other matters of interest at present and for the future. We might consider repeating such gatherings at occasional, or regular, intervals³¹.

En plus d'être chargée de la mission de représenter la communauté chinoise de Montréal auprès du gouvernement du Canada, la SCC joue le rôle de pont entre les acteurs étatiques (représentants officiels des deux pays) et les acteurs « secondaires », c'est-à-dire les individus ou groupes d'intérêt qui n'ont pas de rôle diplomatique officiel. L'importance de ce rôle est bien illustrée par le travail d'organisation assuré par la SCC pour recevoir la délégation des journalistes chinois en juin 1973 à Montréal. D'abord, une première liste d'invités est élaborée par Paul Lin, sur laquelle figurent les noms des professeurs d'université spécialisés sur des sujets relatifs à la Chine (Samuel Noumoff, département de science politique de l'Université McGill ; Robert Garry, département de géographie de l'Université de Montréal ; Jacques Lévesque, département de science politique de l'UQÀM ; Martin Singer, département d'histoire de Sir George Williams University ; Ella Laffey et Michael Maxwell, professeurs d'histoire à l'Université McGill et membres du East Asian Studies Centre), des membres du Bethune Memorial Committee³² (Maurice McGregor, Hazen Sise³³, Paul Weil) et des représentants de la communauté chinoise à Montréal³⁴.

Le gouvernement chinois a recours à la SCC, comme aux autres organisations d'amitié qui existent dans les pays tels que les États-Unis, la France ou le Royaume-Uni, afin de représenter la Chine au Canada et ce, en théorie, de manière « autonome ». En réalité, cette représentation officieuse bénéficie toujours du soutien de Pékin et, plus

³¹ Lettre d'Allan Elliott à M. et Mme Hazen Sise, 29 avril 1971. Fonds K.A.C. Elliott (PI64), dossier 138-147, boîte 15/23.

³² Fondé le 22 novembre 1971 à l'Université McGill, le Bethune Memorial Committee regroupe les anciens amis, collègues et admirateurs du Dr Norman Bethune. Le premier directeur est Hazen Sise. « President's Report for the year 1979 », p. 1. Osler Library of the History of Medicine, Université McGill, Fonds Bethune Foundation (P132), boîte 377, dossier 25 « Reports, 1976-1980 ».

³³ Hazen Sise (1906-1974) est architecte et humanitaire canadien. Intéressé à la situation internationale dans les années 1930, il rejoint le Dr Norman Bethune à Madrid et devient le principal responsable de la collecte de fonds du Comité d'aide à la démocratie espagnole.

³⁴ Le 7 juin 1973, le ministère des Affaires extérieures du Canada fait parvenir une lettre à Paul Lin, dans laquelle il exprime l'appréciation du gouvernement fédéral sur le travail réalisé par la SCC pour accueillir la délégation chinoise.

directement, de ses représentants à l'étranger. Dans le cas de la SCC, c'est l'ambassade de Chine à Ottawa qui apporte son assistance aux activités entreprises par la SCC³⁵, dont l'organisation du pavillon chinois à Terre des Hommes en 1973.

En 1975, la SCC et le Conseil communautaire chinois à Montréal organisent conjointement des activités pour souligner le 26^e anniversaire de la RPC, et invitent « cordialement tous les Québécois intéressés à venir célébrer la Journée nationale de la Chine³⁶ ». Cette célébration comprend des projections de diapositives et de films³⁷, une exposition de photos, un spectacle culturel et des ateliers en français, en anglais et en chinois sur les thèmes suivants : la santé, l'éducation, la condition de la femme, les usines et la vie quotidienne des Chinois. Pour Lazure, la participation de centaines de personnes aux diverses activités culturelles présentées par la SCC « témoigne d'un besoin intense de compenser pour cette absence quasi totale de contacts entre nos deux peuples durant plus de vingt ans³⁸ ». Il ajoute que l'intérêt que ces personnes portent envers la Chine est étroitement associé à une admiration provoquée par « le caractère héroïque de la Longue Marche » et « le dynamisme incroyable de ceux qui œuvrent à la construction d'un véritable régime socialiste en Chine ». Lazure affirme :

En moins d'un quart de siècle, cette nation la plus peuplée du globe qui avait connu l'humiliation et l'oppression étrangère durant des siècles, a réussi à retrouver sa fierté et sa confiance en elle-même, si bien illustrée par cette phrase favorite de nos amis chinois « ne compter que sur nos propres moyens ». Aucun peuple, au cours de l'histoire moderne du monde, n'a réussi à un degré aussi élevé, à redresser les injustices de la société traditionnelle, tout en offrant à sa jeunesse des objectifs et des rôles qui l'amènent à participer très activement à l'élaboration d'une société meilleure, par opposition à l'apathie et au cynisme

³⁵ « [...] Outre l'appui officiel accordé à la présentation de la Société canado-chinoise de Montréal, le gouvernement de Pékin a avisé la Ville de Montréal qu'il avait la ferme attention d'occuper lui-même son pavillon au cours de l'été 1974. » (« 1973 Terre des Hommes », *L'information Centre-Ville News*, 30 mai 1973.) « L'Association canado-chinoise de Montréal qui présente l'exposition du pavillon, avec l'appui officiel du Gouvernement de Pékin [...] » (*Communiqué*, Service des Relations publiques, Ville de Montréal, juin 1973. Archives de la Ville de Montréal.)

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Parmi les films présentés, il y avait, bien sûr, *Bethune*, et aussi *Les acrobates*, *Les arts martiaux*.

³⁸ Denis Lazure, « Mots du président », *Revue Canada-Chine*, *op. cit.*, p. 2

qui caractérisent si souvent les jeunes générations de l'Occident voué au système de la « libre entreprise »³⁹.

Selon la SCC, la Chine socialiste peut donc inspirer la société québécoise. Par exemple, elle participe à l'organisation, avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN), d'une réunion sur le thème « Le développement industriel et la condition des travailleurs en Chine » en 1975. À cette occasion, la SCC rencontre les travailleurs de Tricofil de Saint-Jérôme qui se sont lancés, l'année précédente, dans une expérience autogestionnaire après que leur entreprise ait fermé ses portes:

Les travailleurs de la grande filature Tricofil à Saint-Jérôme – l'ex-Régent Knitting – ne sont jamais allés en Chine populaire, mais à leur façon, « à la québécoise », ils ont pris le pouvoir là où il peut vraiment s'exercer [...] Canada-Chine avait invité quelques ouvriers de Saint-Jérôme qui, comme on sait, essaient de vivre une expérience d'autogestion unique en son genre au Québec. Ces travailleurs n'ont pas manqué de rappeler aux 'pro-chinois' – qui les ont fort bien accueillis – que la Révolution, avec un grand 'R', doit bien commencer quelque part et qu'on ne doit pas rejeter du revers de la main une tentative comme la leur, sous prétexte que le Grand Soir n'est pas encore arrivé⁴⁰...

Avant que le débat ne s'engage, la SCC présente un montage audiovisuel sur la condition ouvrière en Chine. Celui-ci est présenté notamment par Daniel Palardy, l'ex-président du syndicat (CSN) des travailleurs de l'usine de montage d'automobiles SOMA, à Saint-Bruno-de-Montarville, qui a fermé ses portes en licenciant plusieurs centaines d'ouvriers. Daniel Palardy, qui a participé au voyage en Chine patronné par la CSN en 1973, affirme que « tous ont été fort impressionnés par le sort de leurs 'camarades' chinois ». Il souligne ensuite que les travailleurs du Québec, « sans copier un modèle du maoïsme, peuvent tirer profit de l'expérience chinoise, car, partout dans le monde, les ouvriers ont les mêmes intérêts fondamentaux⁴¹ ».

La discussion sur la Chine ne peut que faire ressortir les différences entre les deux pays. Au sujet de l'expérience de Tricofil, l'agent d'information Pierre Laplante affirme que

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Louis Fournier, « De la Chine à Saint-Jérôme, en passant par Tricofil... », *Le Jour*, 22 mai 1975.

⁴¹ *Ibid.*

c'est « le socialisme dans le capitalisme [...] Il faut que les Québécois embarquent avec nous. Si on était en Chine, le système politique appuierait notre expérience d'autogestion, mais au Québec, ce n'est pas pareil ! Si on ne réussit pas, le gouvernement libéral va nous dire : vous voyez bien, les citoyens ne vous appuient pas ». Aurélien Prévost, vice-président du syndicat des travailleurs du textile (FTQ) et membre du conseil d'administration de Tricofil, ajoute : « La Chine, c'est formidable, idéal. Dans les usines, les travailleurs ne sont plus exploités comme ici. Le socialisme, nous autres, ça ne nous fait pas peur, mais on a du chemin à faire ! ». Cette assemblée d'information suscite cette réflexion chez le journaliste du *Journal*, Louis Fournier :

Il faut féliciter la Société Canada-Chine [...] d'avoir invité des ouvriers de Tricofil à sa réunion régulière et se réjouir de sa nouvelle politique. Désormais, on ne parle plus de la Chine populaire avec un petit d'air d'exotisme oriental – ni, non plus, en voulant importer, dans son emballage et avec l'étiquette, une des plus grandes et des plus profondes révolutions des temps modernes. Maintenant, on parle de la Chine en montrant comment les travailleurs québécois et chinois peuvent avoir les mêmes intérêts de base et comment, selon les conditions spécifiques de leurs pays, ils cherchent leur « libération ». De la Chine à Saint-Jérôme, en passant par Tricofil, le chemin est long à parcourir, certes, et il reste même encore à trouver⁴².

Ce chemin, la SCC propose de le trouver en envoyant une première délégation en Chine.

4.1.3. Une délégation de la SCC en Chine (1975)

Pour atteindre les objectifs qu'elle se donne, la SCC propose des activités en rapport avec la Chine. Les personnes ayant voyagé en Chine sont souvent sollicitées pour partager ce qu'elles ont observé durant leur séjour. Leur témoignage constitue alors une des rares ressources d'information pour les personnes désireuses d'en savoir plus sur ce pays. Consciente de l'évolution de la SCC et de l'intérêt grandissant de ses

⁴² *Ibid.*

membres pour la Chine, l'Ambassade de Chine à Ottawa convoque formellement, à la fin de 1974, la SCC pour sélectionner quinze membres pour participer à un voyage en Chine. Selon le président Denis Lazure :

Depuis l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine de Mao et le Canada sous le gouvernement Trudeau (notre voyage, en 1960, l'avait bien préparé à ce geste d'homme d'État), les échanges deviennent de plus en plus fréquents entre politiques, gens d'affaires, universitaires et syndicalistes. Par exemple, la CSN y délègue des représentants en 1974. La Société attire de plus en plus de jeunes dans ses rangs et plusieurs étudiants songent à se rendre en Chine pour des séjours prolongés, comme quelques-uns le font déjà à l'Université de Pékin dans le cadre d'un échange officiel. L'ambassade de Chine est bien au courant de l'évolution de notre société et de l'intérêt grandissant de nos membres pour la Chine. C'est ainsi qu'à la fin de 1974, on nous convoque à Ottawa pour nous transmettre une invitation formelle destinée à une délégation de 15 membres choisis par un jury issu de notre regroupement⁴³.

À la mi-mai 1975, la première délégation de la SCC quitte Montréal pour un séjour de trois semaines en Chine. Dirigée par Denis Lazure, elle comprend huit francophones, quatre anglophones et trois sinophones. Dans la *Revue Canada-Chine*, on rend compte de l'expérience en ces termes :

La Chine est un grand pays, aussi, en peu de temps, personne n'a pu apprendre tout ce qu'il y avait à connaître. Notre délégation se composait de médecins, de professeurs, d'un cultivateur, d'une technicienne en informatique, des fonctionnaires, et d'autres. Nous venions de milieux différents et nos intérêts variaient beaucoup. La plupart de nous avaient quelques connaissances sur la Chine. Mais nous nous sommes tous revenus impressionnés par l'énorme progrès du peuple chinois réalisé depuis 1949. Mais la lutte n'est pas finie en Chine. Comme disent les Chinois eux-mêmes, c'est seulement à travers la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre le bon et le mauvais, que nous pouvons avancer⁴⁴.

En dix-huit jours, ils visitent des communes populaires rurales, des usines, des écoles, des hôpitaux, des travaux d'irrigation, le système d'abris souterrains en temps de guerre

⁴³ D. Lazure, « Rapport du président, 27 octobre 1975 », *op. cit.*, BAnQ Québec, Fonds P703, S3, D5.

⁴⁴ « Introduction », *La Revue Canada-Chine*, vol. 1, n° 2, (numéro spécial, « Délégation de la Société Canada-Chine en Chine »), automne 1975, p. 1. Ce numéro est conservé à la Collection nationale de la BAnQ (PER R-1199, CON).

et plusieurs lieux culturels et touristiques. Ils parcourent quatre provinces (Hunan, Guangdong, Henan et Hebei) et trois municipalités (Pékin, Tianjin et Shanghai) administrées directement par le gouvernement central.

Dès leur retour au Québec, les participants du voyage organisent des séances d'information pour faire connaître leurs impressions⁴⁵. Pour le journaliste Jean Paré, Mao est « un grand soldat, un grand politique, un grand Chinois. Il est surtout le plus grand sociologue du siècle, avec ou sans doctorat : il sut laisser Marx et Lénine à la bibliothèque et faire sa propre analyse de la réalité de son pays⁴⁶ ». À propos de son voyage, il se dit surpris de la santé physique des Chinois : « Je n'ai vu qu'une seule personne obèse en trois semaines ! Les gens marchent ou font de la bicyclette, ils mangent plus sainement qu'ici et font plus d'exercice ! » Certains vont plus loin dans leurs réflexions, comme Gérard Perrault, animateur social et un des responsables de la Coop-Tomates de Manseau (Québec). Celui-ci déclare, en répondant à une question posée par *Le Jour*, qu'il a eu un « vertige » à son retour au Québec, « un pays capitaliste avec les Américains à côté », et que les Québécois, au lieu de « jaser de la Chine dans les salons et les universités », doit chercher à changer la société en travaillant avec le monde ordinaire. Il ajoute : « Mais tous ces Québécois, admiratifs devant la construction du socialisme, que feront-ils ici, de retour au Québec ? Feront-ils autre chose que de parler de la Chine, par exotisme ?⁴⁷ »

Dans un entretien réalisé à la suite de ce voyage, le président Denis Lazure exprime le souhait que la société québécoise s'inspire « de la réussite maoïste pour apprendre aux citoyens à s'autosuffire⁴⁸ ». La Chine offre en effet un modèle social assez différent de

⁴⁵ *La Revue Canada-Chine*, vol. 1, n° 2, automne 1975, p. 31. Parmi les francophones, il y avait deux journalistes : Jean Paré et Jules Nadeau. [Denis Lazure, *Médecin et citoyen : souvenirs*, p. 144.] Lucie-France Dagenais, alors étudiante au Cégep Vieux-Montréal, était aussi dans cette délégation.

⁴⁶ *L'Actualité*, novembre 1976, p. 1.

⁴⁷ Louis Fournier, « Un voyage de la Société Canada-Chine. Et si un jour les Québécois faisaient comme les Chinois ? ... », *Le Jour*, le vendredi 18 juillet 1975, p. 7.

⁴⁸ Nicole Gladu, « Un médecin québécois en Chine. Le Québec doit s'inspirer de Mao », *Montréal-Matin*, 27 juillet 1975, p. 6.

l'URSS qui est dépeinte comme un ensemble de travailleurs dépendants de l'État. Lazure est particulièrement impressionné par le système de santé qu'il a pu tester personnellement, à la suite d'une crise d'appendicite aiguë :

L'ambulance m'amène en pleine nuit à l'urgence de l'hôpital universitaire. Changsha et Montréal : deux villes d'un million d'habitants, deux hôpitaux universitaires. Mais quel contraste ! D'abord, je suis le seul patient. Ensuite, j'ai droit à des examens faits par trois médecins ; un quatrième, qui semble être le chirurgien en chef qu'on vient d'éveiller, m'explique au nom de ses collègues qu'il est préférable d'opérer sur-le-champ. [...] Tout se passe normalement. Quelques heures plus tard, la délégation vient gentiment me saluer avant de partir pour Pékin, où je la retrouverai une semaine plus tard. Durant ce temps, j'ai le privilège non seulement de bénéficier de soins de première qualité, mais aussi de participer à la vie quotidienne d'un hôpital général de 1000 lits où les rapports entre le personnel et les patients sont bien différents des nôtres⁴⁹ !

Lazure constate que « l'expression 'humanisation des soins' est probablement ce qui décrit le mieux le climat qui prédomine dans l'hôpital, non seulement pour moi, mais également pour tous les patients » :

C'est ainsi qu'à l'hôpital n°2 de Changsha, grâce à une banale appendicite aiguë, j'ai pu voir à la fois la grande cordialité du personnel dans ses gestes quotidiens avec les malades et aussi l'audace d'un peuple confiant dans ses propres moyens qui, tout en utilisant la technique chirurgicale la plus moderne pour corriger une malformation cardiaque, remplace notre anesthésie générale imprévisible par les aiguilles ancestrales, assurant ainsi la participation du patient. Par cette alliance du traditionnel et du moderne, en « marchant sur les deux jambes » la médecine chinoise fait depuis plusieurs années des pas de géant⁵⁰.

Les 1200 employés de l'hôpital sont « constamment soucieux de 'servir le peuple', comme le veut un slogan à la mode », et affiche « un grand respect de l'individu ». Les patients, en retour, doivent participer à l'autogestion de l'institution. Ainsi, « ceux qui vont mieux s'empressent de seconder le personnel auprès des autres malades, comme à l'école où l'enfant plus brillant aide l'élève plus lent... » Plusieurs fois par semaine, des rencontres sont organisées par le personnel, « avec des moyens très modestes » afin

⁴⁹ Denis Lazure, *Médecin et citoyen : souvenirs*, op. cit., p. 145.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 149.

que « le corps et l'esprit » des malades soient mobilisés. Souvent, « les malades les plus fonctionnels aident les plus confus », affirme Lazure. Pour lui, cette prise en charge collective des problèmes sociaux est une caractéristique généralisée au sein de la société chinoise :

Un problème d'absentéisme est-il signalé dans une usine ? Les ouvriers en discutent entre eux, afin de prévenir que la situation ne s'aggrave, faisant ainsi, sans employer le terme, de la psychothérapie du groupe. Avant même d'entrer sur le marché du travail, l'individu a connu une école où les plus brillants aident ceux qui le sont moins : car on n'a pas eu l'idée là-bas de faire des classes spéciales pour sous-doués et sur-doués... Sur le plan régional, des comités de quartier ont veillé à ce qu'il soit vacciné, dans le cadre d'un gigantesque programme d'hygiène publique. À sa sortie de l'hôpital, ces mêmes groupes sociaux veilleront à le réinsérer dans la vie quotidienne dite normale, alors que chez nous, le patient en est trop souvent réduit à compter sur l'assurance sociale, en attendant de revenir un mois plus tard à l'institution pour une visite de contrôle⁵¹.

Lui-même directeur d'un hôpital psychiatrique, Lazure est particulièrement intéressé par la prise en charge de la santé mentale. « L'idéologie maoïste est essentiellement optimiste et accorde une importance considérable à l'influence positive de la solidarité sociale », constate Denis Lazure :

La maladie mentale ne semble pas provoquer autant de rejet de l'entourage, souvent dû à l'incompréhension, comme c'est le cas en Occident. Pour les Chinois, il s'agit d'une maladie qui va répondre positivement aux bons soins du personnel et on accorde autant d'importance à la réadaptation que s'il s'agissait, pour un accidenté, de réapprendre à marcher. La pression sociale s'exerce si fortement sur le malade mental qu'il n'a pratiquement pas le choix de reprendre un rôle utile et productif dans son milieu et, en contrepartie, ses collègues de travail lui accordent le soutien psychologique nécessaire⁵².

Le recours à la thérapie par le travail en matière de santé mentale a suscité beaucoup d'intérêt chez Lazure. Alors qu'à Saint-Jean-de-Dieu, 10 % des patients travaillent en ateliers, au moins 66 % des pensionnaires des hôpitaux psychiatriques chinois s'y retrouvent. Pour les patients qui n'y effectuent qu'un séjour de courte durée, on leur

⁵¹ Denis Lazure, *Médecin et citoyen : souvenirs, op. cit.*, p. 149.

⁵² *Ibid.*, p. 147.

attribue des tâches comme l'assemblage « en vue de remplir des sous-contrats industriels ». Lorsque l'hospitalisation est plus longue, les patients doivent « profiter d'une forme ou autre d'apprentissage ». Bien que le travail en soi ne guérisse par la schizophrénie, explique Lazure, les périodes de rémission « sont certainement prolongées lorsque le patient se sent valorisé par ses tâches et que son entourage lui en donne le crédit, moralement et financièrement ».

En plus des ateliers proprement dits, les patients participent à des réunions politiques : « Les malades rencontrent des personnes d'un certain âge, paysans ou ouvriers, qui ont connu l'ancien régime, histoire de faire des comparaisons et d'en tirer des leçons. » De retour dans son village ou son quartier, l'ancien patient sera encadré par le « comité de rue », qui l'aidera « dans sa réinsertion tout en alimentant ses convictions maoïstes » :

La révolution culturelle et ses gardes rouges ont assez fait couler d'encre en Occident pour que nous sachions que la fainéantise n'est pas de mode en Chine. Mais il n'est sans doute pas inutile de parler ici du travail utilisé comme outil de réhabilitation dans les institutions psychiatriques du régime maoïste⁵³.

Lazure n'a d'ailleurs pas manqué de se questionner sur le peu de cas de névrose faisant l'objet d'une hospitalisation en Chine. Si l'on s'entend pour définir la délinquance comme une dérogation à des normes communément acceptées, rajoute-t-il, le problème serait moindre en Chine qu'au Québec, la pression sociale étant plus forte. Dans un autre reportage, il avance l'idée selon laquelle les enfants chinois ne manifestent guère de comportement antisocial. Leur entraînement rigide et sévère leur fait comprendre clairement ce que la société attend d'eux. Il ne semble pas, selon Denis Lazure, y avoir de problème de délinquance juvénile⁵⁴.

Les diverses impressions de voyage montrent que l'intérêt qu'une partie de membres de la SCC est basé sur une volonté d'apprendre sur la Chine, une volonté qui se

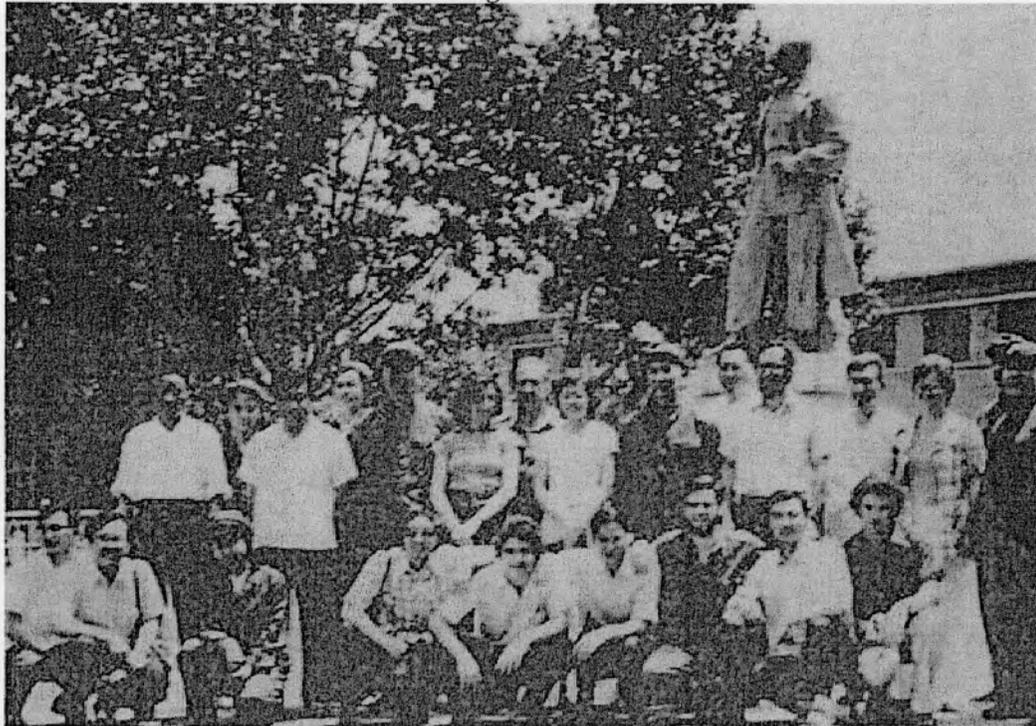
⁵³ Nicole Gladu, « Un médecin québécois en Chine... », *Montréal-Matin*, 27 juillet 1975, p. 6.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ « Le Dr Wilder Penfield : la Chine populaire est bien engagée dans la route du progrès ». BANQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), S3-D5.

manifeste par l'attention accordée à des aspects spécifiques de la construction du socialisme en Chine.

Figure 4.1



Le groupe de 15 Québécois et leurs hôtes devant le monument élevé à la mémoire du Dr Norman Bethune⁵⁵

Enfin, mise en place par un groupe de Montréalais, majoritairement anglophones et soucieux de faire connaître la Chine au Canada, la SCC joue un rôle d'intermédiaire entre les gouvernements chinois, canadien et montréalais, entre différentes couches de la population québécoise et la Chine, millénaire et contemporaine. Comparée à la Canada-Chine Friendship Association de Vancouver, la création de la SCC n'est pas le fruit des rivalités entre les Prosoviétiques et les Prochinois au sein d'un Parti communiste. Autrement dit, la SCC est fondée sur une base qui n'a que très peu de rapport avec la politique intérieure du Canada. Elle ne s'est d'ailleurs jamais qualifiée

⁵⁵ « Au pavillon de la Chine ». BAnQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), S3-D5.

d'organisme porte-parole du gouvernement chinois. Ses collaborations avec différents groupes, dont le Conseil de la communauté chinoise de Montréal et l'Association des étudiants chinois de l'Université McGill se réalisent, dans la plupart des cas, « à titre individuel⁵⁶ ».

Cela dit, malgré les prétentions de la SCC, parler de la Chine a nécessairement une dimension politique dans le Québec des années 1970. Ses objectifs impliquent une défense du socialisme à la chinoise qui souffre de « l'ostracisme et de l'hostilité politico-idéologique de la part des pays de l'Occident, y compris le Canada ». La collaboration de la SCC avec l'État chinois éveille inévitablement des soupçons sur la nature de son travail. Des commentaires négatifs émanant de plusieurs visiteurs du pavillon chinois en 1973, préparée par la SCC, illustrent bien cette méfiance : « Fairly well balanced exhibit showing old and new China. Would have liked to have more of old China – Mao propaganda a bit too heavy. All books on new China and none on history or ancient art⁵⁷ » ; « Done with communism!⁵⁸ » ; « Too much propaganda⁵⁹ » ; « Lots of lies.⁶⁰ » Bien que le pavillon chinois demeure le pavillon le plus visité à Terre des Hommes entre 1972 et 1974⁶¹, les critiques n'ont jamais manqué de se faire entendre. Certains craignent un effet sur les visiteurs de la « subtile propagande maoïste et communiste », et que les réponses données aux questions posées par l'auditoire sont, bien que franches, « toujours entachées de propagande révolutionnaire léniniste-marxiste en faveur du régime⁶² ».

⁵⁶ « Minute de la réunion du CA, 77 ». BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, S2-D5.

⁵⁷ *Livre d'or*, B-1, 65. Lin Papers, boîte 12 / 14.

⁵⁸ *Ibid.*, C, 23.

⁵⁹ *Ibid.*, C, 66.

⁶⁰ *Ibid.*, C, 88.

⁶¹ « Ouverture le 19 juin. Le Pavillon de la Chine veut rester le plus populaire », *Le Jour*, 10 juin 1975.

⁶² « Propagande maoïste au pavillon de la Chine à Terre des Hommes », *Le Petit Journal*, semaine du 16 juillet au 22 juillet 1975.

En réalité, il existe au sein de la SCC des membres de conviction maoïste. Bien que leurs noms n'aient pas été identifiés⁶³, plusieurs rapports de la SCC relèvent l'existence des éléments politiques dans le groupe dès 1975. Se voulant non politique, la SCC annonce, lors de son assemblée générale tenue le 27 octobre 1975, l'expulsion de plusieurs membres, pour avoir agi contre les buts de l'organisation. D'ailleurs, une source montre que dans la première délégation de la SCC en Chine, il y a des « étudiants radicaux anglophones » du Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, dont Herman Rosenfeld, qui sera nommé en 1975 rédacteur en chef de la *Revue Canada-Chine*. Ce rapport de l'association Amitiés Québec-Chine, montre bien que la SCC n'est pas la seule organisation à prétendre représenter la Chine au Québec.

4.2. Amitiés Québec-Chine

En raison du manque d'archives internes, l'histoire de l'association Amitiés Québec-Chine (AQC) est mal connue. Mais, en recourant à plusieurs rapports critiques produits par divers groupes, souvent d'inspiration maoïste, nous pouvons repérer des éléments révélant les grands traits de son développement. Soulignons que les Amitiés Québec-Chine, qui existent parallèlement à la SCC dans les années 1970, n'est pas la même association que celle qui a recruté la délégation de cinq Québécois en 1960. À la différence de la SCC, l'association AQC affirme clairement que son action doit être comprise dans la perspective d'une transformation socialiste de la société québécoise. Cette différence entre la nature de la SCC, qui s'adresse davantage à l'élite montréalaise dans une perspective diplomatique, et les AQC, qui s'adressent plutôt à

⁶³ Se voulant non politique, la SCC ne mentionne pas la conviction politique de ses membres dans les publications.

la classe ouvrière, est souvent soulignée à l'époque⁶⁴. Lorsqu'elle rédige un rapport sur l'historique de la SCC, l'AQC met clairement en lumière cet aspect :

Les conférences [de la SCC] étaient d'une grande qualité, mais inaccessibles aux larges masses – absence de publicité, de moyens de traduction, l'emplacement, etc. Mais cette situation s'explique en référence à la composition de la Société : un cercle restreint de professionnels chinois, de professeurs d'études chinoises des Universités McGill et Montréal, de hauts fonctionnaires municipaux et de quelques étudiants du 'Centre d'études est-asiatiques' de McGill et de certains individus reliés aux programmes d'échange culturels, scientifiques et gouvernementaux. La reconnaissance sincère des limites de la Société par quelques membres fondateurs (absence d'activités, isolement de la population francophone, pauvreté d'éléments progressistes parmi la jeunesse, et son divorce avec les masses laborieuses) mena à une tentative de transformation⁶⁵.

Fondée à l'automne 1973, les AQC sont présidées par Victor Levant⁶⁶. Ce dernier domine les grandes orientations de l'association jusqu'à sa dissolution en 1976. Elle s'inspire visiblement d'initiatives similaires en France et aux États-Unis, que ce soit l'Association des amitiés franco-chinoises ou la Society for Anglo-Chinese Understanding⁶⁷. Ayant pour but de « susciter et de renforcer le courant de sympathie entre le Québec et la République populaire de Chine », l'association affirme que « cette amitié grandissante entre les peuples chinois et québécois ne peut que favoriser le développement des forces progressistes au Québec et dans le monde, encourager la paix entre les nations et préparer un monde meilleur⁶⁸ ». Sur une photo prise lors d'une

⁶⁴ Groupe Inter Quartier, « Notre expérience avec les 'Amitiés Québec-Chine' », juillet 1975. Cercle Communiste (m-l), « À propos de notre participation aux 'Amitiés Québec-Chine' », Fonds CL.

⁶⁵ « Aperçu sur l'histoire de la Société d'amitié Canada-Chine », p. 2-3. Fonds CL.

⁶⁶ Pour en savoir plus sur son parcours, nous pouvons nous référer, d'abord à une intervention à l'émission de Radio-Canada : « Le Canada dans la guerre du Vietnam, vu par Victor Levant ». [http://archives.radio-canada.ca/sports/guerre_vietnam/clips/6152/] Il est d'ailleurs l'auteur des ouvrages *La Chine et les trois mondes. La politique étrangère de la République populaire de Chine* (Montréal, Coopérative d'imprimerie Véhicule, 1977), *Capital et Travail : la collaboration de classes dans le mouvement syndical* (Montréal, Éditions L'Étincelle, 1978) et *Secrète alliance : Le Canada dans la guerre du Viêt-Nam* (Ville Lasalle, Hurtubise HMH, 1990).

⁶⁷ « À nos camarades et amis », date de parution non précise, p. 1. Fonds CL.

⁶⁸ « Quelques explications », *La Chine maintenant*, vol. 1, n° 1, date de parution non précisée, p. 1.

activité organisée par l'association, le 23 mai 1976⁶⁹, on peut lire : « Les pays veulent l'indépendance ; les nations veulent la libération ; les peuples veulent la révolution.⁷⁰ »

Dans une déclaration « À nos camarades amis », l'association affirme en outre que :

Nous croyons que le travail d'amitié avec la Chine est une activité progressiste. La propagation d'une alternative véritablement socialiste transforme le rapport des forces dans notre propre société, comme une victoire des révolutionnaires [...] dans l'arène mondiale. La plus compréhensive notre connaissance de la Chine, le plus profond sera notre saisi des lois du changement social. Et la plus profonde notre compréhension, le moins probable sera notre dégénération. De plus, nous croyons que le travail de dissémination au sujet de la Chine doit aller plus loin que la vente des revues venant de la RPC. Du matériel complémentaire traitant des sujets particuliers en profondeur, et lié directement à notre propre réalité est nécessaire. Et pour les masses populaires, cela veut dire de traduire les réalisations de la révolution chinoise dans une façon significative⁷¹.

« Nous croyons important de présenter des informations exactes et justes sur tous les aspects de la vie en Chine : politique, économique, sociale, culturelle, et sur la politique internationale et de grand pays » affirme-t-on dans le premier numéro de *La Chine maintenant*⁷², le bulletin trimestriel des AQC. Elles ajoutent « qu'un tel travail donnera à la classe ouvrière, aux femmes et aux minorités nationales l'exemple vivant de la possibilité réelle d'une société nouvelle ; un idéal à la jeunesse, l'espoir aux vieux militants, une source de réflexions aux intellectuels. » C'est pourquoi l'association désire s'adresser à toute la population : « ouvriers, employés, étudiants, paysans, marchands, intellectuels comme aux autres couches de la population désirant connaître les expériences du peuple chinois, apprendre de ses réalisations et comprendre leur vision du monde.⁷³ » Seule une organisation non partisane, mais socialiste,

⁶⁹ *Le Devoir*, 22 mai 1976, p. 3. L'activité a lieu à l'auditorium du pavillon Lafontaine de l'UQÀM.

⁷⁰ Dans n° 4 (vol. 2, p. 5) de *La Chine maintenant*, un texte portant sur cette activité permet de savoir que « plus de 500 personnes ont participé à cette soirée ».

⁷¹ « À nos camarades et amis », date de parution non précisée, p. 1. Fonds CL.

⁷² « Quelques précisions », date de parution non précisée, p. 1. Fonds CL. La direction des AQC affirme : « *La Chine maintenant* fut vendue régulièrement (pendant 2 ans) à 500 exemplaires par numéros alors que plus de 20,000 brochures ont été diffusées. Toutes les publications des Amitiés étant distribuées dans 26 librairies et tabagies à Montréal et au Québec. »

⁷³ « Quelques précisions », *op. cit.*, p. 1.

sera capable de diffuser la théorie dans toutes les couches de la société, de neutraliser certains éléments réactionnaires, et d'entraîner des éléments moyens et avancés dans la voie de la solidarité internationale, la lutte contre l'hégémonisme et pour le progrès social. Une telle organisation sera capable aussi d'analyser d'encore un autre point de vue la conscience sociale du peuple⁷⁴.

Les principaux moyens pour atteindre ces objectifs sont des conférences publiques et la publication d'un bulletin trimestriel, de brochures et de textes sur différents aspects de la Chine : les communes, les usines, la vie quotidienne, la santé, la libération des femmes, la révolution dans l'enseignement, les minorités nationales et la politique étrangère de la Chine⁷⁵. Soulignons que certaines brochures sont reproduites conjointement par les AQC et la Librairie progressiste, un haut lieu pour les « étudiants et militants aguerris⁷⁶ » et où « différents courants de l'opposition politique s'affrontent⁷⁷ ». Les membres des AQC « ont écrit de nombreux articles pour les journaux, donné une série d'entrevues à la radio et à la télévision et fait plus de 100 présentations de diapositives dans des écoles, groupes populaires, syndicaux locaux, cliniques de santé et groupes religieux⁷⁸ ». Les Amitiés participent également à l'organisation de la célébration du 25^e anniversaire de la fondation de la RPC le 1^{er} octobre 1974, et à la cérémonie en l'honneur de Bernard Mergler, un avocat combattant « de longue date de la classe ouvrière et des peuples opprimés », décédé en 1975⁷⁹.

⁷⁴ « À nos camarades et amis », », *op. cit.*, p. 1. Fonds CL.

⁷⁵ « Quelques explications », *op. cit.*, p. 1.

⁷⁶ Sean Mills, *Contester l'empire. Pensée postcoloniale...*, *op. cit.*, p. 252. L'auteur explique que dans le contexte du début des années 1970, où « étudiants et militants aguerris cherchent à secouer l'inertie organisationnelle de la gauche », différentes opinions politiques s'affrontent dans des établissements comme la Librairie progressiste, située rue Amherst, non loin du nouveau campus de l'UQÀM.

⁷⁷ Pierre Beudet, un des fondateurs de la Librairie, se rappelle : « Un groupe maoïste en déperdition nous offre sa librairie. » En quelques mois, la Librairie progressiste devient « un lieu où tout le monde vient faire un tour », « une sorte de café sans café, d'espace politique ouvert à presque tous les vents ». Pierre Beudet, *On a raison de se révolter*, *op. cit.*, p. 136.

⁷⁸ « Quelques précisions », *op. cit.*, p. 1.

⁷⁹ Membre du Barreau du Québec, Bernard Mergler « s'occupe surtout de défendre les syndicats ouvriers et les intérêts cubains à Montréal » [Bernard S. Mergler, « Divorce à la chinoise », *Parti Pris*, vol. 3, nos 3-4, octobre-novembre 1965, p. 51-61]. Parmi les organisateurs de cette soirée : L'Union des Vietnamiens au Canada, Carrefour International, Amitiés Québec-Chine, l'Association des juristes

Bien qu'elle se veuille « non partisane⁸⁰ », l'association ne peut éviter les conflits qui traversent l'extrême-gauche de l'époque. Socialiste, mais refusant « l'internationalisme prolétarien », elle s'en prend ainsi fermement à plusieurs organisations actives à cette époque : « trotskystes [du] GMR [Groupes marxistes révolutionnaires], Ligue socialiste, Regroupement des militants syndicaux ». Le « soi-disant Parti 'communiste' canadien (marxiste-léniniste) » est particulièrement visé : « Il est clair que la cause de l'amitié avec la Chine n'était pas aidée par la pratique de cette organisation. [...] Les membres de cette organisation cherchent à s'infiltrer des organisations d'amitié à travers le Canada ainsi qu'à participer à des tournées d'ouvrier organisées par les syndicats. Curieux comportement, pour un 'parti frère' du Parti communiste chinois !⁸¹ ».

En août 1975, les AQC organisent à leur tour un voyage en Chine. Il s'agit d'un « voyage d'amitié, voyage d'étude, de rencontres, de discussions qui a permis à tous d'acquérir une connaissance concrète de ce gigantesque pays [...] de voir ses grandes réalisations, de saisir le sens et la portée de la construction du socialisme ». Composé de dix-neuf personnes, le groupe est « à l'image des forces progressistes du Québec : ouvriers, ménagères, intellectuels, etc. De 20 ans à 46 ans, tous ont entrepris le voyage avec beaucoup d'espoir et sont revenus avec beaucoup d'enthousiasme⁸² ». Selon Céline Lamontagne, participante du voyage, dans la sélection effectuée en vue de déterminer les participants du voyage, la représentativité des couches populaires constitue un des critères cruciaux pour choisir les participants. Il y a, dans le groupe, une femme provenant d'un quartier populaire de Montréal et qui n'est jamais sortie du Québec. Un autre témoignage, provenant d'Henri-Paul Labonté, confirme ces propos :

québécois, la Librairie Progressiste, Comité Québec-Chili, l'APLQ et des amis et collaborateurs de Bernard Mergler. » [*Le Devoir*, 8 novembre 1975, p. 7.]

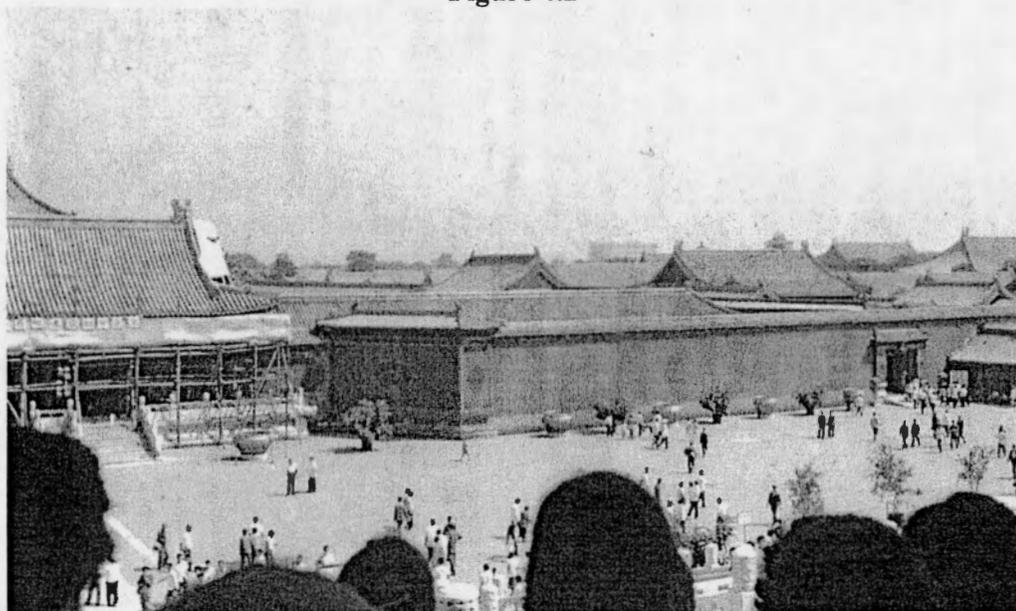
⁸⁰ « Extraits du texte interne des Amitiés Québec-Chine », document attaché au texte « Quelques précisions », 20 septembre 1976. Fonds CL. Un des principes des AQC est « le caractère indépendant et non-partisan de l'organisation ».

⁸¹ « A nos camarades et amis », date non précise, p. 4. Fonds CL.

⁸² « Un voyage qui resserre nos liens », *La Chine maintenant*, vol. 2, nos 1-2, p. 1.

Dans la période forte du travailleur des Bois-Francs, en août 1975, je fus approché par les Amitiés Québec-Chine, pour faire un beau voyage dans ce pays de l'autre côté du monde. Je fus en fait, sélectionné parmi d'autres candidats et candidates à cause, paraît-il de mon profil ouvrier. [...] La Chine est loin de nous, il y a douze heures de différence et le trajet de 1975, en avion a pris plus d'une trentaine d'heures en passant par l'Europe, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis et le Pakistan. Le seul voyage dans le monde que j'avais fait jusque-là fut un voyage en France, en 1972. Je dois dire que tout m'a impressionné, moi le campagnard, le petit ouvrier, l'animateur social⁸³.

Figure 4.2



Les membres des Amitiés Québec-Chine à la cité interdite

[Sur le front du palais situé à gauche sur la photo, nous pouvons remarquer la moitié d'une banderole sur laquelle il est indiqué « Duo Kuai Hao Sheng de Jian She She Hui Zhu Yi (going all out, aiming high and achieving greater, faster, better and more economical results in building socialism⁸⁴). » Il s'agit de la ligne générale du socialisme chinois qui a été définie en 1958 par le PCC, sur la suggestion du Président Mao.]

⁸³ Henri-Paul Labonté, *Une histoire d'engagement social*, Éditions Mon Petit éditeur, 2011, p. 100. Ancien dirigeant de la Jeunesse ouvrière chrétienne, Henri-Paul Labonté a « d'abord pris la voie tracée par les politisés chrétiens » avant de rejoindre « d'autres jeunes venant du milieu étudiant » qui « ont pris directement la voie radicale que l'on a appelé plus tard l'extrême-gauche' ».

⁸⁴ Traduction provenant de l'ouvrage *Communist China 1955-1959: Policy Documents with Analysis* (Robert R. Bowie, Cambridge/Mass, Harvard University Press, 1971, p. 598.

Figure 4.3



Un enfant chinois devant le mur des Neufs Dragons

Figure 4.4



Dans une usine chinoise

Figure 4.5



Les femmes et enfants qui applaudissent pour accueillir des « amis »

Figure 4.6



« Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue aux amis de la Chine du Québec ! »

[Les Jeunes pionniers⁸⁵ jouent de la musique avec des instruments traditionnels chinois pour accueillir les visiteurs étrangers. Au fonds de la photo, nous pouvons apercevoir une banderole sur laquelle il est indiqué : « Re Lie Huan Ying Jia Na Da Kui Bei Ke Zhong Guo Zhi You Fang Hua Tuan Lai Wo She. » (Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue aux amis de la Chine du Québec, Canada). Curieusement, la banderole a été mise à l'envers..., et ce, pour une raison que nous ne pouvons pas identifier. Cette cérémonie de réception a-t-elle été préparée dans la précipitation ? Les personnes qui ont installé la banderole sont-elles analphabètes ?]

Pendant dix-neuf jours, le groupe a visité plusieurs usines, deux communes, une mine, quelques garderies, un quartier d'habitation, un hôpital, des sites historiques à Pékin, à Shenyang, à Fushun, à Tianjin et à Shijiazhuang. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les représentants du gouvernement chinois. « De quoi nous donner une bonne idée du fonctionnement de ce pays, mais aussi, et surtout, de l'esprit qui anime le peuple dans sa lutte pour développer la Chine, non seulement sur le plan économique, mais sur tous les plans : politique, social, culturel, » affirme Labonté. Quelques photos prises par Céline Lamontagne, participante du voyage, nous donne une idée plus concrète du mystère chinois qui s'est dévoilé devant les yeux des membres des AQC⁸⁶.

Ce voyage est l'occasion pour des militants d'extrême-gauche, d'inspiration maoïste, de remettre en question les critères de sélection des voyages et, surtout, les grandes orientations socialistes de l'Association AQC. « Mis à part le développement de l'amitié entre nos deux peuples, les objectifs du voyage, les groupes invités à y participer ainsi que les critères de sélection sont demeurés obscurs pour la plupart des groupes sollicités⁸⁷ », affirme le Cercle Communiste (m-l)⁸⁸. Ce dernier dénonce

⁸⁵ Les Jeunes pionniers, dirigés par la Ligue de la jeunesse communiste chinoise, est un mouvement de jeunesse pour les enfants de la Chine populaire. Pendant la Révolution culturelle, le mouvement des Jeunes pionniers est remplacé par les Petits gardes rouges qui est l'équivalent pour la jeunesse des Gardes rouges. Le foulard rouge étant leur élément d'uniforme, les Jeunes pionniers sont appelés les « Foulards rouges ». D'après la constitution des Jeunes pionniers, le foulard vient du sang versé par les martyrs de la Révolution.

⁸⁶ Dossier « Photo, voyage 1975 », Fonds CL. Les figures suivantes proviennent du même dossier.

⁸⁷ Cercle Communiste (m-l), « À propos de notre participation aux 'Amitiés Québec-Chine' », p. 8. Fonds CL.

⁸⁸ Au début des années 1970, un groupuscule appelé « noyau des petites entreprises », est créé par quelques militants du Comité d'action politique Saint-Jacques. Il prend ensuite le nom de Cercle communiste (marxiste-léniniste). [Jacques Benoit, « Un cas type de travail en usine », *La Presse*, 12 mai

notamment « l'absence d'une ligne politique et d'une direction politique juste, d'une direction marxiste-léniniste organisée⁸⁹ ».

Figure 4.7

CONSTITUTION DES AMITIÉS QUÉBEC-CHINE

Les Amitiés Québec-Chine s'adresse à l'ensemble du peuple - ouvriers d'usines, secrétaires de bureau, employés des services, ménagères, étudiants, cultivateurs, petits commerçants, intellectuels ainsi qu'à toute autre couche de la population qui désire comprendre l'expérience du peuple chinois, apprendre de ses réalisations et connaître leur vision du monde.

Article 1: Le nom de cette organisation est: "Les Amitiés Québec-Chine".

Article 2: L'objectif des Amitiés Québec-Chine est d'approfondir la compréhension mutuelle, de promouvoir une amitié durable et de développer les échanges culturels, académiques et scientifiques entre le peuple du Québec et les peuples de Chine.

Article 3: Les Amitiés Québec-Chine est une organisation sans but lucratif, respectueuse des lois, indépendante et non partisane, entièrement attachée à la réalisation de ses objectifs tels que formulés à l'article 2.

Article 4: Pour atteindre ces objectifs, Les Amitiés Québec-Chine publie un bulletin: "La Chine maintenant", ainsi que des brochures thématiques, présente des films et diapositives, fait des conférences et entend élargir ses activités par d'autres moyens appropriés.

Article 5: a) Les Amitiés Québec-Chine est dirigé par un Comité de direction formé des responsables suivant: un secrétaire-trésorier, le responsable du comité des publications, le responsable du comité de recrutement et le responsable du comité de diffusion.

b) Le Comité de direction choisit un président parmi ses membres.

c) Les tâches du président sont déterminées par le Comité de direction.

d) Chaque responsable de comité doit présenter un rapport d'activité à la fin de chaque année.

Article 6: a) Tous les responsables des Amitiés Québec-Chine sont élus annuellement par un vote de la majorité simple des membres.

b) Tout responsable peut être révoqué, dans le cadre d'une assemblée spéciale, par un vote de la majorité simple des membres.

Article 7: a) Les Amitiés Québec-Chine est financé par des contributions volontaires ainsi que par la vente du matériel publié.

b) Un rapport financier est présenté à tous les membres à la fin de chaque année fiscale.

Article 8: Toute personne qui accepte les principes de l'organisation et ses objectifs et qui désire collaborer avec Les Amitiés

Québec-Chine est la bienvenue.

Article 9: Toute personne partageant les valeurs d'égalité, de démocratie, de progrès social et d'amitié entre les peuples du monde, et ayant travaillé honnêtement pendant six (6) mois avec Les Amitiés Québec-Chine, est éligible comme membre à part entière par ratification de la majorité simple des membres.

Article 10: Tout membre peut être exclu des Amitiés Québec-Chine pour violation des principes ou objectifs par un vote à majorité simple des membres.

Article 11: Une assemblée spéciale peut être convoquée sur présentation, au président, d'une pétition endossée par vingt cinq pour cent (25%) des membres.

Article 12: Tout responsable ou membre démissionnaire se doit d'expliquer par écrit les raisons de sa démission.

Article 13: Tout amendement à cette constitution doit être ratifié par les deux tiers (2/3) des membres.

Article 14: Toute suggestion pour améliorer le travail des Amitiés Québec-Chine sera bienvenue.

N.B.: Les gens intéressés à participer aux activités de Québec-Chine peuvent écrire à: Amitiés Québec-Chine, C.P. 24, Station D, Montréal.

Constitution des Amitiés Québec-Chine⁹⁰

1977, p. A 9.] Il sera absorbé par la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada en 1975, lors de la fondation de celle-ci. [Jacques Benoît, « L'hôpital Notre-Dame, un microcosme de l'extrême gauche », *La Presse*, 11 mai 1977, p. A9.]

⁸⁹ Cercle Communiste (m-l), « À propos de notre participation... », *op. cit.*, p. 8. Selon le Cercle, le problème principal se situe au niveau de la direction des Amitiés: « L'absence d'une ligne politique et d'une direction politique juste, d'une direction marxiste-léniniste organisée. » Le Cercle reconnaît toutefois que « le voyage fut un acquis important pour tout le monde ». Les succès de la révolution chinoise dans tous les domaines, explique-t-il, « ont fait prendre conscience de plusieurs nécessités comme par exemple, l'étude de la théorie m-l, l'unité des m-l et de la création du Parti ».

⁹⁰ *La Chine maintenant*, vol. 2, nos 1 et 2, 1976.

La structure organisationnelle de l'association semble très hiérarchique, ce dont témoigne l'Article 5 de la *Constitution des Amitiés Québec-Chine* :

- a) Les Amitiés Québec-Chine est dirigé par un Comité de direction formé des responsables suivant : un secrétaire-trésorier, le responsable du comité des publications, le responsable du comité de recrutement et le responsable du comité de diffusion.
- b) Le comité de direction choisit un président parmi ses membres.
- c) Les tâches du président sont déterminées par le Comité de direction.

Sans être marxiste-léniniste, l'association semble avoir adopté sa propre version du « centralisme démocratique » ... Peut-être s'agit-il d'une volonté de se prémunir contre le contrôle des marxistes-léninistes qui s'activent dans ses rangs. Selon les participants du voyage de 1975, l'association est composée de membres officiels et de membres participants. Les membres fondateurs, qui ne sont pas plus d'une demi-douzaine, contrôlent totalement le conseil de direction. Ceux-ci ont en commun d'avoir visité la Chine dans les années précédentes.

Le pouvoir du conseil de direction est illustré par le processus de reconnaissance du statut de membres officiels. Pour devenir membre officiel, un membre participant doit être actif au sein de l'organisation, assister à des réunions pendant au moins six mois et puis être évalué par la direction avant d'être accepté comme membre officiel. Les exigences d'adhésion, selon plusieurs membres participants, « dépassaient, et de beaucoup, les objectifs d'une association d'amitié » :

Six mois ou plus pour devenir membre officiel, « pour faire ses preuves », n'est pas un critère normal pour une association d'amitié. Dans certains cas, cette période était plus longue. Par exemple, une femme qui a participé au voyage des AQC l'été dernier dans un premier temps ne fut pas acceptée comme candidate aux AQC à cause de son « comportement » lors du voyage. Par la suite, la direction a exigé qu'elle reconnaisse ses « erreurs » devant eux. Elle aurait été acceptée ensuite, mais sa période de probation aurait été de 9 mois au lieu de 6 mois ! Agir comme juge n'a rien à voir avec une politique de recrutement d'amitié.

Au milieu d'août 1976, plusieurs personnes étaient actives au sein des AQC depuis plus de six mois (ex. les participants du voyage de l'été 1975), mais elles

ne savaient pas encore si elles étaient « acceptées » comme membres officiels des AQC. Entre janvier et août, la direction avait changé de règlement d'adhésion : en plus de 6 mois de probation requis, la direction avait précisé une « ligne », et les membres participants, pour être acceptés, devaient être en accord avec cette « ligne ». Chaque « candidat » devait rencontrer individuellement la « direction », discuter avec eux de la ligne, et c'est à ce moment que la « direction » décidait si la personne était acceptée⁹¹.

Cette structure organisationnelle suscite des critiques de la part des participants du voyage de 1975 et des maoïstes. Depuis l'été 1975, plusieurs personnes participent et collaborent au travail des AQC (rédaction du bulletin, projections de diapositives, conférences, etc.). Pourtant, ces personnes ne sont pas reconnues comme membres officiels du groupe et bénéficient seulement du statut de « membres participants », sans droit de vote ni droit d'assister aux assemblées. Selon le Cercle Communiste (m-l), les membres officiels sont les seuls fondateurs des AQC⁹². La politique d'adhésion, d'après les participants du voyage de l'été 1975, « ne favorise pas la participation des amis de la Chine⁹³ ».

En hiver 1975, à plusieurs reprises, une réforme de l'orientation de l'association est revendiquée par plusieurs membres participants. Cette discussion, selon ces derniers, n'a jamais pu avoir lieu. Le 22 août 1976, ils proposent qu'une réunion spéciale de tous les membres des AQC soit convoquée afin de discuter des principes du travail d'amitié et de faire le bilan du groupe. Cette proposition étant refusée par les membres officiels, la rencontre se tient tout de même le 29 août 1976. À cette réunion, se présentent douze membres participants et deux membres officiels des AQC. Les membres participants rapportent, dans un compte rendu rédigé après la réunion, qu'il est décidé, par « la grande majorité » que :

Le travail des Amitiés Québec-Chine était contraire aux principes du travail d'amitié et a nui au développement de l'amitié entre le peuple canadien et le peuple chinois ;

⁹¹ *Ibid.*, p. 2.

⁹² Cercle Communiste (m-l), « À propos de notre participation aux 'Amitiés Québec-Chine' », p. 6.

⁹³ « Un pas en avant pour le développement de l'amitié entre les peuples chinois et canadien », 8 septembre 1976, p. 2. Fonds CL.

L'existence de deux associations d'amitié a nui à l'unification de tous ceux qui ont de l'amitié pour la Chine à Montréal et au Québec ;
 Les AQC se dissolvent et que ses membres continuent à faire le travail d'amitié dans le cadre de la Société Canada-Chine. C'est pour nous la meilleure façon de poursuivre le travail d'amitié⁹⁴.

Le 8 septembre, les membres ayant participé à la réunion du 29 août prennent la décision de dissoudre les AQC pour travailler au sein de la SCC. À cette occasion, ils signent un texte intitulé « Un pas en avant pour le développement de l'amitié entre les peuples chinois et canadien », dans le but de faire connaître leurs principales réflexions sur le travail d'amitié :

Montrer que la République populaire de la Chine prône l'égalité entre les peuples et les nations dans sa politique étrangère ;
 Promouvoir les échanges d'ordre culturel, éducatif, scientifique et athlétique entre les peuples du Canada et de la RPC ;
 Créer les conditions d'un soutien à la Chine en cas d'agression extérieure⁹⁵.

Pour atteindre ces objectifs, il faut que l'association, selon les signataires, soit ouverte « à toutes les personnes sympathiques à la Chine, quelles que soient leur race, leur langue, leur religion, leur couche sociale, leur allégeance politique ». Ils constatent que « l'existence d'une association avec le nom 'Québec-Chine' et d'une autre avec le nom 'Canada-Chine' a divisé les amis de la Chine ». Cette division a causé « beaucoup de confusion dans la population », et « la direction des AQC a accentué cette division entre les deux associations » en insistant sur le fait qu'elle s'adresse plutôt aux « couches populaires francophones ». Pour dénigrer la SCC, la direction des AQC aurait même diffusé « un texte diffamatoire et calomnieux sur la SCC et certains de ses membres ». Pour conclure, les signataires déclarent qu'ils seraient « heureux de travailler dans les cadres de la Société Canada-Chine pour le 1^{er} octobre⁹⁶ ». Cette décision est considérée par la SCC comme un pas en avant pour le renforcement de la

⁹⁴ Lettre de « la majorité des membres-participants et deux membres-officiels des Amitiés Québec-Chine » à « chers ami(e)s de la Chine », p. 1. Fonds CL.

⁹⁵ « Un pas en avant pour le développement de l'amitié entre les peuples chinois et canadien », p.1. Fonds CL.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 4.

coopération entre les amis de la Chine au Québec par le président de la SCC⁹⁷. Les AQC se dissolvent officiellement le 24 octobre 1976⁹⁸.

La fusion des deux groupes d'amitié, selon la SCC, « aidera concrètement tous les amis de la Chine à canaliser le large intérêt pour la Chine, qui est perceptible parmi les Montréalais et les Québécois, afin que les liens d'amitié entre les peuples de nos deux pays continuent de croître et devenir plus durable chaque jour ».

Ce qui paraît comme un véritable pas en avant dans le travail d'amitié avec la Chine au Québec est considéré par les maoïstes québécois comme faisant preuve de leur « rôle de direction crucial » dans le travail d'amitié. La Ligue se félicite d'avoir « mené la lutte pour écraser les tentatives de V.L. [Victor Levant] qui visait à maintenir la division du mouvement d'amitié » et « réussi à dissoudre les Amitiés Québec-Chine, à unir le mouvement autour de la SCC et par là, à bâtir l'unité sur la base des justes principes du travail d'amitié ». La Ligue souligne son rôle dans la transformation de la SCC en une « organisation de masse importante⁹⁹ ».

Selon la Ligue, avant son « intervention¹⁰⁰ », la SCC n'avait pas « d'orientation claire identifiant qui la SCC devait atteindre par son travail¹⁰¹ ». Le travail d'amitié avec la Chine était « limité à des cercles académiques et au milieu des affaires et même dans ces milieux, le travail accompli était restreint », et « divisé entre la SCC et les Amitiés Québec-Chine et plusieurs trouvaient cette situation normale et juste ».

⁹⁷ Robert Robson, « Rapport du président », présenté à l'assemblée générale de la SCC, tenue en 1976, p. 1. BANQ Rouyn-Noranda, Fonds Société Canada-Chine (P267), S2-D5.

⁹⁸ Lettre de Robert Robson à Marilyn Martin, présidente de la Canada-China Friendship Association d'Halifax, 31 octobre 1976. Archives de l'Université Dalhousie, Fonds CCFA d'Halifax (MS-11-2), boîte 3, dossier 7. Robson affirme que le matériel développé par les Amitiés a été transféré à la SCC.

⁹⁹ « Bilan et perspectives de notre travail dans la Société Canada-Chine de Montréal », non daté, p. 2. Service des archives et de gestion des documents, UQÀM, Fonds Parti communiste ouvrier (47 P), série 11, dossier 2.

¹⁰⁰ Dans ce rapport, les rédacteurs emploient le terme « intervention » pour définir leurs actions dans la SCC de Montréal, tandis que ceux qui sont sceptiques à l'égard des éléments communistes au sein du travail d'amitié avec la Chine utilisent plutôt « infiltration ».

¹⁰¹ « Bilan et perspectives... », *op. cit.*, p. 2.

La Ligue affirme d'ailleurs : « Les tentatives d'étendre la SCC dans le milieu francophone occasionnaient plus de désunion que de progrès, les Canadiens anglais et Chinois s'alignant largement contre les Québécois péquistes, faute d'une compréhension suffisante des principes du travail d'amitié. » Enfin, le travail d'amitié à Montréal restait, avant l'intervention de la Ligue, « isolé de celui qui se faisait ailleurs au pays » : les premières tentatives d'unir les groupes d'amitié n'aboutirent à rien « à cause de conflits et de jalousies d'ordre professionnel ».

Au Canada aujourd'hui, le nombre de personnes qui sont prêtes à entrer dans la lutte pour le socialisme est encore relativement petit. Mais l'intérêt pour l'un ou l'autre des aspects de la Chine socialiste est immense... Une sympathie et une ouverture au socialisme en Chine fondées largement à la base ne peuvent qu'aider notre travail communiste ici¹⁰².

La participation au travail d'amitié permet de « rejoindre et rallier plus de monde, travailleurs, étudiants, intellectuels, etc.¹⁰³ », et ainsi de « servir la lutte pour le socialisme au Canada ». « Ce n'est pas notre but, précise la Ligue, de transformer la société d'amitié en une organisation communiste ou de l'amener sous la direction organisationnelle de la Ligue. » Or, il faut « faire de l'agitation politique orale sur les événements courants quand nous travaillons avec des membres de la société d'amitié », souligne-t-elle. Si on se fie au rapport de la Ligue, parmi les 14 signataires de la déclaration de la dissolution de l'association AQC, il doit avoir des membres ou sympathisants de la Ligue. Après la fusion des deux groupes d'amitié avec la Chine, la Ligue tente de s'imposer dans la direction de la SCC, ce qui incitera non seulement la réaction des membres non politisés du groupe, mais aussi une méfiance de la part des groupes d'amitié d'autres régions du Canada.

La dissolution des AQC est le premier sujet relatif au travail d'amitié qui est abordé par la Ligue dans ses rapports internes. À partir de 1976, jouer un rôle de direction dans

¹⁰² *Ibid.*, p. 1.

¹⁰³ La Ligue déclare avoir contribué à étendre le travail de la SCC en dehors de ses cercles restreints, en aidant à organiser des activités « dans les centres d'achats, les écoles, les clubs féminins, les garderies, les centres communautaires ».

le travail d'amitié avec la Chine, devient une des tâches prioritaires de la Ligue. L'engagement de plus en plus intensif des m-l susciter des tensions au sein des amis de la Chine du Québec, comme dans toutes les organisations où les m-l tentent de s'imposer, dont les AQC.

Conclusion

Paul Brennan affirme que les personnes intéressées par la Chine pouvaient être grossièrement divisées en trois catégories au Canada : celles ayant séjourné en Chine populaire qui témoignaient d'un attachement sentimental envers celle-ci ; celles qui ont découvert la Chine à travers sa culture (dont *Le Lotus bleu* et *Tintin au Tibet*¹⁰⁴) et qui désiraient mieux connaître ses traditions ; celles qui, en tant qu'« éléments politiques » désiraient promouvoir « la supériorité du socialisme » dans leur propre pays¹⁰⁵. En ce qui concerne ce troisième groupe, soulignons que la Ligue affirmait, autour de 1978, son rôle « de premier plan » dans la transformation de la SCC en une « organisation de masse importante¹⁰⁶ ».

Les marxistes-léninistes présentent très favorablement leur « intervention » au sein de la SCC. Lucide quant à la situation de l'internationalisme prolétarien au Canada, la Ligue n'en souligne pas moins l'importance politique fondamentale de mieux faire connaître l'expérience socialiste de la Chine, au moment où la Ligue prend conscience, après la mort de Mao, de la nécessité politique d'un « large travail d'éducation sur la

¹⁰⁴ Georges Remi dit Hergé (1907-1983) est l'auteur des *Aventures de Tintin*, qui font partie des plus populaires bandes dessinées européennes du XX^e siècle. Le 5^e album de la série, *Le Lotus bleu* a paru en noir et blanc entre 1934 et 1935 dans le supplément pour la jeunesse du journal *Le Vingtième Siècle*. *Tintin au Tibet*, le 20^e album de la série a vu le jour en 1960.

¹⁰⁵ Pour en savoir plus sur son parcours, voir *Journey to the East: featuring Paul Brennan*, présenté au Canada China International Film Festival [<https://www.youtube.com/watch?v=K1hXQ9c8U-0>].

¹⁰⁶ « Bilan et perspectives... », *op. cit.*, p. 1.

différence entre le m-l et le révisionnisme (contre Liu Shaoqi, Lin Piao, la Bande des Quatre et le révisionnisme soviétique) ».

La présence des marxistes-léninistes est tolérée par les membres moins politisés de la SCC. Les divergences d'opinions n'empêchent pas les efforts conjoints déployés en vue d'organiser des activités culturelles, « faire largement ressortir une information juste sur la Chine, dénoncer ces calomnies et briser leur influence parmi toutes les couches de la population ». Autrement dit, animés par des motivations différentes, les « amis » de la Chine du Québec ont pu collaborer pour contribuer aux échanges entre les sociétés chinoise et québécoise, par le biais de l'organisation d'activités visant diverses couches sociales du Québec.

Enfin, l'admiration dont les « amis de la Chine » font preuve à l'égard des réalisations effectuées par le peuple chinois dans la construction du socialisme, ainsi que leur volonté de développer une amitié entre les peuples (surtout les travailleurs pour certains), correspondent à ce que cherche le gouvernement chinois à cette époque-là : se donner une image positive pour balancer ce qui est véhiculé dans les médias occidentaux. Par l'intermédiaire du SCC, c'est-à-dire un groupe d'intérêt non gouvernemental, non politique, mais qui est pourtant en rapport avec les autorités chinoises, canadiennes, québécoises et montréalaises, le travail de promotion de la Chine est plus efficace. Conscients des tentatives de certains d'utiliser le travail d'amitié à des fins politiques, les « amis » de la Chine non politisés font preuve d'une certaine tolérance au nom du plus grand rassemblement possible autour du travail d'amitié.

Cependant, il n'y a qu'un pas à franchir entre la promotion et la propagande...

CHAPITRE V

« AU PAYS DE L'AVENIR RADIEUX ». VOYAGES DES QUÉBÉCOIS EN CHINE POPULAIRE¹

Pour les personnes désireuses de connaître la Chine, le voyage constitue la seule possibilité d'entrer en contact direct avec le pays et son peuple, au-delà de la connaissance médiatique. Du côté chinois, des mesures sont entreprises par divers organismes de propagande pour développer ces relations avec les autres pays et consolider le pouvoir politique du pays. L'invitation pour un voyage en Chine est un moyen pour atteindre ces objectifs.

Ce chapitre est une analyse des impressions du voyage exposées dans des rapports produits par les maoïstes du MRÉQ à leur retour et qui ont circulé à l'intérieur du groupe. Les récits des militants québécois seront comparés à ceux de la délégation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de Claude Turcotte et d'Yves Morin. À cela s'ajoutent les récits de voyage de Claude Lemelin et de Pierre O'Neil – journalistes, respectivement *du Devoir* et de *La Presse*, qui ont accompagné la première mission commerciale canadienne en Chine, ainsi que les rapports de visite produits par la délégation de la SCC en 1975². Nous étudions notamment les voyages effectués pendant la période 1971-1975. Certains voyages réalisés durant la décennie précédente seront également mentionnés dans le but d'expliquer dans quelle mesure les récits de

¹ Le titre du chapitre s'inspire de l'ouvrage *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, que François Hourmant a publié aux Éditions Aubier en 2000. Yuxi Liu, « Au pays de l'avenir radieux : Voyages des Québécois en Chine populaire (1971-1975) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 71, nos 3-4, hiver-printemps 2018, p. 133-156.

² Nous reprenons ici le voyage de la SCC en 1975, qui a été déjà abordé dans le chapitre précédent. Toutefois, l'analyse des impressions de voyage des participants est effectuée, dans le chapitre présent, dans une perspective comparative. Cette approche permet de saisir les similitudes et les différences des observations des membres de la SCC avec d'autres voyageurs. Quant au voyage des AQC en 1975, il nous est difficile de prendre en compte les impressions des participants par manque de sources.

voyage et les voyageurs antérieurs contribuent à une construction des représentations de la Chine.

L'image de la société chinoise telle que décrite par des voyageurs québécois à leur « retour de Chine » est généralement considérée comme faisant preuve d'une naïveté dépourvue de tout sens critique. Les voyageurs qui s'émerveillaient devant un portrait que la Chine estimait « être représentatif d'elle-même », se plaignent aujourd'hui que « tel de ses interlocuteurs qui lui a décrit la Chine telle qu'elle devrait être ou voudrait être plutôt que dans sa stricte réalité³ ». Plutôt que de qualifier ces observations « d'erronées », il est plus fertile, nous semble-t-il, de comprendre telle ou telle appréciation dans le contexte chinois, québécois et international de l'époque. En d'autres mots, nous désirons tenir compte des prismes socio-économiques et culturels à travers lesquels l'observateur interprète la Chine, afin de saisir l'impact de la croyance idéologique et politique sur la perception, et de discerner les éléments partagés par tous les voyageurs. Ce qui nous préoccupe ici n'est pas tant de redonner une image « vraie » à la Chine de l'époque, mais plutôt d'avoir un nouveau regard sur l'histoire politique du Québec à la lumière des conflits entourant les perceptions de la Chine, mais aussi sur l'histoire des échanges sino-québécois à travers la circulation des personnes et des idées.

Pour ce faire, nous allons comparer les impressions de voyage livrées par des personnes issues de milieux variés. Cela permettra d'identifier les points communs dans leurs observations, de mieux saisir l'image que la Chine se donne d'elle-même, et enfin de cerner les traits qui caractérisent le discours des maoïstes québécois sur leurs voyages en Chine et les distinguent d'autres observateurs sur le terrain. Peut-on parler de l'utilité de l'image de la Chine dans la légitimation des projets politiques des groupes maoïstes ? L'admiration telle que manifestée par ces derniers envers la Chine peut-elle s'expliquer uniquement par l'aveuglement idéologique dont on les accuse d'avoir fait preuve ?

³ Alain Bouc, *La Chine à la mort de Mao*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, p. 15.

Puisque tous les voyageurs, pas seulement les maoïstes, ont une vision biaisée de la Chine, plutôt que de restreindre notre analyse aux seuls maoïstes, nous allons tenter de brosser le tableau de l'attraction chinoise au Québec pendant cette période.

François Hourmant a bien analysé le caractère formaté des voyages de Français en Chine qui jouent un rôle essentiel dans le processus de légitimation de la RPC. « Tributaires de ce qu'ils ont vu, et de ce que les autorités ont bien voulu leur montrer, ils sont aussi emprisonnés dans un réseau subtil de dépendances, captifs plus ou moins consentants », affirme-t-il. Dans notre analyse sur les voyageurs québécois en Chine, nous tenterons de montrer en quoi consiste ce « réseau subtil de dépendances ». Selon Hourmant, c'est d'abord une ferveur collective qui marque le passage des voyageurs français dans les lieux qu'ils visitent. Les manifestations de joie qui ponctuent chaque déplacement sont bien faites pour séduire et bouleverser, souligne-t-il. Le deuxième élément soulevé par Hourmant est « l'importance des techniques d'hospitalité qui, déployées par la Chine, comme par tous les pays communistes à l'égard des visiteurs étrangers, tendent à renforcer leurs (pré)dispositions favorables ». Il précise :

En jouant sur le désir de distinction et l'estime de soi, les autorités maoïstes multiplient les formes de gratifications. Au-delà des égards matériels dispensés avec une certaine prodigalité, elles ne négligent pas non plus les aspects plus symboliques et psychologiques. Au confort et à l'agrément du voyage, les organisateurs ajoutent la déférence et la multiplication des honneurs qui flattent l'ego des voyageurs. Le poids de ces ressorts ne saurait être sous-estimé dans le processus d'imposition des représentations, largement idéalisées, que les voyageurs façonnent et diffusent à l'issue de leur périple⁴.

Pierre Rajotte, quant à lui, soutient que les représentations de l'Autre dans les récits de voyageurs québécois oscille « entre, d'une part, la négation ou la dévalorisation de l'altérité et, d'autre part, une forme de fascination et d'idéalisation exotique ». Cette thèse rejoint celle de « la construction en miroir de l'altérité » avancée par Denise

⁴ François Hourmant, « Les voyageurs et la Chine populaire. De la mise en récit à la mise en scène », *op. cit.* p. 504, 506-507. Sur les techniques d'hospitalité adoptées par les pays communistes tels que l'Union soviétique, le Cuba et la Chine, voir Paul Hollander, *Political Pilgrims. Travels of Western Intellectuals to the Soviet Union, China and Cuba, 1928-1978*, Oxford, Oxford University Press, 1981.

Jodelet : les deux modes de représentations (la négation et la fascination) traduisent « une même ignorance de ce qu'est l'autre qui n'est jamais qu'un miroir où se projettent, en images inversées, les qualités du soi ou en images idéalisées, les qualités dont l'absence est critiquée en soi⁵ ». Un des articles de Pierre Rajotte consiste à démontrer comment cette construction en miroir évolue dans une cinquantaine de récits de voyageurs québécois en Asie au XX^e siècle. Cette recherche relève « ce qui caractérise l'altérité asiatique et ce que relève cette altérité au sujet du 'groupe de référence' qui la surdétermine en l'occurrence les Occidentaux ». L'auteur affirme qu'à partir du début des années 1960, la notion de « Péril jaune », terme qui a marqué la fin du siècle précédent et qui considère le peuple asiatique comme des masses menaçantes, fait l'objet d'une déconstruction. Il affirme :

L'évocation d'un lieu commun comme le « Péril jaune » sert tout particulièrement à ridiculiser certaines croyances occidentales qui ont fait « rimer étranger avec danger ». [...] On le voit, les voyageurs déconstruisent avec ironie une vision préconçue de la Chine, tentent d'aborder l'Asie sans se barricader derrière des concepts et des constructions préétablis. [...] On est donc loin de la démarche égocentriste qui réduisait l'Autre à une image dégradée du Même. Les voyageurs de la seconde moitié du XX^e siècle témoignent plutôt, au contact de l'Autre, de la dégradation de l'image du Même : « nous barbares occidentaux »⁶.

5.1. La diplomatie universitaire et le premier étudiant francophone en « pays chinois »

Pierre Trudeau et Jacques Hébert affirment avoir connu certaines contraintes de déplacement durant leur séjour en Chine en 1960. Hébert se rappelle : « Bien que nous soyons les hôtes de la Chine, nous acceptons mal d'être conduits sans cesse par la main,

⁵ Denise Jodelet, « Formes et figures de l'altérité », dans Laurent Licata et Margarita Sanchez-Mazas, *L'Autre. Regards psychosociaux*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2005, p. 44, cité par Pierre Rajotte, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois... », *op. cit.*, p. 132.

⁶ Pierre Rajotte, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois... », *op. cit.*, p. 135-137.

comme de petits enfants. Nous réclamons à l'occasion quelques brefs loisirs, soit pour nous permettre de faire des observations personnelles, soit pour nous donner le temps de consigner par écrit nos observations ». Pei, une jeune interprète de langue anglaise a donné suite à cette réclamation, remettant à chacun des cinq voyageurs québécois un bout de papier sur lequel il y a plusieurs idéogrammes. « Cela veut dire, expliquait-elle, 'Je suis membre du groupe de visiteurs canadiens ; auriez-vous l'obligeance de me reconduire à l'hôtel Chen Mein.' » Ainsi, les cinq Québécois ont-ils reçu ce qu'Hébert appelle leurs « visas pour la liberté ». « Avec ça, affirme Pei en souriant, si vous vous perdez dans Pékin au cours d'une balade, on vous ramènera !⁷ ». Toutefois, toutes les demandes ne sont pas satisfaites. Hébert n'a jamais pu rencontrer un « simple journaliste chinois, en tête à tête, sans interprète » tel qu'il avait souhaité et clairement exprimé. Trudeau n'a pas hésité à se moquer du manque de confiance dont témoignaient les autorités chinoises :

À Changhaï, il y a sûrement un grand nombre de journalistes qui parlent le français ou l'anglais. Hébert le rappelle tous les soirs à M. Hou, qui en prend note dans son petit calepin. Mais le lendemain matin notre commissaire n'a jamais de journaliste à proposer. Aujourd'hui, toutefois, M. Hou annonce qu'il a organisé l'entrevue, mais Hébert doit fournir la liste des questions qu'il désirerait poser au journaliste [...] M. Hou fait la moue. Hébert insiste. Mais pourquoi diable est-ce si difficile ? N'y aurait-il pas à Changhaï un journaliste « politiquement sûr », qui aurait la confiance totale du régime et qu'on pourrait laisser discuter sans témoin avec un journaliste « capitaliste et bourgeois »⁸ ?

La diplomatie universitaire, plutôt que le maoïsme, a lancé la mode des voyages en Chine au temps de la Révolution culturelle. Pendant l'été 1966, deux étudiants canadiens-français, Louis Veilleux et Jean-Pierre Bélisle, alors étudiants en géographie à l'Université de Montréal, sont allés en Chine, accompagnés d'une dizaine d'étudiants français. D'après *Le Devoir*, ils sont « probablement parmi les derniers » à « passer librement par le chemin de fer transsibérien⁹ ». À son retour au Québec, Louis Veilleux

⁷ Hébert et Trudeau, *Deux Innocents en Chine rouge*, op. cit., p. 82-83.

⁸ *Ibid.*, p. 115.

⁹ *Le Devoir*, 18 février 1967, p. 3.

présente publiquement des diapositives en couleurs et les impressions de ses voyages à Moscou, à Pékin, en Corée, etc. Ces activités sont organisées sous les auspices, entre autres, de la Société de géographie de Montréal et du département de géographie de l'Université de Montréal. À l'invitation de l'Association canadienne des Nations Unies, Veilleux prononce une conférence intitulée « Regard sur la Chine » le 8 novembre 1967. Cette conférence, selon *La Presse*, est une présentation « illustrée et contradictoire¹⁰ ». Enfin, Louis Veilleux intervient à l'émission radiophonique *Carnet de voyage* (Radio-Canada) en 1969. Dans l'annonce de celle-ci, on explique que son témoignage permet de savoir « si les choses se sont transformées depuis l'époque où Blaise Cendrars nous en parlait...¹¹ ».

À la fin des années 1960, Veilleux est déjà considéré comme un des « spécialistes¹² » en études chinoises dans le Québec francophone. C'est le Professeur Robert Garry qui, après son voyage de 1966, a encouragé le jeune étudiant québécois à se consacrer aux études sur l'Extrême-Orient et plus particulièrement à la Chine. Les cours offerts au Centre for East Asian Studies de McGill permettent à Veilleux de progresser en langue chinoise¹³. En 1969, à l'âge de 28 ans, il se rend à Hong Kong, alors colonie britannique, dans le but de réaliser son doctorat en géographie¹⁴. Avant son départ, Louis Veilleux maîtrise déjà quelque 1 000 idéogrammes chinois et leurs combinaisons. Le projet de Veilleux suscite beaucoup d'intérêt dans les journaux de l'époque. *La Presse*¹⁵ affirme : « un étudiant canadien-français, Louis Veilleux, s'apprête à créer un fait sans précédent... Selon toute vraisemblance, il serait le premier Canadien français à tenter de décrocher un doctorat au pays chinois [en fait, Hong Kong]. » Dans une interview

¹⁰ *La Presse*, 18 novembre 1967, p. 36.

¹¹ *Ici Radio-Canada*, 22 février 1969, p. 13.

¹² « Tout au long de la phase de préparation au stage, le groupe veillera à planifier des rencontres avec des personnes du Québec ayant vécu en Chine en tant 'spécialistes' de la Chine », affirme la délégation de la CSN. « Stage de sensibilisation au développement social », Fonds MX038, dossier 14.

¹³ En effet, à la suite de son voyage de 28 jours en Chine en 1966, Louis Veilleux, « émerveillé par tout ce qu'il découvrait » s'est inscrit, dès 1967, à l'Université McGill pour y suivre des cours de chinois.

¹⁴ « Un Québécois en Chine continentale », *Le Devoir*, 11 juillet 1969, p. 2.

¹⁵ Jean-Claude Trait, « Stage de trois ans à Hong Kong pour préparer son doctorat en géographie », *La Presse*, 9 juillet 1969, p. 66. [<http://collections.banq.qc.ca/retrieve/6198611>]

accordée au journal, Veilleux présente brièvement les activités qu'il envisage d'entreprendre durant son séjour : en plus de se perfectionner en langue, il planifie quelques voyages à travers la Chine et surtout à Pékin. Il dispose d'une bourse du Conseil des arts du Canada.

Devenu entre-temps professeur de géographie à l'Université de Montréal, Veilleux a l'occasion de retourner en Chine pour un autre périple en 1973. Dans *Perspectives*, il signe un article intitulé « Le miracle de la Chine ? Le travail de 800 millions de Chinois ». Il relate son expérience :

Sept ans s'étaient écoulés entre mon premier voyage en République populaire de Chine et mon deuxième périple, en 1973. Lors de mon premier séjour, j'avais abordé le pays sans grande préparation et je ne connaissais pas la langue, j'avais néanmoins été étonné par ce que le peuple chinois avait pu accomplir en 17 ans et, surtout, j'avais attrapé le 'virus de la Chine'. Les six années qui suivirent furent donc consacrées à l'étude livresque de la Chine et de sa langue. Et c'est ainsi que, lorsque j'y suis entré de nouveau, au printemps dernier, j'avais l'impression d'être mieux préparé. Au cours des six semaines que dura mon périple, je parcourus le pays en tous sens, visitant plusieurs villes, notamment Canton, Changhaï, Yénan, Hsien, Ya-ngan, Pékin, Wou-han, Tch'ang-cha, ainsi que des régions plus reculées. En tout, un voyage de quelque 5 300 milles, qui m'a conduit à 1 200 milles à l'intérieur des terres, et duquel j'ai rapporté 300 pages de notes et près de 1 400 diapositives¹⁶.

La première partie du voyage se fait en compagnie d'une dizaine d'étudiants, avant que Veilleux ne poursuive seul avec un jeune Chinois qui maîtrise parfaitement le français. Sur la question de la libre circulation, le géographe souligne qu'il a pu voir tout ce qu'il souhaitait voir, prendre toutes les photos qu'il désirait prendre, et « circuler en toute liberté ». Il s'impatiente d'ailleurs devant la méfiance des Occidentaux à ce sujet : « il est pénible d'avoir à le souligner, mais il se trouve encore des gens pour se poser ce genre de questions, et il faut bien en glisser un mot ». « Partout, ajoute-t-il, l'accueil fut sincèrement amical. » La maîtrise de la langue et la connaissance du pays

¹⁶ Louis Veilleux, « Le miracle de la Chine ? Le travail de 800 millions de Chinois », *Perspectives*, 6 octobre 1973, p. 1. Visiblement, Veilleux n'a pas pu visiter la Chine continentale pendant son séjour à Hong Kong. Nous supposons que c'est à cause de la Révolution culturelle. Rappelons que Paul Lin n'a pas réussi à obtenir son visa en 1969 (voir le chapitre II).

constituent deux éléments très importants pour une bonne compréhension des voyageurs occidentaux de ce qu'ils voient durant leur séjour, il existe d'autres facteurs, plus personnels, qui ont contribué à la diversité des impressions de voyage et, plus généralement, des perceptions du pays.

Veilleux considère son deuxième voyage en Chine continentale aussi merveilleux que le premier. « Le croirez-vous ? Il se trouve aujourd'hui, dans le monde, un pays [...] où tous les gens travaillent, un pays où on ne paie pas d'impôt sur le revenu personnel et où le coût moyen du loyer, de l'eau et de l'électricité représente environ 4 p.c. du salaire mensuel. » Et plus loin, « j'ai mentionné, au tout début de cet article, quelques faits de nature à attirer l'attention du consommateur-contribuable. J'aurais pu tout aussi bien en aligner des douzaines d'autres dans les domaines, non pas de l'économie, mais de l'éducation, de la santé, des relations humaines ». Tout comme Denis Lazure, il est impressionné par la médecine chinoise et l'abnégation des élites sociales au temps de la Révolution culturelle :

Par exemple, j'aurais pu faire mention de ces spécialistes qui, après avoir pratiqué des interventions chirurgicales sous acupuncturo-anesthésie, se rendaient volontairement aux champs, dans le but d'aider les paysans à rentrer la récolte mise en danger par la pluie. J'ai vu, aussi, des professeurs d'université faire de même avec des étudiants, dans le but de se rapprocher des travailleurs et de combler le fossé entre les intellectuels et les travailleurs ordinaires. Tous les fonctionnaires, tous les directeurs d'usine font ainsi et accomplissent leur part de travail manuel en compagnie des ouvriers, des paysans¹⁷.

Visiblement, le spécialiste ne s'est pas privé de confirmer ce qui est montré dans les publications chinoises telles que *La Chine en construction*. Sous sa plume, il n'y a pratiquement aucune remise en question du dévouement absolu du peuple chinois à la construction du socialisme et sur l'éradication de certains problèmes sociaux auxquels les sociétés occidentales sont encore confrontées. Ce constat nous conduit à nuancer un constat présenté plus haut : la maîtrise de la langue chinoise et une connaissance plus avancée du pays peuvent en effet aider l'observateur à avoir une meilleure

¹⁷ *Ibid*, p. 1.

compréhension de ce qu'il voit sur place, mais elles constituent deux conditions nécessaires mais non suffisantes pour saisir la réalité chinoise.

5.2. La diplomatie après la reconnaissance de la Chine

En 1971, Claude Lemelin, journaliste *du Devoir* qui fait partie de la délégation menée par Jean-Luc Pépin¹⁸, le ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada, affirme :

Pékin ne laisse pénétrer sur son territoire que les Occidentaux qui ont quelque affaire à y transiger, ou encore les individus – le plus souvent en groupe – qui veulent y effectuer une tournée d'études et dont les autorités chinoises jugent l'orientation acceptable – ce qui ne veut pas dire qu'elle doive être maoïste, ou même socialiste. [...] La jeunesse dorée de Montréal doit donc en faire son deuil, la nouvelle ambassade chinoise à Ottawa ne lui délivrera pas de visas de vacances pour aller contempler la civilisation millénaire de l'Empire du Milieu. En revanche, l'Union catholique des cultivateurs pourrait vraisemblablement solliciter un visa de groupe pour effectuer une tournée des campagnes chinoises, le conservateur du Musée des beaux-arts piloter en Chine un groupe d'historiens de l'art, ou les hommes d'affaires canadiens aller prospecter sur place les marchés d'exportation¹⁹.

Pierre O'Neil, journaliste de *La Presse*, fait également partie de cette délégation. Du 17 au 26 juillet 1971, le quotidien offre un reportage illustré, intitulé « Portes ouvertes sur la Chine ». C'est d'ailleurs la première fois, depuis un quart de siècle, « qu'un journal de langue française au Canada présente sur la Chine un document illustré exclusif d'un de ses reporters²⁰ ». Durant les six jours, la délégation fait des visites touristiques et industrielles, mais a peu de temps pour se promener librement dans les

¹⁸ Il s'agit de la première délégation commerciale canadienne qui va en Chine après la reconnaissance. Lors d'une réception au Palais du peuple en honneur de la mission économique canadienne, le Premier ministre chinois Zhou Enlai demande à Pépin de transmettre une invitation au Premier ministre Pierre Trudeau. Le gouvernement chinois invite ce dernier à effectuer une visite officielle en Chine.

¹⁹ Claude Lemelin, « Autour de Pékin et de Canton s'étend le pays lacustre », *Le Devoir*, 19 juillet 1971, p. 1.

²⁰ Pierre O'Neil, « Porte ouverte sur la Chine », *La Presse*, 16 juillet 1971, p. A-1.

rues. Les haut-parleurs qui crachent des hymnes révolutionnaires, la lecture de textes sur la contribution de Norman Bethune à la révolution chinoise, la diffusion radiophonique de l'*Internationale*, de larges portraits et des statues en plâtres du *Chairman* qui se trouvent partout, des slogans tirés de la pensée de Mao – voici quelques images qui se dessinent devant les yeux des deux journalistes québécois. L'omniprésence de Mao et la pénétration de sa pensée leur sont présentées de mille manières tout au long de leur visite.

Cette organisation suscite beaucoup de discussions au sein de la délégation. Au cours de l'une d'elles, le ministre Pépin souligne la part de naïveté qui se trouve dans toute idéologie quelle qu'elle soit. Il ne faut pas s'étonner, selon lui, que cette part soit plutôt considérable dans un système politique encadrant plus de 700 millions d'hommes. La pensée de Mao est-elle vraiment oppressive ? O'Neil note qu'elle ne leur paraît pas oppressive « de façon générale²¹ ». C'est alors que les membres font la comparaison avec « le foisonnement d'affiches et de mots d'ordre durant les campagnes électorales canadiennes, avec la propagande incessante au sein des plus vieilles démocraties occidentales, avec la folie collective qui s'empare de certains organisateurs politiques du voisinage quand vient le moment des grands choix²² ». La pensée de Mao qui règne tout le pays a le mérite, aux yeux du journaliste, d'améliorer considérablement les conditions de vie des Chinois. Les notions de progrès matériel et social, qui sont au cœur des principes qui animaient les élites libérales du Québec pendant la Révolution tranquille²³, semblent avoir poussé O'Neil à voir la justification du système politique totalitaire chinois dans son apport à l'amélioration des conditions de vie du peuple chinois.

²¹ *Ibid.*

²² Pierre O'Neil, « Mao un dieu pour les Chinois », *La Presse*, 26 juillet 1971, p. A-5.

²³ Voir le Chapitre VIII, « Après 1945 – De la tradition au rattrapage de la modernité », de l'ouvrage *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours* (Denis Monière, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1977).

En 1973, le gouvernement de Pékin reçoit officiellement une délégation de l'Association médicale canadienne. Dirigée par le Dr Gustave Gingras, cette délégation est composée de seize membres, majoritairement des médecins, mais aussi des journalistes. Elle a trois grands objectifs : améliorer les relations entre les personnels de santé des deux pays, examiner les prestations de soins de santé et les procédures médicales spécifiques développées en Chine et, enfin, initier des négociations pour l'échange à long terme de scientifiques et d'enseignants en médecine. En quinze jours, ils visitent trente-cinq hôpitaux, des usines, des cliniques communautaires, des institutions de recherche, des communes et des écoles de médecine dans plusieurs régions du pays. Ils effectuent ainsi une enquête sur un large éventail de questions allant de la prestation des soins médicaux, les « docteurs aux pieds nus », la planification familiale et l'avortement jusqu'à plusieurs techniques spécialisées comme la réimplantation des bras et des jambes, l'analgésie par acupuncture, etc. À leur retour au Canada, le Dr Gingras, en tant que représentant de la délégation, livre ses impressions du voyage à différents publics. D'autres membres présentent ce qu'ils ont vécu en Chine communiste auprès des collègues de leurs instituts et également dans les médias locaux²⁴.

Le Dr Yves Morin, vice-président du Conseil de la recherche médicale du Canada, et membre de la délégation de l'Association médicale canadienne, livre quant à lui ses impressions du voyage dans trois articles publiés dans *Le Devoir*. Il rappelle d'emblée aux lecteurs la nécessité de « se méfier de son état d'esprit au retour de la Chine²⁵ ». Il avoue se sortir d'un certain envoûtement qui est dû au « dépaysement le plus intense qu'on puisse imaginer », à la densité de la population, à « l'hospitalité et la prévenance

²⁴ Wei Yuan, « Acupuncture Comes to Canada: The Struggle for Professional Recognition, 1970-1996 », thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 2001, p. 76.

²⁵ Yves Morin, « Un médecin québécois en Chine 1. Des communes aux gardes rouges de Mao », *Le Devoir*, 17 septembre 1973, p. 1. Le Dr Morin y fait référence à Maria Antonietta Macciocchi (l'auteur du livre *De la Chine*), qui « a décrit avec raison le mal de Chine, cet envoûtement, cette préoccupation constante qui surviennent quelques jours après l'arrivée à Pékin et ne disparaissent que plusieurs semaines après le retour ».

d'hôtes omniprésents et anxieux de plaire », au « renversement le plus complet » des valeurs et habitudes de communication courantes », ainsi qu'à la bienveillance de l'accueil reçu – une « sympathie réelle, mais insaisissable qui semblait ne pas avoir de but individuel²⁶ ».

Les nombreux détails fournis par Morin dans son récit de voyage témoignent d'une volonté d'observer de près de la Chine communiste. La visite des communes populaires s'avère incontournable pour les étrangers reçus par le gouvernement chinois. Ces communes populaires, qualifiées d'irréalisable utopie par l'URSS, constituent, selon Morin, « une véritable autarcie, propriétaire des principaux organes de production et responsable du bien-être de ses membres » dans un pays « où la décentralisation administrative, l'autonomie économique et l'initiative locale sont érigées en système ». Le docteur loue l'efficacité et la rentabilité des services de santé assurés par la commune, soulignant plusieurs innovations et un « 'professionnalisme' au sens occidental du terme ». Enfin, il n'a pas manqué d'évoquer la place qu'occupe l'enseignement de Mao qui permet aux médecins chinois « de comprendre la 'réalité objective' et de cesser d'agir d'après leur 'pensée subjective', une des lois fondamentales du matérialisme dialectique²⁷ ».

Les membres de la délégation ont l'occasion d'échanger avec des cadres chinois. Au cours de la Révolution culturelle, la grande majorité de ces derniers ont dû se livrer pendant plusieurs mois au travail agricole, à l'étude et à la réflexion pour être réhabilités. Ce ne sont plus les cadres, mais les comités révolutionnaires qui gouvernent le pays. Le mode de direction de ceux-ci s'avère, aux yeux du docteur, « réellement collégial », leur autonomie décisionnelle « très grande », leurs objectifs « clairement définis » et leur « désir d'innover particulièrement vif ».

²⁶ *Ibid.*, p. 7.

²⁷ Yves Morin, « Les richesses peu connues d'une médecine encore pauvre », *Le Devoir*, 19 septembre 1973, p. 11.

Le médecin québécois se dit impressionné par plusieurs qualités de ses hôtes chinois : l'assiduité, l'honnêteté, la reconnaissance ouverte de l'insuffisance dans différents domaines, la modestie, le zèle, le sens de l'amélioration et de l'abnégation afin de « 'servir le peuple' de manière plus efficace²⁸ ». Les rapports entre les Chinois, aux yeux de l'invité québécois, s'avèrent « rituels, civils et raffinés²⁹ ». Le docteur constate que le peuple était « le reflet de la bonne santé³⁰ » : les enfants sont « joufflus, rieurs, enjoués », les hommes « minces, d'apparence plus jeune que leur âge véritable ». Il déplore toutefois que les Chinois fument trop : « il est étonnant qu'une campagne antitabac n'ait pas été instituée, d'autant plus que la bronchite chronique est, nous a-t-on dit, un problème majeur ».

La visite officielle du Premier ministre Pierre Trudeau en novembre 1973 suit de près celle de l'Association médicale canadienne. Le journaliste Claude Turcotte, chargé de la couverture médiatique de cette visite officielle, constate également la volonté affirmée de tous les Chinois de développer leur pays. De ses impressions, « toutes plus époustouflantes les unes que les autres³¹ » qu'il conserve de Chine, l'une des plus mémorables demeure un commentaire qui « est sorti comme une flèche au cours d'une conversation qui se voulait très détendue » : « Nous allons rattraper l'Occident. » L'expression de visage et les intonations de voix de l'interprète chinois qui a prononcé cette phrase ont confirmé à Turcotte une première impression générale de la résolution de la Chine à assurer son développement. De l'avis de Turcotte, il n'y a probablement pas eu, dans toute l'histoire de l'humanité, un peuple qui ait fourni autant d'efforts en temps de paix pour progresser économiquement et socialement. Le caractère résolu de l'effort collectif des Chinois est indissociable d'une vie disciplinée, visiblement à mille

²⁸ « Health care in China – Official Report of The Canadian Medical Delegation to China (April 20 – May 5, 1973) » (texte non publié), p. 4 ; Université McGill, Osler Library of the History of Medicine, Fonds Maurice McGregor (P196).

²⁹ *Ibid.*, p. 7.

³⁰ Yves Morin, « Médecins pieds nus au service d'une population en santé », *Le Devoir*, 18 septembre 1973, p. 11.

³¹ Claude Turcotte, « La Chine a besoin de la technologie occidentale mais veut l'assimiler », *La Presse*, 8 novembre 1973. p. A5.

lieux de la société québécoise : « Les Chinois sont en effet des gens on ne peut plus rangés. On ne rencontre ni hippies, ni clochards, pas même dans une grande ville comme Pékin. Et les barbiers, je vous l'assure, ont le ciseau extrêmement catégorique³² ». Les Chinois semblent, aux yeux de Turcotte, heureux.

Les Chinois apportent une attention très méticuleuse à leurs invités canadiens. Le journaliste Claude Lemelin souligne « la courtoisie linguistique de l'hospitalité chinoise », affirmant que pour la première fois dans les annales de la diplomatie canadienne, le français est servi « de langue véhiculaire de la politique étrangère du Canada, au même titre que l'anglais et à l'échelon le plus élevé ». En effet, les Chinois détachent auprès du Premier ministre canadien deux interprètes, l'un du français au chinois et l'autre de l'anglais au chinois, qui le suivent jusque dans le cabinet du président Mao³³. Trudeau peut ainsi s'entretenir alternativement dans les deux langues officielles du pays, lors de ses rencontres avec Zhou En-Lai, Premier ministre chinois, ainsi que ses conseillers. « Ils étaient même informés, précisait le journaliste *du Devoir*, de certaines particularités du français parlé au Canada. 'Est-il vrai que l'on appelle 'char', chez vous, ce qui est en France 'voiture' ou 'automobile'? [...] C'est ainsi qu'en expliquant comment, au Canada, la langue bourgeoise différerait de la langue populaire, les journalistes canadiens durent évoquer, au pays par excellence de l'égalitarisme, la hiérarchie des classes sociales qui subsiste chez eux...³⁴ ». Ironique, il dit avoir éprouvé un « choc culturel » au retour de Chine : « 'Tiens, des affiches en anglais seulement, d'ironiser un confrère, après l'atterrissage. J'oubliais que nous sommes de retour à Ottawa. J'avais pourtant pris goût, à Pékin, au bilinguisme institutionnel... »

³² Claude Turcotte, « Les Chinois ont l'allure de gens heureux malgré une vie d'austérité », *La Presse*, 7 novembre 1973, p. A-5.

³³ Ma Yu-Chen, directeur de l'information aux affaires étrangères chinoises, explique ce changement comme suit : « Nous avons été pris de court, en 1972, par la présence d'un fort contingent de journalistes canadiens de langue française dans la suite du secrétaire d'État aux affaires extérieures Mitchell Sharp. Cette fois, nous étions prêts à les accueillir convenablement. »

³⁴ Claude Lemelin, « Un précédent linguistique... », *Le Devoir*, 22 octobre 1973, p. 2.

À l'évidence, ces voyages officiels sont étroitement encadrés par le gouvernement chinois et, plus largement, par la dynamique particulière des relations entre puissances étrangères. Pourtant, la plupart des visiteurs affirment avoir été plutôt surpris par le degré d'ouverture de leurs hôtes. Par exemple, Yves Morin déclare que sa délégation a eu l'occasion de voir tout ce qu'elle souhaitait. Les questions posées par les invités canadiens auraient même obtenu réponses « avec une franchise qui a étonné l'ambassadeur du Canada et les observateurs de la presse expérimentés³⁵ ». Morin n'est pas le seul à être surpris de l'enthousiasme des hôtes chinois à répondre aux demandes spéciales des voyageurs. Bonnie Campbell et Denis Monière, professeurs en science politique, ont participé à une délégation de vingt-six membres envoyée par l'Université d'Ottawa en 1974³⁶. Après leur voyage de dix-sept jours, ils expriment leur étonnement ainsi : « Du début à la fin de notre séjour, nos hôtes chinois ont fait preuve de la même ténacité de satisfaire chacun de nos besoins et ceci avec une efficacité et surtout avec une finesse qui est très probablement unique au monde.³⁷ »

Claude Lemelin est l'un des rares voyageurs québécois de cette époque à manifester une réelle méfiance à l'égard de l'organisation presque trop parfaite des voyages en Chine. En 1971, il remarque « qu'un rituel immuable, rigoureusement uniforme » régit généralement les visites. L'accueil chaleureux, accompagné de thé et de cigarettes, est invariablement suivi d'un exposé qui, « abondamment émaillé de chiffres et de résultats », couvre

³⁵ « China Report: Health care in the world's most populous country », *China Report*, p. C. Université McGill, Osler Library of the History of Medicine, Fonds Maurice McGregor (P196). Il s'agit d'un rapport détaillé qui comprend un compte-rendu du voyage ainsi que des recommandations, et que la délégation médicale soumet au gouvernement du Canada, à l'Association médicale canadienne et également aux facultés de médecine et d'autres organismes intéressés. Ce rapport, publié aussi dans *CMAJ* (vol. 109, 20 juillet, 1973), et constitue, dans l'histoire de celui-ci, le reportage le plus long relatif à la Chine.

³⁶ Particulièrement intéressés par le domaine de l'éducation, de la participation et de la formation civiques, ils ont séjourné en Chine du 20 mai au 5 juin 1974 et y ont visité cinq villes : Guangzhou, Zhengzhou, Shijiazhuang, Pékin et Tianjin.

³⁷ Bonnie Campbell et Denis Monière, « Regards sur la Chine (1). Pour le voyageur, un monde saisissant de courtoisie, de propreté et d'efficacité », *Le Jour*, 28 août 1974, p. 5.

[...] infailliblement cinq points : combien déplorables étaient les conditions faites aux travailleurs de l'usine, ou aux paysans de la commune, ou aux étudiants du lycée, avant la Libération, combien faible le rendement, égoïstes les motivations, incorrecte la pensée politique qui animait l'institution ; combien remarquables sont les progrès accomplis depuis, sous l'inspiration de la pensée Mao Tsé-Toung et l'impulsion du grand parti communiste chinois ; comment, néanmoins, la clique révisionniste de Liu Shao-shi [Shaoqi] avait réussi à contaminer l'institution de ses erreurs et à l'engager dans la voie capitaliste ; comment la grande révolution culturelle prolétarienne, en incitant les masses à contester les cadres jusqu'à ce que ces derniers fassent leur autocritique, a permis de corriger ces erreurs et de relancer la production dans la voie révolutionnaire ; que, néanmoins, tout n'est pas parfait, qu'il reste bien des insuffisances techniques à combler, que les masses et les cadres pourraient mettre plus d'ardeur à étudier et à appliquer la pensée du président Mao et que si les visiteurs étrangers, à l'issue de leur visite, ont l'obligeance de formuler critiques et suggestions, leurs hôtes leur en seront des plus reconnaissants³⁸.

Les échanges avec les guides-interprètes constituent, pour les voyageurs, un des rares contacts directs avec les Chinois. Une description détaillée de ces personnes est souvent le moyen le plus efficace pour montrer une image plus concrète du peuple chinois. En dépit des vertus chinoises qui sont généralement appréciées, le discours monotone de l'hôte sur l'actualité chinoise est souligné par certains observateurs : « [...] Rien, donc, d'improvisé ». Lemelin constate que presque tous les Chinois qu'il a rencontrés étaient « en service commandé ». Les renseignements recueillis étant préalablement filtrés, l'étranger est, selon lui, « réduit au rôle d'enregistreur captif des lieux et propos qu'on lui permet de voir ou d'entendre ». Toutes les tentatives d'arracher à leurs hôtes une opinion personnelle s'avèrent vaines : « Toutes les réponses aux questions un tant soit peu interprétatives sont coulées dans le même moule, la pensée de Mao Tsé-Toung, le grand parti communiste, la ligne des masses, la correcte attitude politique, les trois mouvements révolutionnaires et j'en passe ! » C'est au cours du même voyage, en 1971, que le journaliste Pierre O'Neil, constate que ce qu'il a vu dans les communes et les

³⁸ Claude Lemelin, « Comment peut-on être Chinois ? En épousant la ligne des masses », *Le Devoir*, 21 juillet 1971, p. 5.

usines est « remarquablement conforme » à ce qu'il a déjà lu dans les livres et journaux américains, britanniques ou français³⁹.

L'invitation pour un voyage au pays fait partie de la diplomatie officielle mise en œuvre par le gouvernement chinois en vue de cultiver une attitude favorable chez les personnes influentes dans les milieux gouvernementaux et médiatiques d'un pays étranger. Comme l'affirme François Hourmant, le voyage en Chine aux lendemains de la Révolution culturelle n'est pas libre, et fait l'objet d'une « invitation » de la part des autorités chinoises. Il se réfère à Claude Cadart, selon qui le filtrage des « admis à se rendre en Chine » est un filtrage politique. « Pékin n'invite que les personnes [...] dont elle calcule que le témoignage lui sera 'utile'⁴⁰ ». Les hommes politiques et les journalistes ne sont certainement pas les seuls considérés comme « utiles » par le gouvernement chinois. Les syndicalistes et les maoïstes québécois ont aussi reçu des invitations.

La plupart des participants aux voyages réalisés dans le cadre de la diplomatie politique ne semblent pas s'être beaucoup interrogés sur le rythme invariable des visites ou la similarité étonnante de toutes les explications provenant des guides chinois. Ce constat s'applique peut-être encore plus aux délégations du mouvement syndical et du mouvement maoïste qui espèrent trouver, dans la Chine de Mao, un modèle social inspirant pour leur propre projet politique socialiste.

5.3. « Ne comptons que sur nos propres moyens » : le mouvement syndical québécois en Chine populaire (1973-1975)

³⁹ Pierre O'Neil. « La Chine : une ruche des plus ordonnée », *La Presse*, 26 juillet 1971, p. A-6.

⁴⁰ Claude Cadart, « Que savons-nous de la Chine ? », *Regards froids sur la Chine*, op. cit., p. 26, cité dans François Hourmant, « Les voyageurs et la Chine populaire. De la mise en récit à la mise en scène », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 43-3, juillet-septembre 1996, p. 507.

En 1973, le journaliste du quotidien syndicaliste et socialiste Louis Fournier affirme « ‘Mille fois entendu ne vaut pas une fois vu’, dit l’un des innombrables dictons chinois, il faut donc voir la Chine.⁴¹ » Fournier est alors membre de la première délégation syndicale du Québec reçue par le gouvernement chinois. Il explique qu’un groupe de travailleurs syndiqués de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a « fait le projet d’aller voir comment la Chine vivait sa révolution⁴² ». Jean Thibeault, secrétaire général de la CSN, atteste que « les objectifs d’un tel stage sont en parfait accord avec les objectifs fondamentaux de notre centrale syndicale⁴³ », affirmant que « des stages semblables dans différents pays pourraient sûrement permettre aux travailleurs du monde entier, qui ont tellement de choses en commun, de se mieux connaître et de fraterniser davantage⁴⁴ ».

Outre le service d’éducation de la CSN (3 000 \$), le voyage est financé par le ministère du Travail du Québec (4 000 \$), le Cégep Vieux-Montréal (8 000 \$), la Brasserie O’Keefe (4 000 \$), le gouvernement chinois (logement, nourriture)⁴⁵, le département des sciences économiques de l’UQÀM (700 \$) et, surtout, l’Agence canadienne de développement international (14 800 \$)⁴⁶. Dès le début de ce projet, cette dernière, par l’entremise d’André Mailot, chef du cabinet de Paul Gérin-Lajoie, a donné « l’assurance morale d’un appui financier substantiel⁴⁷ » à la CSN. Présenté à

⁴¹ Louis Fournier, « Une tasse de thé devant le buste de Mao », *Québec-Presse*, 30 septembre 1973, p. 16.

⁴² Louis Fournier, « Voyage – 19 Québécois en Chine », *Perspectives*, 28 octobre 1973.

⁴³ Texte non publié et daté du 2 mai 1973. Archives de la Confédération des syndicats nationaux, boîte MX038, dossier 14.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Lise Lachance, « Une brasserie contribue à un projet syndical », *Le Soleil*, 25 mai 1973, p. 7.

⁴⁶ Dans une lettre datée du 15 mars 1974, Lewis Perinbam, directeur de la Direction des organisations non-gouvernementales, Agence canadienne de développement international, informe Gilles Frenette, directeur du service d’éducation de la CSN, que l’Agence a approuvé « une subvention de \$14,800 pour le projet ‘Sensibilisation des travailleurs au développement international’ ». Perinbam précise : « Nous aimerions recevoir d’ici le 30 septembre 1974 un premier rapport intérimaire de vos activités et d’ici le 30 mars 1975 le rapport final d’exécution et d’évaluation ainsi qu’un rapport financier faisant foi de toutes les sommes investies dans ce projet. Dans ce rapport, nous souhaitons que vous précisiez comment votre projet suscite une plus grande contribution canadienne aux pays en voie de développement. »

⁴⁷ Louis Fournier, document rédigé « pour publication immédiate », 24 mai 1973.

l'Ambassade de Chine à Ottawa au début de 1973, le projet est officiellement accepté par Pékin le 2 avril. L'autorisation d'accès au pays accordée aux travailleurs syndiqués et étudiants québécois n'est pas dépourvue de signification, vu le peu d'étrangers ayant la permission de séjourner en RPC.

La délégation est composée de douze travailleurs syndiqués de la CSN. En plus de Louis Fournier, elle compte Louis Gill (professeur d'économie à l'UQÀM), Gilles Morand (responsable du groupe et professeur au Cégep Vieux-Montréal)⁴⁸, Daniel Palardy⁴⁹ et des travailleurs provenant de divers milieux tels que la métallurgie (la fonderie Caron à Lachine), la fabrication (la fabrique de meubles Biltrite à Anjou), les hôpitaux, le commerce, l'agriculture, les sciences infirmières⁵⁰, les pâtes alimentaires et les produits chimiques. À ce groupe s'ajoutent sept étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ainsi que le cinéaste engagé Gilles Groulx, proche du mouvement syndical.

Les buts spécifiques de ce « stage de sensibilisation » sont « d'acquérir des connaissances pratiques de la révolution culturelle chinoise » et de « créer une banque d'information et d'images susceptibles de faire connaître davantage aux Canadiens et aux Québécois la Chine populaire sous ses aspects économiques, sociaux, politiques et culturels⁵¹ ». Le matériel audiovisuel (diapositives, photos, bandes sonores) à construire à la suite du voyage sera

diffusé et soumis à des discussions de groupes pendant au moins un an, tant dans le milieu professionnel de chacun des participants que dans divers

⁴⁸ Animateur social au Conseil de développement social du Montréal métropolitain (1968-1969), Gilles Morand deviendra professeur de cours sur les problèmes sociaux, de recherche, d'organisation communautaire au cégep du Vieux-Montréal (1971-74), et plus tard animateur à Carrefour d'Information Québec Inter-Monde. Université de Montréal, Division de la gestion de documents et des archives, Fonds Centre d'études de l'Asie de l'Est (E131), dossier « Proposition de projet. Étude sur les populations rurales : réactions des groupes organisés à l'affluence d'information internationale par l'audio-visuel ».

⁴⁹ Président du syndicat (CSN) des travailleurs de l'usine de montage d'automobiles SOMA, à Saint-Bruno-de-Montarville, il s'est intéressé surtout aux conditions de travail des ouvriers chinois. Louis Fournier, « De la Chine à Saint-Jérôme, en passant par Tricofil... », *Le Jour*, 22 mai 1975.

⁵⁰ Gabrielle Fullum, infirmière de l'Hôpital Ste-Justine.

⁵¹ « Stage de sensibilisation au développement international en République populaire de Chine », présenté par le service d'éducation de la CSN. Boîte MX038, dossier 14.

groupements de travail à travers le Québec, à l'Institut canadien d'éducation des adultes, dans les centrales syndicales, dans le mouvement coopératif Desjardins, au Conseil canadien de développement social, dans les cégeps et les universités, à la Chambre de commerce et autres organismes patronaux, au Centre de formation populaire de Montréal, etc.⁵²

La réalisation de ces objectifs repose sur la capacité de créer, par le biais de ce voyage, « un lien de solidarité entre les travailleurs chinois et québécois ». La délégation compte séjourner dans une commune, où les secteurs industriel, agricole et de service sont bien développés, afin de vivre et travailler avec les Chinois. De l'avis de ces organisations, « la meilleure façon de sentir la vie du peuple chinois à travers la révolution est de vivre, et de travailler avec eux ». Ceci doit permettre d'intégrer les membres de la délégation « à la vie du peuple chinois en fonction de ses priorités de travail et de ses besoins ».

Les participants se préparent au voyage avec l'aide de plusieurs spécialistes francophones en études asiatiques qui ont visité la Chine, notamment Robert Garry⁵³ et Louis Veilleux. Avec le soutien de Paul Lin, ils mettent au point un programme de formation comprenant la participation à des colloques, l'assistance à des cours sur les dimensions sociales, politiques, culturelles et géographiques de la Chine⁵⁴. Ces séances d'information visent à permettre « d'acquérir une technique d'analyse d'un milieu pour savoir comment 'voir' et quoi 'voir' afin d'établir des points d'analyse comparatifs à la réalité du Québec ». À cela, s'ajoutent la rencontre de personnes ayant déjà vécu en Chine, la lecture des journaux, revues et volumes, le visionnage de matériel audiovisuel. Six comités sont formés pour étudier les aspects suivants : conditions de vie et de

⁵² *Ibid.*

⁵³ Robert Garry effectue son premier voyage en Chine en 1964. Un des rares orientalistes au Québec, il donne plusieurs cours portant sur la civilisation chinoise et aussi un grand nombre de conférences dans lesquelles il présente ses voyages en Asie et, en particulier, en Chine. Université de Montréal, Division de la gestion de documents et des archives, Fonds Robert Garry (P0175), dossier B3 (voyages), sous-dossiers 0005 (itinéraire et notes du premier voyage en Chine, 1964).

⁵⁴ Les cours furent offerts par l'Université de Montréal, l'Université du Québec à Montréal, ainsi que l'Université McGill et ce, « par le biais des centres de recherche sur les questions asiatiques ». « Stage de sensibilisation au développement international... », *op. cit.*

travail des femmes, organisations politiques et économiques, éducation et culture, santé et services sociaux, agriculture, usines.

On peut lire un compte rendu précis de chaque étape du voyage dans les reportages du journal *Québec-Presse*, ce qui nous permet de bien connaître le programme proposé par le gouvernement chinois, ainsi que l'image de la société chinoise qu'il cherche à présenter aux visiteurs étrangers. Au début de leur voyage, les membres de la délégation visitent la commune agricole de Sadjia (66 000 habitants), où on fait l'élevage du ver à soie, la pisciculture (eau douce) et la culture de la canne à sucre. Fournier, qui s'intéresse en particulier au fonctionnement de la commune populaire, constate que celle-ci est « un peu comme un 'petit État' dans le grand État chinois dont elle relève⁵⁵ », « un 'collectif' qui permet à ses membres (45,000 à 50,000 habitants en général) d'organiser toute la vie d'un grand morceau de campagne chinoise, en donnant le plus d'initiative possible à la base ». Ce type d'organisation est donc « bien plus qu'une grande 'ferme collective' pour les paysans ». La commune peut regrouper aussi bien les paysans engagés dans la production agricole que les ouvriers des petites usines situées sur son territoire, les employés des commerces, le personnel médical, les enseignants et les étudiants, les employés des garderies et des jardins d'enfants, les nombreux cadres dirigeants – chargés du travail idéologique et politique –, les membres de la milice populaire, etc. En bref, la commune englobe « toute la vie économique, sociale, culturelle, politique et même militaire d'un territoire précis ».

Dans la commune populaire, l'accent est mis sur les huit « garanties » dont les membres bénéficient : la nourriture quotidienne, l'habillement, le logement, le droit d'apprendre à lire, à écrire et à compter, les soins médicaux, l'assistance lors de l'accouchement, la sépulture et le droit au mariage. « Un modèle de décentralisation et d'initiative locale⁵⁶ », une commune est divisée en brigades (qui rassemblent un ou plusieurs

⁵⁵ Louis Fournier, « Un Québécois en Chine. Une commune, c'est plus qu'une ferme collective », *Québec-Presse*, 7 octobre 1973, p. 16.

⁵⁶ *Ibid.*

anciens villages) composées chacune de plusieurs équipes de production (environ une centaine de familles). À Sadja, les 66 000 habitants sont regroupés en 22 brigades et 296 équipes. La commune, les brigades et les équipes se partagent la propriété collective des terres, du bétail, des systèmes d'irrigation, de l'équipement agricole, des forêts et des ressources du sous-sol, des petites usines et des services sociaux de tout acabit. « Modèle de 'démocratie prolétarienne' », la commune populaire possède une direction collective élue à l'assemblée générale des membres, ces derniers étant le « noyau démocratique de base⁵⁷ ».

La commune occupe une place centrale dans le récit de l'avènement du socialisme en Chine. On rappelle aux délégués que sa genèse remonte à la réforme agraire (1949-1952), lorsque les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers ont été redistribuées aux paysans pauvres. Avec l'aide du PCC, les paysans ont organisé des équipes d'entraide mutuelle (composées de six à quinze familles), puis des petites coopératives où ont été mis en commun certains moyens de production. Les traditions de solidarité, « fortes chez les paysans », pouvaient s'expliquer par la modestie des ressources, l'infertilité des terres et l'ampleur des calamités naturelles. À la suite des petites coopératives sont apparues des coopératives de production agricole plus vastes (200 à 300 familles). En 1958, on en 740 000 dans toute la Chine et on affirme que la propriété collective gagne du terrain. C'est alors que le président Mao Zedong lance son mot d'ordre : « La commune populaire, c'est bien ! » Les coopératives sont donc absorbées par les 26 000 communes géantes qui sont devenues les éléments essentiels du socialisme à la chinoise au temps de la Révolution culturelle.

Arrivés à Pékin, les Québécois font du « tourisme » et visitent la Place Tiananmen, le Palais impérial, la Cité interdite, le Palais d'été et le Jardin zoologique. Ils ont même le temps (et l'autorisation) de marcher dans les rues du centre-ville de Pékin pendant deux heures. L'image de la capitale se dévoile devant leurs yeux : une foule immense,

⁵⁷ Louis Fournier, « Les dirigeants sont soumis à des élections », *Québec-Press*, 7 octobre 1973, p. 17.

« tranquille », qui coulait le long des avenues⁵⁸ ; des bicyclettes en masse⁵⁹ ; des poussettes en bois ; des chantiers de construction partout⁶⁰. Dans un marché populaire, la nourriture semble abondante et se compose de légumes, de fruits, de poissons et du riz. Fournier ajoute :

Aujourd'hui, la Chine mange à sa faim, abondamment, pour presque rien. Elle est devenue comme un immense bol de riz. Aujourd'hui, les Chinois ont tous de quoi se vêtir, se loger, se soigner. Ils peuvent aller à l'école, à l'université même. Tous, ils travaillent. 80% des 800 millions de Chinois vivent toujours à la campagne et c'est un vieux paysan, trois poils au menton, qui nous raconte : « Pour nous maintenant, il y a cinq choses d'assurées : manger, se vêtir, une maison, les soins médicaux et la sépulture. Qui avait connu tout cela par le passé ? »⁶¹.

La situation n'est pas seulement une preuve de l'amélioration du niveau de vie en Chine, elle est également une occasion de réfléchir à la crise économique qui sévit au Québec au moment du Premier Choc pétrolier. En effet, préoccupé par la crise et l'inflation qui frappent durement les économies canadienne et occidentales, Fournier accorde une grande attention au coût de la vie en Chine. Tout en reconnaissant que le niveau de vie y est moins élevé qu'en Amérique du Nord, Fournier semble valoriser la stabilité des prix en Chine (« le prix de la livre de porc, qui était de 50 à 55 cents en 1965, est maintenant de 37 à 46 cents en 1973 ; le prix des médicaments a baissé de 20% depuis 1952⁶² »).

⁵⁸ « Une foule dense et calme coule le long des avenues, sans précipitation, contrairement à ce Tokyo infernal que nous verrons ensuite. La plupart des Chinois portent le costume – veste et pantalon flottant – de coton bleu ou gris, une tradition du pays et non une 'invention' de la Chine maoïste. Beaucoup portent aussi la casquette. Cette foule est comme une mer de bleu, de gris et de vert (le vert olive des uniformes des soldats de l'Armée de libération populaire, mêlés à la population parce que leurs tâches sont aussi bien civiles et politiques que militaires). » Fournier, « Un Québécois en Chine. PÉKIN : la Chine à bicyclette », *Québec-Presse*, 30 septembre 1973, p. 17.

⁵⁹ « D'autres images, de la Chine, urbaine cette fois, se bousculent dans ma tête. Des processions de bicyclettes – l'automobile des Chinois – passent dans les rues de Pékin, dans un bruit de sonnailles. Les cyclistes les plus téméraires du monde, a-t-on déjà dit ! Passent aussi des vélos-pousse, mi-bicyclettes mi-pousse-pousse. Quant aux antiques pousse-pousse, on n'en voit presque plus. » *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*, p. 10.

⁶¹ Louis Fournier, « Un Québécois en Chine », *Québec-Presse*, 30 septembre 1973, p. 10.

⁶² Louis Fournier, « Le loyer : 5% du salaire À Montréal : 25% du salaire », *Québec-Presse*, 18 novembre 1973, p. 9.

Les visites d'usines et les rencontres avec les travailleurs, telles que les visiteurs ont peu en faire à Shenyang, servent à renforcer l'impression des Québécois selon laquelle les Chinois exercent un travail exigeant, mais qui leur appartient et dont les finalités sont tournées vers les besoins du peuple. Six jours par semaine, huit heures par jour, sans autres vacances annuelles que sept jours de congé. Les pauses, qui semblent fréquentes, sont consacrées au sport ou à l'étude de la pensée de Mao « à partir des problèmes concrets de l'usine ⁶³ ». Ce « catéchisme politique » se manifeste régulièrement, dans la plupart des discussions qui ont lieu tout au long des visites d'usines. Visiblement, la conception du travail dans la Chine communiste ne semble pas être exportable au Québec. Après avoir rapporté les paroles d'un ouvrier, « nous travaillons, mais nous prônons aussi le temps d'étudier le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Tsé-Toung. Il faut toujours mettre la politique au poste de commande et faire servir la production à la Révolution'... », Fournier souligne que « Cette dernière citation du 'catéchisme politique' des militants chinois, on nous la resservira dans toutes les usines que nous visiterons. ⁶⁴ »

La mise au travail manuel des cadres, un produit de la Révolution culturelle, suscite une curiosité certaine chez les délégués qui ont leurs propres conflits avec les technocrates et les patrons québécois. À Shenyang, les travailleurs syndiqués et les étudiants québécois ont notamment l'occasion de rencontrer Wa Ming. Ce dernier est qualifié, par Louis Fournier, de l'un des hommes les plus remarquables rencontrés en Chine. « Environ 50 ans, veste bleu clair, modeste, l'œil pétillant de finesse, il fume cigarette sur cigarette, typique en cela des Chinois ⁶⁵. » Envoyé à Shenyang lors du lancement du 1^{er} plan quinquennal (1953-1957), Wa Ming était secrétaire du « comité

⁶³ Louis Fournier, « Les ouvriers sont au pouvoir », *Québec-Press*, 25 novembre 1973, p. 22. L'auteur de l'article s'est référé à Maria Antonietta Macciocchi, l'auteure de l'ouvrage *De la Chine*. La citation se lit comme suit : « Tout est plus ordonné que pendant la Révolution culturelle. La confusion, le va-et-vient pittoresque, l'habitude de peindre des affiches murales pendant le travail, tout cela est terminé et a cédé la place à une activité intense, où les mots d'ordre concernent le plus souvent la productivité et la quantité de travail. »

⁶⁴ Louis Fournier, « Une 'usine de ménagères'... », *op. cit.*, p. 15.

⁶⁵ Louis Fournier, « Dans les usines chinoises », *Québec-Press*, 25 novembre 1973, p. 22.

du parti » avant d'être élu président du comité révolutionnaire de l'usine en 1968. Son élection montre qu'il est « sans doute un directeur 'pas trop pire', car, partout en Chine, d'autres dirigeants n'ont pas résisté au choc du nouveau 'pouvoir rouge' et on les a 'débarqués'... » Comme tous les cadres dirigeants de l'usine, Wa doit participer au travail manuel dans les ateliers un ou deux jours par semaine. Cela lui permet, selon les propos rapportés de Wa, de « rester en liaison avec les masses » et « d'éviter l'arrogance et le bureaucratisme ». « Si les mandarins sont morts en Chine, rajoute Wa, le 'mandarinate' a la vie dure et le parti communiste fait tout pour le combattre, notamment par le travail manuel des cadres. » De retour à Pékin, avant de partir pour le Canada, la délégation visite finalement une école des cadres. Créées le 7 mai 1966, après une directive du président Mao, les écoles des cadres du 7 mai sont « de grandes fermes où les cadres dirigeants (du parti communiste ou du pays) doivent aller, à tour de rôle, en général pendant six mois, pour s'adonner au travail manuel et agricole auprès des paysans⁶⁶ », apprendre « modestement⁶⁷ » à se mettre à l'écoute de ces derniers, et « compléter leur formation politique marxiste-léniniste ».

Les observations effectuées par Fournier font preuve d'un certain émerveillement et de compassion à l'égard de la construction du socialisme en Chine. L'image d'une Chine communiste « hostile » est ainsi effacée : « Rien d'hostile dans les regards, au contraire. Ce ne sont que sourires, rires furtifs et timides chez les jeunes filles papotant bras dessus bras dessous, yeux malicieux et sympathie envers les 'amis étrangers'. » Depuis la prise du pouvoir par le PCC en 1949, l'Occident a dressé une véritable muraille de Chine autour de ce nouveau pays, et ainsi laissé les Chinois presque seuls avec eux-

⁶⁶ Louis Fournier, « Préparation de diapositives », septembre 1973, document non publié, p. 12.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 13.

mêmes⁶⁸, sans ouvertures sur l'extérieur. Ce n'est pas la Chine qui vient de s'ouvrir au monde, mais le monde qui commence à retrouver la Chine, affirme Louis Fournier⁶⁹.

5.4. Les empreintes d'un discours ethnocentré et colonialiste

Les passages descriptifs concernant les Chinois peuvent révéler certains points communs partagés par les voyageurs québécois en Chine. Une étude comparative des images des Chinois sous le regard de ces derniers permet de saisir les similarités entre différentes observations. Pierre Rajotte évoque que jusqu'aux années 1940, le discours des voyageurs québécois « reste fortement imprégné d'ethnocentrisme ». À partir de la seconde moitié du XX^e siècle, explique-t-il, la rhétorique ethnocentrique « cède au désir d'apprendre à désapprendre, à la volonté de se désaliéner d'une perception ethnocentrée de sa culture au profit d'une meilleure connaissance de l'Autre⁷⁰ ». Cette idée rejoint la thèse de « l'Orient de l'inquiétude » avancée par Thierry Hentsch : « Au-delà de ce qu'il répète, le regard du XX^e siècle [sur l'Orient], tout comme celui des siècles précédents, n'a d'intérêt que par sa spécificité. Et cette spécificité, c'est le sentiment ou, du moins, l'anticipation du déclin occidental.⁷¹ »

Cette inquiétude se traduisait par une tentative de comparer la société chinoise à la société occidentale, une tentative qu'a souligné récemment l'un des voyageurs du début

⁶⁸ « Laissés à eux-mêmes pendant trop longtemps, abandonnés lors du retrait des techniciens russes en 1961, les Chinois ont dû se débrouiller avec les moyens du bord. Ils en ont forgé ce slogan que l'on retrouve peint partout sur les murs des usines ou sur des banderoles rouges qui flottent au-dessus des machines : 'Ne comptons que sur nos propres forces' (La CSN n'a rien inventé !) » Louis Fournier, « Les ouvriers sont au pouvoir », *Québec-Presses*, 25 novembre 1973, p. 22.

⁶⁹ Louis Fournier, « Une tasse de thé devant le buste de Mao », *Québec-Presses*, 30 septembre 1973, p. 16.

⁷⁰ Pierre Rajotte, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du XX^e siècle : un miroir contre-ethnocentrique », dans Janusz Przychodzen (dir.), *Asie de soi, Asie de l'autre, Récits et figures de l'altérité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 134.

⁷¹ Thierry Hentsch, *L'Orient imaginaire : la vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Seuil, 1988, p. 221.

des années 1970, Denis Monière. En 2017, il affirme que son voyage en Chine lui a permis « de comparer et de comprendre qu'il y avait d'autres façons de faire les choses et de corriger certains effets négatifs de l'individualisme et de la surconsommation ». Monière insiste sur le fait « qu'il ne s'agissait pas pour nous de prôner la reproduction du modèle chinois qui correspondait aux particularités historiques d'une société agraire aux prises avec des problèmes de sous-développement et de surpopulation ». En fait, l'ouverture « à la différence était le cœur de notre message non pas pour imiter, mais pour montrer que le changement était possible⁷² », ajoute-t-il.

Denis Lazure représente un cas similaire. En tant que psychiatre pour enfants, il s'attarde notamment sur la structure de la famille chinoise lors de son voyage en 1960. Il veut « explorer les attitudes de la jeunesse, ses problèmes et ses aspirations : en somme, obtenir quelques indices sur la nature du caractère que la nouvelle Chine façonne avec soin depuis 12 ans chez la nouvelle génération et peut-être prévoir ainsi le type d'adulte qui en émergera⁷³ ». Durant son séjour de cinq semaines, les nombreuses visites d'écoles, de jardins d'enfants, de crèches, d'hôpitaux, de parcs, de palais de pionniers, de foyers, d'institutions pour jeunes délinquants, lui ont permis d'observer la jeunesse chinoise sous bien des angles et de recueillir des informations sur les jeunes, leurs parents et leurs éducateurs. Il a d'ailleurs réussi à obtenir, à Shanghai et à Canton, la permission de faire des entretiens cliniques formels avec une quinzaine d'écoliers (des deux sexes) de 10 à 16 ans.

Les enfants n'ont pas été choisis au hasard : la plupart faisaient partie des « Jeunes Pionniers » – « ce corps d'élite » – comme le qualifie Denis Lazure. « Si l'on ne peut dire qu'ils étaient vraiment typiques de l'écolier moyen, l'on peut supposer, d'autre part, qu'ils représentaient, dans leur comportement et leur caractère, le modèle auquel

⁷² Denis Monière, *Mémoires d'un enfant de la Révolution tranquille*, Montréal, L'Action Nationale, 2017, p. 211.

⁷³ Denis Lazure, « La famille et la jeunesse », *L'Union Médicale du Canada*, tome 91, février 1962, p. 191.

doit tendre tout jeune Chinois qui veut aller de l'avant », explique Lazure. « De cette étude forcément superficielle de la jeunesse chinoise actuelle », plusieurs conclusions s'imposent. Elles confirment d'ailleurs le postulat de Lazure. En effet, ce dernier en est arrivé à constater que le sens familial, les rapports entre enfants et parents occupent une place peu importante dans la vie psychique des jeunes. L'affectivité de ces derniers semble « surtout investie dans le rôle actuel et futur qu'ils entendent jouer dans l'édification d'une société nouvelle⁷⁴ ».

Lazure ajoute : « L'honnêteté, les devoirs envers la société et le mépris pour l'amour romanesque sont peut-être enracinés depuis toujours dans l'âme chinoise, mais le nouveau régime a érigé le puritanisme en principe politique et soumet méthodiquement sa jeunesse à une habile persuasion.⁷⁵ » Les efforts de compréhension déployés par Lazure sont la preuve d'une volonté d'apprendre sur l'Autre et aussi, comme l'évoque Pierre Rajotte, « de se désaliéner d'une perception ethnocentrée de sa culture⁷⁶ ». On peut constater, depuis la fin des années 1950, cette volonté de se dégager de l'emprise du discours ethnocentrique et, plus précisément, de la propagande missionnaire qui donnait à voir des Asiatiques « tantôt comme une menace à contrer, tantôt comme un 'pauvre Jaune arriéré' à civiliser⁷⁷ ». C'est dans cet esprit que Jacques Hébert et Pierre Trudeau annoncent leur intention de corriger l'image habituelle de la Chine : « pays où grouille une multitude d'hommes jeunes, petits, faméliques, rusés et, plus souvent qu'à leur tour, sinistres ». Dans leur livre consacré à leur voyage de 1960, ils affirment :

Parmi toutes les frousses au moyen desquelles des éducateurs paranoïaques ont tenté d'effrayer notre enfance – franc-maçonnerie, protocole des sages de Sion, bolchevisme, matérialisme américain, botte rouge, Chiniqui et quoi encore ? –, le péril jaune avait une place de choix. Jeunes écoliers, nous apprenions par la

⁷⁴ *Ibid.*, p. 175.

⁷⁵ Denis Lazure, « Famille et jeunesse en Chine nouvelle », *Hygiène Mentale au Canada*, 1961, vol. 9, n° 5, p. 7. Il s'agit de la reproduction d'une « causerie de la CBC présentée le 13 février 1961 après les nouvelles ». BANQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), S3, D5 (visites en Chine 1960, 1975 et 1985).

⁷⁶ Pierre Rajotte, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du XX^e siècle : un miroir contre-ethnocentrique », dans *Asie de soi, Asie de l'autre...*, *op. cit.*, p. 134.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 133. Dans le discours missionnaire québécois, l'Autre asiatique « n'est pas le sujet d'un ailleurs mais l'objet d'une mission civilisatrice et évangélisatrice ».

propagande missionnaire que la Chine était le siège naturel de tous les fléaux : paganismes, pestes, inondations, famines et bêtes féroces ; la collecte périodique des timbres de la Sainte-Enfance était aussi une occasion de nous rappeler la condition misérable et quelque peu diabolique d'un peuple qui jetait ses bébés aux pourceaux. [...] C'est durant notre adolescence que le péril se précisa. Des professeurs de collège nous démontraient sobrement, chiffres en main, que la poussée démographique ferait bientôt éclater les frontières chinoises et qu'au raz-de-marée jaune aurait tôt fait d'engloutir le monde blanc⁷⁸.

Pierre Rajotte affirme qu'il s'agit là « d'une remise en question des idées reçues et des représentations axiologiques héritées des discours nationalistes et coloniaux⁷⁹ ». Une remarque provenant d'Yves Morin, lors de son voyage de 1971, illustre cette idée. En effet, pour lui, l'enthousiasme des ouvriers révèle le caractère « entier » et « ardent » du peuple chinois contemporain, différent de l'image qu'il s'est fait de « l'Oriental passif et flegmatique⁸⁰ ».

Or, cette volonté de rencontrer l'Autre, voire même de se regarder à travers le regard de ce dernier, n'a pas fait disparaître complètement les traces du discours colonial, ni celles d'un certain exotisme qui, étant « partie intégrante de l'aventure, en Asie comme ailleurs⁸¹ », se perpétue dans les regards des Occidentaux sur la Chine dans les années 1960 et 1970. Les preuves les plus éloquentes se trouvent dans les passages décrivant les femmes, une figure de la société chinoise qui se prête sans doute plus aisément au regard paternaliste de ces hommes voyageurs.

La situation est paradoxale puisque la rhétorique révolutionnaire associe souvent le socialisme chinois avec l'émancipation des femmes. Ainsi, les Chinoises sont

⁷⁸ Hébert et Trudeau, *Deux innocents en Chine rouge*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1972, p. 7.

⁷⁹ Pierre Rajotte, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du XX^e siècle : un miroir contre-ethnocentrique », dans *Asie de soi, Asie de l'autre...*, *op. cit.*, p. 134.

⁸⁰ Yves Morin, « Médecins pieds nus au service d'une population en santé », *Le Devoir*, 18 septembre 1973, p. 11.

⁸¹ Frank Michel, « Du regard de l'Autre : quand l'Occident s'aventure en Asie », *Hommes & Migrations*, 1995, no 1193, p. 40. L'auteur affirme : « Largement centenaire, le terme même d'exotisme n'a cessé d'accompagner et d'étoffer les imaginaires des Occidentaux lors de leurs constantes pérégrinations en Asie 'profonde' ou 'éternelle'. [...] Vraisemblablement quelque peu 'changé', l'incompréhension entre les cultures domine pourtant toujours. »

régulièrement décrites comme des « travailleuses » et des « mères » libérées des tâches domestiques (selon Denis Lazure, la commune a apporté des changements radicaux sur le plan social. « Les femmes chinoises, libérées des tâches domestiques, ont acquis un statut d'égalité⁸² »). À côté de cela, un autre portrait se dessine dans les récits de plusieurs observateurs québécois. À tout le moins, chaque observation d'une femme chinoise doit nécessairement s'attarder à sa beauté. Sous la plume de Jacques Hébert, on peut par exemple faire la connaissance de Mme Tu Lin-yan, chef compétente d'une commune urbaine que les cinq Québécois ont visitée le 21 septembre 1960. Il s'agit d'une femme « toute menue » et qui « ne manque pas à la règle » :

Respectant une vieille coutume chinoise, elle nous attend sur le trottoir, devant la porte. Mme Tu Lin-yan nous accueille avec chaleur, mais on a quand même l'impression que notre groupe d'étrangers n'est pas le premier qu'elle voit. Vraisemblablement, ce sont des centaines ou des milliers de visiteurs qu'elle a guidés dans la commune au cours des dernières années. [...] La visite se termine devant une tasse de thé que nous sirotions en écoutant encore Mme Tu Lin-yan. Et en la regardant car c'est une belle femme. Elle ne fait d'ailleurs aucun effort pour l'être : pantalons gris, chemise blanche, chandail noir. À son poignet, une grosse montre d'homme. Énergique et calme comme certaines femmes d'affaires de notre monde capitaliste, Mme Tu Lin-yan n'a certes pas le temps d'être coquette : elle dirige et administre une commune de plus de 40,000 âmes, elle a des objectifs à atteindre, à dépasser, des comptes à rendre aux dirigeants du grand plan⁸³.

L'interprète de Mme Tu, elle, « grave comme une présidente des dames de Sainte Anne, débite sérieusement les statistiques et les slogans de la directrice » :

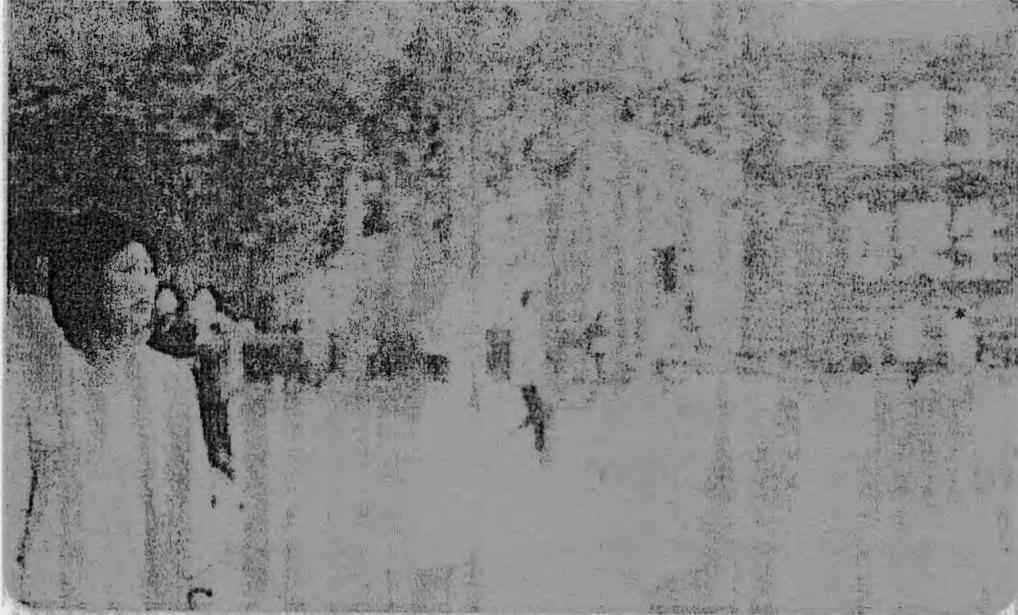
Cette interprète, à qui nous donnions quatorze ans, en a vingt-quatre. Elle serait jolie si elle consentait parfois à sourire. Est-elle triste ? Non. Elle est sérieuse, terriblement sérieuse, comme tous les Chinois que nous avons rencontrés. Elle a le sentiment d'être engagée personnellement dans une belle et unique aventure : la révolution chinoise. On rira plus tard, quand la Chine sera la plus grande puissance au monde...⁸⁴

⁸² Denis Lazure, « La famille et la jeunesse », *L'Union Médicale du Canada*, tome 91, février 1962. Communication présentée au Troisième Congrès Mondiale de Psychiatrie (Montréal, juin 1961).

⁸³ Jacques Hébert, « Notes sur la Chine », *Cité Libre*, vol. XI, n° 34, décembre 1960, p. 12-13.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 11-12.

Figure 5.1



[Sur l'affiche qui se trouve au fond à droite, on lit : « Du Li Zi Zhu (maintenir l'indépendance),
Zi Li Geng Sheng (compter sur ses propres forces). »]





Divers portraits des Chinoises

Figure 5.1.1 (en haut) : une travailleuse chinoise vêtue d'une chemise blanche (photo prise en 1975 par Lucie France Dagenais, membre de la Société Canada-Chine).

Figure 5.1.1 (au milieu à gauche) : une dame médecin aux pieds nus (photo prise en 1975 par Céline Lamontagne, membre des Amitiés Québec-Chine).

Figure 5.1.2 (au milieu à droite) : une dame guide qui porte une robe fleurie (photo prise en 1978 lors du voyage en Chine d'une délégation de la Société Canada-Chine).

Figure 5.1.3 (en bas) : des travailleuses chinoises dans une usine (photo prise en 1975 par Céline Lamontagne, des Amitiés Québec-Chine).

Denis Lazure, qui fait partie du même groupe, y va de sa propre analyse de la situation : « Comme dans toute société où l'émancipation de la femme est très récente, nous voyons chez celle-ci une intensité qu'on peut qualifier d'agressive, à vouloir égaler sinon dépasser l'homme ». Il soutient que les Chinoises « rejetaient avec dédain l'amour romantique (qu'elle a d'ailleurs peu connu, historiquement) et le conjoint sera choisi dans la mesure où il sera un travailleur modèle doté d'une conscience politique évoluée⁸⁵ ». Des années plus tard, Lazure se souvient encore d'une jolie interprète chinoise qui, portant une robe fleurie, dégage un certain « érotisme ». Elle représente tout le contraire des autres femmes qui portent « l'austère pantalon⁸⁶ ».

⁸⁵ Denis Lazure, « La famille et la jeunesse », *L'Union Médicale du Canada*, tome 91, février 1962, p. 195.

⁸⁶ Denis Lazure, *Médecin et citoyen : souvenirs*, Montréal, Boréal, 2002, p. 103.

Ce pantalon, pourtant, enthousiasme les voyageurs québécois au début des années 1970... En 1973, le journaliste Yves Morin espère mieux faire connaître la Chine au Québec en soulignant :

que plusieurs chinoises sont très belles : les plus jeunes sont plus grandes que leurs aînées, sveltes, un fil visage les yeux plus grands que je ne l'imaginai, les cheveux épais et enfin très élégantes en dépit de (à cause de ?) la rude veste et du pantalon bleu ou gris qu'elles portent toutes. Celles à qui j'ai pu parler dans les Facultés ou les hôpitaux, montraient ce singulier mélange d'innocence candide et de passion révolutionnaire qui intimidait le bourgeois corrompu que j'étais... Cet état de bonne santé et d'élégance s'explique en partie par l'enthousiasme que les Chinois manifestent vis-à-vis l'exercice physique⁸⁷.

Les jeunes femmes innocentes, simples, passionnés, belles et élégantes, les enfants rieurs et joufflus et les guides et interprètes, souvent jeunes, minces, discrets et respectueux contribuent à briser l'image des Asiatiques passifs, flegmatiques et peu civilisés, conservée dans le « subconscient » (nous reprenons ici l'expression de Trudeau et Hébert) des Québécois. Or, il manque à ces figures une individualité, ce qui est d'abord dû à la particularité de la réception des délégations étrangères par les organismes d'accueil chinois. Ainsi que le suppose Jacques Hébert, des centaines et des milliers de visiteurs étrangers ont visité les mêmes endroits durant leur séjour en Chine. Néanmoins, cette spécificité mise à part, n'y a-t-il pas dans les récits de certains voyageurs québécois des années 1970 un héritage du colonialisme des orientalistes français du XVIII^e siècle⁸⁸, qui se manifeste particulièrement dans les regards portés sur les femmes ?

⁸⁷ Yves Morin, « Médecins pieds nus au service... », *Le Devoir*, 18 septembre 1973, *op. cit.*, p. 11.

⁸⁸ Voir Najwa Wadih Daou, *Représentations de la femme dans les récits orientalistes français du dix-huitième siècle*, thèse de doctorat (études françaises), Université de Toronto, 2012.

5.5. Le premier « pèlerinage en terre sainte⁸⁹ » – les maoïstes québécois en Chine

Tout comme les syndicalistes, les maoïstes québécois n'ont pas manqué l'occasion d'effectuer des visites de terrain. Leur regard sur la Chine n'est pourtant pas celui des voyageurs abordés plus haut, puisque de leur point de vue les révolutionnaires chinois ont réussi là où les révolutionnaires québécois ont, jusqu'à maintenant, échoué... Ils ne vont pas en Chine pour évaluer un pays du Tiers-Monde sur la voie accélérée de la modernisation, mais bien pour s'inspirer d'un modèle socialiste de société dans leur lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière québécoise et canadienne.

Les images que les maoïstes véhiculent au sein de leurs groupes servent évidemment à prouver la justesse de leurs projets politiques. Dans *Le journal En Lutte!* et *La Forge*, de nombreux articles portant sur différents aspects de la société chinoise mettent en lumière les réalisations du PCC qui, depuis sa fondation en 1921, « s'est dévoué inlassablement à la cause de la révolution démocratique en Chine, en reprenant le flambeau des mains des Chinois d'avant-garde des générations passées afin de libérer la Chine du semi-colonialisme et du semi-féodalisme⁹⁰ ». Outre les lectures, les témoignages émanant des personnes ayant l'occasion d'aller en Chine constituent des preuves éloquents de la supériorité du socialisme à la chinoise. Ainsi peut-on parler de l'usage des récits de voyage comme outil de propagande. En mars 1974, six membres du Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MRÉQ) ont l'occasion d'effectuer un séjour de cinq semaines en Chine. Organisation marxiste-léniniste, le MRÉQ est né à l'Université du Québec à Montréal en 1971 et regroupe des

⁸⁹ Nous reprenons ici un sous-titre utilisé par Marnix Dressen dans son analyse consacrée aux maoïstes français en Chine. Marnix Dressen, « Ombres chinoises : regards des maoïstes français sur la Chine », *op. cit.*, p. 29.

⁹⁰ Hu Sheng (dir.), *L'histoire du communiste chinois 1921-1991*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1994, p. 862, cité dans Jérémie Tamiatto, « La naissance du parti communiste chinois : le début de la 'Grande Renaissance' ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 34, n° 2, 2011, p. 82.

étudiants militants des quatre universités montréalaises et de plusieurs CÉGEP. Selon l'historien Bernard Dansereau :

L'orientation politique du MREQ peut se résumer en trois volets : lutte contre l'école capitaliste, soutien aux luttes de la classe ouvrière et soutien aux luttes anti-impérialistes. Le journal *Le Partisan*, dont le premier numéro paraît dès janvier 1972, devient l'organe officiel de l'organisation. Le MREQ est particulièrement actif au niveau du soutien aux luttes anti-impérialistes. Dès le début, la lutte des peuples indochinois mobilise une part importante de ses énergies. Des membres de la Librairie Ho Chi Minh, appartenant au MREQ, fondent le Comité de soutien aux peuples indochinois⁹¹.

Au sein de la délégation, on retrouve aussi quatre membres du groupe En Lutte ! qui ont collaboré avec le MRÉQ pendant quelque temps. L'objectif central de ce dernier demeure pourtant « la création d'un nouveau parti communiste de tendance maoïste au Canada⁹² ». Il publie plusieurs textes dans le but de préciser sa position sur les étapes à franchir avant la mise sur pied d'un tel parti politique, énonçant les principaux points de désaccord avec les autres groupes marxistes-léninistes, surtout le groupe En Lutte ! Il en ressort que les polémiques entre les deux mouvements auraient pu avoir un impact sur le déroulement du voyage en Chine.

Grâce à un rapport interne retrouvé dans les archives du Fonds Parti communiste ouvrier, nous pouvons avancer quelques éléments concernant ce que les participants ont retenu de leur voyage et tenter de mesurer l'impact sur la définition de la ligne politique du MRÉQ. Celui-ci, à la suite d'une fusion organisationnelle, devient en effet un des groupes les plus influents dans le mouvement marxiste-léniniste des années 1970 au Québec. Il est intéressant de relever que dans le rapport de voyage, il n'y a pratiquement aucune précision sur la composition de la délégation, les lieux visités et

⁹¹ Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004; p. 27. [Collection de publications de groupes de gauche et de groupes populaires (21P), Collections jeunesse (900:01), Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (48), Boîte 431.]

⁹² Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec... », *op. cit.*, p. 27.

les activités réalisées. En revanche, nombreuses sont les notes concernant les discussions politiques avec leurs « camarades chinois ».

Arrivés à Pékin le 27 février 1974, les militants m-l sont accueillis par les représentants de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger et de la Ligue de la Jeunesse Communiste (LJC). Les maoïstes québécois présentent, lors de deux ateliers de deux heures, leurs orientations idéologiques, leurs relations avec les autres groupes communistes, le degré d'avancement de la construction du parti prolétarien canadien et la situation politique générale du Canada. À cette occasion, ils offrent aux Chinois des copies de journaux et d'autres publications de plusieurs groupes politiques au Canada et au Québec, de même qu'une série complète du journal *Le Partisan*. Si on se fie au rapport, les camarades chinois « semblaient assez satisfaits de la réunion ». Les membres ont « donné une bonne idée » de leur ligne, tenté d'éviter les attitudes sectaires vis-à-vis les autres organisations, et présenté les différentes perspectives sur la situation politique québécoise et canadienne, en insistant bien sûr sur la pertinence de leur propre position⁹³. Selon le rapport interne, l'atelier consacré à la situation des femmes, tenu à la faveur de la célébration de la journée internationale des femmes, a été « de moins haute qualité ». Le rapport avoue candidement que :

Ceci est dû, dans une large mesure, à notre manque de connaissances sur la situation de la femme au Canada et au Québec, et à notre manque de compréhension sur la question de la femme en général (le M [MRÉQ] n'a pas de position claire sur cette question). Pour cette réunion, nous avons également fait l'erreur de relâcher notre contrôle politique sur la discussion⁹⁴.

La question du féminisme est certainement l'un des points aveugles du marxisme-léninisme du début des années 1970. Soulignons tout de même qu'est paru, en 1973,

⁹³ Rapport de voyage, sans titre, non daté, p. 2-3. UQÀM, Service des archives et de gestion des documents, Fonds Parti communiste ouvrier (47 P), série 12 « Liaisons internationales (1976-1982) », dossier 3 « Documents relatifs à la Chine : rapports, notes de voyage, itinéraire ». Tel qu'expliqué dans le chapitre I, le MRÉQ est un des trois groupes fondateurs de la Ligue, qui sera transformé en Parti communiste ouvrier (PCO) en 1979. Cela explique pourquoi on retrouve, dans le Fonds du PCO, le rapport de voyage produit par le MRÉQ.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 3.

un numéro spécial de *Québécoises deboutte!*⁹⁵ consacré aux « femmes en Chine ». Les rédactrices du journal s'appuient sur les écrits de Maria-Antonietta Macciocchi⁹⁶ et de Claudie Broyelle, dont le livre, *La moitié du ciel*, a été préfacé par nulle autre que Han Suyin. Consciente que la situation chinoise, telle que présentée par ces deux auteures, était différente de la situation québécoise, l'équipe de rédaction espère « mieux voir encore ce que peuvent signifier des revendications telles que 'garderies gratuites contrôlées par les parents', 'collectivisation des travaux ménagers', 'à travail égal, salaire égal', etc.⁹⁷ » L'équipe affirme donc :

Le peuple chinois a accompli une révolution pour construire le socialisme, conscient que le socialisme ne pourrait exister sans la libération des femmes. Il nous a donc paru important de parler des luttes que mènent les femmes chinoises pour leur libération⁹⁸.

Nous avons malheureusement peu d'informations sur le déroulement du voyage de cinq semaines des maoïstes en 1974. Il faut dire que l'itinéraire géographique intéresse probablement moins les maoïstes québécois que le parcours idéologique et politique... Pour ne donner qu'un exemple, les soirées ne sont pas consacrées à la découverte de la culture chinoise, mais bien à des discussions collectives devant permettre de faire une évaluation des activités de la journée et de se préparer pour la journée suivante, en dressant une liste de questions. En cela, les maoïstes québécois ont certainement

⁹⁵ Il s'agit d'un journal publié par le Centre des femmes, qui, à partir de 1972, développait un discours élaboré sur le travail ménager, « en articulant une analyse de rapports de sexes et de classes sociales ». Camille Robert, « *Toutes les femmes sont d'abord ménagères* » : *Discours et mobilisations des féministes québécoises autour du travail ménager (1968-1985)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQÀM, 2017, p. 1.

⁹⁶ Maria-Antonietta Macciocchi (1922-2007) est une écrivaine et femme politique italienne. À l'âge de 20 ans, elle a intégré le Parti communiste italien (PCI). Éluée députée communiste en 1968, elle s'est éloignée du PCI. Elle a publié en juin 1971 le livre *De la Chine*, qui a obtenu une audience importante auprès des intellectuels européens séduits par le maoïsme.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 2.

⁹⁸ *Québécoises deboutte!*, vol. 1, n° 7, juillet-août 1973, p. 1. L'article affirme que Claudie Broyelle a écrit le livre *La Moitié du Ciel* en revenant d'un voyage qu'elle faisait en Chine en 1971. Les entretiens avec une douzaine de femmes françaises, ménagères, ouvrières et étudiantes lui ont permis d'avoir en main des informations pertinentes concernant la condition des femmes chinoises. Ce livre apporte donc beaucoup d'informations nouvelles sur la vie des Chinoises, sur les moyens mis en œuvre pour leur libération ; de plus, ce sont surtout les Chinoises elles-mêmes qui racontent leur vie, leurs expériences de lutte, soulignent les rédactrices de la revue québécoise.

l'impression de faire comme le peuple révolutionnaire chinois. En effet, on retient surtout que le marxisme-léninisme et la pensée de Mao sont étudiés de manière assidue partout en Chine. Les visites permettent d'ailleurs au groupe québécois d'observer de près différentes formes – dont celle de groupes d'étude, une des plus répandues⁹⁹ – que peut prendre la formation idéologique au sein des organisations de masse. Ces observations ont pour effet de renforcer leur conviction que le marxisme-léninisme, s'appuyant « sur la base d'une analyse matérialiste et dialectique de la société, une science qui s'enrichit et se complète continuellement », concentre et systématise « des dizaines d'années d'expériences révolutionnaires, d'échecs et de succès ». La leçon est claire : le MRÉQ devra « accorder plus d'importance à l'étude et à l'amplification du marxisme-léninisme » dans son travail interne ainsi que « son travail de masse¹⁰⁰ ».

Ce voyage permet aux maoïstes québécois de confirmer leurs propres convictions sur le travail préparatoire en vue de la construction d'un authentique parti prolétarien au Canada. Celui-ci doit s'appuyer sur une « analyse concrète de la situation concrète ». Bien sûr, les révolutionnaires chinois ont insisté pour définir le marxisme-léninisme et la pensée de Mao comme « un guide, une arme universelle, un patrimoine commun des peuples de lutte ». Toutefois, tout le monde s'est entendu pour dire que « si le m-l ainsi défini peut et doit être exporté, la révolution, ne s'exporte pas », et que « le principe fondamental pour faire la révolution est la fusion du m-l à la pratique révolutionnaire concrète ». Cette fusion passe par l'identification objective de la « ligne juste ». En cela, les maoïstes québécois se situent dans le prolongement de la Révolution culturelle :

Notre voyage en Chine nous a permis de voir plus clairement l'importance du fait que la justesse ou non de la ligne politique détermine tout. C'est une leçon pour tous les communistes, en particulier pour ceux qui sont jeunes et manquent d'expérience, et pour ceux qui manquent d'une bonne compréhension de la lutte [...] Notre voyage en Chine nous a permis de voir que la critique de la ligne révisionniste de Liu Shaoqi, faite sur une large échelle et d'une manière si

⁹⁹ En effet, les groupes d'étude se trouvent, d'après ce qui est noté dans le rapport, dans chaque unité de production, et aussi à l'hôpital, où ils ont « l'agréable surprise d'apprendre que chaque chambrée consacrait une heure par jour à cette étude ».

¹⁰⁰ Rapport de voyage non intitulé, non daté, *op. cit.*, p. 6. Fonds PCO (47 P), série 12, dossier 3.

intense, constitue une éducation très profonde du Parti et du peuple chinois, en leur permettant de (mieux) comprendre la lutte entre les deux lignes. Dans la bataille acharnée que fut la Révolution culturelle, les communistes et le peuple chinois en vinrent à comprendre plus à fond la ligne fondamentale du Parti pour la période historique du socialisme, et réalisèrent de surcroît que la lutte des classes s'y prolongeait, qu'elle demeurait aiguë et complexe... La Révolution Culturelle a eu pour rôle de pousser le Parti et le peuple tout entier à étudier le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung de manière encore plus consciencieuse et sérieuse¹⁰¹.

Selon le rapport, le voyage est un indéniable succès : il a permis aux membres de « raffermir les liens d'amitié entre le peuple chinois et les peuples du Canada et du Québec¹⁰² », de « faire connaître les luttes qui se mènent au Québec et au Canada », mais aussi de renforcer « l'esprit d'internationalisme prolétarien entre les peuples des deux pays » ainsi que « la conviction de nos camarades dans la juste lutte pour la victoire du socialisme au Québec et au Canada ». Ce voyage a renouvelé l'enthousiasme pour le combat révolutionnaire et la confiance dans la ligne politique du MRÉQ. Ainsi, un travail de propagande autour du voyage devra être réalisé, à travers des conférences organisées dans les universités et les cégeps, dans l'objectif de « populariser la lutte qui se mène en Chine pour la construction du socialisme ».

Tout de même, la nature du voyage idéologique a ses formes auxquelles il est très difficile de déroger. Ainsi, durant tout leur séjour en Chine, ils sont accompagnés par les guides de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger et accueillis, à chaque étape, par des représentants de la LJC. Si les maoïstes québécois ont pu discuter du programme de visite avec leur hôte chinois au début de leur voyage, ils n'ont pas pu faire de nouvelles suggestions par la suite, ce qui suscite un léger mécontentement. À la fin du voyage, lorsque les Chinois demandent au groupe de formuler des critiques et des suggestions à propos de leur séjour, les militants remercient d'abord leur hôte chinois, affirmant que le voyage est un « succès formidable (sic) ». Le fait qu'on ait rayé, après coup, le mot formidable du rapport

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 8.

¹⁰² Rapport de voyage non intitulé, non daté, *op. cit.*, p. 10. Fonds PCO (47 P), série 12, dossier 3.

interne laisse penser que le voyage ne s'est pas déroulé sans quelques déceptions. En effet, « dans un esprit de camaraderie, et pour aider les camarades chinois à organiser d'autres voyages encore plus réussis », les Québécois formulent des commentaires plus critiques. D'abord, le programme est surchargé, au point où ils n'ont guère eu assez de temps pour se préparer « politiquement » avant chaque visite et pour en discuter après. En outre, il aurait fallu que les Chinois expliquent davantage l'intérêt spécifique de chaque endroit à visiter – « pourquoi a-t-on choisi celui-ci plutôt qu'un autre ».

Les militants doivent également faire le bilan de leur propre évolution idéologique durant ce voyage de formation. Ils semblent plutôt satisfaits : « Les camarades du M. [MRÉQ] ont appliqué la ligne de masse et ont continuellement tenté de créer l'unité et l'amitié avec les non-membres. » En fait, il semble que le principal intérêt du voyage n'est pas tant de découvrir la Chine que de favoriser l'imposition de la « ligne juste » au sein de la délégation :

Il y a eu certains problèmes, mais dans l'ensemble, le travail a été bien mené. E. s'est rapprochée de nous de manière significative, R. et L., qui étaient clairement sur les positions de l'ÉDJ [Équipe du Journal En Lutte !] avant le voyage, en vinrent à comprendre nos positions sur la question nationale et la construction d'un nouveau parti communiste. AM a peu changé à cause de ses problèmes personnels et de sa grande confusion idéologique. En général, la délégation a fonctionné de manière unie, et les relations entre ses différents membres étaient passablement bonnes¹⁰³.

Ce voyage s'avère, à plusieurs égards, crucial dans l'affirmation de l'orientation politique du MRÉQ¹⁰⁴, qui en viendra à constituer le principal opposant au groupe En Lutte!. Cette affirmation de l'orientation idéologique du MRÉQ sera confirmée en octobre 1974 dans une brochure intitulée *En avant pour la création de l'organisation*

¹⁰³ Rapport de voyage non intitulé, non daté, *op. cit.*, p. 2. Fonds PCO (47 P), série 12, dossier 3.

¹⁰⁴ Le rapport déclare que tous les participants du voyage ont renouvelé leur confiance dans la ligne politique du MRÉQ, et qu'ils sont revenus « avec une fierté redoublée » pour le travail qu'ils avaient accompli, « avec un enthousiasme nouveau pour accomplir les tâches futures ».

*marxiste-léniniste*¹⁰⁵. L'année suivante, le *Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada* (1975)¹⁰⁶ signe l'acte de naissance de la Ligue, en étant issu d'une fusion du MRÉQ, de la Cellule militante ouvrière et de la Cellule ouvrière révolutionnaire.

Dans l'ensemble, ce voyage a permis de légitimer la position de la nouvelle organisation. La Ligue s'oppose aux autres organisations m-l, dont En Lutte!, notamment sur la politique internationale chinoise. En effet, rappelons que contrairement au groupe En Lutte!, la Ligue s'affirme, dès le début de son existence, comme un groupe non seulement « maoïste » mais aussi « prochinois ». Cette fidélité à la théorie des trois mondes semble avoir assuré des rapports cordiaux entre la Ligue et le gouvernement chinois qui se manifestent lors des voyages subséquents. En 1980, lors du séjour à Pékin d'une délégation envoyée par le Parti communiste ouvrier (qui a succédé à la Ligue), les militants québécois se disent « contents » de retrouver « les camarades qui s'occupent habituellement » des délégations de la Ligue¹⁰⁷.

Ce que les participants du voyage voient ou croient voir en Chine leur a servi de confirmation de la ligne politique déjà élaborée. Il est difficile d'en savoir plus sur les activités, les discussions politiques mises à part, des visiteurs, à défaut de passages descriptifs tels qu'on les trouve parfois abondamment dans les témoignages d'autres voyageurs québécois. Dans les récits de voyage des maoïstes, il manque d'ailleurs une dimension essentielle : le portrait des Chinois. Henri-Paul Labonté intègre la Ligue en 1976, mais n'y reste que six mois. Dans son essai autobiographique, il explique l'épreuve que représente, pour lui, le fait de présenter

¹⁰⁵ MRÉQ, *En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste*, Montréal, MRÉQ, 1974. Voir Bernard Dansereau, « Histoire du PCO », Répertoire numérique simple du fonds du Parti communiste ouvrier, Service des archives, UQÀM, 35 (mai 1989), p. 9, cité dans Sébastien Degagné, « Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982) », mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, UQÀM, 1998, p. 46.

¹⁰⁶ *Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*, p. 8. UQÀM, Fonds PCO (47 P), série 1 « Origines du P.C.O. (1971-1976) », dossier 23.

¹⁰⁷ « Notes sur le voyage en Chine, mars 80 », p. 1. Fonds PCO (47 P), série 12, dossier 3.

un diaporama sur la Chine avec un texte écrit par les dirigeants de la ligue. Ce texte était nettement stéréotypé et entre autre parlait du parti communiste à toutes les deux ou trois diapositives. Cela manquait du vivant du voyage que j'avais fait en 1975. Ce vivant, je ne pouvais jamais m'empêcher de l'exprimer, heureusement¹⁰⁸ !

D'autres ont fait le chemin inverse, sans verser dans le romantisme révolutionnaire qui caractérise le regard maoïste sur la Chine. C'est le cas de Pierre Pagé, un animateur social catholique impliqué dans les quartiers ouvriers de Montréal, qui se convertit au maoïsme après son séjour en Chine en 1975¹⁰⁹. C'est là-bas qu'il a eu « le choc le plus violent » de sa vie, ce qui l'a poussé à se joindre, non sans conserver un certain sens critique, à La Ligue :

Je n'en croyais pas mes yeux : tous les projets d'aide aux pauvres que j'avais eus dans le passé, les Chinois semblaient les avoir réalisés. Ce qui m'a agacé dans ce voyage-là, c'est que bien des Canadiens disaient : « La Chine, c'est parfait ; le Canada, c'est pourri. » Le plus drôle, c'est que les Chinois eux-mêmes disaient aux Canadiens : « Ça ne se peut pas que votre pays soit pourri. Ça fait 100 ans que vous faites du travail industriel. Vous avez de bons ouvriers. Bien sûr, les forces négatives sont nombreuses, mais le potentiel est très grand. En plus, votre classe ouvrière est militante »¹¹⁰.

« Je suis prêt à discuter de la valeur de la Chine comme modèle. Ce n'est ni le paradis, ni l'enfer », affirme Pierre Pagé. Ce qu'il observait durant son séjour de trois semaines semble avoir fourni d'abondantes preuves des réalisations du communisme dans plusieurs domaines, en particulier dans l'amélioration des conditions de vie des pauvres. C'était cette appréciation positive qui a conduit Pierre Pagé à intégrer la Ligue et la Société Canada-Chine, où il occupe le poste de secrétaire du Conseil d'administration à compter de septembre 1976¹¹¹. La trajectoire de Pagé semble avoir répondu à une question évoquée par l'historien Marnix Dressen, dans un article consacré aux représentations de la Chine au sein des maoïstes français. « Dès le début des années

¹⁰⁸ Henri-Paul Labonté, *Une histoire d'engagement social*, op. cit., p. 101.

¹⁰⁹ Pierre Pagé, « L'itinéraire d'un 'animateur social' : des chantiers d'Emmaüs à la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada », *Possibles*, vol. 3, nos 3-4, printemps-été 1979, p. 183.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 190.

¹¹¹ *Communiqué*, vol. 1, n° 1, octobre 1976, p. 1. Fonds Céline Lamontagne.

soixante, écrit Dressen, des dizaines de délégations se sont succédées en Chine à l'invitation du Parti-État ou à leurs propres frais, sans d'ailleurs que l'on comprenne très bien ce que les communistes chinois attendaient de cet investissement sinon de nuire aux puissances européennes agacées par ce soutien.¹¹² » Le cas de Pierre Pagé montre que les communistes chinois s'attendaient à ce que les voyageurs puissent rapporter à leurs sociétés des témoignages qui pourraient séduire plus de sympathisants ou bien « convertir » des sympathisants de la Chine en sinophiles ou maoïstes...

Conclusion

Par son caractère protéiforme, le retour de Chine forme « un genre littéraire particulier¹¹³ » qui a pu répondre aux attentes diversifiées de différents publics québécois. Les Québécois qui sont allés en Chine pendant la première moitié des années 1970 manifestent généralement une sympathie à l'égard de ce pays et de son peuple, laquelle n'est pas dépourvue de perspectives idéalistes ou utopiques. La situation n'est pas très différente des voyageurs français qui ont effectué un séjour de courte durée durant la même période. « La mode du voyage en Chine populaire se développa beaucoup », constate l'historienne Camille Boullenois, « à partir de 1969, sous l'influence certaine du mai 68 français, et culmina au milieu des années 1970, au moment où la Chine commençait à s'ouvrir à nouveau¹¹⁴ ». Ensuite, elle fait référence à une thèse de Jean-Luc Domenach selon laquelle il existerait, chez les Français, deux types de voyages « idéologiques » qui « correspondent respectivement à la fin des années 1960 et au début des années 1970 » :

¹¹² Marnix Dressen, « Ombres chinoises : regards de maoïstes français... », *op. cit.*, p. 29.

¹¹³ Nous reprenons ici une expression utilisée par François Hourmant dans son article « Les voyageurs et la Chine populaire. De la mise en récit à la mise en scène » (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 43-3, juillet-septembre 1996, p. 511).

¹¹⁴ Camille Boullenois, *La révolution culturelle chinoise sous le regard des Français*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2013, p. 71.

Le maoïsme a disparu comme force politique [en France]. La normalisation intérieure et la nouvelle diplomatie d'État de Pékin ont achevé en même temps d'en détruire la cohérence et d'en diminuer l'attrait. Alors est venu le temps des voyageurs. On est passé de l'adhésion dogmatique aux sympathies utopiques. [...] En même temps, l'éventail des opinions s'ouvre. Chaque organisation de gauche, jusqu'au conservatisme intelligent, envoie des éclaireurs, et ils reviennent chacun avec des illusions : le modèle chinois devient la Chine de leurs modèles. Il n'est plus indispensable d'être marxiste-léniniste pour être sinophile : tout voyageur est un utopiste en puissance¹¹⁵.

Néanmoins, si le maoïsme a déjà disparu comme force politique en France au début des années 1970, les organisations « m-l » sont en plein développement au Québec. Les voyageurs québécois ne sont donc pas passés de l'adhésion dogmatique aux sympathies utopiques, à la manière des Français. Les deux modèles – le modèle chinois ou la Chine de leurs modèles – coexistent chez les observateurs québécois, qui reviennent de Chine chacun avec leur propre appréciation, conditionnée non seulement par leur conviction politique et idéologique, mais également par des facteurs culturels et personnels.

L'observation de la vie quotidienne des Chinois est très répandue dans le récit de voyage, qu'il s'agisse de l'éducation, de la condition de vie des femmes, de la condition de travail des ouvriers, du système de santé, des acquis de la Révolution culturelle – thèmes incontournables des retours de Chine. Claudie Broyelle constate qu'il existe, chez les voyageurs français, un certain désir « d'évacuer du discours sur la Chine tout ce qui pose problème¹¹⁶ », et que rien ne l'éclaire mieux que « l'engouement pour la description de la vie quotidienne, pour l'observation des pratiques à la 'base', le plus à la base possible¹¹⁷ ». Cette tendance caractérise les témoignages de nombreux visiteurs occidentaux, à l'exception notable des maoïstes qui allaient en Chine davantage pour des raisons idéologiques.

¹¹⁵ Gilbert Padoul (Jean-Luc Domenach), « Chine 74 : des modèles aux problèmes », *Esprit*, n° 436, juin 1974, p. 985-986, cité dans Camille Boullenois, *La révolution culturelle chinoise...*, p. 72.

¹¹⁶ Claudie Broyelle, Evelyne Tschirhart et Jacques Broyelle, *Deuxième retour de Chine* (Paris, Éditions du Seuil, 1977), p. 15. Dans cet ouvrage, l'auteure, qui avait véhiculé une image idyllique de la Chine dans *La moitié du ciel*, a réévalué celle-ci de façon plus réaliste.

¹¹⁷ *Ibid.*

Les vertus chinoises mises en valeur par des observateurs québécois, qu'ils aient été « bourgeois pourris » ou maoïstes, reflètent une quête poursuivie par un certain nombre d'Occidentaux qui, réfléchissant aux problèmes de leur propre société, cherchent et trouvent des éléments inspirants dans la société chinoise. Leur manque de connaissance de la Chine leur permet, paradoxalement, d'adapter plus facilement leurs observations sur ce pays à leur propre réalité. Soulignons que les Québécois intéressés par la Chine durant la première moitié des années 1970 lisent surtout des publications de France (et *Pékin Information*, *La Chine en construction*) pour s'informer de l'actualité chinoise. Le sinologue Lucien Bianco affirme que l'aveuglement de certains Français à l'égard de la Chine est d'abord dû à une « pure et simple ignorance¹¹⁸ ».

Parmi les révolutionnaires québécois, il y en a plusieurs qui s'éloignent de la Chine après avoir mieux connu le projet politique chinois. D'ailleurs, ce n'est pas toute l'extrême-gauche qui est obnubilée par la révolution chinoise. Pierre Beudet, qui n'était pas membre des groupes maoïstes¹¹⁹, se rappelle :

Même si la Chine fascine, nous n'en faisons cependant pas une religion. Déjà les ex-gardes rouges rescapés racontent l'autre côté, assez pitoyable, du projet politique, ce qui nous parvient par d'obscurs pamphlets traduits à Hong Kong. La faction de Mao dans le PCC instrumentalise la révolte pour la transformer en une sordide lutte de pouvoir qui débouche en 1971 sur une tentative rocambolesque et triste à mourir de coup d'État. Nous avons toutes sortes de chicanes avec les groupes maoïstes qui refusent de reconnaître les faits¹²⁰.

Toutefois, alors que la parution en 1971 des *Habits neufs du président Mao* de Simon Leys, traitant des événements qui se sont déroulés en Chine de 1967 à 1969, suscite un vif débat en France et aux États-Unis, et des critiques de la part des sinologues sympathisants de la Chine, les ressources (ouvrages, spécialistes) disponibles pour les

¹¹⁸ Lucien Bianco, « La Chine à la française », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 9, 1987, « Crise des idéologies », p. 39.

¹¹⁹ Au début des années 1970, Beudet coordonne des activités organisées par la revue *Mobilisation*, et la Librairie progressiste, située sur la rue Amherst. Dans son essai autobiographique, il relate comment la Ligue s'est imposée pour « avaler » le groupe Mobilisation.

¹²⁰ Pierre Beudet, *On a raison... op. cit.*, p. 109-101.

Québécois qui auraient voulu en connaître davantage sur la Chine s'avèrent plutôt rares. Impressionnés par le progrès accompli, par l'humilité, l'amabilité et la politesse de leurs hôtes, certains observateurs, journalistes, médecins ou autres, s'interrogent tout de même sur le caractère autoritaire du régime, mais insistent surtout sur l'effort collectif mis à faire progresser la société chinoise dans son ensemble. Les syndicalistes et étudiants qui se rendent en Chine en 1973 se donnent pour mission de faire découvrir la Révolution culturelle au Québec et donc de documenter cette société. Ils insistent alors sur la frugalité et le bonheur du peuple, s'étonnant de la congruence de ces deux choses antinomiques pour un Nord-Américain. Ces facteurs, en plus du manque d'une « tradition politique de gauche au Québec¹²¹ », ont contribué à la difficulté des m-l à prendre du recul vis-à-vis de la Chine. Ainsi nous semble-t-il simpliste d'estimer que l'émerveillement que manifestent les maoïstes à leur retour de voyage en Chine s'explique uniquement par le facteur idéologique.

Parmi tous les voyageurs admiratifs devant l'image que la Chine donne d'elle-même, les maoïstes sont les seuls qui cherchent à appliquer l'expérience révolutionnaire chinoise sur le sol québécois. Visiblement, ils ont sous-estimé le défi que représente le projet d'appliquer le modèle de la révolution chinoise à la société québécoise et canadienne. En fin de compte, le maoïsme québécois est une idéologie qui appartient à la société québécoise des années 1970. Parlant des révolutionnaires français, le sinologue Lucien Bianco indique que « la Chine ne les intéressait pas en soi » : « c'était la portée universelle du maoïsme et accessoirement son utilité » pour la société française qui les intéressaient. On peut dire la même chose des maoïstes québécois : ce n'était pas la Chine elle-même qui comptait¹²². On peut dire que les maoïstes québécois

¹²¹ Louis Favreau, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi* (Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1990), p. 282. Charles Gagnon a fait le même constat : « La gauche souffre ici d'un premier handicap majeur, historique : l'absence de tradition. » Charles Gagnon, « Est-ce bien le moment de créer un parti ? », *La crise de l'humanisme* (Montréal, Lux, 2011), cité dans Ivan Carel, « 'La gauche n'a pas de tradition' : l'histoire à gauche, vue par Charles Gagnon », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, p. 43.

¹²² Lucien Bianco, « La Chine à la française », *op. cit.*, p. 36.

ont manqué leur rendez-vous avec la Chine. En témoigne le fait que, comme l'a souligné le journaliste Yves Taschereau dans la revue *L'Actualité* en 1976, « chaque groupe espérait être adoubé représentant exclusif du PCC au Canada. Être reconnu par la Chine signifiait que le Parti-État qu'était le PCC l'invitait en Chine ou à l'ambassade chinoise à Ottawa, le citait dans *Pékin Information* ou d'autres journaux. » La lutte pour la reconnaissance internationale, explique-t-il, n'a jamais cessé au sein de ces groupes : « Tous les maoïstes rêvaient de recevoir une bénédiction papale de Mao, et c'est la Ligue qui a marqué le meilleur coup : les chanceux ont vu leur télégramme de condoléances pour la mort de Chou Enlai reproduit dans *Pékin-Information* !¹²³ » Il est dommage qu'En Lutte ! n'ait jamais su que sa lettre de condoléances envoyée au gouvernement chinois à la mort de Mao avait été reproduite dans *Renmin Ribao (Le Quotidien du Peuple)*, le 18 septembre 1976¹²⁴. Or, ce dernier est l'organe de presse officiel du Comité central du PCC. Hélas ! Rares sont les maoïstes québécois qui savent lire le chinois...

¹²³ Yves Taschereau, « Ils sont fous, ces Marxiens », *L'Actualité*, vol. 1, n° 3, novembre 1976, p. 14.

¹²⁴ Taschereau n'a pas donné plus d'informations sur la reconnaissance de la Ligue par le gouvernement de Pékin. Pour savoir si d'autres télégrammes envoyés au PCC par les groupes maoïstes québécois ont été aussi reproduits dans la presse chinoise, nous avons effectué une recherche par mot-clé dans la base de données *Du Quotidien du Peuple*, et ainsi trouvé un texte (en chinois) intitulé « Jianada Malie Zhuyi 'Zai Douzheng Zhong' Zuzhi Yandian » (Le télégramme de condoléances du groupe marxiste-léniniste canadien En Lutte !), *Renmin Ribao (Le Quotidien du Peuple)*, 18 septembre 1976, p. 8.

CHAPITRE VI

LA PROBLÉMATIQUE AMITIÉ AVEC LA « CHINE APRÈS MAO »

Durant la période 1973-1975, la Société Canada-Chine, association de Montréal en dépit de son nom, joue un rôle de pont entre plusieurs acteurs agissant dans les relations entre la Chine et le Canada, et spécifiquement au Québec. Ce réseau d'acteurs comprend notamment les gouvernements de la RPC et du Canada, la Ville de Montréal, le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec, les universitaires (regroupés autour du East Asian Studies Centre et de la Fondation Norman Bethune, tous les deux basés à l'Université McGill), les individus ou organisations dont l'intérêt pour la Chine est étroitement associé à leur conviction socialiste-démocratique et, enfin, les m-l qui voient toujours la Chine comme le phare de la révolution prolétarienne. Se voulant non politique, la SCC annonce, lors de son assemblée générale du 27 octobre 1975, l'expulsion de plusieurs membres, accusés d'avoir agi contre les buts du groupe. La tension entre les maoïstes et les membres non politisés se poursuit au cours de l'année 1976, alors que la SCC connaît des progrès importants, mais également des défis liés au changement de régime en Chine. Quelles sont les conséquences de l'infiltration des maoïstes au sein de la SCC sur le rôle du travail d'amitié dans les relations sino-québécoises ?

L'objectif de ce chapitre consiste à étudier les conflits intérieurs de la SCC et les causes du déclin du travail d'amitié dans les relations entre le Québec et la Chine. Pour ce faire, nous allons d'abord analyser les enjeux du développement du travail d'amitié en 1976 et mettre en relief la polémique autour de la création d'une organisation pancanadienne. Plusieurs associations d'amitié s'opposent au projet de fédération, craignant qu'une telle organisation soit contrôlée par les communistes qui cherchent à

utiliser le travail d'amitié à leurs propres fins. Ces associations soutiennent que l'insistance de la SCC sur ce projet s'explique par le fait que le groupe est infiltré et contrôlé par la Ligue, un des principaux groupes maoïstes du Québec. La deuxième partie du chapitre est consacrée à l'analyse de l'impact de la Ligue sur la SCC. Nous cherchons à expliquer les tensions provoquées par l'infiltration d'un groupe politique organisé au sein d'un groupe d'amitié qui se veut non politique et non partisan. Pour discerner les raisons du déclin du travail d'amitié dans les relations du Québec avec la Chine, nous prenons également en considération les changements dans la politique extérieure chinoise depuis 1976. Ceux-ci affectent non seulement les groupes d'amitié mais aussi les maoïstes, qui vivent mal leur désenchantement vis-à-vis du modèle chinois. La désillusion des maoïstes, que nous abordons dans la dernière partie de ce chapitre, coïncide avec le retour au premier plan des acteurs étatiques dans les relations sino-québécoises.

6.1. « Du courant d'intérêt au courant d'amitié »

Le 19 septembre 1976, dix jours après la mort de Mao Zedong, une soirée commémorative est organisée par la SCC pour rendre hommage à la vie de « ce grand dirigeant et grand éducateur du peuple chinois¹ ». Un diaporama sur la vie du défunt et sur la révolution chinoise est présenté, avec « des discours sur la contribution de Mao au peuple chinois et aux peuples du monde ». Cet événement attire plus de 700

¹ *Communiqué*, vol. 1, n° 1, octobre 1976, p. 1. Fonds CL. Dans le même communiqué, plusieurs changements dans le Conseil d'administration (CA) sont annoncés : la démission de Joseph Battat, secrétaire de la SCC est acceptée par le CA le 13 septembre 1976. Il est dans l'impossibilité de poursuivre sa tâche à cause de la poursuite de ses études à San Francisco. Gérard Perreault, animateur social et cultivateur de Manseau (Québec), le remplace. Il a participé au voyage de 1975. Pierre Pagé, membre du CA, accepte d'occuper le poste de secrétaire.

personnes, de « tous les milieux de la population² ». La SCC profite de cette occasion pour réfléchir à sa façon de mieux organiser le travail d'amitié³.

À travers ces expériences, nous avons pu constater les nombreux avantages de travailler tous ensemble (francophones, anglophones et chinois) aux différentes tâches. Nous avons aussi pu commencer à résoudre le problème de la langue en assurant pour la minorité des membres qui ne parlent pas le français, une traduction en anglais et en créant une atmosphère où ceux-ci se sentiront à l'aise de faire leurs interventions dans leur propre langue. C'est un problème important, car tous les amis de la Chine doivent pouvoir participer pleinement aux activités de la Société ; mais nous croyons que ça n'est pas un problème insurmontable qui doit diviser les gens⁴.

La SCC compte alors environ 400 membres, regroupés dans un conseil de rédaction pour la publication de la *Revue* et deux comités, celui de recrutement et celui des programmes. Ces comités se divisent en deux sections : francophone et anglophone. En octobre 1976, les responsables du comité des programmes, après avoir évalué les activités des mois précédents et discuté de celles de l'année à venir, décident de soumettre une proposition au Conseil d'administration (CA). La proposition est présentée le 22 novembre. On propose que les membres se répartissent « en fonction des tâches et activités différentes que le comité des programmes entreprend (diaporamas, films, publications, etc.) », au lieu d'être regroupés dans des sections linguistiques, « ceci évitera la duplication des efforts et permettra une plus grande coopération et participation des membres à l'organisation de programmes pour tous les secteurs ».

² « Rapport du comité des programmes – 1976 », *op. cit.*, p. 3. BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds Société Canada-Chine Inc. (P267), série 2, dossier 9.

³ « Procès-verbal de l'Assemblée Annuelle (1^{ière} partie) des membres de la Société Canada-Chine tenue au 1700 rue St. Denis, Montréal, Québec, le 27 octobre 1975 ». BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, série 2, dossier 5.

⁴ « Proposition pour la restructuration du comité des programmes », p. 1. Fonds CL.

Six sous-comités sont donc formés : le comité de conférences et formations⁵, le comité de diaporamas et photos⁶, le comité de films⁷, le comité de publications⁸, le comité de publicité⁹ et le comité de liaison avec l'extérieur de Montréal¹⁰. Les responsables des sous-comités doivent se réunir régulièrement pour élaborer un plan de programmes pour l'année, coordonner les aspects du programme et entreprendre des bilans du travail fait. Ils doivent aussi présenter leurs propositions de programmes et leurs budgets au CA pour approbation, critiques et suggestions, afin de faciliter « une meilleure répartition des responsabilités tout en impliquant d'une façon plus efficace le nombre croissant de membres actifs aux tâches de plus en plus nombreuses et variées¹¹ ».

Cette réorganisation est approuvée par le CA pour une période d'essai de trois mois dans le but de « rejoindre la grande majorité de la population qui connaît encore bien

⁵ Céline Lamontagne et Patricia Alexander sont nommés responsables de ce comité. Leurs missions consistent à présenter des conférences, répondre aux demandes des groupes et organiser des sessions de formation sur différents aspects de la Chine pour les membres de la SCC. La priorité de ce comité est la préparation de présentations de diapositives sur les trois sujets suivants : « Les usines et les ouvriers », « Les femmes » et « La vie quotidienne en Chine ». [*Les Nouvelles* (Communiqué), vol. 1, n° 3, janvier-février 1977, p. 5. Fonds CL.]

⁶ Ce comité a pour mission de préparer et présenter des diaporamas et expositions de photos sur divers aspects de la vie chinoise.

⁷ Les tâches à exécuter comprennent la présentation régulière des films sur la Chine au local de la SCC. Le comité se doit de répondre aux besoins pour des films en chinois, français et anglais. [*Les Nouvelles* (Communiqué), vol. 1, n° 3, janvier-février 1977, p. 4. Fonds CL.]

⁸ Ce comité prend en charge les tâches suivantes : assurer la publication d'un communiqué régulier de nouvelles aux membres, de brochures, de bulletins, ainsi que l'organisation d'un service de vente de livres et revues sur la Chine.

⁹ Ce comité a pour objectif d'organiser la publicité pour les programmes, et de développer un réseau de communication avec les groupes et organisations intéressés à en savoir plus sur la Chine nouvelle, ainsi qu'avec les médias d'information.

¹⁰ Paul Brennan est responsable du comité de liaison. Celui-ci vise à « travailler au développement de programmes à l'extérieur de la ville » (où se trouvait le quart des membres de la SCC en 1976), à aider à l'organisation de nouveaux comités d'organisations de Canada-Chine dans le reste du Québec, et aussi à faire la liaison entre ces comités régionaux et la SCC de Montréal. Les trois principes qui guident le travail du comité sont « la décentralisation des ressources et des activités », une liaison étroite entre la SCC de Montréal et les comités régionaux du Québec, ainsi que « la mise en pratique d'une idée bien chinoise : 'compter sur ses propres forces' ». [*Les Nouvelles* (Communiqué), vol. 1, n° 3, janvier-février 1977, p. 4. Fonds CL.]

¹¹ *Ibid.*

peu de chose sur la Chine¹² ». À compter de décembre, le SCC et le Conseil communautaire chinois à Montréal partagent un local situé sur la rue St-Laurent¹³. La location conjointe démontre une coopération plus étroite entre les deux organismes. Conscient de l'importance de multiplier des activités dans la communauté chinoise à Montréal, le comité des programmes de la SCC demande à Kong Lee, membre de la SCC et du Conseil communautaire chinois, d'assister aux réunions de coordination du comité des programmes afin d'aider dans l'organisation du travail dans ce secteur¹⁴.

Somme toute, au cours de 1976, des mesures sont prises pour remédier aux points faibles identifiés par la Société. Les résultats s'avèrent plutôt positifs : les contacts avec des groupes de la communauté chinoise à Montréal se multiplient ; plus de matériel en français est mis à la disposition des membres¹⁵ ; des comités sont mis sur pied à Joliette et à Rouyn-Noranda¹⁶. L'intérêt pour la Chine s'accroît dans différentes régions de la province. En témoigne le fait que l'assemblée générale de la SCC en 1976 a réuni des amis de la Chine de neuf régions du Québec : Joliette, Rouyn-Noranda, Québec, Chicoutimi-Lac Saint-Jean, Hull, Trois-Rivières, Bois-Francs, Témiscaminque et

¹² Paul Brennan, « Restructuration du comité des programmes ». *Communiqué*, vol. 1, n° 2, novembre – décembre 1977, p. 1. Fonds CL.

¹³ *Les Nouvelles* (Communiqué), vol. 1, n° 3, janvier-février 1977, p. 2.

¹⁴ « Proposition pour la restructuration du comité des programmes », *op. cit.*, p. 2. Fonds CL.

¹⁵ Selon le président de la SCC, avant 1976, le manque de matériel pour les francophones constituait une « faiblesse sérieuse ». À la fin de l'année 1976, la SCC dispose de trois films en français et a déjà commencé la traduction du long métrage « Les Pionniers ». « Il y a un an, rien de cela n'existait », souligne Robson. Robert Robson, « Rapport du président, 1976 », p. 2. BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, série 2, dossier 5.

¹⁶ En octobre, la SCC aide un groupe d'une vingtaine de personnes à Joliette à mettre en place un comité, à discuter les buts, principes et priorités du travail d'amitié, et à entreprendre leurs premières activités. En décembre, un comité est fondé dans la région de Rouyn-Noranda. « Rapport du comité des programmes, 1976 », p. 3. BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, série 2, dossier 9. En 1977, d'autres comités régionaux seront fondés, à Victoriaville (20 membres), à Saguenay (15 membres) et à Hull (27 membres) en avril, et plus tard dans les Laurentides (environ 20 membres). À Sherbrooke, un groupe de 7 ou 8 personnes se réunissent, à la fin de l'année 1977, en vue de former un comité, alors qu'à Québec « s'impose une grande difficulté de trouver des intéressés ». Les comités de Joliette et de Rouyn-Noranda compteront respectivement 18 et 30 membres en octobre 1977. « Bilan de la rencontre des représentants des comités à Montréal, les 15 et 16 octobre 1977 », document manuscrit rédigé par Georges Joly, du comité de Joliette. BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, série 2, dossier 9.

Manseau¹⁷. Enfin, à partir d'octobre 1976, la SCC assure la publication d'un communiqué régulier qui informe ses membres des activités et événements.

Toutefois, le comité des programmes affirme, dans son bilan de l'année 1976, qu'il n'a pas réussi à organiser un programme régulier d'activités, ni pour les membres, ni pour « la majorité de la population du Québec¹⁸ » :

De plus nous n'avons pas fait assez d'efforts pour impliquer nos membres dans l'organisation des activités et pour trouver de nouveaux membres venant des couches populaires (travailleurs, agriculteurs, employés, etc. soit la majorité de la population). Ces lacunes sont assez sérieuses et nous devons faire des efforts pour y remédier dans l'année à venir. [...] C'est avec l'organisation de deux semaines d'activités de toutes sortes sur la République populaire de Chine au moment où elle se faisait exclure une fois de plus de sa participation légitime aux Jeux olympiques que nous avons commencé à rejoindre un nombre plus grand d'amis de la Chine parmi toutes les couches de la population¹⁹.

La même question est soulevée par le Dr Robert Robson, successeur du Dr Denis Lazure à la présidence de la SCC. Dans le rapport présenté à l'assemblée générale, Robson affirme d'abord que « 1976 a été une année très difficile pour le peuple chinois²⁰ » : les décès du Président Mao, du Premier ministre Zhou et de Zhu De (un des fondateurs de l'Armée rouge chinoise) ont été « la source d'une douleur profonde pour les paysans et ouvriers chinois » ; plusieurs désastres naturels ; les manigances de la Bande des Quatre, etc. Malgré tout, le peuple chinois, souligne Robson, semble « plus déterminé que jamais à continuer de bâtir une nouvelle société qui éliminera l'exploitation de l'homme par l'homme ». Ensuite, Robson souligne la montée d'intérêt pour la Chine au Canada, laquelle se manifeste par la présence de plusieurs centaines de personnes aux soirées consacrées à la mémoire de Mao Zedong et de Zhou Enlai, les applaudissements de 1 500 personnes au moment de la présentation simultanée des

¹⁷ « Rapport du comité des programmes – 1976 », p. 4. Fonds P267, série 2, dossier 9.

¹⁸ *Ibid.*, p. 1.

¹⁹ « Rapport du comité des programmes – 1976 », p. 1. Fonds P267, série 2, dossier 9.

²⁰ Robert Robson, « Rapport du président », présenté à l'assemblée générale de la SCC en 1976, p. 1. Fonds P267, série 2, dossier 5.

drapeaux canadien et chinois lors d'une soirée culturelle, et les salles combles lors de la projection des films « Comment Yukong déplaça les montagnes²¹ ».

Robson évoque que de nombreux membres actifs dans la SCC sont appelés à lire un texte publié par l'Association d'amitiés franco-chinoises (AAFC) en 1974. Celui-ci présente, selon le CA, « d'une façon claire les principes de base du travail d'amitié²² ». Le chapitre intitulé « Place et orientation de l'Association », en particulier, est étudié attentivement. On y lit : « L'Association doit transformer le courant d'intérêt en courant d'amitié. Là où il n'existe pas, il faut le susciter ; là où il est faible, il faut le renforcer ; et là où le courant d'intérêt existe, il faut le transformer en courant d'amitié²³. » Ce texte permet à la SCC de répondre à certaines questions :

Pour la première fois, en 1976, plusieurs membres actifs de la SCC se sont posés les questions traitées dans ce texte : pourquoi faisons-nous le travail d'amitié ? Comment devrait-on présenter la Chine dans nos diaporamas, discussions, films, etc. ? Qui voulons-nous rejoindre par le travail d'amitié ? Une société d'amitié doit unir tous ceux qui sont vraiment intéressés à bâtir l'amitié avec le peuple chinois. La Société Canada-Chine doit donc rejoindre toutes les couches de la population – les ouvriers, les professeurs, les cultivateurs, les hommes d'affaires, les étudiants, les ménagères, etc. – pour répandre plus largement une compréhension juste de la Chine. [...] Dans le passé, nos activités ont souvent négligé les intérêts des groupes populaires autant que la grande majorité des travailleurs à Montréal et au Québec. [...] la Société doit voir comme prioritaire le travail parmi les ouvriers, afin de développer chez eux, l'amitié et la compréhension de la Chine nouvelle. Déjà nous avons planifié certaines activités en collaboration avec des syndicats et des groupes populaires. La Société a aussi fait une série de diaporamas sur des questions qui intéressent plus particulièrement les ouvriers et ouvrières. Nous devons continuer d'élargir nos activités dans ce secteur²⁴.

²¹ « Comment Yukong déplaça les montagnes » – un ensemble de films français réalisés par Joris Ivens et Marceline Loridan, est devenu la vedette dans les activités organisées par la SCC au cours de l'année 1976. Au Québec, il a été conjointement présenté par la SCC et la Cinémathèque québécoise. *Communiqué*, vol. 1, n° 1, octobre 1976, p. 3.

²² Robson, « Rapport du président », présenté à l'assemblée générale de la SCC en 1976, p. 2.

²³ « Onzième Congrès de l'AAFC », p. 3. Une copie de ce document est conservée au Fonds P267.

²⁴ *Ibid.*, p. 1.

Cette réflexion se trouve également dans le rapport d'activités du comité des programmes, qui rappelle l'organisation conjointe, par la CSN et la SCC, d'une soirée sur le travail dans les usines chinoises. Pour préparer un diaporama sur le sujet, plusieurs membres de la SCC « l'ont écrit, discuté, réécrit, et ont recueilli des opinions et critiques » d'autres membres de la SCC mais aussi de la CSN. Plus de quatre-vingts personnes ont assisté à cette soirée, dont plusieurs sont devenues membres de la SCC. Cette expérience de coopération, selon le comité des programmes, « montre un peu les changements qui commencent à s'effectuer au niveau des programmes de la Société ».

Il suggère :

Ce genre d'activité conjointe avec un syndicat, une garderie, un comptoir alimentaire, etc., permet de rejoindre ces couches de la population et de développer une amitié large et durable. Cela doit être notre priorité de travail dans l'année à venir, sans pour autant négliger le travail déjà entrepris avec les écoles, les professionnels, les milieux dirigeants²⁵.

Les 26, 27 et 28 octobre 1976, la SCC et la garderie populaire « La ruche », située dans l'est de Montréal, organisent trois journées d'information sur le thème « Les femmes et les garderies en Chine²⁶ ». À cette occasion, la SCC applique « pour la première fois sa politique de travail en collaboration avec les groupes populaires, en présentant certains aspects de la Chine : ces derniers touchaient particulièrement les participants dans leur pratique quotidienne ». Malgré le peu de participants, les discussions sont « très vives », affirme la SCC. Les responsables de la garderie expliquent les buts poursuivis par le *Mouvement S.O.S. garderies*²⁷ et font part, par la suite, de ce qu'ils

²⁵ « Rapport du comité des programmes – 1976 », *op. cit.*, p. 2.

²⁶ *Communiqué*, vol. 1, n° 2, novembre-décembre 1976, p. 4. Fonds CL.

²⁷ Entre 1971 et 1973, 70 garderies sans but lucratif sont créées dans tout le Québec, dont une trentaine à Montréal. Le retrait des subventions fédérales en 1973 menace la survie de ces garderies populaires, dont la plupart sont contraintes de fermer leurs portes. Les parents se regroupent autour d'un comité de liaison des garderies populaires. Sous les auspices de ce dernier, un document intitulé *SOS garderies* a vu le jour en octobre 1974. Divers regroupements et organismes appuient les revendications avancées par le document. Le mois suivant, le comité de liaison cède la place à un nouveau regroupement, le « Mouvement S.O.S. garderies ». Dans *Des salles d'asile aux centres de la petite enfance. La petite histoire des services de garde au Québec* (Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2002), Micheline Lalonde-Graton montre la radicalisation du Mouvement : « Au Congrès de SOS garderies en

ont appris de la Chine. Il importe de noter que le Mouvement S.O.S. garderies fait alors partie de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada et que certaines garderies de la région de Montréal font partie du groupe En Lutte!²⁸.

Les étudiants au cégep et à l'université font également partie des publics que la SCC tente de joindre à travers ses activités. Une semaine d'activités sur la Chine est organisée par quelques professeurs au cégep St-Laurent. Un bulletin de 46 pages est imprimé à 1500 exemplaires ; il contient l'horaire des films et conférences ainsi qu'une introduction touchant divers aspects de la vie quotidienne du peuple chinois. À cela s'ajoutent une exposition de peintures de paysans dans le café étudiant, la création d'un grand panneau de photos chinoises représentant la carte de la RPC et l'affichage de dazibaos dans les corridors.

À la demande des professeurs, la SCC contribue au bon déroulement de cet événement. Il y a plusieurs séances de projection de films (*Tatchai*, *Construction du canal du Drapeau rouge*, *Tanzam* et *Shanghai au jour le jour*), une exposition de photos, des conférences, une table de littérature et une présentation de diaporama²⁹. La participation des étudiants aux présentations s'accroît au cours de la semaine. Leur intérêt montre « l'utilité des conférences et des discussions permettant un contact plus personnel et pouvant ainsi répondre à des interrogations plus spécifiques », affirme la SCC. L'exposition de photos et la table de littérature, installées en permanence dans la salle des étudiants, ajoute-t-elle, a suscité l'intérêt là où il n'y en avait pas » et permis « des contacts plus intimes à l'aide desquels il nous est possible de détruire certains préjugés et de parler plus longuement de la Société Canada-Chine ».

octobre 1976, la ligne dite prolétarienne sort gagnante. 'Un largement mouvement de lutte pour le droit des femmes aux garderies s'inscrit maintenant à l'intérieur de la lutte de la classe ouvrière pour sa libération et de la lutte des femmes pour leur émancipation', lit-on dans Plate-forme, programme de lutte, structures de SOS garderies. »

²⁸ Jacques Benoît, « L'extrême gauche : la prise de contrôle de SOS garderies », *La Presse*, 14 mai 1976.

²⁹ *Communiqué*, vol. 1, n° 2, *op. cit.*, p. 5. Fonds CL. Le diaporama et la conférence sur l'éducation en Chine sont présentés par Paul Brennan. Robert Garry intervient avec une communication sur la Chine d'hier et d'aujourd'hui.

Malgré l'augmentation du nombre d'activités organisées en coopération avec les syndicats et les institutions scolaires, il est difficile de toucher les couches populaires. Dans une séance de formation tenue à Rouyn en 1977, le comité local affirme ne pas avoir pris l'initiative de se rapprocher des groupes populaires. La raison évoquée est « très simple : personne parmi les membres actifs disponibles ne voulait affronter les questions d'un public³⁰ ». Les membres du comité de Rouyn-Noranda se sentent « incapables de répondre adéquatement à toutes les questions susceptibles d'être posées » et sont donc « pris avec un grave problème de manque de confiance » en eux, dû à un manque de connaissances, « factuelles » et « théoriques », de la Chine. Le comité affirme :

Pendant une longue période de temps, de juin à janvier, il y a eu des conflits parmi les membres qui assistaient aux réunions. Ces conflits remettaient continuellement en cause non seulement la SCC, mais la véritable nature du socialisme en Chine. Par exemple, des membres lançaient le débat sur la pertinence des buts et des principes de la SCC ; on remettait en cause des décisions déjà prises et approuvées, on lançait des propositions de travail tout à fait incompatibles avec les énergies et les capacités de notre comité. L'un des membres ne cessait de remettre en question le bien-fondé de la politique extérieure de la Chine et essayait d'opposer les intérêts du peuple chinois avec ceux du gouvernement chinois. Si ces problèmes de divergence ont eu comme conséquences de nous diviser et de nous désorienter face à notre travail, ils nous ont au moins permis d'approfondir les buts et les principes d'amitié et les moyens à prendre pour atteindre nos objectifs. Il est bien difficile d'évaluer dans quelle mesure ces divergences ont été au frein du développement de notre travail d'amitié³¹.

Pour transformer « le courant d'intérêt en courant d'amitié », la SCC, en plus d'organiser des activités répondant aux attentes de divers publics, et de multiplier des liens entre le comité de Montréal et ceux d'autres régions du Québec, discute à plusieurs reprises de la nécessité d'augmenter les contacts avec les groupes d'amitié d'autres provinces du Canada en vue de former une association nationale. Robert

³⁰ « Bilan des activités », mars 1978. Fonds P267, série 2, dossier 10. Toutefois, le comité de Rouyn-Noranda est bien actif au cours de l'année 1977.

³¹ « Bilan des activités », mars 1978. Fonds P267, série 2, dossier 10.

Robson affirme, dans le rapport du président, que la SCC « doit accepter comme priorité le développement d'une organisation nationale d'associations d'amitié et doit prendre les initiatives nécessaires en ce sens³² ».

Ce projet de fédération fait partie des stratégies mises en œuvre par la SCC pour mieux répondre aux défis posés par les événements chinois survenus après la mort de Mao. Toutefois, cette proposition rencontre de nombreuses résistances de la part de plusieurs groupes d'amitié d'autres régions du Canada qui craignent de voir une organisation nationale être contrôlée par des groupes maoïstes.

6.2. Une fédération des amitiés ?

Au printemps 1976, la Canada-China Friendship Society de Saskatchewan (CCFS) prend l'initiative d'organiser une série d'activités concernant les derniers événements en Chine³³. La semaine débute le 23 avril 1976 par des discours d'un représentant de l'Ambassade de Chine à Ottawa, du Premier ministre de Saskatchewan et de Paul Lin. Environ 200 personnes de la région de Regina, dont des étudiants, des travailleurs et des fermiers, y assistent ainsi que des représentants de plusieurs associations d'amitié à travers le Canada, notamment la Canada-China Friendship Association (CCFA) de Vancouver, la CCFA d'Halifax, la SCC et les Amitiés Québec-Chine³⁴.

Le discours d'ouverture de Paul Lin porte sur la stratégie du développement en Chine. Par la suite, des séminaires abordent divers thèmes tels que l'éducation, la santé, le

³² Robert Robson, « Rapport du président », *op. cit.*, p. 3.

³³ Lettre de Diane Simpson, présidente de la CCFS de Saskatchewan à d'autres groupes d'amitié avec la Chine du Canada, 19 février 1976. Archives de l'Université Dalhousie, Fonds CCFA (MS-11-2), boîte 3, dossier 7.

³⁴ Lettre de Diane Simpson aux groupes d'amitié d'autres régions du Canada, 20 juin 1976. MS-11-2, boîte 3, dossier 7. Un représentant du groupe d'amitié d'Ottawa qui ne peut pas assister à l'événement a pu échanger d'avance avec les organisateurs sur plusieurs questions. La CCFA de Victoria a envoyé une lettre expliquant son absence. Le groupe d'amitié de Toronto n'a pas donné de réponse.

mouvement de masses, les femmes, la défense nationale, les garderies, l'agriculture, Norman Bethune, la culture et les minorités nationales³⁵. Les membres de la CCFS de Saskatchewan assument la majorité des présentations. Plusieurs étudiants canadiens ayant tout juste terminé un séjour de deux ans en Chine participent activement aux discussions. Au cours de la *China Week*, de nouveaux films sur la Chine sont projetés dans une bibliothèque publique, suivis de discussions. Il y a aussi deux tables rondes sur les questions de santé et d'éducation en Chine. Enfin, en collaboration avec la Société culturelle de Saskatchewan, une soirée culturelle a attiré beaucoup de monde.

La *China Week* est l'occasion pour les représentants de divers groupes d'amitié d'échanger leurs expériences. Le soir du 25 avril a lieu une réunion spéciale où les représentants des groupes discutent de leurs problèmes communs. Ils s'entendent pour maintenir des contacts réguliers entre les groupes et tenter de coordonner des activités au niveau national. Il est décidé que chaque groupe d'amitié envoie, de façon régulière, des rapports d'activité à la CCFS de Saskatchewan, qui assumera le rôle de coordination. Le but est de faire le bilan des nouvelles approches du travail d'amitié. Les participants à la réunion de Regina affirment avoir « entrevu la possibilité de tenir régulièrement de telles conférences – ceci dans le but de planifier d'autres façons de coordonner quelques activités au niveau national et éventuellement de constituer une organisation nationale³⁶ ».

La SCC considère la réunion de Regina comme une preuve d'un « mouvement grandissant vers l'établissement d'une amitié active et durable entre les peuples du Canada et de la Chine ». Lors de son assemblée générale tenue le 20 mars 1977, la SCC aborde la question de la fédération. Un comité provisoire est formé en vue de préparer « une conférence nationale des associations d'amitié au Canada sur les buts et principes

³⁵ Lettre de Diane Simpson aux groupes d'amitié d'autres régions du Canada, 29 février 1976. MS-11-2, boîte 3, dossier 7.

³⁶ « Conférence à Regina », *Amitié Canada-Chine*, été 1976, p. 1.

du travail d'amitié³⁷ ». Au début du mois de juillet, la SCC adresse une lettre à plusieurs groupes d'amitié du Canada, invités à se réunir à l'automne 1977 à Montréal :

Une organisation canadienne servirait grandement à approfondir l'amitié entre nos peuples de plusieurs façons. Une telle organisation serait en mesure d'encourager une meilleure application des buts, principes et priorités du travail d'amitié à travers le Canada. Elle aiderait énormément dans l'établissement de nouveaux comités d'amitié partout à travers le Canada ainsi qu'à contrer la confusion semée par certains groupes antichinois comme le PCC-ML et son soi-disant mouvement d'amitié Canada-Chine. [...] En examinant l'expérience d'autres associations d'amitié en France, aux États-Unis et ailleurs nous pouvons voir d'autres avantages possibles d'une telle organisation : achat de matériaux dispendieux en commun, échanges systématiques de matériaux, possibilité d'une revue canadienne d'amitié, organisation moins dispendieuse de voyages, etc. On pourrait même songer à inviter des délégations d'amitié de la Chine à visiter le Canada³⁸.

Constatant qu'une telle organisation « ne peut pas se bâtir sans une discussion approfondie sur la question avec toutes les associations », la SCC propose d'aborder les questions suivantes lors de la réunion à Montréal :

Quels sont les buts et les caractéristiques du travail d'amitié ? À qui nous adressons-nous ? Comment développer un intérêt pour la Chine parmi tous les secteurs de la population afin de bâtir l'amitié la plus large possible ? Quelles doivent être nos priorités dans ce travail ? Comment devons-nous mettre en pratique le principe de la non-ingérence dans les affaires internes du Canada ?³⁹

Enfin, la SCC demande à chaque groupe d'envoyer, avant la réunion, un document résumant ses expériences et ses opinions sur la fédération. Le 30 juin 1977, Marilyn Keddy, présidente de la CCFA d'Halifax, réaffirme son opposition « à toute création hâtive d'une organisation nationale ou pancanadienne⁴⁰ ». Les difficultés ne

³⁷ « Procès-verbal de l'assemblée générale de la SCC tenue le 20 mars 1977 », cité dans un document non intitulé, daté du 11 octobre 1977, et adressé à tous les membres de la SCC. Fonds CL. Dans *Les Nouvelles* (vol. 1, n° 3, janvier-février 1977), la SCC explique à ses membres : « Nous avons choisi de tenir cette assemblée une après-midi de fin de semaine en partie pour faciliter la participation de nos membres habitant en dehors de la ville. » BANQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, série 6, dossier 1.

³⁸ Lettre de Robert Robson aux « chers amis de la Chine » [qui signifient tous les membres des groupes d'amitié avec la Chine au Canada], juillet 1977, p. 2. Fonds P267, série 2, dossier 2.

³⁹ *Ibid.*, p. 3.

⁴⁰ Lettre de Marilyn Keddy à la SCC de Montréal, 30 juin 1977, p. 1. Fonds CL.

proviennent pas d'une « coopération limitée entre 'nous' [les amis de la Chine] », mais plutôt parce « qu'il y a parmi 'nous' des groupes et des individus qui continuent d'utiliser et de se servir de ces associations d'amitié comme une façade pour faire avancer leurs politiques ésotériques⁴¹ ». Ce qui doit caractériser le travail d'amitié authentique, souligne-t-elle, « est l'absence totale d'intérêts sectaires d'aucune sorte ». La CCFA considère de plus que la question « À qui doit-on s'adresser ? », soulevée dans la lettre de la SCC est « superflue ». À Halifax, explique la CCFA, « 'nous nous adressons' à la population dans son entier sans préférer aucunement tel ou tel 'secteur' en autant que n'importe quel (citoyen) Canadien – pris individuellement ou en groupe – est désireux de connaître la Chine et d'aider à bâtir une amitié basée sur cette compréhension⁴² ».

La critique prononcée par la CCFA d'Halifax provoque, avant que la SCC n'y réagisse, une réaction de la part de la CCFS de Saskatchewan. Richard Bickley, président de ce dernier, formule quelques commentaires personnels sur deux points soulevés par la CCFA :

J'ai été agacé par tes déclarations à l'effet que des sociétés d'amitié continuent d'être utilisées (et incorrectement) par des groupes et des individus comme façade à leurs politiques ésotériques : tes remarques sont plus des insinuations que des arguments, et elles ont malheureusement donné naissance à des soupçons sur votre association (et je ne crois pas que c'eût été là ton attention). Je me demande à quoi tu fais allusion et je ne peux que souhaiter que tes critiques soient faites ouvertement à l'endroit de ces groupes et individus qui, d'après toi, ont agi ou agissent encore de façon préjudiciable au travail d'amitié. En même temps, si tu crois nécessaire que d'autres associations et sociétés

⁴¹ *Ibid.*, p. 5. Cette critique suscite une forte réaction de la part de la SCC. Celle-ci réplique, dans une lettre adressée à la CCFA le 2 novembre 1977 : « Vous faites des références non élaborées aux 'groupes et individus...'. Votre lettre ne précisait pas si vous faisiez référence à la SCC de Montréal ou à un autre groupe d'amitié à travers le pays. [...] Nous pensons que de telles accusations doivent être faites très clairement, sinon elles conduisent très rapidement à la propagation de rumeurs destructrices et qui entraîneraient la division. » Lettre de Robert Robson à Marilyn Keddy, 2 novembre 1977. Archives de l'Université Dalhousie, Fonds CCFA (MS-11-2), boîte 3, dossier 8.

⁴² Lettre de Marilyn Keddy à la SCC de Montréal, 30 juin 1977, p. 6. Fonds CL.

d'amitié prennent connaissance de tes points de vue et critiques, je suggérerais qu'on nous fournisse l'information pertinente⁴³.

La CCFS de Saskatchewan est clairement favorable au rôle de direction que la SCC tente de jouer au sein de la communauté des amis de la Chine. Elle est d'ailleurs en désaccord sur les arguments avancés par la CCFA pour justifier son objection au projet de fédération, ce qui sous-entend un appui ou une approbation de la part de la CCFS à ce projet. La CCFA de Vancouver, elle, croit « très franchement qu'il est prématuré de proposer la création d'une organisation nationale, ce qui, à ce stade-ci, affaiblirait le mouvement d'amitié ». Celle-ci explique qu'elle a déjà beaucoup de difficultés à aider concrètement les comités locaux à développer le travail d'amitié. « Quel soutien concret que pourrait leur apporter une organisation pancanadienne ? », interroge la CCFA :

Est-ce que des gens de Montréal ou Toronto se déplaceraient pour venir prêter un coup de main ? Il est évident pour nous que l'aide sur place doit se faire sur une base régionale. C'est pourquoi nous proposons, comme première étape, la création d'organisations régionales qui apporteraient leur aide et soutien aux groupes plus récents qui se forment dans leur région. Il pourrait y avoir 5 grandes régions : 1. Colombie-Britannique et Yukon ; 2. Prairies et Territoires du Nord-Ouest ; 3. Ontario ; 4. Québec ; 5. Maritimes. Ces 5 associations régionales auraient pour tâche de s'attaquer à la principale faiblesse du mouvement d'amitié, soit l'absence d'associations dans les villes d'importance secondaire, où de tels centres secondaires sont nombreux et très peuplés : par exemple, Sudbury, Hamilton, Windsor, Thunder Bay, London, Sherbrooke, Québec et Chicoutimi.

Ceci soulève une question politique qui nous tient à cœur : si le mouvement ne se développe pas de façon large et profonde dans le centre du Canada, il nous paraît inévitable que les principales associations du centre du Canada ne viennent à contrôler une association nationale. Cela serait très mauvais. Pour nous, seule une représentation large de toutes les régions fortement peuplées du centre du Canada permettrait la fondation d'une association nationale où les positions et les besoins de Toronto et Montréal ne seraient pas dominants. En d'autres mots, nous voudrions une association nationale qui ait une large base

⁴³ Lettre de Richard Bickley, président de la CCFS de Saskatchewan à la CCFA d'Halifax, 24 juillet 1977, p. 1. Fonds CL. La lettre est traduite par la SCC. La CCFS envoie une copie de ladite lettre aux groupes d'amitié de Victoria, de Vancouver, de Vernon, de Calgary, de Winnipeg, de Toronto, d'Ottawa, et de Montréal (y compris les comités régionaux de Hull, de Joliette et de Rouyn-Noranda).

au centre du Canada et donc un soutien à l'extérieur des 2 métropoles. Nous ne sommes pas enthousiastes à l'idée de suivre le chemin que le pays a emprunté en ce qui concerne le contrôle des institutions en général⁴⁴.

À l'été 1977, la SCC forme un comité provisoire de six personnes en vue d'analyser les avantages et les problèmes éventuels d'une organisation nationale⁴⁵. Lors d'une assemblée générale tenue le 20 juillet, les membres participants adoptent « à l'unanimité » une résolution déterminant la fondation d'une organisation nationale comme une des priorités du travail de la SCC.

Le 24 août, Paul Brennan, responsable du comité de liaison avec l'extérieur, adresse une lettre à tous les comités régionaux du Québec. Brennan met d'abord en relief les nouvelles avancées du développement des comités régionaux au Québec :

Les comités d'amitié de Joliette, de l'Outaouais et de Rouyn-Noranda ont organisé plusieurs activités qui leur ont permis d'acquérir une expérience et de planifier leurs programmes pour les 6 prochains mois. Deux nouveaux comités d'organisation ont été établis dans les régions du Saguenay Lac St-Jean et des Bois-Francs et ceux-ci entreprendront des activités régulières en septembre. De plus des groupes d'amis de la Chine des régions de Sherbrooke, des Laurentides et de Valleyfield ont contacté la Société à Montréal pour les aider à commencer des comités d'amitié. L'intérêt pour la Chine et pour les associations d'amitié grandit chaque mois⁴⁶ !

Puis, il propose qu'une réunion de tous les comités se tienne à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre afin de discuter, entre autres, de la question de fédération. Brennan précise : « Notre point de départ dans cette discussion ne doit pas être les différentes opinions politiques sur la situation présente au Canada, opinions divergentes qui existeront naturellement dans une association d'amitié large et ouverte à tous les amis de la Chine, mais bien plutôt une évaluation de ce qui fera avancer le

⁴⁴ Lettre de Ralph Stanton, président de la CCFA de Vancouver à Robert Robson, président de la SCC, 29 juillet 1977. La version originale de la lettre se trouve dans le fonds d'archives de la CCFA (MS 11-2, boîte 2, dossier 1), et la version française est conservée dans le fonds CL.

⁴⁵ Document non intitulé et adressé à tous les membres de la SCC, 11 octobre 1977. Fonds CL.

⁴⁶ Lettre de Paul Brennan à tous les comités régionaux de la SCC, le 24 août 1977, p. 1. BANQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, série 2, dossier 2.

travail d'amitié avec la Chine le plus possible.⁴⁷ » La SCC estime que : « Tous les groupes, à l'exception d'Halifax [...], ont compris le sens de notre proposition⁴⁸. »

Le 27 septembre, la SCC affirme que : « Sans une organisation nationale, il est très difficile sinon impossible d'entreprendre une campagne efficace de soutien à la Chine.⁴⁹ » Elle donne comme exemple une pétition faite par l'Association d'amitié États-Unis-Chine pour faire admettre la Chine aux Jeux Olympiques 1976 :

Nous devons nous demander sincèrement, devant des situations comme l'exclusion de la Chine de sa juste participation aux Jeux olympiques (et des cas encore plus graves ne manqueront pas d'apparaître prochainement), quelle stratégie sera la meilleure afin de développer l'amitié et la compréhension entre les peuples canadien et chinois ? Comment peut-on le mieux apporter notre soutien à la Chine ? – En étant petits, divisés, clairsemés et inefficaces, ou bien en étant unis et prêts à prendre l'initiative ? La réponse semble très claire⁵⁰.

L'absence de la Chine populaire aux Jeux olympiques de 1976 a fait réaliser « l'importance d'appuyer son droit de participation par des brochures et des activités ». D'ailleurs, « des articles de journaux qui déforment systématiquement ce qui se passe en Chine » ont fait sentir « une responsabilité de répondre à ces attaques et de rectifier les faits ». Ainsi, la SCC se propose d'appuyer « le peuple chinois face à des attaques de tous genres. »

La SCC affirme également qu'un groupe d'amitié entre les peuples canadien et chinois doit « être ouvert à tous les Canadiens qui manifestent de la sympathie ou de l'intérêt pour la Chine, quel que soit le domaine ou le degré d'intérêt, pourvu que la personne soit d'accord avec les buts de la Société et qu'elle n'ait pas, dans la pratique, une attitude hostile face à la Chine ».

⁴⁷ *Ibid.*, p. 3.

⁴⁸ Lettre de la SCC à d'autres groupes d'amitié du Canada, septembre 1977, p. 2. Archives CL.

⁴⁹ « Une association pancanadienne d'amitié avec la Chine, présentée par la Société Canada-Chine de Montréal, le 27 septembre 1977 », p. 2. Fonds CL.

⁵⁰ « Une association pancanadienne d'amitié avec la Chine, présentée par la Société Canada-Chine de Montréal, le 27 septembre 1977 », p. 2.

Quelle que soit leur origine sociale, leur situation professionnelle, leurs opinions philosophiques, politiques ou religieuses, tous les Canadiens amis de la Chine doivent trouver leur place dans notre société et y travailler harmonieusement ; des agriculteurs canadiens peuvent s'intéresser aux communes en Chine, des hommes d'affaires au commerce avec la Chine, des ouvriers au système social et à la vie des ouvriers chinois, des médecins à l'acupuncture, des politiciens à la politique extérieure de la Chine – autant de bases différentes, mais convergentes d'amitié entre nos 2 peuples.

Être d'accord avec tout ce que disent les Chinois ou tout ce qu'ils font n'est pas un critère pour devenir membre de la Société. Nous encourageons la discussion des positions chinoises dans la société pour approfondir notre compréhension et notre amitié, mais nous ne forçons personne à être d'accord avec toutes les positions chinoises pour rester membre⁵¹.

Toutefois, la SCC ressent le besoin de baliser les pouvoirs de la fédération, et notamment d'affirmer « la non-ingérence dans les affaires internes du Canada sauf quand il est question de la Chine ». Plus concrètement,

Les partis politiques au Canada sont nombreux, et les opinions politiques sur la situation intérieure au Canada sont encore plus nombreuses. Or dans tous ces partis, et parmi tous les gens qui ont des idées différentes sur le Canada, il y a partout des amis (actuels et potentiels) de la Chine. Il faut regrouper tous ces amis de la Chine dans notre société, sur la base de cette amitié commune. Donc, si nous voulons rejoindre tous les amis de la Chine, il faut le faire sur la base de leur amitié pour la Chine, et non sur la base de leur opinion sur la politique canadienne. Si des gens n'admettent dans leur société que les gens qui partagent leurs vues sur la situation au Canada, alors cette société sera un groupe politique sectaire démontrant qu'il n'est pas intéressé à développer largement l'amitié⁵².

Le principe de non-ingérence doit être respecté, parce « qu'en prenant position sur des questions internes au Canada nous limitons automatiquement le nombre de gens qui puissent faire partie de la SCC, sans aider le travail d'amitié pour la Chine ». Il faut donc « expliquer la Chine socialiste », sans jamais chercher à « tirer des conclusions pour le Canada ».

Quand d'autres groupes invitent la Société à parler à leurs membres, la SCC doit maintenir son principe de non-ingérence. Nous devons donc clairement

⁵¹ « Les buts, principes et priorités du travail d'amitié. La Société Canada-Chine. Montréal, Québec. Octobre, 1977 », p. 3. Fonds CL.

⁵² *Ibid.*

expliquer ce qu'est la SCC au groupe en question avant l'activité et nous assurer que l'activité porte sur la Chine. [...] Par exemple, quand des amis de la Chine à la CSN ont invité la SCC à présenter le film « Les Bâisseurs » à leurs membres, nous l'avons fait sans nous ingérer dans les affaires internes de la CSN et sans discuter de la situation au Canada avec eux. [...] Par contre, une société d'amitié se doit de prendre position sur la politique canadienne, lorsque celle-ci touche directement la Chine⁵³.

Malgré ces précisions sur le travail d'amitié, le projet de fédération suscite une grande méfiance de la part de certains groupes, qui craignent qu'une organisation nationale ne tombe « dans les mains d'une des deux organisations politiques d'extrême-gauche, En Lutte ! et la Ligue communiste du Canada ». Cette position est affichée dans une lettre du sous-comité pour l'organisation pancanadienne de la CCFS de Saskatchewan (« une branche autonome de la CCFS ») à Robert Robson, datée du 3 novembre 1977 :

Our main concern, based on our observation of conditions in Regina, is that a national organization might play into the hands of one or the other of two ultra-left political organizations, In Struggle and the CCL. We note that the pressure for formal organization is coming from Montreal, where these two groups are based. And not having been born yesterday, we are skeptical about any assurances from these aggressive idealists that they will respect the non-partisan basis of the friendship societies. We regard the emphasis on 'country-wide publications' and a national media voice as particularly dangerous, since it might lead to the Societies being presented to the public with the same "left-wing communism" jargon, which appears in *The Forge* and *In Struggle*. These "infantile" disorders are already discrediting China and Marxism-Leninism enough without having them appear in Society publicity. Our meeting unanimously favoured improved communication among the Societies as an alternative to formal organization, and that position is not likely to change until the danger of the "left-wing communism" has disappeared. Our organization has currently emerged from a two-year battle with the CPC (ML)'s attempt to take us over, and we are highly resistant to any similar attempts⁵⁴.

⁵³ *Ibid.*, p. 4.

⁵⁴ Lettre de la CCFS de Saskatchewan à Robert Robson, le 3 novembre 1977. Dalhousie University Archives, Fonds CCFA (MS-11-2), boîte 3, dossier 7.

6.3. Les maoïstes et le travail d'amitié

Ces craintes ne sont pas totalement injustifiées. La Ligue, convaincue que « la situation est excellente⁵⁵ » en Chine, considère l'intervention dans le travail d'amitié comme une stratégie afin de défendre la révolution socialiste contre les attaques et les remises en question. Ainsi, lorsque la Ligue s'engage dans le travail d'amitié à Montréal, elle s'assigne les trois tâches suivantes : bâtir une organisation de masse large qui se présente dans tous les secteurs de la population ; vaincre le courant opportuniste qui a divisé et limité le travail d'amitié et enfin, bâtir une organisation pancanadienne d'amitié. La troisième tâche est identifiée comme « une des plus importantes », car une telle organisation permettrait « d'atteindre encore plus les buts que la Ligue s'est fixés dans son travail⁵⁶ », de « fournir les conditions pour bâtir un soutien fort, unifié et large pour la Chine socialiste à travers le Canada », de « transformer l'intérêt que les masses canadiennes ont pour la Chine en un courant organisé et uni d'amitié capable de mobiliser tous les facteurs de soutien de toutes les classes », et d'« expliquer ce qu'est le socialisme encore plus largement » en donnant « les moyens organisationnels de poursuivre l'éducation et la lutte de telle sorte qu'une vision juste de la Chine socialiste sera présentée à travers le pays et particulièrement à la classe ouvrière canadienne ».

Une telle organisation pourrait également donner l'occasion à la Ligue de « faire plus d'éducation sur les différences fondamentales entre la Chine socialiste et l'Union soviétique social-fasciste et social-impérialiste, entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme », de « rallier les éléments avancés à la Ligue », en mettant la Ligue en contact avec les amis de la Chine du pays « qui peuvent ne pas connaître la Ligue ou qui seront intéressés à la Ligue après avoir connu la Chine socialiste ». Enfin, une

⁵⁵ Cette remarque provient d'un rapport de voyage de trois semaines en Chine en 1977, rédigé par un membre d'une délégation de la Ligue.

⁵⁶ « Texte interne. En avant pour la création d'une association pancanadienne d'amitié Canada-Chine ! », août 1978, p. 1. Fonds 47 P, série 11, dossier 2.

organisation pancanadienne contribuerait, selon la Ligue, à « bâtir l'unité de la classe ouvrière des deux nations (et des minorités nationales) autour du désir commun d'amitié avec la Chine », et à « transformer les associations d'amitié en véritables organisations de masse qui rejoignent en premier la classe ouvrière et ses alliés ». Plusieurs autres documents provenant du fonds d'archives de la Ligue, qui deviendra officiellement le Parti communiste ouvrier (PCO) le 1^{er} mai 1979, montrent que l'unification des groupes d'amitié à travers le Canada constitue une des tâches prioritaires de la Ligue depuis 1977.

Tel que nous l'avons vu, le mouvement en faveur d'une organisation nationale repose essentiellement sur les épaules de la SCC. Il nous semble évident que cette conviction en faveur de la fédération résulte d'une infiltration des maoïstes, surtout de la Ligue dans la direction de la SCC. Plusieurs sources montrent que les éléments politiques cherchent à prendre le contrôle de la direction des groupes d'amitié avec la Chine, et que les maoïstes ont une influence non négligeable au sein de la SCC de Montréal et ailleurs au Canada. Des écrits de Robert Robson, président de la SCC depuis 1976 et de Denise Lévesque, présidente de la SCC de Rouyn-Noranda⁵⁷ depuis 1978, viennent confirmer cette approche. En 1980, Robson et Lévesque décident de quitter le travail d'amitié. Le premier explique, dans sa lettre de démission que cette décision « n'a pas été prise hâtivement ». Quant à Lévesque, elle écrit à Georges Joly, membre actif de la SCC pour expliquer pourquoi elle se sent obligée de quitter le poste de présidence. Ces deux lettres fournissent des informations sur le fait que « la ligne ou l'orientation développée et pratiquée par le PCO [...] a abouti à des conséquences négatives concernant la SCC dans son entité, et concernant certains membres de la SCC qui ne sont plus actifs⁵⁸ ».

⁵⁷ Denise Lévesque est élue présidente de la SCC de Rouyn-Noranda en septembre 1978. Lettre de Denise Lévesque à tous les groupes d'amitié du Canada, 7 octobre 1978. Archives de l'Université Dalhousie, Fonds CCFA (MS-11-2), boîte 3, dossier 8.

⁵⁸ Lettre de démission de Robert Robson, 28 février 1980. Université de Montréal, Fonds Centre d'études de l'Asie de l'Est (E131), dossier « Denise Lévesque ».

La conférence de Montréal des associations d'amitié Canada-Chine se tient les 11, 12 et 13 novembre 1977. Parmi les enjeux les plus importants abordés, la SCC de Toronto propose de nuancer la formulation originale suggérée par la SCC de Montréal, soit « l'appui au peuple chinois face à des attaques de tous genres », en un « appui au peuple chinois face aux attaques ou critiques injustifiables⁵⁹ ». On est alors d'avis qu'il est « impossible de répondre à toutes les attaques ». Cette question est directement liée à la délicate question de la non-ingérence dans les affaires internes tant du Canada que de la Chine. En témoigne le débat qui a lieu sur le discours public de Robert Robson à l'occasion de la célébration du vingt-huitième anniversaire de la RPC. Robson a présenté l'écrasement de la Bande des Quatre comme une réalisation très significative pour le peuple chinois et qui est « welcomed by thousands of Canadians⁶⁰ ». La CCFA d'Halifax considère qu'une telle position représente une tentative d'ingérence dans les affaires internes chinoises. Pour la présidente d'Halifax, les propos du président de la SCC « ne sont pas seulement inappropriés mais aussi faux parce que 'des milliers de Canadiens' ne connaissaient même aucune bande de quelque nature que ce soit, encore moins se 'réjouissaient-ils' de l'écrasement de la Bande [des Quatre] ».

On s'entend tout de même pour mettre en avant, dans les présentations publiques des sociétés d'amitié, l'explication officielle du gouvernement chinois pour tout événement relatif à la Chine. Étant donné la complexité de la situation en Chine, les groupes d'amitié doivent toujours situer les événements courants dans leur perspective historique et les présenter de façon dialectique. Pour les délégués, mettre en avant l'explication officielle du gouvernement chinois des événements en Chine ne doit toutefois pas entrer en contradiction avec l'encouragement d'une discussion large et vive.

Une grande partie de la conférence porte sur l'influence des marxistes-léninistes dans les organisations d'amitié. La CCFA d'Halifax évoque notamment ses expériences

⁵⁹ « Résumé de la Conférence des organisations... », p. 3.

⁶⁰ Lettre de Ruth Gamberg à Paul Lin, 30 mai 1978, p. 2. Lin Papers, boîte 7B.

antérieures avec le PCC (ml). Les délégués présents sont tous d'accord pour dire que ce dernier doit être exclu du travail d'amitié. La CCFA avance ainsi l'idée qu'un groupe d'amitié ne doit pas avoir des membres de « groupes sectaires⁶¹ », ni avoir comme priorité de s'adresser aux travailleurs. Un groupe d'amitié ne doit donc pas servir à d'autres fins qu'au développement de l'amitié entre les peuples. Cependant, cette position de la CCFA n'est pas partagée par tous les délégués, puisque la plupart s'entendent pour dire qu'un groupe d'amitié doit rester ouvert à tous ceux qui montrent un intérêt pour la Chine, quelle que soit la nature de cet intérêt. Les délégués concluent un accord général, à savoir que « les groupes d'amitié ne devraient pas avoir des règlements excluant a priori ceux qui voudraient s'impliquer ». Quand les problèmes surgiront, les groupes devront les discuter ouvertement et directement « sur les bases mêmes des principes du travail d'amitié ».

Et des problèmes ont surgi rapidement... Les événements qui se déroulent alors en Chine projettent celle-ci dans l'actualité, suscitant de la curiosité chez des personnes préoccupées par les affaires internationales. Le 28 novembre 1977, une conférence de la maoïste Han Suyin, attire environ mille personnes à l'Université de Montréal. La sinologue belge affirme notamment que la Chine, sous la direction de son nouveau président Hua Guofeng, suit plus que jamais la voie tracée par le président Mao⁶². Mais c'est une autre conférence qui oblige à réfléchir à ce qu'est le travail d'amitié. Le 28 février 1978, Evelyne Tschirhart prononce une conférence sur la condition des femmes chinoises à l'Université de Montréal⁶³. Après avoir travaillé deux ans comme experts étrangers aux Éditions de Pékin et à l'Institut des Langues étrangères n°2 de Pékin⁶⁴, Tschirhart, Claudie et Jacques Broyelle livrent, dans *Deuxième retour de Chine*, leur

⁶¹ Cette idée est développée davantage dans un document intitulé « Aims, Principles, and Priorities of Friendship Work », produit par la CCFA d'Halifax. Archives de l'Université Dalhousie, Fonds CCFA (MS-11-2), boîte 1, dossier 3.

⁶² *Les Nouvelles*, janvier-février 1978, p. 5.

⁶³ *Le Devoir*, 28 février 1978, p. 3.

⁶⁴ Fondé en 1964 sous les auspices du premier ministre Zhou Enlai, l'Institut des Langues étrangères n°2 de Pékin a comme vocation de former des spécialistes en diplomatie, tourisme et commerce extérieur au bénéfice du développement social et économique du pays.

désenchantement. Cet ouvrage est « une des remises en question les plus salutaires des images pieuses distillées par une certaine gauche sur 'l'exemple chinois' ⁶⁵ », commente Gilbert Grand, journaliste *du Devoir*.

Tschirhart, « l'ancienne intellectuelle prochinoise », explique que son engouement pour la Chine est né « à la faveur de la Révolution culturelle ». « On se disait : voilà enfin un pays où le Parti est mis à bas par les masses ; c'est la grande démocratie. On a vraiment marché à fond là-dedans », se rappelle-t-elle. Il y avait pourtant « des petites choses » qui déplaisaient aux prochinois français, comme le culte de la personnalité de Mao. Mais « les illusions tombent assez tôt pour diverses raisons qui s'accroissent progressivement », poursuit Tschirhart⁶⁶. Elle affirme que la façon dont a été menée la campagne contre la Bande des Quatre est révélatrice : « Il n'y a pas réellement un débat politique sur cette question, comme il n'y en a pas eu pour l'affaire Lin Piao. C'est un tissu d'inepties rocambolesques. » Selon elle, la direction chinoise a rejeté sur la Bande des Quatre « la responsabilité de tout ce qui ne va pas dans le pays ». Pour répondre à la question sur la réception du livre par ses anciens amis maoïstes français, Tschirhart donne des explications très détaillées :

Certains acceptaient d'entendre nos critiques entre quatre-z-yeux, comme on dit. Ils avançaient toujours la même explication : bien sûr il y a des imperfections, des choses qui ne marchent pas. On n'a jamais dit que le socialisme y était parfait ; Mao lui-même ne le pense pas puisqu'il dit que la lutte des classes continue. Alors, ce qui se passe résulte de la lutte entre les deux lignes. Et tout ce qui est mauvais est bien sûr à mettre sur le compte de la ligne de droite. Comme ça on s'en tirait bien. Les plus honnêtes, car il y en avait qui étaient ébranlés un peu par ce qu'on leur rapportait, disaient eux : oui, d'accord, ça c'est entre nous, on peut le dire, mais il ne faut surtout pas le diffuser parce que vous ferez le jeu de la droite. [...] Mais ces gens militent aux Amitiés franco-chinoises, y écrivent des articles encenseurs sur la Chine, mettant le paquet sur la ligne de droite ; toujours ce même manichéisme ; tout ce qui est bien c'est la gauche, tout ce qui est mal c'est la droite.

⁶⁵ Gilbert Grand, « Entretien avec Evelyne Tschirhart. 'La Bande des Quatre, c'est la bande des cinq, c'est Mao...' », *Le Devoir*, 2 mars 1978, p. 1

⁶⁶ *Ibid.*, p. 14.

Les marxistes-léninistes, eux, n'ont pas lu le livre. Ils le critiquent, mais ils ne l'ont pas lu, et au Québec c'est pareil d'après ce qu'on m'a dit. Les mêmes schémas qui ont permis de condamner les témoignages de Ciliga ou Gide sur l'URSS se répètent maintenant pour la Chine⁶⁷.

Les interventions Tschirhart à Montréal ont une grande résonance au sein de la SCC qui affirme que « les médias ont fait beaucoup de bruit autour d'elle : une entrevue dans *Le Devoir*, une autre à la radio, deux présences à la télévision francophone, et une invitation à donner une conférence sur 'les femmes en Chine' à l'Université de Montréal⁶⁸ ». Sur le lieu de la conférence, la SCC distribue d'ailleurs un dépliant dénonçant les mensonges de la conférencière. Un de ses membres s'en prend, en pleine conférence, à une « injustice énorme » commise par Tschirhart. Un autre la critique en évoquant son expérience dans une commune visitée lors de son séjour en Chine : la critique de Confucius et des vieilles idées féodales y a permis de faire reconnaître les droits des femmes, un mouvement « couronné de succès ». On sème le doute sur l'authenticité du témoignage de la conférencière : « Si le Parti s'arrange pour que tous les étrangers en Chine soient trompés et ne puissent voir qu'un seul côté des choses, comment se fait-il que vous seule, ayez eu la 'chance' d'avoir pu voir la 'vérité' ? » Pour la SCC, ces actions lors de la conférence de Tschirhart constituent « un événement essentiel du développement de l'amitié et de la compréhension entre les Canadiens et les Chinois ». « Nous n'avons pas été surpris, se félicite la SCC, lorsque les quelques centaines de personnes présentes ont chaudement applaudi les interventions des membres de la Société Canada-Chine et n'ont pas applaudi après que le discours de Tschirhart ait attaqué les réalisations du peuple chinois.⁶⁹ » Les interventions de ces deux membres de la SCC, face aux « attaques » provenant de Tschirhart, constituent une autre preuve éloquente de la présence active des maoïstes dans la SCC.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Barbara Aberman, « Evelyne Tschirhart : Informer ou déformer ? », *Amitié Canada-Chine. Revue de la Société Canada-Chine (Région Québec)*, vol. 1, n° 1, p. 3.

⁶⁹ *Ibid.*

Avant la conférence à Montréal, la Ligue s'est donnée pour mandat de « gagner le soutien de la majorité des délégués et isoler et détruire l'influence des opportunistes et des anti-communistes qui contrôlent les sociétés à Halifax, Edmonton, Saskatoon et peut-être Winnipeg ; lutter contre l'opportunisme et le localisme à Vancouver⁷⁰ ». Après la conférence, un rapport interne produit par le comité anti-impérialiste de la Ligue, met en relief leurs efforts pour isoler les « opportunistes »⁷¹. De plus, la Ligue affirme la nécessité de faire en sorte que « toute référence au 'sectarisme' ou aux 'groupes politiques' » soient éliminées des buts et principes. Puis, ils déplorent de ne pas avoir pu clarifier davantage « la base politique des deux lignes dans le travail d'amitié⁷² » :

Il faut voir clairement que notre travail dans les associations est du travail communiste dans une organisation de masse (si nous le faisons bien) ET NON PAS (sic), comme certains camarades le disaient, « du travail de front uni qui vient après les autres tâches communistes ». [...] Dans le contexte des attaques et distorsions montantes de la réalité socialiste en Chine, il est essentiel que nous aidions à bâtir des associations d'amitié qui aident à bâtir l'appui à la Chine et qui font une éducation large sur la supériorité du socialisme en Chine. Cela veut dire gagner l'appui des masses dans la lutte contre les forces opportunistes et transformer les associations en vraies organisations de masse. L'axe de tout ce travail sera la prise en main de notre travail d'indépendant, notre travail d'éducation, ainsi qu'une application de la ligne de masse⁷³.

Pour mieux comprendre « les vraies raisons du désaccord », le comité anti-impérialiste explique que « ceux qui s'opposent au pan-can [au projet de la fondation d'une organisation d'amitié pancanadienne] sont ceux qui n'appuient pas la Chine sous la direction de Hua Guo-feng (sic) et qui pensent toujours que la Bande des Quatre était

⁷⁰ « Texte interne. En avant pour la création d'une association pancanadienne d'amitié Canada-Chine ! », août 1978, p. 2.

⁷¹ « Rapport interne : le développement de l'organisation pancanadienne d'amitié Canada-Chine », non daté, p. 1. UQÀM, Fonds Parti communiste ouvrier (47 P), série 12, dossier 1.

⁷² Document non intitulé, non daté, rédigé par le comité anti-impérialiste de la Ligue. UQÀM, Fonds Parti communiste ouvrier (47 P), série 12, dossier 1.

⁷³ *Ibid.* La Ligue entend par « le travail indépendant » les initiatives de prendre des contacts directs et individuels avec les non-membres, avec « des thèmes d'agitation et des buts clairs pour chacun », en faisant une éducation sur la Chine socialiste et le rôle de la Ligue dans le travail d'amitié avec la Chine. « Rapport interne : le développement de l'organisation... », *op. cit.*, p. 5.

révolutionnaire et que la présente direction est révisionniste⁷⁴ ». Ainsi, plusieurs amis de la Chine ayant remis en question la politique étrangère chinoise⁷⁵ sont-ils des éléments à éliminer du travail d'amitié. Évidemment, le conflit à ce sujet avec le groupe En Lutte! préoccupe les esprits :

Ceci a aussi été confirmé pendant la conférence où les opportunistes chuchotaient des messages et parlaient aux délégués le soir du « sectarisme de la Ligue », etc. Il y a même eu des gens d'En Lutte! qui sont venus identifier les sympathisants de l'Ontario pour les délégués de Vancouver. Ils [faisaient] planer la peur d'une organisation centralisée contrôlée par la Ligue⁷⁶.

Somme toute, toute personne s'opposant à la « ligne » imposée par la Ligue est qualifiée par celle-ci d'opportuniste et d'anticommuniste. La préoccupation des maoïstes semble consister à mener un combat idéologique pour éliminer les « dissidents » au sein de la SCC et prendre le contrôle de la direction du groupe, plutôt que d'augmenter davantage le nombre d'amis de la Chine en effectuant le recrutement sur une base élargie. Inévitablement, l'infiltration des membres de la Ligue dans la direction de la SCC suscite des critiques et des controverses.

6.4. La crise des amitiés

En décembre 1977, la SCC envoie un procès-verbal de la conférence de Montréal à tous les groupes d'amitié participants⁷⁷. Ce document suscite une réaction forte de la part de la CCFA d'Halifax qui n'est pas d'accord sur plusieurs aspects présentés dans le procès-verbal. Les deux groupes poursuivront, pendant plusieurs mois, des échanges

⁷⁴ « Rapport interne : le développement de l'organisation... », *op. cit.*, p. 4.

⁷⁵ La Ligue donne comme exemple Bill Small, membre du groupe d'amitié de Toronto. Il estime la politique étrangère chinoise difficile à comprendre.

⁷⁶ « Rapport interne... », *op. cit.*, p. 4.

⁷⁷ « Résumé de la Conférence des organisations d'amitié Canada-Chine (tenue à Montréal, le 11, 12 et 13 novembre, 1977 », Fonds CL ; la version anglaise porte comme titre « Minutes of the November conference prepared by Montreal CCS (circulated December 10, 1977) », Lin Papers.

sur le principe de « non-ingérence » et la nécessité de « présenter l'explication chinoise de la Chine » – une formulation proposée par la SCC. La CCFA s'oppose notamment à ce que les groupes d'amitié soient « obligés de prendre les visions officielles des événements en Chine comme étant les leurs ». Le travail d'amitié doit consister, selon la CCFA, à fournir plus d'informations sur la Chine pour que les personnes intéressées et issues de différents milieux de la société puissent se forger leurs propres opinions par rapport aux événements chinois⁷⁸. Pour la même raison, la CCFA réfute l'idée selon laquelle les groupes d'amitié doivent arriver à un consensus sur les interprétations des événements chinois⁷⁹. Enfin, la CCFA réaffirme son opposition à l'égard du projet d'organisation nationale de la SCC.

La SCC et la CCFA d'Halifax ne partagent pas la même opinion sur la question du rapport d'un groupe d'amitié avec les partis ou groupes « m-l ». Les conflits entre le PCC (ml) et la CCFA d'Halifax poussent cette dernière à adopter une attitude vigilante et même hostile à l'égard des membres « m-l », mettant en cause leur implication dans le travail d'amitié. Cette expérience explique pourquoi la CCFA d'Halifax s'interroge sur le rôle joué par des membres de la Ligue au sein de la direction de la SCC de Montréal, dans sa prise de décision concernant la création d'une organisation d'amitié pancanadienne. Dans une lettre du 30 mai 1978, Ruth Gamberg, une des membres fondateurs de la CCFA d'Halifax, interroge Paul Lin sur la réelle raison pour laquelle la SCC insiste pour un consensus sur l'appréhension des événements chinois. Il insiste sur le fait que la CCFA d'Halifax et plusieurs autres groupes d'amitié considèrent le travail d'amitié comme l'ensemble des initiatives entreprises pour promouvoir une

⁷⁸ Lettre de Jacques Desrosiers à Robert Robson, le 15 février 1978, p. 1. Fonds MS-11-2, boîte 3, dossier 8. Le 9 mars 1978, la CCFA d'Halifax a envoyé à d'autres groupes d'amitié un document déclarant sa « compréhension des buts, principes et priorités appropriés du travail d'amitié » [CCFA Halifax, « Aims, Principles, and Priorities of Friendship Work ». Fonds MS-11-2, boîte 1, dossier 3].

⁷⁹ Dans la conférence à Montréal, on conclut « qu'il est important que les interprétations divergentes soient débattues et discutées amplement afin d'arriver à un consensus dans toutes les situations données ». « Résumé de la Conférence des organisations d'amitié Canada-Chine (tenue à Montréal le 11, 12 et 13 novembre, 1977 », p. 3. Fonds CL.

meilleure compréhension de la Chine populaire. Selon Gamberg, la divergence d'opinions entre ces groupes et la SCC est provoquée par le fait que :

[...] the Montreal CCS – or those who now control it – seem incapable of separating proper friendship work from their particular “political” allegiance to CCL, so much so that, in their hands, the former becomes a mere instrument of the latter. (In this context, it might be useful to ascertain the story I’ve heard several times to the effect that between 200 and 300 people dropped out of the Montreal CCS when the CCLers [membres de la Ligue] took over the leadership⁸⁰.

La lettre de démission de Robert Robson vient confirmer la remarque de Ruth Gamberg concernant la diminution du nombre de membres de la SCC : « Je pense que la SCC passe une rude période concernant son développement, particulièrement du côté de la diminution effarante du nombre de membres et également la baisse considérable de membres actifs et de comités actifs.⁸¹ » En effet, au sein de la SCC, il y a des membres qui ne sont pas entièrement d'accord sur certains points avancés par le groupe, dont la nécessité d'une organisation nationale.

Il est révélateur de constater que ces désaccords n'ont jamais été évoqués, avant février 1980, dans les documents (procès-verbaux, rapports, communiqués, revues) produits par la SCC. On lit souvent, dans ces derniers, que les membres sont d'accord « à l'unanimité », qu'il s'agisse du projet de fédération ou des propositions concernant les buts, principes et les priorités du travail d'amitié. Toutefois, les objections existent bel et bien au sein du groupe. Paul Brennan, succédant à Robson à la présidence de la SCC, évoque dans une réunion tenue le 17 février 1980, une « crainte » qu'éprouvent à la fois plusieurs groupes d'amitié d'autres régions du Canada et certains membres de la SCC, à savoir qu'une organisation nationale serait « contrôlée et utilisée par les sympathisants de la Ligue communiste qui étaient membres actifs⁸² ». Il affirme :

⁸⁰ Lettre de Ruth Gamberg à Paul Lin, 30 mai 1978, *op. cit.*, p. 5.

⁸¹ Lettre de démission de Robert Robson, *op. cit.* Université de Montréal, Fonds E131, dossier « Denise Lévesque ».

⁸² Paul Brennan, « Réunion de préparation pour la conférence des associations d'amitié à Ottawa les 1 et 2 mars », 17 février 1980, p. 2. Fonds CL

L'appui pour le pan-can n'est pas assez fort ou varié. Beaucoup ont encore des hésitations et des peurs. L'appui vient seulement des membres du Parti communiste ouvrier. Il faut donc remettre la conférence et la fondation à plus tard quand le problème du PCO sera réglé et quand nous serons sûrs, avant la conférence, que tout le monde veut le former. Autrement la fédération sera une structure faible qui pourrait se désintégrer et causer plus de dommages que de bien⁸³.

Cette confirmation, qui semble assez tardive, montre que depuis le début des discussions sur la fédération, tous les membres de la SCC ne partagent pas la même opinion que la Ligue. Cette dernière, en appliquant le centralisme démocratique, un des deux principes d'organisation d'un vrai parti révolutionnaire (le chapitre III), tente de suivre la ligne « juste », considérant tous ce qui s'opposent à celle-ci comme étant des opportunistes ou révisionnistes. Pour prouver la justesse de sa ligne et de son rôle de direction dans le travail d'amitié, la Ligue a besoin d'appui de la part de la Chine.

C'est dans ce contexte qu'une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger⁸⁴ visite le Québec en mai 1978⁸⁵. Les représentants de la SCC s'entretiennent avec les délégués chinois sur la façon de mener à bien le travail d'amitié et aussi sur la question de fédération. Dans les archives de la SCC, nous n'avons pas trouvé de document relatif à cette délégation chinoise. Cela s'explique par le fait que les représentants chinois demandent aux représentants de la SCC de ne pas reproduire leurs discussions sous forme d'un texte officiel en vue de soutenir la position de la SCC auprès d'autres groupes d'amitié du Canada. Toutefois, dans le fonds d'archives du PCO, se trouve un rapport interne qui révèle les points principaux qui sont abordés dans les discussions avec les délégués chinois. Ces derniers félicitent d'abord la SCC pour

⁸³ *Ibid.*, p. 3.

⁸⁴ Créée en mai 1954, l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger se propose de promouvoir la compréhension mutuelle et l'amitié du peuple chinois avec tous les peuples du monde. Elle noue des liens avec les organisations populaires et les personnalités étrangères amies de la Chine, se charge d'échanges entre la Chine et les pays étrangers, et joue le rôle de trait d'union dans le développement des relations amicales entre le peuple chinois et ceux des autres pays. Elle a des filiales dans chaque province et région autonome du pays.

⁸⁵ « Summary of the discussions with comrades from the Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries in May 1978, during the visit of the delegation of active members from the Canada-China Society (Québec) ». UQÀM, Fonds PCO (47 P), 11/2.

son développement et sa compréhension profonde du travail d'amitié avec la Chine. Ensuite, ils déclarent que tous les groupes d'amitié doivent être égaux et qu'il ne doit pas y avoir de chauvinisme ni de paternalisme dans leurs échanges. Puis, les délégués soulignent que le renforcement de l'amitié entre les peuples chinois et canadien « contribuera au front uni contre les deux superpuissances ».

Ainsi, par rapport à la question de fédération, les délégués affirment qu'il est très utile pour le travail d'amitié d'avoir une organisation nationale, et que celle-ci pourra aider les amis canadiens dans leurs échanges d'expériences et de matériaux, l'unification des points de vue et l'organisation de voyages. Une telle organisation permettra également aux Chinois de mieux gérer la communication avec les amis de la Chine du Canada. Les délégués signalent qu'il est difficile d'avoir affaire à vingt-cinq groupes différents à travers le pays, affirmant que la Suisse et le Canada sont les deux seuls pays qui ne possèdent pas d'organisation nationale⁸⁶. Quant au rôle des Canadiens d'origine chinoise dans le travail d'amitié, les délégués soutiennent que l'implication des Sino-Canadiens dans un groupe d'amitié devrait être encouragée car ils peuvent servir de pont entre les deux cultures, pays et peuples. Cependant, ils ne doivent pas constituer la majorité des membres parce qu'il faut distinguer un groupe d'amitié d'un groupe de Sino-Canadiens qui luttent pour défendre les droits des Chinois au Canada, leurs buts n'étant pas les mêmes, ajoutent les représentants chinois.

Mais les délégués présentent également leur point de vue sur les débats qui déchirent les associations d'amitié canadiennes. Ils reconnaissent la contribution des m-l au travail d'amitié, soulignant qu'ils ont joué un rôle important dans plusieurs associations d'amitié à travers le monde. Néanmoins, « in some cases we have seen leftist errors

⁸⁶ En effet, jusqu'à décembre 1978, il existe au Canada vingt-cinq associations/société d'amitié avec la Chine, qui comptent plus de 2 500 membres. « C'est le temps de l'unité ! Éditorial », *Amitié Canada-Chine. Revue de la Société Canada-Chine (Région Québec)*, vol. 1, n° 3, septembre-octobre 1978, p. 1. Ce numéro est conservé au Service des archives et de gestion des documents de l'UQÀM. Collection de publications de groupes de gauche et de groupes populaires (21P), 900 : 04/160, Société Canada-Chine, 1978.

(sic) in friendship work, which reduced the number of members and sabotaged the united front on which friendship work is based. »

In certain cases, they even insisted on agreement with marxism-leninism and the dictatorship of the proletariat as conditions of membership and in these cases, the associations became small leftist groups and were no longer friendship associations, having lost the majority of their members. It is essential therefore to maintain the basis of unity and of membership at the level of a friendship association and not raise it to a marxist-leninist level. It is much better to have more and more members from all backgrounds, than to have a small group of already politicised members. A friendship society should be a broadly-based mass organization friendly to China. It should include, and therefore should be active recruitment of people from lower, middle and upper sectors of society, as well as people from the left, the middle and the right. Often it is difficult to understand why it is necessary to include people from the right and from the upper echelons. These people are the leading government or business groups and their influence will allow for greater development in other sectors. You must know how to work with these sectors, and particularly develop a good work style with them⁸⁷.

Concernant le soutien à apporter à la Chine face à des attaques, les délégués chinois semblent désapprouver la position de la SCC. Ils affirment d'abord qu'il est bien de soutenir la Chine face à des distorsions ou des attaques, et que les Chinois remercient ceux qui le font. Toutefois, poursuivent les délégués, lorsqu'un groupe d'amitié prend position sur des événements chinois, il ne doit pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine. À propos du principe « présenter l'explication chinoise » qui, tel que montré plus haut, suscite des critiques de la part de la CCFA d'Halifax, les représentants chinois semblent soutenir la position de cette dernière, à savoir qu'il n'est pas nécessaire qu'un groupe d'amitié assume la responsabilité de faire connaître ou défendre le point de vue chinois auprès du peuple canadien. Il serait préférable, affirment les délégués, que les amis canadiens de la Chine puissent faire leurs propres

⁸⁷ « Summary of the discussions with comrades from the Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries in May 1978, during the visit of the delegation of active members from the Canada-China Society (Québec) ». UQÀM, Fonds PCO (47 P), 11/2.

analyses et recherches par le biais des voyages, lectures et discussions, afin de présenter la Chine telle qu'ils la voient, avec ses succès mais aussi ses faiblesses.

Ce faisant, les points soulevés par les délégués chinois démontrent un changement de politique à l'égard des associations d'amitié avec la Chine à travers le monde. Durant la période 1949-1976, selon Cagdas Ungor,

In the capitalist countries, where China was officially represented, bilateral friendship associations were sometimes used to avoid direct contact with official circles. In such cases, the role of the PRC embassies would be limited to supplying the bilateral friendship associations with the necessary propaganda materials and encouraging their work in that particular country. In return, bilateral friendship associations organized lectures, meetings, film screenings, delegation visits, and other sorts of bilateral contact. Some of these associations, not surprisingly, were led by members of a local community party. Indeed, regardless of their organic links to bilateral organizations, some local communist parties functioned as voluntary propaganda outlets for the Chinese regime⁸⁸.

Bien que la SCC ait été fondée par des universitaires anglophones sur une base non-politique, elle fonctionne, entre 1973 et 1976, comme « voluntary propaganda outlets » au profit du régime chinois comme l'a affirmé Cagdas Ungor dans son étude sur le système de propagande chinoise entre 1949 et 1976.

Avec les changements de la politique extérieure chinoise depuis 1976, la Chine adopte une nouvelle politique à l'égard des groupes d'amitié. Les trois années suivant la mort de Mao témoignent d'un retour de la Chine dans la communauté internationale qui, marqué par une ouverture commerciale et financière accélérée, lui permet de renforcer ses liens avec les pays occidentaux. L'effondrement du maoïsme radical au sein du PCC contribue aux changements dans la diplomatie chinoise. En 1979, Gilbert Padoul, un des *China Watchers* français les plus connus de l'époque, effectue une analyse sur

⁸⁸ Cagdas Ungor, « Reaching the Distant Comrade: Chinese Communist Propaganda Abroad (1949-1976) », thèse de doctorat (histoire), State University of New York at Binghamton, 2009, p. 238.

la nouvelle diplomatie chinoise. Celle-ci, affirme-t-il, témoigne d'une « disparition progressive des interférences 'de gauche' » :

[...] la défense est modernisée ; les échanges commerciaux progressent très rapidement, 30% entre 1977 et 1978, et la Chine fait aujourd'hui franchement appel aux capitaux étrangers ; on assiste enfin à un véritable développement des échanges culturels. [...] Cette ouverture a, on l'a vu, des fondements stratégiques et des prolongements politiques : le Tiers Monde paraît bien négligé, le « second monde » développé est couvert d'égards et l'on éprouve quelque peine à croire que les États-Unis participent vraiment, pour Pékin, du même « premier monde » des superpuissances hégémoniques que l'Union Soviétique⁸⁹.

Le retour de la Chine sur la scène internationale nécessite une nouvelle politique à l'égard des associations d'amitié. Désormais, le travail d'amitié doit concerner toutes les couches sociales, et donc s'adresser à tous les milieux de la population.

En dépit de l'opposition des CCFA's d'Halifax et de Vancouver au projet de fédération, seize groupes votent *oui* au sondage de novembre 1978 sur la création d'un comité de coordination en vue de la création d'une organisation pancanadienne. Il est approuvé que le comité se compose de représentants des cinq régions suivantes : la Colombie-Britannique, des Prairies, de l'Ontario, du Québec et de l'Atlantique⁹⁰. Les délégués concluent par le fait même un accord sur les buts et principes du travail d'amitié. Trois buts sont acceptés par tous les groupes participant à la rencontre. Ils sont présentés comme suit :

Construire une amitié active et durable ainsi que développer une compréhension mutuelle entre les peuples canadiens et chinois ;
 Promouvoir la compréhension de la société chinoise ;
 Promouvoir les échanges sino-canadiens dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science et du sport.

⁸⁹ Gilbert Padoul, « La politique extérieure chinoise après Mao Zedong », *Politique étrangère*, 1979, vol. 44, n° 2, p. 231.

⁹⁰ « Rapport interne : le développement de l'organisation pancanadienne d'amitié Canada-Chine », non daté, p. 2. UQÀM, Fonds PCO (47 P), 11/2.

Il n'y a donc aucune mention du rôle que doit jouer un groupe d'amitié face aux « attaques » contre la Chine. Les débats suscités par la proposition de la SCC selon laquelle un groupe d'amitié doit inclure dans ses buts la défense de la Chine contre les « distorsions » et « mensonges », ne semblent pas avoir abouti à un accord général. Quant aux principes, tous les délégués s'entendent sur le principe que toute personne puisse devenir membre, « quelles que soient ses convictions politiques et religieuses, ou son origine raciale, ethnique et sociale ». Aucune référence n'est faite aux « groupes sectaires ». Un autre principe est approuvé, selon lequel un groupe d'amitié n'organise que des activités culturelles visant à « susciter l'intérêt et l'amitié envers le peuple chinois et à recruter des nouveaux membres dans tous les secteurs de la population ». Il n'y a donc pas une couche populaire spécifique à viser en particulier. Enfin, on s'entend également sur l'idée qu'un groupe d'amitié, « ne prend pas position sur les questions politiques ou sociales internes du Canada et ne permet pas que ses activités servent de plate-forme à de telles positions, sauf lorsque sont directement mises en cause les relations amicales entre les peuples canadien et chinois ».

En janvier 1979, le comité de coordination demande d'uniformiser les appellations. Tous les groupes d'amitié du Canada doivent désormais utiliser le nom « Association des amitiés canado-chinoises de [...] », suivi par le nom de la ville ou de la région. Le comité d'administration de la SCC de Montréal décide donc d'utiliser de façon formelle l'appellation d'Association des amitiés canado-chinoises de Montréal, tout en continuant d'utiliser le nom Société Canada-Chine de Montréal de façon informelle.

À cause de l'infiltration de la Ligue, la SCC connaît une grande chute du nombre de membres. En plus, plusieurs amis de longue date décident de quitter la Société, dont Denise Lévesque et Robert Robson. Ce dernier affirme que la cause principale qui a amené de sérieux problèmes est l'orientation développée par la SCC pendant la période 1977-1980. La responsabilité principale pour le développement et la pratique de cette orientation, dont l'approche est trop étroite et le contenu trop politique, d'après Robson, « réside dans les membres de la SCC qui sont associés au PCO ». Il souligne : « Dans

l'ensemble, ces membres ont travaillé de façon dévouée et sympathique dans le but de réaliser les buts qu'ils jugeaient les plus importants et les plus pertinents pour la SCC. » Toutefois, la ligne développée et pratiquée par le PCO, poursuit-il, a abouti à des conséquences négatives dans le développement de la SCC. Le style de travail de certains membres du PCO, dont un nombre important d'anciens membres ont souffert, poussent ces derniers à quitter l'association. En plus, les membres du PCO sont, d'après Robson, « fondamentalement indisposés⁹¹ » pour discuter des problèmes de façon ouverte et franche. Cette attitude, « inacceptable » aux yeux de Robson, est aussi beaucoup critiquée par Denise Lévesque, qui éprouve « de sérieuses réticences » quant au fonctionnement du PCO. La participation, à titre individuel, de sympathisants ou membres du PCO au travail d'amitié ne pose pas de problème, explique-t-elle. Elle s'oppose toutefois à leur participation en tant que « groupe organisé » à l'intérieur des associations d'amitié, lesquelles devraient être « indépendantes et autonomes ». Elle souligne :

Ce groupe organisé, à travers ses membres ouverts et ses membres clandestins, exerce, à mon sens, une véritable domination sur les associations d'amitiés en voulant supposément leur donner une « direction politique ». Pour ma part, je considère qu'un tel contrôle est non seulement très dommageable pour le mouvement d'amitié en général, mais qu'il va en plus à l'encontre des principes qui doivent guider les associations d'amitiés. Depuis longtemps et particulièrement depuis mon arrivée à Montréal, en été 1979, je suis saisie par l'emprise du PCO sur la Société Canada-Chine de Montréal : contrôle du Pavillon de la Chine à Terre des Hommes, contrôle du travail de préparation en vue de former une fédération canadienne, contrôle de l'orientation de la Société Canada-Chine... Je pense donc que les individus liés au PCO sont les premiers responsables de la dégradation qui se poursuit depuis plus d'un an à l'intérieur de la Société à Montréal⁹².

⁹¹ Lettre de démission de Robert Robson, *op.cit.* Université de Montréal, Fonds E131, dossier « Denise Lévesque ».

⁹² Lettre de Denise Lévesque à Georges Joly, 4 avril 1980. Fonds E131, dossier « Denise Lévesque ». Les 12 et 13 mai 1979, le Congrès de fondation des associations d'amitié canado-chinoises du Québec a lieu à Montréal. Les dix comités régionaux se regroupent à l'intérieur d'une fédération provinciale. Celle-ci dispose d'un conseil d'administration qui se compose d'un représentant de chaque comité régional. Denise Lévesque est nommée présidente de la Fédération. « Procès-verbal du Congrès de

Comme nous l'avons vu, depuis 1976, des changements importants s'opèrent dans la diplomatie chinoise et se manifestent, entre autres, dans la politique à l'égard des associations d'amitié avec la Chine. L'ouverture du pays contribue à la diminution de l'importance des groupes d'amitié dans le développement des relations extérieures chinoises. La place cruciale que la SCC occupait dans les relations sino-québécoises pendant la période 1973-1976 s'avère donc difficile à maintenir. À cela s'ajoutent les conséquences désastreuses de l'infiltration de la Ligue, qui impose sa ligne « juste » à la SCC, et par conséquent, conduit certains amis de longue date à se retirer de l'organisation. Malgré la diminution du nombre de membres de la SCC, le PCO se réjouit d'avoir pris le contrôle de la direction de la Société⁹³. Pour les communistes, l'objectif principal du travail d'amitié avec la Chine n'est pas seulement de cultiver chez les Québécois une sympathie envers le peuple chinois. Donc, il ne faut pas s'étonner du paradoxe entre les conséquences désastreuses des interventions maoïstes sur la SCC, et le « grand succès » que la Ligue prétend de connaître. En fait, comme nous le verrons, la crise de la SCC coïncide avec celle du PCO.

6.5. La crise de la Ligue / PCO

L'orientation politique de la nouvelle direction du Parti communiste chinois suscite des débats au sein des « m-l » à travers le monde, y compris au Québec. En 1977, le III^e plénum du X^e Congrès du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) annonce officiellement le retour de Deng Xiaoping en juillet. L'année 1977 est également le moment d'une dénonciation répétée des traumatismes de la Révolution culturelle et des

fondation des associations d'amitié canado-chinoises du Québec, Montréal, 12-13 mai 1979 ». BANQ Rouyn-Noranda, Fonds P267, série 2, dossier 3.

⁹³ Comité anti-impérialiste, « Rapport interne sur le travail d'amitié Canada-Chine, avril 80. Pour les camarades qui sont actifs dans le travail d'amitié, leur direction et la direction des districts et villes », p. 1. Fonds 47 P, série 11, dossier 2.

« crimes » de la Bande des Quatre. Sur le plan idéologique, la pensée de Mao est au cœur de la bataille entre le Premier ministre Hua Guofeng et Deng. Alors que Hua continue à réclamer l'application intégrale de la pensée de Mao, en juin 1978 Deng déclare que « la vérité doit être recherchée dans les faits ». Dans la formulation concise qu'en donne la presse, cette idée est traduite par le slogan : « La pratique est le seul critère de vérité (Shijian shi jianyan zhenli de weiyi biao zhun). » Lors du III^e plénum du XI^e Congrès du Comité central du PCC, tenu en décembre 1978, les « néo-maoïstes », représentés par Hua Guofeng et ses soutiens, sont défaits, et le courant pragmatique de Deng Xiaoping s'affirme. Le communiqué officiel annonce que la Chine va encourager la coopération économique avec d'autres pays et chercher à obtenir les technologies et équipements les plus avancés du monde. Cette réunion marque le début de la politique d'ouverture du pays, et les orientations de son développement politique et économique des années suivantes. Les réformes économiques d'inspiration libérale s'accélèrent à partir de 1979. L'économie s'ouvre vers les capitaux étrangers. Le 1^{er} janvier, le gouvernement des États-Unis reconnaît diplomatiquement la RPC, au détriment de Taïwan. Deng effectue une visite officielle aux États-Unis et rencontre le président Jimmy Carter. Deng signifie clairement, avec ses visites des sièges de Boeing et de Coca-Cola, que la priorité de la nouvelle direction du gouvernement chinois est bien le développement technologique et économique.

Dans le domaine de la politique intérieure, le V^e plénum du XI^e Congrès en février 1979 annonce la réhabilitation de Liu Shaoqi, « révisionniste » écarté pendant la Révolution culturelle. On cible Lin Biao et la Bande des Quatre comme responsables de la condamnation de Liu, qualifié maintenant de « grand marxiste » et « révolutionnaire prolétarien ». En juin 1979, le rapport sur le travail du gouvernement présenté à la II^e session de la V^e assemblée populaire nationale affirme que les propriétaires fonciers, les paysans riches et les capitalistes ont disparu en tant que classe et que la lutte de classe n'est plus la contradiction principale dans la société chinoise.

La nouvelle contradiction principale que le pays doit résoudre dans la phase actuelle est :

Réaliser les quatre modernisations⁹⁴ avant la fin du siècle, porter rapidement à un niveau moderne les formes productives de la Chine, en transformant, à cette fin, ce qui, dans nos rapports de production et dans notre superstructure actuelle, gêne les quatre modernisations et en balayant toutes les vieilles habitudes défavorables aux quatre modernisations⁹⁵.

Ces changements amènent les groupes ou partis communistes prochinois à travers le monde à se poser de sérieuses questions sur les orientations politiques du nouveau régime. Certains membres du PCO soulèvent, au cours des derniers mois de 1979, « un grand nombre de questions sur la situation actuelle en Chine et sur la justesse de diverses politiques » adoptées par le PCC. La réhabilitation de Liu Shaoqi, d'après le Comité central du PCO, « ne peut être considérée que comme une critique directe de Mao Zedong et une répudiation de sa ligne », car c'est Mao qui a dirigé personnellement la lutte pour démasquer la ligne révisionniste de Liu Shaoqi. Le PCO considère la réhabilitation de Liu et Deng comme « une victoire⁹⁶ ».

Face à un développement continu de cette « tendance de droite » en Chine, le PCO affirme l'importance de maintenir « sa propre position indépendante ». « Nous n'avons jamais suivi mécaniquement la Chine et nous ne commencerons pas à le faire maintenant. Au contraire, nous devons maintenir notre propre ligne basée sur notre compréhension du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong⁹⁷ », souligne-t-il. Comme étudiée dans le chapitre III, la pensée de Mao occupe une place centrale dans les bases idéologiques de la Ligue, qui se veut à la fois *maoïste* et *prochinoise*. La démaoïsation, qui est lancée par les « pragmatistes », représentés par Deng et ses

⁹⁴ Les Quatre Modernisations sont l'objectif des réformes de Deng Xiaoping. En décembre 1978, lors du III^e plénum du XI^e Comité central du PCC, Deng annonce le lancement des Quatre Modernisations, marquant ainsi officiellement le début de l'ère des réformes. Les Quatre Modernisations couvrent les domaines suivants : l'agriculture, l'industrie, la science et les technologies et la défense nationale.

⁹⁵ *Pékin Information*, n° 27, 1979, p. 11.

⁹⁶ Comité central du PCO, « Sur les récents développements en Chine », avril 1980. Fonds PCO, série 11, dossier 2 « Textes portant sur l'évolution de la situation politique, 1976-1982 ».

⁹⁷ *Ibid.*, p. 3.

associés, vient donc ébranler les fondements des rapports qu'entretient le groupe avec le PCC. Dans le programme qui est adopté au Congrès de fondation du PCO, tenu en septembre 1979⁹⁸, le Comité central affirme son « soutien inébranlable au grand dirigeant révolutionnaire Mao Zedong⁹⁹ ». On souligne également l'importance de la Révolution culturelle, dénonçant la ligne révisionniste de Liu Shaoqi. Ces points sont inclus à cause de « leur grande signification dans la lutte contre le révisionnisme en Chine et au plan international¹⁰⁰ », explique-t-on.

Le PCO est également sensible à la modification de la formulation de la contradiction principale qui délaisse la lutte de classe. Au sein des groupes m-l, la question nationale est abordée à travers le prisme, formulé par Mao, du problème de la contradiction principale. La Ligue considère donc la question nationale comme une contradiction secondaire, la revendication de l'indépendance du Québec comme « un mot d'ordre bourgeois divisant la classe ouvrière canadienne devant le projet d'un éventuel Canada socialiste¹⁰¹ ». Par conséquent, à propos du premier référendum sur l'indépendance du Québec, qui se déroule en 1980, le PCO refuse d'appuyer le projet de souveraineté-association, mettant de l'avant la politique d'annulation. Lorsque la Chine proclame que la lutte des classes est achevée, et que la tâche centrale du peuple chinois est désormais la modernisation socialiste, le PCO considère qu'il s'agit d'« une rupture sérieuse » avec les propositions de Mao. L'annonce officielle de l'élimination de la lutte des classes en Chine suscite beaucoup d'inquiétudes et de confusions chez les maoïstes de la Ligue. On voit là l'une des conséquences de la relation de dépendance entre les organisations maoïstes québécoises et le PCC.

⁹⁸ En 1979, la direction de la Ligue considère que les conditions sont réunies pour transformer l'organisation en parti politique. Le congrès de fondation du PCO se tient en septembre.

⁹⁹ Anonyme, « Congrès de fondation du Parti communiste ouvrier (ml) », *La Forge*, 7 septembre 1979, p. 5, cité par Jean-Philippe Warren, dans *Ils voulaient changer le monde...*, *op. cit.*, p. 123.

¹⁰⁰ Comité central du PCO, « Sur les récents développements en Chine », avril 1980. Fonds PCO, série 11, dossier 2 « Textes portant sur l'évolution de la situation politique, 1976-1982 ».

¹⁰¹ Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême-gauche au Québec », *op. cit.*, p. 31.

En dépit des nouvelles évolutions chinoises, le comité central du PCO insiste sur le fait que « la Chine est un pays socialiste dirigé par un Parti marxiste-léniniste authentique qui va de l'avant dans la lutte révolutionnaire¹⁰² ». Toutefois, tous les membres ne partagent pas la même opinion, comme l'affirme le Bureau politique du Comité central du PCO en novembre 1979 : les membres qui n'ont pas de problèmes avec la nouvelle orientation du gouvernement chinois sont « réticents à admettre qu'il y en avait », tandis que d'autres, « peu nombreux, lorsqu'ils ont observé certaines choses qu'ils croyaient erronées, ont conclu que tout était mauvais et ne veulent tout simplement plus parler de la Chine¹⁰³ ». À partir d'avril 1980, le comité central rappelle aux membres la nécessité de défendre les positions du groupe, ce qui veut maintenant dire d'exprimer « de sérieuses réserves sur certaines politiques actuellement suivies par la Chine¹⁰⁴ ».

Ces analyses du PCO s'appuient sur l'expérience de certains voyages en Chine qui renforce l'idée que la ligne de droite s'est consolidée en Chine¹⁰⁵. Soulignons d'abord une « délégation du quartier », composée uniquement de femmes, qui effectue un séjour de trois semaines en 1979. Comme dans les voyages précédents, le groupe est accueilli, dans chaque ville, par un responsable du comité local du Comité central du PCC. Le responsable du comité de Shanghai, Suei, qui s'occupait d'une délégation de la Ligue en 1977, se déplace spécialement pour saluer les déléguées. Suei accompagne ces dernières jusqu'au train et leur demande de transmettre ses salutations au PCO. Dans un rapport produit à la suite du voyage, les délégués constatent que ce dernier, bien que « très positif et fructueux », leur a permis de constater le regard critique de plusieurs Chinois à l'égard de la Révolution culturelle. Les déléguées affirment :

¹⁰² Comité central du PCO, « À propos des développements actuels en Chine », décembre 1979, p. 1. Fonds PCO, série 11, dossier 2.

¹⁰³ Bureau politique du premier comité central du PCO (m-l), « À propos des développements actuels en Chine », novembre 1979, p. 8. Fonds PCO, 47 P, série 11, dossier 2.

¹⁰⁴ Comité central du PCO, « Sur les récents développements en Chine », avril 1980. Fonds PCO, série 11, dossier 2 « Textes portant sur l'évolution de la situation politique, 1976-1982 ».

¹⁰⁵ Dans un texte intitulé « L'attitude publique du PCO face à la Chine », le PCO affirme avoir envoyé trois délégations en Chine, à l'été 1978, en janvier et décembre 1979. Toutefois, dans le fonds d'archives du PCO, nous n'avons pas trouvé de documents relatifs à ces trois voyages.

On sait que le bilan [de la Révolution culturelle] n'est pas fait, mais c'est clair que pour certains il l'est. Pas seulement à Pékin, mais aussi au cours des visites, on a souvent entendu l'équation : Révolution culturelle = Bande des Quatre = mauvais, période noire. Par contre on entend aussi les gens parler de « la grande Révolution culturelle prolétarienne ». Il n'y a pas d'unité sur l'évaluation de cette période, mais ce qui domine c'est une évaluation négative. Là où c'était le plus clair, c'est dans l'exposé de la camarade Ou Tang Liang¹⁰⁶.

Parmi les témoignages, un exposé de Ou Tang Liang portant sur la Révolution culturelle est qualifié de « la plus mauvaise chose du voyage ». On rapporte ainsi les propos de la camarade :

Après 20 ans de pratique, le peuple a compris que les campagnes politiques n'ont pas porté de bons résultats pour le parti et l'État. Si on continue comme cela, ce n'est pas bon pour le parti et le peuple. Chaque mouvement a abattu un grand nombre de personnes. Cela a divisé le peuple en fractions. Ce n'est pas bon pour la situation économique et politique. Le peuple aspire à la stabilité. Durant votre voyage, vous avez vu beaucoup de succès mais les Chinois ne sont pas satisfaits pour autant. Dans les campagnes politiques menées depuis la libération, on aurait dû doubler ces succès. Par exemple, au cours de la Révolution culturelle, la politique prétendue par les 4 a balayé la production. On taxait ceux qui voulaient produire et moderniser de capitalistes. Le sabotage des 4 a conduit l'économie du pays au bord de la ruine. À la veille de la chute des 4, pas mal d'usines ont été obligées de stopper la production. Les ouvriers touchaient des salaires sans travailler. On dit qu'ils « mangeaient du socialisme ». Deux ans après l'écrasement des 4, le Comité central du Parti s'est concentré pour rétablir l'économie. La situation actuelle est bonne mais les effets du sabotage étant très grands, elle n'est pas encore excellente¹⁰⁷.

La délégation québécoise en arrive à la conclusion suivante : « Si on met ensemble toutes ces questions : Révolution culturelle, existence de la bourgeoisie, contradiction principale, grand bond en avant, c'est assez clair que l'évaluation de Mao Zedong et de ses enseignements est en cause même si ce n'est pas dit. » Ce voyage en Chine vient ainsi renforcer l'idée que « la droite a clairement marqué des points importants et qu'elle semble assez forte ». Outre les désaccords politiques, les participantes du voyage rapportent que leurs hôtes chinois « savaient très peu de choses sur la

¹⁰⁶ Rapport non intitulé, produit par « la délégation du quartier » en 1979. 47 P, série 11, dossier 3.

¹⁰⁷ *Ibid.*

délégation ». Par exemple, ils semblaient être surpris de découvrir que le groupe était composé uniquement de femmes... La méconnaissance de la délégation peut être interprétée comme la manifestation d'un désintérêt de la diplomatie chinoise pour les voyages politiques tels qu'ils se sont développés pendant la Révolution culturelle.

En juin 1980, le PCO se sent « obligé d'expliquer publiquement certaines de ses critiques à l'égard de la Chine¹⁰⁸ ». Le premier pas est d'admettre dans le journal *La Forge* que le PCO a des opinions différentes que le gouvernement chinois sur telle ou telle question et d'expliquer ces désaccords. En octobre, le Comité central adopte une résolution concernant l'attitude publique du Parti à l'égard de la Chine. Il décide d'établir « une démarcation ouverte » avec les positions adoptées par le PCC, sans pour autant « caractériser publiquement la ligne et la direction du PCC de droite ou de révisionniste¹⁰⁹ ». L'affirmation des désaccords avec le PCC sur plusieurs questions centrales amène le PCO à réfléchir à la nécessité de poursuivre ses actions au sein du travail d'amitié. Tel que nous l'avons vu, la Fédération des associations d'amitié du Canada, que le PCO avait appuyé, voit le jour en mars 1980. Toutefois, la joie de ce succès est vite compromise par la crise que connaissent alors le PCO et les groupes d'amitié.

Le PCO affirme par exemple que la nouvelle orientation politique chinoise a fait en sorte que les nouveaux membres de la SCC sont « moins vigilants politiquement », et leurs intérêts plus limités aux aspects culturels. Les groupes d'amitié sont ainsi devenus « un terrain plus difficile¹¹⁰ » pour faire le travail d'agitation-propagande. Une Chine plus ouverte au monde, qui ne s'oppose plus frontalement au capitalisme, encourage, d'après le PCO, certains « mythes au sujet des 'aspects avancés' du capitalisme ». Maintenant que les Chinois décident de consacrer leurs énergies à la modernisation du

¹⁰⁸ « Discussion sur la Chine », juin 1980, p. 2. Fonds 47 P, série 11, dossier 2.

¹⁰⁹ « L'attitude publique du PCO face à la Chine », octobre 1980, p. 1. Fonds 47 P, série 11, dossier 2.

¹¹⁰ Comité anti-impérialiste central, « Le rôle du Parti dans le travail d'amitié Canada-Chine dans le contexte actuel », p. 1. Fonds 47 P, série 11, dossier 2.

pays, plutôt qu'à la lutte de classes, les activités relatives à la Chine ne sont plus aussi utiles pour le PCO.

Au début des années 1980, les mouvements d'extrême-gauche connaissent un déclin important, au Québec et dans d'autres pays occidentaux. Outre les événements internationaux, les éléments politiques internes entraînent la disparition du PCO. La politique d'annulation lors du référendum est remise en question par plusieurs. À cela s'ajoute la difficulté dont éprouve le PCO à intégrer d'autres mouvements sociaux (féministes, écologistes, homosexuels, etc.). Parmi l'ensemble de facteurs contribuant à l'essoufflement des groupes m-l québécois, l'écroulement des modèles socialistes, notamment du modèle chinois, semble avoir joué un rôle déterminant. Le groupe En Lutte! se dissout en 1982, à la veille de son IV^e Congrès général. Quant au PCO, son II^e Congrès, tenu en janvier 1983, marque officiellement la fin du Parti. Ainsi, les maoïstes québécois se retirent définitivement des relations sino-québécoises.

Conclusion

L'historien Bernard Dansereau souligne l'importance d'analyser l'apparition et la croissance du mouvement m-l dans son contexte. « Ceux qui croient simplement que les militantes et militants de ces organisations ont quitté la sphère d'influence de l'Église pour une autre aussi 'religieuse' font une lecture assez grossière », affirme-t-il. En effet, la naissance des organisations m-l québécoises, dont le groupe En Lutte! et la Ligue (le PCO), s'inscrit dans une perspective internationale. Comme nous l'avons vu dans le chapitre III, le maoïsme québécois constitue une scission qui s'est produite à l'intérieur de la gauche québécoise au tournant des années 1970. À partir de ce moment, les maoïstes québécois cherchent à obtenir l'appui du PCC, tout comme les anciens partis communistes avaient tenté d'obtenir l'appui de Moscou.

Cela a évidemment eu pour effet de créer une relation de dépendance entre les organisations maoïstes québécoises et le PCC : la légitimité d'un projet révolutionnaire à réaliser au Québec est donc en grande partie basée sur les décisions d'un parti communiste étranger. En conséquence, lorsque les orientations du PCC connaissent des changements majeurs, les organisations maoïstes ressentent le besoin de justifier ces modifications, afin de défendre le modèle chinois et la justesse de leurs groupes politiques. Les crises du PCC tendent ainsi à se répercuter directement sur les maoïstes québécois.

En ce qui concerne la Ligue, ce sont des changements dans la politique intérieure du pays qui la poussent à s'éloigner de la Chine, peu de temps avant l'écroulement du groupe. La contradiction principale qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie, la lutte entre la ligne « juste » et la ligne « erronée », les acquis de la Révolution culturelle, ainsi que la pensée de Mao sont quatre éléments qui font partie des fondements de la Ligue. À la différence de son plus grand rival, le groupe En Lutte!, la Ligue a très peu dévié de la politique extérieure chinoise. En revanche, la « consolidation de la ligne de droite » pendant les trois années suivant la mort de Mao contraint la Ligue à des remises en question profondes. Au tournant des années 1980, la Ligue, entretemps devenue le PCO, est de plus en plus handicapée par l'incapacité de fournir une explication convaincante sur la situation chinoise. S'affirmant comme dépositaire exclusif du PCC au Canada depuis 1974, la Ligue se trouve, à la fin de la décennie, orpheline d'un parti qui se tourne vers les États capitalistes alors qu'elle-même projette de les renverser.

Dans les années 1970, la Chine offre de nombreux exemples « concrets » permettant à la Ligue de prouver la supériorité du socialisme, ainsi que la justesse de sa « ligne » politique. Il n'est donc pas difficile de comprendre la participation active de la Ligue au travail d'amitié. Certains membres de la Ligue apportent leur contribution à la diffusion des connaissances sur la Chine dans la société québécoise à travers les activités organisées par la SCC. Toutefois, leur style de travail et leurs objectifs suscitent des critiques de la part de ceux qui craignent que la SCC ne soit utilisée à des

fins politiques. Plusieurs quittent la SCC à cause de l'infiltration de la Ligue. À cela s'ajoute un déclin dans l'assistance aux activités publiques organisées par la SCC. Une partie de la baisse de cette participation est liée aux questions que certains membres se posent à propos de la situation chinoise, questions auxquelles la SCC n'a pas toujours été capable de répondre de façon satisfaisante. Ainsi, à la fin des années 1970, le travail d'amitié perd progressivement sa place essentielle dans les relations avec la Chine populaire.

Un autre facteur ayant contribué à la crise des amitiés est le changement dans la diplomatie chinoise. Tout au long des années 1960, et pendant une bonne partie de la décennie suivante, la propagande chinoise dans un pays non socialiste est principalement assumée par le département de liaison internationale du Comité central du PCC (DLI)¹¹¹, à travers les partis communistes locaux et aussi les associations bilatérales. Dans les pays socialistes, le DLI contribue à faciliter la distribution des publications ou des émissions de radio chinoises par le biais des liens officiels. En tant qu'organe central du régime qui est chargé de la responsabilité de maintenir des relations avec les partis communistes à travers le monde, le DLI a une position bien établie au sein du cercle de décision de la propagande étrangère, tel que l'affirme Cagdas Ungor¹¹². En effet, le DLI participe à la réception de toutes les délégations de la Ligue, à tel point que cette dernière parle, dans leurs rapports internes, des camarades chinois qui s'occupent « habituellement » des délégués de la Ligue... Quant aux délégations de la SCC, elles sont principalement prises en charge par l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger. Avant l'ouverture du pays, celle-ci et le DLI sont chargés de la mission de développer des relations extérieures et d'embellir

¹¹¹ Le DLI, Zhongyang Lianluo Bu en chinois, est un organe important à travers lequel le PCC exerce son influence directe sur le travail de propagande à l'étranger.

¹¹² Cagdas Ungor, « Reaching the Distant Comrade: Chinese Communist Propaganda Abroad (1949-1976) », thèse de doctorat (histoire), State University of New York at Binghamton, 2009, p. 78-79. Il évoque que les ambassades de Chine à l'étranger doivent s'adresser non seulement au ministère des Affaires étrangères et à d'autres organes relatifs, mais aussi au DLI afin de bien gérer les rapports avec les partis communistes locaux.

l'image du pays, auprès des communistes et toutes personnes ayant une sympathie pour la Chine.

La mise en œuvre de la politique de réforme et d'ouverture par Deng marque le début d'une nouvelle phase des relations extérieures chinoises. Un nombre plus important de villes ouvrent leurs portes à des visiteurs venant des quatre coins du monde. Outre les villes « classiques » (Pékin, Shijiazhuang, Shanghai, Canton et Nankin) – les seules qui étaient accessibles aux voyageurs étrangers à l'époque, plusieurs autres sont choisies pour représenter le pays. La dimension culturelle de ces voyages est de plus en plus prononcée, aux dépens de la dimension politique de l'expérience communiste. Au début des années 1980, faire un voyage en Chine par l'intermédiaire de la SCC invite plutôt à découvrir cette civilisation millénaire, ses paysages ainsi que sa nourriture, plutôt qu'à avoir des réponses à des questions sur la politique chinoise, et encore moins d'essayer de tirer des leçons des expériences chinoises qui peuvent servir au prolétariat québécois. On peut désormais apprécier, les mets épicés et les brocardes de Chengdu¹¹³, les porcelaines de Jingdezhen, l'armée en terre cuite de Xi'an, « la première source sous les cieux » de Jinan, le Taishan, la vue des coteaux escarpés de Guilin. Plusieurs agences offrent des voyages en Chine à toute personne intéressée au prix de 3 000 \$.

Si la Chine de Mao a inspiré les tiers-mondistes, socialistes, communistes et sociaux-démocrates dans les années 1960 et 1970, la Chine de Deng, plus ouverte et libérale, représente un immense marché potentiel pour les hommes d'affaires, et aussi un acteur sur la scène internationale qu'aucun gouvernement ne peut négliger...

¹¹³ Dans les annonces publiées par les associations d'amitié, le nom d'une ville est toujours suivi d'une brève présentation. « Voyages en Chine, 1983 ». BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds P267-S4-D6.

CHAPITRE VII

L’AFFIRMATION DES ACTEURS ÉTATIQUES

La période 1976-1980 est caractérisée par la diminution de l’importance du travail d’amitié dans la politique internationale chinoise. La SCC, qui a joué un rôle de pont entre les gouvernements et la société civile durant la période 1972-1976, a commencé à perdre son statut privilégié aux alentours de 1977. Le groupe d’amitié ne constitue plus le seul intermédiaire entre la Chine et le Québec. L’initiative des gouvernements s’impose progressivement à compter de 1977 où l’on constate la montée d’intérêts stratégiques dans les relations sino-québécoises.

Ce chapitre vise à montrer comment les relations initiées par les institutions universitaires, les groupes d’amitié et quelques personnalités québécoises servent de base pour l’établissement et le développement des relations entre les gouvernements québécois et chinois. Nous abordons d’abord la création du Centre d’étude de l’Asie de l’Est à l’Université de Montréal. Première instance académique de langue française du Québec et du Canada spécialisée en études est-asiatiques, le Centre fournit des ressources d’enseignement, de recherche et de documentation aux Québécois francophones. Le Centre vise ainsi à transmettre des compétences linguistiques et interculturelles qui contribueront aux premiers développements des relations gouvernementales entre le Québec et la Chine. En deuxième lieu, nous analysons les initiatives mises en œuvre par le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec pour établir des relations directes avec le gouvernement chinois dans plusieurs domaines. Nous montrons comment le rapprochement du gouvernement péquiste avec la Chine s’inscrit dans une politique internationale québécoise élaborée dans le contexte référendaire. Cette politique s’oppose au gouvernement fédéral canadien qui

entend se faire reconnaître comme le seul représentant des citoyens canadiens. Nous analysons ainsi la façon dont le gouvernement du Québec justifie le développement de ses relations politiques avec le gouvernement chinois.

7.1. Le Centre d'études de l'Asie de l'Est

La décision de développer un programme « sérieux et de haut niveau » sur l'Asie de l'Est, notamment la Chine et le Japon, se situe dans la mouvance des grands changements dans les relations internationales, affirme la direction de l'Université de Montréal (UdeM). Dans un rapport interne, on précise les traits principaux des changements mondiaux qui s'opèrent depuis « la fin de l'ère coloniale et de l'épopée missionnaire de l'Occident et par contrecoup, l'accession d'un très grand nombre de pays à une nouvelle dignité politique et culturelle et à un rôle déterminant dans les relations géopolitiques et économiques de l'ordre mondial ». On affirme :

Parmi ces pays, la Chine et le Japon occupent une place à part, en raison de leurs brillantes civilisations historiques (témoin d'une expérience culturelle en bien des points complémentaires de celle des civilisations de type indo-européen), de leur importance démographique et économique et de leur dynamisme au plan de la transformation sociale, de l'organisation industrielle et de la maîtrise des secteurs de pointe dans les sciences et la technologie. Ce sont ces phénomènes d'importance historique et d'envergure internationale que la communauté universitaire internationale a voulu intégrer à son effort de compréhension du monde. Mais il faut bien voir que cet effort est plutôt récent¹.

Le rapport fait un bref bilan du développement des études sur l'Asie de l'Est depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans les grandes universités européennes (Paris, Londres, Berlin, Rome, Leyde, Stockholm, etc.) et américaines (Harvard, Yale, Pennsylvanie, Princeton, etc.). Les années 1950 témoignent, affirme-t-on, d'une

¹ « L'établissement du Centre d'Études de l'Asie de l'Est », p. 4-5. Division de la gestion de documents et des archives, UdeM, Centre d'études de l'Asie de l'Est (E131), dossier « CEAE – Demande de subvention à la FAS ».

véritable explosion des études est-asiatiques dans les universités d'Europe et d'Amérique. On rappelle qu'aux États-Unis, plus de cinquante universités (dont la presque totalité des *universités d'État*) créent des départements d'études chinoises et japonaises) entre 1950 et 1970, et que des programmes ou des modules en études est-asiatiques sont établis également dans de très nombreux collèges et écoles supérieures. Ce rapport met en relief une multitude de nouveaux organismes universitaires d'enseignement, de recherche et de documentation en France depuis 1945, et ce, non seulement à la capitale, mais également dans des universités « de province » (Lyon, Bordeaux, Toulouse, Aix, Marseille et Nice). Dans d'autres pays de l'Europe, ajoute-t-on, il y a « un essor et une dissémination comparables des études est-asiatiques », surtout en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Italie et en Belgique. Au Canada, on constate que les universités de la Colombie-Britannique et de l'Ontario ont un niveau largement plus avancé dans le domaine d'études est-asiatiques que les universités québécoises.

On en arrive ainsi à la conclusion que l'établissement d'un Centre d'études de l'Asie de l'Est à l'Université « s'inscrit dans un axe prioritaire de développement de l'ensemble des grandes universités d'Occident et manifeste la volonté de l'Université de se maintenir à la pointe dans un secteur dont l'importance va croissant avec les années² ».

7.1.1. La fondation du Centre d'études de l'Asie de l'Est

Le projet de créer un Centre d'études est-asiatiques de langue française³ au Québec reçoit le soutien de plusieurs institutions, dont les gouvernements du Canada et du

² « L'établissement du Centre d'Études de l'Asie de l'Est », p. 4-5. Fonds E131, dossier « CEAE – Demande de subvention à la FAS ».

³ Au début des années 1950, un « centre » d'études extrême-orientales est créé sous les auspices de Robert Garry, professeur de géographie de l'UdeM. Le projet de la création d'un centre d'études est-

Québec, l'Ambassade de Chine à Ottawa, l'UdeM et plusieurs centres d'études est-asiatiques. Le projet reçoit également l'appui de personnalités, dont Paul Lin et le sinologue français renommé Jacques Guillerma.

À la réunion du comité interdisciplinaire en études est-asiatiques, tenue le 13 avril 1973⁴, Louis Veilleux, professeur de géographie à l'UdeM, affirme avoir reçu une lettre de la part de François Cloutier, ministre de l'Éducation du Québec, qui souligne l'importance du développement des études chinoises au Québec. Paul Lin évoque les difficultés rencontrées auparavant, notamment sur le plan administratif. Veilleux répond que la situation a « remarquablement changé », ce qui se manifestait dans le soutien financé que l'UdeM apportait aux plusieurs étudiants qui ont séjourné en Chine durant l'été 1973. Les membres du comité approuvent d'ailleurs l'idée de renforcer la coopération entre l'Université McGill et l'UdeM dans les recherches sur l'Asie de l'Est.

Au plan administratif, la coopération continue entre la Faculté des Arts et des Sciences de l'UdeM et les autorités du gouvernement du Canada, surtout l'Association des universités et collèges du Canada et le Secrétariat d'État des Affaires extérieures, pose une base solide pour la fondation du premier centre d'études est-asiatiques de langue française au pays. Les négociations avec le Secrétariat d'État des Affaires extérieures sont initiées en juin 1974. Le 28 août 1974, Roger Gaudry, recteur de l'UdeM, écrit à l'Honorable A.J. MacEachen, secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Gaudry affirme :

L'Université a beaucoup étudié la question, de sorte que les grandes lignes de son programme d'action se dessinent assez clairement. Il lui apparaît que l'Extrême-Orient, la Chine et le Japon tout particulièrement, constitue une région très importante et que prioritairement des efforts seront poursuivis en vue

asiatiques peut en quelque sorte être considéré comme la poursuite des démarches initiées par Robert Garry.

⁴ « Compte-rendu de la réunion du comité interdisciplinaire en études est-asiatiques, 13 avril 1973 », Partie IV, Coopération interuniversitaire. Fonds E131, dossier « Établissement du programme Université de Montréal et McGill University, 1973-82 ».

de l'établissement de programme sérieux et de haut niveau couvrant cette région du monde⁵.

La même année, Roger Gaudry réalise un voyage en Chine afin d'étudier les possibilités de coopération avec les universités chinoises. En 1975, Paul Lacoste, nouvellement nommé recteur, effectue, lui aussi, un voyage en Chine et au Japon pour les mêmes raisons. Peu de temps après le retour du recteur Lacoste, l'UdeM reçoit officiellement une mission académique chinoise. Dirigée par Huang Hsin-Pai, vice-président du comité révolutionnaire de l'Université de Pékin, la délégation se compose d'un responsable du bureau des Affaires étrangères du ministère de l'Éducation, d'un membre du Congrès national du peuple et de plusieurs professeurs agrégés⁶.

Une équipe de chercheurs de l'UdeM est chargée de la mission de chercher les ressources qui pourraient être utiles pour la mise en place du Centre. Lors du Congrès de l'Association canadienne des études asiatiques, tenu en mai 1975 à l'Université de Montréal⁷, l'équipe rencontre Guillermaz, qui promet d'aider l'équipe « à décoller⁸ ». En 1976, Louis Veilleux effectue un voyage d'études en France, en Grande-Bretagne, au Japon et à Hong Kong afin de visiter des centres d'études est-asiatiques et de se renseigner sur leur fonctionnement. En juin 1976, la Faculté des Arts et des Sciences de l'UdeM décide de créer un certificat en études est-asiatiques dès l'automne qui regroupe des cours de langues, d'histoire et de géographie. Elle peut s'appuyer sur un certain nombre de cours sur la Chine qui se donnent depuis quelques années.

En effet, depuis l'année universitaire 1973-1974, des cours relatifs à la Chine sont offerts par diverses unités d'enseignement et, en particulier, par les départements de géographie et d'histoire. Le cours de géographie, *La Chine*, assuré par Robert Garry et

⁵ Fonds E131, dossier « Établissement du programme Université de Montréal et McGill University, 1973-82 ».

⁶ « Liste des membres de la délégation académique chinoise, 22 septembre 1975 ». Fonds E131, dossier « Ambassades 1977-85 ».

⁷ « Rapport au comité de conseil du Centre d'études est-asiatiques, avril 1974 ». Fonds E131.

⁸ Louis Veilleux, « Projet de création d'un Centre d'étude et de recherche sur l'Asie de l'Est », p. 4. Fonds E131, dossier « Objectifs, développement, propriété ».

Louis Veilleux est suivi par une centaine d'étudiants, dont 29 étudiants en géographie. Le cours *Histoire de la Chine*, donné par J. Tchao⁹, est quant à lui suivi par 61 étudiants. Le Service d'éducation permanente (SEP) propose de son côté un cours de langue chinoise et deux cours d'introduction à la civilisation chinoise, ces derniers étant également donnés par Garry¹⁰. En 1974, Louis Veilleux a donné un cours de géographie, *La République populaire de Chine*, et un séminaire de maîtrise, *La voie chinoise du développement économique*. Depuis l'année universitaire 1974-1975, le nombre d'étudiants inscrits au cours sur l'histoire de la Chine demeure le plus élevé parmi tous les cours relatifs à la Chine¹¹. À l'été 1975, on lance un programme de langue chinoise à trois niveaux (élémentaire, intermédiaire et avancé). Une trentaine d'étudiants s'y inscrivent malgré une publicité tardive.

Tableau 7.1

	72-73	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	78-79	79-80
Cours	1	2	7	12	19	19	25	25
Crédits	3	6	21	42	57	57	75	75
Professeurs		1	1	3	4	4	5	4
Chargés de cours	1	2	1	5	5	5	5	5
Étudiants AES					3	4	5	11
Étudiants hors-programme	15	152	148	173		288	350	420
Étudiants gradués						12		
Étudiants permanents		70	73					85

Un bilan du programme d'enseignement avant 1980

Le 8 octobre 1976, Louis Veilleux écrit au recteur Paul Lacoste pour affirmer que la conjoncture lui semble assez favorable pour officiellement fonder un centre d'études est-asiatiques¹². Veilleux affirme que celui-ci « répond à un besoin », à savoir que le rayonnement grandissant de l'Asie de l'Est dans le monde « a suscité un intérêt

⁹ Le nom complet de l'enseignant n'est pas indiqué dans le document.

¹⁰ « Activités de l'Université touchant les pays de l'est de l'Asie », 17 juin 1974. Fonds E131, dossier « Projets de développement 1975-80 ».

¹¹ Il s'agit du cours HIS 2219 (Histoire de la Chine), assuré par J. Tchao avec 59 étudiants inscrits.

¹² Louis Veilleux, « Notes à l'intention de M. le Recteur. Objet : Inauguration du Centre d'études sur l'Asie de l'Est ». Fonds E131, dossier « Projets de développement 1975-80 ».

croissant chez les Québécois qui, jusqu'ici, ne disposait pas, en milieu universitaire – à l'exception de McGill – de services qui leurs permettraient de parfaire leurs connaissances dans le domaine ». La société québécoise, souligne-t-il, « ressent donc le besoin de former des gens qui d'une part pourront la représenter avec compétence et efficacité en Asie et qui, d'autre part, sauront transmettre à notre population les connaissances qui la conduiront à établir des relations amicales et fructueuses avec cette 'autre moitié du Monde' ». Enfin, les « événements récents » ont « projeté la Chine dans l'actualité », ce qui suscite un intérêt élevé de la part d'un public québécois désireux de s'informer des événements internationaux, et ainsi donne une occasion de mettre à leur service une ressource d'information.

Consciente du « rôle capital » qu'elle peut jouer dans ce domaine, l'UdeM favorise la réalisation du projet. La création d'un centre d'études est-asiatiques, selon l'UdeM, doit permettre de former des spécialistes et ainsi raffermir les liens entre ces différents pays de l'Asie et le Québec¹³. Pour atteindre ces objectifs, on envisage « d'intégrer et de développer le programme d'enseignement, de promouvoir des projets de recherche, de créer une bibliothèque et d'organiser diverses activités ». Le 19 novembre 1976, le Centre d'études de l'Asie de l'Est (CEAE) voit le jour. Une réception est organisée pour souligner l'ouverture officielle du CEAE, à laquelle se présentent plusieurs membres du Conseil d'administration de la Société Canada-Chine, dont Micheline Legendre, Paul Lin, Paul Brennan et Robert Garry¹⁴. Le CEAE s'engage dès lors dans l'enseignement, la recherche et la mise en place d'une bibliothèque spécialisée.

En hiver 1978, le programme « mineure » de 30 crédits, offert par le CEAE, se divise comme suit : 6 cours obligatoires, 21 cours optionnels et 3 cours au choix. À compter

¹³ *L'Asiathèque*, vol. 1, n° 2, le 27 janvier 1978.

¹⁴ *Communiqué*, vol. 1, n° 2, novembre – décembre 1976, p. 6. BANQ Rouyn-Noranda, Fonds Société Canada-Chine (P267), S6 (Presse, 1975-82), D1 (Communiqués). Le Centre sera, selon la SCC, « le lieu de rencontre et de recherche pour tous ceux qui désirent approfondir leurs connaissances sur les civilisations de l'Asie de l'Est ; nos membres pourront y puiser de précieuses informations sur la Chine d'aujourd'hui ».

de la session d'hiver 1978, plusieurs nouveaux cours relatifs à la Chine sont offerts : AES 1020, *Introduction à l'Asie de l'Est 2*, donné par Charles Le Blanc et portant sur l'évolution des structures et des mentalités de la Chine et du Japon à partir du III^e siècle après J.-C. jusqu'à l'époque contemporaine ; ECN 1959, *Économie de l'Asie de l'Est*, donné par Wei-penn Chang et qui, axée sur la notion de développement, a pour objectif d'initier les étudiants à l'économie des pays de l'Asie de l'Est, notamment de la Chine et du Japon ; GEO 3510, *République populaire de Chine*, donné par Veilleux et portant sur les transformations du paysage chinois depuis 1949, la géographie physique, la population et ses activités, le transport, les moyens de communication, les échanges internationaux ; HST 2220, *Histoire de la Chine*, donné par Louise Gauthier et portant sur la Chine de 1911 jusqu'à des années 1970 à travers trois principaux personnages politiques de la Chine (Sun Yat-sen, Chiang Kai-shek et Mao Tsé-toung). Il n'est pas sans intérêt de noter que le nombre d'étudiants inscrits aux cours d'histoire demeure toujours le plus élevé.

7.1.2. Les activités et le développement du CEAE

En ce qui concerne l'enseignement, Jean Marchand est engagé à titre de chargé de formation pratique de chinois le 10 février 1976. En janvier 1977, face aux demandes des étudiants inscrits aux cours de langue chinoise, le CEAE suggère à l'UdeM de créer un nouveau poste afin d'assurer la qualité d'enseignement et de recherche. En mai, Gaétane Payeur-Minot¹⁵ se joint au Centre à titre d'attachée de recherche. En juin, l'Université décide de recruter un sinologue ou un spécialiste de « l'ensemble où d'une

¹⁵ Diplômée d'études africaines à l'UdeM en 1971 et d'études politiques à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Payeur-Minot poursuit ses recherches sur les problèmes politiques de la Chine, de l'Asie du Sud et du Sud-est à Paris et à Berkeley. Elle a d'ailleurs travaillé pendant plusieurs années comme expert pour les gouvernements canadien et français dans des pays multiethniques en voie de développement tels que le Cambodge, la Thaïlande, les Philippines et la Côte d'Ivoire.

partie de l'Asie de l'Est¹⁶ ». Charles Le Blanc est engagé à titre de professeur invité à l'automne 1977, et comme professeur adjoint l'année suivante¹⁷.

Jusqu'à la fin de la décennie 1970, le CEAE bénéficie d'un montant annuel d'environ 15 000\$ qui provient du Fonds Tanaka-Trudeau, accordé par le Secrétariat d'État aux Affaires extérieures du Canada et exécuté par l'Association des Universités et Collèges du Canada¹⁸. Ce n'est qu'à compter de 1980 que le gouvernement du Québec commence à subventionner l'enseignement de la langue chinoise. Le MAIQ alloue 25 000 \$ par année à partir de ce moment pour l'engagement d'un maître de langue chinoise. À sa fondation, le centre de documentation ne compte que sur un appui financier annuel de 12 500\$ de la Fondation japonaise (FJ) qui est alors préoccupée par le développement des études sur le Japon. En septembre 1976, le CEAE se tourne vers l'UdeM pour demander un financement supplémentaire de 5 000 \$ par année pour la période 1977-1980 afin de consolider « des acquis et le développement du fonds de documentation chinois ». Le Blanc affirme qu'il « est évident que nous ne pouvons compter sur la République populaire de Chine pour obtenir des dons en espèces... Le 'fonds chinois' est donc très défavorisé et c'est la raison pour laquelle nous demandons à l'Université de l'aider.¹⁹ » L'UdeM approuve la demande. En mars 1977, André Archambault, vice-recteur aux affaires académiques, informe Louis Veilleux que l'Université accepte de consentir au CEAE une aide financière de 5 000 \$ par année.

La création d'un tel centre, qui s'inscrit dans le courant des développements des études est-asiatiques dans les universités européennes et nord-américaines, répond non seulement au besoin du gouvernement du Québec de développer des liens

¹⁶ *Bulletin Asie*, vol. 1, n° 3, novembre 1977, p. 22.

¹⁷ Après avoir terminé la formation de maîtrise en philosophie occidentale à l'Université de Montréal (1962-1964), Charles Le Blanc est parti pour Taipei et y demeurera jusqu'à 1967 pour apprendre la langue chinoise. Entre 1967 et 1978, il a fait ses études et recherches doctorales en histoire et philosophie chinoises à l'Université de Pennsylvanie.

¹⁸ « L'établissement du Centre d'Études de l'Asie de l'Est », et « Subventions reçues depuis 1975 (-1982) ». Fonds E131, dossier « Demande de subvention à la FAS ».

¹⁹ Lettre de Charles Le Blanc à Jacques St-Pierre, vice-président à la planification de l'UdeM. Fonds E131, dossier « Correspondance diverse, de Monsieur Charles Le Blanc, 1975-1983 ».

diplomatiques avec les pays de l'Asie de l'Est, mais aussi à une certaine « attente » de la part des francophones du pays qui désirent diffuser les connaissances sur la société chinoise. Gilles Morand, membre de la première délégation ouvrière québécoise qui a été reçue par le gouvernement chinois en 1973, adresse une lettre à Louis Veilleux, qui deviendra le premier directeur du futur centre, en mai 1975 pour exprimer sa satisfaction vis-à-vis de l'annonce officielle de la fondation d'un « centre de documentation sur l'Asie ». Selon Morand, un tel centre deviendra « un instrument non seulement utile et nécessaire, mais indispensable » aux organismes d'information internationale comme le Carrefour d'Information Québec Inter Monde Inc. (CIQIM). Celui-ci, explique-t-il, est « un répertoire de ressources écrites, audio-visuelles et humaines sur la réalité sociale, politique et économique du Québec et des pays en voie de développement²⁰ ». S'adressant « à la population des différentes régions du Québec », le CIQIM poursuit étroitement, selon Morand, « une démarche de sensibilisation et d'éducation par le biais d'une approche didactique et pédagogique de l'information » avec les groupes populaires des régions périphériques du Québec. Il propose ainsi une collaboration entre les deux groupes afin de concilier l'apport théorique du CEAE et « l'approche populaire » de CIQIM. Cette collaboration rendra le CEAE accessible aux Québécois « non-universitaires », affirme Morand. À la fin de la lettre, Morand partage ses espoirs à l'égard du CEAE avec Veilleux :

La population devient plus curieuse et plus éveillée aux divers aspects de politique internationale et nous contribuons ainsi à nouer des liens d'amitié entre les peuples... L'Université de Montréal doit être consciente que la mise sur pied de ce Centre doit s'effectuer d'une façon complète et entière avec toute l'excellence qui le ferait supérieur à ce que l'Université McGill nous présente. Vous avez la responsabilité de desservir la population francophone du Canada et de vous affirmer comme leur maison d'enseignement privilégiée... s'il vous plaît ne décevez personne...ce serait un recul trop lourd de conséquence...²¹

²⁰ Lettre de Gilles Morand à Louis Veilleux, 28 mai 1975. Fonds E131, dossier « CIQIM ».

²¹ Lettre de Gilles Morand à Louis Veilleux, 10 février 1976. Fonds E131, dossier « CIQIM ».

Morand et Veilleux se rencontrent le 16 février 1976 pour discuter de la mise sur pied d'une médiathèque au CEAE en collaboration avec le CIQIM. Ils avancent des suggestions pour établir une politique de prêt des audio-visuels, et s'entendent sur les honoraires du programme. Une deuxième rencontre a lieu le 28 juin 1976. La politique de prêts de la médiatique et le programme d'activités populaires font l'objet d'un accord de principe, à savoir que le Groupe d'études et de recherches sur l'Asie de l'Est (à qui le CEAE doit son origine) est d'accord pour promouvoir des activités accessibles non seulement aux universitaires, mais également à la population en général, et pour concevoir concrètement avec le CIQIM une entente de services relative à la diffusion des documents²².

En mai 1975, Paul Lacoste, recteur de l'UdeM, souligne également la nécessité pour le CEAE de s'adresser à l'ensemble de la population québécoise:

Le Centre devrait pouvoir offrir à ses services, non seulement aux étudiants et aux chercheurs, mais aussi à la population en général. Son rayonnement et la formation de la relève découleront de l'impact qu'il y aura dans notre population. Certains appuis financiers, d'ailleurs, ne nous seront consentis qu'à la condition que notre documentation soit accessible à la population, et non pas seulement à un groupe restreint « d'experts »²³.

Depuis 1977, le CEAE bénéficie du service d'une bibliothécaire chinoise²⁴, un bibliothécaire japonais (prêté par la Bibliothèque nationale du Japon) et également une bibliotechnicienne. En 1979, la clientèle de la bibliothèque du CEAE compte 258 usagers inscrits, dont 32 professeurs et chercheurs, 193 étudiants et seulement une vingtaine de citoyens.

Le soutien obtenu permet aux bibliothécaires de regrouper un fonds documentaire qui répond aux besoins du programme d'enseignement et des projets de recherche. De 1976

²² Lettre de Louis Veilleux à Gilles Morand, 28 juin 1976. Fonds E131, dossier CIQIM.

²³ Veilleux, « Projet de création d'un Centre d'études et de recherche sur l'Asie de l'Est », p. 4. Fonds E131, dossier « Objectifs, développement, propriété ».

²⁴ Il s'agit de Liyu Wang. Spécialisée en sciences sociales et littérature chinoise, elle a des expériences de travail aux bibliothèques de l'Université Fu Jen (Taipei), de l'Université de Sherbrooke et du Collège Maisonneuve. *Bulletin Asie*, novembre 1977, p. 21.

à 1980, la documentation du CEAE a plus que triplée, passant d'environ 3 000 volumes et 70 périodiques à plus de 10 000 volumes et 171 périodiques. En 1980, 68% de cette documentation est en chinois et japonais. L'excellence de cette collection est reconnue par des spécialistes, tel que l'affirment les étudiants du CEAE, qui constatent que la valeur de la bibliothèque spécialisée « équivaut à ce qu'il y a de mieux en langue française sur le continent américain » et « comprend des ouvrages sur des problèmes sociaux contemporains en Asie (pollution industrielle, discrimination culturelle et sexuelle, etc.) que l'on ne retrouve même pas dans la Bibliothèque du Congrès à Washington, la plus grande collection asiatique en Amérique du Nord²⁵ ». Les étudiants affirment d'ailleurs que la bibliothèque se développe à un rythme accéléré grâce au programme d'échange avec la Bibliothèque nationale du Québec²⁶, les bibliothèques d'autres universités²⁷, ainsi que les institutions « de haut savoir » de la Chine et du Japon.

En dehors du milieu universitaire, le CEAE organise des activités destinées au grand public, notamment les conférences données par des chercheurs internationaux. Le 8 octobre 1976, Neville Maxwell, l'auteur de l'ouvrage *India's China War* et qui est fraîchement rentré d'une tournée du Tibet et du Xinjiang, exprime ses opinions sur la Chine et ses frontières. Le mois suivant, Han Suyin prononce une conférence sur le Tibet. Au cours de ce mois, Carmel Budiardjo²⁸, militante britannique de la défense

²⁵ Daniel Laroche (étudiant en mineur, études asiatiques), Gervais Lavoie (candidat au doctorat, anthropologie), Monique Richard (candidate à la maîtrise, éducation comparée) et Robert Ricketts (candidat au doctorat, éducation comparée), « Les études asiatiques à l'Université de Montréal : problèmes de croissance et perspectives d'avenir », 22 mai 1979. Fonds E131, dossier « Objectifs, développement, propriétés ».

²⁶ En 1978, le CEAE devient le dépositaire officiel de la Bibliothèque nationale du Québec pour les livres en langues asiatiques.

²⁷ Durant l'année 1978-1979, des accords d'échange sont établis entre le CEAE et six institutions chinoises et japonaise, dont l'Academia Sinica de Taiwan, la Bibliothèque de Pékin, l'Université de Taiwan et le Centre de recherche économique de la Banque de Taiwan. Grâce à ces accords d'échange, le CEAE a reçu, jusqu'en 1980, 237 volumes et des souscriptions permanentes à 43 périodiques.

²⁸ Diplômée de l'Université de Londres en économie, elle est arrivée en Indonésie en 1951 et épousera un Indonésien qui fut emprisonné par le dictateur Soeharto pendant douze ans. Carmel Budiardjo a passé elle-même trois ans en prison, et sera obligée de quitter l'Indonésie en 1971. Deux ans plus tard, elle a

des droits de l'homme, présente ses réflexions sur les prisonniers politiques en Indonésie. Les relations établies par le CEAE avec le grand public du Québec sont évoquées ainsi par ses étudiants en mai 1979 : « La sphère d'influence du CEAE déborde largement le seul milieu universitaire. [...] aujourd'hui un fort pourcentage de ses étudiants et de ceux qui assistent à ses conférences et activités lui viennent de l'extérieur.²⁹ »

Les chercheurs invités chinois, venus à Montréal dans le cadre du programme d'échanges culturels et scientifiques sino-canadiens, consacrent aussi leur expertise au développement des savoirs sur la Chine au Québec. Par exemple, Chiang Ming-pao, professeur d'histoire de l'Université de Nankin, et Chen Te-chin, professeur de l'Institut des langues de Pékin, donnent une série de conférences durant leur séjour à Montréal, entre le 16 et 24 octobre 1978. Les thèmes abordés vont de la réforme de la langue chinoise contemporaine à « l'histoire du développement capitaliste interrompu en Chine³⁰ ».

7.1.3. Une communauté francophone de sinologues

La mise en place et les premiers développements du CEAE bénéficient d'un soutien académique de la part de centres d'études est-asiatiques à Paris. Le 17 octobre 1977, Louis Veilleux écrit à Lucien Bianco, sinologue français de renom, pour annoncer un séjour à Paris qu'il effectuera dans le but d'explorer les possibilités de collaboration dans le cadre des Accords France-Québec³¹. Louis Veilleux demande une rencontre avec le nouveau directeur du Centre de recherches et de documentation sur la Chine

mis sur pied, en collaboration avec les autres co-fondateurs, le TAPOL, une ONG de défense des prisonniers politiques indonésiens.

²⁹ « Les études asiatiques à l'Université de Montréal... », *op. cit.*

³⁰ « Deux conférences de Chine populaire à Montréal », 1978. Fonds E131, dossier « Établissement du programme UdeM et McGill University, 1973-82 ».

³¹ Lettre de Louis Veilleux à Lucien Bianco, 17 octobre 1977. Fonds E131, dossier « Correspondance diverse, de Monsieur Charles Le Blanc, 1975-1983 ».

contemporaine. Ils se rencontrent le 8 novembre et jettent les bases pour un projet de coopération franco-québécoise dans le domaine d'études chinoises.

En 1978, Charles Le Blanc, nouveau directeur du CEAE, reçoit une mission de la part de la direction générale de la coopération internationale du MAIQ. Du 6 au 24 mai, il effectue un séjour en France afin de prendre contact avec les principaux centres sinologiques de Paris, et d'établir un cadre d'échanges portant sur les études, l'enseignement, la recherche et la documentation. Le Blanc devra aussi chercher à faire connaissance avec les personnes-ressources et les principaux dépôts documentaires à Paris, en plus de se familiariser avec « la structure et du fonctionnement des centres d'enseignement et de recherche en sinologie³² ».

Durant son séjour, Le Blanc a pu rencontrer Léo Vandermeersch (directeur de l'UER de Langues et Civilisations de l'Asie Orientale, Paris VII), Lucien Bianco (directeur du Centre de recherche et de documentation sur la Chine contemporaine), Robert Ruhlman, (directeur du Centre d'études chinoises de l'Institut national des Langues et Civilisations Orientales) et Jacques Gernet (Chaire d'histoire sociale et intellectuelle de la Chine, Collège de France). À la fin de trois semaines de rencontres et de discussions, ils s'entendent sur une entente-cadre de coopération³³. Les parties concernées décident de mettre en œuvre un programme de coopération pédagogique (enseignement et recherche) et documentaire. Le principe qui anime et justifie cette volonté de coopération, selon l'entente, est celui de la complémentarité des services offerts de part et d'autre par les centres de recherche concernés. Selon ce principe, le programme de coopération prévoit l'échange de professeurs (série de conférences,

³² « Formule de présentation d'un rapport de mission, à la Direction des Affaires Éducatives, direction générale de la coopération internationale, ministère des affaires intergouvernementales ». L'ordre de mission a été décerné par Gisèle Gariépy, directrice générale de la coopération internationale. Fonds E131, dossier « Coopération Franco-québécoise, 1978-79 ».

³³ *L'Asiathèque*, vol. 2, n° 3, 20 février 1979. Lettre de Charles Le Blanc à « Fabienne », 25 juin 1978. Fonds E131, dossier « Sinologues français ».

cours semestriel et d'une année académique) qui sera décidé, selon les besoins particuliers, par une entente mutuelle des deux parties³⁴.

Charles Le Blanc affirme, dans un rapport de mission présenté au MAIQ, que le CEAE pourra, grâce aux discussions avec les sinologues français et l'obtention de manuels de cours français, améliorer son programme d'enseignement de la langue chinoise (parlée et écrite, ancienne et moderne). La collaboration franco-québécoise permettra aussi, selon Le Blanc, le développement plus rapide de deux projets de recherche sur les minorités nationales en Chine et l'histoire du taoïsme. À plus long terme, la collaboration continue avec la communauté sinologique française aura pour effet de « faire du CEAE une institution-ressource où les divers secteurs de la société québécoise et des groupes francophones du Canada pourront puiser les renseignements et les services nécessaires en tout ce qui a trait à l'Asie de l'Est, surtout à la Chine et au Japon ». L'objectif est en effet de « devenir le plus important centre de documentation, d'enseignement et de recherche francophone en Amérique du Nord, et le lieu de rencontre privilégié (Montréal, ville-carrefour) des importantes communautés sinologiques américaines et françaises (et même européennes) ». Selon Le Blanc, afin d'assurer le succès, les efforts du CEAE :

devraient porter sur l'apprentissage de la langue chinoise. Il sera dès lors nécessaire d'avoir un certain nombre d'échanges avec les deux centres de langue chinoise de Paris (L'UER de Langues et Civilisations Orientales et le Centre d'études chinoises de l'INALCO), et, d'autre part, de prévoir pour le CEAE un personnel encore plus qualifié, des heures de cours plus nombreuses, des manuels d'exercices adaptés aux étudiants québécois et enfin une utilisation plus systématique des moyens audio-visuels. Le CEAE ne peut assumer son véritable rôle que si une connaissance poussée de la langue chinoise permet une recherche à partir des sources originales³⁵.

Dans le cadre de la collaboration franco-québécoise, Christiane Emond, Colette Ally et Alain Takahashi, trois étudiants du CEAE, partent à Paris en octobre 1978 afin de

³⁴ « Formule de présentation d'un rapport de mission... », *op. cit.*

³⁵ *Ibid.*

poursuivre leurs études chinoises dans des centres de recherches parisiens. De leur côté, des professeurs français sont invités à donner des conférences à l'UdeM. En septembre et octobre 1979³⁶, Jacques Gernet, titulaire de la chaire d'histoire intellectuelle et sociale de la Chine au Collège de France, donne une série de huit conférences³⁷ sur le philosophe chinois Wang Fuzhi (1619-1692)³⁸, qui attirent plus de 350 auditeurs. Ces derniers, selon Louis Veilleux, ont mieux compris « l'originalité et la spécificité des traditions intellectuelles chinoises, ainsi que leurs propres traditions » à travers le regard des intellectuels chinois, grâce aux conférences qui « ont jeté une nouvelle lumière sur les contacts d'importance historique entre la Chine et l'Occident au XVII^e siècle³⁹ ».

Les membres du Centre for East Asian Studies de l'Université McGill contribuent aussi à la mise en place et au développement du CEAE. Les spécialistes internationaux qui sont invités à intervenir à McGill donnent souvent une conférence à l'UdeM. Par exemple, le 20 février 1976, Han Suyin y prononce une conférence intitulée « La Chine d'aujourd'hui et le Tibet⁴⁰ ». Les professeurs de McGill Paul Lin et Samuel Noumoff sont d'ailleurs sur le comité consultatif du CEAE. Le 13 mars 1975, on s'est questionné au Centre for East Asian Studies sur la pertinence d'avoir deux centres d'études de l'Asie de l'Est au Québec. À cette interrogation, Samuel Noumoff explique que la réalité québécoise nécessite la création d'un programme francophone indépendant afin de répondre à « l'intérêt énorme de la communauté francophone ». Il ajoute que les

³⁶ Lettre de Louis Veilleux à Jacques Gernet le 8 mars 1978 (c. c. à Jean-Guy Laurendeau, attaché de coopération internationale, UdeM). Fonds E131, dossier « Jacques Gernet ».

³⁷ « Cosmologie chinoise au XI^e siècle » (26 septembre), « Gouvernement par les lois ou gouvernement par les mœurs » et « Wang Fuzhi (1619-1692), philosophe et historien des dynasties Ming (1368-1644) et Qing (1644-1912) » (27 septembre), « Barbares du dehors et barbares du dedans I » (1 octobre), « Barbares du dehors et barbares du dedans II » (2 octobre), « Conceptions de l'histoire » (4 octobre), « Sur les rapports entre langue et pensée » (9 octobre), « Religion et politique » (10 octobre), « Morale chinoise et morale chrétienne » (11 octobre).

³⁸ Philosophe chinois de la fin de la dynastie Ming et au début de la dynastie Qing, Wang était un disciple de Confucius, mais considérait que la philosophie néo confucéenne qui dominait la Chine à son époque avait détourné l'enseignement de Confucius.

³⁹ Lettre de Charles Le Blanc à Jacques Gernet, 29 octobre 1979. E131, dossier « Jacques Gernet ».

⁴⁰ *Le Devoir*, 20 février 1976, p. 3.

deux centres travailleront en collaboration, soulignant que les chercheurs des deux centres ont déjà collaboré de près et « enjoy a relationship based upon genuine friendship, shared viewpoints and mutual respect⁴¹ ».

7.1.4. Étudiants et voyages d'étude

L'Association des étudiants en études asiatiques de l'UdeM (AEEA) est fondée en novembre 1976, à l'occasion d'une assemblée générale qui réunit une quinzaine d'étudiants inscrits aux cours offerts par le Centre. Étant donné que le programme est multidisciplinaire, l'AEEA n'est attachée à aucun département particulier. Se voulant être une association indépendante, l'Association a pour objectifs de promouvoir des intérêts des étudiants en études asiatiques auprès du CEAE, de mettre en commun leurs expériences, de faciliter la communication entre eux et enfin, d'organiser différentes activités (films, conférences, débats, expositions, colloques, etc.)⁴². Trois points « d'orientation politique » sont définis:

- (1) En tant que citoyens d'un pays impérialiste, nous avons la responsabilité de dénoncer l'idéologie qui occulte les visées du Canada sur le Tiers-Monde. Cela s'impose d'autant plus que la formation que nous recevons à l'université nous prépare à des postes de cadres, donc à servir très possiblement cet impérialisme.
- (2) Parallèlement au point 1 ci-dessus, nous devons nous assurer de la qualité de l'information concernant les pays socialistes de l'Asie. Que ce soit le Vietnam, la Chine, la Corée du Nord, ou le Laos, la publicité occidentale déforme trop souvent la réalité.
- (3) Susciter l'intérêt sur l'Asie de l'Est. Un des meilleurs moyens de promouvoir les études asiatiques, est de permettre au plus grand nombre d'étudiants possible de se familiariser avec les langues asiatiques. C'est

⁴¹ Compte rendu de la réunion du Centre for East Asian Studies, 13 mars 1975. Fonds E131, dossier « Établissement du programme Université de Montréal et McGill University, 1973-82 ».

⁴² « L'Association des étudiants en études asiatiques de l'Université de Montréal », *Bulletin Asie*, novembre 1977, p. 32. Le *Bulletin Asie* fut l'organe de l'AEEA, publié d'une à deux fois par an dans le but de renseigner les étudiants sur les activités de l'Association.

pourquoi nous revendiquons un programme de cours complet dans les 2 langues : japonais et chinois⁴³.

L'intérêt que les étudiants portent envers les pays de l'Asie de l'Est et, plus particulièrement, la Chine et le Vietnam a donc une dimension tiers-mondiste. Avec la collaboration de la SCC, le film musical *L'Orient est rouge* est projeté. Celui-ci, sorti en 1965, fait les louanges de la lutte des communistes chinois, dirigés par Mao, contre l'impérialisme, le féodalisme et la bureaucratie. Le deuxième événement est la conférence de Sœur Françoise Vandermeersch⁴⁴ qui, s'appuyant sur ses expériences, partage avec l'auditoire ses opinions sur l'indépendance du Vietnam. En octobre, une discussion sur « La répression politique en Indonésie » est organisée par l'AEEA et animée par Rodolphe De Koninck, spécialiste en études de l'Asie du Sud-Est et professeur de géographie à l'Université Laval. En novembre, l'AEEA organise un film-débat sur le Tibet, en coopération avec la SCC, et plus tard, un film-débat-conférence « Le Vietnam depuis la libération » avec l'Union des Vietnamiens au Canada. La perspective tiers-mondiste est visible dans leur vision des buts d'un séjour d'études en Chine. Selon l'AEEA, « les stages de travail dans les communes populaires et dans les usines, affirme l'AEEA, fournissent d'excellentes occasions d'apprendre auprès du peuple chinois. L'amitié entre nos deux peuples n'en sera que meilleure⁴⁵ ».

Plusieurs étudiants du CEAE obtiennent effectivement l'opportunité d'effectuer un séjour d'études en Chine dans le cadre du programme d'échange Canada-Chine. Gervais Lavoie est sélectionné par ledit programme en 1976. Dans un entretien réalisé en 2007, Jean-Philippe Décarie, du *Journal de Montréal*, présente Lavoie dans les termes suivants : « Il était maoïste, mais en même temps incrédule. C'est pourquoi Gervais Lavoie a décidé, en août 1976, de venir tester sur place la foi de ses principes

⁴³ Claude Lemieux, « Le travail accompli par l'Association des étudiants en études asiatiques de l'Université de Montréal et son orientation politique », *Bulletin Asie*, vol. 1, n° 3, 1977, p. 24.

⁴⁴ Concernant Sœur Françoise Vandermeersch, voir un extrait de l'émission *Vocations* du 3 août 1969. [En ligne : <https://www.franceinter.fr/emissions/radioscopie-par-jacques-chancel/radioscopie-par-jacques-chancel-09-aout-2016>]

⁴⁵ « Échange Canada-Chine », *Bulletin Asie*, vol. 1, n° 3, novembre 1977, p. 9.

ou les principes de sa foi.⁴⁶ » Durant son séjour en Chine, Lavoie envoie des lettres au CEAE pour partager ce qu'il observe sur le terrain. Un de ses articles, qui s'intitule « Une communication de Pékin », est paru en novembre 1977 dans *Bulletin Asie*, publication de l'AEEA. Celle-ci affirme que le témoignage de Gervais est d'un intérêt particulier « pour ceux d'entre nous qui ne s'y retrouvent plus dans l'affaire de la 'Bande des Quatre' – confusion due en bonne partie aux comptes rendus incohérents et contradictoires émis par la presse bourgeoise ». Dans cet article, Lavoie remet en doute une « conception typiquement petite bourgeoise qui essaie de juger des événements par en haut, et qui ne peut comprendre ce qui se passe en Chine à l'heure actuelle que par une lutte pour la prise du pouvoir ». Lavoie insiste sur le fait qu'une bonne partie des idées et gestes que la Bande posait pendant la Révolution culturelle avait une portée tout à fait révolutionnaire, et qu'elle est devenue dogmatique par la suite. « C'est donc progressivement, souligne-t-il, qu'ils [les Quatre] se sont vus coupés des masses et que les masses les ont reniés en tant que représentants ».

Pour comprendre l'actualité, en plus de lire les journaux chinois, notamment *Le Quotidien du Peuple*⁴⁷, Lavoie suit de près les discours des nouveaux dirigeants du PCC. Arrivé un mois après la mort de Mao, il observe les émotions manifestées par les Chinois face aux événements. Il affirme que si les informations factuelles sont nécessaires pour l'observateur étranger et extérieur, pour sa part du moins, « le simple fait d'avoir assisté à la 'manifestation' qui soulignait la victoire du peuple sur les 'Quatre' » l'a amplement convaincu. « L'atmosphère de joie et de détente et de liberté qui y régnait nous a prouvé hors de tout doute que la grande majorité de la population

⁴⁶ Jean-Philippe Décarie, « Qui est Gervais Lavoie ? », publié le 4 septembre 2007. [En ligne : <https://www.tvanouvelles.ca/2007/09/04/qui-est-gervais-lavoie>]

⁴⁷ Par exemple, Lavoie évoque que la publication dans le *Quotidien du Peuple* d'un des textes les plus importants écrits par Mao après 1949 (« Sur les dix grands rapports »), efface en lui « les quelques doutes qui subsistaient quant à la bonne volonté des nouveaux dirigeants ». Il s'agit là d'un geste posé par les nouveaux dirigeants chinois pour « augmenter la conscience politique des gens », plutôt que d'une tactique du Président Hua Guofeng telle qu'interprétée par les médias occidentaux, affirme Lavoie.

(au moins à Pékin) était ravie, » explique-t-il. Le témoignage de Lavoie permet aux étudiants du CEAE d'avoir accès à l'actualité chinoise sans l'intermédiaire des médias.

En 1977, trois étudiantes sont sélectionnées par le programme Canada-Chine. Il s'agit de Marie-Louise Lefebvre, étudiante à la maîtrise en sociologie⁴⁸, Claude Lemieux, étudiante à la maîtrise en anthropologie, et Denise Helly, stagiaire invitée. Soulignons que cette dernière, avant d'intégrer le CEAE, bénéficiait d'une subvention de 6 000 \$ de la part du gouvernement du Québec et de l'UdeM, pour la réalisation d'une étude sur la communauté chinoise de Montréal⁴⁹. Ce projet de recherche a abouti à un des travaux les plus connus sur l'immigration chinoise au Québec : *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, publié en 1987 par l'Institut québécois de recherche sur la culture.

7.1.5. Un premier projet de recherche

La question des minorités nationales en Chine est au cœur des principaux projets de recherche du CEAE. Le « groupe chinois », composé de six chercheurs, dont Charles Le Blanc, Gaétane Payeur-Minot et Louis Veilleux, obtient en mai 1978 une subvention de 18 000 \$ de la part du ministère de l'Éducation du Québec pour un projet de recherche sur les politiques frontalières et les stratégies d'unification du gouvernement chinois. En juillet 1978, le Service de recherche du CEAE affirme le démarrage du projet sous la responsabilité de Gaétane Payeur-Minot⁵⁰.

En plus du financement du ministère de l'Éducation, ce projet, qui s'intitule « Les stratégies d'intégration des minorités nationales et les politiques frontalières de la République populaire de Chine », bénéficie d'une subvention d'environ 40 000\$ de la

⁴⁸ Inscrite au doctorat en automne 1979, elle propose un projet de thèse sur le mouvement des quatre modernisations en RPC (sous la direction de Marcel Fournier). Fonds E131, dossier « FCAC. Demandes de subvention 1979-1980 ».

⁴⁹ « De la section d'études est-asiatiques dans le cadre de l'orientation 'action concertée : objectifs-développement-priorités' », février 1977. E131, dossier 7925, dossier « Objectifs, développement, propriétés ».

⁵⁰ *L'Asiathèque*, vol. 1, n° 5, 12 juillet 1978.

part de la Formation de chercheurs et d'action concertée (FCAC) de l'UdeM. Le projet regroupe des géographes, politologues, historiens et anthropologues, ainsi que des étudiants du CEAE engagés à titre d'assistants de recherche : Gervais Lavoie⁵¹, Marie-Louise Lefebvre, Frédérica-Nadine-Elvir Gardye⁵², You Trai Ly⁵³, etc. Des consultants participent également au projet⁵⁴.

Ayant pris forme à partir d'intérêts communs et d'une volonté de coopération de trois sinologues du Centre (Le Blanc, Payeur-Minot et Veilleux), ce projet a pour objectif d'examiner « l'orientation, la mise en œuvre et l'évolution des objectifs, des modes et des mesures de la politique des nationalités par le gouvernement chinois dans les zones frontalières du Yunnan, du Xinjiang et de la Mongolie Intérieure ». Selon les chercheurs, le projet est intéressant du fait de « l'actualité de la question de l'affrontement des nationalismes⁵⁵ ».

Pour mener à bien ses recherches, l'équipe tente de créer des liens avec les établissements de recherche et d'enseignement chinois. Après avoir discuté avec Yang Ching-hua, attaché culturel de l'Ambassade de la RPC à Ottawa, ainsi qu'avec la direction et des professeurs de l'Institut central des minorités nationales de Pékin et de l'Institut des minorités nationales de Nanning, le CEAE transmet une demande officielle en 1978 au Service culturel de l'ambassade chinoise à Ottawa. Les contacts,

⁵¹ De retour au Québec en 1978, il termine sa maîtrise d'anthropologie. Son mémoire, qui s'intitule « La transformation des rapports sociaux de production chez la paysannerie chinoise : 1949-1965 », est consacré à une étude sur la collectivisation dans des campagnes chinoises. Ensuite, Lavoie s'inscrit au doctorat au département d'anthropologie de l'UdeM, et son sujet de thèse porte sur la politique d'intégration des minorités nationales en Chine et ses conséquences sur le peuple mongol (sous la direction du Professeur Bernard Bernier).

⁵² Immigrante reçue le 4 novembre 1976, Gardye consacre son mémoire de maîtrise en anthropologie à une étude des rapports entre la langue et la mentalité en Chine (sous la direction de Charles Le Blanc).

⁵³ Immigrant reçu le 18 mai 1975, il s'inscrit au doctorat à l'UdeM en septembre 1979 avec une bourse de doctorat du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (sous la direction de Veilleux).

⁵⁴ *Ibid.*, p. 24. Ils sont, entre autres, Bernard Bernier et Mikhnel Elbaz, professeurs et anthropologues de l'UdeM ; Michel Cartier du Centre de Bibliographie sinologique à Paris ; Frederic Mote de l'Université de Princeton et Paul Lin, tous deux historiens. Le géographe Keith Buchanan de Londres et des chercheurs du Center for Chinese Studies de l'Université Berkeley ont « largement » encouragé la poursuite de ce projet.

⁵⁵ « Rapport 1978-1979 et demande de subvention 1979-1980 ». E131, dossier « FCAC, 1978-1979 ».

à Pékin avec Chen Yongling, responsable des études historiques des minorités, et ensuite à Montréal, en octobre 1978, avec deux professeurs invités, Jiang Mingbao et Chen Dezhi, sont « fructueux et extrêmement prometteurs en vue d'une collaboration et d'une assistance des spécialistes chinois⁵⁶ ».

La question majeure déterminant l'axe de ce projet est celle des mécanismes d'une stratégie d'unification nationale dans des zones frontalières incertaines de la Chine. L'équipe de recherche souligne que la valeur du projet réside dans son rapport avec l'actualité québécoise. On souligne :

Le projet traitera en fait de plusieurs points dont la similitude avec certains traits de la réalité politique du Québec est étonnante. Si l'on se réfère, par exemple, au Livre Blanc sur l'Énergie, du ministre Guy Joron (décembre 1977) selon lequel il est urgent d'élaborer des politiques d'autosuffisance en matière d'énergie, cela implique le contrôle et le développement de zones répulsives, périphériques et immenses, mais non moins indispensables sur le plan économique ; zones occupées par une population restreinte, une population de groupes ethniques minoritaires qui non seulement déborde les frontières (frontières éventuellement remises en question), mais qui n'est pas véritablement intégrée au Québec et dont le sens de l'identité « nationale », pour des raisons historiques, pourrait ne pas favoriser une loyauté en faveur de l'unité du territoire québécois. Il nous apparaît donc que notre étude de politiques des minorités dans des zones frontalières, que notre analyse des mécanismes et des difficultés d'une stratégie d'intégration des minorités nationales, et d'un intérêt immédiat pour l'aménagement au Québec de structures d'unification, de négociation, de partage et d'interaction des pouvoirs, structures qui devront prendre en compte le droit des personnes et des groupes autochtones du Québec, tout autant que les nécessités d'intégration des ressources territoriales dont l'exploitation assurera le développement économique du Québec⁵⁷.

Les premiers résultats du projet sont communiqués au Congrès de l'ACFAS, tenu en mai 1979 à l'UdeM⁵⁸. L'équipe de recherche présente un panel composé de plusieurs

⁵⁶ *Ibid.*, p. 9.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 23-24.

⁵⁸ D'ailleurs, les membres de l'équipe de recherche participent, à titre individuel, à différentes activités portant sur le nationalisme et les minorités. Par exemple, en mars 1979, dans le cadre d'un débat sur « la légitimité du nationalisme », Gaétane Payeur-Minot présente une communication intitulée « Aspects et problèmes des nationalismes locaux en RPC ».

présentations : « L'effort chinois d'intégration des régions périphériques : le cas du Xinjiang » (Veilleux), « Le problème des incidences de la politique chinoise d'intégration des minorités nationales sur la politique extérieure de la RPC » (Payeur-Minot), « La réponse initiale de l'administration chinoise au problème des minorités chinoises : le modèle Han (II^e siècle av. J.-C.) » (Le Blanc) et « L'intégration de la Mongolie intérieure à la RPC » (Lavoie).

Dans les universités à Montréal, deux courants se distinguent dans le domaine d'études chinoises. Le premier s'intéresse à la « Chine éternelle », c'est-à-dire « l'histoire intellectuelle et sociale de la Chine, à l'étude de sa langue et de sa philosophie⁵⁹ », plutôt qu'aux transformations politiques et sociales contemporaines du pays, la « Chine contemporaine ». Cette sensibilité pour la Chine éternelle se trouve notamment chez Charles Le Blanc, qui explique pourquoi il est devenu sinologue dans les termes suivants : « parce que j'ai éprouvé très jeune le goût de découvrir des paysages lointains, inconnu, différents de mon environnement immédiat ». Il affirme :

Ce goût, sans doute issu du paysage maritime de mon enfance (Cap-Pelé, Pont-Sapin, Petit Rocher), ne m'a jamais quitté : encore aujourd'hui, je ne puis regarder la mer sans que montent dans ma mémoire le monde de mon enfance, ses joies et ses peines. Beaucoup plus tard, la Chine m'est apparue comme le pays de la différence et du dépaysement, mais aussi de la découverte et de l'appropriation de l'autre versant de l'humanité⁶⁰.

C'était donc d'abord un goût pour l'exotisme qui l'a amené à s'intéresser à la civilisation millénaire chinoise. Ses études en philosophie occidentale à l'UdeM lui ont ensuite fait réaliser que les penseurs grecs et latins « appartenaient à des époques et des cultures bien limitées dans le temps et l'espace, mais ils parlaient toujours en termes

⁵⁹ Le sinologue français Jean-Luc Domenach (sous le pseudonyme Gilbert Padoul) affirme qu'on peut distinguer trois grandes sensibilités de la recherche française sur la Chine. La première, une sinologie traditionnelle de grande qualité, s'intéresse notamment à l'histoire intellectuelle et sociale de la Chine, l'étude de sa langue et de sa philosophie, bref, de la « Chine éternelle », mais n'était pas destinée à comprendre la RPC et les transformations politiques et sociales contemporaines du pays. Gilbert Padoul, « Comment connaissons-nous la Chine ? », *Le Débat*, n° 9, février 1981, p. 96-105.

⁶⁰ Charles Le Blanc, *Profession. Sinologue*, Presses de l'Université de Montréal, p. 9-10.

universels, comme si leur pensée était fondée sur une expérience illimitée, hors du temps et de l'espace ». Le Blanc développe donc une envie d'étudier en profondeur la culture et la philosophie chinoises qui pourraient, selon lui, apporter « un correctif nécessaire aux prétentions universalistes de la philosophie occidentale », mais aussi conduire à « une synthèse plus équilibrée, favorisant le dialogue, l'échange et la compréhension, entre les deux pôles 'radicaux' de la planète, le monde indoeuropéen et le monde chinois ». Enfin, le troisième mobile qui déclenche sa décision de devenir sinologue est « un besoin de participer aux grands enjeux de notre planète ». Selon Le Blanc, des lectures de collègue (Tibor Mende) lui ont laissé entrevoir que la Chine était destinée à devenir « la première puissance de la planète », non seulement sur le plan géographique et économique, mais aussi sur le plan culturel et philosophique. « Je voulais être partie prenante de ce renouveau, surtout sur le plan des idées et des valeurs », affirme-t-il.

Robert Garry, qualifié « d'expert des questions d'Extrême-Orient » par Jean Tétreau⁶¹ dans un bilan sur l'état des connaissances sur la Chine au Québec, doit son intérêt pour la Chine, comme Charles Le Blanc, à un goût d'exotisme. En témoigne le nombre de voyages qu'il a effectués en Asie de l'Est et Asie du Sud-Est. Son intérêt, toutefois, est doté d'une dimension tiers-mondiste, ce qui se traduit par une sympathie envers les peuples opprimés en Indochine et en Chine. Tétreau affirme que la renommée de Garry commence à se répandre dans les années 1950 grâce à ses élèves⁶². Ces derniers, « assez hardis pour s'engager dans une carrière nouvelle, financièrement moins intéressante que beaucoup d'autres, s'inspiraient manifestement de l'exemple du professeur ». Ayant suivi plusieurs cours sur l'Indochine auprès de Robert Garry, ces étudiants, dont Louis Veilleux, n'ont pas manqué « d'en faire l'éloge », affirme Tétreau.

⁶¹ Jean Tétreau (1923-2012), romancier, nouvelliste, dramaturge, essayiste et traducteur québécois. Le fonds d'archives de Jean Tétreau (P884) est conservé à BAnQ Vieux-Montréal.

⁶² Jean Tétreau, « État actuel de notre sinologie », *L'Action nationale*, vol. LXV, n° 8, avril 1976, p. 547. Un manuscrit non publié et intitulé « D'une certaine manière de la Chine : État actuel de notre sinologie », est conservé à la BAnQ Vieux-Montréal (P884, S2, SS2, SSS1, D21).

La seconde sensibilité qu'on trouve chez les spécialistes en études asiatiques à Montréal, est plus « connectée » à l'actualité de l'époque. Elle est centrée sur l'étude des transformations politiques et sociales du pays sans ignorer la Chine éternelle, afin de comprendre la rupture et la continuité entre le passé et le présent du pays, et de mieux interpréter la réalité chinoise contemporaine. L'approche de Samuel Noumoff et de Paul Lin s'inscrit dans cette perspective. Dans les cours qu'il donne à McGill, Lin propose aux étudiants d'essayer de trouver, dans le passé, des éléments pouvant aider à comprendre les sujets plus récents. Dans son cours, Lin invite par exemple à réfléchir à l'impact de l'établissement des communes populaires sur les « valeurs, habitudes et attitudes » des paysans chinois, afin de voir s'il y a un vrai changement de conscience chez ces derniers à la fin des années 1950. Si c'est la quête d'exotisme qui initie Robert Garry à la sinologie, il ne partage pas moins la seconde sensibilité, tel que le démontre l'importance qu'il accorde aux peuples opprimés indochinois et chinois dans sa recherche et son enseignement.

La recherche universitaire sur la Chine qui se développe à l'UdeM à compter de 1976 semble différente de celle menée par les chercheurs de l'Université McGill durant la deuxième moitié des années 1960. Les projets d'étude du CEAE, qui semble plus branché aux enjeux politiques du Québec de la fin des années 1970, analysent des expériences étrangères relatives au nationalisme et à l'indépendance et qui peuvent aider à réfléchir à la réalité politique du Québec. Les rapports étroits entre la recherche sinologique du CEAE et les enjeux d'indépendance se manifestent par le nombre d'études sur les minorités nationales en Chine.

L'enseignement de la langue chinoise et la construction d'une documentation visent à former un certain nombre de jeunes Québécois francophones qui auraient les compétences linguistiques permettant de contribuer au développement des « relations

extérieures⁶³ » du Québec. Une des approches pour atteindre cet objectif est de chercher à établir des ententes bilatérales avec la Chine dans le milieu universitaire.

7.2. « Favoriser les liens de peuple à peuple » - Le ministère des Affaires intergouvernementales du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec a manifesté de l'intérêt pour la Chine durant la première moitié des années 1970⁶⁴. Il a par exemple subventionné, conjointement avec le gouvernement du Canada, la formation de Claude Letarte, médecin de santé publique et de médecine tropical diplômé de l'Université Laval, pour un séjour de quinze mois en Chine (de novembre 1973 à août 1975). Cela dit, la Chine populaire demeure « absente des relations internationales du gouvernement Québec jusqu'en 1977, malgré son importance politique énorme⁶⁵ ».

Depuis 1965, les relations internationales de l'État québécois connaissent une évolution cruciale. Le 12 avril 1965, le Vice-Premier ministre du Québec et ministre de l'Éducation, Paul Gérin-Lajoie, prononce un discours devant le corps consulaire de

⁶³ Dans la question référendaire de 1979, l'établissement des relations extérieures est présenté comme un des trois éléments composant la souveraineté. La question se lit comme suit : « Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples : cette entente permettrait au Québec d'acquiescer le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie [...] »

⁶⁴ L'historien David Meren situe la dynamique triangulaire Canada-Québec-France dans les courants de l'histoire de la mondialisation. Il affirme que durant la période 1944-1970, « developments in the triangle were driven to a great extent by the concerns arising from the acceleration of what is referred to today as globalization – a deepening integration and interconnection resulting in the expansion and intensification of social relations that cut across traditional political, economic, cultural, and geographical boundaries. » David Meren, *With Friends Like These: Entangled Nationalisms and the Canada-Quebec-France Triangle, 1944-1970*, Vancouver, UBC Press, 2013, p. 263-264. Cette thèse nous éclaire sur un contexte plus large dans lequel le gouvernement du Québec a manifesté un intérêt (bien que limité) pour la Chine.

⁶⁵ « Visite des membres de l'Institut des affaires étrangères de Pékin ». BAnQ Québec, Fonds Ministère des Relations internationales, 1951-2009 (E42), dossier 4, 132, 5/1, Affaires politiques – Chine.

Montréal. Pour la première fois de l'histoire du Québec, un ministre du gouvernement affirme publiquement la volonté du Québec d'être un acteur de la scène internationale dans ses domaines de compétence constitutionnelle. Ayant pour l'objectif d'inscrire l'État québécois dans l'espace international, Gérin-Lajoie exprime : « Dans tous les domaines qui sont complètement ou partiellement de sa compétence, le Québec entend désormais jouer un rôle direct, conforme à sa personnalité et à la mesure de ses droits. » Ce discours deviendra le fondement de la doctrine Gérin-Lajoie que l'on reconnaît comme « le prolongement international des compétences internes du Québec⁶⁶ ». Le ministère des Affaires intergouvernementales (MAIQ), créé en 1967, est la première autorité ministérielle en charge des relations internationales de la province. Le premier ministre Daniel Johnson en est le ministre responsable, Claude Morin, le sous-ministre en titre. Cette création marque la volonté du gouvernement québécois de consolider la visibilité internationale du Québec. Le politologue Louis Balthazar affirme qu'un facteur propice à l'éclosion des relations internationales du Québec est l'apparition d'une nouvelle définition des relations internationales :

La politique étrangère ne pouvait plus être la chasse gardée des diplomates en raison de la prolifération des relations dites transnationales échappant au contrôle des gouvernements. Déjà un grand nombre de secteurs d'intervention gouvernementale ne pouvaient plus s'entendre hors du contexte international. On ne pouvait plus penser l'économie, les relations de travail, l'éducation, l'environnement, la culture et combien d'autres champs appartenant jusque-là à la politique intérieure sans jeter un regard sur d'autres régions du monde, voire engager un dialogue avec l'étranger⁶⁷.

D'après Balthazar, c'est en raison de ce phénomène qu'un État fédéré non souverain tel que le Québec se met à établir des contacts divers avec d'autres entités politiques au-delà de leurs frontières, soit pour promouvoir leurs exportations, soit pour attirer des capitaux, soit encore pour stimuler des échanges culturels et autres.

⁶⁶ <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/historique/doctrine-paul-gerin-lajoie/50-ans-doctrine>

⁶⁷ Louis Balthazar, « Les relations internationales du Québec », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Québec, État et société*, Tome II, chapitre 22, p. 510.

L'historien Stéphane Paquin évoque que depuis 1965, la doctrine Gérin-Lajoie est « l'un des éléments majeurs de la grande transformation de la société et de l'État québécois⁶⁸ ». En effet, tous les gouvernements québécois successifs, qu'ils aient été libéraux, unionistes ou péquistes, s'appuient sur cette doctrine pour justifier leur action internationale. Toutefois, elle n'a jamais été reconnue par le gouvernement fédéral. Celui-ci déclare que la prétention québécoise est tout à fait inadmissible, en raison de l'indivisibilité de la souveraineté dont seul l'État canadien est le détenteur. Le gouvernement fédéral affirme sa compétence exclusive en matière diplomatique. Le ministre des Affaires extérieures du Canada Paul Martin déclare :

Le Canada ne possède qu'une personnalité internationale au sein de la communauté des nations. Il n'y a aucun doute que seul le gouvernement canadien a le pouvoir ou le droit de conclure des traités avec d'autres pays [...]. Le gouvernement fédéral est seul responsable de la direction des affaires extérieures qui constitue partie intégrante de la politique nationale intéressant tous les Canadiens⁶⁹.

En effet, le gouvernement fédéral n'a jamais cessé d'affirmer son rôle unique en matière de diplomatie, entendant encadrer et superviser la présence internationale québécoise. Le Québec n'a jamais tenté d'ailleurs d'ignorer la politique étrangère canadienne. Ainsi, toutes les représentations québécoises à l'étranger ont été créées avec l'assentiment du gouvernement fédéral. Celui-ci insiste pour être reconnu par la grande majorité de gouvernements étrangers comme le seul véritable représentant de tous les citoyens canadiens, y compris les Québécois.

Claude Morin affirme, dans *L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*⁷⁰, que dans le domaine des relations internationales, le Québec a réussi à accomplir plus de choses que tout autre État fédéré, mais que le Québec a dû mener un

⁶⁸ Stéphane Paquin, « Le fédéralisme et les relations internationales au Canada : l'inévitable construction d'une diplomatie à paliers multiples ? », dans Stéphane Paquin (dir.), *Les relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Sainte-Foy (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 46.

⁶⁹ Cité par Claude Morin, *L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1987, p. 29.

⁷⁰ Claude Morin, *L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*, op. cit., 1987.

combat contre les autorités fédérales qui s'opposaient aux volontés des dirigeants québécois d'affirmer la présence du Québec sur la scène internationale. La dimension internationale prend un nouveau relief avec l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois. Ministre des Affaires intergouvernementales du Québec sous le cabinet de René Lévesque depuis 1976, Claude Morin réalise que l'accès éventuel du Québec à la souveraineté ne peut laisser indifférents les pays étrangers⁷¹. Le gouvernement du Québec met donc en œuvre des initiatives pour prolonger sur le plan international ses compétences constitutionnelles. Le rapprochement avec la Chine fait preuve de cette volonté. En 1977, le gouvernement du Québec prend l'initiative à l'occasion de la visite à Québec de plusieurs représentants de l'Institut des Affaires étrangères de Chine. Un rapport d'analyse est produit qui ne manque pas de faire le lien entre la question pressante de la souveraineté du Québec et l'histoire de la RPC :

Le Québec est impressionné par les réalisations de la Chine populaire. En tant que peuple en devenir, le Québec ne peut manquer de prendre exemple sur la détermination avec laquelle le peuple chinois a pris en main ses destinés et fait entrer son pays sur la voie de l'autarcie⁷².

La délégation, qui comprend deux fonctionnaires de la direction Amérique et Océanie du ministère des Affaires étrangères chinois, donne donc au Québec l'occasion « d'aller à la rencontre du peuple chinois, aux racines historiques millénaires ». Le MAIQ affirme qu'étant conscient du rôle joué par la Chine en Asie et dans le monde, le Québec doit « chercher à mieux connaître et comprendre la civilisation de ce pays et son évolution présente ». Il est ainsi « fortement⁷³ » suggéré de ne pas laisser passer cette occasion offerte par l'Institut Canadien des Affaires internationales (ICAI)⁷⁴, et

⁷¹ Pour en savoir plus sur le rapport entre la problématique référendaire et les relations internationales du gouvernement péquiste, voir Shiro Noda, *Entre l'indépendance et le fédéralisme, 1970-1980. La décennie marquante des relations internationales du Québec*, Québec, PUL, 2001, p. 181.

⁷² « Visite des membres de l'Institut des affaires étrangères de Pékin ». BANQ Québec, Fonds E42, dossier 4, 132, 5/1, Affaires politiques – Chine.

⁷³ « Visite à Québec de représentants de l'Institut des Affaires étrangères de Chine populaire. Bilan ». Fonds E42, dossier 4, 132, 5/1.

⁷⁴ Le groupe chinois est invité par l'ICAI suite à un voyage à Pékin, organisé il y a quelques années par l'ICAI. Lettre de Pierre Côté, président de la section québécoise de l'ICAI, à Claude Morin, ministre des

que le MAIQ doive « trouver la possibilité de marquer l'attention que le Québec porte à la Chine » et « indiquer, dans le contexte nord-américain, quelle évolution suit le Québec⁷⁵ ».

Le sous-ministre adjoint du MAIQ André Dufour affirme, dans une note destinée à Claude Morin, ministre du MAIQ depuis septembre 1976, l'importance de la visite de la délégation chinoise à Québec, soulignant : « Il est quand même surprenant de constater que les Affaires extérieures ne nous ont pas saisis de cette visite alors qu'au moins officiellement deux membres de la délégation sont des Affaires étrangères chinoises. » « En effet », répond sèchement Morin⁷⁶.

Pourquoi il n'y avait-il pas de relations bilatérales entre le Québec et la Chine ? Le MAIQ identifie deux raisons, dont la première consiste en « la disproportion statistique entre les communautés chinoise et québécoise ». Ensuite, le fait que la Chine entretienne avec le gouvernement fédéral du Canada des « relations d'État à État utiles pour elle ». Les relations internationales, dans la perspective chinoise, affirme le MAIQ, « se font d'État à État parce que l'interlocuteur désigné est l'État ». Toutefois, la notion de peuple souverain, selon le MAIQ, prévaut au-delà de l'État, et c'est bien « sur cette base que la Chine se propose de favoriser les liens de peuple à peuple ». Le Québec a « une ouverture à exploiter » auprès de la Chine, bien que celle-ci, selon le MAIQ, se garde de froisser l'État canadien, son interlocuteur principal, « par une quelconque initiative de nature diplomatique ». On constate :

La Chine a une importance politique telle que le Québec, pour son avenir et pour l'avenir de ses relations internationales, est obligé d'en tenir compte. L'attitude résolument anti-hégémonique de la Chine et son intérêt pour les pays du Tiers-Monde (avec lesquels le Québec entretient des relations) sont des points de jonction possible pour une entrée en matière sino-québécoise qui

Affaires intergouvernementales du Québec, 25 mai 1977. Côté souligne : « Nous croyons que l'importance et la qualité de cette délégation justifient que nous les recevions avec tous les égards qui leur sont dus pour notre intérêt mutuel. » Fonds E42, dossier 4, 132, 5/1.

⁷⁵ « Visite à Québec de représentants... Bilan », *op. cit.*

⁷⁶ Lettre d'André Dufour, sous-ministre du MAIQ à Claude Morin, ministre du MAIQ, 20 mai 1977. Fonds E42, dossier 4, 132, 5/1.

devrait mener à des liens d'amitié entre les deux peuples. Dans le contexte chinois, ces liens sont des préliminaires indispensables à tous les autres échanges, et il est de toute première importance pour le Québec de ne pas les négliger, puisque c'est probablement la seule avenue que les Chinois sont prêts à prendre pour le moment. Au-delà des possibilités amicales, le Québec peut considérer la Chine comme un éventuel partenaire commercial. Jusqu'ici, les achats chinois au Canada ont été dominés par le besoin de ce pays en blé. À l'heure actuelle, le développement du pays en est à un stade où les Chinois doivent faire appel à l'outillage et à la technologie étrangers, du moins pour certains domaines. Il y a là un aspect où le Québec peut chercher à prolonger les relations d'amitié établies au préalable. [...] Un bon nombre des missions chinoises qui viennent au Canada passent au Québec. Les membres de ces missions ont toutefois l'occasion de ne percevoir qu'une partie de la réalité québécoise et ils ont, dans leur pays, un effet multiplicateur limité. [...] La présence des envoyés du ministère chinois des Affaires extérieures dans la délégation crée une occasion unique pour le Québec de se faire connaître et d'expliquer son devenir, ses orientations vers la social-démocratie à des visiteurs qui, de toute évidence, sont venus à titre d'observateurs attentifs – sinon mandatés⁷⁷.

La première rencontre entre représentants des gouvernements chinois et québécois se réalise sous les auspices de la section québécoise de l'ICAI. Accompagné par deux membres du secrétariat d'État aux Affaires extérieures du Canada (John Higginbotham, responsable du pupitre Chine, et Émile Martel, de la coordination fédérale-provinciale), un groupe composé du président de la section de Québec de l'ICAI Pierre F. Côté, du président du Centre québécois des affaires internationales (CQAI) Napoléon Leblanc et du directeur général du CQAI Albert Legault reçoit la délégation chinoise le 16 juin 1977. Denis Vaugeois, adjoint parlementaire du ministre des Affaires intergouvernementales reçoit le chef de la délégation chinoise dans la matinée. Le vice-premier ministre et ministre de l'Éducation Yvan Morin est l'hôte de la délégation à l'occasion d'un déjeuner offert au nom du gouvernement du Québec. Après une visite à l'Assemblée nationale, la délégation rencontre les membres de l'ICAI et du CQRI à

⁷⁷ Direction des affaires d'Afriques, d'Asie et du Pacifique, « Visite à Québec de représentants de l'Institut des affaires étrangères de Chine populaire », 13 juin 1977. Fonds E42, dossier 4, 132, 5/1, Affaires politiques – Chine.

l'Université Laval. Le recteur de cette université offre ensuite une réception en l'honneur du groupe.

Cette première rencontre des représentants gouvernementaux, bien que significative, n'aboutit pas à des relations bilatérales officielles. Dans ce contexte, Claude Letarte, qui a été financé par les gouvernements du Canada et du Québec pour un séjour de quinze mois à Pékin, manifeste auprès du MAIQ son intention de rencontrer quelques hauts fonctionnaires chinois durant un séjour à Pékin qu'il réalisera dans le cadre d'un voyage, afin de faire profiter le gouvernement québécois de son expérience. Il s'agit d'un voyage « professionnel » organisé par un organisme appelé « Bureau de liaison académique », en collaboration avec les « Anciens de Laval⁷⁸ ». Letarte est nommé « accompagnateur professionnel » en raison de ses expériences en Chine et ses connaissances de la langue chinoise⁷⁹.

Paul Bernier souligne, dans une lettre adressée à Jean-Marie Lepage le 10 juillet 1978, l'intérêt pour le MAIQ de transmettre un message amical aux fonctionnaires chinois. Toutefois, cette opération est délicate dans le contexte constitutionnel canadien :

Étant donné ce statut d'accompagnateur officiel, nous pourrions faire en sorte que le Docteur Letarte puisse passer un message québécois en Chine. L'effet serait bien sûr modeste, mais il pourrait « rentabiliser » en notre faveur un voyage qui sert pour le moment à faire connaître la Chine au Québécois. Il y a deux possibilités à envisager : 1) que le Québec fasse remettre par le Docteur Letarte un message d'amitié du peuple québécois au peuple chinois. Pour avoir une quelconque valeur aux yeux des Chinois, ce message devrait toutefois être signé par le ministre des Affaires intergouvernementales, et prendrait peut-être un caractère trop officiel. 2) que le Docteur Letarte soit porteur d'une identification (lettre de recommandation ou autre) du ministère des Affaires intergouvernementales et qu'il transmette les salutations de ce ministère au chef

⁷⁸ « Visite médicale. République populaire de Chine ». Fonds E42, dossier 4, 132, 2/3, Affaires sociales. Chine. Voyage médical en Chine du Docteur Letarte, M.A.S. Ce voyage a pour objectifs d'observer la pratique des soins médicaux en Chine, ainsi que de favoriser une meilleure compréhension « des triomphes, problèmes et espoirs de la médecine chinoise ».

⁷⁹ Dans la brochure qui présente les informations concernant le voyage, nous apprenons que c'était Yves Morin qui a été initialement choisi pour assumer le rôle d'accompagnateur professionnel. On met en relief le fait que Morin était membre d'une délégation médicale canadienne en Chine en 1973 (nous avons présenté la vision de Morin sur son voyage dans le Chapitre V).

adjoint à la direction du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (au ministère des Affaires extérieures). Ce personnage (Monsieur Tu Guowei) était, on s'en souviendra, dans la délégation chinoise de l'Institut populaire des Affaires étrangères, reçu par l'ICAI à Québec en juin 1977. Le message passé par le Docteur Letarte pourrait être essentiellement de rappeler le Québec au bon souvenir de ce monsieur. À noter que la fonction « d'accompagnateur officiel » du Docteur Letarte rendrait la chose normale aux yeux des Chinois⁸⁰.

La deuxième option consiste à accorder à Letarte une identification du MAIQ pour qu'il puisse transmettre « les salutations de ce ministère » aux fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures de Chine. Selon Bernier, cette deuxième possibilité est plus réaliste car elle « fournirait une occasion de rappeler aux Chinois qu'ils sont venus au Québec, et que nous avons gardé leur souvenir ». Il souligne que ce voyage donne au MAIQ l'occasion de « placer un mot auprès des responsables chinois des dossiers d'Amérique aux Affaires étrangères, sans aucun frais ». Cette méthode qui, d'après Bernier, pourrait être reprise éventuellement, permettrait au Québec de ne pas « se faire 'oublier' d'un pays dont il reconnaît l'importance de plus en plus grande comme centre de décision politique ».

Le MAIQ remet donc à Letarte une lettre d'introduction portant la signature de Richard Pouliot, sous-ministre adjoint du MAIQ, à l'intention de Tu Guowei, de la direction des Amériques, de l'Australie et Nouvelle-Zélande. La lettre est faite dans l'idée de « laisser une empreinte québécoise à l'occasion de ce voyage, qui repose sur une organisation privée, donc qui ne crée pas les situations particulières dues aux visites politiques⁸¹ ». Dans cette lettre, Pouliot rappelle d'abord le contact établi lors du passage des Chinois à Québec en 1977, affirmant que la visite professionnelle dirigée par Letarte présente une occasion de renouer des liens entre les autorités chinoises et le MAIQ. À la fin de la lettre, Pouliot tient à « profiter de la circonstance pour

⁸⁰ Lettre de Paul Bernier, de la direction des Affaires d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, à Jean-Marie Lepage, 10 juillet 1978.

⁸¹ Lettre de Paul Bernier, de la direction des Affaires d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, à Jean-Marie Lepage, 9 juin 1978.

transmettre aux dirigeants et au peuple chinois les amitiés sincères du peuple québécois⁸² ».

À son arrivée à Pékin, Letarte tente de prendre contact avec Tu par l'entremise de l'Agence de tourisme international de Chine. On l'informe que Tu est en mission à l'étranger, mais qu'on lui transmettra la lettre à son retour. Dans un rapport présenté au MAIQ, Letarte affirme :

Il ne faut pas espérer de résultat immédiat à cette démarche, mais les Chinois sont d'ordinaire fort sensibles à ce genre de courtoisie et sûrement que le tout n'aura pas été inutile. Au retour, en passant par Tokyo, j'ai pu rencontrer Monsieur Normand Bernier, délégué du Québec, l'ai mis au courant de ma démarche et lui ai remis copie de la lettre de Monsieur Pouliot. Il s'est dit heureux de l'initiative, et a l'intention de se rendre lui-même en Chine, ce que je n'ai pas manqué d'encourager. Le Japon et la Chine sont deux géants qu'il ne faut absolument pas négliger, à mon avis. Peut-être semblent-ils très loin du Québec, à l'heure actuelle, mais nous avons tout à gagner à développer au maximum nos relations avec ces deux pays, ainsi qu'avec d'autres pays d'Asie qu'on a tendance à ignorer trop facilement. J'ai été agréablement surpris par la différence de niveau d'information de nos hôtes chinois, par rapport à la situation il y a trois ans. Plusieurs connaissent le Québec, savent qu'on y parle français et comprennent un peu la situation politique du Québec et du Canada. À Shanghai, on nous a même accueillis par les mots : « Amis québécois ! » Il y a cinq ans, on demandait quelle langue on parlait, constatant, étonné, que ce n'était pas l'anglais. C'est encourageant⁸³ !

Le gouvernement du Québec, désireux de développer des relations avec l'Asie de l'Est, éprouve alors le besoin de faire avancer la recherche universitaire sur la Chine et l'apprentissage de la langue chinoise. L'UdM et le CEAE sont appelés à jouer un rôle important dans celles-ci. L'Université de Montréal est même présentée comme « le pilier principal sur lequel s'appuie le gouvernement du Québec⁸⁴ ». Dans les archives

⁸² Lettre de Richard Pouliot, sous-ministre adjoint du ministère des Affaires intergouvernementales du Québec, à Tu Guowei, chef adjoint de la direction du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande du département des Affaires d'Amérique et d'Océanie du ministère des Affaires étrangères de la RPC, 18 juillet 1978.

⁸³ Lettre de Claude Letarte à Paul Bernier, de la direction des Affaires d'Afrique, d'Asie et d'Océanie du ministère des Affaires intergouvernementales, 21 septembre 1978.

⁸⁴ *Ibid.*

du CEAE, nous avons retrouvé une note de service destinée à Paul Lacoste, recteur de l'UdeM. La note, qui date du 12 mai 1981, présente l'avancée de la collaboration avec la Chine. Elle se trouve dans le même dossier qu'un document manuscrit intitulé « Relations UM-RPC » (non daté). Celui-ci fait le bilan des échanges entre l'UdeM et la Chine du début des années 1970 au début de la décennie suivante. Selon l'auteur, la première phrase des relations bilatérales UM-RPC se réalise de façon « individus (du côté québécois) – institutions (du côté chinois) ». Durant la période 1972-1981, dans le cadre du programme Canada-Chine, une dizaine de candidatures pour des séjours d'étude présentées par l'UdeM sont retenues⁸⁵. En 1979, un groupe de stagiaires chinois sont accueillis par l'UdeM. Ils doivent apprendre le français afin de réaliser un projet de collaboration avec Hydro-Québec.

C'est la signature de la première entente Québec-Chine en matière d'éducation qui vient poser la pierre d'assise des relations politiques modernes entre le Québec et la Chine⁸⁶. Depuis la mise en œuvre de la politique d'ouverture en 1978, pour rattraper le retard en matière de technologique et scientifique, le gouvernement chinois cherche activement les possibilités d'envoyer des Chinois en formation dans les institutions d'enseignement étrangères. Il demande l'assistance du gouvernement canadien en août 1978. À la suite de cette demande, le représentant canadien à l'ONU Don Jamieson, au nom du gouvernement canadien, annonce le besoin de consulter les gouvernements des provinces en vue d'accueillir jusqu'à 500 étudiants chinois pour les années académiques 1979-1980. Les 26 et 27 octobre 1978, une mission de hauts fonctionnaires chinois, dans le cadre d'une visite officielle des provinces du Canada, se rend au Québec afin d'explorer les possibilités d'envoyer les étudiants chinois dans les institutions d'enseignement et les centres de recherche du Québec⁸⁷. Les délégués

⁸⁵ Note de service à Paul Lacoste à propos du programme d'échanges avec la RPC, 12 mai 1981. Fonds E131, dossier « ACDI – Regina, 1981-1982 ».

⁸⁶ <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/relations-du-quebec/asi-pacifique/chine/secteurs-de-collaboration>

⁸⁷ *Chronologie 1967-2007*, ministère des Relations internationales, p. 22.
http://www.mrif.gouv.qc.ca/Content/documents/fr/Chronologie_40ans.pdf

demandent aussi aux représentants du gouvernement du Québec leur désir d'établir des liens plus étroits en matière de coopération éducative, scientifique et culturelle entre la Chine et le Québec. À cette occasion, le ministère de l'Éducation du Québec Jacques-Yvan Morin est invité à visiter la Chine. Le gouvernement du Québec décide d'envoyer plusieurs délégués en Chine dans le cadre du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, un organisme entre les provinces auquel le Québec participe d'une manière très active⁸⁸. Une délégation canadienne, composée de ministres de l'Éducation du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique se rend en Chine en mars 1979. Le mois suivant, un programme de bourses d'études est offert par le ministère de l'Éducation du Québec aux enseignants ou diplômés des départements de français des universités chinoises, en vue de leur permettre de poursuivre des études avancées dans les départements de français d'universités québécoises. Du côté chinois, le ministère de l'Éducation de la RPC propose des bourses pour des étudiants québécois qui désirent de poursuivre des études en Chine.

Le gouvernement du Québec délègue deux représentants à Pékin du 26 février au 16 mars 1980, pour entreprendre des discussions avec le bureau des Affaires étrangères du ministère de l'Éducation (BAE) de Chine. Les deux parties s'entendent sur la réalisation de plusieurs projets. Le MAIQ fournira à des institutions de Pékin et de Shanghai de la documentation devant servir à l'enseignement du français. Le BAE contribuera, en retour, à fournir de la documentation au Centre d'études de l'Asie de l'Est de l'Université de Montréal. Il est aussi entendu que le MAIQ enverra à l'entrée d'automne 1980 à l'Institut des langues de Pékin (Beiwai) jusqu'à trois professeurs de langue, pour une période initiale d'un an, afin d'élever le niveau de français des étudiants et stagiaires-techniciens qui se destinent à des études ou stages au Québec. Toujours dans l'idée de renforcer les liens de coopération en matière d'enseignement du français, le MAIQ enverra, durant l'été 1980, trois spécialistes pour discuter

⁸⁸ Fondé en 1967, le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) réunit les ministres de l'Éducation de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada.

concrètement les problèmes concernant l'installation à Beiwai d'un laboratoire de langues devant servir « exclusivement à améliorer l'enseignement du français aux stagiaires et étudiants chinois destinés au Québec⁸⁹ ». Le MAIQ installera également un centre de documentation québécoise à l'Université Fudan (Shanghai), laquelle vise à servir à renforcer la connaissance mutuelle des peuples chinois et québécois. La signature de la première entente Québec-Chine en matière d'éducation en 1980 vient poser la pierre d'assise des relations politiques modernes entre le Québec et la Chine. En conformité avec cette entente, l'UdeM établit des ententes bilatérales avec Beiwai, l'Université de Pékin, l'Académie des sciences sociales et l'Université Fudan.

En 1980, l'UdeM fait le bilan de sa contribution à l'avancement des connaissances sur la Chine au Québec. Paul Lacoste, recteur de l'UdeM, affirme :

Le CEAE animait le premier et unique programme universitaire francophone portant sur la Chine et le Japon au Québec, en Acadie et au Canada. C'est là un fait fondamental qu'il ne faut pas perdre de vue, surtout à un moment où le Québec entre décisivement sur la scène internationale et développe des rapports d'échange inattendus et inespérés avec la Chine et le Japon, deux pays qui comptent sur près du quart de l'humanité et dont le dynamisme économique, social et culturel va exercer une influence déterminante sur le destin du monde dans les décennies à venir⁹⁰.

Ainsi, le CEAE « a été appelé à jouer un rôle d'information, de recherche, de réflexion et d'intermédiaire non seulement sur le plan académique et universitaire, mais aussi sur le plan national et gouvernemental », affirme Lacoste. Il met en relief le fait que l'UdeM est devenue « le pilier principal sur lequel s'appuie le gouvernement du Québec dans l'élaboration de sa politique à l'égard de l'Extrême-Orient ». Le CEAE offre le service d'interprétariat et d'information à des organismes non gouvernementaux tels que Radio-Canada International, l'Office national du film du

⁸⁹ *Mémoire* (Gouvernement du Québec, MAIQ, Pékin, 14 mars 1980). Fonds E131, dossier « ACDI – Regina, 1981-1982 ».

⁹⁰ « Perspectives d'avenir et recommandations pour la nouvelle décennie ». Fonds E 131, dossier « Objectifs, développement, propriétés ».

Canada⁹¹, Hydro-Québec, ainsi qu'à plusieurs compagnies. Il s'agit là, selon Lacoste, d'un honneur certes, mais aussi d'une lourde responsabilité. Malgré la vitesse avec laquelle s'accroît le Centre, le recteur Lacoste met les choses en perspective :

il faut bien voir que cette croissance nous apparaît rapide surtout parce que nous partions d'un niveau très bas. Une brève comparaison avec les programmes d'études chinoises et japonaises dans les universités anglophones du Canada – et même du Québec – parle d'elle-même (la différence serait encore plus grande si l'on comparait avec les universités américaines et européennes). [...] Le CEAE, le seul programme universitaire d'études asiatiques au service de six millions de Québécois et des autres francophones du Canada, n'est pas encore, quant à lui, un baccalauréat. On pourrait faire état de disparités encore plus éloquentes avec les universités anglophones du Canada et même du Québec, en ce qui a trait du fonds documentaire (plus de 200 000 volumes en langues chinoise et japonaise à UBC, plus de 100 000 à l'Université de Toronto) et, jusqu'à un certain point, aux projets de recherche (on peut facilement s'imaginer combien minces sont les chances que les projets de recherche soumis par les membres du CEAE décrochent les « grosses » subventions à Québec et surtout à Ottawa). [...] S'il n'est pas de notre propos de dépister les causes d'un tel retard et d'une telle lacune, il l'est cependant de proposer les moyens concrètement disponibles pour rattraper le temps perdu et pour offrir aux étudiants de l'UM et à la communauté québécoise et francophone du Canada un service d'excellence dans le domaine en question⁹².

Ensuite, Lacoste mesure le chemin parcouru en rappelant que depuis 1974, la croissance des échanges avec la Chine est frappante : cinquante étudiants chinois sont accueillis dans les institutions d'enseignement québécoises pendant l'année 1979-1980 ; les échanges scientifiques et technologies se multiplient. Vingt-neuf ingénieurs chinois parmi les plus hautement qualifiés font un séjour d'environ un an au Québec. Grâce au CEAE, ils suivent depuis le mois d'août 1979 des cours intensifs de français à la Faculté d'éducation permanente de l'UdeM, cours défrayés par le gouvernement du Québec et

⁹¹ En 1978, le CEAE et l'Office national du film du Canada (ONF) mènent un projet de collaboration sur les villes de Wuhan et Nanjing. En avril, l'ONF demande au CEAE, notamment à Louis Veilleux d'effectuer une recherche en vue du tournage d'un film « provisoirement intitulé 'Retour de Chine' ». Le CEAE constate que sans le fonds documentaire qu'il possède, il n'aurait jamais pu répondre à cette demande.

⁹² « Perspectives d'avenir et recommandations pour la nouvelle décennie ». Fonds E 131, dossier « Objectifs, développement, propriétés ».

l'Hydro-Québec. Un membre du CEAE est le responsable local et l'interprète officiel du groupe, et deux autres servent d'interprètes à temps partiel, explique Lacoste. Il souligne que les immenses projets hydro-électriques de la Chine au cours des vingt prochaines années laissent prévoir des échanges économiques, technologiques et scientifiques de la première importance entre le Québec et la Chine.

Pour conclure, Lacoste rappelle que l'UdeM, « seule au Québec à posséder la base d'un solide programme d'études sur la Chine et le Japon, est appelée à jouer un rôle prioritaire, privilégié et indispensable dans ces développements historiques qui se passent sous nos yeux ». Malgré la détermination dont témoigne l'UdeM et les efforts déployés par le CEAE, le retard connu par le Québec dans le domaine d'études est-asiatiques s'avère toutefois difficile à rattraper.

L'UdeM et le CEAE espèrent jouer un rôle important dans les nouvelles initiatives du gouvernement fédéral à l'égard de la Chine. Dans un communiqué de presse du 29 octobre 1981, Mark McGuigan, secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada affirme qu'il est opportun de rechercher « un moyen de stimuler nos relations – politiques, économiques, culturelles – de les approfondir et de susciter une meilleure compréhension entre les Canadiens et les peuples de l'Asie et du Pacifique⁹³ ». Il soutient que la solution serait « une Fondation pour l'Asie et le Pacifique, indépendante du Gouvernement, qui serait le carrefour des idées et des initiatives en la matière ». La mission d'analyser de diverses possibilités est confiée à John Bruk, président de Cyprus Anvil Mining Corporation. Pendant quelques mois, Bruk mène une série de consultations auprès « des représentants des gouvernements provinciaux, des institutions académiques, des milieux d'affaires, des mouvements syndicaux », ainsi que d'autres organismes qui s'intéressent aux relations avec le Pacifique.

⁹³ « Symposium 'La Fondation canadienne pour l'Asie et le Pacifique ». *L'Asiathèque*, vol. 4, n° 3, 15 mai 1982. Fonds E131, dossier « *L'Asiathèque*, originaux et correspondance, 1978-82 ».

Dans le cadre de ces consultations, John Bruk visite l'UdeM le 18 novembre 1981. Les projets de recherche en cours au CEAE « ont semblé du plus haut intérêt à M. Bruk ». Celui-ci affirme d'être impressionné par le centre de documentation qui pourrait servir à des projets de recherche de longue durée. Bruk conclut qu'il doit y avoir, au Canada, un regroupement des études et des recherches sur l'Asie de l'Est autour de trois grands centres situés respectivement à Vancouver, Toronto et Montréal. Bruk insiste d'ailleurs sur l'importance de favoriser le développement des études est-asiatiques à Montréal « en raison du retard qu'accuse cette ville dans ce domaine ».

Plusieurs universités canadiennes organisent des colloques afin de montrer leurs liens privilégiés avec l'Asie et le Pacifique. Du 10 au 11 décembre 1981 se tient un colloque conjointement organisé par l'Université de Toronto et l'Université York. Du côté de l'UdeM, Paul Lacoste entreprend des « démarches personnelles », invitant Camille Laurin, ministre de l'Éducation du Québec à assister à un colloque qui a lieu les 10 et 11 mars 1982. Ce colloque, selon Lacoste, constitue « un moyen efficace d'y faire valoir les intérêts des diverses composantes de la société québécoise et de l'est du Canada ».

Toutefois, l'Université de la Colombie-Britannique, qui est plus avancée dans le domaine d'études sur l'Asie de l'Est, semble plus privilégiée que l'UdeM auprès du ministère des Affaires extérieures du Canada. Le 14 décembre 1982, Charles Le Blanc transmet à Paul Lacoste le rapport d'analyse de John Bruk à propos de la Fondation Asie-Pacifique. Celle-ci, affirme Le Blanc, « serait vraisemblablement établie au cours de l'année 1983, avec des investissements (donation) de l'ordre de 10 millions dollars, dont les intérêts serviront à promouvoir diverses activités relatives à l'Asie et au Pacifique, dont, en particulier, la recherche et l'enseignement des langues ». En outre, on prévoit de nouveaux investissements annuels, de même ordre, pour les deux ou trois prochaines années « en plus d'un afflux correspondant des gouvernements provinciaux et du secteur privé ». Selon Le Blanc, l'UdeM a l'intérêt de réagir comme institution et « par la voix de ses plus hautes instances » au rapport de Bruk. Il explique :

À cet effet, il semblerait indiqué qu'après avoir pris connaissance dudit rapport, nous nous concertions pour définir la position de l'Université relativement à cette étude. Si nous tardons à réagir, il est à craindre que d'autres universités canadiennes prennent la grosse part du gâteau ne nous laissant que des miettes. Comme vous pourrez en effet le vérifier, le rapport semble favoriser d'une façon indue la Colombie-Britannique et l'Université de Colombie-Britannique. Les responsables de l'Université de Toronto et de York University ont déjà réagi d'une manière plutôt négative à ce rapport⁹⁴.

Cependant, le rapport de Bruk est finalement accepté. Il mène à la création de la Fondation Asie Pacifique du Canada, en 1985. Le siège social est fixé à Vancouver. Organisation à but non lucratif, elle a pour mission de « servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada ».

Il ne faut pas s'étonner de résultat, étant donné la place stratégique que Vancouver occupe dans les relations du Canada avec l'Asie et le Pacifique. Il ne faut pas non plus sous-estimer le développement des liens du CEAE et du Québec avec cette région du monde. Plusieurs Québécois francophones, formés au Centre, ont acquis les compétences linguistique et culturelle leur permettant de répondre aux attentes spécifiques de divers secteurs de la société québécoise, et ainsi contribué aux échanges sino-québécois. Par exemple, Gervais Lavoie, après avoir complété son doctorat en anthropologie en 1984⁹⁵, est embauché par le ministère des Relations intergouvernementales du Québec. À titre de conseiller, il s'occupe de la coordination des différentes entités gouvernementales impliquées en Chine, dont l'Agence canadienne de développement international, l'Association des universités et collèges du Canada, le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec et l'Hydro-Québec International. En 1989, il intègre la délégation du Québec à Hong Kong à titre de conseiller économique. Sa mission consiste surtout à promouvoir les relations économiques entre le Québec et la Chine.

⁹⁴ Lettre de Charles Le Blanc à Paul Lacoste, 14 décembre 1982. Fonds E131, dossier « Correspondance diverse, de Monsieur Charles Le Blanc, 1975-1983 ».

⁹⁵ De 1984 à 1985, Gervais occupe le poste de directeur du Centre à Montréal des échanges avec la Chine. Ses tâches consistent à gérer des programmes interuniversitaires entre la Chine et les universités à Montréal et à accueillir des étudiants chinois à Montréal.

Conclusion

Les relations que la société civile avait entretenues avec la Chine durant une grande partie des années 1970 ont donné les ressources au gouvernement québécois pour initier une relation de coopération bilatérale avec le gouvernement chinois sans transgresser les limites constitutionnelles. Comme démontré dans ce chapitre, les anciens étudiants en échange dans des institutions académiques chinoises sont sollicités par le gouvernement du Québec pour transmettre des messages amicaux au peuple chinois. Par leurs connaissances de la Chine et leurs compétences linguistiques, ils ont joué un rôle similaire à celui des « amis » de la Chine du Québec durant la période 1973-1976. Sans pouvoir représenter le gouvernement, ces acteurs non étatiques ont contribué à établir des liens entre les sociétés qui préparent le terrain pour le développement des contacts gouvernementaux.

Nous avons également souligné la contribution du Centre d'études de l'Asie de l'Est (CEAE) aux relations sino-québécoises. Celui-ci anime le premier et unique programme universitaire francophone portant sur la Chine au Québec, en Acadie et au Canada. À un moment où le gouvernement péquiste cherche activement à s'affirmer sur la scène internationale et à développer des échanges avec la Chine, le CEAE est appelé à jouer un rôle d'information, d'interprétariat et d'intermédiaire à la fois sur le plan universitaire et sur le plan gouvernemental. L'apport du CEAE consiste d'abord à former certains experts francophones des questions chinoises qui deviendront dans les années 1980 et 1990 représentants du gouvernement québécois dans ses échanges avec la Chine. Ensuite, le CEAE et l'Université de Montréal participent aux échanges académiques et universitaires entre le Québec et la Chine. L'entente entre le bureau des Affaires étrangères du ministère de l'Éducation de la RPC et le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec en 1980 donne vie au premier programme d'échange que le gouvernement chinois a établi avec un gouvernement provincial du Canada.

CONCLUSION GÉNÉRALE

À travers l'étude de l'évolution, de la transmission et de la diffusion des perceptions et des connaissances de la Chine au sein de la société québécoise, notre thèse éclaire la contribution des acteurs non étatiques aux relations transnationales entre le Québec et la Chine dans les années 1970. En effet, dès avant la réception de la délégation chinoise par le gouvernement québécois en 1977, des individus et des réseaux associatifs ont coordonné des actions au niveau international, en agissant au sein d'institutions académiques, d'associations d'amitié et d'organisations politiques. Ces acteurs autonomes ont développé de nombreuses interactions avec la société chinoise en amont, au-delà et en deçà des relations interétatiques. Cette dimension a été trop négligée par l'historiographie des relations internationales du Québec qui est principalement centrée sur l'action étatique et la politique étrangère.

Pendant la période étudiée, les perceptions des acteurs non étatiques de la République populaire de Chine (RPC) variaient évidemment en fonction de leur niveau de connaissance. Les universitaires, surtout ceux ayant effectué un séjour à Pékin, étaient généralement les mieux informés et les plus à même de comprendre les réalités du pays. Dans le sillage du Dr Norman Bethune, les médecins sinophiles se chargeaient de partager leurs observations sur le terrain, c'est-à-dire l'amélioration générale des conditions de vie d'une grande partie de la population. En milieu francophone, la première démarche en vue de développer un savoir scientifique a été initiée par le *Comité québécois pour l'avancement des études sur la Chine et les autres pays d'Asie*. Créé en 1968 par des professeurs de quatre universités du Québec, le Comité visait, entre autres, à promouvoir un plus grand intérêt pour l'Asie, notamment la RPC, auprès du public et dans les écoles secondaires, les collèges et les universités de la province.

Les représentations de la Chine dans l'imaginaire collectif québécois qui, jusqu'à la fin des années 1950, avaient été façonnées par le discours religieux se sont ainsi transformées grâce aux démarches entreprises par ces universitaires. Ceux-ci ont également contribué à la fondation des deux premières instances académiques spécialisées en études de l'Asie de l'Est au Québec – le Centre for East Asian Studies (CEAS) et le Department of East Asian Languages and Literatures (DEALL).

L'émergence de la Chine communiste comme un acteur important des enjeux géopolitiques en Asie et dans le monde a interrogé les Québécois et leur a posé des questions de politique nationale et de compréhension. Le savoir scientifique sur la Chine contemporaine s'est développé dans les années 1960 et 1970 dans les universités nord-américaines et européennes. Dans ce contexte, le gouvernement du Canada a ressenti le besoin de réunir des données fiables et de produire des interprétations documentées sur la Chine. La fondation du CEAS et du DEALL, en 1968, à l'Université McGill a constitué une réponse à ce besoin de l'État canadien. Cette recherche sur la Chine s'est réalisée sous les auspices des médecins sympathisants de la Chine communiste et du Sino-Canadien Paul Lin. Ce dernier était considéré comme un *pro-Pékin* à la fois par les milieux politiques conservateurs du Canada et par la communauté chinoise de Montréal. Cela était dû à ses actions en vue de favoriser l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et la Chine communiste, et aussi à sa défense de la particularité de la voie chinoise vers la libération nationale et la modernisation.

C'est dans le milieu universitaire, durant la deuxième moitié des années 1960, qu'ont émergé de nouvelles connaissances et perceptions de ce pays. Par l'analyse de la genèse de groupes de recherche et des voies par lesquelles ils ont diffusé leurs connaissances au sein et en dehors du milieu universitaire, nous avons démontré la contribution de l'université aux relations sino-québécoises et sino-canadiennes. La formation en études chinoises et les possibilités de séjour en Chine offert par McGill ont notamment préparé le terrain pour l'accentuation du phénomène sinophile dans les années 1970. En effet,

la recherche et l'enseignement assurés par le CEAS et le DEALL ont contribué à former une petite communauté d'étudiants et de professeurs sinophiles. L'enseignement, et surtout l'enseignement de la langue chinoise, a été un facteur indispensable à la formation de ces experts des questions chinoises. Ces derniers ont réalisé des travaux portant sur des sujets relatifs à la RPC, et ont ainsi contribué à l'avancement du savoir scientifique qui faisait défaut auparavant. Ils constituaient des personnes ressources auprès de la population québécoise désireuse d'en apprendre davantage sur la société chinoise. Leur crédibilité a été encore renforcée par leurs séjours dans les institutions académiques chinoises dans le cadre du programme d'échange Canada-Chine établi dès 1972. Par exemple, Paul Brennan, étudiant du CEAS qui a passé deux années (1973-1975) à Pékin dans le cadre du programme échange Canada-Chine, est devenu un des experts les plus reconnus des questions chinoises. Étant francophone, il a été sollicité à de nombreuses reprises par les médias, les groupes syndicaux et populaires, ainsi que les universités comme l'UQAM. Dès la fin des années 1960, l'Université McGill a été un lieu d'échanges pour les sinologues, dignitaires, diplomates ou autres engagés dans les relations sino-canadiennes. Leurs activités, souvent sous forme de conférences, de colloques et d'autres événements académiques, ont contribué à faciliter la communication entre les gouvernements chinois, canadien et américain.

Pour saisir l'image de la Chine qui était diffusée par la communauté sinophile universitaire, nous avons analysé les connaissances et les perceptions des sinologues, celles des professeurs de médecine ayant enseigné à Pékin, et celles des étudiants ayant participé au programme d'échange sino-canadien. Tous avaient l'avantage d'avoir eu des contacts avec des Chinois et d'avoir pu voir un peu du quotidien de ces derniers. Toutefois, ils avaient, eux aussi, de la difficulté à situer leurs observations et leurs expériences dans un contexte plus large à défaut de sources fiables d'information. Le fait d'avoir été sur le terrain, surtout dans le contexte trouble de la Révolution culturelle, ne leur permettait pas nécessairement de mieux comprendre la situation politique en Chine. C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi la grande majorité de médecins

sinophiles et de professeurs du CEAS tentaient de contourner les sujets politiques lorsqu'ils évoquaient leurs expériences.

Le Dr Denis Lazure partageait une attitude similaire à celle des médecins de l'Université McGill vis-à-vis de la Chine populaire. Toutefois, Lazure manifestait une sensibilité beaucoup plus élevée à l'égard de la lutte nationale et sociale de la société chinoise. Cette sensibilité, qui se manifestait dans ses observations et ses perceptions de la Chine, se traduisait par une attention particulière accordée au système de santé socialiste chinois, mais aussi par une tentative de comparer ce système avec celui du Québec. La solidarité sociale que le Dr Lazure observait chez les Chinois l'a amené à constater que les Québécois devaient, eux aussi, accorder une importance particulière aux forces collectives et autonomes.

Ce que les observateurs percevaient de la Chine était influencé par le contexte politique et, plus subtilement, par un ensemble de présupposés qui découlaient d'une appartenance à des groupes sociaux, politiques ou encore idéologiques. Aux côtés des universitaires, se développaient d'autres sensibilités sinophiles nourries par le contexte contestataire des années 1960 et 1970 au Québec. Se trouvant surtout dans les mouvements sociaux, politiques et étudiants, cette sensibilité politique s'intéressait au projet socialiste et tiers-mondiste du régime chinois. La domination occidentale subie par le peuple chinois suscitait l'engouement de plusieurs militants souverainistes et socialistes québécois, notamment au sein de la gauche traditionnelle et du mouvement syndical. Pour ces militants, la révolution chinoise représentait une « authentique » libération nationale qui constituait un exemple inspirant pour la société québécoise en voie de « décolonisation ». Plusieurs syndicalistes québécois étaient sensibles à la volonté du peuple chinois d'affirmer sa libération nationale et de s'engager dans la construction du socialisme, de « compter sur ses propres moyens ». Pour certains syndicalistes, le régime chinois offrait un modèle social différent de celui de l'Union soviétique qui avait engendré une classe ouvrière dépendante de l'État. L'autosuffisance et l'autogestion, qui constituaient deux traits particuliers du

socialisme chinois, ont inspiré certains syndicalistes, notamment ceux qui étaient proches de la Confédération des syndicats nationaux. En 1971, celle-ci intitulait son célèbre manifeste socialiste en reprenant la formule de Mao : *Ne comptons que sur nos propres moyens*¹.

Les universitaires et les socialistes ont posé les fondements d'un phénomène sinophile au Québec qui s'est par la suite développé autour de deux principaux groupes d'amitié avec la Chine et des deux organisations maoïstes. Au Québec, le mouvement maoïste est né au début des années 1970 d'une rupture au sein du mouvement souverainiste de plus en plus dominé par le Parti québécois qui était considéré par l'extrême-gauche comme un parti réformiste « bourgeois ». La crise d'octobre 1970 et les échecs électoraux de la gauche radicale ont révélé aux yeux d'une partie de la jeunesse militante l'urgence de mener un combat idéologique vigoureux contre toutes les formes de révisionnismes et de réformismes, ce qui passait selon elle par la création d'un nouveau parti prolétarien inspiré par la doctrine marxiste-léniniste chinoise. Dans l'imaginaire des maoïstes québécois, les campagnes politiques qui s'étaient déroulées en Chine depuis 1949 représentaient bien plus que le projet d'indépendance nationale et la construction d'un socialisme démocratique tels que célébrés par les militants socialistes et syndicaux. Elles constituaient des actions contestataires menées par les masses contre le pouvoir, l'autorité et la bureaucratie qui caractérisaient tout autant les puissances impérialistes capitalistes et communistes. Le projet politique antirévionniste de la Chine de Mao donnait aux jeunes maoïstes ce que Pierre Beaudet a appelé « une raison de se révolter » non seulement contre les structures de pouvoir de la société québécoise, mais aussi contre une gauche traditionnelle continuellement soupçonnée de réformisme ou de révisionnisme.

Voulant se différencier des partis communistes traditionnels, le groupe En Lutte! et celui de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, les deux principales

¹ Confédération des syndicats nationaux, *Ne comptons que sur nos propres moyens*, Montréal, Service de l'information de la CSN, 1971.

organisations maoïstes du Québec, se qualifiaient de « prochinois » dès leur fondation. Le premier s'est approprié plusieurs éléments de la pensée de Mao Zedong pour formuler son projet politique. Charles Gagnon, fondateur du groupe En Lutte!, a par exemple utilisé la thèse de Mao sur la « dialectique matérialiste » pour conforter sa propre position au sein des milieux de la gauche québécoise. La confusion idéologique, qui frappait selon lui toutes les organisations de gauche à l'exception d'En Lutte!, était le principal obstacle à la réalisation du désir d'unité et de la volonté d'organisation du prolétariat. Les réalisations du peuple chinois dans la construction du socialisme offraient conséquemment de nombreux exemples qui pouvaient servir de justification au projet révolutionnaire du groupe. C'était également le cas de la Ligue qui s'est revendiquée, encore plus que le groupe En Lutte!, de l'appui du Parti communiste chinois (PCC). Les liens entre le département de Liaison internationale (DLI) du PCC – le principal organisme de propagande communiste de Chine, et les deux organisations maoïstes québécoises constituaient un canal par lequel les relations transnationales ont pu s'établir entre le Québec et la Chine. Dans les années 1970, les maoïstes québécois ont réellement été des acteurs, participant à la circulation des idées entre la société québécoise et la Chine communiste.

La participation du Québec au phénomène sinophile dans le monde occidental ne se limitait pas seulement à ces protagonistes. Les relations entre la Chine et les pays étrangers empruntaient un autre canal qu'était le travail d'amitié. Il s'agit d'un courant d'engagement qui a émergé au début des années 1950, d'abord en France et qui s'est ensuite développé dans la plupart des pays non socialistes. Des associations d'amitié ont été fondées, dont les membres se sont qualifiés « d'amis » de la Chine populaire. Se voulant politiquement neutres, ces organisations avaient pour objectif principal de créer des réseaux et de diffuser les connaissances auprès de toute personne intéressée par la Chine. À la différence de la plupart des associations d'amitié à travers le monde, la création de la Société Canada-Chine (SCC) et des Amitiés Québec-Chine (AQC) en 1973 n'a pas été le résultat des rivalités entre les prosoviétiques et les prochinois au

sein du mouvement communiste. Fondée sur une base qui n'avait que très peu de rapport avec la politique intérieure canadienne, la SCC avait pour principe de ne pas intervenir dans les affaires internes canadiennes et chinoises. Elle ne s'est d'ailleurs jamais qualifiée de porte-parole du gouvernement chinois, bien que ses relations avec ce dernier aient éventuellement éveillé des soupçons sur la nature de son travail. Quant à l'association AQC, elle se différençait de la SCC par l'orientation de son travail et les couches de la société visées. En effet, alors que la SCC s'adressait davantage à l'élite montréalaise dans une perspective diplomatique, l'AQC, affirmant clairement que ses actions devaient être comprises dans la perspective d'une transformation socialiste de la société québécoise, s'adressait plutôt à la classe ouvrière. Toutefois, les deux associations partageaient également certains points communs. Elles bénéficiaient toutes deux de l'assistance de l'Ambassade de Chine à Ottawa pour l'organisation de leurs activités. D'ailleurs, le gouvernement chinois les a autorisées à effectuer un voyage en Chine. La République populaire de Chine était consciente des bénéfices que le travail d'amitié pourrait apporter à l'embellissement de l'image du pays.

Chez les sinophiles non maoïstes, les évolutions de la société chinoise ont été interprétées de manière assez similaire, quelles que soient leurs sensibilités politiques. Leur relative indépendance idéologique à l'égard du PCC ne les a pas conduits à minimiser les réalisations du régime chinois, au contraire. La plupart des membres de la SCC avaient plutôt comme objectif pragmatique de favoriser la normalisation des rapports entre le Québec et la Chine, combattant ce qu'elle considérait être les représentations erronées de la vie chinoise. Cet objectif s'inscrivait dans le prolongement de la politique internationale du gouvernement chinois. Pour ce dernier, il s'avérait nécessaire de maintenir ses échanges avec les pays étrangers par des voies non diplomatiques, dont le travail d'amitié. Les groupes d'amitié avec la Chine à travers le monde étaient les intermédiaires qui permettaient au gouvernement chinois de cultiver une sympathie pour le pays au sein des peuples étrangers.

Les voyages en Chine comportaient évidemment une dimension politique puisqu'ils faisaient partie des stratégies chinoises en vue de développer des liens au-delà des relations étatiques. Pour s'assurer que les voyageurs repartent avec les témoignages pouvant jouer en faveur du pays, le gouvernement chinois a mis en œuvre ce que François Hourmant appelle les « techniques d'hospitalité ». Le gouvernement chinois adaptait son action en fonction des attentes idéologiques des différents groupes de visiteurs. Le travail de propagande à destination d'un pays non socialiste du « deuxième monde » était assuré notamment par deux organismes : le DLI qui était en charge de l'accueil des délégations maoïstes et l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger qui s'occupait des groupes d'amitié, ainsi que des groupes syndicaux et universitaires. Les syndicalistes et étudiants se donnaient pour mission de connaître les acquis de la lutte de libération nationale et de la Révolution culturelle. Cependant, il s'avère que leur voyage ne leur a pas donné plus d'informations concernant la lutte pour le pouvoir politique au sein du Parti et du gouvernement.

Ainsi, leurs programmes de séjours étaient chargés de nombreuses visites d'usines, de communes populaires et de garderies, ainsi que de rencontres, avec des fonctionnaires, mais également des Chinois « ordinaires », témoins et bénéficiaires des réalisations du socialisme. Dans les démonstrations chinoises, la Révolution culturelle a été dépeinte comme la lutte entre la ligne « juste » de Mao, qui représentait l'intérêt du peuple, et la ligne « erronée » de Liu, qui a été dévoilée et rejetée par le peuple. Si les grands objectifs de ce tourisme politique étaient similaires d'un groupe à l'autre, on remarque tout de même certaines différences selon les différents groupes. Les universitaires et les médecins, eux aussi, étaient exposés à ce genre de démonstrations, bien que les buts de leurs voyages n'étaient pas les mêmes que les militants syndicalistes, socialistes ou étudiants. Les maoïstes se distinguaient des autres visiteurs par la place importante des discussions politiques dans leur programme. Ainsi, par son action, le gouvernement chinois a pleinement participé à la construction différenciée des représentations québécoises de la Chine.

L'étude de ces groupes sinophiles nous a permis de comprendre les motivations de leur participation aux relations sino-québécoises et sino-canadiennes. Pour plusieurs d'entre eux, la participation aux relations sino-québécoises était en fait conditionnée par une volonté de s'inspirer de l'expérience chinoise pour mieux s'inscrire dans les débats sociaux et politiques du Québec. Ce qui semblait essentiel pour certains militants était la conviction selon laquelle les peuples québécois et chinois, malgré leurs différences historiques, culturelles et ethniques, partageaient certains points communs, qu'il s'agisse de la lutte pour la décolonisation des consciences, pour l'indépendance politique, pour la modernisation économique, pour le progrès social dans divers domaines : éducation, conditions de vie et de travail, égalité des femmes, santé – thèmes incontournables des retours de Chine.

Cette Chine socialiste et tiers-mondiste, qui s'opposait aux puissances impérialistes, était isolée dans les relations internationales, malgré sa volonté de s'allier avec le « deuxième monde » pour contester l'hégémonie du « premier ». C'est bien la Chine anti-impérialiste et anti-capitaliste qui a réuni autour d'elle pendant une grande partie des années 1970 les militants de divers mouvements sociaux et politiques à travers le monde, et donc au Québec. Nous avons tenté de démontrer ce qui se trouvait derrière leur appréciation, forcément subjective, des réalités chinoises. Les militants syndicalistes, socialistes, sociaux-démocrates, féministes, étudiants et maoïstes du Québec, avaient de la Chine une représentation qui devait leur permettre de définir leur propre image. Reprenant une formulation de l'historien Robert Frank, l'image de la Chine n'était pas une image *en soi*, mais *pour soi*, une image prétexte destinée à se représenter soi-même. Les qualités du peuple et du système social chinois que les militants québécois ont observées servaient à faire valoir leur propre projet de société. Bien davantage qu'une photographie, plus ou moins floue, d'une réalité objective, l'image qu'ils se faisaient des Chinois a été donc un miroir dans lequel les Québécois se contemplaient eux-mêmes.

Cet Autre que représentait la Chine a connu des changements importants après la mort du Grand Timonier en 1976. Plusieurs hauts fonctionnaires chinois qui avaient été accusés pendant la Révolution culturelle ont repris leur fonction. Le courant pragmatique de Deng Xiaoping s'étant affirmé en 1978, les réformes économiques d'inspiration capitaliste se sont accélérées à partir de 1979. L'économie s'ouvrait ainsi aux capitaux étrangers. Le 1^{er} janvier 1979, le gouvernement des États-Unis a officiellement accepté le principe de la Chine unique en reconnaissant diplomatiquement la RPC, au détriment de Taïwan. Dans un contexte de « normalisation » des relations diplomatiques entre la Chine et les pays impérialistes, un grand nombre de sinophiles étrangers ont été poussés à s'interroger sur la nature du régime chinois. Certains amis, notamment des socialistes et des sociaux-démocrates, ont remis en question la référence chinoise et le travail d'amitié.

Le déclin du travail d'amitié à la fin des années 1970 s'explique aussi par d'autres facteurs, comme les conflits intérieurs des « amis ». En effet, les maoïstes de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada ont tenté d'infiltrer ces groupes. La dissolution des AQC en 1976 constituait en quelque sorte le premier résultat de leur action. En l'intégrant, les maoïstes de la Ligue ont également réussi à influencer le travail de la SCC dans le sens du marxisme-léninisme vers la fin des années 1970. La participation des maoïstes au travail d'amitié a été perçue sévèrement. L'engagement à titre individuel de certains maoïstes a probablement contribué à la circulation de connaissances des réalités chinoises dans divers milieux de la société québécoise. Toutefois, l'intervention d'éléments politiques dans le travail d'amitié a suscité d'importants conflits au sein de la SCC, entraînant le départ de militants de longue date. Même les représentants du gouvernement chinois ont critiqué les conséquences désastreuses des critères de recrutement gauchistes.

La « normalisation » des relations entre la Chine et les pays « impérialistes » a donc contribué à la banalisation des représentations de la Chine dans l'imaginaire politique occidental, mais aussi à la reconfiguration des rapports internationaux entre la Chine et

le Québec. Parallèlement au déclin du travail d'amitié et du mouvement maoïste, le gouvernement péquiste a réalisé l'importance de la Chine dans la politique étrangère québécoise. Les relations initiées par la société civile ont servi de bases à l'élaboration et au développement des relations internationales du gouvernement du Québec. Rappelons que la première rencontre entre représentants des gouvernements québécois et chinois s'est réalisée sous les auspices des universitaires francophones spécialisés en relations internationales qui avaient pris l'initiative d'étudier la Chine dès le début des années 1970.

Province du Canada ne disposant pas de la souveraineté en matière de relations internationales, le Québec ne pouvait pas développer de relations diplomatiques officielles avec la Chine. La définition de la doctrine de Gérin-Lajoie en 1965 visait à contourner ces limites constitutionnelles. Cette doctrine réclamait le prolongement international des pouvoirs constitutionnels de la province en matière d'éducation, de culture et de santé. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976, la dimension internationale a pris un nouveau relief étant donné son projet de souveraineté-association. Le ministre des Affaires intergouvernementales Claude Morin, conscient de la nécessité de la reconnaissance diplomatique du Québec par les pays étrangers, a donc milité pour un plus grand interventionnisme auprès du gouvernement chinois.

Tout cela n'était pas dénué de nuances sémantiques. Le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec (MAIQ) avançait ainsi l'idée d'établir des relations bilatérales sino-québécoises « de peuple à peuple », une reformulation des relations internationales qui permettait de contourner le problème constitutionnel. Encore une fois, le gouvernement québécois a eu recours à l'intervention des acteurs non étatiques. Rappelons, par exemple, le message amical que le MAIQ a transmis, par l'entremise de Claude Letarte qui avait séjourné à Pékin pendant deux ans, aux fonctionnaires du ministère chinois des Affaires extérieures. Dans le contexte institutionnel canadien, la mission de « laisser une empreinte québécoise » que s'est donnée le gouvernement péquiste reposait sur des actions non politiques entreprises par les acteurs autonomes.

Ces derniers, sans pouvoir représenter officiellement le gouvernement québécois, ont été chargés de transmettre aux dirigeants et au peuple chinois « les amitiés sincères du peuple québécois ».

Le gouvernement du Québec a déployé des efforts pour établir des ententes bilatérales dans ses domaines de compétence, notamment l'éducation, la culture et l'hydroélectricité. Les échanges dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur ont constitué, à partir de la deuxième moitié des années 1970, le fondement des relations entre le Québec et la Chine. En 1980, la première entente avec le gouvernement chinois portait sur l'éducation ; elle a été renouvelée sept fois depuis, permettant à des centaines d'étudiants chinois de bénéficier d'exemptions de droits de scolarité supplémentaires ou de bourses d'excellence afin d'étudier au Québec. En retour, un certain nombre de Québécois ont eu l'opportunité de profiter de bourses offertes par la Chine pour des stages ou des études universitaires en Chine. Le Québec cherchait aussi activement la possibilité d'intensifier ses échanges économiques avec la Chine. Le commerce a ainsi connu une croissance continue entre 1977 et 1984, passant de quelques milliers de dollars à près de 200 millions de dollars. En janvier 1984, le Premier ministre chinois Zhao Ziyang a fait une visite officielle au Québec. En octobre, le Premier ministre René Lévesque a effectué un voyage en Chine. Ces deux événements ont eu pour effet, selon le côté québécois, de donner une impulsion considérable aux liens sino-québécois.

À partir des années 1980, le développement du tourisme de masse a également contribué à changer l'image de la Chine. Un nombre croissant de Québécois ont pu se rendre en Chine, participant à des voyages organisés par différentes agences commerciales. Ainsi, au fur à mesure que la Chine devenait un « produit » sur le marché du tourisme de masse, on assistait à une dépolitisation des perceptions de ce pays. Les Québécois semblaient être plus attirés par la muraille de la Chine traditionnelle que par les usines et les garderies de la Chine socialiste. En 1980, la

Chine présentait de son côté un nouveau visage « millénaire » avec la tenue des Floralties internationales, et l'établissement de relations entre Montréal et Shanghai.

Dans la foulée de ce jumelage, un premier centre d'études québécoises a été fondé à l'Université des études internationales de Shanghai avec le soutien de la délégation du Québec à Hong Kong. La création de ce centre en 1985, qui faisait partie de l'entente entre les deux villes, devait permettre de faire connaître le Québec en Chine. Plus concrètement, il visait à devenir un centre de consultation pour les entrepreneurs, les fonctionnaires chinois et tous ceux qui s'intéressaient au Québec. La fondation de ce centre a confirmé l'intérêt d'une bonne connaissance de la société et la culture québécoises pour le développement des relations sino-québécoises. La réouverture de la Chine vers le monde extérieur a ainsi mis en lumière le besoin de construire un savoir plus avancé sur les sociétés étrangères. Le gouvernement québécois a saisi cette occasion pour fournir des ressources permettant aux Chinois de s'informer sur le Québec et de développer un intérêt pouvant servir de base aux relations intergouvernementales.

Il y a probablement plus qu'une coïncidence entre la montée du « produit » Chine dans le tourisme de masse et le projet de la Ville de Montréal de rénover entièrement son quartier chinois. La rue De La Gauchetière a été réaménagée pour devenir piétonnière et accueillir plus de touristes. Un nouveau dynamisme a donc marqué cet espace qui avait été largement réduit par la construction des édifices gouvernementaux tels que le Palais des congrès de Montréal et le Complexe Guy-Favreau du gouvernement fédéral, ainsi que le Complexe du mouvement coopératif Desjardins.

À l'évidence, avec la multiplication des contacts entre le Québec et la Chine depuis le début des années 1980, l'image de cette dernière ne suscite plus autant de remises en question politiques. En effet, les occasions de plus en plus fréquentes de rencontres avec la Chine ne semblaient plus être une source d'inspiration pour formuler des revendications sociales et politiques. La guerre froide était bien terminée. Castro, Che

Guevara et Mao sont aujourd'hui des icônes de la culture populaire, plutôt que des figures mythiques qui décrivent un espace international de contestation. De nombreux « China Watchers » de l'Occident considèrent que la Chine est désormais une « nouvelle superpuissance économique » dans le capitalisme mondial.

Le regard idéaliste qu'une partie des Occidentaux portaient sur la Chine dans les années 1960 et 1970 est parfois considéré comme un trait marquant de l'univers culturel des baby-boomers. Parmi ces derniers, certains se rappellent avec ironie leur émerveillement devant la Révolution culturelle. Dans *Les Invasions barbares*, du réalisateur québécois Denys Arcand, Rémy, professeur d'histoire retraité, se souvient que l'université où il travaillait lui a demandé d'accueillir une Chinoise en visite au début des années 1970. Rémy regrette alors d'avoir tenté de la séduire en faisant l'éloge de la Révolution culturelle. Pendant celle-ci, la Chinoise avait été rééduquée dans un centre agricole, son père avait été assassiné, sa mère s'était suicidée. « Dans le crétinisme, mon cher, déplore Rémy, on ne pouvait pas faire mieux² ».

Tout comme le personnage de Rémy, les personnes qui se sont émerveillées de la Chine de Mao conservent aujourd'hui un goût amer de leur engouement. Sans toujours mieux connaître l'histoire de la RPC, ils portent aujourd'hui des jugements très critiques sur celle-ci. Les sinophiles politiques des années 1960 et 1970 ont souvent l'impression d'avoir été « dupés » par la propagande communiste chinoise. La Révolution culturelle est maintenant vue comme un événement sanglant, une lutte pour le pouvoir qui a été menée au sommet entre une poignée d'individus derrière le rideau de fumée d'un soi-disant « mouvement de masse ». Cette vision, qui gagne un large public à compter de la deuxième moitié des années 1970, s'inscrit dans le contexte d'une nouvelle vision

² Denys Arcand a écrit et réalisé le film *Le Déclin de l'empire américain*, qui est sorti en 1986. Dix-sept ans plus tard, Arcand a produit *Les Invasions barbares*, qui lui a valu l'Oscar du meilleur film en langue étrangère 2003, la Palme du meilleur scénariste, les Césars du meilleur film, du meilleur réalisateur et du meilleur scénario. Jean-Philippe Gravel, « Denys Arcand, d'un 'Déclin' à l'autre », *Ciné-Bulles*, vol. 21, n° 3, été 2003, p. 27.

de la Chine qui ne représente plus un modèle politique ou social pour la gauche occidentale.

Ceux qui s'inspiraient de la Chine dans les années 1960 et 1970 ne sont plus attirés par l'idée d'aller ou de retourner dans ce pays alors que les contraintes de l'époque n'existent plus. La Chine a changé, ainsi que les observateurs eux-mêmes. Il nous semble que la seule Chine qui les ait jamais passionnés était celle qui servait à affirmer leurs revendications politiques et sociales, une Chine rêvée leur permettant d'y investir leurs espoirs. Toutefois, cette appréhension d'une Chine fantasmée qu'ils cherchaient est née dans un contexte bien particulier et ne doit pas être critiquée avec une grille de lecture contemporaine. Paradoxalement, ceux qui, comme Rémy, ont aujourd'hui tendance à renier toutes leurs actions de l'époque ont en réalité grandement contribué aux relations transnationales du Québec. Cette contribution, telle que notre thèse l'a mise en lumière, mérite une reconnaissance de la part des historiens. À cet égard, les Chinois, eux aussi, doivent leur gratitude à ces anciens acteurs pour la compassion et la sympathie qu'ils manifestaient, pendant une période de forte polarisation politique, à l'égard de la Chine, un pays lointain et difficile à comprendre à cause des barrières idéologiques et culturelles.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1. Sources

1.1 Documents d'archives

Université de Montréal, Division de la gestion de documents et des archives, Fonds Centre d'Études de l'Asie de l'Est (E131), Montréal

- Contenant 7914 : dossier « Correspondance diverse, de Monsieur Charles LeBlanc, 1975-1983 », dossier « FCAC, 1978-1979 ».
- Contenant 7920 : dossier « Correspondance avec l'Université McGill », dossier « CIQIM », dossier « Office national du film du Canada », dossier « Assemblées, 1976-1986 », dossier « Université McGill (correspondance), 1973-1986 », dossier « Conférences sur la Chine ».
- Contenant 7925 : dossier « 1980-1986 : études est-asiatiques, CEAE, demande de bourse – Chine », dossier « CEAE : demande de subvention, à la FAS », dossier « Subventions reçues depuis 1975 (-1982) », dossier « ACDI – Regina, 1981-1982 », dossier « Ambassades 1977-1985 », dossier « Objectifs, développement, propriétés », dossier « L'Asiathèque, originaux et correspondance, 1978-1982 », dossier « Projets de développements, 1975-1980 »
- Contenant 7930 : dossier « Coopération franco-québécoise, 1978-1979 », dossier « Denise Lévesque », dossier « Jacques Gernet », dossier « Lucien Bianco », dossier « Sinologues français », dossier « Bibliothèque (Robert) des Rotours, 1978-1980 ».

BAnQ Québec, Fonds Denis Lazure (P703), Sainte-Foy (Québec)

Dossier 5, « visites en Chine 1960, 1975, 1985 ». Ci-dessous sont énumérés les titres des documents auxquels on a eu accès¹ :

- Lettre de Chu Tu-nan à D. Lazure, 1^{er} août 1960.
- Copie d'une photographie de Pierre Trudeau, de Jacques Hébert, de Madeleine Parent, de Micheline Legendre, de D. Lazure, de l'interprète et du commissaire chinois, 1960.

¹ Il s'agit d'un fonds d'archives privé auquel la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c.A-2.1 ne s'applique pas conformément à l'article 2, paragraphe 4.

- Copie d'une photographie représentant Hébert en train de photographier ses camarades.
- Rapports/textes sur l'école pour jeunes délinquants de Pékin, sur la prison de Pékin, sur le traitement de la maladie mentale en Chine, 1960.
- Deux articles : « La famille et la jeunesse dans la Chine nouvelle » et « Correspondance – Lettre des États-Unis », février 1962.
- Article sur les politiques et la santé mentale dans la Chine nouvelle, octobre 1964.
- Rapport du président, soumis à l'Assemblée annuelle de la Société Canada-Chine, 27 octobre 1975.
- Historique de la Société Canada-Chine, et un exemplaire de la revue Canada-Chine.
- Copie d'une photographie d'un groupe de personnes devant un hôpital universitaire en Chine, 1975.
- Lettre de Robert Robson à D. Lazure, 1^{er} juillet 1976.
- Coupures de presse, 22 mai – 18 juillet 1975.
- Texte de Jules Nadeau sur ses relations en Chine et sur la situation diplomatique de ce pays, décembre 1982.

Université McGill, Bibliothèque Osler de l'histoire de médecine, Fonds Kenneth Allan Elliott (P164), Montréal²

- Boîte 11, dossier 104, « Needham, Joe, 1963 & 1968 ».
- Boîte 15, dossier 143, « China-Montreal, Dinners and Memorial Symposium, 1970-1971 » (correspondance concernant le symposium Bethune et une visite en Chine).
- Boîte 18, dossier 179, « China, 1967-1971 » (correspondance relative au Programme d'échange Norman Bethune (1967-1971)).

Université McGill, Bibliothèque Osler, Fonds Maurice McGregor (P196), Montréal³

- Dossier 2, « Bethune Exchange with McGill » :
 - Wilder Penfield, « The Chinese People's Republic, A Physician's Observations », March 1963 ;
 - Chinese Academic Delegation – Press Release Announcing their Tour in Canada, 6 October 1975.
- Dossier 3, « McGill-China Bethune Exchange » :

² L'inventaire est disponible en ligne : <http://osler.library.mcgill.ca/media/pdf/P164.pdf>. Kenneth Allan Elliott, doyen de la Faculté de biochimie à l'Université McGill (1958-1968), est le premier professeur participant au Programme Bethune et qui enseigne au Collège de médecine de Pékin en 1964.

³ L'inventaire est disponible en ligne : <http://osler.library.mcgill.ca/media/pdf/P196.pdf>. Maurice McGregor, doyen de la Faculté de médecine à l'Université McGill (1963-1972), a donné ce fonds d'archives à la bibliothèque Osler en 2015. Ce fonds n'a jamais été exploité par les chercheurs.

- « The McGill-China Exchange in Memory of Norman Bethune » [non daté] ;
- K.A.C. Elliott, « Brief report on a Month in the People's Republic of China as Norman Bethune Exchange Professor » 1964.

- Dossier 4, « China Report » :
 - « Health Care in China. Official Report of The Canadian Medical Delegation to China. April 20 – May 5, 1973 » [copie créée en juillet 1973 pour McGregor].

Université McGill, Bibliothèque Osler, Fonds Fondation Bethune (P132), Montréal⁴

- Boîte 376, dossier 10, réception de la délégation chinoise à Montréal, octobre 1975 ; dossier 14, procès-verbaux de deux réunions du comité de commémoration de Bethune, 10 et 16 mars 1972.
- Boîte 377, dossier 29, conférence « Le système de santé au Québec – réalisations et problèmes » [plusieurs amis de la Chine s'y sont présentées, dont Denis Lazure et Robert Robson].
- Boîte 378, dossier 44, comité de commémoration de Bethune (1971-1976).
- Boîte 379, dossier 64, agenda de la visite d'une délégation chinoise, 1-3 novembre 1972.

BAnQ Rouyn-Noranda, Fonds Société Canada-Chine Inc. – Section Abitibi-Témiscamingue (P267), Rouyn-Noranda

- Série 2, « Administration » :
 - D1 « Lettres patentes et règlements généraux », D2 « Fédération des Associations d'amitié Canada-Chine », D3 « Fondation Fédération Québécoise », D4 « Exécutif Fédération Québécoise », D5 « Conseil d'administration Montréal », D6 « Assemblées générales, Fédération Québécoise », D7 « Réunions » (comités régionaux), D8 « Réunion » (SCC Rouyn-Noranda), D9 « Bilan des activités » (comités régionaux), D10 « Bilan des activités » (Rouyn-Noranda), D11 « Plan de travail ».
- Série 4, « Activités » :
 - D1 « Invitations », D2 « Publicités », D3 « Programmations », D4 « Activités diverses », D5 « Pavillon de la Chine », D6 « Voyages, 1978-1982 », D7, Films (1977-1981 », D8 « Diaporama », D10 « Activités, SCC Rouyn-Noranda ».
- Série 6, « Presse (1975-1982) »

⁴ L'inventaire est disponible en ligne : <http://osler.library.mcgill.ca/media/pdf/p132.pdf>.

D1 « Communiqués », D2 « Bulletins de nouvelles – Étrangers », D3 « Revues générales », D4 « Revues Canada-Chine », D5 « Bulletins d'informations ».

Archives de la Ville de Montréal, Fonds CA M001 P122, S1, Montréal

- D2, Intérieur du pavillon de la Chine, Terre des Hommes (1967-1981)⁵.
- D 23560.19-1, 520, 10, 1972-1975 – la Chine communiste occupe le pavillon de la Chine nationaliste (D 23560.20-3), 1976 – ne participe pas, 1977-1981 – Chine communiste revient and occupe le pavillon de la Chine nationaliste.

Bibliothèque de l'Université de Colombie-Britannique, Section des livres rares et des collections spéciales, Fonds Jack Scott (RBSC-ARC-1484), série Chinese-Canadian Friendship Association (1964-1990), Vancouver

- Dossier 5-06, « Outgoing correspondence, 1964-1980 » ;
- Dossier 5-07, « Incoming correspondence, 1964-1980 » ;
- Dossier 5-13, « National conferences documents, 1978-1980 » ;
- Dossier 5-14, « National and regional cooperation position statement, 1978 ».

Dalhousie University Archives, Fonds MS-11-2, Boxes 1-7, Canada-China Friendship Association, Halifax

- Correspondance de l'Association d'amitié Canada-Chine Halifax avec Paul Brennan (une lettre), la CCFA Vancouver (78 pages), la Canada-China Friendship Association Saskatchewan (51 pages), la SCC Montréal (215 pages), China International Travel Service, Chinese Peoples Association for Friendship (13 pages) ;
- Lettre de la part du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 4 pages ;
- Texte sur les rapports de la CCFA Halifax avec le PCC (m.-l.), 6 pages ;
- Lettre du groupe *En Lutte*, 7 pages ;
- Documents relatifs au comité national sur les relations sino-américaines, 3 pages ;
- Documents concernant un voyage d'une délégation locale en Chine, 13 pages ;
- Déclaration de la dissolution de la CCFA Halifax, 1979, 2 pages.

⁵ Les photographies illustrent l'intérieur du pavillon de la Chine de Terre des Hommes. On y voit des œuvres d'art (peintures, sculptures, etc.) ainsi que des artistes aux travail. Le photographe est Raymond Gamache (1940-2014).

UQÀM, Service des archives et de gestion des documents, Fonds Parti communiste ouvrier (47P), Montréal

- Série 11, dossier 2, « Les textes portant sur l'évolution de la situation politique en Chine (1976-1982) ».
- Série 12, « Liaisons internationales (1976-1982) », dossier 3, « Documents relatifs à la Chine : rapports, notes de voyage, itinéraire ».

UQÀM, Service des archives et de gestion des documents, Fonds *En Lutte !* (38P), Montréal

- Publications du groupe portant sur la Chine, dont les articles parus dans *Unité Proletarienne* – la revue théorique du groupe, et le journal *En Lutte* (à l'aide d'un index), et dossiers (ou sous-dossiers) suivants : 550/1-32, 720/1, 725/1, 730/1, relations extérieures (1964-1982).
- 660 : 05/5, *Bulletin intérieur* n° 15 (un article intitulé « Partons-nous des acquis du deuxième congrès d'En Lutte ! »).
- 660 : 05/8, « Lettre destinée au Comité communiste chinois (le 16 février 1978) » (le numéro a paru en mars 1978), « Bibliographie pour l'étude de la situation en Chine » (le numéro a paru en avril 1978).
- 660 : 05/10, *Bulletin intérieur* n° 35 (« Réflexions à propos de certaines critiques qu'adresse Envers Hoxha à Mao dans son livre *L'impérialisme et la révolution* »).

UQÀM, Service des archives et de gestion des documents, Collection Publications de groupes de gauche et de groupes populaires (21P), Montréal

- 900 : 04/118, document intitulé *Libération des femmes en Chine et nous* (boîte 440) ;
- 900 : 04/160, un exemplaire d'un numéro de la revue de la Société Canada-Chine (boîte 441 ; le même document est aussi disponible sur microfilm 21P-900 : A 1/1 à 24)

BAnQ Québec, Fonds Ministère des Relations internationales, 1951-2009 (E42), Sainte-Foy (Québec)

- Contenant 2002-05-004\8, Asie et Océanie, relation avec la Chine (délégation chinoise en agriculture au Québec, économiste chinois au Québec, visite d'un représentant de l'Institut des affaires étrangères de Chine, etc., 1977-1983) ;
- 2002-05-004\9, Asie et Océanie, coopération Québec-Chine, 1974-1977 ;
- 2002-04-003\197, Affaires internationales, relations avec la Chine [...] (missions, subventions, éducation), 1967-1972.

Fonds Céline Lamontagne (Fonds CL)⁶, Montréal

- Dossier « Voyages en Chine »
 - Sous-dossier « Voyage en Chine 1978 (octobre) et Société Canada-Chine » : annonce du voyage, itinéraire, notes de la visite d'une usine de confection de vêtements pour exportation [4 octobre], notes de la visite d'une usine de camion à Canton [4 octobre], notes de la visite de l'École secondaire au Lac de l'Ouest [12 octobre], notes de la visite d'une usine de camion à Shanghai [14 octobre], notes de la visite d'une cité ouvrière à Shanghai [16 octobre], notes concernant la visite d'une brigade de thé qui appartenait à une famille de propriétaire foncier, les visites à Hangzhou, à Guilin, à Hunan, à Changsha et à Shaoshan – lieu de naissance de Mao, compte rendu d'une conférence sur la politique chinoise donnée à Pékin) ;
 - Sous-dossier « Préparation » : bibliographie, une série de documents classés par thèmes, sous forme de questions-réponses [le logement et la vie de quartier, la vie quotidienne, les femmes, la santé, l'éducation, la modernisation des sciences, le fonctionnement démocratique et les libertés, l'industrie et les quatre modernisations, la politique étrangère, les minorités nationales, les conditions d'emploi, le travail d'amitié, l'Armée populaire de libération, etc.].
- Dossier « Amitiés Québec-Chine »
 - Sous-dossier « Publications des AQC (sans aucune date mais avant 1976) » :
 - * Document « L'avenir est radieux mais le chemin est sinueux (compte rendu d'un groupe qui a visité la Chine en 1973) » ;
 - * Revue *La Chine maintenant. Bulletin trimestriel des Amitiés Québec-Chine* (vol. 1, nos 1, 2, 3, 4 ; vol. 2, nos 1, 2, 3, 4).
 - Sous-dossier « Débats sur la pertinence de maintenir les Amitiés Québec-Chine et 'l'intégration' à la Société Canada-Chine » :
 - * « Mes notes manuscrites en préparation de la rencontre du 29 août : été 1976, jetées, pas très lisibles » ;
 - * « 29 août 1976 : Notes manuscrites de la réunion, plusieurs pages, jetées » ;
 - * « 29 août 1976 : Réunion de participants des AQC : Ordre du jour et plan de discussion » [document dactylographié] ;
 - * « Un pas en avant pour le développement de l'amitié entre les peuples chinois et canadien » [Il s'agit d'un texte produit le 8 septembre 1976 et qui explique les positions d'un groupe de membres des Amitiés Québec-Chine lors de la rencontre du 29 août. « Ces militants concluent à la dissolution des AQC. »] ;

⁶ L'inventaire de ce fonds a été réalisé par Céline Lamontagne en février 2018. Elle note : « Il y a eu de l'eau dans la cave et qui a été dans la filière même en métal, plusieurs dossiers sont détériorés. »

- * « Lettre manuscrite à Victor Levant », directeur des AQC [Il s'agit d'une lettre signée par Lamontagne le 1 septembre 1976 et qui avait pour but de faire part à la direction des AQC des conclusions de la rencontre du 29 août 1976. »] ;
- * « Quelques précisions », 30 septembre 1976 [Il s'agit d'un document produit par la direction des AQC dans le but de répondre aux critiques dans « Un pas en avant pour le développement de l'amitié entre les peuples chinois et canadien ».] ;
- * « Aperçu sur l'histoire de la Société d'amitié Canada-Chine », texte interne des AQC, pas de date ;
- * « À nos camarades et amis », pas de date ;
- * « Synthèse sur Amitiés Québec-Chine », les notes manuscrites de Lamontagne en vue de la préparation pour la rencontre du 29 août 1976 ;
- * « Notre expérience avec les Amitiés Québec-Chine, juillet 1975 », Groupe Inter quartier ;
- * « À propos de notre participation aux Amitiés Québec-Chine », Cercle communiste ML, pas de date.
- Dossier « Société Canada-Chine, 1977-1980 »
 - Sous-dossier sans titre :
 - * Texte du XI^e Congrès de l'Association des Amitiés Franco-chinoises (Paris, 2-3 juin 1974) ;
 - * *Bulletin de la Banque canadienne nationale*, octobre 1978 ;
 - * Transcription de la conférence de Joan Hinton, septembre 1977.
 - Sous-dossier « Documents de fonctionnement de la Société Canada-Chine » :
 - * Ordre du jour, procès-verbaux, avis de convocation, états financiers des comités exécutifs, des conseil d'administration et assemblées générales de 1975 à 1980 [classés par année et non par instance] ;
 - * Lettres d'invitation pour la participation aux activités organisées par la SCC [Pavillon chinois, conférences sur différents thèmes, etc.] ;
 - * Lettre de démission « fracassante » du président Robert Robson ;
 - * *Communiqué. Les nouvelles*, vol. 1, n^o 1 (oct. 1976), n^o 2 (nov.-déc., 1976), n^o 3 (janv.-fév. 1977), n^o 4 (avril-mai 1977), n^o 6 (sept.-oct. 1977), un sans date et un non numéroté (janv.-fév. 1978) et un autre numéro paru vers 1980 ;
 - * *Cahier Amitié Canada-Chine*, printemps-été 1977 ;
 - * *Amitié Canada-Chine*, Revue de la Société Canada-Chine (Région Québec), vol. 1, n^o 1, n^o 2 (mai-juin 1978), n^o 3 (sept.-oct. 1978), n^o 4 (nov.-déc. 1978) ;
 - * Deux autres bulletins, publiés en été 1979 et en janvier 1980 ;

- * Brochure publiée conjointement par la SCC et les AQC (avant la dissolution de ces dernières), intitulée « Pourquoi la Chine n'est pas aux Olympiques » ;
- * Brochure « Pourquoi la Chine n'est pas aux Olympiques » (1976), bilingue, 16 pages ;
- * Dépliant « Programme Soirée d'amitié, les 10 et 11 juillet 1976 », trilingue, 4 feuilles ;
- * « Les buts, principes et priorités du travail d'amitié, la Société Canada-Chine, Montréal, Québec, Octobre 1977 » ;
- * « Les buts, principes et priorités du travail d'amitié, La Société Canada-Chine, résumé octobre 1977 » ;
- * « Statuts de la Société Canada-Chine » [Statuts originaux en date du 30 mai 1973, tels qu'amendés à l'Assemblée annuelle du 27 octobre 1975].
- Dossier « Publications des Associations d'amitiés Canado Chinoises du Québec »
 - Dépliant « Visitez la Chine en 1980 avec les amitiés canado-chinoises » ;
 - « Liaison des avec les comités à l'extérieur de Montréal », novembre 1976, 6 pages ;
 - « Les buts, principes et priorités des associations d'amitié Canada-Chine », janvier 1978, 5 pages ;
 - « Bilan de l'expérience de développement des Associations d'amitié Canada-Chine du Québec », janvier 1979,
 - « Congrès de fondation de la Fédération des Associations d'amitiés Canado-Chinoise du Québec », 12 et 13 mai 1979 ;
 - Lette de convocation du 9 avril 1979 signée par Denise Lévesque ;
 - « Compte rendu de la réunion de l'exécutif de la Société Canada Chine de l'Outaouais », 11 février 1979.
- Dossier « Publications des Amitiés pancanadiennes »
 - *Amitiés Canada-Chine*, journal des associations d'amitié du Canada, vol. 1, n° 1 (janvier-février 1979), vol. 1, n° 2 (mars avril 1979), vol. 2 n° 1 (janvier-février 1980) ;
 - Échanges de correspondance entre les associations donnant opinion sur la formation d'une association : lettre de la CCFA d'Halifax (30 juin 1977), lettre de la SCC de Montréal (juillet 1977), lettre de la CCFS de Saskatchewan (24 juillet 1977), lettre de la CCFA de Vancouver (27 juillet 1977), lettre de la CCFS de Saskatchewan (30 juillet 1977), lettre de la SCC de Montréal (septembre 1977) ;
 - « Association pan canadienne d'Amitié avec la Chine », présenté par la Société Canada-Chine de Montréal le 27 septembre 1977 (projet) ;
 - « Résumé de la conférence des organisations d'amitié Canada-Chine tenue à Montréal le 11, 12 et 13 novembre 1977 » ;

- Convocation à une conférence pan-canadienne des associations d'amitié 1^{er} et 2 mars à Ottawa, Toronto, le 10 janvier 1980 ;
- « Ébauche de Constitution de la Fédération des Associations d'amitié Canada-Chine », pas de date ;
- Présentation de Paul Brennan, réunion de préparation pour la conférence des associations d'amitié à Ottawa, 17 février 1980 ;
- Conférence des associations d'amitié Canado-Chinoises, 29 février, 1 et 2 mars 1980, Ordre du jour provisoire ;
- « Projet de proposition pour la structure financière de la Fédération des Associations d'amitié Canado-Chinoises », préparé par le Comité des Finances pour le Comité de coordination des Associations d'amitié Canado-Chinoises, Toronto, janvier 1980.

Bibliothèque de l'Université de Science et de Technologie de Hong Kong, Section des livres rares et des collections spéciales, Collection Paul T.K. Lin, Hong Kong

Correspondance avec Xiaotong Fei, Peizhi Xie, Stuart Schram, Pierre Trudeau, Bill Hinton & Joan Hinton (avec manuscrits), Neil Burton, Paul Brennan, David & Isabel Crook, Paul Desmarais, Cyrus Eaton, Franz Schurmann, Ezra Vogel, John Fairbank, Chester Ronning, Han Suyin, Alvin Hamilton, Huang Hua, Hua Guofeng, François Mitterrand, Edgar Snow, Soong Ching Ling, Jia Qinglin, Zhao Ziyang, Jean Drapeau, Robert Garry, etc.).

Une vingtaine de dossiers portant comme titres « Correspondence » et éparpillés dans les 20 boîtes de documents que contient « Lin Papers » ;

Matériaux d'enseignement à McGill (« McGill Teaching ») ;

Documents relatifs à la Société Canada-Chine (le pavillon chinois à l'exposition Terre des Hommes en 1973 et 1975).

1.2. Témoignages à caractère de sources (autobiographies, récits de voyages, souvenirs)

BEAUDET, Pierre, *On a raison de se révolter. Chronique des années 70*, Montréal, Écosociété, 2008, 247 p.

BROYELLE, Claudie, *La moitié du ciel : le mouvement de libération des femmes d'aujourd'hui en Chine*, Paris, Denoël-Gonthier, 1973, 272 p.

BROYELLE, Claudie, Evelyne TSCHIRHART et Jacques BROYELLE, *Deuxième retour de Chine*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, 331 p.

- HÉBERT, Jacques, « Notes sur la Chine », *Cité libre*, vol. XI, n° 34, décembre 1960, p. 11-12.
- LABONTÉ, Henri-Paul, *Une histoire d'engagement social*, Société écrivains, 156 p.
- LAZURE, Denis, *Médecin et citoyen : souvenirs*, Montréal, Boréal, 2002, 402 p.
- LEGENDRE, Madeleine, « Deux innocents en Chine rouge », *Liberté*, vol. 3, nos 3-4, 1961, p. 661-663.
- LIN, Paul T.K., *In the Eye of the China Storm. A life between East and West*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2011, 311 p.
- MONIÈRE, Denis, *Mémoires d'un enfant de la Révolution tranquille*, Montréal, L'Action Nationale, 2017, 239 p.
- NOUMOFF, Samuel, « Reviews of *In the Eye of the China Storm. A Life Between East & West* », *Labour Capital and Society*, vol. 44, n° 1, 2011, p. 207-211.
- PALMER, Bryan D., *A communist life: Jack Scott and the Canadian Workers Movement, 1927-1985*, Committee on Canadian Labour History, University of Newfoundland, St. John's Newfoundland, 1988, 276 p.
- PARÉ Pierre, « L'itinéraire d'un 'animateur social' : des chantiers d'Emmaüs à la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada », *Possibles*, vol. 3, nos 3-4, printemps-été 1979.
- TRUDEAU, Pierre et Jacques HÉBERT, *Deux innocents en Chine rouge*, Montréal, Éditions de l'homme, 1961, 158 p.

1.3. Publications gouvernementales

40 ans au cœur de l'action internationale du Québec : Chronologie 1967-2007, Québec, Ministère des Relations internationales, 2007, 51 p.

Rapport annuel de gestion, Ministère des Relations internationales du Québec.

1.4. Autres sources imprimées

Amitié Canada-Chine, vol. 1, n° 1, printemps 1975 ; printemps-été 1977 ; vol. 1, n° 2, mai-juin 1978 ; v. 1, nos 1-2, janvier-février / mars-avril 1979. Les numéros que nous avons consultés sont conservés dans plusieurs centres d'archives, dont la Collection nationale (BANQ Montréal), l'Université de Montréal (le Fonds Centre d'études sur l'Asie de l'Est), l'Université du Québec à Montréal (la Collection « Publications de groupes de gauche et de groupes populaires ») et la Bibliothèque de l'Université de Science et de Technologie de Hong Kong (Lin Papers).

Association des amitiés franco-chinoises, documents relatifs au XII^e Congrès (11-13 novembre 1977, Paris). Bibliothèque nationale de France, Paris.

CAP St-Jacques, *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*, décembre 1971, 63 p.

CAPs de Maisonneuve et de Saint-Jacques, *La nécessité d'une organisation politique des travailleurs*, 1972, 46 p.

Cellule militante ouvrière, Cellule ouvrière révolutionnaire et Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, *La lutte pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti*, Montréal, 1975, 68 p.

GAGNON, Charles, *EN LUTTE! Écrits politiques, volume 2 (1972-1982)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, 379 p.

La Chine maintenant : bulletin trimestriel des Amitiés Québec-Chine, vol. 1, nos 1-4, 1974-1975 ; vol. 2, n^o 1/2, no 3 et n^o 4, 1976. Collection nationale, BANQ Montréal.

La théorie du Président Mao sur la division en trois mondes. Importante contribution au marxisme-léninisme, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1977, 84 p.

« Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international. Réponse du Parti communiste chinois à la lettre du 30 mars 1963 du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, 14 juin 1963 », dans *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1965.

« Manifeste 1965-1966 », *Parti pris*, vol. 3, nos 1-2, août-septembre 1965, p. 2-41.

1.5 Vidéos

Journey to the East: featuring Paul Brennan, présenté au CCIFF Canada China International Film Festival [<https://www.youtube.com/watch?v=K1hXQ9c8U-0>].

2. Bibliographie

2.1. Historiographie et épistémologie

BENZONI, Maria M., FRANK, Robert et PIZZETTI, Silvia M. (dir.), *Images des peuples et histoire des relations internationales du XVII^e siècle à nos jours*, Milan-Paris, UNICOPLI-Publications de la Sorbonne, 2008, 549 p.

- BOUCHARD, Carl, « Des citoyens français à la recherche de la paix durable (1914-1919) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 2, n° 222, 2006, p. 67-87.
- FRANK, Robert et LE PULOGH, Maryvonne (dir.), « Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938 », *Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 28, juin 1994, 168 p.
- FRANK, Robert, « L'historiographie des relations internationales : des 'écoles' nationales », *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 5-40.
- FRANK, Robert, « Le futur en question : les changements du régime d'historicité depuis les années 1970 », dans Duanmu Mei et Hugues Tertrais (dir.), *Temps croisés*, I, Paris, MSH, 2010, p. 37-48.
- FRANK, Robert, « Mentalités, opinion, représentations, imaginaires et relations internationales », dans *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 345-370.
- HENTSCH, Thierry, *L'Orient imaginaire : la vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Les Éditions de Minuit 1988, 290 p.
- IRIYE, Akira et SAUNIER, Pierre-Yves (dir.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, 1226 p.
- JERVIS, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 2017, 445 p.
- RENOUVIN, Pierre, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'Histoire des Relations Internationales*, Paris, Armand Colin, première édition 1964, 1991 (4^e éd.), 538 p.
- SAUNIER, Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, n° 57, 2004, p. 110-126.
- SIRINELLI, Jean-François, « La France des sixties revisitée », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2001, vol. 69, p. 111-124.
- SUBRAHMANYAM, Sanjay, *L'Inde sous les yeux de l'Europe : Mots, peuples, empires, 1500-1800*, Paris, Alma Éditeur, 2018, 487 p.
- TERTRAIS, Hugues, « La discordance des temps. L'Indochine au cœur du basculement idéologique des années 1970 », dans Jean-Michel Guieu et Claire Sanderson (dir.), *L'Histoire et les relations internationales : autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p. 229-236.
- TOURNÈS, Ludovic, « Relire Pierre Renouvin », dans Jean-Michel Guieu et Claire Sanderson (dir.), *L'Histoire et les relations internationales : autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p. 169-178.

2.2. Les représentations de la Chine en Europe et en Amérique du Nord

- AUBERT, Claude, BIANCO, Lucien, CADART, Claude et DOMENACH, Jean-Luc, *Regards froids sur la Chine*, avec des contributions de Marianne Bastid, Gilbert Padoul et Léon Vandermeersch, Paris, Éditions du Seuil, 1976, 317 p.

- BIANCO, Lucien, « La Chine à la française », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 9, 1987, p. 36-40.
- BOULLENOIS, Camille, *La révolution culturelle chinoise sous le regard des Français, 1966-1971*, préface de Marianne Bastid-Bruguière, Paris, Harmattan, 2013, 215 p.
- FAIRBANK, John, *China Perceived: Images and Policies in Chinese-American Relations*, New York, Vintage Books, 1976, 245 p.
- HOLLANDER, Paul, *Political Pilgrims. Travels of Western Intellectuals to the Soviet Union, China and Cuba, 1928-1978*, Oxford, Oxford University Press, 1981.
- LIU, Kaixuan, *Le miroir chinois : les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politique, diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980*, thèse de doctorat (histoire), Institut d'études politiques de Paris, en partenariat avec Centre d'histoire de Science Po (Paris), 2019.
- PRZYCHODZEN, Janusz, « Étrangère, Asie ? Altérité et modernité dans le grand roman d'espionnage de Pierre Saurel », dans Janusz Przychodzen (dir.), *Asie de soi, Asie de l'autre. Récits et figures de l'altérité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 105-129.
- RAJOTTE, Pierre, « L'Asie dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du XX^e siècle : un miroir contre-ethnocentrique », dans Janusz Przychodzen (dir.), *Asie de soi, Asie de l'autre : Récits et figures de l'altérité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 131-150.
- RAJOTTE, Pierre, « L'Orient dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du XX^e siècle : une expérience de déperdition de soi », *Voix et Images. Littérature québécoise*, vol. 31, n° 1, automne 2005, p. 15-31.
- SPENCE, Jonathan D., *La Chine imaginaire : la Chine vue par les Occidentaux, de Marco Polo à nos jours*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, 259 p.
- VAN DEN ABBEEL, David, « Entre dérision et condamnation : quand la Chine fait frémir l'Occident – Analyse de la vision de la Chine dans les quotidiens belges francophones lors de la Révolution culturelle (1965-1971) », dans Shenwen Li et Katie Boulet (dir.), *Chine, Europe, Amérique rencontres et échanges de Marco Polo à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 121-148.

2.3. Les maoïstes français

- BOURSEILLER, Christophe, *Les Maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 1996, 345 p.
- DRESSEN, Marnix, « Ombres chinoises : regards de maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 94, 2009, p. 16-32.
- HOURMANT, François, « La croisière rouge, entre simulacre et théâtrocratie. Le système des privilèges des voyageurs au pays de l'Avenir Radieux », *La Revue Historique*, janvier 2000, p. 121-156.
- HOURMANT, François, « La Longue Marche de la veste Mao : Révolution des apparences et apparences de la révolution », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 121, janvier-février 2014, p. 113-131.

HOURMANT, François, « Le retour de Chine ou les 'horizons indépassables' d'un genre politico-littéraire », *Mots. Les langages du politique*, n° 29, décembre 1991, p. 71-89.

HOURMANT, François, « Les voyageurs et la Chine populaire. De la mise en récit à la mise en scène », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 43, n° 3, juillet-septembre 1996, p. 496-513.

HOURMANT, François, « *Tel Quel* et ses volte-face politiques (1968-1978) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 51, n° 3, juillet-septembre 1996, p. 112-128.

HOURMANT, François, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages et témoignages des intellectuels en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Éditions Aubier, coll. « Historique », 2000, 281 p.

HOURMANT, François, *Les années Mao en France. Avant, pendant et après Mai 68*, Paris, Odile Jacob, 2018, 282 p.

2.4. Histoire de la sinologie

BASTID, Marianne *et al.*, « Comment connaissons-nous la Chine ? Table ronde », *Esprit*, vol. 11, n° 418, novembre 1972, p. 579-608.

DOMENACH, Jean-Luc (sous le pseudonyme de Gilbert PADOUL), « Comment connaissons-nous la Chine ? », *Le Débat*, n° 9, février 1981, p. 96-105.

LE BLANC, Charles, *Profession. Sinologue*, Presses de l'Université de Montréal, 2007, 72 p.

PADOUL, Gilbert (Jean-Luc Domenach), « Chine 74 : des modèles aux problèmes », *Esprit*, n° 436, juin 1974, p. 985-986.

PADOUL, Gilbert, « Comment connaissons-nous la Chine ? », *Le Débat*, n° 9, février 1981, p. 96-105.

TÉTREAU, Jean, « État actuel de notre sinologie », *L'Action nationale*, vol. LXV, n° 8, avril 1976, p. 547-561.

VILTARD, Yves, *La Chine américaine. Il faut étudier la Chine contemporaine*, Paris, Belin, 2003, 352 p.

VILTARD, Yves, « Les paradigmes à l'épreuve de l'air du temps. Quand le discours des sciences sociales sur l'exception chinoise légitimait la révolution », *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 5, 1995, p. 826-856.

VILTARD, Yves, « Naissance de la Chine contemporaine aux États-Unis : l'archéologie d'un énoncé sinologique américain », *Perspectives Chinoises*, août 1999, n° 54, p. 68-82.

2.5. Les relations sino-canadiennes

APPEL, Maureen, « Canadian Attitudes to Communist China », mémoire de maîtrise (science politique), Université McGill, 1964, 204 p. [Disponible en ligne :

http://digitool.library.mcgill.ca/webclient/StreamGate?folder_id=0&dvs=1543501670167~475]

EVANS, Paul & FROLIC, Michael, *Reluctant Adversaries: Canada and the People's Republic of China, 1949-1970*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, 268 p.

EVANS, Paul, « Canadian Public Opinion on Relations with China: An Analysis of the Existing Survey Research », Toronto, Joint Centre on Modern East Asia, Working Paper #33, 1985, 46 p.

HSU, Pu-Shih Thomas, « The Chinese-Canadian News Presses' Coverage of Canada's recognition of the People's Republic of China and its effects on the Vancouver Chinese Community, 1968-1972 », mémoire de M.A. (histoire), Simon Fraser University, 2005, p. 40.

LAI, David Chuenyan, « Le Quartier chinois de Montréal, des années 1890 à 2014 ». [<http://www.sfu.ca/chinese-canadian-history/PDFs/Montreal-FrChi-WebFinal.pdf>]

LAI, David Chuenyan, *Chinatowns, Towns Within Cities in Canada*, Vancouver, University of British Columbia Press, p. 149-154.

PRICE, John, *Orienting Canada: Race, Empire, and the Transpacific*, Vancouver, UBC Press, 2011, 464 p.

SINGER, Martin, *Relations universitaires du Canada avec la République populaire de Chine depuis 1970*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 2 volumes, 1987, 568 p.

YUAN, Wei, « Acupuncture Comes to Canada: The Struggle for Professional Recognition, 1970-1996 », thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 2000, 514 p.

2.6. Les relations sino-québécoises

CHA, Jonathan, « La représentation symbolique dans le contexte de la mondialisation. L'exemple de la construction identitaire du quartier chinois de Montréal », *JSÉAC*, vol. 29, nos 3-4, 2004, p. 3-18.

DESHARNAIS, Daniel, *La représentation de la Chine dans les médias québécois à l'époque de la Révolution culturelle chinoise (1966-1976)*, mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 2001, 156 p.

GRANGER, Serge, « La longue marche du Québec vers la reconnaissance de la Chine communiste », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1 (2014), p. 42-61.

GRANGER, Serge, « Le cinéma québécois et la Chine, 1930-1980 », dans Shenwen LI (dir.), *Chine-Europe-Amérique. Rencontres et échanges de Marco Polo à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 149-158.

GRANGER, Serge, *Le lys et le lotus - les Relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950*, Montréal, VLB éditeur, 2005, 190 p.

GRANGER, Serge, « Le retour du Québec en Chine, 1960-1985 », dans Stéphane PAQUIN et Louise BEAUDOIN (dir.), *Histoire des relations internationales du Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2006, p. 118-128.

HELLY, Denise, *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 277.

LIU, Yuxi, « Au pays de l'avenir radieux : Voyages des Québécois en Chine populaire (1971-1975) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 71, nos 3-4, hiver-printemps 2018, p. 133-156.

2.7. Histoire politique du Québec

BEAUCAGE, Pierre, « Le Vent du Sud : les idées du tiers-monde et les marxistes québécois dans les années 1970 », *La Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 27, n° 1, 1990, p. 95-114.

BEAUDET, Pierre, « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, p. 97-117.

BEAUDRY, Lucille, « Le marxisme au Québec. Une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) », p. 259-279, dans Lucille Beaudry et al. (dir.), *Un siècle de marxisme*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.

BEAUDRY, Lucille, « Le passage du terrorisme feilquiste au marxisme-léninisme : vers la révolution différée », dans *Violences politiques. Europe et Amériques, 1960-1979*, Montréal, Lux Éditeur, 2013, p. 235-242.

BENOÎT, Jacques, *L'extrême gauche*, Ottawa, *La Presse*, 1977, 139 p.

BESNER, Jacques, « Point de vue montréalais sur une relation privilégiée : Montréal et Shanghai », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 1, automne 2013, p. 191-208.

CAREL, Ivan Carel et Robert COMEAU (dir.), *En Lutte ! Écrits politiques. Vol. II (1972-1982)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, 380 p.

CAREL, Ivan, « 'La gauche n'a pas de tradition' : l'histoire à gauche, vue par Charles Gagnon », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, p. 38-52.

COMBY, Marc, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal 1970-1974 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, 118-133.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, *Le Droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, coll. « Études québécoises », 1989, 545 p.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, *Les communistes au Québec, 1936-1956 : Sur le Parti communiste du Canada / Parti ouvrier-progressiste*, Montréal, Les Presses de l'Unité, 1981, 104 p.

DANSEREAU, Bernard, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 25-36.

DEMERS, Maurice, « De l'exotisme à l'effet miroir : l'écriture de l'histoire latino-américaine au Canada français », dans « S'appropriier le passé des autres : les usages de l'histoire internationale au Québec avant la Révolution tranquille », numéro thématique de *MENS, Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1, automne 2012, p. 19-54.

DENIS, Roch et Luc RACINE, « La conjoncture politique québécoise, 1960-1970 », dans Édouard Cloutier et Daniel Latouche (dir.), *Le système politique québécois*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1979, p. 519-536.

DENIS, Serge, « Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec », de Jean-Philippe Warren, Montréal, VLB éditeur, 2007, 255 p », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n° 2, 2008, p. 235-241.

DÉSY, Marielle et al., *La conjoncture au Québec au début des années 80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Rimouski, Librairie socialiste de l'est du Québec, 1981, 200 p.

FAVREAU, Louis, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Montréal, Éditions Socialisme et Indépendance, 1981, p. 281-296.

FORTIN, Andrée, « Les revues de gauche au Québec, 1960 et 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, p. 78-86.

FOURNIER, Marcel, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Laval, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 167 p.

François Cyr, Jean Lalande et Richard Poulin, « Heurs et malheurs d'En Lutte (genèse et trajectoire) », *Les cahiers du socialisme*, nos. 10-11, automne 1982, p. 268.

GILL, Louis, « Derrière l'étiquette, le contenu ! Notes en marge du dossier sur le mouvement 'marxiste-léniniste' au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 1, automne 2005, p. 299-307.

LÉONARD, Jean-François et Pierre HAMEL, « Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise », *Politique aujourd'hui*, nos 7-8, 1978, p. 155-164.

LINTEAU, Paul-André, DUROCHER René, ROBERT Jean-Claude et RICARD François, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, 739p. Nouvelle édition, Montréal, Boréal, 1989, 840 p.

MCGRAW, Donald, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions coopératives A. St-Martin, 1979, 184 p.

MILLS, Sean, *Contester l'Empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, traduit de l'anglais par Hélène Paré, Montréal, Éditions Hurtubise, 2011, p. 253.

MILOT, David, « Présentation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 11-16.

MILOT, Pierre, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec, 1972-1982*, mémoire de M.A. (science politique), 1982, 102 p.

PIOTTE, Jean-Marc, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB éditeur, 1987, 140 p.

RACINE, Luc et Roch DENIS, « La conjoncture politique québécoise depuis 1960 », *Socialisme québécois*, nos 21-22, avril 1971, p. 17-78.

ROBERT, Camille, « Toutes les femmes sont d'abord ménagères » : *Discours et mobilisations des féministes québécoises autour du travail ménager (1968-1985)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQÀM, 2017, 164 p.

VAILLANCOURT, Yves, « Les politisés chrétiens et la libération », *Relations*, n° 371, mai 1972, p. 141-145.

WARREN, Jean-Philippe, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007, 252 p.

2.8. La diplomatie du peuple, les associations d'amitié avec la Chine

BASTID-BRUGUIÈRE, Marianne, « Les relations entre la France et la Chine aux XIX^e et XX^e siècles : lignes de force et caractères originaux », 15-18 décembre 2002, Huaxian (Chine).

BRADY, Anne-Marie, *Making the Foreign Serve China: Managing Foreigners in the People's Republic*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2003, 286 p.

BRADY, Anne-Marie, *Friend of China: The Myth of Rewi Alley*, Londres, Routledge, 2002, 210 p.

BUCHANAN, Tom, *East Wind. China and the British Left, 1925-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2012, 288 p.

CORDOBA, Cyril Cordoba et LIU, Kaixuan, « Unconditional Followers of the RPC? Friendship Associations with China in France and Switzerland, 1950s-1980s », dans Janick Marina Schaufelbuehl, Marco Wyss et Valeria Zanier (dir.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split*, Leiden/Boston, Brill, 2019, p. 87-107.

LIU, Kaixuan, « Les amis de la Chine ? Le cas de l'Association des amitiés franco-chinoises (1952-1981), dans Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, Reveneuve, 2017, p. 231-245.

LOVELL, Julia, "The Uses of Foreigners in Mao-era China: 'Techniques of hospitality' and International Image-building in the People's Republic, 1949-1976", dans Andrew Pettegree (dir.), *Transactions of the Royal Historical Society*, vol. 25, Londres, Cambridge University Press, 2015, p. 135-158.

GAO, Jiayi, *Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l'histoire des relations sino-françaises (1949-1969)*, thèse de doctorat (sciences sociales), École normale de Cachan, 2015, 295 p.

SHAW, Alistair, "Telling the Truth about People's China", these de doctorat (études asiatiques), Victoria University of Wellington, 2010.

UNGOR, Cagdas, « Reaching the Distant Comrade: Chinese Communist Propaganda Abroad (1949-1976) », thèse de doctorat (histoire), State University of New York at Binghamton, 2009, 343 p.

2.9. Mao Zedong, le Parti communiste chinois et le marxisme-léninisme en Chine

BOUC, Alain, *Mao Tsé-Toung ou la révolution approfondie*, Paris, Le Seuil, coll. Combats, 1975, 266 p.

- DIRLIK, Arif, « Mao Zedong dans l'historiographie et le discours officiel chinois aujourd'hui », *Perspectives chinoises*, n° 2, 2012, p. 19-30.
- FAIRBANK, John K., *La grande révolution chinoise. 1800-1989*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1989 [1986], 546 p.
- SUN, Tingyuan, « Le marxisme-léninisme en Chine », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 236-327.
- SCHRAM, Stuart R., *Mao Tsé-toung*, Paris, Armand Colin, 1963, 415 p.
- TAMIATTO, Jérémie, « La naissance du parti communiste chinois : le début de la 'Grande Renaissance' ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 34, n° 2, 2011, p. 81-90.